7

SÉNAT

TABLE DES DÉBATS

ANNÉE 1964

Ce volume contient les tables de la 2e session ordinaire de 1963-1964 et de la 1re session ordinaire de 1964-1965.

REDIGEE PAR LE SERVICE DES ARCHIVES DU SENAT

TABLES
Volume 7

PARIS
IMPRIMERIE DES JOURNAUX OFFICIELS
26, RUE DESAIX, 26

1965

SÉNAT

TABLE DES DÉBATS

ANNÉE 1964

SÉNAT

TABLE DES DÉBATS

2e session ordinaire de 1963-1964..... Du 2 avril au 30 juin 1964.

1re session ordinaire de 1964-1965..... Du 2 octobre au 18 décembre 1964.

NOTA. — Les numéros des documents du Sénat sont relatifs à la session de 1963-1964 pour la période du 1er janvier au 30 septembre et à la session de 1964-1965 pour la période du 1er octobre au 31 décembre.

ABREVIATIONS

I	**Impression.**
J. O.	***Journal officiel.***
p.	**page.**

TABLE DES DÉBATS

AVERTISSEMENT

La Table des Débats a pour objet de faciliter la recherche des questions traitées au cours des débats du Sénat.

Elle réunit en un seul volume et en trois parties distinctes : une Table nominative, une Table analytique et une Table de renseignements divers.

Elle met à la disposition des membres de l'Assemblée :

— en regard des noms de MM. les Sénateurs (Table nominative), un exposé chronologique succinct de leur activité parlementaire au cours de l'année ;

— pour chacune des matières examinées par le Sénat (Table analytique), le résumé et l'analyse des travaux de l'Assemblée ;

— enfin, dans la dernière partie, divers renseignements relatifs au fonctionnement du Sénat.

Pour l'usage de la présente Table, il est précisé que les références des dates sont celles des dates de séances.

TABLE NOMINATIVE

A

ABEL-DURAND (M.) [Loire-Atlantique].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [9 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi modifiant et complétant le chapitre III du livre Ier du code pénal [25 juin 1964] (n° 300).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention du conseil de l'Europe sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités, signée à Strasbourg le 6 mai 1963 [17 décembre 1964] (n° 104).

Question orale :

M. Abel-Durand expose à *M. le ministre des travaux publics et des transports* que la direction commerciale de la Société nationale des chemins de fer français vient de diffuser sa brochure saisonnière concernant le service d'été de 1964, qu'elle y présente un tableau des améliorations récemment réalisées dans l'électrification et la traction diesel, qu'une fois de plus la ligne le Mans—Angers—Nantes—le Croisic—Quimper en est exclue alors que, de part et d'autre, les lignes Paris—Rennes, Paris—Tours—Poitiers—Bordeaux sont électrifiées ou en cours d'électrification. Il lui demande si l'amélioration de la desserte ferroviaire d'une région dont Nantes est le centre géographique est définitivement ajournée, alors qu'elle serait la condition du redressement économique dont le Gouvernement lui-même reconnaît la nécessité [2 juin 1964] (n° 572). — Réponse [16 juin 1964] (p. 628, 629).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif aux sessions des conseils généraux** [5 mai 1964]. — Discussion des articles : *son amendement tendant à insérer un article additionnel, ayant pour objet le retour à la loi de* 1871 *en ce qui concerne la date de l'élection de la commission départementale* (p. 232, 233). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la protection maternelle et infantile** [28 mai 1964]. — Discussion générale (p. 411). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif aux professions d'orthophoniste et d'aide orthoptiste** [28 mai 1964]. — Discussion générale (p. 416). — Prend la parole au cours du débat sur les questions orales de MM. Vallin, Champeix, Raybaud et Héon relatives à la **réforme administrative** [2 juin 1964] (p. 443, 444). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants** [4 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Héon :* observations (p. 492). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant modification de l'article 2 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut des fonctionnaires** [11 juin 1964]. — Discussion générale (p. 545, 546). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 572** (cf. *supra*) [16 juin 1964] (p. 629). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Lachèvre, Le Bellegou et David relatives à la **situation de la marine marchande et de la construction navale** [13 octobre 1964] (p. 1080, 1081). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi visant la confiscation des véhicules servant d'instruments à des crimes ou délits** [22 octobre 1964]. — Discussion générale (p. 1140). — Intervient dans la discussion du **projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation** [29 octobre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 10 : *sous-amendement de M. Dailly* (p. 1231). — Art. 11 : observations sur la définition des « occupants » (p. 1232). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant modification des dispositions du code civil relatives à la tutelle et à l'émancipation** [5 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : observations sur l'amendement de M. Jozeau-Marigné à l'article 459 du code civil (p. 1338). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite** [6 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. L. 19 *bis (nouveau) : son amendement tendant à insérer cet article relatif au calcul de la pension en cas d'abaissement de la limite d'âge d'admission à la retraite* (p. 1356, 1357) ; le retire (*ibid.*) ; Art. additionnel 12 *(nouveau) : son amendement tendant à insérer cet article relatif au calcul des pensions des magistrats radiés des cadres par abaissement des limites d'âge en vertu de l'ordonnance du* 22 *décembre* 1958 (p. 1388). — Intervient dans la discussion **du projet de loi de finances pour 1965** [16 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, SECTION III : MARINE MARCHANDE. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur les problèmes de la construction navale (p. 1543, 1544) ; SECTION II : AVIATION CIVILE. — Discussion générale. — Observations sur : l'abandon éventuel de la construction de l'avion *Concorde ;* l'acquisition par Air Inter de quatre *Nord- 262* (p. 1557). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1964]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur l'aménagement régional, la région administrative, la réfome des finances départementales et communales (p. 1704, 1705, 1706). — **Suite de la discussion** [23 novembre 1964]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur le problème du recrutement des infirmières et sur celui de la délinquance juvénile dans son aspect particulièrement intéressant, à savoir la prévention (p. 1796 à 1798). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — EDUCATION NATIONALE. — Discussion générale (p. 1940). — Examen des crédits. — Art. 60 : observations sur l'emploi et la répartition des crédits de la loi Barangé (p. 1952, 1953). — Intervient dans la discussion, en deuxième lecture, du **projet de loi relatif au régime et à la pollution des eaux** [2 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er *bis : amendement de M. David* (p. 2085) ; Art. 2 : *amendement de M. Verdeille* (p. 2086). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve plan** [8 décembre 1964]. Discussion générale (p. 2215, 2216). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [14 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 44 : *amendement de M. Lagrange* (p. 2321, 2322).

AHMED (M. ABDALLAH) [Comores].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [14 novembre 1964]. — **Territoires d'outre-mer.** — Discussion générale (p. 1520, 1521).

ALRIC (M. GUSTAVE) [Aube].

Est nommé vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [7 octobre 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion [1er décembre 1964].

Dépôt législatif :

Reprend, conformément au troisième alinéa de l'article 28 du règlement, sa *proposition de loi* (n° 117-1962/1963) portant amnistie [7 octobre 1964].

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [18 novembre 1964]. — ESSENCES. — Discussion générale (p. 1661). — **Suite de la discussion** [23 novembre 1964]. — INDUSTRIE. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur les problèmes de l'artisanat et l'encouragement aux recherches dans le domaine textile (p. 1804, 1805).

ANDRE (M. LOUIS) [Calvados].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

ARGENLIEU (M. PHILIPPE D') [Sarthe].

Est nommé vice-président de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

ARMENGAUD (M. ANDRÉ) [Français établis hors de France].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative) [20 octobre 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion [1er décembre 1964].

Question orale :

M. André Armengaud expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que des Français rapatriés d'Afrique ont fait diligence pour trouver une activité de reconversion en métropole et, à la fois, cherché des entreprises à vendre et réuni les fonds nécessaires à leur part d'autofinancement ; que, sans attendre l'attribution de prêts et subventions consécutifs à l'examen de leurs dossiers par les commissions de reclassement compétentes, ils ont souvent, non seulement mis en jeu leurs ressources propres, mais encore pris des engagements, même à terme assez long, afin que s'écoule une période suffisante pour cet examen et l'octroi du concours financier de l'Etat ; que néanmoins la cadence extrêmement lente d'examen des dossiers est encore alourdie par les délais qui s'écoulent entre la décision de consentir les prêts et subventions demandés et la remise des liquidités correspondantes aux rapatriés, sans lesquelles ils ne peuvent dénouer les opérations de rachat prévues et qu'il s'ensuit un contentieux avec les vendeurs attachés aux délais de paiement acceptés par les rapatriés, lequel peut aller jusqu'à la nullité de la vente consentie et, par là même, à la ruine des rapatriés, endettés le plus souvent par les emprunts qu'ils ont faits auprès de tiers pour assurer leur part d'autofinancement ; que la lenteur précitée des procédures, comme le risque de contracter avec un vendeur indifférent à la condition et à la situation des rapatriés en instance de prêts, aboutissent à freiner toutes initiatives des rapatriés ne disposant pas — et c'est un cas exceptionnellement rare — des ressources nécessaires pour assurer leur reconversion. Il lui demande, en conséquence : 1° s'il n'est pas possible d'envisager un mécanisme de crédits de relais par le moyen des banques nationalisées ou autres établissements de crédit, qui permette le préfinancement des prêts approuvés, en attendant leur mandatement par le crédit hôtelier ; 2° à défaut, s'il n'estime pas nécessaire de prévoir un moratoire d'office pour les engagements pris à l'égard de vendeurs, dans le cas où il s'agit de rapatriés de bonne foi dont les dossiers de demandes de prêts et de subventions ont été régulièrement préparés et déposés auprès des instances qualifiées du ministère des rapatriés [12 novembre 1964] (n° 618).

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur la pétition n° 13 du 22 novembre 1962 (affaire Leblanc : spoliation de biens en Indochine) [28 mai 1964] (n° 203).

Proposition de loi tendant à accorder aux Français exerçant ou ayant exercé à l'étranger une activité professionnelle salariée ou non salariée, la faculté d'accession au régime de l'assurance volontaire vieillesse [12 novembre 1964] (n° 28).

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi portant ratification d'un décret relatif au recouvrement des prélèvements et taxes complémentaires dans la Communauté économique européenne** [21 mai 1964]. — Discussion générale (p. 375, 376). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants** [4 juin 1964]. — Discussion des articles. — Après l'article 7 : *amendement de M. Giacobbi* (p. 498). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française** [12 juin 1964]. — Discussion générale (p. 588, 595). — Intervient, au nom de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi portant fixation du prix du permis de chasse** [30 juin 1964]. — Intervient, au nom de la commission spéciale, dans la discussion du **projet de loi portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite** [5 novembre 1964]. — DISCUSSION DES ARTICLES DU CODE. — Art. L. 1 : demande au Gouvernement, à l'occasion de la discussion de ce projet de loi, d'examiner, dans le cadre d'un projet de loi particulier, le sort des bénéficiaires de tous les régimes locaux (p. 1312, 1313) ; Art. L. 4 : *sur l'application de l'art.* 40 *de la Constitution à l'amendement de M. Dutoit* (p. 1314) ; Art. L. 8 : *sur l'application de l'art.* 40 *à l'amendement de M. Raybaud* (p. 1319). — **Suite de la discussion** [6 novembre 1964]. — Art. L. 31 : *son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa garantissant le fonctionnaire civil détaché contre l'éventuelle défaillance de l'Etat étranger ou de l'organisme au profit duquel il exerce ses fonctions* (p. 1361) ; le retire (p. 1362) ; Art. L. 37 : *sur l'application de l'art.* 40 *à l'amendement de M. Bossus* (p. 1363) ; Art. L. 49 : *sur l'application de l'art.* 40 *à l'amendement de M. Bossus* (p. 1367). — DISCUSSION DES ARTICLES DU PROJET DE LOI. — Art. 4 : observations sur la situation des retraités de l'ex-caisse de la France d'outre-mer (p. 1379) ; *sur l'application de l'art.* 40 *à l'amendement de M. Lagrange et au sous-amendement de Mme Cardot* (p. 1380) ; *sur l'application de l'art.* 40 *à l'amendement de M. Monteil* (p. 1382 ; Art. 6 *ter : amendement de M. Lagrange* (p. 1384) ; *son amendement tendant, après l'article* 12, *à insérer un article additionnel assurant la garantie de l'Etat aux retraités français des régimes locaux d'Algérie et des anciens pays d'outre-mer* (p. 1388, 1389) ; le retire (*ibid.*) ; *sur l'application de l'art.* 40 *à l'amendement de M. le général Ganeval* (p. 1390) ; *sur l'application de l'art.* 40 *à l'amendement de M. Bossus* (p. 1391) ; Art. 3 (*précédemment réservé*) : *amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat* (p. 1392). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [12 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1407 à 1410). — **Suite de la discussion** [13 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 9 : observations sur les opérations de fusion et les liquidations de sociétés (p. 1448) ; Art. 19 : observations sur le prélèvement exceptionnel opéré sur les ressources du fonds de soutien aux hydrocarbures (p. 1473 ; Art. 24 : *amendement de M. Dulin* (taxe sur les corps gras alimentaires) (p. 1485). — **Suite de la discussion** [24 novembre 1964]. — COOPÉRATION. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 1772 à 1774) (p. 1776). — Examen des crédits. — Etat B, Titre IV : observations sur l'aide multilatérale (p. 1776, 1777). **Suite de la discussion** [25 novembre 1964]. — INTÉRIEUR, SERVICE DES RAPATRIÉS. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion de ce budget (p. 1892 à 1896) ; (p. 1904, 1905). — Examen des crédits. — Etat B, Titre III : *amendement de M. Louis Gros* (dépôt, par le Gouvernement, d'un rapport sur les conditions d'application de la loi du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer) (p. 1907, 1908) ; Titre IV : *amendement de M. Le Bellegou ;* observations sur les conditions d'application de l'art. 42 de la loi organique (p. 1909, 1910). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. SERVICES FINANCIERS ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — Discussion générale. — Observations sur l'harmonisation fiscale dans le cadre du Marché commun (p. 1993). — ARTICLES ADDITIONNELS. — *Son amendement tendant à insérer, après l'art.* 52, *un article additionnel tendant à aligner les entreprises exerçant une activité dans les départements d'outre-mer à celles ayant bénéficié d'une prolongation de délai pour procéder à la revi-*

sion de leur bilan (p. 2013) ; le retire (*ibid.*). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [14 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 14 : *amendement de M. Pellenc* (conditions d'encaissement des fournitures d'électricité et de gaz) (p. 2304) ; *explique son vote sur l'amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat, tendant à rétablir l'art.* 43 *portant modification du droit de vote dans les assemblées générales des sociétés* (p. 2320, 2321) ; Art. 45 : observations sur les crédits prévus pour l'exercice 1964 en faveur des bourses d'enseignement aux jeunes français de l'étranger (p. 2327, 2328). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** de la **proposition de loi sur les marques de fabrique, de commerce ou de service** [16 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2400, 2401). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Marcilhacy* (p. 2402) ; Art. 2 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction des trois derniers alinéas de cet article* (p. 2402) ; Art. 28 : *ses amendements tendant à modifier les alinéas* 1er *et* 3 *du texte proposé pour l'article* 422 *du code pénal* (p. 2405). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant prise en charge et revalorisation de droits et avantages sociaux consentis à des Français ayant résidé en Algérie** [16 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement tendant, au deuxième alinéa de cet article, à remplacer la date du* 1er *juillet* 1966 *par celle du* 1er *avril* 1968 (p. 2409). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des finances, dans la discussion, en **troisième lecture,** du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [18 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2467).

AUBERT (M. EMILE) [Basses-Alpes].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

AUDY (M. MARCEL) [Corrèze].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Question orale :

M. Marcel Audy appelle l'attention de *M. le ministre de l'intérieur* sur les inconvénients multiples et certains qui découlent, pour les populations rurales, notamment en montagne, du choix d'un jour d'hiver pour une élection. Il tire argument des commentaires de l'ensemble des observateurs et de M. le ministre de l'intérieur lui-même sur les élections des 8 et 15 mars pour lui demander : 1° s'il ne lui paraît pas opportun de n'organiser des élections qu'à des époques où le mauvais temps ne risquerait pas de favoriser l'abstentionnisme ; 2° en outre, quelles mesures le Gouvernement pourrait prendre, ou envisager de prendre, pour planifier en quelque sorte les dates des scrutins ; 3° si notamment, pour remédier à la dispersion des consultations, actuellement fixées par des textes législatifs ou réglementaires datant d'époques diverses, et sans aucune coordination, le Gouvernement ne pourrait pas étudier et proposer une loi aux termes de laquelle les scrutins auraient lieu, en règle ordinaire, un jour fixe de l'année (le deuxième mardi de mai par exemple), qui serait connu à l'avance de tous, reviendrait régulièrement chaque année et permettrait aux électeurs, dont un nombre appréciable ne vote pas au lieu de leur domicile, de se prononcer à la fois pour les élections aux diverses assemblées politiques, consulaires, professionnelles, sociales, etc. [3 avril 1964] (n° 554). — Réponse [21 avril 1964] (p. 164).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 554** (*cf. supra*) [21 avril 1964] (p. 164). — Intervient dans la discussion du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [16 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 4 *bis* : *amendement de M. Restat* (p. 657).

B

BAGNEUX (M. JEAN de) [Côtes-du-Nord].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif à l'organisation des associations communales de chasse** [29 juin 1964]. — Discussion générale (p. 903). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Lachèvre, Le Bellegou et David relatives à la **situation de la marine marchande et de la construction navale** [13 octobre 1964] (p. 1079, 1080). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [13 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Ar. 11 : *amendement de M. Pellenc* (p. 1450) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe III excluant des dispositions de cet article les immeubles classés ou inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques* (p. 1451) ; le retire (p. 1452).

BAJEUX (M. OCTAVE) [Nord].

Est nommé membre de la commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole [19 mai 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [18 juin 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [27 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Est nommé membre suppléant du conseil supérieur de l'aménagement rural [14 novembre 1964].

Interventions :

Intervention dans la discussion de la **proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture** [12 mai 1964]. — Discussion des articles. — TITRE Ier : Art. 1er : *soutient le sous-amendement de M. Kauffmann tendant à remplacer « organismes représentatifs » par « organismes les plus représentatifs »* (p. 254) ; TITRE II : Art. 8 : *soutient le sous-amendement de M. Kauffmann tendant à remplacer les mots « peuvent bénéficier » par le mot « bénéficient »* (p. 259) ; le retire (*ibid.*) ; TITRE IV : Art. 16 A (*nouveau*) : *soutient l'amendement de M. Kauffmann tendant à insérer cet article prévoyant la nullité de plein droit des contrats d'intégration non conformes à un contrat collectif national ou régional* (p. 268, 269) ; TITRE V : Art. 16 B *bis* (*nouveau*) : *son sous-amendement disposant que « à défaut d'adaptation des contrats dans les délais susvisés les producteurs agricoles seront déliés de leurs engagements »* (p. 270) ; après l'article 16 D : *soutient l'amendement de M. Kauffmann tendant à insérer un article additionnel* 16 D *bis nouveau relatif à la publicité à donner aux contrats collectifs* (p. 271) ; le retire (*ibid.*). — Prend part à la discussion du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [16 juin 1964]. — Discussion générale (p. 639). — Discussion des articles. — Art. 2 *bis* (*nouveau*) : *son sous-amendement tendant à modifier le début du texte proposé par l'amendement de M. Restat en introduisant la notion de « dommages non normalement assurables »* (p. 650) ; Art. 3 *bis* (*nouveau*) : explique son vote sur le sous-amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture (p. 652). — **Suite de la discussion** [17 juin 1964]. — Art. 4 *bis* (*nouveau*) (précédemment réservé) : *sous-amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture* (p. 675) ; *son sous-amendement tendant à insérer, après le* 3e *alinéa, un nouvel alinéa concernant l'assurance des biens donnés à bail* (p. 676). — **Discussion en deuxième lecture** [26 juin 1964]. — Discussion des articles. Art. 3 *bis* : *amendement de M. Restat* (p. 870) ; Art. 4 *bis* : *amendement de M. Restat* (p. 870). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales déposées par plusieurs Sénateurs relatives à la **politique agricole du Gouvernement** [20 octobre 1964]. (p. 1126, 1127). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant modification des dispositions du code civil relatives à la tutelle et à l'émancipation** [5 novembre 1964]. — Discussion des articles. Art. 1er : *son amendement tendant, pour le* 3e *alinéa de l'article* 456 *du code civil visant la location par le tuteur des immeubles appartenant au mineur, à revenir au texte gouvernemental* (p. 1332) ; *son amendement tendant à compléter le* 3e *alinéa de l'article* 456 *par un alinéa spécifiant que les dispositions dérogeant au droit commun ne sont opposables au preneur que si elles figurent expressément au contrat de bail* (p. 1335, 1336). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [20 novembre 1964]. — PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — Examen des crédits : *son amendement tendant à insérer, après l'art.* 53, *un article additionnel précisant que les dispositions de l'art.* 27 *de la loi du* 8 *août* 1962, *relatives à l'indemnité viagère de départ, prendront effet à compter du* 8 *août* 1962 (p. 1723, 1724) ; (cet amendement est réservé et sera appelé avec le budget de l'agriculture) (*ibid.*). — AGRICULTURE. — Discussion générale. — Observations sur

le problème de l'indemnité viagère de départ (p. 1738). — Examen des crédits : *son amendement tendant à insérer, après l'article* 53, *un article additionnel relatif à l'indemnité viagère de départ servie par le fonds d'action sociale* (p. 1768). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [15 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 44 *nonies* : *amendement de M. Dailly tendant à insérer cet article relatif au régime fiscal du preneur d'exploitation agricole en place faisant usage de son droit de préemption dans le but d'installer un enfant majeur* (p. 2353) ; le retire (*ibid.*).

BALESTRA (M. CLÉMENT) [Var].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Intervention :

Intervient au cours du débat sur les questions orales déposées par plusieurs Sénateurs, relatives à la **politique agricole du Gouvernement** [20 octobre 1964] (p. 1122, 1123).

BARATGIN (M. PAUL) [Hautes-Pyrénées].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [9 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

BARDOL (M. JEAN) [Pas-de-Calais].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [7 octobre 1964].

Questions orales :

M. Jean Bardol expose à *M. le ministre du travail* qu'un grave conflit oppose le personnel à la direction des Aciéries de Paris-Outreau, importante usine métallurgique à Outreau (Pas-de-Calais). A la suite d'une grève de vingt-quatre heures qui eut lieu le 18 mars 1964, la direction procéda arbitrairement au licenciement de plusieurs ouvriers et d'un délégué du personnel. Une grève de quarante-huit heures fut alors observée. La reprise du travail fut décidée à la suite de l'engagement pris par le patronat de réintégrer les ouvriers mis à pied et de soumettre le cas du délégué à l'arbitrage de l'inspecteur du travail. Le comité d'entreprise refusa le licenciement et l'inspecteur du travail, après une enquête sérieuse, prit la même décision le 13 avril 1964. Mais la direction s'est refusée jusqu'alors à appliquer cette décision. Elle a présenté un recours hiérarchique et intenté une action judiciaire devant le conseil de prud'hommes. Une circulaire ministérielle TMO 23/62 du 3 août 1962 stipule : « Un délégué mis à pied, dont le licenciement aura été refusé, devra être admis à reprendre le plein exercice de ses fonctions de délégué, même si un recours hiérarchique ou une action judiciaire est intenté ; l'effet de ceux-ci n'étant pas suspensif, il convient d'admettre également qu'il pourra dans les mêmes conditions prétendre à être réintégré dans l'emploi qu'il occupait avant sa mise à pied ». Dans ces conditions, il lui demande quelles sont les décisions qu'il entend prendre pour que la loi soit respectée et pour que le délégué arbitrairement sanctionné soit immédiatement et effectivement réintégré [26 mai 1964] (n° 569). — Réponse [16 juin 1964] (p. 626, 627).

M. Jean Bardol expose à *M. le ministre du travail* que la direction de l'usine métallurgique (Compagnie des compteurs) de Marquise-Rinxent (Pas-de-Calais) a procédé le 29 mai au licenciement collectif, pour une durée indéterminée, de ses quelques 1.000 ouvriers. Le motif invoqué par la direction pour procéder à ce lock-out est la lutte menée par les travailleurs sous forme de grèves et de débrayages pour obtenir la satisfaction de légitimes revendications. Ladite direction prétend, en outre, ne réouvrir l'usine que si le travail reprend dans des « conditions normales », c'est-à-dire, si les ouvriers cessent de revendiquer, d'user du droit de grève. Ce lock-out constitue donc à la fois une entrave délibérée à la liberté du travail et une atteinte caractérisée aux libertés syndicales. Il lui demande s'il entend prendre des mesures pour obtenir la réouverture immédiate de l'usine et pour sanctionner les responsables de cet acte illégal [3 juin 1964] (n° 573). — Réponse [16 juin 1964] (p. 627, 628).

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur les **questions orales de MM. Talamoni et Coutrot relatives au problème social du logement** [21 avril 1964] (p. 176, 177). — Prend la parole, au nom de M. David, au cours du débat sur la question orale déposée par ce dernier relative à la **politique agricole du Gouvernement** [28 avril 1964] (p. 208 à 211) ; (p. 214). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à ses **questions orales n°s 569 et 573** (cf. *supra*) [16 juin 1964] (p. 626, 627 et 628). — Intervient dans la discussion du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [16 juin 1964]. — Discussion générale (p. 643). — Discussion des articles. — Art. 4 *bis* : *amendement de M. Restat ;* observations (p. 654, 655, 656). — **Suite de la discussion** [17 juin 1964]. Art. 4 *bis* (nouveau) (précédemment réservé) : *sous-amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture* (p. 675) ; *sous-amendement de M. Sempé* (p. 678) ; *sous-amendement de M. Monsarrat* (p. 679) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 682). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la création d'offices de tourisme dans les stations classées** [26 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 4 : *observations sur l'amendement de M. Henriet* (p. 864). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [26 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 4 *bis* : *amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture* (p. 872). — Explique son vote sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le **projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne** [26 juin 1964] (p. 880). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [13 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1431, 1432). — Discussion des articles : *son amendement tendant à insérer un article additionnel ayant pour but de demander au Gouvernement de déposer avant la fin de la présente session un projet de loi portant aménagement du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques* (p. 1443) ; Art. 3 : *son amendement tendant à ajouter un nouvel alinéa spécifiant que la taxe complémentaire ne sera plus appliquée aux artisans fiscaux pour l'imposition des bénéfices de l'année* 1965 (p. 1444) ; Art. 4 : *son amendement tendant à abaisser de* 75 *ans à* 65 *ans l'âge à partir duquel seront allégées les charges fiscales des contribuables retraités de l'Etat ou de la sécurité sociale* (p. 1444) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel étendant les dispositions de l'art.* 4 *à tous les retraités n'exerçant plus d'activité salariée* (p. 1445) ; Art. 6 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (ibid.) ; Art. 9 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1448). — **Suite de la discussion** [16 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, SECTION III : MARINE MARCHANDE. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur la situation de l'industrie des pêches maritimes (p. 1540, 1541, 1542). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1964]. — EDUCATION NATIONALE. — Discussion générale (p. 1924 à 1926) ; (p. 1947). — Suite de la discussion [26 novembre 1964]. — IMPRIMERIE NATIONALE. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion de ce budget (p. 1965, 1966). — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art. 67 *bis* : *amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat* (p. 2012). — Explique son vote sur l'ensemble du budget (p. 2018). — Intervient dans la discussion du **projet de loi prorogeant le mandat des conseillers généraux de la Seine (banlieue)** [3 décembre 1964]. — Discussion de l'article unique. — Explique son vote sur l'amendement de MM. Coutrot et Bossus (p. 2118). — Explique son vote sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du **projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion** [3 décembre 1964] (p. 2129). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [14 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1° (p. 2300) ; Art. 14 : demande la suppression de cet article concernant les conditions d'encaissement des fournitures d'électricité et de gaz (p. 2303, 2304, 2305) ; Art. 19 : (p. 2307). — **Suite de la discussion** [15 décembre 1964]. — Art. 44 *nonies* : explique son vote sur l'amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat (p. 2354).

BARRACHIN (M. EDMOND) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

BAUMEL (M. JACQUES) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Est élu délégué titulaire représentant la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [20 octobre 1964].

BAYROU (M. MAURICE) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la vaccination antipoliomyélitique obligatoire** [28 mai 1964]. — Discussion des articles. — Art. 2 *bis* : *amendement de M. Henriet ;* observations sur l'obligation d'un examen préalable (p. 404). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française** [12 juin 1964]. — Discussion générale (p. 597) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 620). — Explique son vote sur le **projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation** [29 octobre 1964] (p. 1248, 1249). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi portant amnistie d'infractions se rattachant aux événements d'Algérie** [3 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1287). — Explique son vote sur le **projet de loi de finances pour 1965** [26 novembre 1964] (p. 2022). — Intervient dans la discussion, en **quatrième lecture,** de la **proposition de loi relative aux baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal** [18 décembre 1964] (p. 2472).

BEAUJANNOT (M. JOSEPH) [Loir-et-Cher].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative) [20 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord établissant un régime provisoire applicable à un système commercial mondial de télécommunications par satellites et de l'accord spécial signés à Washington le 20 août 1964 [14 décembre 1964] (n° 86).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [17 novembre 1964]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 1570). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi autorisant l'approbation des accords sur les télécommunications par satellites** [17 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2427).

BENE (M. JEAN) [Hérault].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Rapport de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi adopté par l'Asesmblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord et des deux protocoles portant création du centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes, signés le 21 mai 1962, par les représentants des gouvernements de l'Espagne, de la République française, du Royaume de Grèce, de la République italienne, de la République portugaise, de la République de Turquie et de la République populaire fédérative de Yougoslavie [27 octobre 1964] (n° 13).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi autorisant l'approbation d'un accord créant un centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes** [1er décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2056, 2057). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à la lutte contre les moustiques** [3 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2101, 2102).

BENOIST (M. DANIEL) [Nièvre].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Questions orales :

M. Daniel Benoist demande à *M. le ministre des postes et télécommunications :* 1° dans quelles conditions un centre de chèques postaux est autorisé, sans avoir consulté le titulaire d'un compte, à entreprendre les démarches, par protestation par huissiers, pour un chèque qui avait été protesté et qui avait été endossé au nom du titulaire du compte. Celui-ci, en effet, pour ce chèque, dont le montant était de 38,25 F, a vu retenir sur son compte par l'administration une somme de 28,20 F, ce qui portait le préjudice à 66,45 F, au titre de frais engagés, augmentant ainsi des deux tiers la somme non payée ; 2° si cette pratique est habituelle en fonction de règlements applicables, ce qui n'existe pas pour les comptes déposés dans les banques privées ; 3° s'il ne pense pas que, de ce fait, un certain nombre de dépositaires aux comptes chèques postaux seraient susceptibles de retirer leur confiance à cette administration, c'est-à-dire à l'Etat, au profit du secteur des banques privées [10 décembre 1963] (n° 548). — Réponse [5 mai 1964] (p. 229).

M. Daniel Benoist demande à *M. le ministre du travail* de bien vouloir lui apporter toutes informations concernant les graves mesures qui vont être prises dans une importante entreprise industrielle d'Imphy, ayant trait au licenciement éventuel de 300 travailleurs ; considérant que cette entreprise, véritable laboratoire de l'acier français, est la plus importante usine de la Nièvre et que précédemment le départ de nombreux travailleurs, lors de la fermeture d'usines à Fourchambault, a porté à l'économie départementale nivernaise un très large préjudice, il lui demande : 1° de bien vouloir lui indiquer quelles mesures comptent prendre le Gouvernement pour maintenir au travail les 300 ouvriers menacés incessamment de licenciement à Imphy ; 2° au cas où cela serait impossible, dans quelles conditions pourraient être reclassés les 300 licenciés d'Imphy et où pourraient trouver un emploi les jeunes de cette ville, qui arrivent maintenant en très grand nombre sur le marché du travail. En effet, les anciens apprentis et écoliers de cette entreprise, âgés de 15 à 18 ans, ne sont plus embauchés à l'usine et restent sans travail, faute de pouvoir en trouver et de ce fait se trouvent entièrement à la charge de leur famille [26 novembre 1964] (n° 620).

M. Daniel Benoist demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* quelles mesures il compte prendre pour qu'une légitime satisfaction soit donnée aux techniciens des travaux publics d'Etat, titulaires de deux brevets de qualification au 31 décembre 1964, qui seront, faute de places, en attente de nomination à un poste de chef de section ou de chef de section principal — quelle sera la durée de cette attente, afin qu'elle puisse être communiquée aux intéressés — si lors du passage à la deuxième phase de la réforme entreprise dans les travaux publics, il espère obtenir de M. le ministre des finances un accroissement substantiel des effectifs des techniciens, accroissement permettant à tous les agents du premier niveau de grade qui le désireront de passer aux niveaux supérieurs, la nécessité d'un tel accroissement se faisant sentir de plus en plus dans tous les départements, afin que les aménagements du réseau routier national (élargissement à trois ou quatre voies, construction d'autoroutes et les études préparatoires à ces réalisations) soient enfin à l'échelle des sollicitations de la circulation routière [1er décembre 1964] (n° 621). — Réponse [15 décembre 1964] (p. 2336).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement à sa **question orale n° 548** (*cf. supra*) [5 mai 1964] (p. 229). — Intervient dans la discussion du **projet de loi tendant à la répression du doping dans les compétitions sportives** [3 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1260, 1261). — Discussion des articles. — Art. 2 : *son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. Noury par les mots « sauf en cas de prescription médicale instituée pour un traitement en cours »* (p. 1263, 1264). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [20 novembre 1964]. — AGRICULTURE. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur les sociétés d'aménagement foncier d'établissement rural et le problème de la viande (p. 1740, 1741). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve plan** [8 décembre 1964]. — Discussion géné-

rale (p. 2208 à 2210). — Est entendu lors de la réponse de M. Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, à sa **question orale n° 621** (*cf. supra*) [15 décembre 1964] (p. 2337). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Vallin et Mistral relatives à la **préparation des jeux olympiques de Grenoble** [15 décembre 1964] (p. 2345).

BERNIER (M. LUCIEN) [Guadeloupe].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne [24 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Proposition de loi tendant à abroger l'ordonnance n° 60-1101 du 15 octobre 1960 relative au rappel d'office, par le ministre dont ils dépendent, des fonctionnaires de l'Etat en service dans les départements d'outre-mer et dont le comportement est de nature à troubler l'ordre public [25 juin 1964] (n° 299).

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'affiliation de certaines catégories d'avocats à la caisse nationale des barreaux français [14 décembre 1964] (n° 75).

Questions orales :

M. Lucien Bernier rappelle à *M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer* que « pour mettre en œuvre les décisions prises par les conseils restreints des 9 janvier et 24 mai 1963 », il a eu l'occasion de faire convoquer en session extraordinaire les conseils généraux pour leur soumettre un certain nombre de textes, en insistant tout particulièrement sur l'urgence qui s'attachait à leur publication ; que cependant, à un de ces textes, repris par la commission des affaires sociales du Sénat, sous forme d'un article additionnel dans la loi de finances rectificative pour 1963, qui concernait l'attribution du congé de naissance, la situation de l'enfant à charge, le maintien des allocations familiales à diverses catégories sociales (titulaires de certaines pensions d'invalidité et de vieillesse, bénéficiaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, chefs de famille effectuant leur service militaire légal, marins titulaires d'un pension servie pour accident professionnel, veuves de marins disparus en mer), M. le secrétaire d'Etat au budget a opposé l'article 40 de la Constitution, sous le motif que le Gouvernement n'avait jamais donné son accord à de telles mesures. Etant donné qu'il a affirmé le contraire, tant aux parlementaires qu'aux conseils généraux des départements d'outre-mer, il voudrait savoir s'il était bien autorisé à parler au nom du Gouvernement. Dans l'affirmative, il lui demande de bien vouloir préciser quelles sont les dispositions qu'il envisage de prendre pour faire réparer dans les meilleurs délais le préjudice qui a été causé aux catégories sociales susmentionnées par l'application abusive qui a été faite de l'article 40 de la Constitution [9 avril 1964] (n° 555). — Réponse [21 avril 1964] (p. 164, 165).

M. Lucien Bernier rappelle à *M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer* que dans l'allocution radiodiffusée qu'il a dressée aux populations des départements d'outre-mer pour leur faire part des décisions gouvernementales prises par le conseil restreint du 24 mai 1963, notamment dans le domaine des prestations familiales, il a eu l'occasion de préciser : 1° que « le taux des allocations familiales proprement dites versées aux travailleurs relevant des caisses générales des quatre départements d'outre-mer sera porté au niveau de celui de la zone 6 métropolitaine avec un abattement de 12 p. 100 » ; 2° que « dorénavant, les majorations intervenant en métropole soit au titre d'augmentations proprement dites, soit au titre de suppressions de zone, seront intégralement répercutées sur les départements d'outre-mer » ; 3° que la seconde étape du « rattrapage général » aura lieu, au plus tard, avant le 1er août 1964. Il voudrait savoir si ces engagements seront tenus [30 avril 1964] (n° 561). — Réponse [19 mai 1964] (p. 285).

M. Lucien Bernier, se référant à la réponse qui lui a été faite le 21 avril 1964 à sa question orale n° 555 du 9 avril 1964, demande à *M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer* de bien vouloir lui faire connaître : 1° les raisons pour lesquelles n'ont pas été pris les textes dont il a parlé, bien qu'ils aient fait l'objet de décisions favorables du Gouvernement ; 2° les résultats de l'étude entreprise concernant la définition de l'enfant à charge ouvrant droit au bénéfice des allocations familiales dans les départements d'outre-mer [13 octobre 1964] (n° 607). — Réponse [1er décembre 1964] (p. 2036, 2037).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre à sa **question orale n° 555** (*cf. supra*) [21 avril 1964] (p. 165). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 561** (*cf. supra*) [19 mai 1964] (p. 285). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant modification de l'article 2 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut des fonctionnaires** [11 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 3 (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article décidant l'abrogation de l'ordonnance du 15 octobre 1960 en ce qui concerne les départements d'outre-mer* (p. 548). — Intervient dans la discussion du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [16 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 2 *bis nouveau* : *son sous-amendement tendant à modifier le texte de l'amendement de M. Restat afin que les décrets qui seront pris en vertu de l'article* 2 bis *portent le contreseing du ministre chargé des départements d'outre-mer* (p. 651) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 6 *bis*) (*nouveau*) : *son sous-amendement tendant, au 1er alinéa du texte de l'amendement de M. Restat, à faire mention du ministre chargé des départements d'outre-mer* (p. 658) ; *son sous-amendement, au 3e alinéa du texte de l'amendement de M. Restat, tendant au même objet que le précédent* (p. 660). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi portant modification de l'article 2 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut des fonctionnaires** [25 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 3 : *son amendement tendant à rétablir cet article supprimé par l'Assemblée nationale, décidant l'abrogation de l'ordonnance du 15 octobre 1960 en ce qui concerne les départements d'outre-mer* (p. 806, 807, 808). — Intervient, en remplacement de M. Lagrange, rapporteur de la commission des affaires sociales, dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne** [29 juin 1964]. — Discussion générale (p. 907). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [14 novembre 1964]. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 1509, 1510, 1511). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 607** (*cf. supra*) [1er décembre 1964] (p. 2036, 2037). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve plan** [8 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2222, 2223). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, dans la discussion du **projet de loi relatif à l'affiliation de certaines catégories d'avocats à la caisse nationale des barreaux français** [16 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2394).

BERTAUD (M. JEAN) [Seine].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réorganisation de la région parisienne [16 juin 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargé de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [18 juin 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [26 juin 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [27 juin 1964].

Est nommé président de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 63-936 du 12 septembre 1964, portant modification du tarif des droits de douane d'importation [2 avril 1964] (n° 114).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 63-1131 du 15 novembre 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation [16 avril 1964] (n° 139).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 63-1163 du 23 novembre 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation [16 avril 1964] (n° 140).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 63-1080 du 30 octobre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation [3 juin 1964] (n° 209).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 64-110 du 5 février 1964 qui a modifié les tarifs des droits de douane d'importation [11 juin 1964] (n° 249).

Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission à Milan, Rome, Francfort, Hambourg, Londres et Birmingham du 25 avril au 9 mai 1964 et relative au fonctionnement des transports urbains et aux problèmes de la circulation et du stationnement dans les grandes agglomérations [23 juin 1964] (n° 283).

Interventions :

Prend part, en qualité de président et rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi portant ratification du décret du 12 septembre 1963 sur les droits de douane d'importation** [9 avril 1964]. — Discussion générale (p. 92, 93 et 94) ; à la discussion du **projet de loi ratifiant le décret du 9 septembre 1963 sur les droits de douane d'importation.** — Discussion générale (p. 95) ; à la discussion du **projet de loi ratifiant le décret du 20 mars 1963 sur les droits de douane d'importation.** — Discussion générale (p. 99) ; à la discussion du **projet de loi ratifiant le décret du 27 février 1963 sur les droits de douane d'importation.** — Discussion générale (p. 99 et 100) ; à la discussion du **projet de loi ratifiant le décret du 19 juin 1963 sur les droits de douane d'importation.** — Discussion générale (p. 100). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi ratifiant le décret du 15 novembre 1963 sur les droits de douane d'importation** [16 avril 1964]. — Discussion générale (p. 147, 148) ; dans la discussion du **projet de loi ratifiant le décret du 23 novembre 1963 sur les droits de douane d'importation** (p. 148). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi portant ratification du décret du 30 octobre 1963 relatif aux droits de douane d'importation** [9 juin 1964]. — Discussion générale (p. 530, 531). — Intervient, en qualité de président de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [16 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 4 *bis : amendement de M. Restat* (p. 656) ; demande que cet article soit réservé (p. 656, 657) ; Art. 6 *bis* (*nouveau*) : *sous-amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture* (p. 661). — Intervient, en qualité de président et rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi ratifiant le décret n° 64-110 modifiant le tarif des droits de douane d'importation** [18 juin 1964]. — Discussion générale (p. 688) ; dans la discussion du **projet de loi ratifiant le décret n° 64-115 modifiant le tarif des droits de douane d'importation** (*ibid.*) ; dans la discussion, en deuxième lecture, du **projet de loi ratifiant le décret n° 63-197 modifiant le tarif des droits de douane d'importation** [18 juin 1964]. — Discussion générale (p. 689, 690). — Intervient, en qualité de président de la commission des affaires économiques, dans la discussion de la **proposition de loi portant modification de certaines dispositions du code de l'aviation civile** [23 juin 1964] (p. 743). — Intervient, en qualité de président de la commission spéciale, dans la discussion du **projet de loi portant réorganisation de la région parisienne** [25 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : observations sur l'amendement de M. de Montalembert ; propose d'adopter la dénomination de « département des Yvelines » (p. 815) ; Art. 28 : *son amendement tendant à compléter cet article par un alinéa relatif au maintien en vigueur des règles applicables aux personnels technique et ouvrier relevant à la fois de l'Etat et du département de la Seine* (p. 832). — Intervient, en qalité de président de la commission des affaires économiques, dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [26 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 4 *bis : amendement de M. Restat* (p. 871) ; retire cet amendement et accepte celui déposé par M. Pisani, ministre de l'agriculture (p. 873, 874). — Intervient, en remplacement de M. Pams, rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion, en **deuxième lecture,** de la **proposition de loi portant modification de certaines dispositions du code de l'aviation civile** [26 juin 1964] (p. 881). — Intervient, en qualité de vice-président de la commission mixte paritaire, en remplacement de M. Raybaud, rapporteur pour le Sénat, dans la discussion des conclusions du rapport de la commission chargée de proposer un texte pour le **projet de loi portant réorganisation de la région parisienne** [29 juin 1964]. — Discussion générale (p. 909, 910, 912, 914). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [13 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 12 (p. 1453) ; Art. 15 : *son amendement tendant à ajouter au paragraphe II, après les mots : « touristique, artistique », le mot : « sportif »* (p. 1463). — **Suite de la discussion** [16 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, SECTION II : AVIATION CIVILE. — Examen des crédits. — TITRE III : observations sur la situation des agents sur contrat relevant dans le département des travaux publics et des transports, du secrétariat général à l'aviation civile (p. 1559) ; TITRE VI : *son amendement tendant à insérer un article additionnel relatif à l'intégration, dans les corps du ministère des travaux publics, d'un certain nombre d'agents des bases aériennes* (p. 1561) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel prévoyant la titularisation, dans certaines conditions, des agents sur contrat de l'aviation civile et des bases aériennes* (p. 1561, 1562). — **Suite de la discussion** [17 novembre 1964]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Examen des crédits. — Art. 32 ; observations sur l'équipement téléphonique de la région parisienne (p. 1578). — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Examen des crédits. — TITRE IV : observations sur le passage à niveau existant à Paris (12e arrondissement) (p. 1602). — Intervient, en qualité de président de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve plan** [8 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2230, 2231). — Intervient, en qualité de président et rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [14 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2296). — **Suite de la discussion** [15 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Pellenc tendant à instituer, à compter du 1er janvier 1966, un budget annexe des eaux et forêts* (p. 2374).

BERTHOIN (M. JEAN) [Isère].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [7 octobre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants** [4 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 5 : (p. 496). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Vallin et Mistral relatives à la **préparation des jeux olympiques de Grenoble** [15 décembre 1964] (p. 2344).

BESSON (M. ROGER) [Allier].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [20 novembre 1964]. — AGRICULTURE. — Discussion générale. — Observations sur le problème de l'électrification rurale (p. 1739, 1740).

BETHOUART (Général ANTOINE) [Français établis hors de France].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [24 novembre 1964]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Observations ayant porté notamment sur la crise du personnel ; la coopération technique ; l'aide aux personnes âgées vivant au Maroc et en Tunisie ; l'indemnisation des agriculteurs spoliés au Maroc (p. 1855 à 1857).

BILLIEMAZ (M. AUGUSTE) [Ain].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification des conventions entre la République française et la Confédération suisse concernant, d'une part, une rectification de la frontière franco-suisse et, d'autre part, l'aménagement hydro-électrique d'Emosson, signées à Sion le 23 août 1963 [27 juin 1964] (n° 313).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi tendant à autoriser le Gouvernement à ratifier deux conventions entre la République française et la Confédération suisse** [30 juin 1964]. — Discussion générale (p. 962 à 964). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [17 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — CHEMIN DE FER. — RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS. — Discussion générale (p. 1586 à 1589) ; (p. 1599). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la lutte contre les moustiques** [3 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2102, 2103).

BLONDELLE (M. RENÉ) [Aisne].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [18 juin 1964]

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [27 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Question orale avec débat :

M. René Blondelle expose à *M. le Premier ministre* que la situation de l'agriculture est allée en s'aggravant au cours de ces dernières années, et plus particulièrement depuis l'application du plan dit « de stabilisation ». Il lui demande pourquoi la loi d'orientation agricole n° 60-808 du 6 août 1960 n'a pas été appliquée et comment il entend concilier la politique actuellement poursuivie avec les impératifs de la loi [7 octobre 1964]. — Question non développée par son auteur (absence de M. Pisani, ministre de l'agriculture) [20 octobre 1964] (p. 1113).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la **proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture** [12 mai 1964]. — Discussion des articles. — Art. 13 : *amendement de M. Houdet et sous-amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture* (p. 266) ; après l'art. 16 *quater : soutient l'amendement de M. Brun tendant à insérer un article 16 quinquies nouveau relatif à l'extension des règles à l'ensemble des producteurs de la région* (p. 272, 273) ; le retire (*ibid.*). — Intervient dans la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [29 juin 1964]. — Discussion générale (p. 919). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique agricole du Gouvernement** [20 octobre 1964] ; en l'absence de M. Pisani, ministre de l'agriculture, se refuse à développer sa question orale (p. 1113).

BOIN (M. RAYMOND) [Haute-Marne].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

BONNEFOUS (M. EDOUARD) [Seine-et-Oise].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française [16 juin 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réorganisation de la région parisienne [16 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [7 octobre 1964].

Est nommé membre d'un organisme extraparlementaire chargé de représenter le Sénat auprès du ministre de l'information [16 novembre 1964].

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française [11 juin 1964] (N° 256).

Questions orales avec débat :

M. Edouard Bonnefous demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* quelles mesures il compte prendre pour redresser la situation de notre industrie touristique, lutter contre la concurrence étrangère et développer toutes les formes de tourisme populaire [15 octobre 1963]. — Réponse [14 avril 1964] (p. 118 et suivantes).

M. Edouard Bonnefous demande à *M. le ministre de la construction* si, en raison des accidents successifs qui se produisent dans les grands ensembles et du développement du banditisme dans la région parisienne, il ne lui apparaît pas nécessaire de renoncer à ces constructions aussi longtemps que les équipements collectifs et les services publics (police, pompiers, écoles, maisons de jeunes, terrains de sports notamment) n'auront pas pu être réalisés préalablement à de telles constructions, et de favoriser, au contraire, comme cela se fait à l'étranger, les programmes d'habitations individuelles ou de logements à l'échelle humaine [24 octobre 1963]. — Réponse [21 avril 1964] (p. 182 et suivantes).

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative à la **situation de l'industrie touristique française** [14 avril 1964] (p. 118 à 123). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **construction de grands ensembles** [21 avril 1964] (p. 182 à 186). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution** [19 mai 1964]. — Discussion générale (p. 291 à 295). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française** [11 juin 1964]. — Discussion générale (p. 557 à 560). — **Suite de la discussion** [12 juin 1964] (p. 592, 595). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article* (p. 600) ; Art. 2 : *son amendement tendant à préciser que la tutelle du ministre des finances et de droit* (p. 605) ; Art. 3 : *amendement de M. Hubert Durand* (p. 608, 609) ; *soutient le sous-amendement de M. Cornu tendant à compléter l'énumération des membres du conseil par les mots « ...et un journaliste »* (p. 609) ; le retire (p. 610) ; Art. 7 *bis* : *son amendement tendant à modifier cet article afin de permettre des réunions plus fréquentes des représentants du Parlement auprès du ministre de l'information* (p. 619) ; Art. 7 *ter* : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 1er alinéa de cet article relatif à l'autorisation donnée par le Parlement de percevoir la redevance sur les postes récepteurs* (p. 620). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réorganisation de la région parisienne** [25 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à modifier le tableau annexé à cet article afin de rattacher la commune de Bièvres au Val-de-Seine* (p. 820). — **Suite de la discussion** [29 juin 1964] ; explique son vote sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 918). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Courrière et Duclos concernant le **bilan du plan de stabilisation** [30 juin 1964] (p. 941). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [12 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1410 à 1414). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1964]. — en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, pour le cinéma, intervient dans la discussion générale du budget des AFFAIRES CULTURELLES (p. 1617, 1618) ; observations sur l'implantation d'un stade de plus de cent mille places dans le bois de Vincennes (p. 1621, 1622). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1964]. — ÉDUCATION NATIONALE. — Discussion générale (p. 1930). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — INFORMATION. — en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion de ce budget. — Observations ayant porté notamment sur les problèmes concernant l'orientation donnée à

l'action de ce ministère et sur les crédits affectés au fonds culturel (p. 1967, 1968). — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE. — en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion de ce budget. — Observations ayant porté notamment sur l'évolution de ce budget ; les incidences de la réforme du statut ; la transmission des débats parlementaires, le taux de la redevance, la publicité à la Télévision, la politique de l'information (p. 1969 à 1974) ; (p. 1981). — Intervient au cours du débat sur la question orale de M. Chauvin relative aux **conditions de vie dans la région parisienne** [15 décembre 1964] (p. 2350, 2351).

BONNEFOUS (M. RAYMOND) [Aveyron].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [9 juin 1964].

Est nommé président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, prorogeant le mandat des conseillers généraux de la Seine (banlieue) [26 novembre 1964] (N° 48).

Interventions :

Intervient, en qualité de président de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants** [4 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : demande le renvoi à la commission de l'amendement de M. Héon (p. 492). — A la suite de la lecture de l'ordre du jour des prochains travaux parlementaires, fait part au Sénat, du désir de la commission des lois, de discuter, avant la fin de la présente session, les propositions de loi portant amnistie [4 juin 1964] (p. 502). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [19 novembre 1964]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE (SERVICES GÉNÉRAUX). — Examen des crédits. — Titre VI, Etat C : explique son vote sur l'amendement de M. Descours Desacres (incitations financières en faveur des communes regroupées) (p. 1682). — Intervient, en qualité de président de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi relatif à la lutte contre les moustiques** [3 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *retrait de l'amendement de M. Robert Chevalier* (p. 2103) ; Art. 10 *bis* : (p. 2104). — Intervient, en qualité de président et rapporteur de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi prorogeant le mandat des conseillers généraux de la Seine (banlieue)** [3 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2114). — Discussion de l'article unique. — *Amendement de M. Coutrot* (p. 2117) ; *amendements de MM. Coutrot et Bossus* (p. 2118). — En qualité de Président de la commission des lois, demande un vote par scrutin public sur la **proposition de loi tendant à constater l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité** [17 décembre 1964] (p. 2431).

BONNET (M. GEORGES) [Lozère].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution** [20 mai 1964]. — Discussion des articles. — Art. additionnel 51 *ter* (nouveau) : *amendement de M. Lalloy relatif au régime des ouvrages d'emmagasinement des eaux superficielles* (p. 361).

BORDENEUVE (M. JACQUES) [Lot-et-Garonne].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale [15 décembre 1964].

BOSSUS M. RAYMOND [Seine].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le code du travail dans les territoires d'outre-mer [9 avril 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne [24 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative) [20 octobre 1964].

Questions orales :

M. Raymond Bossus expose à *M. le ministre de l'intérieur,* qui d'ailleurs a dû être informé, que de bons rapports existent entre les habitants du vingtième arrondissement de Paris et les habitants de l'arrondissement de Lichtenberg, situé à Berlin (République démocratique allemande). Ces bonnes relations se sont notamment manifestées depuis trois années par l'invitation de cent vingt enfants du vingtième arrondissement qui ont passé de bonnes et joyeuses vacances à Berlin, et la visite de personnalités de différentes couches sociales du vingtième arrondissement qui se sont rendues à Berlin, invitées par les habitants de Lichtenberg. C'est ainsi que plusieurs délégations ont visité la République démocratique allemande. Elles comprenaient notamment des anciens déportés de la Résistance, des anciens combattants prisonniers de guerre, des instituteurs, des docteurs et des infirmières de l'hôpital Tenon, des sportifs du club multisport du vingtième arrondissement, des travailleurs des entreprises Applevage, du dépôt de la Régie autonome des transports parisiens situé rue de Lagny, des ménagères. Tous ces voyages d'études et ces voyages d'enfants, qui se sont rendus en vacances en République démocratique d'Allemagne, ont été réalisés sous l'égide du « Comité d'amitié Paris-XXe—Berlin Lichtenberg » et chacun se félicite des bons rapports qui vont en se développant. Ceci exposé, il lui demande de lever les mesures arbitraires qui font que le préfet de la Seine refuse au Comité du XXe d'utiliser une des salles de la mairie afin de permettre au comité d'arrondissement d'y tenir une assemblée ordinaire informant la population des buts, des résultats, des perspectives de l'activité menée entre les Allemands et les Français résidant les uns à Berlin, les autres à Paris. Il lui demande également de faire connaître les raisons pour lesquelles il est tout naturellement possible pour les citoyens du vingtième de se rendre à Lichtenberg en obtenant de la part de la République allemande les visas nécessaires alors que les délégués de la population locale (et entreprises à Lichtenberg) ne peuvent obtenir de visas leur permettant de venir rendre visite à leurs amis du vingtième et visiter Paris et la France [20 février 1964] (n° 551). — Réponse [14 avril 1964] (p. 117).

M. Raymond Bossus expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que la République fédérale allemande a versé au Gouvernement français, en 1962, la somme de 2.068.626.970 anciens francs destinés au remboursement des marks rapportés en France par les prisonniers de guerre, déportés résistants et politiques et les travailleurs déportés, et déposés, à leur rapatriement, dans des centres prévus à cet effet. Sur cette somme, 629.374.611 anciens francs seulement furent utilisés pour le remboursement de ces marks. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître de quelle façon il entend, dans la préparation du budget 1965, élaborer les textes réglementaires accompagnés de mesures financières qui permettront l'affectation du reliquat, soit 1.439.252.359 anciens francs, à l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre afin qu'il constitue un fonds social d'aide aux différentes catégories de rapatriés de 1945, aux ayants cause de leurs décédés et aux œuvres créées par leurs associations respectives [23 juin 1964] (n° 584). — Réponse [13 octobre 1964] (p. 1068).

M. Raymond Bossus a l'honneur de souligner à *M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre* l'ampleur de la manifestation du 3 octobre, rassemblant des dizaines de milliers d'anciens combattants des différentes générations venus de tous les départements de France exprimer leur légitime mécontentement de ne pas voir donner une suite favorable à leurs revendications justifiées. En conséquence, il lui demande de quelle façon le Gouvernement entend donner une suite favorable à : 1° l'application du rapport Constant ; 2° la levée des forclusions pour toutes les victimes de guerre ; 3° l'octroi de la carte des combattants aux combattants de la guerre d'Algérie [8 octobre 1964] (n° 603). — Retrait par son auteur [1er décembre 1964].

Question orale avec débat :

M. Bossus expose à **M. le Premier ministre** l'inquiétude justifiée des ouvrières et ouvriers, cadres techniques et ingénieurs de l'entreprise Bull qui prennent connaissance par la presse d'informations concernant l'avenir de l'entreprise qui est devenue, grâce à leurs recherches et leurs efforts, une entreprise de renommée mondiale dans le secteur de l'électronique ; que durant des années, la presse financière a publié des bilans traduisant une augmentation du chiffre d'affaires et des profits ; que les travailleurs de l'entreprise Bull — tous syndicats unis — agissent pour le respect de leur droit au travail, l'utilisation de leurs compétences, de meilleurs conditions de vie. Il lui demande : *a*) quels ont été les bénéfices avoués par l'entreprise Bull, et la part consacrée aux investissements de 1958 à 1963 ; *b*) quel est le montant des commandes passées à l'entreprise Bull, durant cette même période, par les différents services publics et entreprises nationalisées ; *c*) quel est le montant des commandes passées à l'I. B. M. et autres firmes de fabrications électroniques, durant la même période, par les services publics nationalisés ; *d*) quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour s'opposer aux licenciements des travailleurs de l'entreprise Bull et exiger qu'il soit fait droit aux revendications du personnel de cette entreprise ; *e*) quelles sont les clauses exactes du protocole d'accord qui a été signé entre la compagnie Bull et les sociétés et banques liées à la finance internationale qui ont été chargées de renflouer l'usine Bull ; *f*) quelles sont les raisons qui ont amené le Gouvernement à ne pas nationaliser l'entreprise Bull, ce qui aurait amorcé la nationalisation de l'ensemble de l'industrie électronique dans l'intérêt du développement et des perspectives de cette branche moderne de la production, comme le préconise une proposition de loi déposée par les parlementaires [2 avril 1964].

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, Secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, à sa **question orale n° 551** (cf. *supra*) [15 avril 1964] (p. 117 et 118). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la vaccination antipoliomyélitique obligatoire** [28 mai 1964]. — Discussion des articles. — Art. 2 *bis : son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa visant à instaurer la rétroactivité de la loi* (p. 405) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel relatif à l'éducation sanitaire et sociale* (p. 407, 408). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la protection maternelle et infantile** [28 mai 1964]. — Discussion générale (p. 410, 411). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants** [4 juin 1964]. — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à insérer un article additionnel* 4 bis *(nouveau) créant une inéligibilité pour les maires et maires adjoints de Paris en fonctions* (p. 494, 495). — Est entendu au cours du débat sur la question orale de M. Darou relative à la **situation des anciens combattants et victimes de guerre** [9 juin 1964] (p. 523, 524). — Explique son vote sur le **projet de loi,** discuté en **deuxième lecture, relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants** [18 juin 1964] (p. 699). — Prend part à la **discussion du projet de loi portant réorganisation de la région parisienne** [24 juin 1964]. — Discussion générale (p. 790 à 792). — **Suite de la discussion** [25 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à soumettre la composition de la région parisienne à une décision des conseils généraux* (p. 814) ; Art. 2 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article disposant que « la ville de Paris est une collectivité territoriale ayant le double caractère d'une commune et d'un département »* (p. 821, 822) ; Art. 3 : *son amendement tendant à substituer aux deux derniers alinéas de cet article une disposition soumettant le conseil municipal de Paris au régime de droit commun* (p. 824) ; Art. 8 : *son amendement tendant à modifier cet article afin que les chefs-lieux des départements ne soient fixés qu'après avis des conseils généraux* (p. 825) ; après l'art. 9 : *son amendement tendant à insérer un article additionnel abrogeant la loi du 2 août* 1961 *créant le district de la région parisienne* (p. 826) ; Art. 18 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 828) ; Art. 19 : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif aux biens transférés à la Régie autonome des transports parisiens (ibid.)* ; Art. 34 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 837). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif au fonds d'action sociale pour les travailleurs étrangers** [27 juin 1964]. — Discussion générale (p. 887, 888) ; (p. 892). — Explique son vote sur le **projet de loi portant extension aux contrôleurs du travail et de la main-d'œuvre de certaines dispositions du code du travail** [27 juin 1964] (p. 894). — Explique son vote sur le **projet de loi, discuté en deuxième lecture, relatif à certains personnels de la navigation aérienne** [29 juin 1964] (p. 908) — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi portant prorogation de dispositions prises à raison de la crise du logement** [30 juin 1964]. — Discussion générale (p. 947). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 584** (*cf. supra*) [13 octobre 1964] (p. 1068). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite** [5 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1307, 1308). — DISCUSSION DES ARTICLES DU CODE. — Art. L. 4 : *son amendement relatif à la validité des services des auxiliaires et temporaires occupés moins de six heures par jour* (p. 1315) ; Art. L. 11 : *son amendement tendant à étendre les dispositions du paragraphe e de cet article à la guerre de* 1939-1945 (p. 1321). — **Suite de la discussion** [6 novembre 1964]. — Art. L. 14 : *son amendement tendant, au premier alinéa de cet article, à supprimer les mots « depuis six mois au moins »* (p. 1352) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de cet article, visant à supprimer « l'écrêtement » des hauts traitements* (p. 1353) ; Art. L. 15 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article concernant les assimilations effectuées en cas de réforme statutaire* (p. 1354) ; Art. L. 23 : *son amendement au deuxième alinéa de cet article relatif à l'abaissement de l'âge de la retraite au profit des femmes* (p. 1357) ; observati ns sur le rapport de la commission Laroque (p. 1358) : Art. L. 27 : *son amendement tendant à supprimer la première phrase de l'avant-dernier alinéa de cet article et à permettre ainsi le cumul de la rente d'invalidité et de la pension au-delà des émoluments de base* (p. 1360) ; Art. L. 37 : *son amendement tendant, au premier alinéa, à porter le montant de la pension de* 50 *à* 60 *p.* 100 (p. 1363) ; Art. L. 45 : *son amendement tendant à maintenir les dispositions actuelles du code des pensions concernant les veuves remariées* (p. 1364) ; Art. L. 49 : *son amendement tendant à compléter cet article par une disposition concernant la pension d'ascendant* (p. 1366) ; Art. L. 86 : *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa autorisant le cumul de la majoration de pension et des prestations familiales afférentes aux enfants ouvrant droit à ladite majoration* (p. 1374) ; Art. L. 87 : *son amendement, au premier alinéa, proposant que le versement de la pension soit effectué d'avance au lieu de l'être à terme échu* (p. 1375) ; le retire et se rallie à l'amendement de M. Lagrange (*ibid.*). — DISCUSSION DES ARTICLES DU PROJET DE LOI. — Art. 4 : *son amendement tendant à compléter cet article par un paragraphe III, afin de faire bénéficier les retraités et pensionnés actuels des améliorations contenues dans le nouveau code* (p. 1380) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel* 5 bis *nouveau stipulant que l'indemnité de résidence soit intégrée dans le traitement soumis à retenue pour pension* (p. 1382) ; Art. 6 *bis : son amendement relatif aux pensions des agents A et B fonctionnaires réformés de guerre* (p. 1383) ; le retire (*ibid.*) ; *son amendement tendart à insérer, après l'article* 11, *un article additionnel concernant les agents des collèges d'enseignement techniques intégrés dans le cadre des fonctionniares de l'Etat* (p. 1388) ; Art. 2 (précédemment réservé) : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article* (p. 1390, 1391) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 1394, 1395). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [17 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — CHEMINS DE FER. — RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS. — Discussion générale (p. 1592, 1593). — **Suite de la discussion** [23 novembre 1964]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 1785 à 1788) ; (p. 1801, 1804). — **Suite de la discussion** [24 novembre 1964]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Examen des crédits. — Etat B, Titre III : *son amendement tendant à une réduction de crédits correspondant aux traitements ministériels* (projet de l'avion *Concorde*) (p. 1867). — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion générale (p. 1872 à 1874). — Examen des crédits. — *Son amendement tendant à insérer, après l'article* 58, *un article additionnel relatif à l'utilisation du reliquat des sommes non utilisées à la suite de décès d'anciens combattants* (p. 1884) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel relatif aux anciens combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc* (ibid.) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel disposant que le* 8 *mai sera un jour férié, chômé et payé* (p. 1885) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel excluant du délai de forclusion pour l'établissement des pensions les malades atteints d'affections à évolution lente* (ibid.) ; *son amendement tendant à ajouter un article additionnel relatif au renforcement de l'activité de l'office national des anciens combattants* (ibid.) ; *son amendement tendant à ajouter un article additionnel nouveau relatif à l'affectation du reliquat des sommes remises par la République fédérale d'Allemagne au titre du remboursement des marks* (p. 1886). — Intervient dans la discussion du **projet de loi prorogeant le mandat des conseillers généraux de la Seine (banlieue)** [3 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2116, 2117). — Discussion de l'article unique. — *Son amendement tendant à insérer un article additionnel proposant une augmentation du*

nombre des représentants des conseillers généraux de Seine (banlieue) (p. 2118). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandaient la préparation du V^e^ Plan** [8 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2202, 2203). — Explique son vote sur le **projet de loi, discuté en deuxième lecture, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite** [16 décembre 1964] (p. 2390).

BOUCHER (M. ALBERT) [Loire-Atlantique].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

BOULANGE (M. MARCEL) [Territoire de Belfort].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative) [20 octobre 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite** [5 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1308, 1309). — **Suite de la discussion** [6 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. L. 83 : *son amendement tendant à compléter cet article par une disposition permettant le cumul du traitement d'activité et de la pension aux fonctionnaires que la loi autorise à cumuler plusieurs emplois* (p. 1373) ; le retire (p. 1374) ; Art. 6 *ter : son sous-amendement tendant à conserver les abattements visés par l'amendement de M. Lagrange pour les fonctionnaires réunissant quinze années de services effectifs* (p. 1384).

BOULANGER (M. GEORGES) [Pas-de-Calais].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [7 octobre 1964].

BOULIN (M. ROBERT), **Secrétaire d'Etat au budget** (2^e^ cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

Prend part à la discussion du **projet de loi portant ratification du décret du 12 septembre 1963 sur les droits de douane d'importation** [9 avril 1964]. — Discussion générale (p. 93, 94) ; à la discussion du **projet de loi ratifiant le décret du 9 septembre 1963 sur les droits de douane d'importation.** — Discussion générale (p. 94, 95) ; à la discussion du **projet de loi ratifiant le décret du 4 octobre 1963 instituant une taxe compensatoire à l'importation.** — Discussion générale (p. 97). — Intervient dans la discussion du **projet de loi ratifiant le décret du 30 avril 1963 sur les droits de douane d'importation** [16 avril 1964]. — Discussion générale (p. 147) ; dans la discussion des **projets de loi ratifiant les décrets des 15 novembre 1963 et 23 novembre 1963 sur les droits de douane d'importation** (p. 148) ; dans la discussion du **projet de loi ratifiant le décret du 3 juillet 1963 sur les droits de douane d'importation** (p. 149) ; dans la discussion des **projets de loi ratifiant le décret du 15 octobre 1963** (p. 150) ; **le décret du 1^er^ octobre 963** (p. 151) ; dans la discussion du **projet de loi portant ratification du décret du 9 janvier 963 sur l'importation d'œufs en coquilles** (p. 152). — Prend la parole au cours du débat sur les questions orales de MM. Courrière et Duclos concernant le **bilan du plan de stabilisation** [30 juin 1964] (p. 938 à 945). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative à la protection des animaux** [30 juin 1964]. — Discussion générale (p. 961). — Discussion des articles. — Art. 1^er^ : *amendement de M. Marcilhacy* (p. 962). — Son allocution à l'occasion de la clôture de la deuxième session ordinaire du Sénat pour 1963-1964 [30 juin 1964] (p. 967). — Prend part au débat sur le **projet de loi portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite** [5 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1304, 1305, 1306) ; (p. 1310). — DISCUSSION DES ARTICLES DU CODE. — Art. L. 1 : *amendement de M. Lagrange* (p. 1310) ; *amendements de M. Dutoit et de M. Longchambon soutenu par M. Carrier* (p. 1311) ; répond à M. *Coutrot (ibid.)* ; sur la demande de M. Armengaud de prendre l'engagement d'examiner, dans le cadre d'un projet de loi particulier, le sort des bénéficiaires de tous les régimes locaux (p. 1312, 1313) ; Art. L. 4 : *amendement de M. Dutoit ;* lui oppose l'art. 40 de la Constitution (p 1314) ; *amendement de M. Dutoit :* lui oppose l'art. 40 (p. 1315) ; *amendement de M. Marie-Anne (ibid.) ; amendement de M. Bossus :* lui oppose l'art. 40 *(ibid.)* ; Art. L. 7 : observations et opposition de l'art. 40 à *l'amendement de M. Monteil tendant à maintenir, pour les personnels militaires, le bénéfice des bonifications pour études préliminaires* (p. 1317, 1318) ; Art. L. 8 : *amendement de M. Raybaud* (mise en disponibilité) : lui oppose l'art. 40 (p. 1319) ; Art. L. 11 : répond à M. Fosset (situation des fonctionnaires assujettis à un statut spécial) (p. 1320) ; Art L. 11 : *son amendement tendant à compléter l'amendement de M. Lagrange par la disposition suivante : « sous réserve qu'ils aient été élevés pendant neuf ans au moins au cours de leur minorité pour chacun de leurs enfants adoptifs »* (p. 1320) ; *amendement de M. Bossus ;* oppose l'art. 40 (p. 1325) ; *amendement de M. le général Ganeval* (p. 1321) ; amendement de M. Dutoit (p. 1322) ; *amendement de M. Soufflet* (p. 1322, 1323). — **Suite de la discussion** [6 novembre 1964]. — Art. L. 14 : *amendement de M. Bossus* (p. 1352) ; *amendements de MM. Poher* (soutenu par M. Monteil) *et Tournan* (p. 1352) ; *amendement de M. Bossus au dernier alinéa de cet article visant à supprimer « l'écrêtement » des hauts traitements* (p. 1353) ; demande à l'Assemblée, en application de l'alinéa 7 de l'art. 42 du règlement du Sénat, de se prononcer par un seul vote sur l'ensemble de l'art. L. 14 à l'exclusion de tout amendement (p. 1354) ; Art. L. 15 : *amendement de M. Bossus concernant les assimilations effectuées en cas de réforme statutaire* (p. 1354) ; oppose l'art. 40 *(ibid.) amendement de M. Monteil* (p. 1355) ; Art. L. 17 : *amendement de M. Lagrange* (p. 1356) ; Art. L. 19 *bis (nouveau) : amendement de M. Abel-Durand* (p. 1337) ; Art. L. 23 : *amendement de M. Bossus* (p. 1358) : oppose à cet amendement l'art. 40 *(ibid.) ; amendement de M. Carrier* (p. 1358) ; Art. L. 24 : *amendement de M. le général Ganeval tendant au maintien, pour les officiers admis à la retraite avant vingt-cinq ans de services, des avantages anciens* (p. 1359) ; Art. L. 27 : *oppose l'art. 40 à l'amendement de M. Bossus* (p. 1360) ; Art. L. 28 : *amendement de M. Lagrange* (p. 1361) ; Art. L. 31 : *amendement de M. Armengaud* (p. 1361, 1362) ; Art. L. 37 : *oppose l'art. 40 à l'amendement de M. Bossus* (p. 1363) ; Art L. 38 : *amendement de M. Lagrange* (p. 1363 ; Art. L. 38 *bis (nouveau) : amendement de M. Lagrange tendant à insérer cet article stipulant que les dispositions des articles* L. 37 *et* L. 38 *sont applicables aux veufs de femmes fonctionnaires* (p. 1363) ; Art. L. 45 : *amendement de M. Bossus tendant à maintenir les dispositions actuelles du code des pensions concernant les veuves remariées* (p. 1365) ; *amendement de Mme Cardot soutenu par M. Menu (ibid.) ;* Art. L. 49 : *amendement de M. Bossus* (pension d'ascendant) oppose l'art. 40 (p. 1366) ; Art. L. 69 : *amendement de M. le général Ganeval* (p. 1369) ; Art. L. 72 ; répond à M. Dailly (p. 1370) ; Art. L. 80 *bis* et L. 80 *ter (nouveaux) : amendements de MM. Chochoy et Lagrange* (p. 1372) ; Art. L. 83 : (p. 1373) ; *amendement de M. Marcel Boulangé (ibid.) ;* Art. L. 87 : *amendements de MM. Bossus et Lagrange relatifs au paiement des pensions* (p. 1375) ; répond à M. Lagrange sur les mesures à envisager en vue d'accélérer la procédure de liquidation des pensions (p. 1375, 1376) ; Art. L. 54 *(précédemment réservé) : son amendement tendant à remplacer le premier alinéa de cet article par une disposition relative aux conditions de révision ou de suppression des pensions ou rentes viagères d'invalidité* (p. 1377, 1378) ; Art. L. 85 *(précédemment réservé) : amendement de M. Lagrange (ibid.)* ; DISCUSSION DES ARTICLES DU PROJET DE LOI. — Art. 1^er^ : *amendement de M. Lagrange* (p. 1378) ; Art. 4 : répond à M. Armengaud (situation des retraites de l'excaisse des retraites de la France d'outre-mer) (p. 1379) ; *oppose l'art. 40 à l'amendement de Mme Cardot* (p. 1379) ; *amendement de M. Lagrange et sous-amendement de Mme Cardot ;* demande l'application de l'art. 40 (p. 1380) ; *oppose l'art. 40 à l'amendement de M. Bossus (ibid.) ; amendement de M. Monteil,* observations et application de l'art. 40 (p. 1381, 1382) ; *amendement de M. Bossus tendant à insérer un article* 5 bis nouveau *visant à intégrer l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour pension* (p. 1382) ; le déclare irrecevable *(ibid.)* ; Art. 6 *ter : amendement de M. Lagrange relatif aux différents abattements d'âge conservés à titre transitoire* (p. 1383, 1384) ; demande le vote unique sur cet amendement à l'exclusion de tout autre amendement *(ibid.)* ; *observations sur le sous-amendement de M. Marcel Boulangé* (ibid.) ; Art. 7 : *amendement de M. Lagrange tendant à supprimer cet article* (p. 1384, 1385) ; *déclare irrecevable l'amendement de M. Monteil tendant à insérer un article additionnel* 8 bis *nouveau* (p. 1386) ; Art. 9 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article prévoyant l'attribution d'une allocation à certaines veuves et orphelins* (p. 1386) ; *amendement de M. le général Ganeval tendant à insérer un article* 12 *nouveau accordant le montant des pensions applicables aux retraités français aux retraités des Etats devenus indépendants* (p. 1387) ; *le déclare irrecevable* (p. 1388) ; *déclare irrecevable l'amendement de M. Bossus* (ibid.) ; Art. 12 *(nouveau) : amendement de M. Abel-Durand* (p. 1388) ; *amendement de M. Armengaud* (p. 1389) ;

oppose l'art. 40 à l'amendement de M. le général Ganeval concernant le taux de l'allocation servie aux orphelins infirmes (p. 1389, 1390) ; *amendement de Mme Cardot* (p. 1390) ; Art. 2 (*précédemment réservé*) : *amendement de M. Bossus ; le déclare irrecevable* (p. 1391) ; Art. 3 : *son amendement d'harmonisation* (p. 1392) ; deuxième délibération sur certains articles du code des pensions : Art. L. 11 : *amendement de L. Lagrange* (p. 1393) ; Art. L. 24 : *son amendement tendant à reprendre le texte voté par l'Assemblée nationale* (p. 1393, 1394). — Prend la parole au cours du débat sur le **projet de loi de finances pour 1965** [12 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1398 à 1401). — **Suite de la discussion générale** [13 novembre 1964] (p. 1436 à 1441). — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Pellenc* (p. 1442) ; *amendement de M. Bardol* (p. 1443) ; Art. 3 : *oppose l'art. 40 à l'amendement de M. Bardol* (p. 1444) ; Art. 4 : *oppose l'art. 40 à l'amendement de M. Bardol* (ibid.) ; *amendement de M. Pellenc* (ibid., p. 1445) ; *oppose l'art. 40 à l'amendement de M. Bardol* (ibid.) ; Art. 6 : *amendement de M. Bardol* (ibid.) ; *son amendement rédactionnel* (ibid.) ; Art. 7 : *observations sur l'amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article* (p. 1446, 1447) ; Art. 8 : *observations sur l'amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article* (ibid.) ; Art. 9 : répond à M. Armengaud (opérations de fusion de sociétés) (p. 1448) ; *son amendement tendant à compléter le § I de cet article par un alinéa relatif à l'agrément auquel est subordonné le régime fiscal de faveur pour la liquidation des petites entreprises* (p. 1449) ; Art. 11 : *amendement de M. Pellenc* (modification de l'imposition sur les appartements occupés par les propriétaires — feuille bleue —) (p. 1450) ; *amendement de M. Bagneux* (p. 1451) ; à la suite de l'adoption de l'amendement de M. Pellenc, demande le rejet de l'art. 11 et le retour au système antérieur (p. 1452) ; Art. 12 : *amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article relatif à la déduction des revenus fonciers des dépenses d'amélioration dans les immeubles anciens* (p. 1453) ; Art. 13 (supprimé par l'A. N.) : observations (p. 1454) ; Art. 14 : *amendement de M. Pellenc tendant à préciser que le déficit d'une exploitation agricole exploitée à titre secondaire ne pourra être déduit des autres revenus du contribuable* (p. 1454, 1455) ; *amendement de M. Fosset* (p. 1455, 1456) ; *amendement de M. Pellenc relatif à l'imputabilité de certains déficits agricoles* (p. 1457) ; Art. 15 (p. 1458) ; *amendement de M. Chochoy tendant à supprimer cet article relatif à la publicité sur la voie publique et au timbre des affiches* (p. 1459, 1460) ; *amendement de M. Raybaud, soutenu par M. Dailly, tendant à supprimer le 3e alinéa du § I de cet article relatif à l'extension par décret de la perception du droit de timbre* (p. 1462) ; *amendement de M. Bertaud* (p. 1463) ; répond à M. Colin (p. 1464) ; *amendement de M. Raybaud, soutenu par M. Dailly* (p. 1464) ; répond au fait personnel invoqué par M. Colin (p. 1466) ; Art. 17 : *amendement de MM. Pellenc et du Halgouët* (prélèvement sur les sociétés de courses (p. 1467, 1468, 1469) ; Art. 19 (p. 1473) ; Art. 24 : *amendement de M. Dulin* (taxe sur les corps gras alimentaires) (p. 1485, 1486) ; demande la parole pour un rappel au règlement (*ibid.*) ; *amendement de M. Pellenc ;* demande l'application de l'art. 42 de la loi organique relative aux lois de finances (p. 1487, 1488). — **Suite de la discussion** [14 novembre 1964]. — JUSTICE. — Discussion générale (p. 1499, 1500, 1501). — Examen des crédits. — TITRE IV : *amendement de M. Vignon* (suppression de la cour d'appel de Fort-de-France en Guyane) (p. 1501, 1502). — **Suite de la discussion** [16 novembre 1964]. — TRAVAIL. — Discussion générale. — Répond aux observations présentées (p. 1533 à 1536). — Examen des crédits. — TITRE IV. — Répond à M. Menu (régime de la caisse autonome mutuelle de retraite des agents des chemins de fer d'intérêt secondaire) (p. 1536). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1964]. — AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion générale (p. 1624, 1625 et 1626). — Examen des crédits. — TITRE VI de l'ETAT C : *amendement de M. Fruh* (allégement de la fiscalité des petites salles de théâtre) (p. 1626) ; *amendement de M. Fruh* (p. 1626, 1627). — DÉPENSES MILITAIRES. — Observations sur l'organisation du débat (p. 1628). — Répond aux observations présentées sur l'ensemble du budget militaire (p. 1650 à 1654) ; répond à M. Monteil (force multilatérale) (p. 1653, 1654). — Examen des crédits. — Art. 28 : répond à M. Rotinat (projet de réforme de structure relatif aux régions militaires) ; à M. Soufflet (revalorisation de la condition des sous-officiers) (p. 1654, 1655) ; répond à M. le général Ganeval (*ibid.*) ; *amendements de M. Chochoy, soutenu par M. Carcassonne, et de Mme Dervaux tendant tous deux à limiter la durée du service militaire à un an* (p. 1656) ; *amendement de Mme Dervaux* (prêt à un franc) ; le déclare irrecevable (p. 1657) ; *amendement de M. Monteil* (revalorisation indiciaire du classement hiérarchique des officiers, sous-officiers et officiers mariniers) ; le déclare irrecevable (p. 1658) ; Art. 29 : *amendements de M. Courrière et de Mme Dervaux, sous-amendement de M. Dailly* (suppression des crédits affectés à la force de frappe) (p. 1659, 1660) ; répond à M. Courrière (*ibid.*). — POUDRES (p. 1661). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1964]. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — Discussion générale (p. 1686, 1687). — Examen des crédits. — TITRE IV (p. 1687). — INTÉRIEUR. — Discussion générale. — Répond aux observations présentées sur la situation des collectivités locales (p. 1706 à 1709). — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE III (p. 1710) ; répond à M. Courrière (*ibid.*) ; TITRE IV (p. 1710). — **Suite de la discussion** [23 novembre 1964]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale. — Répond aux observations présentées sur la situation sanitaire (p. 1800 à 1804). — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 1809 à 1811). — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 1827 à 1829). — Examen des crédits. — ETAT C, TITRE VI : *amendement de M. Chochoy,* oppose l'art. 42 de la loi organique (p. 1830) ; Art. 59 : *amendement de M. Fosset* (p. 1832) ; Art. 59 *bis* : *amendement de M. Dailly* (p. 1833). — **Suite de la discussion** [24 novembre 1964]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion générale (p. 1878 à 1880). — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE III : *amendement de M. Darou* (p. 1880) ; expose la position du Gouvernement sur ce budget (p. 1881, 1882) et demande un vote unique sur les articles 56, 57 et 58 à l'exclusion de tous amendements ou articles additionnels (*ibid.*) ; *amendements de M. Champeix* (p. 1882, 1883) ; *amendement de M. Dutoit* (p. 1884) ; *amendement de M. Bossus* (p. 1885) ; *amendement de Mme Cardot* (p. 1886) ; observations sur les articles 56, 57 et 58 restant à voter (*ibid.*). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1964]. — INTÉRIEUR. — SERVICE DES RAPATRIÉS. — Discussion générale (p. 1889 à 1904). — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE III : (p. 1906) ; *amendement de M. Louis Gros* (dépôt, par le Gouvernement, d'un rapport sur les conditions d'application de la loi du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer) (p. 1907, 1908). — TITRE IV. — *Amendement de M. Le Bellegou ;* demande l'application de l'article 42 de la loi organique (p. 1909). — EDUCATION NATIONALE. — Discussion générale (p. 1918 à 1920) ; répond aux observations présentées (p. 1943 à 1946). — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE III. — Répond à l'observation de M. Durand concernant la fermeture de l'école de Chaumont (p. 1948) ; *amendement de M. Prélot* (p. 1948) ; TITRE IV : répond à Mme Cardot (p. 1949) ; *amendements de MM. Richard et Noury* (rétablissement du crédit relatif à la subvention à la F. S. G. T.) (p. 1950) ; TITRE VI : répond aux observations de MM. Dailly et Noret (p. 1951) ; Art. 60 : *amendement de M. Dailly* (crédits de la loi Barangé) (p. 1953) ; Art. 60 *bis* (*nouveau*) : *son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. Richard en substituant les mots : « ...des sociétés sans but lucratif dont l'activité... », au mots : « ...des sociétés dont l'activité... »* (p. 1954). — COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. — Discussion des articles. — Art. 34 : *amendement de M. Verdeille* (fonds routier) (p. 1957) ; après l'art. 36 : *amendement de M. Descours Desacres* (p. 1958). — MONNAIES ET MÉDAILLES. — Discussion générale (p. 1961). — LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION. — Discussion générale (p. 1964). — IMPRIMERIE NATIONALE. — Discussion générale (p. 1966). — INFORMATION. — Discussion générale (p. 1968, 1969). — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE. — Discussion générale (p. 1980 à 1982). — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — CHARGES COMMUNES. — Discussion générale (p. 1984, 1985). — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE III : (p. 1986) ; ETAT C, TITRE V : *amendement de M. Tron* (acquisition d'un immeuble pour installer le ministère de l'information (p. 1986, 1987) ; Art. 66 : *son amendement d'harmonisation entre les rentes viagères du secteur privé et celles du secteur public* (p. 1987). — SERVICES FINANCIERS ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — Discussion générale (p. 1991 à 1993). — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS ET ARTICLES ADDITIONNELS. — Art. 67 *bis* (*nouveau*) : *son amendement tendant à compléter le paragraphe I de cet article par une disposition permettant à la commission de contrôle des banques d'arrêter les comptes annuels des banques nationalisées* (p. 2012) ; *amendement de M. Armengaud* (p. 2013) ; Art. 52 *ter* : *amendement de M. Jozeau-Marigné* (réduction de la consommation d'alcool) (p. 2014) ; *amendement de M. Monichon* (réduction des droits de mutation sur les cessions de propriétés ayant pour but d'améliorer la rentabilité des exploitations agricoles) (p. 2015) ; *amendement de M. Brun* (unification des taxes parafiscales sur les bois français et étrangers) (p. 2016) ; Art. 73 : *amendement de M. Monichon* (ibid.) ; *amendement de M. Pauzet* (p. 2017) ; sur l'ensemble (p. 2024, 2025). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi tendant à modifier l'article 380 du code des douanes (privilège accordé aux distributeurs de carburant)** [2 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2066). — **Suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1965** [3 décembre 1964]. — CONCLUSIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE (p. 2122,

2123 et 2124). — Prend la parole au cours de la discussion du **projet de loi de programme relative à certains équipements militaires** [9 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2244 à 2247); (p. 2256, 2257); (p. 2268 à 2273); demande un vote unique sur le texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 2273). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [14 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2291). — Discussion des articles. — Art. 1er : cet article relatif à la création d'un office des forêts est réservé (p. 2299, 2300); Art. 4 : *amendement de M. Pellenc* (p. 2301); Art. 11 : (p. 2302); Art. 12 *bis : amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article relatif au blocage des loyers des logécos* (p. 2303); Art. 14 : *amendement de M. Pellenc* (conditions d'encaissement des fournitures de gaz et d'électricité) (p. 2303, 2304); Art. 15 : *son amendement, tendant : 1° au début de cet article, à remplacer les mots : « à compter de la date de promulgation de la présente loi », par les mots : « à compter du 18 novembre 1964 »; 2° de rendre l'acheteur et le vendeur solidairement responsables du paiement de l'amende fiscale en cas d'infraction aux dispositions de cet article* (p. 2305, 2306); *son amendement tendant à exclure du champ d'application de cet article les cessions entre une personne morale et une société dont cette personne morale détient au moins 15 p. 100 du capital* (p. 2306, 2307); Art. 20 : *amendement de M. Monichon* (p. 2308, 2309); Art. 15 *bis : son amendement tendant à insérer, après l'art. 15, cet article additionnel reprenant les dispositions de l'amendement ci-dessus relatif aux cessions entre une personne morale et une société* (p. 2314); Art. 24 : *amendements de M. Pellenc* (ibid.); Art. 28 : répond aux observations de M. Fruh relatives à la modification du régime de détaxation dont bénéficient les théâtres (p. 2315, 2316); Art. 29 : *amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article accordant certains allégements fiscaux en faveur de l'industrie cinématographique* (p. 2316); *amendement de Mme Dervaux* (ibid.); Art. 33 *bis : son amendement tendant à insérer cet article relatif à la taxe locale pour les opérations de revente* (p. 2317); Art. 37 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'avant-dernier alinéa de cet article* (p. 2319); *son amendement tendant à rétablir l'art. 42 concernant les conditions de location, au profit d'associations aéronautiques, de matériels nécessaires à la pratique du vol à voile* (p. 2319, 2320); *son amendement tendant à rétablir l'art. 43 portant modification du droit de vote dans les assemblées générales des sociétés* (p. 2320); Art. 44; *amendement de M. Lagrange* (p. 2322); après l'art. 44 : *amendement de M. Dailly* (conditions dans lesquelles le preneur en place peut exercer son droit de préemption en vue de l'établissement d'un enfant majeur (p. 2323); Art. 44 *bis : amendement de M. Dailly* (taxe sur les betteraves); le déclare irrecevable (p. 2324); Art. 44 *sexies nouveau : amendement de M. Pellenc relatif au financement des dépenses des chambres de métiers* (p. 2325); Art. 44 *septies nouveau : amendement de M. Pellenc tendant à préciser que le déficit d'une exploitation agricole ne pourra être déduit du revenu global d'un contribuable si ce domaine est exploité à titre accessoire* (p. 2325); Art. 44 *octies nouveau : amendement de M. de Montalembert* (p. 2326); Art. 45 : répond aux observations présentées par M. Armengaud sur les crédits prévus pour l'exercice 1964 en faveur des bourses d'enseignement aux jeunes Français de l'étranger (p. 2328). — Prend la parole au cours du débat sur la question orale de M. Vallin relative aux **conditions de vie dans la région parisienne** [15 décembre 1964] (p. 2352, 2353). — **Suite de la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964** [15 décembre 1964]. — Discussion des articles : après l'article 44 : *amendement de M. Dailly précédemment réservé* (p. 2353); *son amendement tendant à insérer un article 44 nonies relatif aux conditions dans lesquelles sont accordés des avantages fiscaux au preneur qui exerce son droit de préemption pour l'installation d'un enfant majeur* (p. 2313); après l'art. 44 *nonies : amendement de M. Monichon* (exonération fiscale à l'occasion de cession de bois et forêts) (p. 2355); Art. 47 : *amendement de M. Marcilhacy tendant à supprimer le crédit de 25 millions destiné au Cambodge en vertu d'un accord non ratifié par le Parlement* (p. 2356, 2357); Art. 6 : *amendements de MM. Pellenc, Fosset, Philippon et Namy tendant à supprimer cet article relatif à la libération des loyers dans certaines catégories d'immeubles anciens* (p. 2362, 2363); Art. 7 : *amendements de MM. Fosset, Philippon et Namy tendant à supprimer cet article étendant la liberté des loyers aux locaux vacants dans l'ensemble de la France* (p. 2365, 2366); Art. 8 *bis : son amendement tendant à insérer cet article relatif aux travaux faits pour améliorer le confort des locaux d'habitation dans des immeubles qui abritent des activités industrielles ou commerciales* (p. 2367); Art. 1er : observations sur cet article relatif à la création d'un office national des forêts (p. 2369 à 2372); *amendement de M. David tendant à supprimer cet article* (p. 2372); *amendement de M. Pellenc tendant à instituer, à compter du 1er janvier 1966, un budget annexe des eaux et forêts* (p. 2375, 2376); sur l'ensemble; répond à l'intervention de M. Dailly (circulaire n° 441 du ministère de l'intérieur en date du 24 novembre 1964; objet : renseignement concernant la situation financière d'un certain nombre de communes dont le maire est parlementaire (p. 2377). — Intervient dans la discussion, en **nouvelle lecture, du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires** [16 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2385). — Intervient dans la discussion en **deuxième lecture,** du **projet de loi portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite** [16 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2387, 2388); demande au Sénat de se prononcer par un seul vote sur les dispositions du projet de loi dans le texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale (*ibid.*), sur l'ensemble (p. 2391). — Intervient dans la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [18 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2439 à 2445); répond à l'intervention de M. Dailly concernant la circulaire du ministère de l'intérieur (*cf. supra* p. 2377) (p. 2443). — **Discussion du projet de loi en troisième lecture** [18 décembre 1964] (p. 2467).

BOULOUX (M. JEAN-MARIE) [Vienne].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la création d'offices de tourisme dans les stations classées** [26 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 4 : *observations sur l'amendement de M. Henriet* (p. 864).

BOUQUEREL (M. AMÉDÉE) [Oise].

Vice-Président du Sénat (élu le 4 octobre 1962).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réorganisation de la région parisienne [16 juin 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [26 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

En qualité de vice-président du Sénat, préside la séance du 21 avril 1964; la séance du 28 avril 1964; la séance du 5 mai 1964; la séance du 26 mai 1964; la séance du 11 juin 1964; la séance du 12 juin 1964; la séance du 17 juin 1964; la séance du 23 juin 1964; la 2e séance du 25 juin 1964; la séance du 20 octobre 1964; la 2e séance du 29 octobre 1964; la séance du 3 novembre 1964; la 2e séance du 5 novembre 1964; la séance du 12 novembre 1964; la séance du 13 novembre 1964; au début de cette séance, associe le Sénat à l'hommage rendu au personnel des Journaux officiels par M. Pellenc, rapporteur général de la commission des finances. — Préside la séance du 13 novembre 1964; la séance du 19 novembre 1964 : la séance du 21 novembre 1964; la séance du 26 novembre 1964; la séance du 2 décembre 1964; la séance du 3 décembre 1964; la séance du 4 décembre 1964; la 2e séance du 8 décembre 1964; la séance du 15 décembre 1964; la séance du 16 décembre 1964.

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la création d'offices de tourisme dans les stations classées [24 juin 1964] (n° 289).

Interventions :

Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Edouard Bonnefous et de Pontbriand relatives à la **situation de l'industrie touristique française** [14 avril 1964] (p. 131, 132). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réorganisation de la région parisienne** [25 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : observations sur les cinq cantons Sud de l'Oise (p. 813); Art. 28 : *amendement de M. Bertaud* (p. 832). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques à la discussion du **projet de loi relatif à la création d'offices de tourisme dans les stations classées** [26 juin 1964]. — Discussion générale (p. 857, 858). — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement tendant à ajouter un alinéa nouveau tendant à permettre aux syndicats d'initiative de poursuivre leur action* (p. 861, 862); Art. 4 : *observations sur l'amendement de M. Henriet* (p. 863); Art. 5 : *son amendement tendant*

à préciser que le directeur de l'office est « nommé et révoqué par le maire » (p. 864) ; le retire (p. 865) ; Art. 6 : *son amendement tendant à ne pas donner au texte de cet article une portée trop limitative* (p. 865) ; *son amendement tendant à autoriser le conseil municipal à affecter au budget de l'office tout ou partie de la taxe prévue au dernier alinéa de cet article (ibid.).* — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative aux baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal** [29 octobre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 18 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif au champ d'application de la loi* (p. 1205). — Intervient en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [17 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — CHEMIN DE FER. — RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur les liaisons routières et fluviales (p. 1584, 1585). — COMMISSARIAT AU TOURISME ; en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, intervient dans la discussion générale de ce budget. — Observations ayant porté notamment sur l'aménagement touristique Languedoc-Roussillon (p. 1605, 1606). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1964]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE (SERVICES GÉNÉRAUX). — Examen des crédits. — Titre VI, ÉTAT C : explique son vote sur l'amendement de M. Descours-Desacres (incitations financières en faveur des communes regroupées) (p. 1682, 1683). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V^e^ plan** [8 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2213 à 2215).

BOUSCH (M. JEAN-ERIC) [Moselle].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [7 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Avis présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation [27 octobre 1964] (n° 10).

Avis présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisme [1^er^ décembre 1964] (n° 54).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution** [19 mai 1964]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Verdeille ;* observations (p. 319). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation** [29 octobre 1964]. — Discussion générale (p. 1210, 1211). — Discussion des articles. — Art. 26 : sur l'opposition de l'art. 40 de la Constitution à l'amendement de M. Molle (p. 1246). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [17 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — CHEMIN DE FER. — RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS. — Discussion générale. — Observations sur le programme de reconstruction des ponts détruits par faits de guerre dans le département de la Moselle (p. 1599, 1600). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1964]. — AFFAIRES CULTURELLES. — Examen des crédits. — Titre VI de l'ÉTAT C *: amendement de M. Fruh* (allégement de la fiscalité des petites salles de spectacle) (p. 1626). — **Suite de la discussion** [23 novembre 1964]. — INDUSTRIE. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur l'évolution du marché énergétique et sur le programme de production du bassin de Lorraine (p. 1808, 1809). — CONSTRUCTION. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion de ce budget. — Observations sur la politique gouvernementale dans le domaine social, économique et financier (p. 1812 à 1814) ; (p. 1823). — Examen des crédits. — Art. 59 *bis : amendement de M. Dailly* (p. 1833). — **Suite de la discussion** [24 novembre 1964]. — CONSTRUCTION (*suite*) : observations sur la recevabilité de l'amendement de M. Chochoy au titre VI de l'état C (p. 1844). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des finances, dans la discussion, en **deuxième lecture, du projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation** [4 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2136). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V^e^ plan** [8 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2218 à 2222).

BOUVARD (M. ROBERT) [Haute-Loire].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [9 juin 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réorganisation de la région parisienne [16 juin 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [26 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

BRAYARD (M. JOSEPH) [Ain].

Est nommé **secrétaire du Sénat** [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant ratification du décret du 9 janvier 1963 sur l'importation d'œufs en coquilles** [16 avril 1964] (p. 152).

BRÉGÉGÈRE (M. MARCEL) [Dordogne].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [18 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion de la **proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture** [12 mai 1964]. — Discussion générale (p. 243 à 250) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 274). — Prend part à la discussion du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [16 juin 1964]. — Discussion générale (p. 637, 638, 639). — Discussion des articles : Art. 6 *bis (nouveau) : son sous-amendement à l'amendement de M. Restat tendant à remplacer la notion « d'assurance » par celle de « garantie »* (p. 658) ; le retire (*ibid.*). — Intervient au cours du débat sur les questions orales déposées par plusieurs sénateurs relatives à la **politique agricole du Gouvernement** [20 octobre 1964] (p. 1118, 1119). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [17 novembre 1964]. — COMMISSARIAT AU TOURISME. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur la protection des sites et des richesses artistiques (grottes de Lascaux) (p. 1606). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1964]. — AGRICULTURE. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur la réforme des services extérieurs du ministère de l'agriculture (p. 1738, 1739). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1964]. — INTÉRIEUR - SERVICE DES RAPATRIÉS. — Discussion générale (p. 1899).

BROGLIE (M. JEAN de), **Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre** (2^e^ cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

Associe le Gouvernement aux vœux de rétablissement à M. le Président de la République formulés, au nom du Sénat, par M. le président Gaston Monnerville [21 avril 1964] (p. 162). — Répond à la question orale de M. Rougeron relative aux **droits des conseils généraux en matière budgétaire** [21 avril 1964] (p. 162) ; à la question orale de M. Audy concernant les **dates des consultations électorales** (p. 164) ; à la question orale de M. Bernier relative aux **prestations sociales dans les départements d'outre-mer** (p. 164) ; à la question orale de M. Pierre Garet concernant l'**autoroute Paris—Lille et les grands itinéraires de la région** (p. 165). — Répond aux **questions orales de MM. Talamoni et Coutrot relatives au problème social du**

financement et à la construction de grands ensembles [21 avril 1964] (p. 186 à 188). — Répond aux questions orales de MM. Naveau, Errecart, Kauffmann, Dulin et David relatives à la **politique agricole du Gouvernement** [28 avril 1964] (p. 211 et suivantes). — Répond aux questions orales de MM. Lagrange et Dulin relatives au **fonctionnement des sociétés mutualistes** [5 mai 1964] (p. 238). — Répond à la question orale de M. Bernier concernant les **prestations familiales dans les départements d'outre-mer** [19 mai 1964] (p. 285). — Répond à la question orale de M. Marcel Lambert relative à l'**exonération totale ou partielle des cotisations d'assurance maladie pour les petits exploitants agricoles** [26 mai 1964] (p. 384). — Répond : à la question orale de M. Chauvin relative au **paiement des indemnités dues aux examinateurs** [2 juin 1964] (p. 424) ; à la question orale de M. Tinant concernant la **pratique du jeu d'échecs dans les lycées** (p. 425) ; à la question orale de M. René Dubois relative à la **projection à la R. T. F. d'un film vietminh sur Dien Bien Phu** (p. 426). — Prend la parole au cours du débat sur les questions orales de MM. Vallin, Champeix, Raybaud et Héon relatives à la **réforme administrative** [2 juin 1964] (p. 440 à 442). — Répond à la question orale de M. Naveau relative à la **condition des personnels hospitaliers** [9 juin 1964] (p. 515) ; à la question orale de M. Dulin concernant la **vacance du poste de président du groupe des assurances générales** (p. 516). — Prend la parole au cours du débat sur la question orale de M. Longchambon relative à la **scolarité des enfants des Français de l'étranger** [9 juin 1964] (p. 520). — Est entendu au cours dudébat sur la question orale de M. Darou relative à la **situation des anciens combattants et victimes de guerre** [9 juin 1964] (p. 524 à 526). — Répond aux questions orales de M. Bardol relatives : au **licenciement d'un délégué du personnel des aciéries de Paris-Outreau** [16 juin 1964] (p. 626) ; au **lock-out de l'usine métallurgique de Marquise-Rinxent** (p. 627). — Répond à la question orale de M. Pierre Garet relative à la **revendication des greffiers des tribunaux d'instance** [16 juin 1964] (p. 628) ; à la question orale de M. Abel-Durand sur la **desserte ferroviaire de la région de Nantes** (*ibid.*) ; à la question orale de M. Vérillon concernant les **problèmes de la recherche scientifique** (p. 629). — Répond à la question orale de M. Pinton relative au **développement de la Nouvelle-Calédonie** [16 juin 1964] (p. 632, 633). — Répond : à la question orale de M. Pelleray sur l'**harmonisation des prix agricoles à l'intérieur du Marché commun** [23 juin 1964] (p. 727) ; à la question orale de M. Monteil concernant les **pensions d'invalidité des militaires et marins** (p. 727, 728) ; à la question orale de M. Maroselli relative aux **nominations du personnel administratif et secondaire dans les établissements hospitaliers** (p. 729) ; aux questions orales de M. Jacques Duclos sur la **subvention à la fédération sportive et gymnique du travail** (p. 729) ; les **incidents électoraux dans l'île de la Réunion** (p. 731). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Tinant et Courrière relatives à la **situation du réseau routier** [23 juin 1964] (p. 739 à 741). — Répond à la question orale de M. Méric concernant la **rémunération de certains personnels de la compagnie Air France** [30 juin 1964] (p. 926) ; à la question orale de M. Charpentier sur les **forfaits fiscaux des artisans et commerçants ruraux** (p. 927). — Répond aux questions orales de MM. Méric et Duclos concernant le **transfert du bureau d'études de Sud-Aviation de la Courneuve à Marignane** [30 juin 1964] (p. 930). — Répond : à la question orale de M. Dailly relative aux **honoraires des géomètres travaillant au remembrement de la propriété agricole** [13 octobre 1964] (p. 1066) ; à la question orale de M. Nayrou sur l'**irrigation de la Basse Ariège** (p. 1067) ; à la question orale de M. Bossus concernant le **remboursement des marks rapportés par les prisonniers de guerre et déportés** (p. 1068) ; à la question orale de M. Nayrou relative à la **création d'une commission touristique de l'Ariège** (p. 1069) ; à la question orale de M. Marie-Anne concernant le **personnel auxiliaire ouvrier de l'armée dans dans les départements d'outre-mer** (p. 1069) ; aux questions orales de M. Darou sur la **pénurie de main-d'œuvre dans les industries de l'ameublement de la région du Nord** (p. 1070) ; l'**autoroute Dunkerque-Lille** (p. 1071) ; à la question orale de M. Marie-Anne relative au **rétablissement d'une liaison régulière entre la commune de Saint-Pierre (Martinique) et celle de Morne-Rouge** (p. 1072) ; aux questions orales de M. Nayrou concernant la **répression de certaines formes de vente** (p. 1072) ; l'**admission d'urgence au bénéfice de l'aide ménagère** (p. 1073). — Prend la parole au cours du débat sur les questions orales de MM. Lachèvre, Le Bellegou et David relatives à la **situation de la marine marchande et de la construction navale** [13 octobre 1964] (p. 1081 à 1083). — Prend la parole au cours du débat sur les questions orales déposées par plusieurs sénateurs relatives à la **politique agricole du Gouvernement** [20 octobre 1964] (p. 1103) ; (p. 1127 à 1131). — Répond aux questions orales de M. Marcilhacy relatives : aux **prêts de collectivités économiques à des Etats et organismes étrangers ; au traitement du personnel des foyers d'anciens combattants** [27 octobre 1964] (p. 1160, 1161) ; à la question orale de M. Garet sur la **subvention de l'Etat aux établissements d'enseignement privés sous contrat d'association** (p. 1161) ; à la question orale de M. Nayrou concernant les **pertes causées par la sécheresse aux agriculteurs de l'Ariège** (p. 1162) ; à la question orale de M. Péridier sur les **dégâts causés au vignoble de l'Hérault** (p. 1162) ; à la question orale de M. Nayrou relative à la **crise de l'industrie textile dans l'Ariège et l'Aude** (p. 1163, 1164) ; à la question orale de M. Dutoit concernant la **réduction d'horaires dans l'industrie textile** (p. 1164, 1165) ; à la question orale de M. Duclos sur le **procès intenté contre la presse communiste à la Martinique** (p. 1166) ; à la question orale de M. Dailly relative au **décès d'un militaire au cours d'une « opération survie »** (p. 1167, 1168). — Prend la parole au cours du débat sur les questions orales de Mlle Rapazzi et plusieurs de ses collègues relatives aux **problèmes scolaires** [27 octobre 1964] (p. 1189 à 1193). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Courrière et Vallin relatives au **regroupement et à la fusion de communes** [3 novembre 1964] (p. 1273, 1274 et 1276). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [14 novembre 1964]. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 1514, 1515). — TERRITOIRES D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 1521, 1522). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1964]. — PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — Examen des crédits. — Art. 32 : observations (p. 1720, 1921) ; *amendement de M. Dulin* (augmentation de la taxe sur les corps gras) (p. 1721) ; Art. 53 : *amendement de M. Dailly* (taxe sur le sucre) ; le déclare irrecevable (p. 1723) ; *amendement de M. Bajeux* (p. 1724). — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1731 à 1733) ; répond aux observations présentées sur la politique agricole du Gouvernement (p. 1760 à 1763). — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE IV : *amendement de M. Naveau* (ristourne sur les amendements calcaires) (p. 1765) ; Art. 47 : *amendement de M. Restat tendant à supprimer cet article concernant la participation professionnelle au fonds national de garantie contre les calamités* (p. 1766) ; ETAT C, TITRE VI : répond à M. Pauzet (p. 1767) ; *amendement de M. Raybaud soutenu par M. Verneuil* (ibid.) ; déclare irrecevable l'amendement de M. Filippi (p. 1768) ; *amendement de M. Bajeux* (indemnité viagère de départ) (p. 1768). — **Suite de la discussion** [21 novembre 1964]. — COOPÉRATION. — Discussion générale (p. 1774, 1775, 1776). — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE IV : (p. 1777). — **Suite de la discussion** [24 novembre 1964]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion générale. — Observations sur la politique de la France à l'égard de l'Algérie (p. 1833 à 1840 ; p. 1842) ; sur le sort des disparus (p. 1846 à 1849) ; répond aux observations présentées (p. 1852, 1853). — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE III ; *amendement de M. Portmann tendant au rejet des crédits* (p. 1853). — Répond à la question orale de M. David relative au **tracé de l'autoroute Aubagne-Toulon** [1er décembre 1964] (p. 2034) ; à la question orale de M. Bruyneel concernant la **reconstruction du pont de Chaumont-sur-Loire** (p. 2035) ; à la question orale de M. Bernier sur l'**aide sociale et familiale dans les départements d'outre-mer** (p. 2036) ; à la question orale de M. Darou relative au **projet de création d'une école normale à Hazebrouck** (p. 2037) ; à la question orale de M. Lachèvre sur la **constatation par radar des infractions au code de la route** (p. 2038) ; à la question orale de M. Bruyneel relative à la **libération conditionnelle des détenus politiques** (p. 2039) ; à la question orale de M. Marcilhacy sur les **mesures de sécurité à la poudrerie d'Angoulême** (p. 2040) ; à la question orale de M. Delagnes concernant le **déversement dans le Drac de produits phénolés** (p. 2040). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative au recrutement des attachés d'administration** [2 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2091) ; dans la discussion du **projet de loi concernant l'intégration des géographes du ministère des affaires étrangères** [2 décembre 1964] (p. 2092) ; dans la discussion du **projet de loi relatif à l'intégration dans les cadres du ministère des affaires étrangères de sous-préfets et administrateurs civils du ministère de l'intérieur et administrateurs des services civils d'Algérie** [2 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2092). — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Desseigne* (p. 2093) ; *amendement de M. Portmann* (p. 2094, 2095). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale** [3 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2105, 2106) ; (p. 2109, 2110, 2111 et 2112). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendements de MM. Chauvin et Lagrange* (p. 2112) ; *amendement de M. Chauvin ;* invoque l'exception d'irrecevabilité prévue à l'art. 45 du règlement du Sénat (p. 2113) ; (p. 2119). — Intervient dans la discussion du **projet de loi prorogeant le mandat des conseillers généraux de la Seine (banlieue)** [3 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2114, 2115, 2117). — Discussion de l'article unique. — *Amendements de MM. Coutrot et Bossus* (p. 2118). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales de MM. Repiquet et Duclos relatives à la **situation politique dans l'île de la Réunion** [8 décem-

logement [21 avril 1964] (p. 172 à 175). — Répond aux **questions orales de MM. Voyant et Edouard Bonnefous relatives au** bre 1964] (p. 2195). — Répond à la question orale de M. Restat sur l'**aide financière aux collectivités pour l'amélioration des circuits de distribution** [9 décembre 1964] (p. 2240) ; à la question orale de M. Suran concernant la **promotion sociale et l'aide aux mutations professionnelles en agriculture** (p. 2240) ; à la question orale de M. Sempé relative à l'**aide aux agriculteurs du Gers sinistrés** (p. 2241) ; à la question orale de M. Jung sur l'**exportation vers la Sarre des produits laitiers français** (p. 2242) ; à la question orale de M. Naveau relative à la **création éventuelle d'un champ de manœuvres dans la région douaisienne** (*ibid.*) ; à la question orale de M. Garet sur l'**attribution à titre posthume de la Légion d'honneur et de la médaille militaire** (p. 2243). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture, du projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale** [14 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2311). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Chauvin* (p. 2312) ; Art. 1er *bis* : (p. 2313). — **Suite de la discussion** [16 décembre 1964]. — Discussion générale sur le texte présenté par la commission mixte paritaire (p. 2416). — **Discussion de ce projet de loi en troisième lecture** [18 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2437, 2438).

BROUSSE (M. MARTIAL) [Meuse].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [7 octobre 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion [1er décembre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [20 novembre 1964]. — AGRICULTURE. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur les problèmes d'enseignement ; la vulgarisation agricole ; le remembrement (p. 1753, 1754, 1755). — **Suite de la discussion** [24 novembre 1964]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE ; en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 1867 à 1869). — Examen des crédits. — Art. 55 *bis : amendement de Mme Cardot* (p. 1881). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — EDUCATION NATIONALE. — Discussion générale ; observations sur la fermeture de classes à faible effectif, en particulier dans les campagnes (p. 1941, 1942).

BRUN (M. RAYMOND) [Gironde].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réorganisation de la région parisienne [16 juin 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [18 juin 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposée un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [26 juin 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [27 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Est nommé membre titulaire du conseil supérieur de l'aménagement rural [14 novembre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention douanière relative aux facilités accordées pour l'importation des marchandises destinées à être présentées ou utilisées à une exposition, une foire, un congrès ou une manifestation similaire [2 avril 1964] (n° 123).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 62-1573 du 22 décembre 1962, qui a modifié les tarifs des droits de douane d'importation [2 avril 1964] (n° 124).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 63-428 du 30 avril 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation [16 avril 1964] (n° 138).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 63-993 du 1er octobre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation [16 avril 1964] (n° 143).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de deux protocoles en date du 14 juin 1954 concernant des amendements à apporter aux articles 45, 48, 49 et 61 de la convention relative à l'aviation civile internationale [17 juin 1964] (n° 267).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification du protocole du 15 septembre 1962 portant amendement à la convention du 7 décembre 1944 relative à l'aviation cicile internationale [17 juin 1964] (n° 268).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi autorisant l'approbation de la convention douanière relative aux facilités accordées pour l'importation des marchandises destinées aux expositions, foires ou congrès** [9 avril 1964]. — Discussion générale (p. 101) ; dans la discussion du **projet de loi ratifiant le décret du 22 décembre 1962 sur les droits de douane d'importation** (*ibid.*). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi ratifiant le décret du 30 avril 1963 sur les droits de douane d'importation** [16 avril 1964]. — Discussion générale (p. 147) ; dans la discussion du **projet de loi ratifiant le décret du 1er octobre 1963 sur les droits de douane d'importation** (p. 151). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion des **projets de loi portant : 1° modifications aux articles 45, 48, 49 et 61 de la convention de Chicago sur l'aviation civile internationale ; 2° modification à l'article 48 *a* de la convention de Chicago sur l'aviation civile internationale** [23 juin 1964] (p. 742). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [19 novembre 1964]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — Observations sur l'implantation d'une usine atomique en Gironde (p. 1678). — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — Examen des crédits. — TITRE IV : (p. 1687). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — ARTICLES ADDITIONNELS. — *Son amendement tendant à insérer un article relatif à l'unification des taxes parafiscales s'appliquant aux bois français et étrangers* (p. 2015). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, à la discussion de **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [14 décembre 1964]. — Discussion générale. — Observations sur la création d'un office des forêts (p. 2294, 2295). — **Suite de la discussion** [15 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Après l'Art. 44 *nonies* : *amendement de M. Monichon* (exonération fiscale à l'occasion de cession de bois et forêts) (p. 2355).

BRUNEAU (M. ANDRÉ) [Sarthe].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

BRUNHES (M. JULIEN) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réorganisation de la région parisienne** [25 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 3 : *amendement de M. Bernard Lafay* (p. 823) ; Art. 23 : observations (p. 830) ; Art. 34 : *observations sur l'amendement de M. Raybaud* (p. 838) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 844).

BRUYAS (M. FLORIAN) [Rhône].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

BRUYNEEL (M. ROBERT) [Loir-et-Cher].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réorganisation de la région parisienne [16 juin 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [26 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

Questions orales :

M. Robert Bruyneel demande à *M. le ministre de la justice* de lui faire connaître les motifs qui l'ont incité à appliquer « une politique particulière restrictive » aux mesures de libération conditionnelle qui ne sont « accordées que très exceptionnellement » aux détenus politiques. Il lui demande de bien vouloir lui préciser en vertu de quels principes les détenus politiques sont moins bien traités en l'occurence que les condamnés de droit commun [15 octobre 1964] (n° 610). — Réponse [1er décembre 1964] (p. 2039).

M. Robert Bruyneel signale à nouveau à *M. le ministre des travaux publics et des transports* que le pont qui franchissait la Loire entre Chaumont-sur-Loire et Onzain a été détruit en 1940 et remplacé en 1951 par une passerelle provisoire à voie unique qui fait subir à la circulation une gêne considérable. Cette passerelle, installée pour une durée maximum de cinq ans, est en service depuis plus de treize ans, et comporte des dangers certains tout en exigeant des réparations nombreuses et coûteuses. C'est ainsi que pour permettre des travaux de renforcement, l'interdiction de passage aux véhicules automobiles a été décidée pour une durée d'un mois entre le 5 octobre et le 5 novembre 1964, imposant aux usagers un détour d'une trentaine de kilomètres. L'Etat n'ayant pu financer les travaux de reconstruction du pont, le conseil général de Loir-et-Cher estimant cette réfection urgente avait décidé de procéder au financement de ces travaux en application de l'article 8 de la loi n° 55-139 du 2 février 1955. Mais le Gouvernement se serait opposé à la réalisation de l'emprunt nécessaire en prenant prétexte de la mise en vigueur du plan de stabilisation. Le remplacement de la passerelle provisoire de Chaumont-sur-Loire ne pouvant attendre plus longtemps, il lui demande d'autoriser immédiatement l'opération financière sollicitée par le conseil général pour la construction sans délai du nouveau pont [20 octobre 1964] (n° 611). — Réponse [1er décembre 1964] (p. 2035).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la **proposition de loi portant amnistie d'infractions se rattachant aux évènements d'Algérie** [3 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1279 à 1282). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article amnistiant toutes les infractions commises au cours et à l'occasion de la rebellion algérienne* (p. 1289). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [17 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Examen des crédits. — TITRE V : observations sur la reconstruction du pont de Chaumont-sur-Loire (p. 1602). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à ses **questions orales n°s 611 et 610** (cf. *supra*) [1er décembre 1964] (p. 2035, 2036) ; (p. 2039). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant amnistie** [18 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2456, 2457).

BURRET (M. ROBERT) [Hautes-Pyrénées].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le code du travail dans les territoires d'outre-mer [9 avril 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne [24 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative) [20 octobre 1964].

C

CAPELLE (M. OMER) [Somme].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

CARCASSONNE (M. ROGER) [Bouches-du-Rhône].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, de façon à réprimer les délits de diffamation et d'injure commis au cours d'émissions de radio ou de télévision et à organiser l'exercice du droit de réponse [14 avril 1964] (n° 137).

Question orale :

M. Roger Carcassonne, partageant l'émotion profonde et justifiée de l'opinion publique devant les erreurs répétées dans le déroulement de plusieurs concours et examens, et surtout devant les « fuites » inadmissibles et, semble-t-il, généralisées de sujets de plusieurs épreuves du baccalauréat, demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* quelles mesures d'enquête il a prises et compte prendre, quelles sanctions il se propose d'appliquer, quelles dispositions il envisage pour éviter le renouvellement de fautes aussi nombreuses que grossières [30 juin 1964] (n° 594).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants** [3 juin 1964]. — Discussion générale (p. 468). **Suite de la discussion** [4 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Héon :* observations (p. 492). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française** [11 juin 1964]. — Discussion générale (p. 575 à 577). — **Suite de la discussion** [12 juin 1964] (p. 591). — Discussion des articles. — Art. 4 : *amendement de M. Hubert Durand relatif à la publicité commerciale* (p. 612, 613) ; Art. 5 : *son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa prévoyant un temps d'antenne égal pour le Gouvernement et pour l'opposition* (p. 614, 615, 616) ; le retire (p. 617) ; Art. 6 *bis nouveau : amendement de M. Hubert Durand :* observations sur la répression de la diffamation et de l'injure en matière de radiodiffusion-télévision (p. 618). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [13 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 17 : *amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article établissant un prélèvement sur les sociétés de courses* (p. 1471). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1964]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Examen des crédits. — Art. 28 : (p. 1655) ; soutient l'amendement de M. Chochoy tendant à limiter la durée du service militaire à un an (p. 1655), répond à M. Soufflet (p. 1656). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1964]. — AGRICULTURE. — Discussion générale. — Observations sur l'harmonisation de la politique suivie à Bruxelles avec la politique de stabilisation (p. 1755, 1756) ; (p. 1762). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — INFORMATION. — Discussion générale. — Observations sur l'exportation de la presse dans le monde et en particulier au Canada (p. 1969). — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE. — Discussion générale. — Observations renouvelées sur le droit de réponse à la radiodiffusion et à la télévision (p. 1978 à 1980). — Intervient dans la discussion du projet **de loi relatif à l'application de certains traités internationaux** [2 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2070).

CARDOT (Mme MARIE-HÉLÈNE) [Ardennes].

Vice-président du Sénat (élue le 4 octobre 1962).

Est nommée membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Est nommée membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative) [20 octobre 1964].

En qualité de vice-président du Sénat, préside la séance du 15 avril 1964 ; la séance du 19 mai 1964 ; la séance du 3 juin 1964 ; la séance du 12 juin 1964 ; la 1re séance du 16 juin 1964 ; la 2e séance du 18 juin 1964 ; la séance du 23 juin 1964 ; la séance du 26 juin 1964 ; la séance du 27 juin 1964 ; la 1re séance du 30 juin 1964 ; la séance du 27 octobre 1964 ; la 1re séance du

5 novembre 1964 ; la séance du 6 novembre 1964 ; la séance du 14 novembre 1964 ; la séance du 17 novembre 1964 ; la séance du 20 novembre 1964 ; la séance du 23 novembre 1964 ; la 1re séance du 1er décembre 1964 ; la séance du 7 décembre 1964 ; la séance du 14 décembre 1964 ; la séance du 15 décembre 1964.

Dépôts législatifs :

Proposition de loi tendant à modifier l'article 175 du code pénal [2 juin 1964] (n° 207).

Avis présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1965, adopté par l'Assemlbée nationale [2 novembre 1964] (n° 27).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la **proposition de loi portant amnistie d'infractions se rattachant aux événements d'Algérie** [3 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1283). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite** [5 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1306, 1307). — **Suite de la discussion** [6 novembre 1964]. — DISCUSSION DES ARTICLES DU CODE. — Art. L. 45 : *son amendement tendant à permettre à la veuve remariée, redevenue veuve, de pouvoir, si elle le désire, recouvrer son droit à pension* (p. 1365). — DISCUSSION DES ARTICLES DU PROJET DE LOI. — Art. 4 : *son amendement tendant à une unification du régime des retraites des veuves de guerre* (p. 1379) ; *son sous-amendement à l'amendement de M. Lagrange tendant à porter de 30 à 50 p. 100 le taux de la réversion des pensions des veuves de fonctionnaires et des veuves de militaires de carrière décédés avant le 14 avril 1924* (p. 1380) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel nouveau permettant une nouvelle liquidation de pension pour les ayants cause de militaires remplissant les conditions énoncées à l'article L. 47 du code des pensions* (p. 1390) ; le retire (p. 1390). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [17 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Examen des crédits. — TITRE V : observations sur les travaux d'aménagement de la Meuse (p. 1603). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1964]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale. — Observations sur la réduction des effectifs à la gendarmerie (p. 1644, 1645). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1964]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE (SERVICES GÉNÉRAUX). — Examen des crédits. — TITRE IV de l'ÉTAT B : observations sur la présentation des crédits de la promotion sociale (p. 1678, 1679). — **Suite de la discussion** [24 novembre 1964]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 1870 à 1872). — Examen des crédits. — Art. 55 *bis* : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif à la réforme du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre* (p. 1881) ; *son amendement tendant à insérer, après l'article 58, un article additionnel relatif aux fonctionnaires ayant recueilli et élevé des enfants qui sont morts ultérieurement pour la France* (p. 1886). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — EDUCATION NATIONALE. — Examen des crédits. — TITRE IV : observations sur : le retard apporté à la construction des collèges d'enseignement général (C. E. G.) ; la chambre des métiers et l'artisanat ; la création du centre de Flavigny (p. 1948, 1949). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve plan** [8 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2175, 2176). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant amnistie** [18 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2458) ; (p. 2463).

CARRIER (M. MAURICE) [Français établis hors de France].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite** [5 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. L. 1 : *soutient l'amendement de M. Longchambon tendant à faire bénéficier des dispositions du présent code les fonctionnaires des collectivités locales* (p. 1311) ; le retire (*ibid.*) ; *soutient, au même article, l'amendement de M. Longchambon tendant à étendre les avantages résultant de cette réforme aux retraites des caisses locales d'Afrique du Nord et de la France d'outre-mer* (p. 1312) ; le retire (*ibid.*). — **Suite de la discussion** [6 novembre 1964]. — Art. L. 23 : *son amendement tendant à maintenir les anciens avantages pour les femmes fonctionnaires mères de familles et pour les fonctionnaires ayant accompli soit des services hors d'Europe, soit des services aériens* (p. 1358). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [24 novembre 1964]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale. — Observations sur l'indemnisation des terres rachetées par le gouvernement tunisien (p. 1863). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture, du projet de loi portant prise en charge et revalorisation des droits et avantages sociaux consentis à des Français ayant résidé en Algérie** [18 décembre 1964] (p. 2449).

CHAMPEIX (M. MARCEL) [Corrèze].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réorganisation de la région parisienne [16 juin 1964].

Est nommé vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

Question orale avec débat :

M. Marcel Champeix demande à *M. le ministre de l'intérieur* de bien vouloir définir devant le Sénat les grandes lignes de la récente réforme administrative, préciser les buts poursuivis, donner les raisons qui ont conduit à créer les commissions consultatives régionales. Il lui demande, en outre, si ces commissions consultatives régionales ne vont pas porter atteinte aux prérogatives des assemblées locales : conseils généraux et conseils municipaux, ainsi que des assemblées consulaires : chambres de commerce, chambres d'agriculture, chambres des métiers, qui forment l'armature actuelle de la vie départementale [9 avril 1964]. — **Réponse** [2 juin 1964] (p. 429 et suivantes).

Interventions :

Prend la parole au cours du débat sur sa **question orale relative à la réforme administrative** [2 juin 1964] (p. 429 à 432). — Intervient dans la **discussion du projet de loi de finances pour 1965** [24 novembre 1964]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — **Examen des crédits.** — *Son amendement tendant à insérer un article additionnel, après l'article 58, disposant que les déportés politiques auront les mêmes droits que les résistants quant à la réparation des préjudices subis du fait de la détention* (p. 1882) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel prévoyant une retraite anticipée pour les anciens déportés et internés* (ibid.) ; le retire (p. 1883).

CHAMPLEBOUX (M. MICHEL) [Puy-de-Dôme].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Intervention :

Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (énergie atomique), à la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [19 novembre 1964]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE (SERVICES GÉNÉRAUX — DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL). — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur la production du combustible nucléaire et sur le fonctionnement des différents centres du commissariat à l'énergie atomique (p. 1672 à 1674).

CHARPENTIER (M. MAURICE) [Loiret].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française [16 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Questions orales :

M. Maurice Charpentier attire l'attention de *M. le ministre des travaux publics et des transports* sur la situation particulière du fonds routier qui, depuis de nombreuses années, voit les ressources dont il devrait bénéficier aux termes de la loi, amputées dans les proportions excessivement sensibles. Il lui rappelle qu'à différentes reprises le Gouvernement a été saisi de cet important problème sans que pour autant les solutions souhaitables aient été apportées. En l'état actuel, le fonds routier ne percevra au maximum que 9 p. 100 du produit de la taxe intérieure sur les carburants routiers, alors qu'il devrait lui en revenir 22 p. 100. L'augmentation au budget de 1964 des crédits routiers d'entretien (21 p. 100 par rapport à 1963) correspond à peine aux besoins nécessaires pour réparer les

dégâts provoqués par le gel pendant l'hiver 1962-1963. Il lui demande si, d'une part, il entend prendre toutes dispositions utiles pour respecter notamment l'équilibre prévu entre les différentes tranches de voirie : nationale, départementale et communale, et si, d'autre part, le secteur communal étant particulièrement défavorisé, il ne lui paraîtrait pas opportun de prendre toutes mesures de nature à faciliter l'entretien et l'aménagement des voies de circulation à la charge des collectivités locales. Enfin, il souhaiterait connaître les raisons qui s'opposent à l'attribution de l'intégralité des sommes qui devraient normalement revenir au fonds routier [21 avril 1964] (n° 559). — Réponse [5 mai 1964] (p. 231).

M. Maurice Charpentier expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que de très nombreux artisans et commerçants ruraux se plaignent amèrement que leur forfait ait été augmenté dans les proportions qui risquent de beaucoup les gêner dans la poursuite de leur métier à la campagne. Il lui demande ce qu'il envisage de faire, avant le vote du budget 1964, pour ne pas les pousser jusqu'à la misère par une charge trop lourde d'impôts. Ceux-ci sont déjà trop tentés de quitter nos communes rurales pour aller exercer un autre métier dans une grande ville, autrement dit leur mort financière entraînera obligatoirement celle des communes rurales [17 juin 1964] (n° 581). — Réponse [30 juin 1964] (p. 927).

M. Maurice Charpentier demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* de bien vouloir lui faire connaître s'il ne serait pas possible que des prêts soient consentis aux communes par les compagnies d'assurances, sur les réserves techniques imposées à ces dites compagnies. Ces prêts faciliteraient grandement la trésorerie des communes rurales et leur permettrait d'effectuer leurs travaux urgents, de réfection de leurs chemins et d'adduction d'eau ; relativement à ce dernier sujet, la période d'extrême sécheresse de l'été 1964 a obligé un trop grand nombre de cultivateurs à faire des transports fréquents et quotidiens pour approvisionner leur ferme en eau ; c'est pourquoi la nécessité d'installer très rapidement des adductions d'eau nouvelles s'impose. La construction de chemins carrossables pour chaque ferme est aussi pressante. Les agriculteurs ont très vif le sentiment qu'on les a délaissés ; cette nouvelle source de prêts ouverte aux communes rurales leur apporterait déjà une satisfaction [2 octobre 1964] (n° 598). — Réponse [27 octobre 1964] (p. 1160, 1161).

Question orale avec débat :

M. Maurice Charpentier rappelle à *M. le ministre de l'agriculture* que, le 26 août 1964, un conseil interministériel a été consacré à diverses questions intéressant l'agriculture. Il lui demande de bien vouloir exposer devant le Sénat, dès la rentrée parlementaire, les résultats de cette réunion à laquelle il participait, ainsi que de préciser à nouveau la politique agricole qu'entend mener le Gouvernement. Nos agriculteurs montrent un mécontentement certain à l'égard des prix actuellement pratiqués sur les marchés nationaux pour le lait et les céréales ; ils se plaignent de ce que la trop grande disparité entre les prix agricoles et industriels, loin de s'effacer, semble s'être aggravée ; ils sont impatients de voir des résultats plus tangibles sortir d'une part du Marché commun, d'autre part de la loi d'orientation agricole, et craignent encore une fois de voir s'évanouir tous les espoirs qui leur ont été donnés [7 octobre 1964]. — Retrait par son auteur [20 octobre 1964] (p. 1109).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, à sa **question orale n° 559** (cf. *supra*) [5 mai 1964] (p. 231). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 581** (cf. *supra*) [30 juin 1964] (p. 927). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 598** (cf. *supra*) [27 octobre 1964] (p. 1161).

CHAUVIN (M. ADOLPHE) [Seine-et-Oise].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française [16 juin 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réorganisation de la région parisienne [16 juin 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [26 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale [15 décembre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale [1er décembre 1964] (n° 53).

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale [14 décembre 1964] (n° 87).

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte, sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale [16 décembre 1964] (n° 103).

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi adopté avec modification par l'Assemblée nationale, en troisième lecture, relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale [18 décembre 1964] (n° 110).

Question orale :

M. Adolphe Chauvin signale à *M. le ministre de l'éducation nationale* que de nombreux professeurs du second degré, en Seine-et-Oise, notamment, n'ont perçu à la date du 28 avril 1964 aucune rétribution pour leur participation aux sessions d'examens de juin-juillet 1963 : il leur est objecté le « manque de crédits », bien que les candidats aient versé, au début de juin 1963, les droits d'examen réglementaires ; et lui demande : 1° si l'explication administrative ci-dessus est correcte ; 2° s'il existe des textes fixant les délais dans lesquels doivent être versées les indemnités dues aux examinateurs, tout spécialement le remboursement de leurs frais de déplacement ; 3° dans la négative, s'il est dans ses intentions de provoquer la publication de tels textes [19 mai 1964] (n° 164). — Réponse [2 juin 1964] (p. 424, 425).

Question orale avec débat :

M. Adolphe Chauvin demande à *M. le Premier ministre* quelles mesures d'urgence le Gouvernement entend prendre pour assurer des conditions de vie normale aux habitants de la région parisienne dont le nombre ne cesse de croître. Les logements, l'équipement scolaire, culturel, sportif et l'équipement routier ainsi que les moyens de transport sont déjà nettement insuffisants pour faire face aux besoins et la situation ne peut qu'empirer dans les années à venir si des remèdes énergiques n'y sont apportés [19 mai 1964]. — Réponse [15 décembre 1964] (p. 2346 et suivantes).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 564** (cf. *supra*) [2 juin 1964] (p. 424, 425). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française** [11 juin 1964]. — Discussion générale (p. 566, 567). — **Suite de la discussion** [12 juin 1964] (p. 593). — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Hubert Durand* (p. 603) ; Art. 3 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article portant composition du conseil d'administration* (p. 606) ; après l'article 4 : *son amendement tendant à insérer un article additionnel* 4 bis *nouveau créant un comité de contrôle chargé de veiller à la tenue et à l'objectivité des programmes* (p. 614) ; Art. 6 : *son amendement tendant à prévoir la désignation du directeur général par le conseil d'administration* (p. 617, 618). — **Suite de la discussion à l'issue des travaux de la commission mixte paritaire** [18 juin 1964]. — Discussion générale (p. 714). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant réorganisation de la région parisienne** [24 juin 1964]. — Discussion générale (p. 794 à 796). — **Suite de la discussion** [25 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : observations sur la dénomination « Essonne » (p. 815) ; *amendement de M. Métayer* (p. 819) ; *son amendement tendant à modifier le tableau annexé à l'article* 1er *afin que les deux cantons de Dourdan-Nord et Dourdan-Sud restent dans le département du Val-de-Seine et ne soient pas rattachés au département du Val-d'Essonne* (p. 820) ; le retire (*ibid.*) ; art. 19 : observations (p. 828) ; art. 28 : *amendement de M. Bertaud* (p. 832) ; art. 32 : *amendement de M. Raybaud* (p. 836) ; art. 33 : *amendement de M. Raybaud* (p. 837) ; art. 34 : *amendement de M. Raybaud tendant à modi-*

fier cet article en ramenant de 25 *p.* 100 *à* 10 *p.* 100 *le prélèvement au profit du district* (p. 838) ; après l'article 35 : *son amendement tendant à insérer un article additionnel* 35 bis *mettant à la charge de l'Etat les dépenses afférentes à l'acquisition des terrains et à la construction des préfectures et sous-préfectures* (p. 839) ; après l'article 39 : *son amendement tendant à insérer un article* 39 bis *relatif à la participation de l'Etat aux dépenses de fonctionnement du service départemental d'incendie* (p. 842) ; le retire (*ibid.*) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 845). — **Suite de la discussion** [29 juin 1964]. — Sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 913). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Courrière et Vallin relatives au **regroupement et à la fusion de communes** [3 novembre 1964] (p. 1274, 1275). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles, à la discussion du **projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale** [3 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2105). — Discussion des articles. — Article 1er. *son amendement, au début du* § 3° *tendant à porter le nombre des membres du corps enseignant de* 25 *à* 30 (p. 2112) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du* § 1° *précisant que sur les vingt membres appartenant à l'administration de l'éducation nationale, dix au moins devront avoir occupé des fonctions d'enseignement* (p. 2113) ; art. 3 : *son amendement, au premier alinéa de cet article, tendant à rendre obligatoire la consultation du conseil supérieur de l'éducation nationale* (*ibid.*). — **Discussion du projet de loi en deuxième lecture** [14 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2311). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement relatif à la répartition des membres du conseil supérieur de l'éducation nationale* (p. 2312) ; *sous-amendement de M. Lamousse* (p. 2313). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative aux **conditions de vie dans la région parisienne** [15 décembre 1964] (p. 2346 à 2348) ; (p. 2352, 2353). — Intervient, en qualité de rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire, dans la discussion des conclusions du rapport de la commission sur les dispositions restant en discussion du projet de loi **relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale** [16 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2415). — **Discussion de ce projet de loi en troisième lecture** [18 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2437, 2438).

CHEVALIER (M. ROBERT) [Sarthe].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la lutte contre les moustiques [26 novembre 1964] (n° 51).

Intervention :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi relatif à la lutte contre les moustiques** [3 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2100, 2101).

CHEVALLIER (M. PAUL) [Savoie].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative) [20 octobre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la création d'offices de tourisme dans les stations classées** [26 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 4 : *observations sur l'amendement de M. Henriet* (p. 863). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [24 novembre 1964]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion générale. — Observations sur la donation du domaine de Bou-Yersen, commune de Marengo, au profit des hospices de Chambéry (p. 1844, 1845, 1849). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — MONNAIES ET MÉDAILLES. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion de ce budget (p. 1960, 1961). — LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION. — Discussion générale (p. 1961 à 1963). — Intervient, au cours du débat, sur les questions orales de MM. Vallin et Mistral relatives à la **préparation des jeux olympiques de Grenoble** [15 décembre 1964] (p. 2341, 2343, 2345).

CHEVIGNY (M. PIERRE DE) [Meurthe-et-Moselle].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [14 décembre 1964].

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de programme relative à certains équipements militaires, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence [7 décembre 1964] (n° 64).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (section forces terrestres), dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [18 novembre 1964]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale (p. 1638, 1639). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, à la discussion du **projet de loi de programme relative à certains équipements militaires** [9 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2250 à 2253).

CHOCHOY (M. BERNARD) [Pas-de-Calais].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réorganisation de la région parisienne [16 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [29 octobre 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion [1er décembre 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [14 décembre 1964].

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur les **questions orales de MM. Talamoni et Coutrot relatives au problème social du logement** [21 avril 1964] (p. 175, 176). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réorganisation de la région parisienne** [25 juin 1964]. — Discusison des articles. — Art. 23 (p. 830). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Courrière et Duclos concernant le **bilan du plan de stabilisation** [30 juin 1964] (p. 944). — Prend part à la discussion du **projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation** [29 octobre 1964]. — Discussion générale (p. 1214 à 1217) ; (p. 1220). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite** [6 novembre 1964]. — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à introduire après l'article L.* 80, *un article additionnel L.* 80 bis *relatif à la revalorisation des majorations spéciales accordées à la gendarmerie en matière de pensions* (p. 1371, 1372), le retire (*ibid.*). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [13 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 12 : *amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article relatif à la modification du statut fiscal des immeubles d'habitation* (p. 1453) ; Art. 15 : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif à la publicité sur la voie publique et au timbre des affiches* (p. 1458, 1459, 1460). — **Suite de la discussion** [16 novembre 1964]. — TRAVAIL. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur l'exonération du ticket modérateur pour les maladies de longue durée ou le cas de traitements coûteux ; la retraite vieillesse pour les déportés et les internés

politiques (p. 1531 à 1533). — **Suite de la discussion** [17 novembre 1964]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale du budget des POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS (p. 1566 à 1570) ; (p. 1575, 1577). — **Suite de la discussion** [23 novembre 1964]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 1825 à 1827). — Examen des crédits. — ETAT C, TITRE VI : *son amendement tendant à réduire les crédits figurant à ce titre pour souligner l'insuffisance des crédits, tant pour les H. L. M. que pour les primes, mis à la disposition du ministre de la construction* (p. 1830). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION. — Discussion générale (p. 1963, 1964). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V^e Plan** [8 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2198 à 2202).

CLAIREAUX (M. HENRI) [Saint-Pierre et Miquelon].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [14 novembre 1964]. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 1518, 1519). — **Suite de la discussion** [16 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, SECTION III : MARINE MARCHANDE. — Discussion générale. — Observations sur les problèmes qui se posent au territoire de Saint-Pierre et Miquelon, notamment ceux de la pêche industrielle et de la surgélation (p. 1544, 1545).

CLAPAREDE (M. EMILE) [Hérault].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

CLERC (M. JEAN) [Haute-Savoie].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

COGNIOT (M. GEORGES) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Questions orales avec débat :

M. Georges Cogniot demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* de lui faire connaître, en présence du scandale du baccalauréat qui a suscité une émotion considérable tant parmi les candidats que parmi les professeurs et parents d'élèves, quelles mesures il compte prendre pour assurer la validité et la dignité des examens publics, et cela de telle sorte que l'Etat préserve son droit exclusif de collation des grades [7 octobre 1964].

M. Georges Cogniot demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* de lui faire connaître quelle sera la proportion de jeunes bacheliers admis dans l'enseignement supérieur long quand le « *numerus clausus* » prévu par la récente réforme s'appliquera. Il demande quelles mesures seront prises pour éviter que les étudiants de l'enseignement supérieur court se recrutent automatiquement parmi les étudiants les moins fortunés et en particulier si le Gouvernement se propose d'instituer l'allocation d'études. Il s'étonne qu'aucune disposition financière n'accompagne les projets de réforme de l'enseignement supérieur. Il exprime ses inquiétudes au sujet du nouvel affaiblissement de l'examen du baccalauréat, qui doit rester le premier grade universitaire. Il s'alarme de la situation générale de l'enseignement en ce début d'année scolaire, et particulièrement des suppressions massives d'écoles rurales, suppressions conçues d'après les circulaires officielles aux préfets comme destinées à rendre « quotidienne et familière » la concentration des communes, la réforme scolaire devant servir de « levier puissant de réforme des structures locales ». Il demande enfin pour quelles raisons les bouleversements actuels de l'enseignement sont opérés sans aucune consultation des enseignants, des étudiants, des parents d'élèves, des élus [7 octobre 1964]. — Réponse [27 octobre 1963] (p. 1176 et suivants).

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative aux **problèmes scolaires** [27 octobre 1964] (p. 1176 à 1179) ; (p. 1192). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [25 novembre 1964]. — EDUCATION NATIONALE. Prend part à la discussion du **projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale** [3 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2106, 2107, 2108). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V^e plan** [8 décembre 1964]. — Discusison générale (p. 2196 à 2198). — Discussion générale (p. 1921 à 1924) ; (p. 1946, 1947). —

COLIN (M. ANDRÉ) [Finistère].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [7 octobre 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [14 décembre 1964].

Interventions :

Explique son vote sur le **projet de loi,** discuté en **deuxième lecture, relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants** [18 juin 1964] (p. 696, 697). — Prend la parole pour répondre à M. Jacquet, ministre des travaux publics et des transports, au cours de la discussion du **projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne** [23 juin 1964] (p. 752, 753). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [13 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 7 : *observations sur l'amendement de M. Pellenc tendant à supprimer cet article relatif aux obligations émises par certains organismes et notamment les collectivités publiques* (p. 1447) ; Art. 15 : observations tendant à préciser l'étendue du champ d'application du droit de timbre sur les affiches (p. 1463) ; prend la parole pour un fait personnel (p. 1465). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1964] ; en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion du BUDGET ANNEXE DES POUDRES (p. 1661). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'application de certains traités internationaux** [2 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2070, 2071) ; dans la discussion du **projet de loi réprimant la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures** [2 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2072, 2073).

CORNAT (M. HENRI) [Manche].

Est nommé vice-président de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 63-273 du 20 mars 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation [2 avril 1964] (n° 120).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 63-197 du 27 février 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation [2 avril 1964] (n° 121).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 63-594 du 19 juin 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation [2 avril 1964] (n° 122).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 63-635 du 3 juillet 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation et reconduit la suspension du droit de douane applicable à certaines mélasses [16 avril 1964] (n° 141).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant ratification du décret n° 63-197 du 27 février 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation [9 juin 1964] (n° 239).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 64-290 du 3 avril 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation [11 juin 1964] (n° 252).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi ratifiant le décret du 3 juillet 1963 sur les droits de douane d'impor-**

tation [16 avril 1964]. — Discussion générale (p. 149). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi ratifiant le décret n° 64-290 modifiant le tarif des droits de douane d'importation** [18 juin 1964]. — Discussion générale (p. 689) ; dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi ratifiant le décret n° 63-197 modifiant le tarif des droits de douane d'importation** (p. 690). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [20 novembre 1964]. — AGRICULTURE. — *Discussion générale.* — Observations sur les problèmes d'adduction d'eau et d'électrification rurale (p. 1756, 1757).

CORNU (M. ANDRÉ) [Côtes-du-Nord].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française** [11 juin 1964]. — Discussion générale (p. 560 à 562). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (monuments historiques), dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [18 novembre 1964]. — AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion générale (p. 1621, 1622, 1623).

COUDE DU FORESTO (M. YVON) [Deux-Sèvres].

Est nommé vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [7 octobre 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion [1er décembre 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [14 décembre 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [16 décembre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, à la suite de la mission effectuée du 14 au 30 mars 1964 en océan Indien, sur l'infrastructure de certains aérodromes (la Réunion, Comores, Madagascar et la Côte française des Somalis) [30 avril 1964] (N° 158).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, sur le projet de loi de programme relative à certains équipements militaires, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence [3 décembre 1964] (N° 60).

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée d'élaborer un texte sur le projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [15 décembre 1964] (N° 88).

Interventions :

Intervient au nom de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi relatif à la vaccination antipoliomyélitique obligatoire** [28 mai 1964]. — Discussion des articles. — Art. 2 *bis* : sur l'application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Henriet (p. 404). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [12 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1422 à 1424). — **Suite de la discussion** [16 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, SECTION II : AVIATION CIVILE ; en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget. — Observations ayant porté sur le personnel, le matériel volant, l'infrastructure et les aéroports, les compagnies utilisatrices et les accords internationaux, le projet *Concorde* (p. 1549 à 1551). — Examen des crédits. — TITRE VI : (p. 1560) ; *sur l'application de l'article 40 à l'amendement de M. Bertaud et au sous-amendement de M. Duclos* (p. 1561). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1964]. — DÉPENSES MILITAIRES. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion du budget militaire (SECTION AIR). — Observations ayant porté notamment sur l'équipement et les constructions aéronautiques (p. 1633, 1634). — Examen des crédits. — Art. 28 : *amendements de M. Carcassonne et de Mme Dervaux tendant à limiter à un an la durée du service militaire* (p. 1656) ; *amendement de M. Monteil* (p. 1658). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1964]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE (SERVICES GÉNÉRAUX. — DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL). — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur l'expansion régionale et sur le prix de revient de l'uranium enrichi (p. 1675). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — ARTICLE ADDITIONNEL. — *Amendement de M. Brun* (unification des taxes parafiscales sur les bois français et étrangers) (p. 2015, 2016). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de programme relative à certains équipements militaires** [9 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2247 à 2250). — Discussion des articles. — Observations sur la procédure du vote unique demandée par le Gouvernement (p. 2273). — Prend la parole sur le procès-verbal de la séance du 9 décembre 1964 [14 décembre 1964] (p. 2289). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [14 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 14 : *amendement de M. Pellenc* (conditions d'encaissement des fournitures de gaz et d'électricité) (p. 2304, 2305). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des finances, dans la discussion, en **nouvelle lecture, du projet de loi de programme relative à certains équipements militaires** [16 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2385).

COURRIERE (M. ANTOINE) [Aude].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [7 octobre 1964].

Est nommé président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [7 octobre 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [14 décembre 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [16 décembre 1964].

Dépôt législatif :

Reprend, dans les mêmes conditions, sa *proposition de loi* (n° 176, 1962-1963) portant amnistie de certaines infractions se rattachant directement ou indirectement aux événements d'Algérie [7 octobre 1964].

Questions orales avec débat :

M. Courrière demande à *M. le Premier ministre* de vouloir bien lui définir les conditions dans lesquelles l'Etat envisage de renflouer l'affaire Bull. Il lui demande notamment : s'il est exact que des fonds vont être versés et des garanties accordées, sans autorisation préalable du Parlement ; si l'autonomie de la caisse des dépôts et consignations est respectée dans les mesures envisagées ; si certaines affaires nationalisées, telles la S. N. C. F., vont être éventuellement tenues de participer financièrement à l'opération de renflouement et avec quels crédits — étant donné leur déficit constant — elles pourront faire ces versements ; si les participations qui seraient exigées des banques de dépôt nationalisées ne sont pas contraires à la loi de nationalisation ; et s'il ne pense pas, étant donné l'intérêt que présente l'affaire en question et la nécessité d'élargir son marché, qu'il eût été préférable de s'orienter pour son renflouement vers une solution de caractère européen [2 avril 1964].

M. Antoine Courrière demande à *M. le Premier ministre* s'il ne pense pas que le plan de stabilisation soit en contradiction avec les directives et les buts définis par le IVe Plan ; s'il ne craint pas que les mesures prises risquent d'entraîner la récession et le chômage ; s'il ne considère pas que le marasme qui s'installe dans divers secteurs industriels, notamment dans celui de la construction automobile, soit de nature à lui faire reconsidérer la politique de prestige et de grandeur qui a marqué jusqu'ici l'action du Gouvernement, tant sur le plan intérieur qu'extérieur ; s'il juge compatible avec le développement promis dans les domaines industriel et agricole la politique de resserrement du crédit actuellement en vigueur ; et s'il compte soumettre rapidement à la discussion des assemblées parlementaires un projet de Ve Plan dont les lignes directrices seraient la suite et la conséquence de celles qui avaient marqué l'élaboration du IVe Plan [12 mai 1964]. — Réponse [30 juin 1964] (p. 932 et suivantes).

M. Antoine Courrière demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* les mesures qu'il compte prendre pour assurer une amélioration sensible de notre réseau routier, pour permettre le développement des autoroutes et assurer aux usagers de la route la possibilité de circuler normalement sur un bon réseau routier national et départemental que le prix de l'essence devrait leur assurer [9 juin 1964]. — Réponse [23 juin 1964] (p. 735 et suivantes).

M. Antoine Courrière demande à *M. le ministre de l'intérieur* s'il ne considère pas que les décisions prises par décret par le conseil des ministres et tendant au regroupement et à la fusion des communes constituent une atteinte aux droits, aux prérogatives et aux libertés des collectivités locales et s'il ne croit pas que ces dispositions sont contraires à l'esprit, sinon à la lettre, du titre XI, article 72, de la Constitution qui stipule que le statut des collectivités locales et du domaine de la loi [7 octobre 1964]. — Réponse [3 novembre 1964] (p. 1266 et suivantes).

M. Antoine Courrière demande à *M. le Premier ministre* les mesures qu'il compte prendre pour permettre aux traitements et salaires du secteur public et parapublic, ainsi qu'aux retraites et prestations sociales, de rattraper leur retard sur le secteur privé et sur le coût de la vie, en constante et réelle augmentation. Il lui demande également la politique qu'il compte promouvoir pour permettre aux prix agricoles de s'aligner, conformément à la loi, sur les prix industriels et pour donner à la paysannerie française les moyens de vivre dignement [7 octobre 1964].

M. Antoine Courrière demande à *M. le Premier ministre* de bien vouloir définir la politique agricole du Gouvernement, notamment en matière de prix [22 octobre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution** [20 mai 1964]. — Discussion des articles. — Art. 28 : *amendement de M. Verdeille tendant à supprimer cet article créant des cours d'eau mixtes* (p. 350, 351, 352) ; Art. 29 : observations (p. 352) ; *amendement de M. de Villoutreys* (p. 353) ; Art. 31 : observations (p. 354) ; Art. 33 : *amendement de M. Lalloy* (p. 355, 356) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 365, 366). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants** [3 juin 1964]. — Discussion générale (p. 471). — **Suite de la discussion** [4 juin 1964]. — Explique son vote sur l'ensemble (p. 498). — Intervient dans la discussion du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [16 juin 1964]. — **Discussion des articles.** — Art. 4 *bis : amendement de M. Restat ;* observations (p. 654, 655 et 656). — **Suite de la discussion** [17 juin 1964]. — Art. 4 *bis (nouveau)* : *sous-amendement de M. Sempé* (p. 677, 678), explique son vote sur l'ensemble (p. 682). — Prend la parole pour répondre à M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, au cours du débat sur sa question orale relative à la **situation du réseau routier** [23 juin 1964] (p. 741). — Explique son vote sur le **projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne** [23 juin 1964] (p. 752). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française** [23 juin 1964]. — Discussion générale ; déplore l'absence de retransmission télévisée des débats du Sénat et l'inexactitude des informations (p. 758). — Explique son vote sur le **projet de loi, discuté en deuxième lecture, portant modification de l'article 2 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut des fonctionnaires** [25 juin 1964] (p. 809). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la création d'offices de tourisme dans les stations classées** [26 juin 1964]. — Discussion générale (p. 859). — Discussion des articles. — Art. 1er : observations (p. 860) ; Art. 2 : *observations sur l'amendement de M. Bouquerel tendant à permettre aux syndicats d'initiative de poursuivre leur action* (p. 862) ; Art. 4 : *observations sur l'amendement de M. Henriet* (p. 863, 864) ; Art. 6 : observations (p. 865) ; Art. 7 : observations (p. 866). — Explique son vote sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la **proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités du régime contractuel en agriculture** [26 juin 1964] (p. 869). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [26 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 4 *bis : amendement de M. Restat tendant à reprendre le texte voté par le Sénat en première lecture* (p. 871) ; *amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture* (p. 872) ; *reprend l'amendement de M. Restat tendant à préciser, au dernier alinéa, que « l'indemnité allouée ne peut dépasser 75 p. 100 des dommages subis »* (p. 874). — Explique son vote sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le **projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne** [26 juin 1964] (p. 880). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif à l'organisation des associations communales de chasse** [29 juin 1964]. Observations (p. 906). — Explique son vote sur le **projet de loi, discuté en deuxième lecture, relatif à certains personnels de la navigation aérienne** [29 juin 1964[(p. 909). — Intervient dans la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le **projet de loi portant réorganisation de la région parisienne** [29 juin 1964]. — Discussion générale (p. 912). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale concernant le **bilan du plan de stabilisation** [30 juin 1964] (p. 932 à 937) ; (p. 940, 943). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant fixation du prix du permis de chasse** [30 juin 1964]. — Discussion de l'article unique : *son amendement tendant à supprimer cet article qui prévoit une augmentation du prix du permis de chasse* (p. 950) ; *amendement de M. Pellenc* (p. 953) ; demande la parole pour un rappel au règlement (*ibid.*). — Intervient dans la discussion du **projet de loi tendant à la répression du doping dans les compétitions sportives** [3 novembre 1964]. — Observations sur la demande de M. Philippon de renvoyer ce texte à la commission des lois pour avis (p. 1262) ; observations (p. 1263). — Est entendu au cours du débat sur sa **question orale relative au regroupement et à la fusion de communes** [3 novembre 1964] (p. 1266 à 1269) ; (p. 1275). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant modification des dispositions du code civil relatives à la tutelle et à l'émancipation** [5 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *observations sur les amendements de M. Bajeux et M. Foyer, garde des sceaux, tendant à modifier l'article* 456 *du code civil relatif à la location par le tuteur des immeubles appartenant au mineur* (p. 1334) ; *amendement de M. Bajeux tendant à compléter le 3e alinéa de l'article* 456 (p. 1335). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [13 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 14 : *amendement de M. Pellenc relatif à l'imputabilité de certains déficits agricoles* (p. 1457). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1964]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Observations sur l'organisation du débat (p. 1628, 1629). — Examen des crédits. — Art. 29 : *son amendement tendant à rejeter les crédits de la force de frappe* (p. 1658, 1659) ; *sous-amendement de M. Dailly (ibid.)* ; répond à M. Boulin, secrétaire d'Etat (p. 1660). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1964]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE (SERVICES GÉNÉRAUX). — Examen des crédits. — TITRE VI, ÉTAT C : explique son vote sur l'amendement de M. Descours-Desacres (incitations financières en faveur des communes regroupées) (p. 1682, 1683). — INTÉRIEUR. — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE IV : explique son vote sur ce budget (p. 1710). — **Suite de la discussion** [23 novembre 1964]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 1820, 1821). — **Suite de la discussion** [24 novembre 1964]. — SERVCES DU PREMIER MINISTRE. — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion générale. — Observations sur l'indemnisation des rapatriés et sur l'indemnisation des biens expropriés par le Gouvernement français (p. 1850) ; (p. 1852). — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion générale (p. 1869). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — EDUCATION NATIONALE. — Examen des crédits. — TITRE VI : explique son vote sur ce titre (indigence des crédits proposés pour les constructions scolaires, transfert des charges de l'Etat sur les collectivités locales) (p. 1952) ; explique son vote sur l'ensemble du budget (p. 2023). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relative à certains équipements militaires** [9 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2266). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour** EPCG [14 décembre 1964]. — Discussion générale. — Observations sur la création d'un office des forêts (p. 2297, 2298). — Prend la parole, au nom de M. Lacaze, sur le procès-verbal de la séance du 16 décembre 1964 [17 décembre 1964] (p. 2424). — **Suite de la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964** [18 décembre 1964]. — Examen des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire. — Discussion générale (p. 2441). — Répond à M. Boulin, secrétaire d'Etat au budget, à l'issue de sa réponse sur la circulaire du ministère de l'intérieur adressée à tous les préfets de France (objet : renseignement concernant la situation financière des communes gérées par des parlementaires) (p. 2444).

COURROY (M. LOUIS) [Vosges].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [9 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [7 octobre 1964].

Question orale avec débat :

Retire la question orale n° 519 posée à M. le ministre de l'industrie et communiquée au Sénat dans sa séance du 11 juillet 1963 [9 avril 1964].

M. Louis Courroy demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* de bien vouloir préciser si la réforme prévue et qui supprime l'examen probatoire (ancienne première partie du baccalauréat) sera appliquée en 1965. Le conseil supérieur de l'éducation nationale vient de repousser le projet ministériel de décret qui lui était soumis par 36 voix contre 8 et 10 abstentions en précisant que, s'il n'était pas hostile à cette suppression, il s'opposait à ce que cette mesure soit prise en 1965. Ces contradictions sont préjudiciables à la sérénité qui doit présider aux études et placent les élèves et les familles devant des incertitudes qui doivent être dissipées [14 décembre 1964].

Interventions :

Explique son vote sur le **projet de loi,** discuté en **deuxième lecture, relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants** [18 juin 1964] (p. 699). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [14 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 24 : *retire son amendement et se rallie à celui de la commission des finances tendant à préciser les dispositions fiscales applicables aux sociétés civiles immobilières effectuant des opérations de constructions* (p. 2315).

COUTROT (M. MAURICE) [Seine].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réorganisation de la région parisienne [16 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à modifier l'article 1er de la loi n° 47-1733 du 5 septembre 1947 concernant la composition du conseil général de la Seine [29 octobre 1964] (n° 18).

Question orale avec débat :

M. Maurice Coutrot appelle l'attention de *M. le ministre de la construction* sur l'émotion suscitée par les mesures qu'il a prises tendant à l'augmentation des loyers, sur l'insuffisance des crédits destinés à la construction de logements sociaux et sur les réglementations qui entraînent l'arrêt quasi total de la construction d'habitations permettant l'accession à la propriété. Il lui demande de bien vouloir définir devant le Sénat sa politique de construction, de préciser les perspectives qui s'offrent désormais à ceux qui attendent un logement et d'expliquer les raisons et les buts des textes qu'il a pris pour modifier, au détriment des représentants des collectivités locales, la composition des conseils d'administration des offices H. L. M. [9 avril 1964]. — Réponse [21 avril 1964] (p. 170 et suivantes).

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur sa **question orale relative au problème social du logement** [21 avril 1964] (p. 170 à 172). — Intervient au cours du débat sur les **questions orales de MM. Voyant et Edouard Bonnefous relatives au financement de la construction des grands ensembles** [21 avril 1964] (p. 188). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réorganisation de la région parisienne** [25 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Dailly* (p. 816) ; sur le tableau annexé à cet article : *son amendement tendant au maintien du* statu quo *pour la commune d'Antony* (p. 817) ; *amendement de M. Métayer* (p. 818) ; art. 3 : *amendement de M. Bernard Lafay* (p. 823) ; Art. 23 : observations (p. 830) ; Art. 28 : *amendement de M. Bertaud* (p. 832). — Explique son vote sur l'ensemble (p. 843, 844). — **Suite de la discussion** [29 juin 1964]. — Sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 910) ; ses observations après l'intervention de M. Dailly (p. 911, 912). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite** [5 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. L. 1 : observations sur l'alignement, dès le 1er décembre 1964, du régime des retraites des agents des collectivités locales sur celui des fonctionnaires de l'Etat (p. 1311). — Intervient dans la discussion du **projet de loi prorogeant le mandat des conseillers généraux de la Seine (banlieue)** [3 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2115, 2116, 2117). — Discussion de l'article unique. — *Son amendement tendant à soumettre à renouvellement en* 1965 *le mandat des conseillers généraux de la Seine (banlieue)* (p. 2117) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel proposant une augmentation du nombre des représentants des conseillers généraux de Seine-banlieue* (p. 2118).

CREMIEUX (Mme SUZANNE) [Gard].

Est nommée membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale [15 décembre 1964].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [23 novembre 1964]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale. — Observations ayant porté sur l'allocation aux vieux travailleurs salariés ; le rôle des travailleuses familiales ; le problème des structures administratives de l'enfance inadaptée (p. 1794, 1795).

D

DAILLY (M. ETIENNE) [Seine-et-Marne].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [9 juin 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réorganisation de la région parisienne [16 juin 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [18 juin 1964].

Donne sa démission de membre de la commission des affaires économiques et du plan [25 juin 1964]. — *Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [25 juin 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [26 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative) [20 octobre 1964].

Questions orales :

M. Etienne Dailly rappelle à *M. le ministre de l'agriculture* que le déroulement rapide des opérations de remembrement de la propriété et de l'exploitation agricole est l'une des conditions essentielles de l'évolution nécessaire de l'agriculture française. Or, il apparaît que les travaux préparatoires confiés pour la plupart du temps à des géomètres experts subissent des retards souvent importants qui trouvent leur justification dans l'insuffisance des honoraires accordés à ces techniciens. En effet, les tarifs appliqués par l'administration marquent un retard d'environ 20 p. 100 par rapport à ceux qui sont normalement pratiqués pour le secteur privé. Dans ces conditions, les géomètres experts sont contraints de donner la priorité aux commandes qui assurent la rentabilité de leur cabinet, avant de se préoccuper des travaux des marchés de remembrement auxquels ils ont souscrit, qui portent souvent sur de longues périodes et qu'ils doivent aujourd'hui poursuivre dans des conditions défi-

citaires. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour éviter que les géomètres ne se refusent brutalement à se charger des remembrements avec tous les risques que cela comporterait dans le monde agricole [23 juin 1964] (n° 582). — Réponse [13 octobre 1964] (p. 1066, 1067).

M. Etienne Dailly expose à *M. le ministre des armées* que des informations parues ces jours derniers dans la presse font état du décès par empoisonnement d'un militaire du premier régiment de chasseurs parachutistes et de l'intoxication d'un certain nombre de ses camarades. Il semblerait que cet accident ait été provoqué par l'absorption de plantes vénéneuses en guise d'alimentation au cours d'un exercice pourtant intitulé « opération survie ». Il lui demande : 1° si ces informations sont exactes ; 2° dans l'affirmative, dans quelles conditions a pu être décidée une opération qui mettait ainsi en danger la vie et la santé de ces militaires et quelle autorité en a pris l'initiative ; 3° si toutes précautions sanitaires avaient été prises pour pallier les conséquences de tout accident éventuel et, dans l'affirmative, comment il peut se faire qu'aucune intervention médicale immédiate n'ait permis de sauver le militaire décédé ; 4° l'aconit étant une plante très répandue dans la région où se déroulait l'exercice, comment il peut se faire que les militaires qui participaient à l'opération n'aient pas été, en temps utile, avertis du danger [2 octobre 1964] (n° 597). — Réponse [27 octobre 1964] (p. 1167, 1168).

Questions orales avec débat :

M. Etienne Dailly demande à *M. le Premier ministre* s'il estime que l'application qui a été faite de la Constitution depuis sa promulgation et les conditions dans lesquelles le Gouvernement organise les travaux des Assemblées permettent encore au Parlement d'exercer effectivement la souveraineté nationale que lui confère l'article 3 de la Constitution [30 avril 1964]. — Retrait par son auteur [13 octobre 1964].

M. Etienne Dailly demande à *M. le ministre de l'agriculture* : 1° s'il considère que les conditions dans lesquelles sont actuellement fixés les prix agricoles respectent les dispositions de l'article 31 de la loi d'orientation agricole du 5 août 1960 ; 2° dans l'hypothèse où il n'en serait pas ainsi, s'il entre dans ses intentions, soit d'assurer le respect des dispositions ayant force de loi, soit d'en demander l'abrogation au Parlement ; 3° quelle serait enfin la position du Gouvernement français dans l'hypothèse où les négociations de Bruxelles relatives au rapprochement des prix agricoles européens n'aboutiraient pas d'ici le 15 janvier 1965 [7 octobre 1964]. — Retrait par son auteur [20 octobre 1964] (p. 1109).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la **proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture** [12 mai 1964]. — Discussion des articles. — Art. 9 : *son sous-amendement tendant à supprimer le 3e alinéa du texte proposé par la commission relatif à l'arbitrage en cas de désaccord en ce qui concerne la fixation des prix, les tonnages ou le montant des cotisations* (p. 260, 261) ; Art. 5 (précédemment réservé) : *son amendement relatif à la procédure d'arbitrage* (p. 261) ; Art. 9 *ter* : *amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture ;* observations sur la réquisition des entreprises (p. 263, 264). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants** [30 juin 1964] ; *sur la motion de M. Le Bellegou tendant à opposer la question préalable à la discussion du projet de loi* (p. 479, 480). — **Suite de la discussion** [4 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *son sous-amendement tendant à ne pas faire de Paris une exception* (p. 488, 489) ; *son second sous-amendement, au même article, relatif au panachage* (p. 489) ; répond à M. Héon, rapporteur (p. 490) ; *amendement de M. Héon ;* observations sur le deuxième alinéa de ce texte (p. 491) ; *son sous-amendement relatif au panachage* (p. 493). — Prend part à la discussion du **rojet de loi portant réorganisation de la région parisienne** [24 juin 1964]. — Discussion générale (p. 779 à 782). — **Suite de la discussion** [25 juin 1964]. — Discussion des articles. Art. 1er : *son amendement rédactionnel* (p. 814) ; *amendement de M. de Montalembert* (p. 815) ; *sur son amendement susvisé* (précédemment réservé) (p. 816) ; *son amendement tendant à compléter,* in fine, *cet article par un alinéa précisant que les dispositions de l'article 50 de la loi du 10 août 1871 et de l'alinéa 3 de l'article 1er de l'ordonnance du 2 novembre 1945 ne sont pas applicables à la réorganisation faisant l'objet de la présente loi* (p. 816, 817) ; *amendement de M. Métayer* (p. 819) ; Art. 3 : *amendement de M. Bernard Lafay* (p. 823) ; Art. 5 : *amendement de M. Bernard Lafay* (p. 824) ; Art. 32 : *amendement de M. Raybaud :* observations (p. 836) ; Art. 34 : *observations sur l'amendement de M. Raybaud tendant à modifier cet article en ramenant de 25 p. 100 à 10 p. 100 le prélèvement au profit du district* (p. 838) ; Art. 36 : *amendements de MM. Raybaud et Namy tendant à supprimer cet article relatif à la tutelle de l'Etat sur le district et aux pouvoirs d'action du district* (p. 840). — **Suite de la discussion** [29 juin 1964] sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 911, 912 et 913). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant fixation du prix du permis de chasse** [30 juin 1964]. — Discussion de l'article unique : explique son vote sur l'amendement de M. Courrière (p. 951, 952). — Prend la parole à la suite d'une communication du Gouvernement demandant l'inscription à l'ordre du jour d'une séance du mois d'octobre, du projet de réforme du code des pensions [30 juin 1964] (p. 965, 966). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 52** (*cf. supra*) [13 octobre 1964] (p. 1066, 1067). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique agricole du Gouvernement** [20 octobre 1964]. — Déplore l'absence de M. Pisani, ministre de l'agriculture, et retire purement et simplement sa question après avoir pris acte de ce que le Gouvernement se refuse à y répondre dans des conditions acceptables (p. 1109). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 597** (*cf. supra*) [27 octobre 1964] (p. 1168). — Intervient dans la discussion du **projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation** [29 octobre 1964]. — Discussion générale (p. 1220). — Discussion des articles. — Art. 3 : *son amendement tendant à compléter cet article par une disposition prévoyant la possibilité pour le preneur de conférer les servitudes indispensables à l'exécution du programme* (p. 1221) ; Art. additionnel 3 *bis* : *son amendement tendant à insérer cet article prévoyant la fourniture d'une caution bancaire par le preneur avant usage du droit au bail* (p. 1222) ; Art. 6 : *son amendement tendant à exclure les servitudes spéciales du champ d'application de cet article* (p. 1224) ; Art. 7 : *son sous-amendement à l'amendement de M. Delalande tendant à préciser que les travaux de reconstruction des bâtiments détruits devront être poursuivis sans interruption* (p. 1224) ; Art. 10 : *amendement de M. Le Bellegou relatif à la prise de possession* (p. 1228, 1229) ; *amendement de M. Delalande* (p. 1230) ; *son sous-amendement tendant à remplacer le début de l'amendement de M. Delalande par : « si à l'expiration d'un délai de six mois, aucun accord n'a été obtenu des collectivités intéressées »* (p. 1230, 1231) ; Art. 20 : (p. 1238) ; *amendement de M. Delalande* (p. 1240) ; *son sous-amendement à l'amendement de M. Delalande tendant à laisser le bénéfice de l'option au groupe familial en cas de propriété partagée* (p. 1241) ; Art. 26 : *son amendement tendant à supprimer les mots : « sans indemnité » au paragraphe II du premier alinéa de cet article* (p. 1245) ; le retire (*ibid.*) ; après l'art. 29 : *son amendement tendant à insérer un article* 29 bis *disposant que les actes portant convention de bail à construction sont dispensés de la taxe de publicité foncière* (p. 1248) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 1249). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi portant amnistie d'infractions se rattachant aux événements d'Algérie** [3 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1287, 1288). — Discussion des articles : Art. 12 : *amendement de M. Bruyneel tendant à l'amnistie de tous les faits en relation avec les événements d'Algérie* (p. 1290, 1291). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite** [6 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. L. 14 : explique son vote sur le dernier alinéa de cet article relatif à « l'écrêtement » des traitements pour le calcul des pensions des hauts fonctionnaires (p. 1353) ; art. L. 72 : observations sur le cas des fonctionnaires en position de détachement auprès d'organismes privés non assujettis aux règles édictées en matière de cumul des pensions (p. 1369, 1370) ; Art. L. 24 (deuxième délibération) : *amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat* (p. 1394). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [13 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 14 : *son amendement tendant à compléter l'alinéa 1er de cet article par une disposition excluant les exploitations louées ou acquises avant le 28 décembre 1959 ou reçues par voie d'héritage depuis cette date* (p. 1456) ; Art. 15 : *soutient l'amendement de M. Raybaud tendant à supprimer le troisième alinéa du paragraphe Ier relatif à l'extension par décret de la perception du droit de timbre sur les affiches* (p. 1461,1462) ; *soutient l'amendement de M. Raybaud tendant à préciser l'étendue du champ d'application du droit de timbre* (p. 1463) ; le retire (*ibid.*) ; *soutient l'amendement de M. Raybaud relatif à la publicité de présignalisation des hôtels* (p. 1464) ; Art. 17 : *amendements de MM. Pellenc et du Halgouet* (prélèvement sur les sociétés de courses) (p. 1469, 1470). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1964]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Examen des crédits. — Art. 29 : *son sous-amende-*

ment à l'amendement de M. Courrière tendant à supprimer exclusivement les autorisations de programme nouvelles (observations sur la force de frappe dans le cadre d'une Europe intégrée) (p. 1659). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1964]. — INTÉRIEUR. — Examen des crédits. — ÉTAT B, TITRE III : observations sur le secrétariat général de Seine-et-Marne (p. 1709, 1710). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1964]. — PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — Examen des crédits. — *Son amendement tendant à insérer, après l'article 53, un article additionnel relatif au taux de la taxe sur les betteraves* (p. 1722, 1723). — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1763). — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE III : explique son vote sur les crédits de fonctionnement faisant l'objet du titre III, et demande, au nom du groupe de la gauche démocratique, un scrutin public dans le but de repousser ces crédits (p. 1763). — **Suite de la discussion** [23 novembre 1964]. — CONSTRUCTION. — Examen des crédits. — Art. 59 *bis : son amendement tendant à supprimer cet article relatif au taux des loyers des logements économiques et familiaux construits sous le régime antérieur au 1er janvier* 1964 (p. 1832, 1833). — **Suite de la discussion** [24 novembre 1964]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. (AFFAIRES ALGÉRIENNES). — Discussion générale. — Observations sur la question des disparus d'Algérie (p. 1830, 1831, 1832). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — EDUCATION NATIONALE. — Examen des crédits. — TITRE VI : observations concernant la subvention d'équipement pour les constructions des écoles primaires et maternelles (p. 1950, 1951) ; Art. 60 : *son amendement, au troisième alinéa de cet article, tendant à remplacer les mots : « par priorité », par le mot : « notamment »* (emploi et répartition des crédits de la loi Barangé) (p. 1952, 1953) ; explique son vote sur l'ensemble du budget (p. 2023, 2024). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve plan** [8 décembre 1964]. — Discussion de l'article unique : *soutient le sous-amendement de M. Restat tendant à compléter l'amendement de M. Filippi par une disposition créant un comité d'études et de liaison et prévoyant un rapport annuel par le Conseil économique et social sur la politique des revenus* (p. 2233) ; le retire (*ibid.*). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [14 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : (p. 2300) ; Art. 35 : observations (p. 2318) ; après l'article 44 : *son amendement tendant à insérer un article additionnel relatif aux conditions dans lesquelles le preneur en place peut exercer son droit de préemption en vue de l'établissement d'un enfant majeur* (p. 2322, 2323) ; l'amendement est réservé (*ibid.*) ; Art. 44 *bis : son amendement tendant à donner un caractère permanent à la suspension, prévue par l'amendement gouvernemental, de la taxe perçue sur les betteraves de la campagne* 1964-1965 *exportées sous forme de sucre* (p. 2323, 2324). — **Suite de la discussion** [15 décembre 1964] explique son vote sur l'ensemble du projet de loi et, à cette occasion, élève une protestation contre le traitement qui est fait aux membres du Parlement (p. 2376, 2377) (circulaire n° 441 du ministère de l'intérieur en date du 24 novembre 1964 ; objet : renseignement concernant la situation financière d'un certain nombre de communes dont le maire est parlementaire). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant amnistie** [18 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2461, 2462, 2463).

DARDEL (M. GEORGES) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Intervention :

Prend part à la discussion du **projet de loi portant réorganisation de la région parisienne** [24 juin 1964]. — Discussion générale (p. 796 à 799).

DAROU (M. MARCEL) [Nord].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne [24 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Questions orales :

M. Marcel Darou attire l'attention de *M. le ministre de l'éducation nationale* sur le fait que la prolongation de la scolarité provoque une pénurie de main-d'œuvre alarmante dans les industries de l'ameublement de la région du Nord en faisant disparaître la catégorie « apprentis sous contrat » qui fournissait des éléments ayant subi une formation professionnelle adéquate. Il lui demande donc, dans le cadre du Ve plan, de bien vouloir envisager la création à Lille ou dans la région du Nord d'un collège technique de l'ameublement [24 juin 1964] (n° 587). — Réponse [13 octobre 1964] (p. 1070).

M. Marcel Darou expose à *M. le Premier ministre* que lors de l'inauguration de l'hôtel consulaire de Dunkerque, promesse formelle avait été faite de pousser les travaux de construction de l'autoroute Dunkerque—Lille dont une modeste partie est réalisée, étant donné l'importance de cette voie de communication ; il lui demande si cette autoroute sera entièrement réalisée dans le cadre du Ve plan, de façon que le port de Dunkerque puisse être largement desservi et ne soit plus handicapé vis-à-vis de ses concurrents belges et hollandais [24 juin 1964] (n° 588). — Réponse [13 octobre 1964] (p. 1071, 1072).

M. Marcel Darou appelle l'attention de *M. le ministre de l'éducation nationale* sur le projet de création d'une nouvelle école normale pour garçons et filles dans l'arrondissement de Dunkerque, avec implantation à Hazebrouck ; il lui signale l'angoissant problème que pose actuellement la formation des maîtres et maîtresses de l'enseignement primaire en face de l'insuffisance des possibilités existantes ; il lui précise que le projet visant cette création nouvelle est soumis à ses services depuis 1961 et qu'il comporte l'agrément des pouvoirs publics de la région du Nord, des organisations qualifiées, qui considèrent cette création comme une réalisation indispensable dans le cadre du Ve plan ; il ajoute enfin qu'en attendant la construction de la nouvelle école normale, les locaux actuels du lycée des Flandres à Hazebrouck peuvent parfaitement être utilisés dès la rentrée scolaire de 1965 et tenant compte de ces éléments, il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre pour aboutir à la création de cette école normale pour la rentrée scolaire de 1965 [15 octobre 1964] (n° 608). — Réponse [1er décembre 1964] (p. 2037).

Question orale avec débat :

M. Marcel Darou demande à *M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre* quelles sont les dispositions qui seront prises par le Gouvernement : 1° pour obtenir une application loyale du rapport constant ; 2° pour réaliser dès le budget de 1963 l'application du nouveau plan quadriennal en faveur des anciens combattants et victimes de guerre. Il constate, en effet, que les lois du 27 février 1948 et 31 décembre 1953, devenues l'article L. 8 *bis* du code des pensions et qui ont organisé le rapport constant risquent de subir les effets des dispositions nouvelles en faveur de certaines catégories de fonctionnaires et de mettre ainsi fin à ce rapport constant, portant de ce fait un grave préjudice aux pensions de la fonction publique, aux pensionnés de guerre et aux bénéficiaires de la retraite des anciens combattants et, pour maintenir l'application loyale du rapport constant, il lui demande : 1° s'il ne pense pas qu'il serait nécessaire de prendre les mesures qu'il convient ; soit pour le respect du classement hiérarchique et l'augmentation des traitements et pensions par la majoration du point indiciaire (art. 8 *bis* du code des pensions) ; soit par la contrepartie pour les pensions du traitement nouveau des fonctionnaires qui étaient jadis à l'indice 170 (190 brut) ; 2° s'il n'estime pas également nécessaire, pour l'application du nouveau plan quadriennal, que les représentants des organisations qui avaient constitué la commission des vœux soient consultés afin d'établir une méthode satisfaisante dans la réalisation de ce plan quadriennal [13 décembre 1964]. — Réponse [9 juin 1964] (p. 521 et suivantes).

Interventions :

Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **situation des anciens combattants et victimes de guerre** [9 juin 1964] (p. 521 à 523) ; (p. 526). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à ses **questions orales n°s 587, 588** (*cf. supra*) [13 octobre 1964] (p. 1070, 1071 et 1072). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [17 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Examen des crédits. — TITRE V : observations sur la réalisation de l'autoroute Lille, Armentières, Dunkerque, Bergues (p. 1602, 1603). — **Suite de la discussion** [24 novembre 1964]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion générale (p. 1874 à 1877). — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE III : *son amendement tendant à majorer de 20 millions de francs la réduction de crédits de ce titre pour souligner l'insuffisance des crédits en faveur des anciens combattants* (p. 1880, 1881) ; *son amendement tendant, après l'art. 58, à insérer un nouvel article additionnel relatif aux améliorations prévues par l'art. 55 de la loi de finances pour* 1962 (p. 1883) ; *son amendement tendant à ajouter un nouvel article additionnel relatif au rapport constant entre les pensions et les traitements* (ibid.) ; *son amendement relatif aux anciens combattants d'Algérie* (p. 1884) ; *son amendement tendant à insérer un article addi-*

tionnel relatif à la levée des forclusions (p. 1885). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION. — Discussion générale (p. 1964, 1965). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 608** (cf. *supra*) [1er décembre 1964] (p. 2037).

DASSAUD (M. FRANCIS) [Puy-de-Dôme].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

DAVID (M. LÉON) [Bouches-du-Rhône].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Question orale :

M. Léon David attire l'attention de *M. le ministre des travaux publics et des transports* sur le projet de construction d'autoroute sur le parcours Aubagne-Toulon (Bouches-du-Rhône—Var). Le tracé établi par les ponts et chaussées soulève les critiques des maires des communes intéressées et des organismes agricoles, notamment en raison des dommages importants causés à certaines agglomérations et constructions, mais particulièrement aux vignobles et autres cultures. Il lui demande d'examiner le tracé proposé par le comité de défense et de protestation qui éviterait tous les dommages précités [8 octobre 1964] (n° 605). — Réponse [1er décembre 1964] (p. 2034).

Questions orales avec débat :

M. Léon David expose à *M. le ministre de l'agriculture* l'inquiétude et la colère croissantes qui règnent dans la paysannerie française en raison des conséquences désastreuses de la politique agricole du Gouvernement dans tous les domaines de l'économie agricole. Depuis quelques mois la paysannerie supporte en outre les frais de la soi-disant politique de stabilisation du Gouvernement au nom de laquelle celui-ci s'est refusé à revaloriser, dans des proportions raisonnables, le prix des produits agricoles. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour remédier à cette situation [9 avril 1964]. — Réponse [28 avril 1964] (p. 208 à 211 ; 211 et suivantes).

M. Léon David rappelle à *M. le ministre de l'agriculture* que l'aggravation de la situation à la campagne, notamment en ce qui concerne les exploitations familiales agricoles, se traduit par des manifestations de mécontentement et de colère multiples et justifiées ; les paysans, dont bon nombre dans les diverses branches de la production agricole sont acculés à la ruine et à l'exode par la politique agricole gouvernementale, envisagent d'accentuer leurs mouvements revendicatifs. Il lui demande en conséquence quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour satisfaire les légitimes revendications paysannes [7 octobre 1964]. — Réponse [20 octobre 1964] (p. 1109 à 1112).

M. Léon David demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* ce qu'il compte faire pour assurer du travail aux chantiers navals de Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône) et, dans l'immédiat, arrêter les licenciements qui frappent durement la population laborieuse de cette cité [8 octobre 1964]. — Réponse [13 octobre 1964] (p. 1078 et suivantes).

Interventions :

Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Edouard Bonnefous et de Pontbriand relatives à la **situation de l'industrie touristique française** [14 avril 1964] (p. 127, 128). — Explique son vote sur le **projet de loi ratifiant le décret du 1er octobre 1963 sur les droits de douane d'importation** [16 avril 1964] (p. 151). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **situation de la marine marchande et de la construction navale** [13 octobre 1964] (p. 1078, 1079). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique agricole du Gouvernement** [20 octobre 1964] (p. 1109 à 1112). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [16 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, SECTION III : MARINE MARCHANDE. — Discussion générale. — Observations sur la situation du personnel des chantiers navals de Port-de-Bouc (p. 1541). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1964]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1733 à 1735). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 605** (cf. *supra*) [1er décembre 1964] (p. 2034, 2035). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture, du projet de loi relatif au régime et à la pollution des eaux** [2 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2080). — Discussion des articles. — Art. 1er *bis* : *son amendement tendant à étendre aux rivières et aux fleuves le bénéfice de cet article qui prévoit l'interdiction de déversement de produits nocifs dans les eaux de mer* (p. 2082, 2083) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 2083, 2084) ; *son amendement, au 2e alinéa de l'article* 1er bis, *tendant à préciser que la décision du préfet ne pourra être prise qu'après avis du conseil général* (p. 2084, 2085). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [15 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : Observation sur cet article relatif à la création d'un office national des forêts (p. 2368, 2369) ; *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2372).

DEGUISE (M. JEAN) [Aisne].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Intervention :

Intervient au cours du débat sur les questions orales déposées par plusieurs sénateurs relatives à la **politique agricole du Gouvernement** [20 octobre 1964] (p. 1126).

DEHE (M. ALFRED) [Nord].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

DELAGNES (M. ROGER) [Bouches-du-Rhône].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Question orale :

M. Roger Delagnes expose à *M. le ministre de la santé publique et de la population* que malgré de multiples interventions depuis plus de douze ans et notamment sa question orale n° 460 du 24 janvier 1963 (*Journal officiel* du 26 juin 1963, débats parlementaires Sénat) une société de produits chimiques, près de Grenoble, continue à déverser dans le Drac, en violation de tous les règlements en vigueur, des quantités massives de produits phénolés concentrés ; il en résulte une pollution permanente de l'Isère et du Rhône et les populations du Bas-Rhône sont ainsi privées d'eau potable ; il lui demande, en conséquence, s'il compte enfin prendre des mesures efficaces pour interdire à cette société tout nouveau déversement [27 octobre 1964] (n° 613). Réponse [1er décembre 1964] (p. 2040, 2041).

Interventions :

Intervention au cours du débat sur les questions orales de MM. Edouard Bonnefous et de Pontbriand relatives à la **situation de l'industrie touristique française** [14 avril 1964] (p. 130, 131). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution** [19 mai 1964]. — Discussion générale (p. 304, 305). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales déposées par plusieurs sénateurs relatives à la **politique agricole du Gouvernement** [20 octobre 1964] (p. 1121, 1122). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [17 novembre 1964]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale. — Observations sur l'insuffisance des télécommunications dans la région méditerranéenne (p. 1573, 1574). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 613** (cf. *supra*) [1er décembre 1964] (p. 2041). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture, du projet de loi relatif au régime et à la pollution des eaux** [2 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er *bis* : *son amendement tendant à étendre aux rivières, aux fleuves et aux eaux souterraines le bénéfice de cet article qui prévoit des interdictions de déversement de produits nocifs dans les eaux de mer* (p. 2082, 2083).

DELALANDE (M. JACQUES) [Mayenne].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [9 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier et à compléter le

décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [7 octobre 1964] (n° 2).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation [22 octobre 1964] (n° 9).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation [26 novembre 1964] (n° 49).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [16 décembre 1964] (n° 99).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en troisième lecture, tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [18 décembre 1964] (n° 119).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en quatrième lecture, tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal [18 décembre 1964] (n° 123).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants** [3 juin 1964]. — Discussion générale (p. 472, 473). — **Suite de la discussion** [4 juin 1964]. — Explique son vote sur l'ensemble (p. 499). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion de la **proposition de loi relative aux baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal** [22 octobre 1964]. — Discussion générale (p. 1141). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement rédactionnel* (p. 1144) ; *amendement de M. Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice* (*ibid.*) ; après l'article 1er *bis* (nouveau) : *amendement de M. Pinton* (p. 1145) ; Art. 2 : *son amendement, au premier alinéa, tendant à spécifier que la durée du bail ne pourra pas être inférieure à neuf ans, nonobstant toutes clauses ou usages contraires* (p. 1146) ; Art. 2 *bis* (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article instituant pour toute espèce de location de caractère commercial un bail au plus égal à trois ans n'ouvrant pas droit à la propriété commerciale* (p. 1146, 1147, 1148) ; *sous-amendement de M. Guy Petit* (p. 1148) ; Art. 3 : *son amendement rédactionnel* (p. 1149) ; Art. 4 : *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa abrogeant le 3e et le 4e alinéa de l'article 5 du décret du 30 septembre 1953 relatifs aux baux à période* (*ibid.*) ; Art. 4 *bis* (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article abrogeant le dernier alinéa de l'article 6 du décret du 30 septembre 1953* (*ibid.*) ; Art. 5 : *amendement de M. Molle* (p. 1150) ; Art. 10 *bis* (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article abrogeant le dernier alinéa de l'article 21 du décret précité relatif à la cession de bail* (p. 1150) ; Art. 10 *ter* (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article ajoutant un article 22-1 au décret du 30 septembre 1953 relatif à la cession de bail* (p. 1151) ; Art. 10 *quater* (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article ajoutant un article 22-2 au décret du 30 septembre 1953 relatif à la cession de bail* (*ibid.*) ; Art. 10 *quinquies* (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article intitulant : « Des sous-locations et des cessions de bail » le titre IV du décret du 30 septembre 1953* (p. 1151) ; Art. 11 : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif à la nature juridique du « pas de porte »* (p. 1151, 1152) ; après l'article 12 : *amendement de M. Pinton :* observations (p. 1152) ; Art. 13 : *son amendement rédactionnel* (p. 1153) ; Art. 14 : *son amendement de coordination* (*ibid.*). — **Suite de la discussion** [29 octobre 1964]. — Art. 15 : concerne la déspécialisation et ajoute six articles nouveaux, numérotés de 35-1 à 35-6, au décret du 30 septembre 1953 ; *son amendement à l'article 35-1 relatif au cas de la simple extension à des activités complémentaires ou connexes* (p. 1201) ; *son amendement rédactionnel au premier alinéa de l'article 35-2 du décret* (p. 1202) ; *son amendement rédactionnel au 2e alinéa de ce même article* (*ibid.*) ; *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article, conséquence de l'addition de l'amendement précédent* (*ibid.*) ; *son amendement à l'article 35-3 du décret tendant à en préciser les termes* (*ibid.*) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 35-4 du décret qui règle le contentieux entre propriétaire et locataire* (p. 1203) ; *son amendement rédactionnel à l'article 35-6 du décret* (*ibid.*) ; Art. 18 : *amendements de MM. Le Bellegou et Bouquerel relatifs au champ d'application de la loi* (p. 1205, 1206). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion du **projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation** [29 octobre 1964]. — Discussion générale (p. 1208 à 1210). — Discussion des articles. — Art. additionnel 3 *bis* : *amendement de M. Dailly* (p. 1222) ; Art. 5 : *son amendement tendant à supprimer les mots « déduction faite des impôts et taxes qui grèvent la propriété »* (p. 1222) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa, disposant que l'augmentation de loyer ne pourra être inférieure à ce qu'elle serait si elle était basée sur l'indice du coût de la construction* (p. 1223) ; *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par : « ... jusqu'à reconstruction éventuelles des bâtiments détruits »* (ibid.) ; Art. 7 : *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par une disposition prévoyant la possibilité pour le bailleur de demander la résiliation du bail si les travaux de reconstruction ne sont pas entrepris dans un délai de deux ans* (p. 1224) ; Art. 8 : *son amendement tendant à déclarer d'ordre public certaines dispositions de la présente loi* (p. 1224) ; Art. 10 : *amendement de M. Le Bellegou relatif à la prise de possession* (p. 1226) ; *son amendement tendant à stipuler que l'arrêté de prise de possession des terrains déterminera le périmètre de l'opération* (p. 1229, 1230) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa prévoyant qu' « en cas d'absence d'accord des collectivités intéressées le périmètre visé à l'alinéa 1er du présent article est fixé par décret en conseil d'Etat »* (p. 1230) ; *sous-amendement de M. Dailly* (p. 1230, 1231) ; Art. 11 : *amendement de M. Le Bellegou* (p. 1231) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin de cet article garantissant l'occupant de bonne foi* (p. 1232) ; Art. 13 : *son amendement tendant à insérer au premier alinéa de cet article le mot « brut » après le mot « revenu »* (p. 1233) ; *amendement de M. Molle* (p. 1233) ; Art. 14 : *amendement de M. Molle* (p. 1234) ; Art. 16 : *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa disposant que les droits des tiers grevant les revenus des immeubles sont reportés sur l'indemnité de privation de jouissance* (p. 1234, 1235) ; Art. 17 : *son amendement de coordination* (ibid) ; *amendement de M. Talamoni* (ibid.) ; *son amendement tendant à supprimer le 3e alinéa de cet article* (p. 1236) ; *son amendement tendant, pour le dernier alinéa, à revenir au texte du Gouvernement et à supprimer les mots : « par les autorités responsables du retard »* (p. 1236) ; Art. 18 : *son amendement tendant à compléter cet article par une disposition stipulant que la désignation des concessionnaires soit notifiée à tous les propriétaires d'immeubles compris dans le périmètre* (p. 1237) ; Art. 20 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction des quatre premiers alinéas de cet article relatif à l'option offerte au propriétaire entre l'expropriation et l'apport à une société civile* (p. 1238, 1239, 1240) ; *sous-amendement de M. Talamoni* (p. 1240) ; Art. 22 : *son amendement de coordination* (p. 1242). *son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa de cet article par une disposition visant le cas où la société cède à la collectivité publique les immeubles qui sont destinés à la réalisation d'emprises publiques* (ibid.) ; *le retire* (ibid.) ; *son amendement tendant à compléter l'avant-dernier alinéa de cet article par une phrase relative au partage du solde dont peut bénéficier la société civile* (*ibid.*) ; Art. 23 : *son amendement tendant à modifier cet article afin que les immeubles attribués à la société soient répartis aux associés en représentation de leurs droits* (p. 1243) ; art. 24 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 2 alinéa de cet article en harmonie avec les amendements précédemment adoptés* (ibid.) ; *son amendement tendant à modifier la 1re phrase du dernier alinéa de cet article afin que, dans tous les cas, il soit possible au concessionnaire de devenir propriétaire du terrain dans les conditions prévues à l'article 23* (p. 1244) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa relatif à la garantie du*

coefficient de revision du loyer basé sur l'indice du coût de construction (ibid.) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa prévoyant une solution pour le cas où les deux parties ne se seraient pas mises d'accord sur les modalités du bail à construction* (ibid.) ; Art. 26 : *son amendement relatif à l'imposition du revenu du bailleur* (p. 1245) ; *son amendement tendant à modifier le 2e alinéa du paragraphe 1er de cet article afin d'étaler sur trois ans des revenus résultant de la cession des biens* (ibid.) ; *son amendement rédactionnel* (ibid.). Art. 27 : *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa étendant les exonérations fiscales en cas d'expansion du système de la société civile* (p. 1247) ; le retire (*ibid.*) ; après l'article 29 : *son amendement tendant à insérer un article additionnel* 29 bis *soumettant au droit fixe de* 50 F *et dispensant de la taxe de publicité foncière, les actes de constitution des sociétés civiles* (p. 1247). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [20 novembre 1964]. — AGRICULTURE. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur l'indemnité viagère de départ, l'enseignement agricole, les prêts fonciers du crédit agricole (p. 1758, 1759). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation** [4 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2136). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion, en **deuxième lecture,** de la **proposition de loi relative aux baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal** [16 décembre 1964]. — Discussion général (p. 2395, 2396). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à supprimer le paragraphe II de cet article* (p. 2396) ; Art. 10 *quater* : *son amendement tendant à modifier cet article en ce qui concerne la réglementation de l'opposition du propriétaire en cas de cession de bail ou de sous-location* (p. 2397) ; art. 15 : *son amendement tendant à modifier la dernière phrase du 2e alinéa du texte proposé pour l'article* 35-I *du décret du* 30 *septembre* 1953 (*compétence du tribunal de grande instance*) (p. 2398) ; *son amendement tendant, dans le 1er alinéa du texte proposé pour l'article* 35-2 *du décret du* 30 *septembre* 1953, *après les mots : « établissement artisanal » à insérer : « créé ou acquis depuis plus de trois ans »* (p. 2398) ; *son amendement tendant à compléter le 1er alinéa du texte proposé pour l'article* 35-2 *du décret du* 30 *septembre* 1953 *par les mots : « si le fonds fait l'objet d'un nantissement, la demande doit être notifiée au créancier nanti par acte extrajudiciaire »* (p. 2398) ; le retire (p. 2399) ; Art. 18 : *son amendement relatif aux mesures transitoires concernant l'application des règles nouvelles en matière de revision des loyers commerciaux* (p. 2399). — **Discussion de la proposition de loi en troisième lecture** [18 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2452). — Discussion des articles. — Art. 15 : *son amendement tendant à conserver le délai de trois ans suivant la création ou l'acquisition du fonds de commerce avant lequel la despécialisation pourrait être autorisée* (p. 2453) ; Art. 18 : *son amendement relatif aux mesures transitoires concernant l'application des règles nouvelles en matière de revision des loyers commerciaux* (ibid.). — **Discussion en quatrième lecture** [18 décembre 1964] (p. 2471).

DELORME (M. CLAUDIUS) [Rhône].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif à l'organisation des associations communales de chasse** [29 juin 1964]. — Observations sur l'institution d'un examen préalable à la délivrance du permis de chasse (p. 906). — Intervient dans la discussion du **projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisme** [29 octobre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 9 : observations (p. 1225). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [20 novembre 1964]. — AGRICULTURE. — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE III : explique son vote sur la demande de M. Dailly de repousser les crédits de fonctionnement faisant l'objet du titre III (p. 1764).

DELPUECH (M. VINCENT) [Bouches-du-Rhône].

Est nommé vice-président de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française** [12 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 4 : *amendement de M. Hubert Durand relatif à la publicité commerciale* (p. 611, 612). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [16 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, SECTION III : MARINE MARCHANDE. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur la situation de la marine marchande dans les ports méditerranéens et sur la diminution du coût du timbre de connaissement (p. 1545). — SECTION II : AVIATION CIVILE. — Examen des crédits. — TITRE VI : soutient l'*amendement de M. Gros tendant à insérer un article additionnel visant à l'établissement d'une liaison rapide par avion entre la métropole et les pays de langue française* (p. 1560) ; le retire (*ibid.*). — **Suite de la discussion** [24 novembre 1964]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, intervient dans la discussion de ce budget. — Observations ayant porté notamment sur l'enseignement du français ; l'activité de l'Alliance française ; le fonds culturel ; l'effort réalisé dans le domaine artistique et musical (p. 1857, 1858). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — INFORMATION. — Discussion générale. — Observations sur les craintes de la presse de voir la publicité introduite à l'O. R. T. F. (p. 1968).

DERVAUX (Mme RENÉE) [Seine].

Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française [16 juin 1964].

Est nommée membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française** [11 juin 1964]. — Discussion générale (p. 577 à 579). — **Suite de la discussion** [12 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 3 : *amendements de MM. Chauvin et Laurens* (p. 607) ; Art. 6 : explique son vote sur l'amendement de M. Chauvin (p. 617). — **Suite de la discussion à l'issue des travaux de la commission mixte paritaire** [18 juin 1964]. — Explique son vote (p. 719). — Intervient dans la discussion du **projet de loi tendant à la répression du doping dans les compétitions sportives** [3 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1259, 1260). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [18 novembre 1964]. — AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion générale (p. 1623, 1624) — DÉPENSES MILITAIRES. — Examen des crédits. — Art. 28 : *son amendement tendant à limiter la durée du service militaire à un an* (p. 1655) ; *son amendement tendant à porter le prêt du soldat à un franc* (p. 1657) ; Art. 29 : *son amendement tendant à la suppression de la totalité des crédits affectés à la force de frappe* (p. 1659). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE. — Discussion générale (p. 1976, 1977). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [14 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 29 : *son amendement tendant à conditionner l'aide en faveur du cinéma à une décision des conseils municipaux* (p. 2316). — Intervient dans la discussion, en **troisième lecture, du projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale** [18 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2437).

DESACHE (M. MARC) [Indre-et-Loire].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [7 octobre 1964].

Question orale avec débat :

Retire la question orale avec débat posée à M. le Premier ministre et communiquée au Sénat dans sa séance du 2 juillet 1963 [20 mai 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif aux sessions des conseils généraux** [5 mai 1964]. — Discussion de l'article unique : *amendement de M. Abel-Durand* (p. 232). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française** [12 juin 1964]. — Discussion générale (p. 586, 587).

DESCOURS DESACRES (M. JACQUES) [Calvados].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réorganisation de la région parisienne [16 juin 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [26 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [7 octobre 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion [1er décembre 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [14 décembre 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [16 décembre 1964].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à modifier les articles 141, 143, 145 et 146 du code municipal relatifs aux syndicats de communes [18 décembre 1964] (n° 112).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française** [12 juin 1964]. —Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Hubert Durand* (p. 684). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réorganisation de la région parisienne** [25 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : explique son vote sur les amendements de MM. Richard et Coutrot s'opposant au découpage de la commune d'Antony (p. 818) ; *amendement de M. Métayer* (p. 819) ; Art. 3 : *amendement de M. Bernard Lafay* (p. 822, 823) ; Art. 19 : *amendement de M. Fosset* (p. 829) ; Art. 30 *bis : amendement de M. Raybaud* (p. 833). — **Suite de la discussion** [29 juin 1964]. — Sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 911) ; (p. 914). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Courrière et Vallin relatives au **regroupement et à la fusion des communes** [3 novembre 1964] (p. 1272, 1273) ; (p. 1276). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [13 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 15 : *amendement de M. Raybaud soutenu par M. Dailly* (p. 1464). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1964]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE (SERVICES GÉNÉRAUX). — Examen des crédits. — TITRE VI de l'ÉTAT C : *son amendement tendant à réduire les crédits de paiement de ce titre* (incitations financières en faveur des communes regroupées (p. 1679, 1680, 1681, 1683). — **Suite de la discussion** [21 novembre 1964]. — COOPÉRATION (p. 1776). — **Suite de la discussion** [23 novembre 1964]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 1804). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, présente quelques observations sur certains comptes (p. 1955). — Discussion des articles. — Art. 34 : *amendement de M. Verdeille* (p. 1957, 1958) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel* 37 bis *limitant le découvert du compte du service du groupement des achats de matériel de l'éducation nationale* (p. 1958) ; le retire (p. 1959) ; Art. 62 : (p. 1959). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan** [8 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2224, 2225). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [14 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 20 : observations sur la notion d'homogénéité des valeurs locatives de terres comparables (p. 2309, 2310).

DESSEIGNE (M. HENRI) [Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'intégration dans les cadres du ministère des affaires étrangères de sous-préfets et administrateurs civils du ministère de l'intérieurs et administrateurs civils d'Algérie** [2 décembre 1964]. — Discussion des articles. — *Soutient l'amendement de Mme Cardot tendant à une nouvelle rédaction de l'article* 2 *relatif à l'intégration des administrateurs des services civils d'Algérie* (p. 2093) ; le retire (p. 2094).

DRIANT (M. PAUL) [Moselle].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [27 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [7 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [3 juin 1964] (n° 211).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la **proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture** [12 mai 1964]. — Discussion des articles. — Art. 14 : *amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture* (p. 267). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [16 juin 1964]. — Discussion générale (p. 636, 637). — Discussion des articles. — Art. 3 *bis* (*nouveau*) : explique son vote sur le sous-amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture (p. 652) ; Art. 6 *bis* (*nouveau*) : sur l'application de l'article 40 au sous-amendement de M. Sempé (p. 660) ; Art. 8 : *son amendement tendant à insérer, dans ce texte, la référence à l'article* 2 bis (p. 662) ; Art. 11 : *son amendement au premier alinéa, tendant à limiter le recours que peut exercer l'Etat envers le tiers au montant de l'indemnité versée* (p. 664). — **Suite de la discussion** [17 juin 1964]. — Art. 14 *bis* : (p. 682). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales déposées par plusieurs sénateurs relatives à la **politique agricole du Gouvernement** [20 octobre 1964] (p. 1123, 1124). — Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [20 novembre 1964]. — AGRICULTURE. — Discussion générale. — Observations sur la politique agricole du Gouvernement (p. 1724 à 1727). — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE III : sur la demande de scrutin public déposée par le groupe de la gauche démocratique de repousser les crédits de fonctionnement faisant l'objet du titre III (p. 1763, 1764) ; Titre IV : *amendement de M. Naveau* (insuffisance de la ristourne prévue pour les amendements calcaires) (p. 1765) ; Art. 47 : *amendement de M. Restat tendant à supprimer cet article concernant la participation professionnelle au fonds national de garantie contre les calamités* (p. 1765, 1766). ETAT C, TITRE VI : *amendement de M. Raybaud soutenu par M. Verneuil* (p. 1767) ; sur l'application de l'article 40 à l'amendement de M. Filippi (p. 1768) ; *amendement de M. Bajeux* (indemnité viagère de départ) (*ibid.*). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — ARTICLES ADDITIONNELS. — *Amendement de M. Brun* (unification des taxes parafiscales sur les bois français et étrangers) (p. 2016). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [15 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 44 *nonies : explique son vote sur l'amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat, relatif aux conditions dans lesquelles sont accordés des avantages fiscaux au preneur qui exerce son droit de préemption pour l'installation d'un enfant majeur* (p. 2354).

DUBOIS (M. EMILE) [Nord].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi n° 63-1145 du 19 novembre 1963 relative à la protection des animaux [30 juin 1964] (n° 325).

Intervention :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion de la **proposition de loi relative à la protection des animaux** [30 juin 1964]. — Discussion générale (p. 961). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Marcilhacy* (p. 962).

DUBOIS (M. HECTOR) [Oise].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réorganisation de la région parisienne [16 juin 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [18 juin 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [26 juin 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [27 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion de la **proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture** [12 mai 1964]. — Discussion des articles. — Art. 9 *ter* : *amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture* (p. 283). — **Discussion en deuxième lecture** [18 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 16 *quater* : *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par une disposition relative aux prix dans les marchés par adjudication conclus par les groupements de producteurs* (p. 706) ; le retire (p. 707).

DUBOIS (M. RENÉ) [Loire-Atlantique].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [7 octobre 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [16 décembre 1964].

Question orale :

M. René Dubois demande à *M. le ministre de l'information* comment la R. T. F. a pu être autorisée à projeter sur ses écrans, le film vietminh sur la fin des combats de Dien-Bien-Phu dans l'émission de « Cinq colonnes à la une » du 8 mai 1964, et par quelles voies officielles ou privées ce film est parvenu en France. Les données historiques et les responsabilités de ce désastre encore mal établies, la douleur provoquée par cette défaite non encore apaisée, ont amené de nombreux spectateurs à s'émouvoir de ce long et douloureux cortège de prisonniers français. Dès pères et des mères de soldats, dont le sort est demeuré inconnu, scrutaient l'écran avec angoisse dans l'espoir d'apercevoir l'un des leurs. Il s'étonne qu'une pareille émission, susceptible d'avoir une résonnance affreuse au sein de maints foyers français ait pu être autorisée avec la plus froide indifférence de l'autorité responsable [20 mai 1964] (n° 567). — Réponse [2 juin 1964] (p. 426).

Interventions :

Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Edouard Bonnefous et de Pontbriand relatives à la **situation de l'industrie touristique française** [14 avril 1964] (p. 121) ; (p. 132). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution** [19 mai 1964]. — Discussion générale (p. 310, 311). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la vaccination antipoliomyélitique obligatoire** [28 mai 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article* 7-1 *du code de la santé publique, après les mots « est obligatoire » à ajouter les mots : « sauf contre-indication médicale reconnue »* ; art. 5 (*nouveau*) : *amendement de M. Henriet tendant à supprimer cet article condamnant la propagande faite contre la loi* (p. 407). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 567** (cf. *supra*) [2 juin 1964] (p. 426). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi portant amnistie d'infractions se rattachant aux événements d'Algérie** [3 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1233, 1234). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [13 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 15 : observations sur la réglementation de la publicité sur la voie publique (p. 1458). — **Suite de la discussion** [23 novembre 1964]. SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 1780 à 1783) ; (p. 1803). — Intervient dans la discussion du **projet de loi réprimant la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures** [2 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2074) ; dans la discussion, en **deuxième lecture, du projet de loi relatif au régime et à la pollution des eaux** [2 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Verdeille* (p. 2087). — Explique son vote sur le **projet de loi de programme relative à certains équipements militaires** [9 décembre 1964] (p. 2274, 2275).

DUCHET (M. ROGER) [Côte-d'Or].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

DUCLOS (M. JACQUES) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Questions orales :

M. Jacques Duclos rappelle à *M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports* que la fédération sportive et gymnique du travail, comptant 130.000 licenciés et 1.200 clubs, n'a perçu cette année qu'une subvention de 5.000 francs, alors que les organisations sportives de même importance ont perçu, ce qui est d'ailleurs parfaitement normal, entre 220.000 et 275.000 francs ; que, d'après les critères qui sont officiellement définis, la subvention de la F. S. G. T. devrait être de 240.000 francs ; que, d'après la déclaration faite à l'Assemblée nationale par le haut-commissaire à la jeunesse et aux sports : « le critère de la distribution des crédits ne doit pas reposer sur les tendances ou orientations. Dans ce domaine, nous ne considérons que les activités, c'est, je crois, le critère le plus objectif, celui auquel nous devons nous tenir ». Il lui demande en conséquence quelles mesures, il compte prendre pour mettre rapidement un terme à l'injustice ci-dessus signalée et assurer une juste rétribution des crédits aux organisations sportives [11 juin 1964] (n° 578). — Réponse [23 juin 1964] (p. 729, 730).

M. Jacques Duclos expose à *M. le ministre de la justice* que les méthodes électorales employée dans l'île de la Réunion au cours des élections législatives de 1962 et 1963 ont été fréquemment contraires aux dispositions légales ; qu'à la suite des élections législatives du 18 novembre 1962, les violences, les expulsions de mandataires des candidats, les bourrages ou les enlèvements d'urnes, les falsifications des résultats furent tels que le conseil constitutionnel dénonça l'emploi de ces méthodes dans les trois circonscriptions de la Réunion ; que des plaintes ont été portées contre les responsables de coups de force électoraux, l'un d'entre eux exerçant actuellement les fonctions de maire ; que la culpabilité de ce personnage étant nettement établie, le préfet de la Réunion prit, en date du 21 février 1963, un arrêté le suspendant pour un mois de ses fonctions ; que, d'après les attendus de l'arrêté, l'intéressé a fait l'objet d'une inculpation du parquet près le tribunal de grande instance de Saint-Denis du fait de l'enlèvement des urnes électorales des trois bureaux de la section de Champ Borne, le 5 mai 1963 ; que, d'après l'article 120 du code électoral : « l'enlèvement de l'urne contenant les suffrages émis et non encore dépouillés sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 240.000 à 1.200.000 anciens francs ». Il lui demande en conséquence à quelle date l'affaire relative à cet enlèvement des trois urnes, le 5 mai 1963, ayant entraîné une inculpation, sera appelée et jugée. Il lui précise en outre que, dans la deuxième circonscription, le Conseil constitutionnel prononça l'annulation des opérations électorales, notamment parce que le président d'un bureau de vote avait « rempli l'urne lui-même » ; que cet adjoint au maire n'a jamais été inculpé pour ce fait et a pu recommencer le 5 mai 1963 ; que, surpris en flagrant délit par les mandataires des deux candidats, il fut confondu à la suite des plaintes portées par tous les témoins et enfin inculpé. Il lui lesdemande à quelle date sera jugée cette deuxième affaire dont l'instruction est close, laquelle concerne un magistrat municipal qui au surplus est un officier ministériel. [11 juin 1964] (n° 579). — Réponse [23 juin 1964] (p. 731).

M. Jacques Duclos expose à *M. le ministre de la justice* que le 7 octobre prochain s'ouvrent à la Martinique cinq procès pour « délits de presse » contre les journaux *Justice* et *Le Cri des Jeunes*, organes du parti communiste martiniquais et de l'Union des jeunesses communistes ; que le prétexte en est la reproduction d'un article paru dans un journal de la Guadeloupe et la relation d'incidents raciaux à Fort-de-France en juin 1963 ; qu'à l'occasion de ces procédures, le parquet poursuit systéma-

tiquement comme complices les représentants qualifiés du parti et de l'Union des jeunesses communistes, rompant ainsi une vértable tradition de nos tribunaux qui, en cette matière, n'ont jamais retenu dans les liens de la prévention les dirigeants des partis politiques dont le journal incriminé est l'organe ; que la multiplication des saisies de la seule presse communiste à la Martinique et la généralisation de ces procès visant par le biais d'une complicité aussi inconsidérément retenue les responsables d'un parti politique, prendraient alors l'allure d'une véritable atteinte délibérée à la liberté de la presse. Il lui demande : 1° si l'inculpation des représentants du parti communiste comme complices de tout délit de presse est une notion spécifique et originale du parquet de Fort-de-France, ou si elle obéit à des instructions ministérielles ; 2° s'il ne serait pas opportun de rappeler au besoin par circulaires aux parquets intéressés que l'extension aussi inconsidérée des notions de complicité en matière de délits de presse est de nature à porter atteinte à la liberté de la presse [7 octobre 1964] (n° 601). — Réponse [27 octobre 1964] (p. 1166, 1167).

Questions orales avec débat :

M. Jacques Duclos rappelle à *M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports :* que la Fédération sportive et gymnique du travail, comptant 130.000 licenciés et 1.200 clubs, n'a perçu cette année qu'une subvention de 5.000 francs, alors que des organisations sportives de même importance ont perçu, ce qui est d'ailleurs parfaitement normal, entre 220.000 et 275.000 francs; que d'après les critères qui ont été officiellement définis, la subvention de la F. S. G. T. devrait être de 240.000 francs ; que la déclaration suivante a été faite à l'Assemblée nationale par le haut commissaire à la jeunesse et aux sports : « Le critère de la distribution des crédits ne doit pas reposer sur les tendances ou orientations. Dans ce domaine, nous ne considérons que les activités ; c'est, je crois, le critère le plus objectif, celui auquel nous devons nous tenir ». Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour mettre rapidement un terme à l'injustice ci-dessus signalée et assurer une juste répartition des crédits aux organisations sportives [3 juin 1964].

M. Jacques Duclos expose à *M. le Premier ministre :* que, contrairement aux promesses faites par la direction centrale de Sud-Aviation, le bureau d'études de Sud-Aviation de la Courneuve est non seulement appelé à disparaître, ce qui va entraîner des suppressions d'emplois, mais l'existence même de l'entreprise de la Courneuve est mise en cause ; que les travailleurs de cette entreprise nationalisée, qui comptait 2.000 travailleurs et dont les effectifs ont déjà été réduits de près de la moitié, exigent d'être assurés de la sécurité de l'emploi dans le cadre de Sud-Aviation ; qu'il est inconcevable qu'une entreprise nationalisée ne tienne pas compte de ces exigences parfaitement légitimes. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre : 1° pour que les promesses de la direction de Sud-Aviation concernant le maintien du bureau d'études Sud-Aviation de la Courneuve soient tenues ; 2° pour qu'en tout état de cause, les travailleurs de cette entreprise soient assurés de la garantie de leur emploi [18 juin 1964]. — Réponse [30 juin 1964] (p. 929, 930).

M. Jacques Duclos demande à *M. le ministre de la justice* quelles mesures il compte prendre pour que la loi soit appliquée aux auteurs de fraudes électorales dans l'île de la Réunion [25 juin 1964]. — Réponse [8 décembre 1964] (p. 2191 et suivantes).

M. Jacques Duclos rappelle à *M. le Premier ministre* qu'il a déclaré dans une interview accordée il y a un mois : « Je ne crois pas que l'objet principal de ce régime... soit d'assurer la prospérité des Français », à qui, était-il ajouté, il s'agit d'assurer la dignité à défaut de prospérité. Il lui fait observer que ces propos apparaissent différents de ceux employés dans une déclaration officiel selon laquelle « la France des années 1960 avance à grand pas sur la route de la prospérité », et que le plan d'austérité, dit de stabilisation, élaboré par le Gouvernement soulève dans le pays de nombreuses protestations parfaitement légitimes de la part des masses laborieuses des villes et des campagnes. Il lui demande en conséquence pourquoi il en vient à traiter de mauvais Français ceux qui n'approuvent pas ce plan, lequel tend à freiner le relèvement des salaires et traitements des travailleurs, néglige les intérêts des masses paysannes, comporte d'écrasantes charges budgétaires improductives et fait bénéficier le grand capital de substantiels avantages [3 octobre 1963]. — Réponse [30 juin 1964] (p. 937 et suivantes).

M. Jacques Duclos demande à *M. le Premier ministre* quelles mesures il compte prendre pour alléger substantiellement le poids des charges fiscales pesant sur les travailleurs et satisfaire les revendications des fonctionnaires [7 octobre 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants** [3 juin 1964]. — Discussion générale (p. 461 à 463). — **Suite de la discussion** [4 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Héon ;* observations sur le premier alinéa de ce texte (p. 49). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à ses **questions orales n°s 578 et 579** (cf. *supra*) [23 juin 1964] (p. 729, 730, 731 et 732). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant réorganisation de la région parisienne** [24 juin 1964]. — Discussion générale (p. 786 à 789). — **Suite de la discussion** [25 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : observations sur la partition de la commune d'Antony (p. 818). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa question orale concernant le **transfert du bureau d'études de Sud-Aviation de la Courneuve à Marignane** [30 juin 1964] (p. 929). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale concernant le **bilan du plan de stabilisation** [30 juin 1964] (p. 937, 938, 943). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 601** (cf. *supra*) [27 octobre 1964] (p. 1166, 1167) .— Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [12 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1414 à 1417). — **Suite de la discussion** [16 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, SECTION II : AVIATION CIVILE. — Discussion générale. — Observations sur la politique poursuivie en matière d'aviation civile (p. 1553, 1554). — Examen des crédits. — TITRE VI : *son sous-amendement étendant les dispositions proposées par l'amendement de M. Bertaud à un certain nombre d'agents supplémentaires* (p. 1561). — Est entendu lors du débat sur sa **question orale relative à la situation politique dans l'île de la Réunion** [8 décembre 1964] (p. 2191 à 2195) ; (p. 2196).

DUFEU (M. BAPTISTE) [Isère].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne [24 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [20 novembre 1964]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1753, 1754).

DULIN (M. ANDRÉ) [Charente-Maritime].

Est nommé vice-président de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [7 octobre 1964].

Question orale :

M. André Dulin expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que, dans la motion qu'ils ont votée lors de l'assemblée générale réunie à Paris le 19 mars 1964, les directeurs particuliers et agents principaux des compagnies d'assurances générales ont : « exprimé la profonde surprise et l'amère déception qu'ils éprouvent en constatant que le poste de président n'est pas encore pourvu après une vacance de treize mois pour la compagnie vie et une vacance de huit mois pour les compagnies accidents et incendie ; constaté que cette situation est gravement préjudiciable aux intérêts du groupe dont la politique d'unité est ainsi constamment différée ; exprimé le désir de voir placer à leur tête une personnalité qui sache redonner pleine confiance dans leur profession et qui maintienne, comme dans le passé, le groupe des assurances générales aux premiers rangs de l'assurance française ». Il lui demande s'il est exact que cette vacance, absolument inconcevable, n'aurait d'autre but que celui de maintenir à la tête de la compagnie un ancien ministre de l'intérieur de Vichy [26 mai 1964] (N° 563). — Réponse [9 juin 1964] (p. 516).

Question orale avec débat :

M. André Dulin expose à *M. le ministre de l'agriculture :* 1. Que, dans des décisions récentes des 4 et 24 mars 1964, le conseil des ministres de la Communauté économique européenne a fixé respectivement : à 39,40 et 51,7 centimes par kilogramme, à 37 grammes de matières grasses, les limites inférieures et supérieures du prix du lait ; à 2,54 et 3,14 francs le kilogramme vif les limites inférieures et supérieures du prix du bœuf. 2. Que, dans une décision du 25 mars (*J. O.* du 29 mars), le conseil des ministres français a fixé : à 0,3935 franc le kilogramme conte-

nant 37 grammes de matières grasses le nouveau prix indicatif du lait pour la période du 1er avril 1964 au 31 mars 1965 ; à 2,57 francs le kilogramme vif le prix minimum d'intervention pour les bovins ; à 2,73 francs le kilogramme vif le prix d'orientation. Constatant que les récentes décisions du Gouvernement français maintiennent les prix français du lait et de la viande de bœuf au niveau des limites inférieures de la fourchette fixée par la Communauté économique européenne comme base de rapprochement des prix européens, il lui demande s'il estime que de telles décisions du Gouvernement français sont de nature : 1° à favoriser la politique de rapprochement des prix agricoles dans le cadre de la Communauté et à faciliter la réelle mise en œuvre de la politique agricole commune ; 2° à inciter nos partenaires européens, et notamment le Gouvernement de l'Allemagne fédérale, à s'engager dans la voie d'une diminution de ses prix agricoles, qui commande le rapprochement des prix européens et la mise en œuvre de la politique agricole commune ; 3° à renforcer la confiance du monde agricole français et de nos partenaires européens quant à la détermination du Gouvernement français de s'engager dans la mise en œuvre de la politique agricole commune, clé de la construction européenne [9 avril 1964]. — Réponse [28 avril 1964] (p. 206 à 208 ; 211 et suivantes).

Interventions :

Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique agricole du Gouvernement** [28 avril 1964] (p. 206 à 208) ; (p. 212, 213). — Explique son vote sur la **proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture** [12 mai 1964] (p. 274). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants** [3 juin 1964]. — Discussion générale (p. 474). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Courrière et Duclos concernant le **bilan du plan de stabilisation** [30 juin 1964] (p. 944, 945). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant fixation du prix du permis de chasse** [30 juin 1964]. — Discussion de l'article unique : *amendement de M. Courrière* (p. 951, 952). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [13 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 16 : observations sur cet article relatif à la détaxation des carburants agricoles (p. 1465) ; Art. 24 : *son amendement, au nom de la commission des affaires sociales, tendant à majorer de 20 p. 100 l'évaluation de la taxe sur les corps gras alimentaires et de réduire dans la même proportion la majoration envisagée des cotisations vieillesse* (p. 1485, 1486). — **Suite de la discussion** [17 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — CHEMIN DE FER. — RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS. — Discussion générale (p. 1595). — Examen des crédits du ministère des travaux publics. — TITRE III : observations sur l'aménagement de la région Charente-Poitou et, en particulier, sur l'aménagement de la Rochelle-la Pallice en port pétrolier (p. 1600, 1601). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1964]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 1709). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1964]. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, intervient dans la discussion du budget des PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — Discussion générale (p. 1718). — Examen des crédits. — Art. 32 : (p. 1721) ; *son amendement, après l'article 52, tendant à introduire un article additionnel majorant de 20 p. 100 le produits de la taxe sur les corps gras alimentaires* (p. 1721) ; Art. 53 : *son amendement tendant à compléter cet article par une disposition relative à l'allocation vieillesse aux petits exploitants agricoles* (p. 1722). — AGRICULTURE. — Discussion générale. — Observations sur la politique agricole du Gouvernement (p. 1745, 1746). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — EDUCATION NATIONALE. — Discussion générale (p. 1946). — Examen des crédits. — Art. 60 : *amendement de M. Dailly* (crédits Barangé). (p. 1953). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve Plan** [8 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2205, 2206).

DUMAS (M. PIERRE), **secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

Répond à la question orale de M. Raymond Guyot relative aux **manifestations de mécontentement de certains militaires du contingent** [14 avril 1964] (p. 115) ; à la question orale de M. Raymond Bossus concernant les **entraves aux relations entre des arrondissements de Paris et de Berlin-Est** (p. 117). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales de MM. Edouard Bonnefous et de Pontbriand relatives à la **situation de l'industrie touristique française** [14 avril 1964] (p. 132 à 139). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi modifiant l'article 577 du code de commerce concernant la résolution du concordat** [30 avril 1964] (p. 222) ; dans la discussion du **projet de loi modifiant l'article 260 du code pénal (port de tenues de type militaire)** [30 avril 1964] (p. 223). — Répond aux questions orales de M. Naveau relatives : 1° aux **pensions militaires d'invalidité ;** 2° au **régime fiscal des salariés frontaliers** [5 mai 1964] (p. 228). — Répond à la question orale de M. Daniel Benoist sur les **règlements relatifs aux chèques postaux** [5 mai 1964] (p. 229) ; à la question orale de M. Le Bellegou relative à la **suppression de la recette des postes de Boulouris** (p. 229, 230) ; à la question orale de M. Charpentier concernant le **fonds routier** (p. 231). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif aux sessions des conseils généraux** [5 mai 1964]. — Discussion générale (p. 232). — Discussion de l'article unique : *amendement de M. Abel-Durand* (p. 232, 233). — Prend la parole au cours du débat sur le **projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants** [3 juin 1964]. — Discussion générale (p. 454 à 456) ; (p. 460) ; (p. 475 à 478) ; *sur la motion de M. Le Bellegou tendant à opposer la question préalable à la discussion du projet de loi* (p. 480). — **Suite de la discussion** [4 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Talamoni* (p. 487) ; *amendement de M. Héon ;* observations sur le 1er alinéa de ce texte faisant de Paris une exception (p. 490) ; observations sur le 2e alinéa de ce texte (p. 492) ; Art. 4 *bis (nouveau) : amendement de M. Bossus* (p. 495) ; Art 5 (p. 496) ; Art. 6 : *amendement de M. Héon* (ibid.) ; après l'article 7 : *amendement de M. Estève* (p. 497) ; *amendement de M. Giacobbi* (p. 498) ; sur l'ensemble (p. 499, 500). — Répond à la demande formulée par M. Raymond Bonnefous, président de la commission des lois, tendant à la discussion, avant la fin de la présente session, des propositions de loi portant amnistie [4 juin 1964] (p. 502). — Est entendu dans la discussion en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants** [18 juin 1964]. — Discussion des articles. — Demande au Sénat de se prononcer par un seul vote sur ce projet de loi dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture (p. 694, 695) ; sur l'ensemble, répond à M. Colin (p. 697, 698). — Intervient au cours de la discussion du **projet de loi portant réorganisation de la région parisienne** [25 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 32 : *amendement de M. Raybaud* (p. 835, 836). — Intervient dans la discussion du **projet de loi modifiant les rapports entre bailleurs et locataires des immeubles affectés à l'hôtellerie** [26 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : observations (p. 856) ; Art. 3 : observations sur l'amendement de M. Le Bellegou, présenté par M. Marcilhacy (p. 856, 857). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la création d'offices de tourisme dans les stations classées** [26 juin 1964]. — Discussion générale (p. 859, 860). — Discussion des articles. — Art. 1er : répond aux observations présentées par MM. de La Gontrie et Courrière (p. 860, 861) ; Art. 2 : *observations sur l'amendement de M. Bouquerel tendant à permettre aux syndicats d'initiative de poursuivre leur action* (p. 861, 862) ; Art. 4 : *observations sur l'amendement de M. Henriet* (p. 863) ; *amendement de M. de La Gontrie* (p. 864) ; Art. 5 : *amendement de M. Bouquerel* (p. 865) ; Art. 6 : *amendement de M. Bouquerel* (ibid.) ; répond aux observations présentées par M. **Courrière** (*ibid.*) ; Art. 7 : répond aux observations présentées par M. Courrière (p. 866). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne** [29 juin 1964]. — Discussion générale (p. 907, 908) ; répond aux observations présentées par MM. Henriet et Bossus (p. 908, 909). — Intervient dans la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le **projet de loi portant réorganisation de la région parisienne** [29 juin 1964]. — Discussion générale (p. 910, 911, 913 et 914). — Associe le Gouvernement à l'hommage, rendu par le président du Sénat, à la mémoire de M. Paul-Jacques Kalb, sénateur du Haut-Rhin [7 octobre 1964] (p. 1043). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative à l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des « bidonvilles »** [15 octobre 1964]. — Discussion générale (p. 1095). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Zussy* (p. 1095) ; Art. 2 : *amendement de M. Zussy* (p. 1096) ; Art. 4 : observations (p. 1096) ; Art. 7 : *son amendement tendant à remplacer le début de cet article par une disposition fixant les références relatives au calcul de l'indemnité d'expropriation* (p. 1096, 1097). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi portant amnistie d'infractions se rattachant aux évènements d'Algérie** [3 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1278, 1279) ; (p. 1287, 1288). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [16 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, SECTION III : MARINE MARCHANDE. — Discussion générale. — Répond aux observations présentées (p. 1545 à 1548). — Examen des crédits. — TITRE IV : répond à M. Grand (situation des conchy-

liculteurs) ; SECTION II : AVIATION CIVILE. — Discussion générale (p. 1556, 1558 et 1559). — Examen des crédits. — TITRE III (p. 1559, 1560) ; TITRE VI : *amendement de M. Gros, soutenu par M. Delpuech* (liaison par avion entre la métropole et les pays de langue française) (p. 1560) ; répond à M. Coudé du Foresto (*ibid.*) ; *oppose l'article 40 à l'amendement de M. Bertaud assorti d'un sous-amendement de M. Duclos* (p. 1561) ; *amendement de M. Bertaud ; le déclare irrecevable* (p. 1561, 1562). — **Suite de la discussion** [17 novembre 1964]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 1574 à 1578) ; répond à M. Mistral (aménagement de la région de Grenoble à l'occasion des Jeux olympiques d'hiver) (p. 1578). — Examen des crédits. — Art. 32 (p. 1578). — CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE. — Discussion générale (p. 1579, 1580). — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, CHEMIN DE FER, RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS. — Discussion générale. — Répond aux observations présentées (p. 1596 à 1600). — Examen des crédits du ministère des travaux publics. — TITRE III : répond à M. Dulin (aménagement de la région Charente-Poitou et du port La Rochelle-La Pallice en port pétrolier) (p. 1601) ; TITRE IV : répond à MM. Henriet et Dulin (signalisation ferroviaire) ; TITRE V : (p. 1603). — COMMISSARIAT AU TOURISME. — Discussion générale. — Répond aux observations présentées sur la situation actuelle du tourisme en France (p. 1608 à 1611). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1964]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE (SERVICES GÉNÉRAUX. — DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL). — Discussion générale (p. 1675 à 1678) ; répond à M. Brun (p. 1678). — Examen des crédits. — TITRE IV de l'ÉTAT B ; répond à Mme Cardot (regroupement des crédits de la promotion sociale) (p. 1679) ; TITRE VI de l'ÉTAT C) : *amendement de M. Descours-Desacres* (incitations financières en faveur des communes regroupées (p. 1680, 1681, 1682, 1683). — Prend la parole au cours du débat sur le **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V^e^ plan** [7 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2144, 2145) ; (p. 2228 à 2230). — **Suite de la discussion** [8 décembre 1964]. — Discussion de l'article unique : *amendement de M. Filippi et sous-amendement de M. Restat, soutenu par M. Dailly* (p. 2232).

DURAND (M. CHARLES) [Cher].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française [16 juin 1964].

Est nommé **secrétaire du Sénat** [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1974].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale [15 décembre 1964].

Interventions :

Intervient au cours du débat sur les questions orales déposées par plusieurs sénateurs relatives à la **politique agricole du Gouvernement** [20 octobre 1964] (p. 1130, 1131). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [26 novembre 1964]. — EDUCATION NATIONALE. — Discussion générale : observations sur la suppression de l'école de Chaumont (p. 1941).

DURAND (M. HUBERT) [Vendée].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française [16 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale [15 décembre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française [9 juin 1964] (n° 228).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française [23 juin 1964] (n° 286).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles, à la discussion du **projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française** [11 juin 1964]. — Discussion générale (p. 554 à 557). — **Suite de la discussion** [12 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1^er^ : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article* (p. 600) ; Art. 2 : *son amendement tendant à substituer dans cet article aux mots « administré par un conseil d'administration » l'expression « sous l'autorité d'un conseil d'administration »* (p. 603) ; Art. 3 : *son amendement tendant à modifier la première phrase du premier alinéa de cet article afin de fixer à 21 membres la composition du conseil d'administration* (p. 607) ; Art. 4 : *son amendement tendant à supprimer les mots « ... définit les lignes générales de l'action de l'établissement... »* (p. 610) ; le retire (*ibid.*) ; *son amendement tendant à modifier le deuxième alinéa de cet article relatif à la moralité des programmes* (ibid.) ; *son amendement tendant à modifier le troisième alinéa afin que « les représentants des principales tendances de pensée et des grands courants d'opinion s'expriment à la radiodiffusion et à la télévision* (p. 611) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa excluant toute publicité commerciale* (ibid.) ; après l'article 4 : *amendement de M. Chauvin* (p. 614) ; Art. 5 : *son amendement tendant, entre le 1^er^ et le 2^e^ alinéa, à insérer un nouvel alinéa relatif à la faculté de s'exprimer des différentes tendances de l'opinion* (p. 614) ; Art. 6 *bis* nouveau : *son amendement tendant à insérer cet article additionnel relatif au droit de réponse au bénéfice de toute personne diffamée ou mise en cause* (p. 618). — **Discussion du projet de loi en deuxième lecture** [23 juin 1964]. — Discussion générale (p. 755).

DURIEUX (M. EMILE) [Pas-de-Calais].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Question orale avec débat :

M. Emile Durieux expose à **M. le ministre de l'agriculture** que la fixation du prix des céréales de la récolte 1964 a mis en évidence la disparité toujours plus grande qui existe entre le cours réel du blé et le prix que doit payer le cultivateur pour tout ce dont il a besoin, puisque celui-ci ne recevra, en 1964, pour son quintal de blé, qu'une somme sensiblement égale à celle qu'il percevait en 1951. Il souligne que de nouvelles hausses sont déjà à prévoir et demande si, dans ces conditions, le Gouvernement n'estime pas qu'il devrait reconsidérer l'ensemble des prix agricoles et particulièrement celui des céréales [7 octobre 1964]. — Réponse [20 octobre 1964] (p. 1107 à 1109).

Interventions :

Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Naveau, Errecart, Kauffmann, Dulin et David relatives à la **politique agricole du Gouvernement** [28 avril 1964] (p. 211, 213). — Intervient dans la discussion du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [17 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 4 *bis* (*nouveau*) : *sous-amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture* (p. 675) ; *sous-amendement de M. Sempé* (p. 679). — **Discussion en deuxième lecture** [26 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 4 *bis* : *amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture* (p. 873). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique agricole du Gouvernement** [20 octobre 1964] (p. 1107 à 1109). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite** [5 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. L. 11 : *amendement de M. Bossus* (p. 1321). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [23 novembre 1964]. — INDUSTRIE. — Discussion générale (p. 1807, 1808).

DUTOIT (M. ADOLPHE) [Nord].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Question orale :

M. Adolphe Dutoit expose à **M. le ministre du travail** qu'actuellement dans l'industrie du textile on dénombre près de 12.000 travailleurs et travailleuses touchés par le chômage partiel et ayant une durée de travail hebdomadaire de trente-deux heures ; que cette réduction d'horaires frappe durement les travailleurs du textile, qui subissent de ce fait une diminution de leur salaire de 80 à 120 F ; que cette situation est ressentie douloureusement par les travailleurs et leur famille, car déjà avec un salaire de quarante-huit heures par semaine leur pouvoir d'achat est insuffisant ; qu'une des causes essentielles de cette situation dans le textile est le résultat de la diminution du pouvoir d'achat des travailleurs en général qui a

pour cause une réduction considérable des articles de consommation textiles. En conséquence, il aimerait connaître quelles dispositions il compte prendre pour : 1° l'augmentation des salaires ; 2° la garantie d'un salaire mensuel de 500 F ; 3° le retour à la semaine légale de quarante heures sans diminution du pouvoir d'achat et de manière à assurer une meilleure répartition du travail, et dans l'immédiat, les mesures envisagées pour : *a*) la revalorisation des indemnités de chômage partiel avec le relèvement du plafond des ressources ; *b*) la prise en charge du chômage partiel par l'U. N. E. D. I. C., dont les fonds sont prélevés sur les salaires des travailleurs qui ne peuvent en bénéficier, ces fonds étant réservés aux chômeurs totaux, chômant au moins quatre semaines consécutives [8 octobre 1964] (n° 606). — Réponse [27 octobre 1964] (p. 1164, 1165, 1166).

Question orale avec débat :

M. Dutoit appelle l'attention de *M. le ministre du travail* sur l'intense émotion dans les milieux mutualistes, ainsi que sur l'inquiétude justifiée des organisations syndicales, familiales et mutualistes, suscitées par les projets de décret concernant la mutualité. Il estime que ces projets ont pour objet d'interdire aux pharmaciens et centres d'optique mutualistes d'assurer la gratuité des soins en leur imposant de réclamer aux mutualistes des cotisations supplémentaires ; mettent en cause le régime de protection sociale actuel et les avantages acquis par les mutualistes et les assurés sociaux ; sont une atteinte à la liberté fondamentale des individus de s'organiser pour assurer une meilleure protection sociale. De plus, il craint que ces projets ne constituent qu'une première étape en vue d'étendre à toutes les œuvres mutualistes (cabinets dentaires, centres médicaux, cliniques, etc.) l'obligation imposée aux assurés sociaux d'avancer au moins 20 p. 100 du coût des soins et des produits. Considérant que de telles mesures auraient les répercusisons les plus fâcheuses sur l'état de santé des travailleurs, il lui demande si, dans ces conditions, le Gouvernement envisage de ne pas donner suite à ces projets ; de prendre des dispositions susceptibles d'aboutir à une diminution sensible des prix des produits pharmaceutiques, notamment par : *a*) la réduction des énormes profits des entreprises monopolistes pharmaceutiques ; *b*) la réduction des impôts indirects sur les produits pharmaceutiques, etc. [2 avril 1964]. — Réponse [5 mai 1964] (p. 236 et suivants).

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative au **fonctionnement des sociétés mutualistes** [5 mai 1964] (p. 236 à 238). — Prend la parole au cours du débat sur les questions orales de MM. Vallin, Champeix, Raybaud et Héon relatives à la **réforme administrative** [2 juin 1964] (p. 436 à 438). — Intervient dans la discussion du **projet de loi ratifiant le décret du 27 janvier 1964 sur les droits de douane d'importation portant sur des produits sidérurgiques relevant du traité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier** [9 juin 1964]. — Discussion générale (p. 528). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 606** (*cf. supra*) (p. 1165, 1166). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite** [5 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. L. 1 : *son amendement tendant à faire bénéficier des dispositions du présent code les fonctionnaires des collectivités locales* (p. 1311) ; le retire (*ibid.*) ; *son amendement tendant à étendre les avantages résultant de cette réforme aux retraités des caisses locales d'Afrique du Nord et de la France d'outre-mer* (p. 1312) ; Art. L. 4 : *son amendement tendant à insérer un nouveau § 3 bis concernant la retraite des anciens instituteurs des houillères nationalisées* (p. 1314) ; *son amendement tendant à insérer un nouveau § 4 bis stipulant que les années de travail effectuées dans les services privés transformés en services publics sont prises en compte pour le calcul de l'âge de la retraite* (p. 1315) ; Art. L. 11 : *son amendement tendant à faire bénéficier des avantages réservés aux fonctionnaires anciens combattants les agents féminins ayant exercé à temps complet des activités auprès des armées pendant la guerre 1939-1940* (p. 1322) ; le retire (*ibid.*). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [16 novembre 1964]. — TRAVAIL. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur les abattements de zone, l'allocation aux vieux travailleurs, la formation ouvrière, la situation des invalides et des veuves des grands mutilés du travail, le déficit de la sécurité sociale (p. 1529, 1530). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1964]. — PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — Examen des crédits. — Art. 32 : observations (p. 1721). — AGRICULTURE. — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE III : explique son vote sur la demande de M. Duffy de repousser les crédits de fonctionnement faisant l'objet du titre III (p. 1764). — **Suite de la discussion** [24 novembre 1964]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Examen des crédits. — Explique le vote du groupe communiste sur les amendements de M. Portmann tendant au rejet des crédits affectés à ce budget (p. 1853, 1854). — **Suite de la discussion** [24 novembre 1964]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Examen des crédits. — *Son amendement tendant, après l'art. 58, à insérer un article additionnel disposant que le Gouvernement déposera dans les six mois un projet de loi dont les dispositions tiendront compte de l'art. 55 de la loi de finances pour* 1962 (p. 1884).

E

EMAILLE (M. JULES) [Nord].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

ERRECART (M. JEAN) [Basses-Pyrénées].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 64-115 du 7 février 1964 qui a modifié les tarifs des droits de douane d'importation [11 juin 1964] (n° 250).

Question orale avec débat :

M. Jean Errecart demande à *M. le Premier ministre* comment il peut concilier la rigueur des décisions prises sur le prix de la viande et du lait en particulier et les promesses maintes fois renouvelées de la recherche d'une parité entre les prix industriels et les prix agricoles. Ces décisions sont en très nette contradiction avec les engagements pris par le Gouvernement comme avec les garanties promises à la paysannerie par la loi d'orientation agricole qui prévoyait précisément des augmentations progressives mais sensibles du prix de la viande. Cette augmentation est par ailleurs amplement justifiée par une diminution de la production française de viande, de plus en plus abandonnée par les producteurs. En refusant toute revalorisation appréciable, la pénurie déjà amorcée ne peut que s'aggraver. Le blocage du prix français du lait à un prix nettement inférieur à celui pratiqué dans la plupart des pays du Marché commun ne peut que précipiter l'exode rural par l'abandon des petites exploitations, aggravant ainsi le déséquilibre déjà important entre régions. A cet exode rural ainsi précipité qui suppose un important transfert de population ne correspond point une politique d'investissement à l'échelle de l'aménagement des structures d'accueil. Il constate qu'une fois de plus la stabilité des prix est recherchée par la seule compression des prix agricoles qui ne bénéficient plus d'aucune mesure de garantie depuis la suppression de l'indexation [9 avril 1964]. — Réponse [28 avril 1964] (p. 203 à 205, 211 et suivantes).

Retire sa question orale avec débat à M. le ministre de l'intérieur, qui avait été communiquée au Sénat dans sa séance du 30 avril 1963 [19 mai 1954].

Interventions :

Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique agricole du Gouvernement** [28 avril 1964] (p. 203 à 205). — Est entendu au cours du débat sur la question orale de M. Chauvin relative aux **conditions de vie dans la région parisienne** [15 décembre 1964] (p. 2348 à 2350).

ESTEVE (M. YVES) [Ille-et-Vilaine].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [7 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 7 de l'ordonnance n° 58-1098 du 15 novembre 1958 relative à l'élection des sénateurs [24 juin 1964] (n° 288).

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants** [4 juin 1964]. — Discussion des articles. — Après l'article 7 : *son amendement tendant à insérer un article additionnel nouveau relatif aux délégués sénatoriaux des conseils municipaux* (p. 497) ; le retire (*ibid.*).

F

FASTINGER (M. PIERRE) [Moselle].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [9 juin 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réorganisation de la région parisienne [16 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative) [20 octobre 1964].

FAURE (M. EDGAR) [Jura].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Interventions :

Prend la parole au cours du débat sur les questions orales déposées par plusieurs sénateurs relatives à la **politique agricoles du Gouvernement** [20 octobre 1964] (p. 1116 à 1118). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale** [3 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2110, 2111).

FILIPPI (M. JEAN) [Corse].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V[e] Plan (n° 52, 1964) [2 décembre 1964] (n° 56).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [19 novembre 1964]. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — Discussion générale (p. 1685, 1686). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1964]. — AGRICULTURE. — Examen des crédits. — *Son amendement tendant à insérer, après l'art. 47, un article additionnel permettant d'opérer un transfert de crédits au profit de l'aménagement des grandes régions agricoles, prélevés sur les crédits d'aide au pays en voie de développement* (p. 1767, 1768). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V[e] Plan** [7 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2150 à 2155) (p. 2219, 2222). — **Suite de la discussion** [8 décembre 1964]. — Discussion de l'article unique : *son amendement tendant à compléter cet article par diverses dispositions exprimant des réserves à l'approbation du plan, notamment 1° en ce qui concerne la répartition des charges, dans le cadre européen, résultant de l'aide aux pays en voie de développement ; 2° en ce qui concerne le taux d'expansion dans le cadre national* (p. 2232) ; le retire (p. 2233).

FLECHET (M. MAX) [Loire].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [7 octobre 1964].

Intervention :

Intervient, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [19 novembre 1964]. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — Discussion générale (p. 1684, 1685).

FLEURY (M. JEAN) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative) [20 octobre 1964].

Est nommé membre d'un organisme extra-parlementaire chargé de représenter le Sénat auprès du ministre chargé de l'information [16 novembre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française** [12 juin 1964]. — Discussion générale (p. 587, 588). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [26 novembre 1964]. — INFORMATION. — Discussion générale. — Observations sur le transport par avion de la presse française au Canada (p. 1968). — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, intervient dans la discussion de ce budget. — Discussion générale (p. 1974 à 1976).

FOSSET (M. ANDRÉ) [Seine].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative) [20 octobre 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [16 décembre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au recrutement des attachés d'administration centrale et des attachés d'administration du département de la Seine et de la ville de Paris [29 octobre 1964] (n° 16).

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1964, adopté par l'Assemblée nationale [14 décembre 1964] (n° 73).

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants** [3 juin 1964]. — Discussion générale (p. 464 à 466). — **Suite de la discussion** [4 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1[er] : explique son vote sur le sous-amendement de M. Dailly (p. 490) ; *amendement de M. Héon ;* observations sur le 2[e] alinéa de ce texte (p. 491) ; Art. 4 *bis (nouveau)* : *amendement de M. Bossus* (p. 495) ; Art. 5 : *amendement de M. Héon* (ibid.) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 499). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réorganisation de la région parisienne** [25 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 19 : *son amendement tendant à préciser que le transfert des biens visés à cet article sera effectué au profit des collectivités nouvellement créées mais non pas à celui de la Régie autonome des transports parisiens* (p. 829). — Prend part à la discussion du **projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation** [29 octobre 1964]. — Discussion générale (p. 1217, 1218). — Discussion des articles. — Art. 30 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article de façon à inclure dans les dispositions qui feront l'objet du règlement d'administration publique celles qui tendent à l'harmonisation de ce texte avec celui qui est applicable aux opérations de rénovation urbaine* (p. 1248) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 1249). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite** [5 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. L. 11 : observations sur la situation des fonctionnaires assujettis à un statut spécial (p. 1320). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [13 no-

vembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 14 : *son amendement tendant, au 1er alinéa de cet article, à réduire de 40.000 à 20.000 le total des revenus nets provenant d'autres sources que l'exploitation agricole* (p. 1455). — **Suite de la discussion.** — CONSTRUCTION. — Examen des crédits. — Art. 59 : *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa relatif à la prime aux propriétaires de locaux à usage de bureaux et à usage industriel contraints à se déplacer en vue d'opérations d'urbanisation* (p. 1831, 1832). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — Explique son vote sur l'ensemble du budget (p. 2018, 2019). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion de la **proposition de loi relative au recrutement des attachés d'administration** [2 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2091). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve plan** [7 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2170, 2171). — Intervient : dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [14 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 11 : observations sur les modalités du rachat du prélèvement effectué au profit du fonds national d'amélioration de l'habitat (p. 2302). — **Suite de la discussion** [15 décembre 1964] ; Art. 6 (précédemment réservé) : en qualité de rapporteur pour avis de la commission des lois, présente les observations de la commission sur cet article ainsi que sur les articles 7, 8 et 9 de ce projet relatifs à la libération des loyers dans certaines catégories d'immeubles anciens (p. 2357 à 2359). — *Son amendement tendant à supprimer l'article 6* (p. 2362, 2363, 2364) ; Art. 7 : *son amendement tendant à supprimer cet article étendant la liberté des loyers aux locaux vacants dans l'ensemble de la France* (p. 2364, 2365) ; Art. 9 : *son amendement rédactionnel* (p. 2367).

FOURNIER (M. JEAN-LOUIS) [Landes].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le code du travail dans les territoires d'outre-mer [9 avril 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne [24 juin 1964].

Est nommé vice-président de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [23 novembre 1964]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale. — Observations sur la situation des hôpitaux et le problème du recrutement des infirmières (p. 1790, 1791).

FOYER (M. JEAN), **garde des sceaux, ministre de la justice** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

Intervient dans la discussion de la **proposition de loi portant prorogation de dispositions prises à raison de la crise du logement** [30 juin 1964]. — Discussion générale (p. 946, 947) ; dans la discussion du **projet de loi portant fixation du prix du permis de chasse** [30 juin 1964]. — Discussion générale (p. 950). — Discussion de l'article unique (p. 951) ; *amendement de M. Pellenc* (p. 953) ; *son sous-amendement à l'amendement précédent tendant à fixer la part de l'Etat à 14 francs et la part du conseil supérieur de la chasse à 20 francs* (p. 953). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative aux baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel au artisanal** [22 octobre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à préciser quels sont les chefs d'entreprise dans le monde artisanal qui pourront bénéficier de la loi* (p. 1144) ; après l'article 1er *bis* nouveau : *amendement de M. Pinton* (p. 1146) ; Art. 2 *bis* nouveau : *amendement de M. Delalande* (p. 1146, 1147) ; *sous-amendement de M. Guy Petit* (p. 1148) ; Art. 5 : *amendement de M. Molle* (p. 1150) ; Art. 11 : *amendement de M. Delalande* (p. 1152) ; après l'article 12 : *amendement de M. Pinton :* observations (p. 1152). — **Suite de la discussion** [29 octobre 1964]. — Art. 15 : concerne la déspécialisation et ajoute six articles nouveaux, numérotés de 35-1 à 35-6, au décret du 30 septembre 1953 ; *amendement de M. Molle à l'article 35-2 du décret* (p. 1202) ; *amendement de M. Molle à l'article 35-2 du décret* (ibid.) ; *amendement de M. Delalande tendant à une nouvelle rédaction de l'article 35-4 du décret* (p. 1203) ; *amendement de M. Molle tendant à une nouvelle rédaction de l'article 35-5 du décret* (ibid.) ; Art. 18 : *amendements de MM. Le Bellegou et Bouquerel relatifs au champ d'application de la loi* (p. 1206). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant modification des dispositions du code civil relatives à la tutelle et à l'émancipation** [5 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1327, 1328). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Jozeau-Marigné tendant à modifier l'article 391 du code civil* (p. 1329) ; *amendement de M. Bajeux tendant, pour le 3e alinéa de l'article 456 du code civil, à revenir au texte gouvernemental* (p. 1332) ; *son amendement rédactionnel sur ce même texte visant la location par le tuteur des immeubles appartenant au mineur* (p. 1332, 1333, 1334 et 1335) ; *amendement de M. Bajeux tendant à compléter le 3e alinéa de l'article 456* (p. 1335) ; *amendement de M. Jozeau-Marigné à l'article 459 du code civil* (p. 1339) ; *amendement de M. Jozeau-Marigné au 3e alinéa de l'article 459 prévoyant des garanties en matière d'apport à une société d'un immeuble appartenant au mineur* (p. 1340, 1341) ; *amendement de M. Jozeau-Marigné au dernier alinéa de l'article 459* (p. 1341, 1342) ; Art. 4 *bis* (nouveau) : *son amendement tendant à insérer cet article faisant bénéficier des dispositions des articles 811 et 815 du code rural tous les mineurs émancipés* (p. 1344). — **Discussion de ce projet de loi en deuxième lecture** [2 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2067). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'application de certains traités internationaux** [2 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2069 à 2071). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture, de la proposition de loi relative aux baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal** [16 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 15 : *amendement de M. Delalande et sous-amendement de M. Geoffroy* (p. 2399) ; Art. 18 : *amendement de M. Delalande* (*ibid.*). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** de la **proposition de loi sur les marques de fabrique, de commerce ou de service** [16 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Marcilhacy* (p. 2401) ; Art. 2 : *amendement de M. Armengaud* (p. 2402, 2403) ; *amendement de M. Marcilhacy* (p. 2403) ; Art. 11 : *amendements de M. Marcilhacy* (*ibid.*) ; (p. 2404) ; Art. 28 : *amendements de M. Armengaud ;* les déclare irrecevables (p. 2405). — Intervient dans la discussion, en **troisième lecture,** de la **proposition de loi relative aux baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal** [18 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 15 : *amendement de M. Delalande* (p. 2453) ; Art. 18 : *amendement de M. Delalande* (*ibid.*). — Est entendu au cours du débat sur le **projet de loi portant amnistie** [18 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2453, 2454, 2455) ; (p. 2462, 2463, 2464). — Discussion des articles. — Demande au Sénat de se prononcer par un vote unique sur le texte adopté par l'Assemblée nationale (p. 2464). — Intervient dans la discussion, en **quatrième lecture, de la proposition de loi relative aux baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal** [18 décembre 1964] (p. 2471).

FREY (M. ROGER), **ministre de l'intérieur** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

Prend la parole au cours du débat sur le **projet de loi portant réorganisation de la région parisienne** [24 juin 1964]. — Discussion générale (p. 766 à 771). — **Suite de la discussion** [25 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : (p. 813) ; *amendement de M. Bossus* (p. 814) ; *amendement rédactionnel de M. Dailly* (ibid.) ; *amendement de M. de Montalembert* (p. 815) ; observations sur la dénomination « Val d'Essonne » et « Seine-Saint-Denis » (*ibid.*) ; répond à M. Chauvin (p. 815, 816) ; *amendement de M. Dailly* (p. 817) ; sur le tableau annexé à l'article 1er : *amendements de MM. Richard et Coutrot s'opposant à la partition de la commune d'Antony* (p. 818) ; *amendement de M. Métayer* (p. 819) ; *amendements de MM. Chauvin et Métayer* (p. 820) ; *amendement de M. Edouard Bonnefous* (ibid.) ; Art. 2 : *amendements de MM. Raybaud et Bossus* (p. 821) ; Art. 3 : *amendement de M. Bernard Lafay tendant à remettre la gestion administrative et financière de Paris à un maire élu assisté de ses adjoints* (p. 822, 823) ; Art. 5 : *amendement de M. Bernard Lafay* (p. 824) ; à la suite de l'adoption de l'amendement ci-dessus, fait part au Sénat de son intention de s'opposer à tous les amendements (p. 825) ; Art. 23 : observations (p. 830) ; Art. 28 : *amendement de M. Bertaud* (p. 832) ; Art. 34 : *amendement de M. Raybaud tendant à modifier cet article en ramenant de 25 p. 100 à 10 p. 100 le prélèvement au profit du district* (p. 837, 838) ; déclare irrecevable, aux termes de l'article 40 de la Constitution, l'amendement de M. Chauvin tendant à insérer un article 35 *bis* nouveau (p. 839) ; après l'article 36 : *amendement de M. J.-L. Vigier* (p. 841) ; après l'article 39 : *amendement de M. Chauvin* (p. 842) ; Art. 41 : *amendement de M. Raybaud* (p. 842).

FRUH (M. CHARLES) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale [15 décembre 1964].

Dépôt législatif :

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1965, adopté par l'Assemblée nationale [12 novembre 1964] (n° 24).

Question orale avec débat :

M. Charles Fruh demande à *M. le ministre de l'éducation nationale*, compte tenu de la réforme de l'enseignement autoritairement décidée par le Gouvernement, sans consultation préalable du personnel enseignant et des parents d'élèves, quelles sont les modalités envisagées pour le fonctionnement de cette réforme [15 octobre 1964]. — Réponse [27 octobre 1964] (p. 1185).

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur sa **question orale relative aux problèmes scolaires** [27 octobre 1964] (p. 1185). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (arts et lettres) dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [18 novembre 1964]. — AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion générale (p. 1618, 1619, 1620). — Examen des crédits. — TITRE VI, ETAT C : *son amendement tendant à insérer un article additionnel relatif à la modification du taux de l'impôt sur les spectacles* (p. 1626) ; le retire (*ibid.*) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel ayant pour but de réorganiser la base de la détaxation dont bénéficient les théâtres* (ibid.) ; le retire (p. 1627). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [14 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 28 : observations concernant la taxe sur les places de théâtre (p. 2315, 2316).

G

GADOIN (M. JACQUES) [Nièvre].

Questeur du Sénat (élu le 4 octobre 1962).

GANEVAL (Général JEAN) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative) [20 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la prise en compte de services accomplis dans l'armée par les étrangers antérieurement à l'acquisition de la nationalité française [21 mai 1964] (n° 197).

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1965, adopté par l'Assemblée nationale [12 novembre] (n° 26).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi relatif aux services militaires accomplis par des étrangers avant naturalisation** [26 mai 1964]. — Discussion générale (p. 388). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite** [5 novembre 1964]. — DISCUSSION DES ARTICLES DU CODE DES PENSIONS. — Art. L. 11 : *son amendement tendant à ajouter un § i à cet article visant les bonifications prévues par des lois d'exception, en particulier par les lois de dégagement des cadres* (p. 1321) ; le retire (p. 1322). — **Suite de la discussion** [6 novembre 1964]. — Art. L. 24 : *son amendement tendant à maintenir dans le nouveau code, pour les officiers admis à la retraite avant vingt-cinq ans de services, les avantages anciens* (p. 1359) ; Art. L. 69 : *son amendement tendant à compléter cet article par une disposition concernant les pensions des déportés de la Résistance* (p. 1369) ; le retire (*ibid.*). — DISCUSSION DES ARTICLES DU PROJET DE LOI : *son amendement tendant à insérer un article additionnel 12 (nouveau) modifiant le § 1 de l'article 71 de la loi du 26 décembre 1959 afin d'accorder le montant des pensions applicables aux retraités français aux retraités des Etats devenus indépendants* (p. 1387) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel concernant le taux de l'allocation servie aux orphelins infirmes* (p. 1389, 1390) ; deuxième délibération de l'art. L. 24 du code des pensions : *amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat* (p. 1394). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (SECTION COMMUNE), dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [18 novembre 1964]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale. — Observations sur les engins sol-sol ; le centre d'essais du Pacifique, les armes et services des sections communes (p. 1636 à 1638). — Examen des crédits. — Art. 28 : observations sur la date d'application de l'augmentation du prêt au soldat (p. 1655). — Explique son vote sur le **projet de loi de programme relative à certains équipements militaires** [9 décembre 1964] (p. 2275).

GARET (M. PIERRE) [Somme].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [7 octobre 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [16 décembre 1964].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 décembre 1921 sur le rapprochement des fonctionnaires qui, étrangers au département, sont unis par le mariage soit à des fonctionnaires du département, soit à des personnes qui y ont fixé leur résidence [17 juin 1964] (n° 269).

Questions orales :

M. Pierre Garet demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* de lui préciser, compte tenu de l'état actuel d'avancement des travaux, des crédits dont il a besoin et de l'importance de ceux mis présentement à sa disposition, quand seront complètement achevés la construction et l'aménagement de l'autoroute Paris—Lille, pour être mise à la disposition des usagers. Au moment où les véhicules en circulation sont de plus en plus nombreux et où les accidents, trop souvent dus à l'insuffisance de notre réseau routier, sont en augmentation sensible malgré les précautions prises, il lui demande également de lui dire pour quelles raisons ne sont pas entrepris, de façon concomitante, d'indispensables travaux de remise en état et d'élargissement des routes de raccordement à cette autoroute Paris—Lille, et de certains autres grands itinéraires, dont la disparition n'est ni souhaitable, ni souhaitée [9 avril 1964] (n° 536). — Réponse [21 avril 1964] (p. 165).

M. Pierre Garet rappelle à *M. le ministre de la justice* que les greffiers des tribunaux d'instance et de police attendent vainement d'obtenir, depuis de nombreuses années, et tout spécialement depuis la réforme judiciaire de 1958, un tarif équitable en matière pénale. Puisqu'il semble reconnu par tout le monde, même par les services compétents de la chancellerie, que le tarif actuel est insuffisant, compte tenu du travail demandé et de l'augmentation certaine des charges que supportent ces greffiers, il lui demande dans quel délai il pense faire droit à leurs réclamations justifiées [28 mai 1964] (n° 570). — Réponse [16 juin 1964] (p. 628).

M. Pierre Garet rappelle à *M. le ministre de l'éducation nationale* qu'un arrêté ministériel du 28 juillet 1960 a fixé le montant de la contribution forfaitaire annuelle de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des classes des établissements privés sous contrat d'association. L'article 1er de cet arrêté précise que le montant de cette contribution est fixé par référence au coût d'entretien d'un élève externe d'un établissement d'Etat tel qu'il résulte des enquêtes relatives aux comptes de gestion de l'année 1958, c'est-à-dire au coût de la vie en 1957. Celui-ci étant différent en 1964 de ce qu'il était en 1957, il lui demande de bien vouloir lui donner la raison pour laquelle il n'en a pas été tenu compte, et s'il envisage de prendre un nouvel arrêté qui, en fait comme en droit, s'impose incontestablement [2 octobre 1964] (n° 595). — Réponse [27 octobre 1964] (p. 1161).

M. Pierre Garet rappelle à *M. le Premier ministre* que le *Journal officiel* a publié le 7 décembre 1962 le décret n° 62-1472 portant code de la Légion d'honneur et de la médaille militaire, qui semble ne plus prévoir que ces décorations soient conférées à titre posthume, et abroge tous les textes antérieurs. Les attributions de ce genre n'étant pas autrefois prononcées par décrets individuels, elles étaient groupées en décrets collectifs. Des promesses avaient été faites à de nombreuses familles, après la parution du dernier décret collectif et avant le 7 décembre 1962. Ces promesses n'ont pas été tenues en raison de la publication au *Journal officiel* du texte ci-dessus rappelé. Il lui demande s'il est envisagé de mettre fin à cette situation certainement regrettable et choquante [19 novembre 1964] (n° 619). — Réponse [9 décembre 1964] (p. 2242).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 556** (cf. *supra*) [21 avril 1964] (p. 165, 166). — Est entendu : lors réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 570** (cf. *supra*) [16 juin 1964] (p. 628) ; à sa **question orale n° 595** (cf. *supra*) [27 octobre 1964] (p. 1161). — Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [14 novembre 1964]. — JUSTICE. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur l'organisation générale et l'action du ministère de la justice ; les directions des services judiciaires, l'administration pénitentiaire et l'éducation surveillée ; la fonctionnarisation des greffes (p. 1494 à 1496) ; (p. 1501). — Examen des crédits. — TITRE IV. : *amendement de M. Vignon* (fonctionnement de la cour d'appel de Fort-de-France en Guyane) (p. 1501). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V^e^ plan** [8 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2177, 2178).

GEOFFRE DE CHABRIGNAC (Marquis JEAN de) [Maine-et-Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

GEOFFROY (M. JEAN) [Vaucluse].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, su suffrage universel, du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, tendant à compléter l'article 335-4 du code pénal [4 décembre 1964] (n° 61).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion, en **deuxième lecture, du projet de loi tendant à compléter l'article 335-4 du code pénal (répression du proxénétisme)** [16 décembre 1964] (p. 2395). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture**, de la **proposition de loi relative aux baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal** [16 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 15 *son sous-amendement tendant à modifier le texte additif proposé par l'amendement de M. Delalande* (p. 2399) ; le retire (*ibid.*).

GIACOBBI (M. FRANÇOIS) [Corse].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française [16 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale [15 décembre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants** [4 juin 1964]. — Discussion des articles. — Après l'article 7 : *son amendement tendant à supprimer le vote par correspondance et à le remplacer par le vote par procuration* (p. 497, 498). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française** [18 juin 1964]. — Discussion générale à l'issue des travaux de la commission mixte paritaire (p. 715).

GOLVAN (M. VICTOR) [Morbihan].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [18 juin 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [27 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Interventions :

Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Edouard Bonnefous et de Pontbriand relatives à la **situation de l'industrie touristique française** [14 avril 1964] (p. 126, 127). — Prend part à la discussion de la **proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture** [12 mai 1964]. — Discussion générale (p. 250, 251). — Intervient dans la discussion du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [16 juin 1964]. — Discussion générale (p. 642). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la création d'offices de tourisme dans les stations classées** [26 juin 1964]. — Discussion générale (p. 858, 859). — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Bouquerel :* observations sur les moyens nécessaires au fonctionnement des syndicats d'initiative (p. 861) ; Art. 4 : *observations sur l'amendement de M. Henriet* (p. 863) ; *amendement de M. de La Gontrie* (p. 864) ; Art. 6 : *amendement de M. Bouquerel* (p. 865). — Intervient dans la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [29 juin 1964]. — Discussion générale (p. 919). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [17 novembre 1964]. — COMMISSARIAT AU TOURISME. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur le développement des équipements dans le domaine du nautisme (p. 1606, 1607). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1964]. — AGRICULTURE. — Discussion générale. — Observations sur la lutte contre les maladies contagieuses (fièvre aphteuse, tuberculose bovine) et, en particulier, contre la brucellose des bovidés ; le problème laitier (p. 1751, 1752). — Examen des crédits. — ETAT C, TITRE VI : *amendement de M. Raybaud soutenu par M. Verneuil* (p. 1767).

GRAND (M. LUCIEN) [Charente-Maritime].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le code du travail dans les territoires d'outre-mer [9 avril 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif à la médecine préventive du travail agricole [12 juin 1964] (n° 264).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant prise en charge et revalorisation de droits et avantages sociaux consentis à des Français ayant résidé en Algérie [18 décembre 1964] (n° 116).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution** [20 mai 1964]. — Discussion des articles. — Art. 4 : *soutient le sous-amendement de M. Hugues tendant à maintenir, sans modification, le § 2 de cet article relatif à la fabrication et à la vente des détergents* (p. 364) ; le retire (*ibid.*). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la vaccination**

antipoliomyélitique obligatoire [28 mai 1964]. — Discussion des articles. — Art. 2 *bis : amendement de M. Henriet ;* observations sur la vaccination antivariolique en dehors des centres agréés (p. 404). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la protection maternelle et infantile** [28 mai 1964]. — Discussion des articles. — Art. 4 : *son sous-amendement tendant, dans certains cas, à conserver l'anonymat d'un enfant confié en garde* (p. 414). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, dans la discussion, en **troisième lecture** du **projet de loi sur la médecine préventive du travail agricole** [18 juin 1964]. — Discussion générale (p. 708). — Discussion de l'article unique. — *Son amendement, au premier alinéa, tendant à modifier comme suit l'intitulé du chapitre III du livre VII du code rural : « protection médicale du travail agricole »* (p. 709). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [16 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, SECTION III : MARINE MARCHANDE. — Examen des crédits. — TITRE IV : observations sur la situation des conchyliculteurs inscrits maritimes au regard des lois sociales (p. 1548). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1964]. — AGRICULTURE. — Discussion générale. — Observations sur les problèmes relatifs aux adductions d'eau (p. 1746, 1747). — **Suite de la discussion** [23 novembre 1964]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale. Observations ayant porté notamment sur le problème de l'équipement hospitalier ; la revision des barèmes de répartition des dépenses d'aide sociale entre l'Etat et les collectivités locales ; la situation du personnel hospitalier ; le problème de l'enfance inadaptée (p. 1792 à 1749). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — EDUCATION NATIONALE. — Discussion générale. — Observations sur le problème de l'enfance inadaptée du point de vue de l'éducation nationale et sur le problème de la médecine préventive dans l'enseignement supérieur (p. 1939). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, dans la discussion du **projet de loi portant prise en charge et revalorisation de droits et avantages sociaux consentis à des Français ayant résidé en Algérie** [16 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2406, 2407). — Discussion des articles. — Art. 1er : observations (p. 2408, 2409) ; Art 2 : *amendement de M. Armengaud* (p. 2410) ; Art. 4 : observations (p. 2410) ; Art. 7 : *amendement de M. Gros* (p. 2411) ; Art. 11 : (p. 2412, 2413) ; sur l'ensemble (p. 2415). — **Discussion en deuxième lecture** [18 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2448, 2449).

GRANDVAL (M. GILBERT), **ministre du travail** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

Intervient, en cette qualité, dans la discussion du **projet de loi relatif au fonds d'action sociale pour les travailleurs étrangers** [27 juin 1964]. — Discussion générale (p. 892 à 894) ; dans la discussion du **projet de loi portant extension aux contrôleurs du travail et de la main-d'œuvre de certaines dispositions du code du travail** [27 juin 1964]. — Discussion générale (p. 894). — Intervient dans la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour la **proposition de loi modifiant et complétant le code du travail dans les territoires d'outre-mer** [27 juin 1964] (p. 895). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'affiliation de certaines catégories d'avocats à la caisse nationale des barreaux français** [16 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2394). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** de la **proposition de loi relative aux baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal** [16 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 15 : *amendement de M. Delalande* (p. 2398). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant prise en charge et revalorisation de droits et avantages sociaux consentis à des Français ayant résidé en Algérie** [16 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2407, 2408). — Discussion des articles. — Art. 1er : observations (p. 2408, 2409) ; Art. 2 : *amendement de M. Armengaud* (p. 2409, 2410) ; Art. 4 : (*ibid.*) ; Art. 7 : *amendement de M. Gros* (p. 2411) ; le déclare irrecevable (p. 2412) ; Art. 11 : (p. 2413) ; *amendement de M. Gros* (p. 2414, 2415) ; sur l'ensemble (p. 2414). — **Discussion du projet de loi en deuxième lecture** [18 décembre 1964] (p. 2449).

GRAVIER (M. ROBERT) [Meurthe-et-Moselle].

Questeur du Sénat (élu le 4 octobre 1962).

GREGORY (M. LÉON-JEAN) (Pyrénées-Orientales).

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [7 octobre 1964].

GROS (M. LOUIS) [Français établis hors de France].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française [16 juin 1964].

Est nommé président de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale [15 décembre 1964].

Dépôts législatifs :

Proposition de loi tendant à compléter le code électoral par un article 12 *bis nouveau* [5 mai 1964] (n° 161).

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve plan [7 décembre 1964] (n° 63).

Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite d'une mission accomplie par une délégation de cette commission chargée d'étudier les problèmes posés par la coopération technique en Iran et les échanges culturels avec le Japon [18 décembre 1964] (n° 113).

Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite d'une mission accomplie par une délégation de cette commission chargée d'étudier les questions concernant l'enseignement supérieur et la recherche scientifique en Europe : Grande-Bretagne, Allemagne, Suède, U. R. S. S. [18 décembre 1964] (n° 114).

Question orale avec débat :

M. Louis Gros, informé par la presse, la radio et la télévision des décisions du Gouvernement concernant la suppression de l'examen probatoire, la réorganisation du second cycle de l'enseignement long, la réforme de l'enseignement supérieur, la création d'instituts de formation professionnelle, demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* quels sont les buts poursuivis par le Gouvernement dans ces réformes et quels sont les moyens prévus pour les réaliser [7 octobre 1964]. — Réponse [27 octobre 1964] (p. 1181 et suivantes).

Interventions :

Intervient, en qualité de président de la commission des affaires culturelles, dans la discussion du **projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française** [12 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : observations (p. 599, 600) ; Art. 2 : *soutient l'amendement de M. Hubert Durand tendant à modifier la 2e phrase de cet article en organisant une tutelle conjointe des ministres chargés de l'information et des affaires culturelles* (p. 604) ; le retire (p. 605) ; Art. 3 : *amendement de M. Hubert Durand* (p. 608, 609) ; Art. 4 : *amendement de M. Hubert Durand* (p. 610) ; *amendement de M. Hubert Durand relatif à la publicité commerciale* (p. 612) ; Art. 5 : *amendement de M. Laurens* (p. 614). — **Suite de la discussion à l'issue des travaux de la commission mixte paritaire** [18 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 4 : en qualité de président de la commission mixte paritaire, présente ses observations sur l'amendement de M. Peyrefitte, ministre de l'information (p. 716, 717) ; Art. 6 *bis (nouveau) : amendement de M. Peyrefitte, ministre de l'information tendant à supprimer cet article relatif à l'exercice du droit de réponse au bénéfice de toute personne diffamée ou mise en cause* (p. 718). — **Discussion du projet de loi en deuxième lecture** [23 juin 1964] (p. 757). — Intervient, en qualité de président de la commission des affaires culturelles, en remplacement de M. Bordeneuve, rapporteur pour avis, dans la discussion du **projet de loi sur l'application du principe de réciprocité en matière de protection du droit d'auteur** [26 juin 1964]. — Discussion générale (p. 878). — Discussion des articles. — Art. 2 (nouveau) : *son sous-amendement à l'amendement de M. Marcilhacy tendant à remplacer les mots « visées à l'article 1er » par les mots « dont les titres ont été déposés hors de France dans un pays visé à l'article 1er* (p. 878). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative aux **problèmes scolaires** [27 octobre 1964] (p. 1181 à 1184). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [24 novembre 1963]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale. — Observations sur la situation des Français vivant au Maroc ; la diminution des effectifs d'enseignants au Maroc ; la possibilité de faire bénéficier

certaines personnes (professeurs ou étudiants) de passages gratuits sur des avions voyageant en partie à vide (p. 1861 à 1863). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1964]. — INTÉRIEUR, SERVICE DES RAPATRIÉS. — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE III : *son amendement tendant à la suppression des crédits inscrits à ce titre afin de provoquer de la part du Gouvernement l'élaboration d'un rapport sur les conditions d'application de la loi du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer ; le retire* (p. 1908). — Intervient, en qualité de président de la commission des affaires culturelles, dans la discussion du **projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale** [3 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2111). — Prend part, en qualité de président et rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, à la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V^e plan** [7 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2165, 2166). — **Suite de la discussion** [8 décembre 1964]. — Discussion de l'article unique : *amendement de M. Filippi* (p. 2233). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture, du projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale** [14 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1^er : *amendement de M. Chauvin* (p. 2312) ; Art. 1^er *bis :* observations (p. 2313). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant prise en charge et revalorisation de droits et avantages sociaux consentis à des Français ayant résidé en Algérie** [16 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 7 : *son amendement tendant à assimiler les Français rapatriés de Tunisie et du Maroc aux rapatriés d'Algérie* (p. 2411, 2412) ; Art. 11 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2413, 2414).

GUILLAUMOT (M. PAUL) [Yonne].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

GUILLE (M. GEORGES) [Aude].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Question orale avec débat :

M. Georges Guille demande à *M. le Premier ministre*, à la suite de la dernière conférence de presse et du voyage de M. le Président de la République dans divers pays d'Amérique du Sud, de définir la politique extérieure, tant européenne que mondiale, que le Gouvernement entend suivre actuellement [13 octobre 1964]. — Réponse [1^er décembre 1964] (p. 2043 et suivantes).

Interventions :

Intervient au cours du débat sur les **questions orales de MM. Talamoni et Coutrot relatives au problème social du logement** [21 avril 1964] (p. 179). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique extérieure** [1^er décembre 1964] (p. 2043 à 2047) ; (p. 2053). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relative à certains équipements militaires** [9 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2256, 2257).

GUILLOU (M. LOUIS) [Finistère].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le code du travail dans les territoires d'outre-mer [9 avril 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [20 novembre 1964]. — AGRICULTURE. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur la vulgarisation agricole ; les problèmes d'enseignement ; le problème spécifique de la Bretagne (p. 1737, 1738).

GUYOT (M. RAYMOND) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Questions orales :

M. Raymond Guyot expose à *M. le ministre des armées* que la presse à nouveau s'est faite l'écho de l'émotion populaire suscitée par les sanctions dont viennent d'être l'objet de nombreux soldats du contingent appartenant à des unités stationnées en France et en Allemagne, à la suite de manifestations de mécontentement provoquées par des mesures vexatoires et une nourriture déplorable. En conséquence, il lui demande : 1° Quelles mesures il compte prendre pour annuler toutes les sanctions prises à l'encontre des soldats ayant participé à des réclamations collectives ; 2° S'il n'envisage pas, pour supprimer les causes réelles de ce mécontentement, de réformer l'ordinaire en portant la prime d'alimentation immédiatement à 5 F par jour, en prévoyant une rénovation rapide du matériel de cuisine et des réfectoires, en faisant participer les appelés à la gestion et au contrôle de l'ordinaire par la création de « groupes de gestion et de contrôle » par compagnie désignés par les soldats eux-mêmes ; 3° S'il n'envisage pas de faire participer les soldats du contingent, les organisations de jeunesse, syndicats et partis à la « commission Gambiez » chargée d'étudier une refonte du règlement de discipline générale, dont quelques principes essentiels devraient être : le respect de la dignité de l'appelé par la suppression de toutes mesures vexatoires, brimades physiques et morales, y compris l'obligation de saluer à l'extérieur de la caserne, et la suppression des patrouilles militaires ; le respect de la liberté d'opinion en garantissant le droit de lire la presse de son choix, le droit d'assister et de parler aux réunions publiques et la possibilité d'exercer tous ses droits de citoyen ; la possibilité pour les soldats de faire connaître leurs réclamations au commandement, sans craindre les sanctions ; des garanties réelles pour l'appelé, du point de vue de sa défense, lors de l'établissement d'un motif de punition, grâce à la possibilité de soumettre son cas, en toute quiétude et directement à des commissions régimentaires de soldats ou de compagnie, composées de soldats désignés par la troupe ; la suppression de l'activité de la sécurité militaire dans tout domaine qui n'est pas purement celui de la défense nationale ; la création d'un véritable « Statut du soldat » garantissant ces droits [20 février 1964] (n° 550). — Réponse [14 avril 1964] (p. 115).

M. Raymond Guyot rappelle à *M. le ministre des armées* l'accident regrettable qui s'est produit le 26 mai 1964 au camp de la Valbonne (Ain) au cours du nettoyage d'une cuve à vin et qui causa la mort d'un jeune soldat père de famille. Il lui demande : 1° si toutes précautions avaient bien été prises avant de faire procéder au nettoyage en question ; 2° si tous les soins ont bien été donnés à l'accidenté et dans les délais les plus brefs. Dans le cas contraire il lui demande s'il n'entend pas nommer une commission d'enquête composée de sénateurs et de députés à laquelle pourraient participer des appelés du camp de la Valbonne pour déterminer les circonstances exactes de la mort de ce jeune soldat et les responsabilités exactes du commandement et s'il n'entend pas prendre de sévères sanctions à l'encontre des responsables pour que de tels faits ne se reproduisent plus. [24 juin 1964] (n° 586).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat, chargé des relations avec le Parlement, à sa **question orale n° 550** (*cf. supra*) [14 avril 1964] (p. 115 à 117). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [24 novembre 1964]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion générale (p. 1845, 1846). — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale (p. 1858, 1859). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales de MM. Guille et Moutet relatives à la **politique extérieure et à l'utilisation des armements nucléaires** [1^er décembre 1964] (p. 2048 à 2050).

H

HABIB-DELONCLE (M. MICHEL), **secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères** (2^e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 décembre et 6 décembre 1962).

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant convention franco-espagnole relative à l'aménagement du cours supérieur de la Garonne** [21 mai 1964]. — Discussion générale (p. 374) ; dans la discussion du **projet de loi portant ratification d'un décret relatif au recouvrement des prélèvements et taxes compensatoires dans la Communauté économique européenne** [21 mai 1964]. — Discussion générale (p. 377). — Intervient dans la discussion des **projets de loi autorisant l'approbation de trois accords de coopération en matière de justice passés avec le Sénégal, le Congo-Brazzaville et le Gabon** [8 octobre 1964]. — Discussion générale commune (p. 1054, 1055, 1056). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [24 novembre 1964]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale. — Répond aux observations présentées sur la politique de la France à l'étranger (p. 1863 à 1867). — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE III : *amendement de M. Bossus* (projet de l'avion *Con-*

corde (p. 1867). — Prend la parole au cours du débat sur les questions orales de MM. Guille et Moutet relatives à la **politique extérieure et à l'utilisation des armements nucléaires** [1er décembre 1964] (p. 2050 à 2054). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant convention franco-espagnole sur la pêche en Bidassoa** [1er décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2056). — Intervient dans la discussion du **projet de loi autorisant la ratification d'une convention internationale pour le transport des passagers par mer** [17 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2425); dans la discussion du **projet de loi autorisant l'approbation de la convention du Conseil de l'Europe sur les cas de pluralité de nationalités** [17 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2426); dans la discussion du **projet de loi autorisant la ratification du traité de commerce et de navigation entre la France et l'Albanie** [17 décembre 1964] (*ibid.*) ; dans la discussion du **projet de loi autorisant l'approbation des accords sur les télécommunications par satellites** [17 décembre 1964] (p. 2427); dans la discussion du **projet de loi autorisant la ratification de la convention en matière d'impôts entre la France et la Belgique** [17 décembre 1964] (p. 2428). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi tendant à constater l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité** [17 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2431).

HALGOUET (M. ROGER DU) [Ille-et-Vilaine].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [18 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Est élu juge titulaire de la Haute Cour de justice [17 novembre 1964].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [13 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 17 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article établissant un prélèvement sur les sociétés de courses* (p. 1467).

HAMON (M. YVES) [Finistère].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** de la **proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture** [18 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 16 B : *son amendement tendant à soumettre à l'avis des organisations professionnelles les plus représentatives de la région intéressée, les adaptations régionales du contrat collectif* (p. 706). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [20 novembre 1964]. — AGRICULTURE. Discussion générale. — Oservations ayant porté notamment sur le problème spécifique de la Bretagne (p. 1760).

HENRIET (M. JACQUES) [Doubs].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Est nommé membre suppléant du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [9 décembre 1964].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale relatif à la vaccination antipoliomyélitique obligatoire et à la répression des infractions à certaines dispositions du code de la santé publique [19 mai 1964] (N° 175).

Interventions :

Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Naveau, Errecart, Kauffmann, Dulin et David relatives à la **politique agricole du Gouvernement** [28 avril 1964] (p. 215). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion du **projet de loi relatif à la vaccination antipoliomyélitique obligatoire** [28 mai 1964]. — Discussion générale (p. 400 à 402). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. René Dubois* (p. 403) ; Art. 2 *bis* : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article* 10-1 *du code de la santé publique visant à engager la responsabilité de l'Etat pour toutes les vaccinations obligatoires* (p. 403) ; *après réunion en commission, propose un nouvel amendement précisant que la responsabilité de l'Etat ne sera engagée que lorsque la vaccination aura lieu dans des centres agréés* (p. 404) ; Art. 5 (*nouveau*) : *son amendement tendant à supprimer cet article condamnant la propagande faite contre cette loi* (p. 406). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Tinant et Courrière relatives à la **situation du réseau routier** [23 juin 1964] (p. 739). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne** [23 juin 1964]. — Discussion générale (p. 750). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la création d'offices de tourisme dans les stations classées** [26 juin 1964]. — Discussion générale (p. 858). — Discussion des articles. — Art. 4 : *son amendement tendant à compléter cet article par une disposition prévoyant que le conseiller général de canton est membre de droit du comité de direction* (p. 863). — Intervient dans la discussion en **deuxième lecture du projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne** [29 juin 1964]. — Discussion générale (p. 908). — Intervient au cours du débat sur les questions orales déposées par plusieurs sénateurs relatives aux **problèmes scolaires** [27 octobre 1964] (p. 1193). — Intervient dans la discussion du **projet de loi instituant de bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation** [29 octobre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 17 : demande à M. le ministre de lui donner une définition du « logement social » (p. 1235). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [13 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 24 : *amendement de M. Dulin* (taxes sur les corps gras) (p. 1486). — **Suite de la discussion** [17 décembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — CHEMIN DE FER. — RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS. — Discussion générale (p. 1600). — Examen des crédits. — TITRE IV : observations sur l'amélioration de la sécurité ferroviaire (p. 1601, 1602). — COMMISSARIAT AU TOURISME. — Discussion générale (p. 1611). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1964]. — AGRICULTURE. — Discussion générale. — Observations sur le problème de l'amélioration économique des familles agricoles (p. 1750, 1751). — **Suite de la discussion** [23 novembre 1964]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 1782) ; observations sur le problème de l'enfance inadaptée et sur celui de l'institut européen du cerveau (p. 1795, 1796). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — EDUCATION NATIONALE. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur la transformation des écoles de médecine en facultés (p. 1939, 1940). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve plan** [8 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2227, 2228).

HEON (M. GUSTAVE) [Eure].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [9 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [28 mai 1964] (n° 202).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [11 juin 1964] (n° 257).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [18 juin 1964] (n° 273).

Question orale avec débat :

M. Gustave Héon demande à *M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative* de bien vouloir faire connaître au Sénat : 1° les critères retenus pour la répartition des sièges dans les commissions de développement économique régional,

notamment en ce qui concerne la présence et le nombre des élus ; 2° le rôle dévolu à ces commissions dans l'élaboration des tranches régionales du plan d'équipement national, et, plus particulièrement, en ce qui concerne leur participation à l'élaboration des décisions ; 3° les rapports organiques et fonctionnels qui devront s'établir, d'une part entre ces commissions et les conférences administratives régionales et, d'autre part, entre lesdites commissions et les comités régionaux d'expansion économique ; 4° le mode d'élaboration de l'ordre du jour des travaux de ces commissions et le mode de détermination de la fréquence de leurs travaux [14 avril 1964]. — Réponse [2 juin 1964] (p. 435 et suivantes).

Interventions :

Prend la parole au cours du débat sur sa **question orale relative à la réforme administrative** [2 juin 1964] (p. 435, 436). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion du **projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants** [3 juin 1964]. — Discussion générale (p. 456). — **Suite de la discussion** [4 juin 1964]. — Discussion des articles : art. 1er : *amendement de M. Talamoni* (p. 487) ; *son amendement tendant une nouvelle rédaction de cet article disposant notamment que la loi s'appliquera à toutes les communes de plus de 30.000 habitants sans excepter ni Lyon, ni Marseille et que le mode de scrutin différera au 1er et au second tour* (p. 488) ; *sous-amendement de M. Dailly* (p. 489) ; répond aux observations présentées par M. Richard sur les 2e et 3e alinéas de son amendement (p. 491) ; après renvoi de cet amendement à la commission présente un nouvel amendement modifiant la rédaction du 3e alinéa (p. 492, 493) ; Art. 2 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 494) ; Art. 4 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (*ibid.*) ; Art. 5 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article précisant les conditions de présentation des candidats* (p. 495) ; Art. 6 : *son amendement tendant à augmenter de vingt-quatre heures le délai pour le dépôt des déclarations de candidatures au 2e tour* (p. 496) ; le retire (p. 497) ; Art. 7 : *son amendement tendant à supprimer les 2e et 3e alinéas de cet article afin de maintenir le statu quo pour le remplacement des conseillers municipaux de Paris* (p. 497) ; après l'article 7 : *amendement de M. Estève* (*ibid.*) ; *amendement de M. Giacobbi* (p. 498) ; *son amendement tendant à modifier l'intitulé du projet de loi* (*ibid.*). — **Discussion en deuxième lecture** [18 juin 1964]. — Discussion générale (p. 695, 696). — Discussion des articles. — Demande le rejet des articles pour lesquels les deux Chambres du Parlement n'ont pas encore adopté un texte identique (*ibid.*).

HERZOG (M. MAURICE), **secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962. — Nomination du 11 juin 1963).

En cette qualité, intervient dans la discussion du **projet de loi tendant à la répression du dopage dans les compétitions sportives** [3 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1259, 1261, 1262) ; observations sur la demande de M. Philippon de renvoyer ce texte pour étude devant la commission des lois (p. 1262). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Noury tendant à exclure de l'application de cette loi les jeunes gens de moins de 18 ans* (p. 1263) ; Art. 2 : *amendement de M. Noury et sous-amendement de M. Benoist* (p. 1263, 1264) ; Art. 3 : *amendement de M. Noury* (p. 1264) ; *son amendement tendant à modifier cet article afin de permettre le prélèvement, pour les jeunes de moins de 18 ans, même si l'infraction n'est pas retenue* (*ibid.*) ; Art. 4 : *amendement de M. Noury* (p. 1265). — Répond à la question orale de M. Daniel Benoist relative à la **situation de certains techniciens des travaux publics d'Etat** [15 décembre 1964] (p. 2336) ; à la question orale de M. Suran sur la **structure de l'enseignement supérieur agricole** (p. 2337). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales de MM. Vallon et Mistral relatives à la **préparation des jeux olympiques de Grenoble** [15 décembre 1964] (p. 2342, 2344, 2345).

HOUDET (M. ROGER) [Seine-Maritime].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [18 juin 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [27 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [7 octobre 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [16 décembre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [2 avril 1964] (n° 113).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur la proposition de loi adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [11 juin 1964] (n° 255).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [23 juin 1964] (n° 282).

Avis, présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve plan [4 décembre 1964] (n° 62).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion de la **proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture** [12 mai 1964]. — Discussion générale (p. 245 à 248). — Discussion des articles. — Titre Ier. — Art. 1er : *son amendement tendant à reprendre le texte voté par l'Assemblée nationale pour le 1er alinéa et à modifier la définition des produits susceptibles d'être inscrits sur la liste de ceux qui seront soumis à l'application du système contractuel* (p. 253) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 2e alinéa de cet article relatif à l'établissement de la liste des produits qui pourraient être soumis aux dispositions de la présente loi* (p. 254) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 3e alinéa de cet article relatif aux accords interprofessionnels à long terme* (*ibid.*) ; *sous-amendement de M. Kauffmann, soutenu par M. Bajeux* (p. 254) ; *son amendement tendant à modifier le 4e alinéa de cet article relatif à la participation des organisations représentatives de la coopération agricole* (p. 254) ; *son amendement rédactionnel au 5e alinéa de cet article* (*ibid.*) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de cet article disposant que « les produits soumis aux accords interprofessionnels bénéficient des mesures d'organisation et de soutien des marchés qui régissent la production considérée »* (*ibid.*, p. 255) ; *amendement de M. Namy* (p. 255) ; Art. 1er *bis* : *son amendement tendant à supprimer cet article* (*ibid.*). TITRE II. — Art. 2 : *ses amendements tendant à modifier les 1er, 2e et 3e alinéas de cet article relatif aux accords interprofessionnels à long terme* (*ibid.*) ; *son amendement rédactionnel aux 4e et 5e alinéas* (p. 256) ; Art. 3 : *son amendement tendant à une meilleure présentation du texte* (p. 256) ; *son amendement tendant à une rédaction plus précise des 3 premiers alinéas de cet article* (*ibid.*) ; *son amendement rédactionnel au 5e alinéa* (*ibid.*) ; *au 6e alinéa* (*ibid.*) ; *amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture* (*ibid.*) ; *son amendement rédactionnel au 7e alinéa de cet article* (p. 256) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 8e alinéa de cet article relatif aux modes de fixation des prix entre les parties contractantes* (p. 257) ; Art. 4 : *son amendement tendant à supprimer cet article devenu sans objet* (*ibid.*) ; Art. 5 : *son amendement tendant à rendre obligatoire l'inscription des clauses générales dans les accords* (*ibid.*) ; *son amendement tendant à une meilleure rédaction du paragraphe 1er de cet article* (*ibid.*) ; *son amendement rédactionnel au 2e § (ibid.)* ; *son amendement, au 3e alinéa, tendant à obtenir des utilisateurs la garantie mutuelle de prise en charge des produits agricoles* (*ibid.*) ; *amendement de M. Namy* (*ibid.*) ; *son amendement au § 5 relatif aux sanctions et indemnisations en cas d'inexécution des obligations* (p. 258) ; Art. 6 : *son amendement tendant à supprimer le 2e alinéa de cet article* (*ibid.*) ; Art. 7 : *son amendement relatif aux interventions du Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles* (F.O.R.M.A.) (p. 258) ; *son amendement, au 2e alinéa, relatif à la procédure suivie pour l'extension*

des accords interprofessionnels (p. 258) ; le retire et se rallie au sous-amendement proposé par le Gouvernement (*ibid.*) ; *sous-amendements de M. Namy* (p. 259) ; Art. 8 : *son amendement rédactionnel* (*ibid.*) : TITRE III. — Art. 9 : *son amendement relatif aux conditions qui doivent être inscrites dans la convention de campagne* (p. 260) ; *sous-amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture* (*ibid.*) ; *sous-amendement de M. Dailly* (p. 261) ; Art. 9 *bis* : *son amendement tendant à modifier le 1er alinéa de cet article en ce qui concerne l'exécution des accords interprofessionnels en cas de cession d'une entreprise* (p. 261) ; *son amendement tendant à remplacer le 2e alinéa de cet article par deux paragraphes modifiant respectivement les articles 2101 et 2104 du code civil relatifs aux privilèges généraux sur les meubles et les immeubles* (*ibid.*) ; *sous-amendement de M. Molle* (p. 262) ; Art. 9 *ter* : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 262, 263) ; *amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture* (p. 264) ; Art. 11 : *son amendement tendant à supprimer la référence à l'art. 32 de la loi n° 60-808 du 5 août 1960* (p. 264) ; TITRE IV. — Art. 12 : *son amendement tendant à supprimer le 2e alinéa de cet article* (p. 265) ; Art. 13 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 1er alinéa de cet article* (*ibid.*) ; *son amendement tendant, au 2e alinéa de cet article, à préciser que l'emploi des cotisations visées soit laissé à la libre décision des organisations interprofessionnelles* (p. 265) ; *sous-amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture ;* observations (p. 265, 266) ; Art. 14 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif au financement des programmes de commercialisation par les caisses de crédit agricole* (p. 266) ; *sous-amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture* (p. 267) ; Art. 16 : *son amendement relatif à une nouvelle rédaction de cet article relatif aux contrats d'intégration* (p. 267) ; *sous-amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture* (p. 268) ; *sous-amendement de M. Pauzet* (*ibid.*) ; Art. 16 A (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article relatif à la substitution d'un contrat collectif, conforme à un contrat type, aux contrats individuels d'intégration* (p. 268, 269) ; Art. 15 *bis* (*nouveau*) : *amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture ;* observations ; demande l'insertion de cet amendement à l'article 2 (p. 269) ; *son amendement tendant à insérer un Titre V : « des contrats d'intégration »* (p. 270) ; Art. 16 B (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article précisant les conditions et les garanties qui doivent être portées dans les contrats d'intégration* (p. 270) ; Art. 16 B *bis* (*nouveau*) : *amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture* (*ibid.*) ; Art 16 C (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article relatif à l'homologation par le ministre de l'agriculture des contrats d'intégration* (*ibid.*) ; Art. 16 D (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article disposant que les articles 8 et 14 de la présente loi ne sont pas applicables aux accords ou contrats types visés au présent titre* (*ibid.*) ; après l'article 16 D : *amendement de M. Kauffmann soutenu par M. Bajeux* (p. 271) ; Art. 16 E (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article relatif à la période transitoire de la politique agricole commune de la Communauté économique européenne* (p. 271) ; après l'article 16 E : *son amendement tendant à insérer, avant l'art. 16 bis, le nouvel intitulé suivant :* « TITRE VI. — DISPOSITIONS DIVERSES » (*ibid.*) ; Art. 16 *ter* (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article relatif aux conditions des enquêtes statistiques* (p. 271, 272) ; Art. 16 *quater* (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article prévoyant un droit de préférence dans les marchés publics au bénéfice des groupements de producteurs reconnus* (p. 272) ; Art. 17 : *amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture* (p. 273) ; *son amendement tendant à modifier l'intitulé de la proposition de loi* (*ibid.*). — **Discussion de ce texte en deuxième lecture** [18 juin 1964]. — Discussion générale (p. 700). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 5e alinéa de cet article concernant la définition des conditions d'intervention des coopératives dans la discussion, et la signature des accords interprofessionnels* (*ibid.*) ; Art. 3 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 7e alinéa concernant la définition des disciplines communes aux cosignataires* (p. 701) ; Art. 5 : *son amendement, à l'alinéa 4, tendant à supprimer la référence aux quantités livrées* (p. 702) ; Art. 6 : *son amendement tendant à supprimer le 2e alinéa de cet article* (*ibid.*) ; Art. 7 : *son amendement tendant à compléter,* in fine, *cet article par une disposition relative aux conditions de l'extension d'un accord interprofessionnel* (*ibid.*) ; Art. 8 : *son amendement rédactionnel* (*ibid.*) ; Art. 9 : *son amendement tendant :* 1° *au premier alinéa de cet article à remplacer le mot « détermine » par le mot « adapte » ;* 2° *au deuxième alinéa à insérer, après le mot « adapte » le mot « également »* (p. 703) ; *son amendement tendant à une rédaction plus précise du dernier alinéa de cet article* (*ibid.*) ; Art. 9 *ter* : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif à la résiliation des contrats par suite de cession partielle ou totale* (*ibid.*), (p. 704) ; Art. 12 : *son amendement tendant à supprimer le 2e alinéa de cet article disposant que l'article 8 est applicable aux conventions de campagne et aux contrats types* (p. 704) ; Art. 13 : *son amendement tendant à modifier le 2e alinéa de cet article qui vise l'utilisation des taxes parafiscales ou des cotisations par les cosignataires* (p. 704) ; Art. 14 : *son amendement relatif à l'attribution des prêts du crédit agricole* (p. 705) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 16 : *son amendement rédactionnel* (*ibid.*) ; Art. 16 B : *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 706) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 16 D : *son amendement tendant à supprimer le* § II *de cet article relatif au dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi définissant le régime fiscal des firmes intégrantes et des entreprises industrielles de production agricole* (p. 706) ; Art. 16 *quater : amendement de M. Hector Dubois* (*ibid.*) ; Art. 16 *quinquies : amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture* (p. 707) ; *son amendement tendant à modifier l'intitulé de la proposition de loi* (*ibid.*). — **Suite de la discussion** [26 juin 1964] ; en qualité de rapporteur, pour le Sénat, de la commission mixte paritaire, expose les conclusions du rapport de la commission sur les dispositions restant en discussion de la **proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un régime contractuel en agriculture.** — Discussion générale (p. 866, 867). — Discussion des articles. — Art. 13 : observations (p. 868). — Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances à la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [19 novembre 1964]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE (SERVICES GÉNÉRAUX. — DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL). — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur la promotion sociale, la recherche scientifique et technique, les recherches spatiales, l'énergie atomique et l'aménagement du territoire (p. 1668 à 1672). — Examen des crédits. — TITRE VI de l'ETAT C : *amendement de M. Descours Desacres* (incitations financières en faveur des communes regroupées) (p. 1681). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des finances à la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve plan** [7 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2155 à 2159). — Prend la parole sur le procès-verbal de la séance du 9 décembre 1964 (scrutin sur l'ensemble de la loi de programme relative à certains équipements militaires) [14 décembre 1964] (p. 2289). — Intervient dans la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [18 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2441 à 2443).

HUGUES (M. EMILE) [Alpes-Maritimes].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à compléter les dispositions du chapiter IV *bis* du livre Ier du code du travail concernant les conventions collectives [19 mai 1964] (N° 184).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution** [20 mai 1964]. — Discussion des articles. — Art. 9 : *amendements de M. Jacquet, ministre des travaux publics ;* observations sur le rôle des élus des collectivités locales (p. 339) ; (p. 341). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants** [3 juin 1964]. — Discussion générale (p. 456 à 458). — **Suite de la discussion** [4 juin 1964]. — Explique son vote sur l'ensemble (p. 499). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française** [12 juin 1964]. — Discussion générale (p. 597, 598). — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Hubert Durand* (p. 604) ; Art. 3 : *amendements de MM. Chauvin et Laurens* (p. 607) ; explique son vote (*ibid.*) ; *amendement de M. Hubert Durand* (p. 609) ; Art. 4 : *amendement de M. Hubert Durand relatif à la publicité commerciale* (p. 612, 613) ; Art. 5 : *amendements de MM. Laurens et Carcassonne* (p. 616). — **Discussion en deuxième lecture** [23 juin 1964]. — Discussion générale (p. 757). — Prend part à la discussion du **projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation** [29 octobre 1964]. — Discussion générale (p. 1211 à 1213). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant**

modification des dispositions du code civil relatives à la tutelle et à l'émancipation [5 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : observations sur l'amendement de M. Jozeau-Marigné à l'art. 459 du code civil (p. 1337, 1338) ; *amendement de M. Jozeau-Marigné au 2e alinéa de l'art. 459 relatif à l'apport en société* (p. 1339, 1340). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [13 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1432 à 1435). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1964]. — AGRICULTURE. — Discussion générale. — Observations sur l'horticulture moderne (p. 1744, 1745). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale** [3 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2108, 2109). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve plan** [7 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2167 à 2170). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [14 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 15 : *amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat* (p. 2306).

I

ISAUTIER (M. ALFRED) [La Réunion].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [14 novembre 1964]. — DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 1505, 1506, 1507).

J

JACQUET (M. MARC), **ministre des travaux publics et des transports** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution** [19 mai 1964]. — Discussion générale (p. 286). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Lalloy et sous-amendements de MM. Namy et Armengaud* (p. 312) ; Art. 1er *bis : amendement de M. Lalloy interdisant le déversement des déchets industriels ou atomiques dans les eaux de mer* (p. 315) ; Art. 2 : *son sous-amendement tendant à réserver le classement provisoire des eaux, proposé par l'amendement de M. Lalloy, aux deux catégories qui ne présenteront pas de contestations* (p. 317) ; le retire (p. 318) ; répond à M. Bousch (p. 320). — **Suite de la discussion** [20 mai 1964]. — Art. 5 : *amendement de M. Lalloy* (p. 334) ; Art. 8 : *amendement de M. Lalloy* (p. 335) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel 9 B (nouveau) relatif à la création, sous le nom d'agences d'Etat, des établissements publics de l'Etat* (p. 336) ; l'amendement est réservé (*ibid.*) ; Art. 9 : *ses amendements tendant à insérer quatre articles nouveaux, 9 B, 9 C, 9 D, 9 E, relatifs respectivement aux agences, établissements publics nouveaux, aux attributions de ces agences, aux redevances qu'elles percevront et aux modalités d'application de ces quatre articles nouveaux* (pp. 338, 339, 340) ; *son sous-amendement complétant le texte proposé par l'amendement de M. Le Bellegou par divers alinéas relatifs aux agences financières de bassin* (p. 342) ; Art. 9 *bis (nouveau) : amendement de M. Lalloy* (p. 342) ; Art. 10 : *amendement de M. Le Bellegou relatif à la création d'un comité national de l'eau* (p. 343) ; *ses sous-amendements à l'amendement de M. Le Bellegou tendant à remplacer le début des deuxième et quatrième alinéas de ce texte par les mots : « de donner son avis sur »* (p. 344) ; cet amendement rectifié devient l'article 9 *ter ;* Art. 11 : *amendement de M. Lalloy* (p. 345) ; Art. 28 : *amendement de M. Verdeille tendant à supprimer cet article créant des cours d'eau mixtes* (pp. 350, 351, 352) ; Art. 29 : *amendement de M. Lalloy* (p. 353) ; *amendement de M. de Villoutreys* (ibid., p. 354) ; Art. 33 : *amendement de M. Lalloy* (p. 355, 356) ; Art. 44 : *amendement de M. Lalloy* (p. 359) ; Art. 51 : *amendement de M. Namy* (p. 361) ; Art. additionnel 51 *ter (nouveau) : amendement de M. Lalloy relatif au régime des ouvrages d'emmagasinement des eaux superficielles* (p. 362) ; Art. 4 (*précédemment réservé*) : *amendement de M. Lalloy* (p. 364) ; sur l'ensemble ; remercie le Sénat de la collaboration qu'il a apportée au Gouvernement dans l'élaboration de ce texte (p. 366). — Intervient au cours du débat sur le **projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne** [23 juin 1964]. — Discussion générale (pp. 743 à 745) ; (pp. 749, 751) ; répond à M. Courrière (p. 752). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi portant prorogation des délais de revision de certaines rentes viagères constituées entre particuliers** [23 juin 1964]. — Discussion de l'article unique : *son amendement tendant à ajouter un article additionnel 2 nouveau modifiant le dernier alinéa de l'article 4 de la loi de 1949 afin de préciser que cet alinéa n'a aucune incidence sur les dispositions résultant de la loi du 2 juillet 1963* (p. 754). — Intervient dans la discussion du **projet de loi réprimant la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures** [2 décembre 1964]. — Discussion générale (pp. 2073, 2074). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Marcilhacy* (p. 2075) ; *amendement de M. Marcilhacy* (ibid.) ; *amendement de M. Marcilhacy* (p. 2677). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture**, du **projet de loi relatif au régime et à la pollution des eaux** [2 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er *bis : amendements de MM. Delagnes et David* (p. 2083) ; *amendement de M. David* (p. 2084) ; *amendement de M. David* (p. 2085) ; Art. 2 : *amendement de M. Verdeille* (p. 2087) ; Art. 9 : *amendement de M. Driant, soutenu par M. Pauzet* (p. 2088) ; Art. 9 *ter : amendement de M. Verdeille* (p. 2089).

JAGER (M. RENÉ) [Moselle].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 64-71 du 27 janvier 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation applicables à divers produits relevant du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier et qui a institué des droits de douane différentiels sur certaines importations de ces produits [21 mai 1964] (n° 193).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 64-129 du 12 février 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation applicables à diverses fontes relevant du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier [21 mai 1964] (n° 194).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 64-294 du 4 avril 1964, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation applicables à divers produits relevant du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier [21 mai 1964] (n° 195).

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1965, adopté par l'Assemblée nationale [12 novembre 1964] (n° 25).

Question orale avec débat :

M. René Jager demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* quelles sont ses intentions en ce qui concerne la réforme du baccalauréat [30 juin 1964]. — Réponse [27 octobre 1964] (pp. 1172 et suivantes).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi ratifiant le décret du 27 janvier 1964 sur les droits de douane d'importation portant sur des produits sidérurgiques relevant du traité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier** [9 juin 1964]. — Discussion générale (p. 527, 528) ; à la discussion du **projet de loi portant ratification du décret du 12 février 1964 sur les droits de douane d'importation de fontes** (p. 529) ; à la discussion du **projet de loi portant ratification du décret du 4 avril 1964 sur les droits de douane d'importation de divers produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier** (*ibid.*). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la création d'offices de tourisme dans les stations classées** [26 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 4 : *observations sur l'amendement de M. Henriet* (p. 863). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative à la **réforme du baccalauréat** [27 octobre 1964] (p. 1172 à 1173). — Intervient, en qualité de rapporteur spécial, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [26 novembre 1964]. — SERVICES FINANCIERS ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — Discussion générale (p. 1990, 1991).

JAMAIN (M. EUGÈNE) [Cher].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

JOXE (M. LOUIS), **ministre d'Etat chargé de la réforme administrative** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

En cette qualité, intervient dans la discussion du **projet de loi autorisant un recrutement exceptionnel de fonctionnaires de la sûreté nationale et de la préfecture de police** [11 juin 1964]. — Discussion générale (p. 539). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendements de M. Nayrou* (p. 540) ; dans la discussion du **projet de loi portant modification de l'article 2 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut des fonctionnaires** [11 juin 1964]. — Discussion générale (p. 543 à 545, 546). — Discussion des articles. — Article additionnel 2 (*nouveau*) : *amendement de M. Nayrou* (p. 547) ; Art. 3 (*nouveau*) : *amendement de M. Bernier* (p. 548) ; dans la discussion du **projet de loi relatif à l'attribution d'une pension proportionnelle aux administrateurs civils et aux administrateurs des postes et télécommunications** [11 juin 1964]. — Discussion générale (p. 550, 551). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi portant modification de l'article 2 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut des fonctionnaires** [25 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 3 : *amendement de M. Bernier* (p. 807, 808).

JOZEAU-MARIGNE (M. LÉON) [Manche].

Vice-président du Sénat (élu le 4 octobre 1962).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [9 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

En qualité de vice-président du Sénat préside la séance du 16 avril 1964 ; la séance du 19 mai 1964 ; la séance du 21 mai 1964 ; la séance du 2 juin 1964 ; la séance du 9 juin 1964 ; la 2e séance du 16 juin 1964 ; la séance du 26 juin 1964 ; la séance du 29 juin 1964 ; la séance du 15 octobre 1964 ; la séance du 27 octobre 1964 ; la séance du 3 novembre 1964 ; la séance du 14 novembre 1964 ; la séance du 16 novembre 1964 ; la séance du 17 novembre 1964 ; la séance du 18 novembre 1964 ; la séance du 19 novembre 1964 ; la séance du 23 novembre 1964 ; la séance du 24 novembre 1964 ; la séance du 25 novembre 1964 ; au cours de cette séance associe le Sénat à l'hommage rendu par M. Pinton à la mémoire de M. Borgeaud, ancien sénateur (p. 1905). — Préside la séance du 26 novembre 1964 ; la 2e séance du 8 décembre 1964 ; la 2e séance du 9 décembre 1964 ; la séance du 14 décembre 1964 ; la séance du 15 décembre 1964 ; la séance du 18 décembre 1964 ;

Dépôts législatifs :

Proposition de loi tendant à proroger le délai prévu par le troisième alinéa de l'article 2 *bis* de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers [4 juin 1964] (n° 214).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier le 3° de l'article 2102 du code civil [29 juin 1964] (n° 321).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlemnet et d'administration générale, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, portant modification des dispositions du code civil relatif à la tutelle et à l'émancipation [27 octobre 1964] (n° 15).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlemnet et d'administration générale, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 380 du code des douanes [29 octobre 1964] (n° 19).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant modification des dispositions du code civil relatives à la tutelle et à l'émancipation [26 novembre 1964] (n° 50).

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur les **questions orales de MM. Talamoni et Controt relatives au problème social du logement** [21 avril 1964] (p. 179, 180). — Intervient dans la discussion du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [16 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 4 *bis : amendement de M. Restat* ; observations (p. 654, 656). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion de la **proposition de loi tendant à modifier le 3° de l'article 2102 du code civil traitant des privilèges spéciaux sur les meubles** [5 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1325, 1326). — Discussion de l'article unique : *son amendement tendant à supprimer cet article (ibid.).* — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion du **projet de loi portant modification des dispositions du code civil relatives à la tutelle et à l'émancipation** [5 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1326, 1327). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'art.* 391 *du code civil modifiant les pouvoirs de l'administrateur légal sous contrôle judiciaire lorsque le juge de tutelle demande qu'il soit mis fin à l'administration légale* (p. 1329) ; *son amendement tendant à rétablir l'art.* 404 *du code civil relatif au remplacement du tuteur (ibid.)* ; *observations sur les amendements de M. Bajeux et de M. Foyer, garde des sceaux, modifiant l'art.* 456 *du code civil* (p. 1333) ; *amendement de M. Bajeux tendant à compléter le 3e alinéa de l'art.* 456 (p. 1335) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 2e alinéa de l'art.* 459 *du code civil maintenant la possibilité d'une adjudication amiable sur décision du conseil de famille et en prévoyant la possibilité d'une surenchère* (p. 1336, 1337, 1338 et 1339) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 3e alinéa de l'art.* 459 *prévoyant des garanties en matière d'apport à une société d'un immeuble appartenant au mineur* (p. 1339, 1340, 1341) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'art.* 459 *concernant la vente des valeurs mobilières non cotées en bourse* (p. 1341) ; *son amendement à l'art.* 389-5 *du code civil (précédemment réservé) relatif à l'administration légale* (p. 1342) ; *son amendement tendant, au 2e alinéa de l'art.* 466 *du code civil, à admettre la possibilité d'un partage partiel* (p. 1342) ; art. 4 *bis (nouveau) : amendement de M. Foyer, garde des sceaux* (p. 1345) . — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [26 novembre 1964]. — ARTICLES ADDITIONNELS. — *Son amendement tendant à insérer un article* 52 *ter relatif aux mesures susceptibles de réduire la consommation d'alcool* (p. 2013, 2014). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion de la **proposition de loi tendant à modifier l'article 380 du code des douanes (privilège accordé aux distributeurs de carburant)** [2 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2066). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi portant modification des dispositions du code civil relatives à la tutelle et à l'émancipation** [2 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2067). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant prise en charge et revalorisation de droits et avantages sociaux consentis à des Français ayant résidé en Algérie** [16 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 11 : *amendement de M. Gros* (p. 2414).

JUNG (M. LOUIS) [Bas-Rhin].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Question orale :

M. Louis Jung expose à **M. le ministre de l'agriculture** que, lors de la mise en application des règlements communautaires des produits laitiers, les stipulations de l'accord franco-sarrois n'ont plus été respectées, ce qui cause un préjudice grave aux producteurs et coopérateurs de notre pays, notamment à ceux de la région Est. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour sauver ces exploitations qui, confiantes dans les traités signés, avaient axé leurs activités vers l'exportation des produits laitiers [5 novembre 1964] (N° 617). — Réponse [9 décembre 1964] (p. 2242).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [17 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 4 *bis (nouveau)* : explique son vote sur l'amendement de M. Restat modifié par divers sous-amendements (p. 680). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Tinant et Courrière

relatives à la **situation du réseau routier** [23 juin 1964] (p. 738). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [19 novembre 1964]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur la situation des fonctionnaires des collectivités locales et des personnels de police ; la situation des membres du clergé en Alsace et en Lorraine ; la régionalisation du budget (p. 1700, 1701). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1964]. — EDUCATION NATIONALE. — Discussion générale (p. 1920, 1921). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 617** (cf. *supra*) [9 décembre 1964] (p. 2242).

K

KALB (M. PAUL-JACQUES) [Haut-Rhin].

Décédé le 7 août 1964. — Eloge funèbre prononcé par M. Monnerville, président du Sénat [7 octobre 1964] (p. 1042, 1043).

KAMIL (M. MOHAMED) [Côte française des Somalis].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française [16 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

KAUFFMANN (M. MICHEL) [Bas-Rhin].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [18 juin 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [27 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Questions orales avec débat :

M. Michel Kauffmann informe *M. le ministre de l'agriculture* qu'il a été très surpris par le refus du Gouvernement d'actualiser le prix du lait et de la viande. Cette attitude lui paraît contraire à l'esprit et à la lettre de la loi d'orientation agricole du 5 août 1960 qui stipule au titre I^er^, article 1^er^ : « La loi d'orientation de l'agriculture française a pour but dans le cadre de la politique économique et sociale d'établir la parité entre l'agriculture et les autres activités économiques. » Au paragraphe 4, le texte précise : « d'assurer au travail des exploitants et des salariés agricoles, aux responsabilités de direction, au capital d'exploitation et au capital foncier, une rémunération équivalente à celle dont ils pourraient bénéficier dans d'autres secteurs d'activité. » Par l'article 5, le Gouvernement s'était engagé à prendre dans un délai d'un an « toutes les mesures nécessaires permettant de diminuer la disparité existante entre les prix agricoles à la production et les prix de détail des produits alimentaires, soit par l'amélioration des circuits de distribution, soit par certaines mesures de péréquation, c'est-à-dire des mesures de transfert ». Entre temps, les prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture, aussi bien que les prix des services n'ont cessé d'augmenter. De 1958 à 1964 le coût de la vie a augmenté de 22,4 p. 100 et les prix agricoles de 14,7 p. 100. Les producteurs de lait et de viande étaient donc en droit d'attendre une actualisation de leurs prix qui sont, il faut le souligner, les plus bas de l'Europe des Six. Le lait et la viande représentent pour certaines exploitations de 60 à 80 p. 100 de leur revenu. Le Gouvernement, par son attitude, a rompu les engagements qu'il avait contractés et cela au moment même où le secteur viande est en pleine crise de sous-production, faute de prix rentables. Il donne raison sur le plan agricole au rapport Jean Toutée chargé d'analyser les causes du malaise dans les services publics de l'Etat : « la patience lassée, la confiance trompée, les promesses non exécutées, les contrats non tenus ». Prévoyant la nécessité de stabiliser les prix en période d'inflation, la loi d'orientation agricole a expressément prévu les transferts de revenus ; les règlements de la Communauté économique européenne, par ailleurs, auxquels il est fait si souvent appel, autorisent la substitution de l'aide au produit par l'aide au producteur. Dans cet esprit, il demande au ministre de l'agriculture et au Gouvernement quelles mesures il compte prendre pour pallier l'insuffisance du revenu de l'agriculture et de celui des producteurs de lait et de viande en particulier [9 avril 1964]. — Réponse [28 avril 1964] (p. 205 et 206 ; 211 et suivantes).

M. Michel Kauffmann expose à *M. le Premier ministre* que les producteurs de lait du Bas-Rhin, qui ont fait cause commune avec les producteurs des autres départements, avaient installé un piquet de grève devant un établissement laitier à Strasbourg, comme cela a été le cas dans beaucoup d'autres lieux depuis quelques jours déjà : aucune violence n'a été employée pour la mise en place du piquet et aucun incident n'a eu lieu. Dans la nuit du samedi 26 au dimanche 27 septembre, un service d'ordre considérable a été subitement mis en place à Strasbourg et dans les environs pour empêcher la relève du piquet de grève qui devait se faire vers minuit. Les mesures, dans les environs de l'établissement laitier, ont pris le caractère d'un véritable état de siège et le lendemain à midi, les forces de police ont chassé les grévistes, obligeant ceux-ci à se retirer et à envisager des moyens de rétorsion du lait bien plus graves que ceux initialement prévus, qui assuraient en particulier un approvisionnement normal des hôpitaux, des enfants en bas âge et des personnes soumises à un régime lacté. Les autorités portent ainsi la responsabilité des nouvelles mesures. Il lui demande quelles sont les raisons pour lesquelles la force a été employée dans le Bas-Rhin pour disperser les grévistes alors qu'elle n'a été utilisée dans aucun autre département. Cette attitude discriminatoire a d'autant plus choqué les producteurs de lait du département que cet ordre d'utiliser la force publique aurait directement émané de lui-même. Il lui demande aussi quelles mesures il compte prendre pour revaloriser le prix du lait et des autres produits agricoles dans l'esprit même de la loi d'orientation agricole qui porte sa signature [7 octobre 1964]. — Réponse [20 octobre 1964] (p. 1113, 1114).

Interventions :

Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique agricole du Gouvernement** [28 avril 1964] (p. 205, 206). — Intervient dans la discussion du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [16 juin 1964]. — Discussion générale (p. 646, 647). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique agricole du Gouvernement** [20 octobre 1964] (p. 1113, 1114). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [17 novembre 1964]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale. — Observations sur l'amélioration des installations et sur la situation faite aux agents (p. 1573). — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — Examen des crédits. — TITRE V : observations sur la construction de l'autoroute Strasbourg-Bâle (p. 1603). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1964]. — INTÉRIEUR. — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE IV : observations (p. 1710). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1964]. — PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — Examen des crédits. — Art. 32 : observations concernant les mesures d'action sociale, d'assistance et de solidarité (p. 1720). — AGRICULTURE. — Discussion générale. — Observations ayant porté sur la participation de l'Etat aux cotisations du régime d'assurance accident en vigueur dans les départements du Rhin et de la Moselle ; la situation des industries laitières exportatrices vers la Sarre ; le projet de réforme des services extérieurs du ministère de l'agriculture (p. 1757).

KISTLER (M. MICHEL) [Bas-Rhin].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réorganisation de la région parisienne [16 juin 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [26 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [7 octobre 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion [1^er^ décembre 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de prposer un texte sur le projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [14 décembre 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [16 décembre 1964].

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [16 novembre 1964]. — TRAVAIL. — Discussion générale (p. 1526, 1527). — **Suite de la discussion** [23 novembre 1964]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 1825). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1964]. — EDUCATION NATIONALE. — Discussion générale (p. 1926, 1927). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V^e plan** [8 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2226, 2227).

L

LACAZE (M. JEAN) [Tarn-et-Garonne].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

LACHEVRE (M. ROGER) [Seine-et-Oise].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [7 octobre 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion [1^er décembre 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritarie chargée de proposer un texte sur le projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [14 décembre 1964].

Question orale :

M. Roger Lachèvre expose à *M. le ministre de la justice* qu'un certain nombre de tribunaux de la région parisienne sont appelés à sanctionner des automobilistes poursuivis à la suite d'infractions au code de la route relevées par « radar ». Cette méthode ultra moderne bouleverse quelque peu la conception traditionnelle de la constatation contradictoire d'une quelconque infraction. Il lui demande en conséquence de préciser dans quelle mesure cette méthode est actuellement appliquée et s'il estime qu'elle peut se substituer aux méthodes traditionnelles, compte tenu des incertitudes d'ordre technique qu'elle comporte. Il lui demande également de préciser quelle autorité a pu donner son homologation, c'est-à-dire une garantie officielle de fonctionnement aux appareils utilisés dans ce but, ainsi que la date des procès-verbaux de leur réception [15 octobre 1964] (n° 609). — Réponse [1^er décembre 1964] (p. 2038).

Question orale avec débat :

M. Roger Lachèvre appelle l'attention *de M. le ministre des travaux publics et des transports* sur l'évolution inquiétante de la marine marchande française. Il signale que, pour la première fois depuis la guerre, le tonnage de la flotte marchande a, en 1963, enregistré une diminution nette de 200.000 tonneaux, soit 4 p. 100 environ, portant sur les paquebots, cargos et pétroliers, et concernant surtout les navires de lignes régulières. Il rappelle également qu'au cours de la même année, alors que les marines marchandes étrangères continuent à se développer à un rythme rapide, aucune commande de cargo n'a été enregistrée, fait également sans précédent depuis vingt ans et qui intervient après plusieurs années marquées par le déclin progressif des investissements destinés à assurer le renouvellement normal de la flotte. Parallèlement, la participation du pavillon français à notre commerce extérieur par voie maritime est tombée, par étapes successives, à l'importation de 68 p. 100 en 1960, à 58 p. 100 en 1963 et à l'exportation : de 58 p. 100 à 34 p. 100. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour porter remède à une situation aussi alarmante, que ne suffit pas à expliquer l'effondrement du trafic avec l'Algérie et qui paraît résulter de causes profondes, ainsi que pour mettre la marine marchande française en mesure à la fois de répondre aux besoins croissants de transports de l'économie française et de tenir un rang honorable dans le domaine des transports maritimes internationaux [7 octobre 1964]. — Réponse [13 octobre 1964] (p. 1074 et suivantes).

Interventions :

Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **situation de la marine marchande et de la construction navale** [13 octobre 1964] (p. 1074, 1075). — Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [16 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, SECTION III ; MARINE MARCHANDE. — Discussion générale. Observations ayant porté notamment sur la situation des compagnies d'économie mixte (La Compagnie générale transatlantique et les Messageries maritimes) ; le statut des gens de mer (p. 1537 à 1539). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre à sa **question orale n° 609** (*cf. supra*) [1^er décembre 1964] (p. 2038, 2039).

LACHOMETTE (M. JEAN DE) [Haute-Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant fixation du prix du permis de chasse** [30 juin 1964]. — Discussion de l'article unique : *amendement de M. Courrière* (p. 951).

LAFAY (M. BERNARD) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à établir à Paris les libertés municipales garanties par la loi à toutes les communes de France par l'application des dispositions de la loi du 5 avril 1884 et du code de l'administration communale [19 mai 1964] (N° 183).

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi portant réorganisation de la région parisienne** [24 juin 1964]. — Discussion générale (p. 776 à 779). — **Suite de la discussion** [25 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 3 : *son amendement tendant à modifier cet article afin de remettre la gestion administrative et financière de Paris à un maire élu assisté de ses adjoints* (p. 822, 823) ; Art. 5 : *son amendement tendant à supprimer le 2^e alinéa de cet article relatif aux pouvoirs des préfets dans l'instruction des affaires soumises au conseil de Paris, dans l'exécution des délibérations, et dans l'administration de Paris* (p. 824). — **Suite de la discussion** [29 juin 1964]. — Sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 911). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi portant amnistie d'infractions se rattachant aux événements d'Algérie** [3 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1284, 1285).

LAFLEUR (M. HENRI) [Nouvelle-Calédonie].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

LA GONTRIE (M. PIERRE de) [Savoie].

Est nommé vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant modification de l'article 2 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut des fonctionnaires** [11 juin 1964]. — Demande un vote par scrutin public sur l'ensemble de ce projet de loi (p. 548). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la création d'offices de tourisme dans les stations classées** [26 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1^er : observations (p. 860) ; art. 4 : *son amendement tendant à rédiger ainsi la fin de la première phrase de cet article : « sur proposition des associations ou organisations professionnelles locales intéressées »* (p. 864). — Explique son vote sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la **proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités du régime contractuel en agriculture** [26 juin 1964] (p. 869).

LAGRANGE (M. ROGER) [Saône-et-Loire].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le code du travail dans les territoires d'outre-mer [9 avril 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne [24 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative) [20 octobre 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale [15 décembre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence relatif à certains personnels de la navigation aérienne [23 juin 1964] (N° 280).

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, après déclaration d'urgence, relatif à certains personnels de la navigation aérienne [29 juin 1964] (N° 318).

Rapport fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative) [3 novembre 1964] (N° 20).

Proposition de loi tendant à aligner avec la même date d'effet les dispositions du régime de retraites des agents des collectivités locales sur celui applicable aux agents de l'Etat [26 novembre 1964] (n° 47).

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, sur l'assurance maladie, maternité et décès des artistes peintres, sculpteurs et graveurs [14 décembre 1964] (N° 74).

Rapport, fait au nom de la commission spéciale sur le projet de loi, adopté avec modification par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative) [15 décembre 1964] (N° 93).

Question orale avec débat :

M. Lagrange, devant l'émotion suscitée dans le monde mutualiste par l'annonce de décrets devant porter atteinte au fonctionnement traditionnel des sociétés mutualistes, demande à *M. le ministre du travail* de bien vouloir : 1° lui exposer l'économie des projets de décrets en préparation dans son ministère ; 2° lui préciser : *a*) l'esprit de ces textes et le but qu'ils visent ; *b*) dans quel contexte plus général il les situe et s'il pense qu'ils sont de nature à remédier sérieusement à la situation financière préoccupante des régimes de sécurité sociale [2 avril 1964]. — Réponse [5 mai 1964] (p. 234 et suivantes).

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative au **fonctionnement des sociétés mutualistes** [5 mai 1964] (p. 234 à 236). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion du **projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne** [23 juin 1964]. — Discussion générale (p. 745 à 747). — Discussion des articles. — Demande au Sénat de voter contre les articles du texte gouvernemental et contre l'ensemble du projet (p. 752). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission spéciale, à la discussion du **projet de loi portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite** [5 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1302 à 1304). — DISCUSSION DES ARTICLES DU CODE. Art. L. 1 : *son amendement rédactionnel* (p. 1310) ; *amendements de M. Dutoit et de M. Longchambon soutenus par M. Carrier* (p. 1311) ; Art. L. 2 : *son amendement tendant à préciser la rédaction de cet article* (p. 1313) ; Art. L. 4 : *amendement de M. Dutoit* (p. 1314) ; *amendement de M. Dutoit* (p. 1315) ; *amendement de M. Marie-Anne* (*ibid.*) ; Art. L. 8 : *amendement de M. Raybaud* (p. 1319) ; Art. L. 11 : *son amendement tendant à inclure les enfants recueillis dans la liste des enfants ouvrant droit à bonification pour les femmes fonctionnaires* (p. 1320) ; *amendement de M. Bossus* (p. 1321) ; *amendement de M. le général Ganeval* (ibid.) ; *amendement de M. Dutoit* (p. 1322). *amendement de M. Soufflet* (p. 1323). — **Suite de la discussion** [6 novembre 1964]. — Art. L. 14 : *amendement de M. Bossus* (p. 1352) ; *amendement de M. Bossus au dernier alinéa de cet article visant à supprimer l'écrêtement des hauts traitements* (p. 1353) ; Art. L. 15 : *amendement de M. Bossus concernant les assimilations effectuées en cas de réforme statutaire* (p. 1354) ; Art. L. 17 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article concernant : 1° les enfants ouvrant droit à majoration ; 2° la notion d'enfants à charge et 3° l'ouverture du droit à majoration* (p. 1356) ; Art. L. 23 : *son amendement rédactionnel* (p. 1357) ; *amendement de M. Bossus* (p. 1357) ; *amendement de M. Carrier* (p. 1358) ; *son amendement rédactionnel au 3e alinéa de cet article* (ibid.) ; Art. L. 24 : *amendement de M. le général Ganeval* (p. 1359) ; Art. L. 28 : *son amendement tendant à maintenir aux fonctionnaires le bénéfice des congés de maladie avant la mise à la retraite d'office* (p. 1360, 1361) ; le retire (*ibid.*) ; Art. L. 36 : *son amendement rédactionnel* (p. 1362) ; Art. L. 37 : *son amendement rédactionnel* (p. 1363) ; Art. L. 38 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'avant-dernier alinéa de cet article tenant compte de tous les enfants issus du mariage* (ibid) ; Art. L. 38 *bis* (nouveau) : *son amendement tendant à insérer cet article stipulant que les dispositions des articles L. 37 et L. 38 sont applicables aux veufs de femmes fonctionnaires* (p. 1363) ; le retire (p. 1364) ; Art. L. 45 : *amendement de M. Bossus* (p. 1365) ; Art. L. 49 : *amendement de M. Bossus* (pension d'ascendant) (p. 1366) ; Art. L. 69 : *amendement de M. le général Ganeval* (p. 1369) ; Art. L. 80 *bis* et L. 80 *ter* (nouveaux) : *son amendement tendant à insérer ces articles relatifs à une majoration de pension accordée aux gendarmes et sapeurs-pompiers de Paris* (p. 1372) ; *amendement de M. Chochoy* (ibid.) ; Art. L. 83 : observations sur cet article relatif au cumul de pensions et de rémunérations d'activité (p. 1373) ; *amendement de M. Marcel Boulanger* (p. 1373, 1374) ; Art. L. 86 : *amendement de M. Bossus* (p. 1374) ; Art. L. 87 : *amendement de M. Bossus* (pension versée d'avance au lieu de l'être à terme échu) (p. 1375) ; *son amendement, au même article, tendant au versement d'une avance d'un mois de traitement à titre de précompte sur le montant de la pension* (ibid.) ; observations sur les mesures à envisager en vue d'accélérer la procédure de liquidation des pensions (*ibid.*) ; retire son amendement précité (p. 1376) ; Art. L. 93 : *son amendement rédactionnel* (p. 1376) ; Art. L. 54 (*précédemment réservé*) : *amendement de M. le Boulin, secrétaire d'Etat, relatif aux conditions de reversion ou de suppression des pensions ou rentes viagères d'invalidité* (p. 1377) ; Art. L. 85 (*précédemment réservé*) : *son amendement tendant à réserver aux seuls orphelins la possibilité d'un cumul de plusieurs pensions* (p. 1378). — DISCUSSION DES ARTICLES DU PROJET DE LOI. — Art. 1er : *son amendement tendant à fixer au 1er décembre 1964 la date d'effet de la loi* (p. 1378) ; Art. 4 : *son amendement tendant à transformer en pensions les allocations complémentaires instituées par les articles de la loi du 30 décembre 1928* (p. 1380) ; *amendement de M. Bossus* (ibid.) ; *amendement de M. Bossus tendant à insérer un article 5 bis nouveau visant à intégrer l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour pensions* (p. 1382) ; Art. 6 : *son amendement rédactionnel* (p. 1383) ; Art. 6 *ter* : *son amendement tendant à insérer cet article comportant les différents abattements d'âge conservés à titre transitoire* (p. 1383) ; Art. 7 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1384, 1385) ; Art. 8 : *son amendement tendant à préciser la rédaction de cet article* (ibid.) ; Art. 9 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article prévoyant l'attribution d'une allocation à certaines veuves et orphelins* (p. 1386) ; le retire (p. 1387) ; Art. 10 : *son amendement rédactionnel* (p. 1387) ; *amendement de M. Bossus* (p. 1388) ; Art. 2 (*précédemment réservé*) : *son amendement rédactionnel* (p. 1391) ; observations (*ibid.*) ; Art. 3 ; *ses amendements rédactionnels* (p. 1392) ; *amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat* (ibid.) ; deuxième délibération sur l'art. L. 11 du code des pensions : *son amendement tendant à compléter l'alinéa* d *de cet article par une disposition relative au décompte des coefficients applicables aux heures de vol ou à la durée des services sous-marins* (p. 1393). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [16 novembre 1964]. — TRAVAIL. — Discussion générale. — Observations ayant porté sur les problèmes de l'emploi du travail ; les relations professionnelles au sein de l'entreprise ; le fonctionnement des services extérieurs du ministère du travail ; les prestations sociales en liaison avec la situation financière du régime général de la sécurité sociale (p. 1527 à 1529). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale** [3 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement, au début du § 3° tendant à porter le nombre des membres du corps enseignant de 25 à 35* (p. 2113). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [14 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 44 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif au prix de remboursement des produits pharmaceutiques* (p. 2321, 2322). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission spéciale, dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi portant réforme du code des**

pensions civiles et militaires de retraite [16 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2386, 2387) ; observations sur le vote bloqué demandé par le Gouvernement (p. 2388). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion du **projet de loi sur l'assurance maladie, maternité et décès des artistes peintres, sculpteurs et graveurs** [16 décembre 1964]. — Discusison générale (p. 2391, 2392).

LALLOY (M. MAURICE) [Seine-et-Marne].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réorganisation de la région parisienne [16 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution [28 avril 1964] (n° 155).

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, relatif au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution [17 novembre 1964] (n° 31).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission spéciale, à la discussion du **projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution** [19 mai 1964]. — Discussion générale (p. 286 à 291). — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à modifier l'intitulé du projet de loi* (p. 311) ; Art. 1er : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article précisant les objectifs poursuivis pour atteindre une politique de l'eau pure et ajoutant un alinéa excluant de son champ d'application les lâchures hydro-électriques* (p. 311, 312) ; Art. 2 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article précisant notamment la répartition provisoire catégorielle des eaux* (p. 316, 317) ; *sous-amendement de M. Jacquet, ministre des travaux publics* (p. 318). — **Suite de la discussion** [20 mai 1964]. — Art. 3 *bis : son amendement tendant à supprimer cet article relatif à l'autorisation de prélèvement et de déversement* (p. 333) ; Art. 5 : *son amendement tendant à reprendre le texte du Gouvernement modifié par l'A. N.* (p. 334) ; Art. 7 : *son amendement rédactionnel* (p. 334) ; Art. 7 *bis : son amendement tendant à supprimer cet article sur l'organisation du contrôle des pollutions radioactives* (p. 335) ; Art. 8 : *son amendement tendant à ajouter un alinéa relatif aux rétrocessions par les collectivités publiques, à l'ordonnance du 23 octobre 1958* (p. 335) ; Art. 9 A (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article définissant les personnes morales susceptibles d'entreprendre la lutte contre la pollution* (p. 336) ; Art. 9 *bis* (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article modifiant le § 7 de l'article 175 du code rural* (p. 342, 343) ; Art. 10 : *son amendement tendant à modifier le 1er alinéa de cet article relatif à la création des établissements publics administratifs et observations sur l'amendement de M. Le Bellegou portant création d'un comité national de l'eau* (p. 343) ; l'amendement de M. Le Bellegou rectifié par deux sous-amendements de M. Jacquet, ministre des travaux publics devient l'art. 9 *ter* ; Art. 11 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article précisant les organismes d'administration des établissements publics nouveaux* (p. 344, 345) — RÉGIME ET RÉPARTITION DES EAUX. — Art. 18 : *son amendement tendant à modifier l'art. 104 du code rural* (p. 345) ; Art. 19 A (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article relatif à la circulation des embarcations à moteur sur les cours d'eaux non domaniaux* (p. 346) ; Art. 19 : *son amendement tendant à préciser la rédaction de ce texte* (p. 346) ; Art. 20 : *son amendement tendant à rédiger comme suit l'intitulé de la section II du chapitre Ier du titre II :* « SECTION II. — DES COURS D'EAU ET DES LACS DOMANIAUX (*ibid.*) ; Art. 28 : *amendement de M. Verdeille tendant à supprimer cet article créant des cours d'eau mixtes* (p. 349, 350, 351) ; Art. 29 : *son amendement tendant à modifier les deux premiers alinéas relatifs au droit d'usage de l'eau sur les cours d'eau mixtes* (p. 352) ; *amendement de M. de Villoutreys* (p. 353) ; Art. 31 : *son amendement tendant à remplacer le deuxième alinéa de cet article par deux alinéas relatifs au classement des cours d'eau et aux indemnités pouvant résulter du dommage entraîné par ce classement* (p. 354) ; Art. 33 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article afin de renforcer la surveillance des eaux souterraines* (p. 355, 356) ; Art. 38 : *son amendement tendant à modifier l'art. 123 du code rural* (p. 357) ; *son amendement, au même article, tendant à modifier l'art. 124 du code rural* (*ibid.*) ; Art. 39 : *son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa prescrivant un règlement d'administration publique pour déterminer les formes de l'enquête lancée pour la création des zones spéciales d'aménagement des eaux* (p. 357) ; Art. 42 *bis : son amendement tendant à supprimer cet article dont les dispositions seront reprises à l'art. 51 A* (p. 358) ; Art. 43 : *son amendement tendant à préciser la rédaction de ce texte* (*ibid.*) ; Art. 44 : *son amendement tendant à une mise en harmonie avec l'art. 9 A qui prévoit la société d'économie mixte* (p. 359) ; Art. 47 : *son amendement tendant à une précision de forme* (p. 360) ; Art. 50 : *son amendement tendant à faire référence aux articles 39 à 50* (p. 360). — TITRE III. — DISPOSITIONS DIVERSES. — *Son amendement tendant à insérer un article additionnel 51 A* (*nouveau*) *disposant qu'un décret en Conseil d'Etat déterminera les conditions dans lesquelles pourront être imposées les mesures destinées à éviter le gaspillage de l'eau* (p. 360) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel 51 ter* (*nouveau*) *relatif au régime des ouvrages d'emmagasinement d'eaux superficielles* (p. 361) ; Art. 4 (*précédemment réservé*) : *son amendement tendant à modifier le § 2 de cet article relatif à la fabrication et à la vente des détergents* (p. 363) ; *sous-amendement de M. Hugues* (p. 364) ; Art. 12 : *son amendement rédactionnel* (p. 365) ; *son amendement tendant à modifier l'intitulé du projet de loi* (*ibid.*). — **Discussion du projet de loi en deuxième lecture** [2 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2077 à 2080). — Discussion des articles. — Art. 1er *bis : amendement de M. David tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 2084) ; Art. 2 : *amendement de M. Verdeille* (p. 2086, 2087) ; Art. 9 : *amendement de M. Driant soutenu par M. Sauzet* (p. 2088) ; Art. 26 : (p. 2090). — Prend la parole sur le procès-verbal de la séance du 2 décembre 1964 ; demande que soient insérées au procès-verbal les réponses de M. Jacquet, ministre des travaux publics, à ses questions lors du débat sur le projet de loi relatif au régime et à la pollution des eaux [3 décembre 1964] (p. 2098).

LAMBERT (M. MARCEL) [Morbihan].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le code du travail dans les territoires d'outre-mer [9 avril 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative) [20 octobre 1964].

Question orale :

M. Marcel Lambert expose à *M. le ministre de l'agriculture* que des personnes ayant eu toute leur vie une activité exclusivement agricole en exploitant des terres d'un revenu cadastral inférieur au seuil d'assujettissement à l'assurance vieillesse agricole : 1° ont obtenu l'allocation spéciale le plus souvent assortie d'une allocation supplémentaire du fonds de solidarité ; 2° ont obtenu leur affiliation au régime de l'assurance maladie des exploitants agricoles en alléguant les dispositions de l'article 1106-1 (*in fine*) du code rural ; 3° ont vu rejeter les demandes qu'elles avaient présentées tendant à obtenir soit l'exonération totale de cotisations (application de l'article 1106-6 du code rural), soit la participation de l'Etat (art. 1106-8 du code rural). Il lui demande si compte tenu de la très grande modicité des ressources des personnes en cause, il n'envisage pas, soit de proposer une modification de la législation en vigueur pour leur accorder exonération ou participation de l'Etat, soit d'autoriser la prise en charge des cotisations desdites personnes par le fonds d'action sociale de l'assurance maladie des exploitants agricoles (F. A. M. E. X. A.) [12 mai 1964] (n° 563). — Réponse [26 mai 1964] (p. 384).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 563** (*cf. supra*) [26 mai 1964] (p. 384). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [24 novembre 1964]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion générale. — Observations sur l'application du rapport constant entre les pensions de guerre et le traitement des fonctionnaires et sur l'attribution de la carte de combattant aux soldats d'Algérie (p. 1877). — Prend la parole, au nom de M. Garet, lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à la **question orale de M. Garet sur l'attribution à titre posthume de la Légion d'honneur et de la médaille militaire** [9 décembre 1964] p. 2243).

LAMOUSSE (M. GEORGES) [Haute-Vienne].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française [16 juin 1964].

Est nommé vice-président de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale [15 décembre 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française** [11 juin 1964]. — Discussion générale (p. 562 à 565). — **Suite de la discussion à l'issue des travaux de la commission mixte paritaire** [18 juin 1964]. — Discussion générale (p. 713). — **Discussion en deuxième lecture** [23 juin 1964] ; explique le vote du groupe socialiste (p. 756, 757). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (cinéma, théâtres nationaux), dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [18 novembre 1964]. — AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion générale (p. 1620, 1621. — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale** [14 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *son sous-amendement tendant à modifier le début du § 4 du texte proposé par l'amendement de M. Chauvin afin de porter à trente-cinq au lieu de trente l'effectif des représentants de l'enseignement public* (p. 2312, 2313). — **Suite de la discussion** [16 décembre 1964]. — Explique son vote sur le texte présenté par la commission mixte paritaire (p. 2416).

LAPLACE (M. ADRIEN) [Tarn-et-Garonne].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

LAURENS (M. ROBERT) [Aveyron].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française** [11 juin 1964] — Discussion générale (p. 573, 574. 575). — **Suite de la discussion** [12 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 3 : *son amendement tendant à une nouvelle composition du conseil d'administration* (p. 606) ; Art. 5 : *son amendement tendant à organiser le droit de réponse aux communications du Gouvernement* (p. 614) ; le retire (p. 617) ; Art. 7 *ter : son amendement d'harmonisation de textes* (p. 620).

LAURENT-THOUVEREY (M. CHARLES) [Jura].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

LA VASSELAIS (M. GUY de) [Eure-et-Loir].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative) [20 octobre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion de la **proposition de loi portant amnistie d'infractions se rattachant aux événements d'Algérie** [3 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1287). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [24 novembre 1964]. SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion générale (p. 1849) ; (p. 1853). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATON. — Discussion générale (p. 1965). — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE. — Discussion générale (p. 1982).

LAVY (M. ARTHUR) [Haute-Savoie].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

LE BASSER (M. FRANCIS) [Mayenne].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

LE BELLEGOU (M. EDOUARD) [Var].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant les rapports entre bailleurs et locataires des immeubles affectés à l'hôtellerie [25 juin 1964] (N° 297).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à constater l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité [17 décembre 1964] (N° 105).

Question orale :

M. Edouard Le Bellegou demande à *M. le ministre des postes et télécommunications* de bien vouloir lui faire connaître pour quelles raisons la recette de plein exercice de 3e classe de Boulouris (Var) a été supprimée par arrêté du 27 décembre 1963 et remplacée par un bureau annexe, ce qui paraît contraire à la doctrine administrative du ministère, puisqu'en février 1960, à la suite d'une demande faite par la municipalité de Concarneau, M. le préfet du Finistère avait répondu que l'ouverture des guichets annexes n'était plus admise par l'administration centrale en raison des inconvénients qui résultent de leur fonctionnement [21 avril 1964] (N° 560). — Réponse [5 mai 1964] (p. 229, 230).

Question orale avec débat :

M. Edouard Le Bellegou expose à *M. le ministre des travaux publics et des transports* qu'il ne saurait ignorer ni sous-estimer la crise grave qui atteint les chantiers de construction navale de notre pays ; après ceux de la Loire-Atlantique, ce sont les chantiers de la Méditerranée qui sont victimes de la récession. Plus de 380 congédiements sont prévus aux Forges et Chantiers de la Seyne. Ainsi des familles entières vont être plongées dans le chômage et la misère. Ce ralentissement considérable de l'activité des chantiers ainsi que les menaces qui pèsent par ailleurs sur les établissements de la marine à Toulon risquent de porter une grave atteinte à toute l'économie de la région. Lors d'un important débat qui s'était déroulé devant le Sénat le 24 novembre 1959, provoqué par une question orale de notre collègue le président Abel-Durand, le ministre des travaux publics de l'époque avait promis que les efforts du Gouvernement tendraient à empêcher les licenciements. Malgré les promesses faites, la crise s'est aggravée au point d'entraîner aujourd'hui les plus graves répercussions. En conséquences, il lui demande les mesures que le Gouvernement entend prendre pour remédier à cette situation désastreuse et en conjurer les conséquences économiques et sociales [7 octobre 1964]. — Réponse [13 octobre 1964] (p. 1075 et suivantes).

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur les questions orales de MM. Edouard Bonnefous et de Pontbriand relatives à la **situation de l'industrie touristique française** [14 avril 1964] (p. 128 à 130), observations ayant porté notamment sur les déchets industriels et atomiques déversés en Méditerranée. — Est entendu lors de la réponse de M. Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, à sa **question orale n° 560** (*cf. supra*) [5 mai 1964] (p. 229, 230). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif aux sessions des conseils généraux** [5 mai 1964]. — Discussion générale (p. 232). — Discussion de l'article unique : *amendement de M. Abel-Durand* (p. 233). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution** [19 mai 1964]. — Discussion générale (p. 296 à 300). — Discussion des articles. — Art. 1er *bis : soutient l'amendement de M. Lalloy tendant à insérer cet article interdisant le déversement des déchets industriels ou atomiques dans les eaux de mer* (p. 313, 314) ; (p. 315 et 316). — **Suite de la discussion** [20 mai 1964]. — Art. 9 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article créant notamment des comités de bassin* (p. 337, 338) ; *amendements de M. Jacquet, ministre des travaux publics* (création d'agences d'Etat) (p. 340, 341) ; *son amendement, au même article, après examen en commission, relatif à la création des comités de bassin et sous-*

amendement de M. Jacquet, ministre des travaux publics, relatif aux agences financières de bassin (p. 342) ; art. 10 : *son amendement tendant à la création d'un comité national de l'eau* (p. 343) ; *sous-amendements de M. Jacquet, ministre des travaux publics* (p. 344) ; cet amendement rectifié devient l'art. 9 *ter*. — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants** [3 juin 1964]. — Discussion générale (p. 466 à 469) ; *sa motion tendant à opposer la question préalable à la discussion du projet de loi* (p. 479). — **Suite de la discussion** [4 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art 1er : *son amendement tendant à supprimer cet article afin de maintenir le* statu quo *pour les élections des conseils municipaux* (p. 486, 487) ; le retire (*ibid.*) ; explique son vote sur le sous-amendement de M. Dailly (p. 489). — **Discussion en deuxième lecture** [18 juin 1964]. — Discussion des articles. — Observations (p. 694) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 698, 699). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **situation de la marine marchande et de la construction navale** [13 octobre 1964] (p. 1075 à 1078). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative à l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des « bidonvilles »** [15 octobre 1964]. — Discussion générale (p. 1093). — Prend part à la discussion de la **proposition de loi relative aux baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal** [22 octobre 1964]. — Discussion générale (p. 1141, 1142, 1143). — Discussion des articles. — Art. 2 *bis* nouveau : *amendement de M. Delalande* (p. 1146, 1147). — **Suite de la discussion** [29 octobre 1964]. — Art. 18 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article visant à rendre applicable les dispositions de la nouvelle loi aux instances en cours* (p. 1204, 1205) ; *amendement de MM. Bouquerel et Prélot* (*ibid.*). — Intervient dans la discussion du **projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation** [29 octobre 1964]. — Discussion des articles. — Art 10 : *son amendement tendant à reporter la prise de possession après l'accomplissement des formalités essentielles et la mise au point définitive du projet* (p. 1226, 1227, 1228 et 1229) ; art. 11 : *son amendement tendant à préciser que le bénéfice de cet article s'étend également aux appartements à usage d'habitation et d'occupation mixte d'habitation et d'exercice d'une profession* (p. 1231) ; *son amendement relatif à la définition des « occupants »* (p. 1232) ; le retire (ibid.) ; art. 20 : *son sous-amendement à l'amendement de M. Delalande, tendant à permettre au propriétaire de connaître non seulement le nom du concessionnaire mais aussi le cahier des charges* (p. 1240) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 1248). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi portant amnistie d'infractions se rattachant aux événements d'Algérie** [3 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1282, 1283). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant modification des dispositions du code civil relatives à la tutelle et à l'émancipation** [5 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *observations sur les amendements de M. Bajeux et M. Foyer, garde des sceaux, tendant à modifier l'art. 456 du code civil relatif à la location par le tuteur des immeubles appartenant au mineur* (p. 1333, 1334). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [24 novembre 1964]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion générale (p. 1840 à 1845). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1964]. — INTÉRIEUR. — SERVICE DES RAPATRIÉS. — Discussion générale. — Observations sur l'indemnisation des Français spoliés d'Algérie (p. 1897). — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE IV : *son amendement tendant à la suppression des crédits inscrits à ce titre afin de provoquer l'élaboration d'une loi visant à l'indemnisation des rapatriés* (p. 1908, 1909). — Explique son vote sur le **projet de loi discuté en deuxième lecture, instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation** [4 décembre 1964] (p. 2139). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion de la **proposition de loi tendant à constater l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité** [17 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2428, 2429). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant amnistie** [18 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2459 à 2461).

LEBRETON (M. MARCEL) [Seine-Maritime].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant fixation du prix du permis de chasse** [30 juin 1964]. Discussion générale (p. 949). — Discussion de l'article unique : *amendement de M. Pellenc* (p. 952) ; *amendement de M. Pellenc* (p. 953).

LECANUET (M. JEAN) [Seine-Maritime].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française** [12 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 3 : *amendement de M. Hubert Durand* (p. 609) ; art. 5 : (p. 615). — Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relative à certains équipements militaires** [9 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2259 à 2263) ; (p. 2271).

LEGOUEZ (M. MODESTE) [Eure].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 63-485 du 15 mai 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation et reconduisant certaines dispositions du décret n° 63-299 du 23 mars 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation [2 avril 1964] (n° 117).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 63-345 du 6 avril 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation [2 avril 1964] (n° 118).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 63-299 du 23 mars 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation [2 avril 1964] (n° 119).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant ratification du décret n° 63-485 du 15 mai 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation et reconduisant certaines dispositions du décret n° 63-299 du 23 mars 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation [9 juin 1964] (n° 238).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant ratification du décret n° 63-299 du 23 mars 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation [9 juin 1964] (n° 240).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant ratification du décret n° 63-345 du 6 avril 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation [9 juin 1964] (n° 241).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi ratifiant le décret du 23 mars 1963 sur les droits de douane d'importation** [9 avril 1964]. — Discussion générale (p. 97). — Discussion de l'article unique : *son amendement tendant au refus de ratification de ce décret* (p. 98) ; dans la discussion du **projet de loi ratifiant le décret du 6 avril 1963 sur les droits de douane d'importation** (p. 98) ; *son amendement, à l'article unique, tendant au refus de ratification de ce décret* (*ibid*) ; dans la discussion du **projet de loi ratifiant le décret du 15 mai 1963 sur les droits de douane d'importation** (*ibid.*) ; *son amendement, à l'article unique, tendant au refus de ratification de ce décret* (p. 99). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion, en **deuxième lecture,** des **projets de loi portant ratification des décrets nos 63-299, 63-345 et 63-485 modifiant le tarif des droits de douane d'importation** [18 juin 1964] (p. 690). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [20 novembre 1964]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1747, 1748).

LEGROS (M. MARCEL) [Saône-et-Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

LEMAIRE (M. MARCEL) [Marne].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [16 juin 1964]. — Discussion générale (p. 646).

LEMARIE (M. BERNARD) [Côtes-du-Nord].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le code du travail dans les territoires d'outre-mer [9 avril 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le code du travail dans les territoires d'outre-mer [2 juin 1964] (n° 205).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif au fonds d'action sociale pour les travailleurs étrangers [23 juin 1964] (n° 284).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion du **projet de loi relatif au fonds d'action sociale pour les travailleurs étrangers** [27 juin 1964]. Discussion générale (p. 886, 887). — Intervient, en qualité de rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire, dans la discussion des conclusions du rapport de la commission chargée de proposer un texte pour la **proposition de loi modifiant et complétant le code du travail dans les territoires d'outre-mer** [27 juin 1964]. — Discussion générale (p. 895). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [17 novembre 1964]. — COMMISSARIAT AU TOURISME. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur le développement des équipements dans le domaine du nautisme (p. 1607, 1608). — **Suite de la discussion** [23 novembre 1964]. SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Observations sur l'ensemble de la politique sanitaire et plus particulièrement sur le problème de l'enfance inadaptée et de l'aide sociale aux personnes âgées (p. 1788 à 1790).

LEONARD (M. ROGER), **premier président de la Cour des comptes.**

En cette qualité, dépose sur le bureau du Sénat, le rapport établi par la Cour des comptes au cours de la présente année [24 juin 1964] (p. 771).

LE SASSIER-BOISAUNE (M. ETIENNE) [Orne].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

LEVACHER (M. FRANÇOIS) [Eure-et-Loir].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le code du travail dans les territoires d'outre-mer [9 avril 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne [24 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

LEVEQUE (M. PAUL) [Seine-et-Marne].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le code du travail dans les territoires d'outre-mer [9 avril 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi relatif à l'exercice illégal de l'art dentaire [5 mai 1964] (n° 160).

Intervention :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, dans la discussion du **projet de loi relatif à l'exercice illégal de l'art dentaire** [28 mai 1964]. — Discussion générale (p. 408).

LIOT (M. ROBERT) [Nord].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne [24 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative) [20 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne (26 juin 1964) (N° 301).

Intervention :

Intervient, en qualité de rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire, dans la discussion des conclusions du rapport de la commission sur le **projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne** [26 juin 1964]. — la commission s'est prononcée pour la reprise pure et simple du texte de l'Assemblée nationale (p. 880).

LONGCHAMBON (M. HENRI) (Français établis hors de France).

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Question orale avec débat :

M. Henri Longchambon expose à *M. le ministre de l'éducation nationale* que les Français résidant à l'étranger sont de plus en plus des cadres exerçant des fonctions publiques ou privées et temporairement expatriés. Leurs enfants doivent assurer leur avenir en poursuivant une scolarité selon les normes françaises. Il lui demande quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour que cette scolarité, répondant d'ailleurs à l'obligation légale, leur soit assurée, ainsi qu'aux autres enfants français, notamment dans les pays du monde n'ayant jamais été sous tutelle ou mandat français (23 avril 1964). Réponse (9 juin 1964) (p. 517 et suivantes).

Interventions :

Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **scolarité des enfants des Français résidant à l'étranger** [9 juin 1964] (p. 517 à 519) (p. 121). — Intervient au cours du débat sur les questions orales déposées par plusieurs sénateurs relatives aux **problèmes scolaires** [27 octobre 1964] (p. 1187 à 1189) ; (p. 1192). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [24 novembre 1964]. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale. — Observations sur l'enseignement dispensé aux jeunes Français à l'étranger (p. 1860, 1861). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1964]. — INTÉRIEUR, SERVICE DES RAPATRIÉS. — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE IV : explique son vote sur l'amendement de M. Le Bellegou concernant l'indemnisation des rapatriés (p. 1910). — EDUCATION NATIONALE. — Discussion générale. — Observations sur le problème de la scolarisation des enfants de Français résidant à l'étranger (p. 1930, 1931) ; (p. 1945). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V^e^ plan** [8 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2206 à 2208). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la création de cadres d'officiers techniciens de l'armée de terre et de l'armée de l'air** [18 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2451).

LOSTE (M. HENRY) [Wallis et Futuna].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne [24 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [14 novembre 1964]. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 1517, 1518) ; (p. 1522). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — Sur l'ensemble du budget (p. 2025).

LOUVEL (M. JEAN-MARIE) [Calvados].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [7 octobre 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion [1er décembre 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [14 décembre 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [16 décembre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [13 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 15 : *explique son vote sur l'amendement de M. Chochoy tendant à supprimer cet article relatif à la publicité sur la voie publique et au timbre des affiches* (p. 1460) ; *observations sur l'amendement de M. J.-L. Vigier tendant à exonérer du droit de timbre les affiches introduites à l'intérieur des villes de plus de* 10.000 *habitants* (p. 1462). — **Suite de la discussion** [14 novembre 1964]. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER ; en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 1502, 1503, 1504). — TERRITOIRES D'OUTRE-MER. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 1516) ; (p. 1522). — **Suite de la discussion** [23 novembre 1964]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur la revision des barèmes de répartition des dépenses d'aide sociale entre l'Etat et les collectivités locales (p. 1799, 1800).

M

MALRAUX (M. ANDRÉ), **ministre d'Etat chargé des affaires culturelles** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

Intervient, en cette qualité, dans la discussion du **projet de loi sur l'application du principe de réciprocité en matière de protection du droit d'auteur** [26 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 2 (nouveau) : *amendement de M. Marcilhacy et sous-amendement de M. Bordeneuve ; son additif tendant à compléter le sous-amendement de M. Bordeneuve, soutenu par M. Gros, précisant que les titulaires des droits visés à cet article devront se faire connaître selon une procédure et dans un délai fixé par décret* (p. 879). — Intervient dans la discussion du **projet de loi sur l'assurance maladie, maternité et décès des artistes peintres, sculpteurs et graveurs** [16 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2393).

MARCELLIN (M. RAYMOND), **ministre de la santé publique et de la population** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 décembre et 6 décembre 1962).

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la vaccination antipoliomyélitique obligatoire** [28 mai 1964]. — Discussion générale (p. 402). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. René Dubois* (p. 403) ; Art. 2 *bis* : *amendement de M. Henriet tendant à engager la responsabilité de l'Etat pour toutes les vaccinations obligatoires ;* oppose à ce texte l'article 40 de la Constitution (p. 403) ; *nouvel amendement de M. Henriet précisant que la responsabilité de l'Etat ne sera engagée que lorsque la vaccination aura lieu dans des centres agréés* (p. 404) ; répond à M. Bayrou sur l'obligation d'un examen préalable (*ibid.*)à M. Grand sur la vaccination antivariolique en dehors des centres agréés (p. 405) ; *amendement de M. Bossus tendant à instaurer la rétroactivité de la loi* (p. 405) ; Art. 5 (*nouveau*) : *amendement de M. Henriet tendant à supprimer cet article condamnant la propagande faite contre cette loi* (p. 406, 407) ; *amendement de M. Bossus tendant à insérer un article additionnel relatif à l'éducation sanitaire et sociale ;* oppose à ce texte l'article 40 de la Constitution (p. 407). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la protection maternelle et infantile** [28 mai 1964]. — Discussion générale (p. 411, 412). — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Louis Roy* (p. 412) ; après l'article 3 : *amendement de M. Louis Roy* (p. 413) ; dans la discussion du **projet de loi relatif aux professions d'orthophoniste et d'aide-orthoptiste** [28 mai 1964]. — Discussion générale (p. 416). — **Discussion en deuxième lecture** [30 juin 1964]. — Discussion générale (p. 960). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la lutte contre les moustiques** [3 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2102, 2103).

MARCILHACY (M. PIERRE) [Charente].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 7 de la Constitution [21 avril 1964] (n° 152).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière de justice, signé le 14 juin 1962, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal [19 mai 1964] (n° 167).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière de justice, signé le 18 mai 1962, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo [19 mai 1964] (n° 168).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention d'aide mutuelle judiciaire, d'*exequatur* des jugements et d'extradition entre la France et le Gabon signée à Libreville le 23 juillet 1963 [19 mai 1964] (n° 169).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant modification de l'article 2 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [11 juin 1964] (n° 246).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'attribution d'une pension proportionnelle aux administrateurs civils et aux administrateurs des postes et télécommunications [11 juin 1964] (n° 247).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, sur l'application du principe de réciprocité en matière de protection du droit d'auteur [11 juin 1964] (n° 260).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant modification de l'article 2 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [24 juin 1964] (n° 294).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant la loi n° 56-782 du 4 août 1956 relative aux conditions de reclassement des fonctionnaires et agents français des administrations et services publics du Maroc et de Tunisie [24 juin 1964] (n° 295).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises à raison de la crise du logement [30 juin 1964] (n° 326).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi réprimant la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures [20 octobre 1964] (n° 6).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale relatif à l'application de certains traités internationaux [25 novembre 1964] (n° 43).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, réprimant la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures [14 décembre 1964] (n° 85).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi modifiée par l'Assemblée nationale en première lecture sur les marques de fabrique, de commerce ou de service [16 décembre 1964] (n° 96).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant amnistie et autorisant la dispense de certaines incapacités et déchéances [18 décembre 1964] (n° 118).

Questions orales :

M. Pierre Marcilhacy demande à *M. le ministre des affaires étrangères* dans quelle mesure la reconnaissance « de jure » de la République populaire de Chine lui paraît compatible avec l'appui offert au sein de l'Europe, à l'Espagne du général Franco, ainsi qu'avec les assurances prodiguées aux démocraties traditionnellement liées à la France [2 juin 1964] (n° 571). — Transformée en question orale avec débat [23 juin 1964].

M. Pierre Marcilhacy demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* s'il est exact que des collectivités économiques dépendant de l'Etat et autorisées à faire appel à la plus large épargne publique ont, avec l'autorisation et sous le contrôle de l'Etat, consenti des prêts à des Etats et organismes étrangers, et notamment au Pérou [23 juin 1964] (n° 583). — Réponse [27 octobre 1964] (p. 1160).

M. Pierre Marcilhacy demande à *M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre* pour quelles raisons le personnel des foyers d'anciens combattants ne bénéficie que d'un traitement très inférieur à celui touché à tâches égales par le personnel des centres hospitaliers de la santé publique [7 octobre 1964] (n° 600). — Réponse [27 octobre 1964] (p. 1161).

M. Pierre Marcilhacy demande à *M. le ministre des armées* quelles mesures il compte prendre : 1° pour assurer à Angoulême la sécurité des ouvriers et employés de la poudrerie ; 2° pour garantir en tout état de cause la sécurité des habitants de la ville et des environs [27 octobre 1964] (n° 612). — Réponse [1er décembre 1964] (p. 2040).

Question orale avec débat :

M. Pierre Marcilhacy demande à *M. le ministre des affaires étrangères* dans quelle mesure la reconnaissance « de jure » de la République populaire de Chine lui paraît compatible avec l'appui offert, au sein de l'Europe, à l'Espagne du général Franco, ainsi qu'avec les assurances prodiguées aux démocraties traditionnellement liées à la France [23 juin 1964]. — Retrait par son auteur [12 novembre 1964].

Interventions :

Intervient, en qualité de président de la commission spéciale, dans la discussion du **projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution** [19 mai 1964]. — Discussion générale (p. 294) ; (p. 297). — Discussion des articles. — Art. 1er : *sous-amendements de MM. Namy et Armengaud* (p. 312) ; Art. 1er *bis : amendement de M. Lalloy interdisant le déversement des déchets industriels ou atomiques dans les eaux de mer* (pp. 314, 315) ; Art. 2 : *amendements de MM. Verdeille et Namy* (p. 319). — **Suite de la discussion** [20 mai 1964]. — Art. 5 : *amendement de M. Lalloy* (p. 334) ; Art. 9 : *amendement de M. Le Bellegou et amendements de M. Jacquet, ministre des travaux publics* (p. 341) ; Art. 40 et 41 : *amendements rédactionnels de M. Lalloy* (p. 358) ; Art. 43 : *sous-amendement de M. Pauzet* (p. 359) ; Art. 51 : *amendement de M. Namy* (p. 361) ; Art. 51 *bis* (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article permettant l'établissement d'une carte du sous-sol français* (p. 361) ; Art. additionnel 51 *ter* (*nouveau*) : *amendement de M. Lalloy relatif au régime des ouvrages d'emmagasinement des eaux superficielles* (p. 362) ; sur l'ensemble ; remercie M. Lalloy, rapporteur de la commission spéciale, pour ses travaux sur ce projet de loi ainsi que le personnel du Sénat et les représentants des diverses administrations qui ont collaboré à l'élaboration de ce texte (p. 366). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion du **projet de loi portant modification de l'article 2 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut des fonctionnaires** [11 juin 1964]. — Discussion générale (pp. 541, 542) ; (p. 546). — Discussion des articles. — Article unique : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier membre de phrase de cet article* (p. 546) ; Art. additionnel 2 (*nouveau*) : *amendement de M. Nayrou* (p. 547) ; Art. 3 (*nouveau*) : *amendement de M. Bernier* (p. 548). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi relatif à l'attribution d'une pension proportionnelle aux administrateurs civils et aux administrateurs des postes et télécommunications** [11 juin 1964]. — Discussion générale (pp. 549, 550). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française** [12 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 6 *bis* (*nouveau*) : explique son vote sur l'amendement de M. Hubert Durand relatif au droit de réponse au bénéfice de toute personne diffamée ou mise en cause (p. 619). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion, en **deuxième lecture, du projet de loi portant modification de l'article 2 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut des fonctionnaires** [25 juin 1964]. — Discussion générale (p. 806). — Discussion des articles. — Art. 3 : *amendement de M. Bernier* (p. 808). — Intervient, en remplacement de M. Le Bellegou, rapporteur de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi modifiant les rapports entre bailleurs et locataires des immeubles affectés à l'hôtellerie** [26 juin 1964]. — Discussion générale (p. 855). — Discussion des articles. — Art. 1er : observations (p. 856) ; Art. 3 : *soutient l'amendement de M. Le Bellegou tendant à assurer une sécurité pour l'avenir aux locataires qui entreprennent d'importants travaux de modernisation* (p. 856) ; le retire (p. 857). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi relatif au reclassement des fonctionnaires et agents français du Maroc et de Tunisie** [26 juin 1964]. — Discussion générale (p. 877) ; dans la discussion du **projet de loi sur l'application du principe de réciprocité en matière de protection du droit d'auteur** [26 juin 1964]. — Discussion générale (pp. 877, 878). — Discussion des articles : *son amendement tendant à compléter le projet de loi par un article additionnel* 2 (*nouveau*) *précisant que la présente loi ne porte pas atteinte aux droits antérieurement acquis par des ayants cause français sur les œuvres visées à l'article* 1er (p. 878) ; observations sur l'additif proposé par le Gouvernement au sous-amendement de M. Bordeneuve (p. 879). — Explique son vote sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le **projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne** [26 juin 1964] (p. 880). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion de la **proposition de loi portant prorogation de dispositions prises à raison de la crise du logement** [30 juin 1964]. — Discussion générale (pp. 946, 947). — Discussion des articles. — Art. 1er : observations (p. 947) ; Art. 2 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif à certaines possibilités de réquisition de locaux vacants* (pp. 947, 948) ; Art. 2 *bis* (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article relatif à la prorogation au* 1er *juillet* 1966 *de la possibilité de renouvellement des réquisitions* (p. 948) ; Art. 4 (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article prorogeant jusqu'au* 1er *juillet* 1966 *les droits au maintien dans les lieux pour les départements d'outre-mer* (ibid.). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative à la protection des animaux** [30 juin 1964]. — Discussion générale (p. 961). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à compléter le texte additionnel proposé pour l'article* 453 *du code pénal* (p. 962). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion des **projets de loi autorisant l'approbation de trois accords de coopération en matière de justice passés avec le Sénégal, le Congo-Brazzaville et le Gabon** [8 octobre 1964]. — Discussion générale commune (pp. 1054, 1055, 1056). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à ses **questions orales nos 583 et 600** (*cf. supra*) [27 octobre 1964] (p. 1160, 1161). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion de la **proposition de loi portant amnistie d'infractions se rattachant aux événements d'Algérie** (3 novembre 1964). — Discussion générale (p. 1277, 1278) ; (p. 1288). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Bruyneel tendant à l'amnistie de tous les faits en relation avec les événements d'Algérie* (p. 1289) ; *amendement de M. Namy* (p. 1292) ; Art. 2 : *amendement de M. Namy* (*ibid.*) ; Art. 3 : *amendement de M. Namy* (p. 1293) ; Art. 5 : *amendement de M. Namy* (ibid). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant modification des dispositions du code civil relatives à la tutelle et à l'émancipation** [5 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendements de M. Bajeux et de M. Foyer, Garde des sceaux, tendant à modifier l'art.* 456 *du code civil relatif à la location par le tuteur des immeubles appartenant au mineur* (p. 1333, 1334) ; *amendement de M. Jozeau-Marigné à l'art.* 459 *du code civil* (p. 1338) ; *amendement de M. Jozeau-Marigné*

au 2e alinéa de l'art. 459 relatif à l'apport en société (p. 1341) ; observations sur l'art. 466 du code civil (p. 1343). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [26 novembre 1964]. — INFORMATION. — Discussion générale. — Observations sur l'agence France-Presse (p. 1968). — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE. — Discussion générale (p. 1972). — ARTICLES ADDITIONNELS. — Art. 52 *ter* : *amendement de M. Jozeau-Marigné* (réduction de la consommation d'alcool) (p. 2014). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre à sa **question orale n° 612** (*cf. supra*) [1er décembre 1964] (p. 2040. — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion du **projet de loi relatif à l'application de certains traités internationaux** [2 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2068, 2069, 2071) ; à la discussion du **projet de loi réprimant la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures** [2 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2072, 2074). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement, au 1er alinéa, tendant à faire disparaître de cet article la réponsabilité pénale des officiers ou des membres de l'équipage* (p. 2075) ; *son amendement tendant à insérer, entre le 1er et le 2e alinéa de cet article, un alinéa nouveau relatif aux sanctions pénales pouvant être encourues par l'armateur* (p. 2075) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de cet article punissant de peines pouvant atteindre le double de celles prévues à l'alinéa 1er le propriétaire ou l'exploitant qui aura donné l'ordre de commettre le délit* (p. 2076) ; Art. 2 et Art. 3 : *amendements consécutifs à l'amendement déposé au 1er alinéa de l'article 1er* (ibid.) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel 8 nouveau correspondant à un article de procédure civile ayant pour but de déterminer le lieu où une instance doit pouvoir s'engager* (p. 2077) ; le retire (*ibid.*). — Intervient, en qualité de président de la commission spéciale, dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif au régime et à la pollution des eaux** [2 décembre 1964]. — (p. 2080). — Discussion des articles. — Art. 1er *bis* : *amendements de MM. Delagnes et David* (p. 2082, 2083). — *Amendement de M. David* (p. 2085) ; au terme du débat adresse ses remerciements aux rapporteurs du Sénat et de l'Assemblée nationale pour le travail accompli (p. 2090, 2091). — Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relative à certains équipements militaires** [9 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2263, 2264). — Intervient, en remplacement de M. Fosset, rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [14 décembre 1964]. — Discussion générale. — Observations sur le crédit de 25 millions destiné au Cambodge en vertu d'un traité non ratifié par le Parlement (p. 2296, 2297). — Discussion des articles. — Art. 15: *amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat* (p. 2306). — **Suite de la discussion** [15 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 47 : *son amendement tendant à supprimer le crédit de 25 millions destiné au Cambodge en vertu d'un accord non ratifié par le Parlement* (p. 2356, 2357). — Intervient, en qualité de rapporteur dela commission des lois, dans la discussion, en **deuxième lecture,** de la **proposition de loi sur les marques de fabrique, de commerce ou de service** [16 décembre 1964]. — Discusion générale (p. 2400). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant, au premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « sous une forme distinctive »* (p. 2401) ; Art. 2 : *amendement de M. Armengaud* (p. 2402) ; *son amendement tendant à une rédaction plus précise du dernier alinéa de cet article* (p. 2403) ; Art. 11 : *son amendement tendant, au premier alinéa de cet article, après le mot : « exploitée », à insérer les mots : « ou fait exploiter »* (p. 2403) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 2e alinéa de cet article* (p. 2404). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi réprimant la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures** [17 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2424). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion du **projet de loi portant amnistie** [18 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2455, 2456). — Discussion des articles. — Déclare ne pouvoir s'associer au vote de cette loi (p. 2464). — Intervient dans la discussion, en **troisième lecture, du projet de loi de finances rectificative pour 1964** [18 décembre 1964]. — Discussion générale. — Observations sur les crédits ouverts en application de l'accord franco-cambodgien (p. 2467).

MARIE-ANNE (M. GEORGES) [Martinique].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne [24 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative) [20 octobre 1964].

Questions orales :

M. Georges Marie-Anne expose à *M. le ministre des armées* ce qui suit : l'instruction locale du commandement supérieur des troupes du groupe Antilles—Guyane n° 1841/4 état- major, 4e bureau, du 31 août 1956, fixant les règles d'emploi du personnel auxiliaire des états-majors, corps et services stationnés dans le groupe Antille-Guyanne, stipule en son titre II concernant le personnel ouvrier : « que les prescriptions du titre I relatives au personnel « employé » s'appliquent au personnel « ouvrier ». L'article 2 de ce titre II précise : « que l'assimilation du personnel « ouvrier » au personnel « employé » est effectuée sur les bases ci-après : « Les chefs d'atelier (1er, 2e, 3e échelon) sont assimilés aux employés de 3e classe. Le personnel ouvrier reçoit le même traitement que le personnel « employé » auquel il est assimilé ». Par ailleurs un décret n° 63-649 du 3 juillet 1963 a réorganisé les personnels civils des forces armées stationnées dans les départements d'outre-mer en créant des corps particuliers de fonctionnaires administratifs des services extérieurs propres aux départements d'outre-mer ; il lui demande : 1° comment, compte tenu des nouveaux corps précités, sont maintenues les dispositions prévoyant l'assimilation personnel « ouvrier » au personnel « employé » ; 2° s'il n'envisagerait pas d'en finir une fois pour toutes avec les mesures particulières et discriminatoires prises à l'égard des départements d'outre-mer, en étendant aux chefs d'atelier, contremaîtres et chefs d'équipe des services de l'armée de ces départements les dispositions du décret n° 64-474 du 27 mai 1964 fixant le statut des corps d'agents de maîtrise spécialisés du ministère des armées en France métropolitaine [24 juin 1964] (N° 585). — Réponse [13 octobre 1964] (p. 1069, 1070).

M. Georges Marie-Anne expose à *M. le ministre des travaux publics et des transports* que la route nationale reliant la commune de Saint-Pierre (Martinique) à celle de Morne-Rouge, a été coupée au lieudit Les Trois-Ponts par le cyclone Edith en septembre 1963. La circulation a pu être rétablie grâce à des travaux de fortune exécutés à titre précaire et provisoire par une équipe du service militaire adapté. Comme il fallait s'y attendre, les premières pluies de l'hivernage 1964 (juin 1964) ont de nouveau coupé la route. Il lui demande si des dispositions ont été prises pour que la liaison Saint-Pierre—Morne-Rouge puisse être assurée de manière régulière [30 juin 1964] (N° 589). — Réponse [13 octobre 1964] (p. 1072).

M. Georges Marie-Anne expose à *M. le ministre de l'agriculture* que l'article 227 du traité de Rome exclut les départements d'outre-mer du bénéfice des fonds d'orientation et de garanties agricoles qui viendraient à être créés en fonction de l'article 40, paragraphe 4 dudit traité. Il lui demande s'il peut lui faire connaître les raisons qui ont amené les négociateurs français à souscrire à cette éviction d'une branche importante de la production nationale. Au moment où s'élabore à Bruxelles l'établissement graduel d'une organisation commune sur le marché du sucre, il lui demande si des dispositions ont été prises pour faire en sorte que les sucres des départements français d'outre-mer soient intégrés dans l'organisation du marché sucrier français et relevé de cette éviction du fonds d'orientation et de garanties agricoles. Il lui rappelle que les marchés des départements français d'outre-mer sont largement ouverts à l'importation des produits originaires des pays du Marché commun — et qu'il ne servirait à rien de développer l'économie agricole de ces départements si leurs productions ne devaient pas trouver en retour dans les pays du Marché commun les débouchés auxquels il peuvent légitimement prétendre [14 décembre 1964] (N° 623).

M. Georges Marie-Anne expose à *M. le ministre de l'agriculture* que le cyclone qui a ravagé la Martinique le 23 septembre 1963 a fait subir aux plantations de cannes à sucre des dégâts considérables qui n'ont pu être connus avec précisions qu'à la fin de la récolte en juillet 1964. Alors que les investissements avaient été engagés en vue d'une récolte moyenne de 1.100.000 tonnes devant produire 92.000 tonnes de sucres, la récolte n'a été que de 730.000 tonnes de cannes qui ont produit 61.000 tonnes de sucres. La perte qui en est résultée pour l'économie de la canne (sucre, rhum, mélasse) par ce déficit de production de 378.000 tonnes de cannes s'élève à quelques 3 milliards d'anciens francs. Il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre pour sauver les producteurs de cannes de la Martinique d'une faillite imminente qui entraînerait la fermeture des usines à sucre et précipiterait ce département dans une crise économique aux répercussions insoupçonnables [14 décembre 1964] (N° 624).

M. Georges Marie-Anne expose à *M. le ministre de l'agriculture* que les prix déterminés chaque année par arrêté ministériel pour les sucres de la campagne, sont fixés au stade « loco usines » pour les sucres de betteraves, et en « délivré » ports métropolitains de débarquement pour les sucres de cannes des départements d'outre-mer. Les frais d'approche de ces derniers sont actuellement de 107,22 F la tonne métrique non comptés les frais de transport de l'usine au quai d'embarquement. La taxe de distance actuellement allouée, abondée de la ristourne de T. V. A. sur frais d'approche est de 45 + 2 = 47 F la tonne. Il reste donc : 60,22 F par tonne à la charge du producteur de sucres de cannes des départements d'outre-mer. Il lui demande si, indépendamment des mesures plus importantes et plus vigoureuses à intervenir, pour soutenir l'économie de la canne menacée d'effondrement à brève échéance, des dispositions ne pourraient pas d'ores et déjà être prises dans le cadre d'une solidarité nationale bien comprise et sans cesse réaffirmée à tous les échelons pour : soit par voie de crédits budgétaires, soit par le truchement d'une cotisation interprofessionnelle de péréquation, à incorporer dans le prix de campagne, mettre à égalité les producteurs nationaux de sucre, qu'il s'agisse de sucres de betteraves ou de sucres de canne [14 décembre 1964] (N° 625).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française** [12 juin 1964]. — Discussion générale (p. 589, 590). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif au fonds d'action sociale pour les travailleurs étrangers** [27 juin 1964]. — Discussion générale (p. 891, 892). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à ses **questions orales n°s 585 et 589** (*cf. supra*) [13 octobre 1964] (p. 1069, 1070) ; (p. 1072). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite** [5 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. L. 4 : *son amendement tendant à permettre la prise en compte des services effectués dans les cadres locaux des départements d'outre-mer, avant l'application de la loi du* 19 *mars* 1946 (p. 1315). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [13 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1438). — **Suite de la discussion** [14 novembre 1964]. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 1511, 1512, 1513). — **Suite de la discussion** [16 novembre 1964]. — TRAVAIL. — Examen des crédits. — TITRE III. — Observations sur les problèmes concernant les départements d'outre-mer (p. 1536). — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, SECTION II : AVIATION CIVILE. — Discussion générale. — Observations sur la situation du personnel de la navigation aérienne aux Antilles et à la Guyane (p. 1557, 1558). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1964]. — PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — Discussion générale. — Observations sur la situation des exploitants agricoles dans les départements d'outre-mer au regard de la couverture des risques sociaux (p. 1719, 1720). — **Suite de la discussion** [23 novembre 1964]. — CONSTRUCTION. — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE III : observations (p. 1829, 1830). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES. — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE III : observations sur l'octroi d'une indemnité de vie chère aux fonctionnaires retraités résidant dans les départements d'outre-mer (p. 1986). — SERVICES FINANCIERS ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — Examen des crédits. — TITRE III : observations sur les effectifs du personnel de l'enregistrement à la Martinique (p. 1993). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V^e^ plan** [8 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2225, 2226).

MAROSELLI (M. ANDRÉ) [Haute-Saône].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [7 octobre 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion [1^er^ décembre 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [14 décembre 1964].

Question orale :

M. André Maroselli expose à *M. le ministre de la santé publique et de la population* que certaines pressions se sont exercées en vue de faire nommer aux fonctions de chef lingère, dans un établissement hospitalier de la Haute-Saône, une employée jugée indésirable par ses supérieurs, ce qui soulève une question de principe concernant, d'une manière générale, la gestion des établissements hospitaliers pour lesquels le chef d'établissement, en vertu des dispositions du décret n° 58-1202 du 11 décembre 1958, est seul qualifié, après avis de la commission paritaire, pour procéder aux nominations du personnel administratif et secondaire. Il lui demande de vouloir bien lui donner des éclaircissements sur les conditions d'application des dispositions de ce décret, toujours en vigueur [11 juin 1964] (n° 577). — Réponse [23 juin 1964] (p. 728, 729).

Question orale avec débat :

M. André Maroselli expose à *M. le ministre de l'éducation nationale* qu'un groupe d'observation comprenant quatre classes (deux de sixième et deux de cinquième) existe, depuis 1960, dans la commune de Saint-Barthélemy (Haute-Saône). Pour la rentrée scolaire de septembre 1964, les autorités académiques avaient engagé la municipalité à créer, dès cette année, la classe de quatrième. Fort de ces promesses, le maire fit effectuer les travaux nécessaires à l'aménagement de cette classe. Or, quelle ne fut pas la surprise des parents d'élèves et de la municipalité quand, malgré les avis favorables des commissions scolaires départementale, régionale et nationale, un ordre émanant du ministère de l'éducation nationale annula la création de ladite classe, et ce en dépit des promesses faites, malgré les dépenses engagées par la commune et le peu de classes (huit) à construire dans le département de la Haute-Saône. Il lui demande s'il n'est pas possible de rapporter cette décision de nature à porter un grave préjudice aux élèves obligés d'aller suivre les cours dans un C. E. G. éloigné de leur domicile, provoquant ainsi des frais supplémentaires pour l'Etat et pour les familles [7 octobre 1964]. — Réponse [27 octobre 1964] (p. 1181).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à la question orale de M. Dulin concernant la **vacance du poste de président du groupe des assurances générales** [9 juin 1964] (p. 516). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 577** (*cf. supra*) [23 juin 1964] (p. 729). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative aux **problèmes scolaires** [27 octobre 1964] (p. 1181) ; (p. 1192). — Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances (section forces terrestres), à la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [18 novembre 1964]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale. — Exposé d'ensemble sur le budget militaire (p. 1629 à 1633) ; son exposé sur les crédits affectés au budget des forces terrestres (p. 1634, 1635 et 1636).

MARRANE (M. GEORGES) [Seine].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [7 octobre 1964].

Interventions :

Explique son vote sur le **projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants** [4 juin 1964] (p. 500). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [16 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, SECTION II : AVIATION CIVILE. — Discussion générale. — Observations sur les crédits pour l'aide à l'aviation légère notamment le vol à voile (p. 1554). — **Suite de la discussion** [17 novembre 1964]. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale du budget de la CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE (p. 1578, 1579, 1580).

MARTIN (M. LOUIS) [Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [24 novembre 1964]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur la retraite des anciens combattants ; les combattants d'Algérie ; la requête des prisonniers de guerre déportés de Rawaruska (p. 1877, 1878).

MASSÉ (M. PIERRE), **commissaire général du plan d'équipement et de la productivité.**

Est entendu en cette qualité au cours du débat sur le **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V^e plan** [7 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2145 à 2150).

MASTEAU (M. JACQUES) [Vienne].

Est nommé vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [7 octobre 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion [1^er décembre 1964].

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [19 novembre 1964]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur les crédits affectés aux collectivités locales et au fonds routier (p. 1689 à 1693). — Intervient, en qualité de vice-président de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi portant prise en charge et revalorisation de droits et avantages sociaux consentis à des Français ayant résidé en Algérie** [16 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Armengaud* (p. 2410).

MATHEY (M. PIERRE-RENÉ) [Haute-Marne].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

MAZIOL (M. JACQUES), **ministre de la construction** (2^e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

En cette qualité, prend part au débat sur le **projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation** [29 octobre 1964]. — Discussion générale (p. 1218 à 1220). — Discussion des articles. — Art. 3 : *répond à la question posée par M. Molle* (p. 1221) ; *amendements de MM. Dailly et Molle* (p. 1221) ; Art. additionnel 3 *bis : amendement de M. Dailly* (p. 1222) ; Art. 5 : *amendement de M. Delalande* (*ibid.*) ; *amendement de M. Delalande :* observations (p. 1223) ; Art. 7 : *amendement de M. Delalande* (p. 1224) ; Art. 9 : répond à M. Delorme (p. 1225) ; Art. 10 : *amendement de M. Le Bellegou relatif à la prise de possession* (p. 1226, 1227, 1228 et 1229) ; *amendement de M. Delalande* (p. 1230) ; *sous-amendement de M. Dailly* (p. 1231) ; Art. 11 : *amendement de M. Le Bellegou* (p. 1231, 1232) ; *amendement de M. Le Bellegou relatif à la définition des « occupants »* (p. 1232) ; Art. 13 : *amendement de M. Molle relatif au mode de calcul de l'indemnité de privation de jouissance* (p. 1233, 1234) ; Art. 14 : *amendement de M. Molle* (p. 1234) ; Art. 16 : *amendement de M. Delalande* (p. 1235) ; Art. 17 : *amendement de M. Talamoni relatif à la part réservée en priorité au logement social, aux H. L. M. en particulier* (p. 1235) ; répond à M. Henriet (définition du « logement social ») (p. 1235, 1236) ; Art. 18 : *amendement de M. Delalande* (p. 1237) ; Art. 20 : observations sur cet article relatif à l'option offerte au propriétaire entre l'expropriation et l'apport à une société civile (p. 1238) ; *amendement de M. Delalande* (p. 1239, 1240) ; *sous-amendement de M. Talamoni* (*ibid.*) ; Art. 22 : *amendement de M. Delalande* (p. 1242) ; *sous-amendement de M. Molle* (p. 1243) ; Art. 23 : *amendement de M. Delalande* (p. 1243) ; Art. 24 : *amendements de M. Delalande* (p. 1244) ; Art. 26 : oppose l'art. 40 de la Constitution à l'amendement de M. Delalande (p. 1245) ; oppose l'art. 40 de la Constitution à l'amendement de M. Molle (p. 1246) ; Art. 27 : *son amendement tendant, au § III de cet article, à reprendre la référence au deuxième alinéa de l'article* 24 (p. 1247) ; oppose l'article 40 à l'amendement de M. Delalande (p. 1247) ; Art. 28 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article en ce qui concerne l'amende fiscale due par la société civile en cas d'aliénation des immeubles reçus* (p. 1247) ; après l'art. 29 : oppose l'article 40 à l'amendement de M. Delalande (*ibid.*) ; oppose l'article 40 à l'amendement de M. Dailly (p. 1248) ; Art. 30 : *amendement de M. Fosset* (p. 1248). — intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** de la **proposition de loi relative à l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des « bidonvilles »** [3 décembre 1964] — Discussion des articles. — Art. 2 : (p. 2099, 2100). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation** [4 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art 24 *bis* supprimé par l'Assemblée nationale (p. 2138) ; sur l'ensemble (p. 2140).

MENARD (M. JACQUES) [Deux-Sèvres].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [7 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi modifiant la loi du 9 avril 1935 fixant le statut du personnel des cadres actifs de l'armée de l'air et portant suppression de corps et cadre d'officiers [12 mai 1964] (n° 165).

Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur une mission d'information chargée d'étudier les problèmes de défense et de coopération dans diverses républiques africaines [12 mai 1964] (n° 166).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, à la discussion du **projet de loi fixant le statut du personnel des cadres actifs de l'armée de l'air** [26 mai 1964]. — Discussion générale (p. 384 à 386). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (*section air*), dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [18 novembre 1964]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Observations sur le budget de l'armée de l'air (p. 1639 à 1641).

MENU (M. ROGER) [Marne].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le code du travail dans les territoires d'outre-mer [9 avril 1964].

Est nommé président de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative) [20 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Proposition de loi tendant à modifier l'article 1^er du livre IV du code du travail relativement à la compétence des conseils de prud'hommes [9 avril 1964] (n° 125).

Avis, présenté, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V^e plan [2 décembre 1964] (n° 57).

Question orale avec débat :

M. Menu attire l'attention de *M. le ministre du travail* sur le fait que les prévisions budgétaires du régime général de sécurité sociale font apparaître un déséquilibre de plus en plus grand et qu'il est certain que de simples virements comptables ne pourront, à l'avenir, assurer le financement et permettre un développement normal des prestations sociales. Devant cette situation financièrement et socialement préoccupante, il lui demande : quelle sera l'évolution probable dans les années à venir des grandes masses budgétaires du régime général de la sécurité sociale ; quels sont les moyens d'équilibre prévus : économies, transferts sociaux, augmentation des cotisations, prise en charge de certaines dépenses par l'Etat, modification éventuelle des structures des prestations et des ressources ; si l'on peut espérer une melileure répartition des charges sociales principalement en faveur des industries de main-d'œuvre qui supportent la majeure partie des augmentations de cotisation ; comment se fera l'harmonisation des systèmes de financement de la sécurité sociale au sein de l'Europe des Six dans la Communauté économique européenne ce qui est envisagé pour que le développement de la sécurité sociale aboutisse à une véritable solidarité de toute la nation envers les plus défavorisés : personnes âgées, familles, infirmes et invalides [2 avril 1964].

Interventions :

Intervient, en qualité de président de la commission des affaires sociales, dans la discussion du **projet de loi relatif à la vaccination antipoliomyélitique obligatoire** [28 mai 1964]. — Discussion des articles. — Art. 2 *bis* : *amendement de M. Henriet* (p. 404). — Intervient, en qualité de président de la commission spéciale, dans la discussion du **projet de loi portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite** [5 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1304). — **Suite de la discussion** [6 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. L 45 : *soutient l'amendement de Mme Cardot tendant à permettre à la veuve remariée, redevenue veuve, de pouvoir recouvrer son droit à pension si elle le désire* (p. 1365) ; Art. 7 : sur la demande du Gouvernement de réserver le vote sur l'amendement de M. Lagrange tendant à supprimer cet article (p. 1385) ; au terme du débat, remercie la commission spéciale pour le travail accompli et souligne combien le Sénat a été sensible à la compréhension apportée par M. Boulin, Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, au sein de cette Assemblée (p. 1395). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [16 novembre 1964]. — TRAVAIL. — Examen des crédits. — TITRE IV : observations sur la caisse autonome mutuelle de retraite des agents des chemins de fer secondaires (p. 1536). — Prend part, en qualité de président et rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, à la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V^e^ plan** [7 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2159 à 2165).

MERIC (M. ANDRÉ) [Haute-Garonne].

Vice-président du Sénat (élu le 4 octobre 1962).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne [24 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Préside, en qualité de Vice-président du Sénat, la séance du 12 mai 1964 ; la séance du 20 mai 1964 ; la séance du 3 juin 1964 ; la séance du 11 juin 1964 ; la 2^e^ séance du 16 juin 1964 ; la 1^re^ séance du 18 juin 1964 ; la séance du 24 juin 1964 ; la 1^re^ séance du 25 juin 1964 ; la séance du 22 octobre 1964 ; la séance du 27 octobre 1964 ; la 1^re^ séance du 29 octobre 1964 ; la séance du 16 novembre 1964 ; la séance du 17 novembre 1964 ; la séance du 18 novembre 1964 ; la séance du 24 novembre 1964 ; la séance du 25 novembre 1964 ; la séance du 25 novembre 1964 ; la séance du 3 décembre 1964 ; la 1^re^ séance du 8 décembre 1964 ; la 1^re^ séance du 9 décembre 1964 ; la séance du 15 décembre 1964 ; la séance du 16 décembre 1964.

Question orale :

M. André Méric demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* quelle procédure il entend suivre pour assurer le règlement du conflit permanent qui existe entre le personnel commercial et technique d'Air France et la direction de la compagnie ; s'il est exact qu'en 1959 la direction de la compagnie nationale Air France se soit engagée, par un protocole approuvé par l'un de ses prédécesseurs en tant que ministre de tutelle, à lier l'évolution des rémunérations de son personnel navigant technique à celles du personnel au sol et ce, jusqu'en 1970 ; s'il est également exact que, nonobstant l'existence de ce contrat, il ait donné en 1963 des directives à la direction d'Air France pour refuser aux personnels navigants les augmentations de 5,20 p. 100 dites de rattrapage accordées par ailleurs à toutes les catégories du personnel au sol ; s'il est enfin exact que cette décision de sa part soit à l'origine : 1° du recours en justice déposé par plusieurs navigants techniques ; 2° du conflit qui oppose le personnel navigant commercial à la diretcion de la compagnie nationale, les hôtesses et les stewards d'Air France s'étant vu appliquer jusqu'en 1963 les dispositions du protocole bien que leur syndicat n'en soit pas signataire. Si la réponse à cette question en trois parties est positive, il lui demande comment il peut expliquer une telle décision prise en violation d'engagements écrits au moment même où, suite aux recommandations du rapport Toutée, le Gouvernement préconise l'établissement de « contrats de progrès » entre les organisations syndicales et les directions des entreprises publiques et quand il compte apporter une solution à ce conflit qui a sans aucun doute des répercussions fâcheuses pour la compagnie nationale tant sur le plan commercial que financier [16 juin 1964] (n° 580). — Réponse [30 juin 1964] (p. 926).

Question orale avec débat :

M. André Méric attire l'attention de *M. le ministre des armées* sur les conséquences regrettables de la décision prise par la direction de Sud-Aviation tendant à transférer le bureau d'études de la Courneuve à Marignane. Cette initiative intervient, bien qu'en février 1962 M. le président de Sud-Aviation ait précisé que les effectifs des activités devant rester à la Courneuve et groupant le bureau d'études, l'atelier de Pales, le laboratoire et un noyau prototype seraient de l'ordre de 950 personnes. Il lui rappelle que malgré cette information déjà en novembre 1962 le déplacement de l'activité du bureau d'études à Marignane est envisagé, qu'elle devient en avril 1963 une mesure d'efficacité, qu'en réalité cette opération aboutit au démantèlement des équipes d'études de Sud-Aviation puisque 200 personnes sur 300 touchées par ce transfert n'iront pas à Marignane et qu'à la fin de l'année cinquante improductifs risquent d'être licenciés ; que par ailleurs la direction poursuivrait la liquidation de la Courneuve par le transfert éventuel de l'atelier prototype, et lui demande : 1° quelles mesures il compte prendre pour assurer le remploi à la Courneuve du personnel qui n'a pu accepter le transfert à Marignane ; 2° quelles mesures il compte prendre pour redonner à cette usine le potentiel de 1961 [18 juin 1964]. — Réponse [30 juin 1964] (p. 928, 929, 930).

Interventions :

Intervient au cours du débat sur la **question orale de M. Coutrot relative au problème social du logement** [21 avril 1964] (p. 171) ; (p. 177 à 179). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne** [23 juin 1964]. — Discussion générale (p. 747, 748). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 580** (cf. *supra*) [30 juin 1964] (p. 926) ; à sa question orale avec débat concernant le **transfert du bureau d'études de Sud-Aviation de la Courneuve à Marignane** (p. 928, 929). — Intervient au cours du débat sur la question orale de M. Kauffmann relative à la **politique agricole du Gouvernement** [20 octobre 1964] (p. 1113, 1114). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [16 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, SECTION II : AVIATION CIVILE. — Discussion générale. Observations ayant porté notamment sur le projet *Concorde* (p. 1554 à 1557). — **Suite de la discussion** [24 novembre 1964]. — ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE. — Observations sur la requête des prisonniers de guerre déportés de Rawaruska (p. 1878). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V^e^ plan** [8 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2210 à 2213).

MESSAUD (M. LÉON) [Haute-Garonne].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne [24 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi étendant aux contrôleurs du travail et de la main-d'œuvre les dispositions des articles 178 et 179 du livre II du code du travail [3 juin 1964] (n° 210).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la vaccination antipoliomyélitique obligatoire** [28 mai 1964]. — Discussion obligatoire (p. 402). — Discussion des articles. — Art. 5 (*nouveau*) : *amendement de M. Henriet tendant à supprimer cet article condamnant la propagande faite contre cette loi* (p. 406). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française** [11 juin 1964]. — Discussion générale (p. 576). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, dans la discussion du **projet de loi portant extension aux contrôleurs du travail et de la main-d'œuvre de certaines dispositions du code du travail** [27 juin 1964]. — Discussion générale (p. 894). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [14 novembre 1964]. — JUSTICE. — Discussion générale (p. 1498, 1499). — **Suite de la discussion** [16 novembre 1964]. — TRAVAIL. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur la situation des veuves des grands mutilés du travail et le reclassement des travailleurs handicapés (p. 1530, 1531). — **Suite de la discussion** [23 novembre

1964]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale. — Observations sur la situation des tributaires de l'aide sociale et plus particulièrement les invalides et les vieillards (p. 1790). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE. — Discussion générale. — Observations sur la situation des orchestres symphoniques régionaux (p. 1977, 1978).

MESSMER (M. PIERRE). **Ministre des armées** (2e Cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

Intervient dans la discussion du **projet de loi fixant le statut du personnel des cadres actifs de l'armée de l'air** [26 mai 1964]. — Discussion générale (p. 386) ; dans la discussion du **projet de loi relatif aux services accomplis avant l'âge de dix-huit ans dans les Forces françaises libres** [26 mai 1964]. — Discussion générale (p. 388) ; dans la discussion du **projet de loi relatif aux services militaires accomplis par des étrangers avant naturalisation** [26 mai 1964]. — Discussion générale (p. 388). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la création de cadres d'officiers techniciens de l'armée de terre et de l'armée de l'air** [18 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2449, 2450 et 2451).

METAYER (M. PIERRE) [Seine-et-Oise].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réorganisation de la région parisienne [16 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [7 octobre 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [14 décembre 1964].

Questions orales avec débat :

M. Pierre Métayer demande à *M. le ministre de l'éducation nationale*, après le scandale des fuites du baccalauréat, quelles mesures il compte prendre contre les fraudeurs et s'il compte donner à l'administration les moyens nécessaires pour éviter le retour de pareils faits qui portent atteinte à l'honorabilité de l'université, à la valeur des titres qu'elle confère et au moral de la jeunesse studieuse [7 octobre 1964].

M. Pierre Métayer demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* de vouloir bien préciser : 1° les conditions dans lesquelles va s'effectuer la rentrée scolaire dans les différents ordres d'enseignement : élémentaire, secondaire, technique et supérieur ; 2° si les nominations de personnel sont faites pour ces rentrées et si les établissements nouveaux sont ouverts aux dates prévues ; 3° enfin, quelles mesures d'urgence il entend prendre pour pallier les retards et les insuffisances constatés tant sur le plan des effectifs que sur celui des locaux [7 octobre 1964]. — Réponse [27 octobre 1964] (p. 1174 et suivantes).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant modification de l'article 2 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut des fonctionnaires** [11 juin 1964]. — Discussion générale (p. 542, 543). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant réorganisation de la région parisienne** [24 juin 1964]. — Discussion générale (p. 783 à 786) ; p. 798). — **Suite de la discussion** [25 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à modifier le tableau annexé à cet article afin de rattacher diverses communes au département du Val de Seine* (p. 818, 819) ; *son amendement tendant à modifier le tableau annexé à cet article afin que les deux cantons de Dourdan-Nord et Dourdan-Sud restent dans le département du Val de Seine et ne soient pas rattachés au département du Val d'Essonne* (p. 820). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative aux **problèmes scolaires** [27 octobre 1964] (p. 1174 à 1176) ; (p. 1192). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [18 novembre 1964]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale. — Observations sur la politique du Gouvernement (p. 1647 à 1649). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1964]. — EDUCATION NATIONALE. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 1911, 1912) ; (p. 1920). — Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relative à certains équipements militaires** [9 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2253 à 2257).

MINVIELLE (M. GÉRARD) [Landes].

Questeur du Sénat (élu le 4 octobre 1962).

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [17 novembre 1964]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 1572, 1573).

MISTRAL (M. PAUL) [Isère].

Est nommé vice-président de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Question orale avec débat :

M. Paul Mistral demande à *M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports*, face au problème que pose la préparation des Jeux olympiques de Grenoble, de vouloir bien lui faire connaître : 1° la nature et le volume des travaux que le Gouvernement a retenus pour réaliser l'équipement indispensable de cette région en vue de cette compétition ; 2° le montant et la répartition des crédits supplémentaires que le Gouvernement compte allouer aux collectivités intéressées pour exécuter ce programme [19 novembre 1964]. — Réponse [15 décembre 1964] (p. 2340 et suivantes).

Interventions :

En qualité de vice-président de la commission des affaires économiques, fait part de ses observations sur le retrait de l'ordre du jour de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [23 avril 1964] (p. 194). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [17 novembre 1964]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale. — Observations sur l'aménagement de la région de Grenoble à l'occasion des Jeux olympiques d'hiver (p. 1578). — **Suite de la discussion** [23 novembre 1964]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 1829). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative à la **préparation des Jeux olympiques de Grenoble** [15 décembre 1964] (p. 2340, 2341 ; 2343, 2344).

MOLLE (M. MARCEL) [Ardèche].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réorganisation de la région parisienne [16 juin 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [26 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, modifiant l'article 577 du code de commerce concernant la résolution du concordat [28 avril 1964] (n° 154).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi de M. Jozeau-Marigné tendant à proroger le délai prévu par le troisième alinéa de l'article 2 *bis* de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers [18 juin 1964] (n° 277).

Proposition de loi destinée à compléter le titre V de la loi du 28 juin 1938 relatif aux sociétés de construction [26 novembre 1964] (n° 46).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la **proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture** [12 mai 1964]. — Discussion des articles. — Art. 9 *bis : son sous-amendement tendant à supprimer le paragraphe de l'amendement de M. Houdet qui modifie l'art.* 2104 *du code civil* (p. 262). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion de la **proposition de loi portant prorogation des délais de revision de certaines rentes viagères constituées entre particuliers** [23 juin 1964]. — Discussion générale (p. 753). — Discussion de l'article unique :

amendement de M. Jacquet, ministre des travaux publics et des transports (p. 754, 755). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative aux baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal** [22 octobre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 5. — *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 7 du décret du 30 septembre 1953 précisant que la durée du bail renouvelé peut être supérieure ou inférieure à neuf ans lorsque les parties y consentent* (p. 1149, 1150) ; Art. 10 *quater* (nouveau) : *son sous-amendement tendant à compléter l'article 22-2 du décret du 30 septembre 1953 par une disposition prévoyant une indemnité au locataire ayant subi un préjudice du fait d'un refus injustifié de cession* (p. 1151). — **Suite de la discussion** [29 octobre 1964] ; Art. 15 : concerne la déspécialisation et ajoute six articles nouveaux, numérotés de 35-1 à 35-6, au décret du 30 septembre 1953 ; *son sous-amendement tendant à compléter*, in fine, *le texte de l'art. 35-1 du décret par une disposition prévoyant, à l'expiration d'un délai de trois ans, la revision du loyer lorsqu'une activité connexe aura été ajoutée à l'activité principale* (p. 1201) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de l'art. 35-2 du décret stipulant que le preneur ne pourra demander le changement d'exploitation qu'à l'issue d'une période de trois ans* (p. 1201) ; *son amendement tendant à compléter*, in fine, *l'art. 35-2 du décret par un nouvel alinéa imposant au preneur l'obligation de ne demander un nouveau changement qu'au bout d'une période de neuf ans* (p. 1202) ; *son amendement rédactionnel à l'art. 35-3 du décret* (ibid.) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'art. 35-5 du décret* (p. 1203) ; Art. 17 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif à l'application de la loi aux baux en cours* (p. 1204) ; Art. 17 *bis ; son amendemnet tendant à supprimer cet article* (ibid.) . — Intervient dans la discussion du **projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation** [29 octobre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 3 : observations (p. 1221) ; *son amendement tendant à compléter cet article par une disposition prévoyant la possibilité pour le preneur de conférer les servitudes indispensables à l'exécution du programme* (p. 1221) ; Art. 7 : *son sous-amendement à l'amendement de M. Delalande tendant à préciser que les travaux de reconstruction des bâtiments détruits devront être poursuivis sans interruption* (p. 1224) ; Art. 13 : *son amendement tendant à remplacer les deux derniers alinéas de cet article par une disposition relative à la fixation de l'indemnité de privation de jouissance* (p. 1233, 1234) ; Art. 14 : *son amendement tendant à apporter une simplification de procédure en cas de contestations* (p. 1234) ; Art. 21 *bis* : observations (p. 1242) ; Art. 22 : *son sous-amendement à l'amendement de M. Delalande visant le cas où le solde est positif en faveur de la collectivité* (p. 1242) ; Art 24 *bis ; son amendement tendant à insérer cet article qui prévoit l'intervention d'un règlement d'administration publique pour fixer les moyens de contrôle de la société civile sur l'opération de construction* (p. 1244) ; Art. 26 ; *son amendement tendant à compléter le second alinéa du § II par une disposition prévoyant que, si la durée du bail est inférieure à trente ans, l'imposition est due sur une valeur réduite en fonction de la durée du bail* (p. 1246). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant modification des dispositions du code civil relatives à la tutelle et à l'émancipation** [5 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : observations sur l'amendement de M. Jozeau-Marigné à l'art. 459 du code civil (p. 1337). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [14 novembre 1964]. — JUSTICE. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur le problème de la délinquance des jeunes ; le problème de la réorganisation de la région de Paris ; la fonctionnarisation des greffes ; la fusion des professions d'avocat et d'avoué (p. 1496, 1497). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture**, du **projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation** [4 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 24 *bis* supprimé par l'Assemblée nationale : observations (p. 2138).

MONICHON (M. MAX) [Gironde].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [7 octobre 1964].

Est nommé membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [9 décembre 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [16 décembre 1964].

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [20 novembre 1964]. — PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — Discussion générale (p. 1716, 1717, 1718). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — ARTICLES ADDITIONNELS. — *son amendement tendant à insérer un article additionnel relatif au droit de mutation exigible sur les acquisitions immobilières susceptibles d'améliorer la rentabilité des exploitations agricoles* (p. 2015) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 73 : *son amendement tendant à insérer un article modifiant l'alinéa 1er de l'article 1373 du code général des impôts* (acquisitions d'immeubles ruraux dont la valeur ne dépasse pas 1.000 francs) (p. 2016). — Prend la parole sur le procès-verbal de la deuxième séance du 9 décembre 1964 (scrutin sur l'ensemble de la loi de programme relative à certains équipements militaires) [14 décembre 1964] (p. 2289). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [14 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 20 : *son amendement tendant à compléter cet article par une disposition relative au revenu imposable au titre des bénéfices agricoles ;* le retire (*ibid.*). — **Suite de la discussion** [15 décembre 1964]. — Après l'article 44 *nonies : son amendement tendant à ajouter un article additionnel relatif aux conditions dans lesquelles les cessions de bois et forêts bénéficient d'une exonération fiscale* (p. 2354, 2355) ; le retire (p. 2356) ; Art. 1er : *explique son vote sur l'amendement de M. Pellenc tendant à instituer, à compter du 1er janvier 1966, un budget annexe des eaux et forêts* (p. 2375, 2376).

MONNERVILLE (M. GASTON) [Lot].

Président du Sénat (élu le 2 octobre 1962).

En sa qualité de président du Sénat préside la séance du 2 avril 1964 et déclare ouverte la deuxième session ordinaire du Sénat de 1963-1964 [3 avril 1964]. — Préside la séance du 9 avril 1964. — Préside la séance du 21 avril 1964 et exprime, au nom du Sénat, des **vœux de rétablissement à M. le Président de la République** (p. 162). — A l'occasion du débat sur les questions orales de MM. Talamoni et Coutrot relatives au problème social du logement, fait savoir qu'il a donné, au nom du Sénat, l'assurance de son estime à M. Méric, président d'un office d'H. L. M., mis en cause d'une manière diffamatoire [21 avril 1964] (p. 179). — Préside la séance du 23 avril 1964 ; la séance du 30 avril 1964 ; la séance du 5 mai 1964 ; la séance du 12 mai 1964 ; la séance du 20 mai 1964 ; la séance du 28 mai 1964 ; la séance du 3 juin 1964 ; la séance du 4 juin 1964 ; la séance du 11 juin 1964 ; la séance du 12 juin 1964 ; la deuxième séance du 18 juin 1964 ; au cours de cette séance répond aux propos tenus par M. Soufflet en ce qui concerne la commémoration du 18 juin 1940 (p. 699). — Préside la séance du 23 juin 1964 ; la séance du 24 juin 1964 ; la deuxième séance du 25 juin 1964 ; la deuxième séance du 30 juin 1964 ; la troisième séance du 30 juin 1964 ; à l'issue de cette séance prononce le **discours de clôture de la session ordinaire du Sénat pour 1963-1964, qui avait été ouverte le 2 avril 1964** [30 juin 1964] (p. 966, 967). — Préside la séance du 2 octobre 1964 et déclare ouverte la première session ordinaire du Sénat de 1964-1965. — Préside la séance du 7 octobre 1964 ; au cours de cette séance, prononce l'**éloge funèbre de M. Paul-Jacques Kalb, sénateur du Haut-Rhin** (p. 1042, 1043). — Préside la séance du 8 octobre 1964 ; la séance du 13 octobre 1964 ; la séance du 20 octobre 1964 ; la deuxième séance du 29 octobre 1964 ; la séance du 3 novembre 1964 ; la première séance du 5 novembre 1964 ; la séance du 6 novembre 1964 ; adresse, à la fin de cette séance, ses remerciements aux membres de la commission spéciale, et en particulier à son rapporteur, M. Lagrange, pour le travail accompli au moment de l'élaboration du **projet de loi portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite** (p. 1395). — Préside la séance du 12 novembre 1964 ; la séance du 13 novembre 1964 ; la séance du 16 novembre 1964 ; la séance du 19 novembre 1964 ; la séance du 20 novembre 1964 ; la séance du 23 novembre 1964 ; la séance du 24 novembre 1964 ; la séance du 26 novembre 1964 ; la deuxième séance du 1er décembre 1964 ; la séance du 3 décembre 1964 ; la séance du 7 décembre 1964 ; la deuxième séance du 9 décembre 1964 ; la séance du 10 décembre 1964 ; la séance du 17 décembre 1964 ; la séance du 18 décembre 1964. — **Son allocution à l'occasion de la clôture de la première session ordinaire du Sénat pour 1964-1965** [18 décembre 1964] (p. 2472, 2473).

MONSARRAT (M. FRANÇOIS) [Tarn].

Donne sa démission de membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [25 juin 1964]. — *Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [25 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [16 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 3 *bis* (*nouveau*) : *son sous-amendement tendant, à la fin du* § 1er, a, *du texte proposé par l'amendement de M. Restat, à ajouter un nouvel alinéa permettant au Gouvernement de créer des taxes par produits pour couvrir la réparation des dommages subis par les produits en cause* (p. 653) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 6 *bis* (*nouveau*) : *son sous-amendement, à l'amendement de M. Restat, relatif à l'activité de la commission nationale des calamités agricoles* (p. 659) ; le retire (*ibid.*) ; *son sous-amendement tendant à une modification rédactionnelle* (*ibid*) ; *son sous-amendement, tendant à insérer après le troisième alinéa du texte de l'amendement de M. Restat, un nouvel alinéa permettant la prorogation au-delà de 7 ans de la période d'incitation à l'assurance* (p. 661) ; le retire (*ibid.*) ; *son sous-amendement rédactionnel* (*ibid.*). — **Suite de la discussion** [17 juin 1964]. — Art. 4 *bis* (*nouveau*) (précédemment réservé) : *son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement de M. Restat par une disposition fixant à* 10 p. 100 *du dommage subi, au minimum, le montant de l'indemnité* (p. 679) ; le retire (p. 680). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [20 novembre 1964]. — PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES. — Discussion générale (p. 1718, 1719).

MONT (M. CLAUDE) [Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [19 novembre 1964]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale. — Observations sur les rapports entre l'Etat et les collectivités locales (p. 1698 à 1700). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — EDUCATION NATIONALE. — Examen des crédits. — TITRE VI : observations sur les constructions scolaires préfinancées par les municipalités (p. 1951).

MONTALEMBERT (M. GEOFFROY DE) [Seine-Maritime].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [9 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [7 octobre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [16 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 4 *bis : amendement de M. Restat* (p. 656). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réorganisation de la région parisienne** [25 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement, au* 1er *alinéa, tendant à remplacer les mots : « du Val-de-Seine » par les mots « de Versailles »* (p. 814, 815) ; le retire (*ibid*). — Intervient dans la discussion du **projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation** [29 octobre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 13 : *amendement de M. Molle relatif au mode de calcul de l'indemnité de privation de jouissance* (p. 1233, 1234). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [13 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 11 : *amendement de M. Pellenc* (modification de l'imposition sur les appartements occupés par leur propriétaire — feuille bleue —) (p. 1450, 1451). — **Suite de la discussion** [20 novembre 1964]. — AGRICULTURE. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances (habitat rural) intervient dans la discussion de ce budget (p. 1727, 1728). — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE III : observations sur la demande de M. Dailly de repousser les crédits de fonctionnement faisant l'objet du titre III (p. 1764). — **Suite de la discussion** [23 novembre 1964]. — CONSTRUCTION ; intervient dans la discussion de ce budget au nom de la commission des finances. — Observations sur l'habitat rural (p. 1815). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [14 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 44 *octies* (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article relatif au régime fiscal applicable à la construction de nouveaux bâtiments d'exploitation rurale* (p. 2326).

MONTEIL (M. ANDRÉ) [Finistère].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative) [20 octobre 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [14 décembre 1964].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'article 43 de la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte [21 mai 1964] (n° 198).

Questions orales :

M. André Monteil a l'honneur d'exposer à *M. le ministre du travail* le problème des honoraires d'accouchement accordé aux médecins des hôpitaux ruraux. Il existe trois tarifs officiels pour les accouchements dans les hôpitaux publics : 240 francs pour la région parisienne, 230 francs pour Lyon et Marseille, 210 francs pour l'ensemble du pays. Or ce dernier tarif subit un abattement de 19 p. 100 pour ce qui concerne les médecins exerçant dans les hôpitaux ruraux. Cette retenue de 19 p. 100 provient d'une première retenue de 10 p. 100 effectuée au profit de la sécurité sociale, même si cet organisme n'a, en aucune manière, participé au financement de l'hôpital rural. La deuxième partie de la retenue (10 p. 100 sur les 90 p. 100 restant) est effectuée au profit de l'établissement et les médecins ne contestent pas sa légitimité. En revanche, ils n'acceptent pas la première partie de la retenue et considèrent qu'il leur est fait une situation de médecins de seconde zone. Il a l'honneur de demander à M. le ministre du travail s'il ne pense pas que le remboursement des actes effectués à l'hôpital rural devrait se faire au même taux que si ces actes étaient effectués à domicile ou dans une clinique privée [3 avril 1964] (n° 552).

M. André Monteil a l'honneur d'exposer à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que la loi de finances rectificative pour 1926 (loi n° 62-873 du 31 juillet 1962) a introduit, par son article 6, une modification à l'article L. 48 du code des pensions. Avant cette loi, les militaires invalides du fait du service pouvaient prétendre soit à une pension d'invalidité au taux du grade, soit à une pension rémunérant les services, accrue d'une pension d'invalidité au taux du soldat. Désormais, les militaires et marins qui ont été atteints en service d'infirmités susceptibles d'ouvrir droit à pension au titre du code des pensions militaires d'invalidité reçoivent la pension dudit code afférente à leur grade à laquelle s'ajoute, le cas échéant, la pension ou la solde de réforme susceptible de leur être allouée en application des dispositions des articles L. 10, L. 11 et L. 12 du présent code. Selon les termes de l'exposé des motifs du projet de loi, cette modification apportée à l'article L. 48 du code des pensions avait pour objet de supprimer un système d'allocation complexe et de mettre fin à des inégalités, en accordant sans restriction la pension d'invalidité du grade. Il a l'honneur de lui demander pourquoi, dans ces conditions, il refuse d'appliquer le texte précité aux militaires retraités avant le 3 août 1962 [4 juin 1964] (n° 574). — Réponse [23 juin 1964] (p. 727, 728).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi modifiant l'article 43 de la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte** [26 mai 1964]. — Discussion générale (p. 389). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française** [12 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 6 : *amendement de M. Chauvin* (p. 617, 618). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre à sa **question orale n° 574** (*cf.. supra*) [23 juin 1964] (p. 728). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite** [5 novembre 1964]. — Discussion des articles. Art. L. 7 : *son amendement tendant à maintenir, pour les personnels militaires, le bénéfice des bonifications pour études préliminaires* (p. 1316, 1317 et 1318). — **Suite de la discussion** [6 novembre 1964]. —

Art. L. 14 : *soutient l'amendement de M. Poher, tendant, au troisième alinéa de cet article, à porter de quinze à vingt ans le délai visé* (p. 1352) le retire (*ibid.*) ; Art. L. 15 : *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa précisant la manière dont devra être dressé le tableau d'assimilation indexé* (p. 1354, 1355) ; le retire (*ibid.*). — DISCUSSION DES ARTICLES DU PROJET DE LOI ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel* 5 bis *(nouveau) étendant aux militaires de carrière rayés des cadres pour invalidité avant le* 3 *août* 1963, *les dispositions de l'article* 6 *de la loi du* 31 *juillet* 1962 (p. 1381) ; Art. 7 : *amendement de M. Lagrange tendant à supprimer cet article* (p. 1384) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel* 8 bis *nouveau permettant l'entrée en jouissance immédiate de leur pension pour les veuves visées par l'avant-dernier alinéa de l'ancien article L.* 55 *du code des pensions* (p. 1385, 1386) deuxième délibération de l'article L. 24 du code des pensions : *amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat* (p. 1394). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [16 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, SECTION III : MARINE MARCHANDE. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur la situation de la pêche artisanale et la procédure instituée par le D. D. 5 (décision de la commission exécutive du Marché commun) (p. 1542, 1543). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1964]. — Prend la parole pour un rappel au règlement (p. 1614) ; DÉPENSES MILITAIRES. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, intervient dans la discussion du BUDGET DE LA MARINE. — Observations ayant porté notamment sur l'énumération de nos forces navales et aéronavales ; les bases et la flotte logistique (p. 1641 à 1643) ; au nom du groupe des républicains populaires et du centre démocratique, explique son jugement sur les crédits militaires pour 1965 (p. 1645 à 1647) ; demande la parole pour répondre à M. Boulin, secrétaire d'Etat (force de frappe européenne) (p. 1653). — Examen des crédits. — Art. 28 : *son amendement tendant à compléter le paragraphe* II *de cet article par deux alinéas opérant un blocage de crédits pour provoquer la revalorisations indiciaire du classement hiérarchique des officiers, sous-officiers et officiers mariniers* (p. 1657). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relative à certains équipements militaires** [9 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2269, 2270, 2271, 2272). — Explique son vote sur le **projet de loi, discuté en deuxième lecture, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite** [16 décembre 1964] (p. 2390, 2391).

MONTPIED (M. GABRIEL) [Puy-de-Dôme].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

MOREVE (M. ROGER) [Indre].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Intervention :

Intervient au cours du débat sur la question orale de M. Errecart relative à la **politique agricole du Gouvernement** [28 avril 1964] (p. 204).

MOTAIS DE NARBONNE (M. LÉON) [Français établis hors de France].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [24 novembre 1964]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion générale (p. 1845). — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur l'assistance culturelle de la France à l'étranger et la position du Gouvernement à l'égard de l'U. N. E. S. C. O. (p. 1859, 1860). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1964]. — INTÉRIEUR. — SERVICE DES RAPATRIÉS. — Discussion générale (p. 1898, 1899).

MOTTE (M. EUGÈNE) [Nord].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

MOUTET (M. MARIUS) [Drôme].

Est nommé vice-président de la commission des affaires étrangèrs, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention entre la France et le Danemark relative au service militaire des doubles nationaux, signée à Paris le 6 juin 1963 [27 octobre 1964] (N° 11).

Question orale avec débat :

M. Marius Moutet demande à *M. le Premier ministre* de définir sa doctrine en matière d'utilisation des armements nucléaires et d'exposer la conséquence qu'elle peut avoir sur les traités internationaux [13 octobre 1964]. — Réponse [1er décembre 1964] (p. 2047 et suivantes).

Interventions :

Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique extérieure et à l'utilisation des armements nucléaires** [1er décembre 1964] (p. 2047, 2048). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi portant convention entre la France et le Danemark sur le service militaire des doubles nationaux** [1er décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2057).

N

NAMY (M. LOUIS) [Seine-et-Oise].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [9 juin 1964].

Donne sa démission de cette commission [9 juin 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réorganisation de la région parisienne [16 juin 1964].

Est nommé **secrétaire du Sénat** [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion de la **proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture** [12 mai 1964]. — Discussion générale (p. 251, 252). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à compléter cet article par une disposition garantissant les ressources des exploitations familiales* (p. 255) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 5 : *son amendement tendant à compléter le § 4° par une disposition permettant d'avoir un abattement et des cotisations progressives* (p. 257) ; Art. 7 : *son sous-amendement prévoyant la consultation individuelle de tous les agriculteurs pour l'extension de l'accord interprofessionnel* (p. 258) ; *son sous-amendement prévoyant que les accords seront ratifiés par les deux tiers au moins des agriculteurs intéressés* (p. 259). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution** [19 mai 1964]. — Discussion générale (p. 295, 296). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son sous-amendement tendant à ajouter au 3e alinéa de l'amendement présenté par la commission spéciale, les mots « et de la protection des sites »* (p. 312) ; *son sous-amendement tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé par la commission relatif aux lâchures hydro-électriques* (*ibid.*) ; Art. 2 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article prévoyant un classement par qualité naturelle des eaux et l'établissement d'un inventaire des pollutions* (p. 319). — **Suite de la discussion** [20 mai 1964]. — Art. 51 : *son amendement relatif à la législation applicable aux industries pétrolières et connexes* (p. 360) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 366). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant modification de l'article 2 de l'ordonnance du 4 février**

1959 relative au statut des fonctionnaires [11 juin 1964]. — Discussion générale (p. 542). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réorganisation de la région parisienne** [25 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. de Montalembert* (p. 815) ; *amendement de M. Dailly* (p. 817) ; Art. 36 : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif à la tutelle de l'Etat sur le district et aux pouvoirs d'action du district* (p. 840) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 844). — **Suite de la discussion** [29 juin 1964]. — Sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 910). — Prend part à la discussion de la **proposition de loi relative à l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des « bidonvilles »** [15 octobre 1964]. — Discussion générale (p. 1091, 1092 et 1093). — Prend part à la discussion de la **proposition de loi relative aux baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal** [22 octobre 1964]. — Discussion générale (p. 1143, 1144). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi portant amnistie d'infractions se rattachant aux événements d'Algérie** [3 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1285, 1286). — Discussion des articles. — Art. 1er : *explique son vote sur l'amendement de M. Bruyneel tendant à l'amnistie de tous les faits en relation avec les événements d'Algérie* (p. 1291, 1292) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel 1 bis nouveau tendant à amnistier les faits commis dans l'intention de contribuer à la paix en Algérie* (p. 1292) ; Art. 2 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article comportant une classification des infractions* (p. 1292) ; Art. 3 : *son amendement tendant à supprimer cet article qui permet l'amnistie individuelle par décret* (p. 1293) ; Art. 5 : *son amendement tendant à réintroduire dans cet article l'alinéa 5 de l'art. 20 de la loi du 31 juillet 1959* (p. 1293). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [14 novembre 1964]. — JUSTICE. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur la réforme de l'assistance judiciaire ; la fusion des professions d'avoué et d'avocat ; le problème de la réorganisation de la région de Paris (p. 1497, 1498). — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 1504, 1505). — TERRITOIRES D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 1517). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1964]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur les personnels des préfectures et des communes (p. 1695, 1696). — Explique son vote sur le **projet de loi relatif à l'application de certains traités internationaux** [2 décembre 1964] (p. 2072). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [15 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 6 : observations sur cet article relatif à la libération des loyers dans certaines catégories d'immeubles anciens (p. 2360, 2361) ; *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2362) ; Art. 7 : *son amendement tendant à supprimer cet article étendant la liberté des loyers aux locaux vacants dans l'ensemble de la France* (p. 2365). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi tendant à constater l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité** [17 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2429, 2430). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant amnistie** [18 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2457, 2458).

NAVEAU (M. CHARLES) [Nord].

Est nommé membre de la commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole [19 mai 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [18 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 63-997 du 4 octobre 1963, qui a institué une taxe compensatoire à l'importation de certaines catégories d'aliments contenant du lait et destinés aux animaux [2 avril 1964] (n° 116).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 63-12 du 9 janvier 1963 diminuant le prélèvement perçu à l'importation d'œufs en coquilles destinés à la consommation [16 avril 1964] (n° 144).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 63-935 du 12 septembre 1963, diminuant le prélèvement perçu à l'importation d'œufs en coquilles destinés à la consommation [16 avril 1964] (n° 145).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 63-1162 du 23 novembre 1963 relatif au prélèvement perçu à l'importation d'œufs en coquilles destinés à la consommation [16 avril 1964] (n° 146).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant ratification du décret n° 63-12 du 9 janvier 1963 diminuant le prélèvement perçu à l'importation d'œufs en coquilles destinés à la consommation [9 juin 1964] (n° 242).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant ratification du décret n° 63-935 du 12 septembre 1963 diminuant le prélèvement perçu à l'importation d'œufs en coquilles destinés à la consommation [9 juin 1964] (n° 243).

Questions orales :

M. Charles Naveau appelle l'attention de *M. le ministre des finances et des affaires économiques* sur certaines dispositions de la loi de finances n° 62-813 du 31 juillet 1962 qui permettent aux militaires de carrière titulaires d'une pension d'invalidité de bénéficier du taux du grade au lieu du taux de soldat ; il lui signale que ces mesures n'étant applicables qu'à compter du 8 août 1962, il résulte que les militaires de carrière appartenant à cette catégorie, mais qui ont été rayés des contrôles avant cette date, continueront à percevoir leur pension au taux de soldat ; que cette situation crée des injustices flagrantes qu'il convient de supprimer rapidement pour rétablir une égalité parfaite entre ces personnels ; et, tenant compte de ces faits, il lui demande s'il envisage de prendre rapidement les mesures nécessaires pour que tous les gradés perçoivent leur pension au taux de leur grade quelle que soit la date de leur radiation [9 avril 1964] (n° 557). — Réponse [5 mai 1964] (p. 228).

M. Charles Naveau rappelle à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* la question orale sans débat qu'il lui avait posée le 15 novembre 1963 relative à l'intolérable injustice qui existe en matière d'impôt sur le revenu des personnes physiques entre les contribuables salariés frontaliers et les autres, résultant de la convention franco-belge du 16 mai 1931, et venant du fait que le salarié frontalier travaillant en Belgique ne bénéficie pas de la réduction d'impôt au même titre que son homologue français. Il lui expose que, dans sa réponse du 10 décembre 1963, M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement avait précisé que cette anomalie ne résultait pas spécialement des dispositions de la convention franco-belge, mais uniquement du régime fiscal français qui est le même pour tous les salariés domiciliés en France et travaillant pour le compte d'un employeur établi hors de France, ce qui semble tout de même assez paradoxal. Il lui demande de revoir la situation de tous ces contribuables salariés français employés dans des pays-frontières afin de les mettre à égalité fiscale avec les salariés travaillant en France [16 avril 1964] (n° 558). — Réponse [5 mai 1964] (p. 228).

M. Charles Naveau attire l'attention de *M. le ministre de la santé publique et de la population* sur la condition alarmante des personnels hospitaliers, et notamment des directeurs, économes et autres cadres par rapport aux personnels du secteur privé remplissant les mêmes fonctions ; il lui rappelle les nombreuses promesses qui ont été faites et qui n'ont jamais été suivies d'effets et lui demande s'il compte prendre les mesures nécessaires et immédiates pour mettre fin à cette politique qui, en sacrifiant les personnels, compromet le bon fonctionnement des hôpitaux [19 mai 1964] (n° 565). — Réponse [9 juin 1964] (p. 515, 516).

M. Charles Naveau expose à *M. le ministre des armées* la contradiction existant entre les déclarations gouvernementales prévoyant une diminution sensible des effectifs militaires dans les années à venir et un projet nouveau d'expropriation d'environ 200 hectares de terres dans la région urbaine de l'agglomération douaisienne en vue de la création éventuelle d'un champ de manœuvres au profit de l'armée, et tenant compte de ces faits, il lui demande : 1° si ce projet de création est réellement envisagé ; 2° dans l'affirmative, quelles raisons

il peut invoquer pour justifier une telle opération qui risque d'avoir de très graves répercussions dans cette région [29 octobre 1964] (n° 614). — Réponse [9 décembre 1964] (p. 2242).

Questions orales avec débat :

M. Charles Naveau expose à *M. le ministre de l'agriculture* le profond découragement des exploitants agricoles résultant du marasme qui s'accroît dans l'économie agricole, provoqué par la politique du Gouvernement en matière de prix agricoles et qui est la conséquence : 1° du maintien du prix du lait aux taux actuels, le plus bas des prix des six pays de la Communauté ; 2° de la non-revalorisation du prix de la viande bovine à la production telle qu'elle avait été promise ; 3° des importations excessives de viande porcine qui ont provoqué une baisse de 60 centimes par kilogramme sans aucun profit pour le consommateur ; 4° de la mévente des pommes de terre ; 5° de la différence de régime de défense du prix des céréales comparitivement aux producteurs allemands. Par ailleurs, considérant que la paysannerie fait actuellement les frais d'une politique de « prétendue stabilisation » qui se solde par un véritable déni de justice vis-à-vis des paysans, qui voient dans les récentes décisions prises une véritable provocation, il lui demande de venir devant le Sénat définir sa politique en matière de prix de produits agricoles [9 avril 1964]. — Réponse [28 avril 1964] (p. 201 à 203, 211 et suivantes).

M. Charles Naveau expose à *M. le ministre de l'agriculture* l'inquiétude des producteurs de lait à l'annonce parue au *Journal officiel* du 20 septembre 1964 décidant d'importations de lait frais sans limitation quantitative et en exemption de droits sous couvert de licence globale ouverte au F. O. R. M. A. et lui demande : 1° s'il trouve normal de dépenser des fonds votés par le Parlement français en vue de soutenir les marchés agricoles intérieurs en accordant aux producteurs étrangers des prix supérieurs à ceux qu'il refuse aux producteurs français ; 2° pourquoi les rapports annuels au Parlement sur la réalisation de la parité de l'agriculture prévue par l'article 6 de la loi d'orientation agricole, qui devaient être présentés le 1er juillet de chaque année, ne l'ont pas été depuis 1961 [7 octobre 1964]. — Réponse [20 octobre 1964] (p. 1114 à 1116).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi ratifiant le décret du 4 octobre 1963 instituant une taxe compensatoire à l'importation** [9 avril 1964]. — Discussion générale (p. 96). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi ratifiant le décret du 9 janvier 1963 sur l'importation d'œufs en coquilles** [16 avril 1964]. — Discussion générale (p. 151, 152) ; *son amendement, à l'article unique, tendant à ne pas ratifier ce décret* (p. 152) ; dans la discussion des **projets de loi portant ratification des décrets du 12 septembre 1963 et du 23 novembre 1963 sur l'importation d'œufs en coquilles** (p. 153, 154) ; *son amendement tendant à ne pas ratifier le décret du 12 septembre* 1963 (p. 153). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique agricole du Gouvernement** [28 avril 1964] (p. 201 à 203). — Est entendu lors de la réponse de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, à ses **questions orales n°s 557 et 558** (*cf. supra*) [5 mai 1964] (p. 228). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 565** (*cf. supra*) [9 juin 1964] (p. 515, 516). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion, en **deuxième lecture,** des **projets de loi portant ratification des décrets n°s 63-12 et 63-935 sur l'importation d'œufs en coquilles** [18 juin 1964] (p. 691). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique agricole du Gouvernement** [20 octobre 1964] (p. 1114 à 1116) ; (p. 1130). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [20 novembre 1964]). — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1752). — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE III : explique son vote sur la demande de M. Dailly de repousser les crédits de fonctionnement faisant l'objet du titre III (p. 1764) ; TITRE IV : *son amendement tendant à réduire ce crédit de 10 millions de francs afin de protester contre l'insuffisance de la ristourne prévue pour les amendements calcaires* (p. 1765). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 614** (*cf. supra*) [9 décembre 1964] (p. 2242).

NAYROU (M. JEAN) [Ariège].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative) [20 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, autorisant un recrutement exceptionnel de fonctionnaires de la sûreté nationale et de la préfecture de police [4 juin 1964] (n° 223).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'intégration dans les cadres du ministère des affaires étrangères de sous-préfets et administrateurs civils du ministère de l'intérieur et administrateurs des services civils d'Algérie [25 novembre 1964] (n° 44).

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, concernant l'intégration des géographes du ministère des affaires étrangères dans le corps des artistes cartographes de l'institut géographique national [25 novembre 1964] (n° 45).

Questions orales :

M. Jean Nayrou rappelle à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que la création d'une société d'économie mixte pour l'équipement touristique de l'Ariège a été décidée par le conseil général, il y a plusieurs mois ; qu'une réunion officieuse s'est déjà tenue, en conclusion de laquelle les statuts ont été proposés, les dits statuts étant tout simplement les statuts-types officiels ; qu'au cours de cette réunion, il a été porté à la connaissance des délégués qu'un délai minimum de six mois était nécessaire pour l'approbation. Il lui demande les raisons de ce long délai, tout en suggérant de le ramener à un terme plus raisonnable susceptible de faciliter et avancer la création définitive de la société [30 juin 1964] (n° 590). — Réponse [13 octobre 1964] (p. 1069).

M. Jean Nayrou appelle l'attention de *M. le ministre de l'agriculture* sur l'importance que présentent l'étude et la réalisation de l'irrigation de la basse Ariège et lui demande quelles mesures il compte prendre pour en hâter l'avancement [30 juin 1964] (n° 591). — Réponse [13 octobre 1964] (p. 1067).

M. Jean Nayrou appelle l'attention de *M. le ministre de la justice* sur certaines formes de ventes pratiquées par certains individus au détriment d'acheteurs mal informés et même trompés, en particulier de vieillards isolés, et lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à ce qui constitue un véritable scandale [30 juin 1964] (n° 592). — Réponse [13 octobre 1964] (p. 1072).

M. Jean Nayrou expose à *M. le ministre de la santé publique et de la population* que les dispositions relatives à l'aide ménagère se heurtent trop souvent aux délais d'instruction des dossiers et lui demande de bien vouloir prendre toutes mesures permettant la mise en application de la procédure d'admission d'urgence [30 juin 1964] (n° 593). — Réponse [13 octobre 1964] (p. 1073).

M. Jean Nayrou appelle l'attention de *M. le ministre de l'agriculture* sur les pertes très sérieuses causées aux exploitants agricoles de l'Ariège par la sécheresse persistante et lui demande s'il compte prendre les mesures indispensables d'indemnisation comme ce fut le cas en 1962 [2 octobre 1964] (n° 596). — Réponse [27 octobre 1964] (p. 1162).

M. Jean Nayrou appelle l'attention de *M. le ministre de l'industrie* sur la crise très grave qui sévit dans le textile entraînant une situation pénible de la population ouvrière des départements de l'Ariège et de l'Aude, et lui demande quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour porter remède aux difficultés actuelles [2 octobre 1964] (n° 599). — Réponse [27 octobre 1964] (p. 1163, 1164).

M. Jean Nayrou expose à *M. le ministre de l'industrie* que la dernière entreprise industrielle de Foix ferme ses portes à partir du 2 janvier prochain ; que la direction a motivé sa décision par « les conditions économiques actuelles, blocage des prix de vente et augmentation des éléments de prix de revient » ; il lui fait observer combien l'événement est en contradiction avec la politique de soi-disant décentralisation industrielle qui n'a été qu'un leurre pour l'Ariège et lui demande s'il envisage sérieusement de prendre des mesures en faveur d'une région victime d'une crise dans diverses branches, textile et métallurgie notamment [18 décembre 1964] (n° 626).

Question orale avec débat :

M. Jean Nayrou demande à *M. le ministre de l'intérieur* ce qu'il compte faire afin d'apporter une solution positive aux problèmes évoqués à l'occasion de la discussion budgétaire concernant les fonctionnaires de la police en uniforme (corps urbains et C. R. S.) [3 décembre 1964].

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi autorisant un recrutement exceptionnel des fonctionnaires de la sûreté nationale et de la préfecture de police** [11 juin 1964]. — Discussion générale (p. 539). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à inclure dans le champ d'application de la loi les fonctionnaires anciens déportés résistants* (p. 540) ; le retire (*ibid.*) ; *son amendement tendant, à la fin du premier alinéa de cet article, à supprimer le mot « vacants »* (*ibid.*) ; le retire (*ibid.*). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant modification de l'article 2 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut des fonctionnaires** [11 juin 1964]. — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à insérer un article additionnel 2 (nouveau) rétablissant une juste parité entre les administrateurs civils et les administrateurs sortis de l'école nationale de la France d'outre-mer* (p. 547). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à ses **questions orales nos 591 et 590 ; 592 et 593** (*cf. supra*) [13 octobre 1964] (p. 1067) ; (p. 1072, 1073). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à ses **questions orales nos 596 et 599** (*cf. supra*) [27 octobre 1964] (p. 1162). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [17 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — CHEMIN DE FER. — RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS. — Discussion générale, observations sur la situation des personnels des chemins de fer et des ponts et chaussées (p. 1593, 1594). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1964]. — INTÉRIEUR. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des lois, intervient dans la discussion de ce budget. — Observations ayant porté notamment sur la situation des collectivités locales (p. 1694, 1695). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — CHARGES COMMUNES. — Discussion générale (p. 1984). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi concernant l'intégration des géographes du ministère des affaires étrangères** [2 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2091) ; dans la discussion du **projet de loi relatif à l'intégration dans les cadres du ministère des affaires étrangères de sous-préfets et administrateurs civils du ministère de l'intérieur et administrateurs des services civils d'Algérie** [2 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2092). — Discussion des articles. — Art. 2 : *amendement de M. Desseigne* (p. 2093) ; *amendement de M. Portmann* (p. 2094).

NOURY (M. JEAN) [Ille-et-Vilaine].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale [15 décembre 1964].

Dépôt législatif :

Rapport, de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi tendant à la répression de l'usage des stimulants à l'occasion des compétitions sportives [27 octobre 1964] (n° 14).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'attribution d'une pension proportionnelle aux administrateurs civils et aux administrateurs des postes et télécommunications** [11 juin 1964]. — Discussion générale (p. 550). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles, à la discussion du **projet de loi tendant à la répression du doping dans les compétitions sportives** [3 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1257 à 1259) ; observations sur la demande de M. Philippon de renvoyer ce texte à la commission des lois pour avis (p. 1262). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à exclure de l'application des dispositions de cet article les jeunes gens de moins de 18 ans* (p. 1262, 1263) ; Art. 2 : *son amendement tendant au 1er alinéa de cet article, à remplacer les mots : « l'accomplissement des actes visés à l'article premier, ou aura incité à les accomplir » par les mots : « l'utilisation des substances visées à l'article premier ou aura incité à les utiliser »* (p. 1263) ; *sous-amendement de M. Benoist* (p. 1264) ; Art. 3 : *son amendement tendant, au deuxième alinéa de cet article, à supprimer la référence à l'article 2 et à prévoir pour ces sportifs les peines d'amende inscrites à l'article 1er* (p. 1264) ; *amendement de M. Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports* (p. 1264) ; Art. 4 : *son amendement tendant à exclure des peines prévues à l'article 2 les sportifs pratiquants* (p. 1265). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis, pour la jeunesse et les sports, de la commission des affaires culturelles, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [25 novembre 1964]. — EDUCATION NATIONALE. — Discussion générale (p. 1916 à 1918). — Examen des crédits. — TITRE IV : *son amendement tendant à rétablir le crédit supprimé par l'Assemblée nationale concernant la subvention à la fédération sportive et gymnique du travail* (F. S. G. T.) (p. 1949, 1950). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale** [3 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2108).

P

PAMS (M. GASTON) [Pyrénées-Orientales].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les dispositions du chapitre Ier du titre Ier du livre Ier du code de l'aviation civile relatives à l'immatriculation et à la nationalité des aéronefs [17 juin 1964] (n° 266).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur la proposition de loi adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, tendant à modifier les dispositions du chapitre 1er, titre Ier du livre Ier du code de l'aviation civile relatives à l'immatriculation et à la nationalité des aéronefs [26 juin 1964] (n° 306).

Question orale avec débat :

M. Gaston Pams demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports :* 1° les raisons pour lesquelles les avantages tarifaires sur les transports de produits agricoles consentis aux agriculteurs bretons au mois de mars 1964 n'ont pas été étendus aux producteurs de fruits et légumes du Sud-Ouest et des Pyrénées-Orientales ; 2° les mesures qu'il compte prendre, dans le cadre du Marché commun, pour remédier à l'inégalité des tarifs appliqués aux expéditeurs français de fruits et légumes et aux expéditeurs étrangers de ces mêmes produits, italiens notamment [21 mai 1964].

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion de la **proposition de loi portant modification de certaines dispositions du code de l'aviation civile** [23 juin 1964]. — Discussion générale (p. 743). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [16 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, SECTION II : AVIATION CIVILE. — Discussion générale. — Observations ayant porté sur la question d'Air Union, la situation d'Air France et de l'U. A. T., le développement d'Air Inter ; les problèmes posés par la construction aéronautique et notamment le problème du *Concorde* (p. 1551, 1552, 1553). — Examen des crédits. — TITRE V : *son amendement tendant à une réduction de crédits pour attirer l'attention du Gouvernement sur les conséquences que pourrait avoir pour notre industrie aéronautique l'abandon éventuel du projet* Concorde (p. 1560) ; le retire (*ibid.*).

PARISOT (M. HENRI) [Vosges].

Est nommé **secrétaire du Sénat** [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

PASCAUD (M. GUY) [Charente].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du Plan [7 octobre 1964].

PATENOTRE (M. FRANÇOIS) [Aube].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

PATRIA (M. PIERRE) [Oise].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

PAULY (M. PAUL) [Creuse].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative) [20 octobre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [18 novembre 1964]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale. — Observations sur la réduction des effectifs de la gendarmerie (p. 1649, 1650). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1964]. — EDUCATION NATIONALE. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 1915, 1916).

PAUMELLE (M. HENRI) [Seine-Maritime].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Interventions :

Intervient au cours du débat sur les questions orales de plusieurs sénateurs relatives à la **politique agricole du Gouvernement** [20 octobre 1964] (p. 1130). — Explique son vote sur le **projet de loi portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite** [6 novembre 1964] (p. 1395).

PAUZET (M. MARC) [Gironde].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [18 juin 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [27 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 62-867 du 28 juillet 1962, relatif au recouvrement des prélèvements et taxes compensatoires établis conformément aux règlements arrêtés par le Conseil de la Communauté économique européenne [19 mai 1964] (N° 176).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 62-1361 du 16 novembre 1962, instituant une taxe compensatoire à l'importation de certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles [11 juin 1964] (N° 251).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 63-1318 du 27 décembre 1963, qui a modifié le décret n° 62-1361 du 16 novembre 1962, instituant une taxe compensatoire à l'importation de certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles [11 juin 1964] (N° 253).

Interventions :

Intervient dans la discussion de la **proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture** [12 mai 1964]. — Discussion des articles. — Art. 16 : *son sous-amendement tendant à substituer un pluriel à un singulier en ce qui concerne les entreprises industrielles et commerciales* (p. 268) ; Art. 16 A (*nouveau*) : *son sous-amendement tendant à rédiger comme suit la fin du premier alinéa de l'amendement proposé par M. Houdet « ...un contrat type établi par le ministre de l'agriculture après avis des organisations professionnelles intéressées »* (p. 269). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution** [20 mai 1964]. — Discussion des articles. — Art. 43 : *son sous-amendement tendant à réduire de deux ans à un an le délai pour tous travaux dans la zone soumise à l'enquête* (p. 359). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi portant ratification d'un décret relatif au recouvrement des prélèvements et taxes compensatoires dans la Communauté économique européenne** [21 mai 1964]. — Discussion générale (p. 374, 375, 377). — Prend part à la discussion du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [16 juin 1964]. — Discussion générale (p. 644 à 646). — Discussion des articles. — Art. 3 *bis* (*nouveau*) : *sous-amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture* (p. 652) ; *son sous-amendement tendant, dans le paragraphe* 1er *a) du texte proposé par l'amendement de M. Restat, à ajouter les mots « de responsabilité civile » après les mots « des assurances accidents »* (p. 652). — **Suite de la discussion** [17 juin 1964]. — Art. 4 *bis* (*nouveau*) : *sous-amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture* (p. 675). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi ratifiant le décret n° 62-1361 instituant une taxe compensatoire à l'importation de certains produits** [18 juin 1964]. — Discussion générale (p. 686) ; dans la discussion du **projet de loi ratifiant le décret n° 63-1318 étendant le champ d'application d'une taxe compensatoire** (*ibid.*). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [20 novembre 1964]. — AGRICULTURE. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur les mutations professionnelles (p. 1728 à 1731). — Examen des crédits. — Art. 47 : *amendement de M. Restat tendant à supprimer cet article concernant la participation professionnelle au fonds national de garantie contre les calamités* (p. 1766) ; ETAT C, TITRE VI : observations sur le rôle de la caisse des dépôts et consignations pour le financement des programmes départementaux d'alimentation en eau potable (p. 1766, 1767). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — ARTICLES ADDITIONNELS. — *Son amendement tendant à insérer un article additionnel complétant l'article 64 du code général des impôts* (p. 2017) ; le retire (*ibid.*). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture, du projet de loi relatif au régime et à la pollution des eaux** [2 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 9 : *soutient l'amendement de M. Driant, au deuxième alinéa, tendant à permettre aux collectivités de confier à des sociétés de droit privé ou à des sociétés d'économie mixte tous les travaux envisagés par l'alinéa* 1er *de cet article* (p. 2088) ; le retire (*ibid.*).

PELLENC (M. MARCEL) [Vaucluse].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [7 octobre 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion [1er décembre 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [16 décembre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au regroupement des actions non cotées [23 juin 1964] (n° 287).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant fixation du prix du permis de chasse [30 juin 1964] (n° 324).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances pour 1965, adopté par l'Assemblée nationale [12 novembre 1964] (n° 23).

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1965 [2 décembre 1964] (n° 55).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1964, adopté par l'Assemblée nationale [14 décembre 1964] (n° 72).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [18 décembre 1964] (n° 107).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française** [12 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendements de MM. Edouard Bonnefous et Hubert Durand* (p. 601, 602). — Prend part, en qualité de rapporteur général de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi relatif au regroupement des actions non cotées** [26 juin 1964]. — Discussion générale (p. 875, 876). — Prend part, en qualité de rapporteur général de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi portant fixation du prix du permis de chasse** [30 juin 1964]. — Discussion générale (p. 948, 949, 950). — Discussion de l'article unique : *son amendement tendant à proposer la somme de trente-six francs au lieu de quarante* (p. 952) ; *son amendement tendant à fixer à quarante francs le prix du permis, la part de l'Etat étant de dix francs, la part des communes de six francs et la part du conseil supérieur de la chasse de vingt-quatre francs* (p. 953). — Prend part, en qualité de rapporteur général de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [12 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1401 à 1407). — **Suite de la discussion** [13 novembre 1964]. — Rend hommage au personnel des Journaux officiels (p. 1431) ; **suite de la discussion générale de la loi de finances** (p. 1439). — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement, au paragraphe III de cet article, tendant à obliger le Gouvernement à présenter, pour l'année prochaine, un nouveau barème de l'impôt sur le revenu* (p. 1442) ; *amendement de M. Bardol* (p. 1443) ; Art. 4 : *son amendement tendant à préciser que la décote au profit des personnes âgées est applicable au 31 décembre de l'année au cours de laquelle ont été perçus les revenus* (p. 1444) ; le retire (p. 1445) ; Art. 6 : *amendement rédactionnel de M. Boulin, secrétaire d'Etat* (ibid.) ; Art. 7 : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif aux obligations émises par certains organismes et notamment les collectivités publiques* (p. 1446, 1447) ; Art. 8 : *son amendement tendant à supprimer cet article ayant pour objet de modifier les tarifs de droit de timbres applicables aux opérations des bourses des valeurs en vue de transformer le droit proportionnel actuel en un impôt dégressif* (p. 1447, 1448) ; Art. 9 : *amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat* (p. 1449) ; Art. 11 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe II concernant l'imposition des immeubles occupés par leur propriétaire (feuille bleue)* (p. 1449, 1450, 1451 et 1452) ; Art. 12 : *son amendement tendant à supprimer cet article prévoyant la déduction des revenus fonciers des dépenses d'amélioration dans les immeubles anciens, cette déduction étant réduite de 30 à 25 p. 100* (p. 1452, 1453) ; Art 14 : *son amendement tendant à préciser que le déficit d'une exploitation agricole, exploitée à titre accessoire, ne pourra être déduit du revenu global d'un contribuable* (p. 1454, 1455) ; *son amendement tendant à insérer après le premier alinéa de cet article deux alinéas nouveaux relatifs à l'imputabilité de certains déficits agricoles tels que les travaux de restauration des sols, de plantation d'arbres fruitiers ou de dégâts causés par des calamités naturelles* (p. 1456, 1457, 1458) ; Art. 15 : *amendement de M. Chochoy tendant à supprimer cet article relatif à la publicité sur la voie publique et au timbre des affiches* (p. 1459) ; *amendement de M. Raybaud, soutenu par M. Dailly, tendant à supprimer le troisième alinéa du paragraphe I de cet article relatif à l'extension par décret de la perception du droit de timbre* (p. 1461, 1462) ; *amendement de M. Raybaud, soutenu par M. Dailly* (p. 1464) ; Art. 17 : *son amendement tendant à supprimer cet article établissant un prélèvement sur les sociétés de courses* (p. 1466, 1467, 1469, 1470) ; le retire (p. 1470) ; Art. 19 (p. 1474) ; Art. 24 : *son amendement tendant à insérer un paragraphe 1 bis (nouveau) opérant un blocage d'un milliard de francs sur les crédits concernant les dépenses militaires, l'aide aux pays en voie de développement, l'énergie automique et les recherches spatiales* (p. 1487, 1488). — **Suite de la discussion** [17 novembre 1964]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale (p. 1368). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1964]. — INTÉRIEUR. — SERVICE DES RAPATRIÉS. — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE IV : observations sur les conditions d'application de l'article 42 de la loi organique (p. 1910). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — SERVICES FINANCIERS ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES ; intervient dans la discussion de ce budget en remplacement de M. Desache, rapporteur spécial. — Discussion générale (p. 1989, 1990). — ARTICLES DE TOTALISATION DES CRÉDITS. — Art. 67 *bis (nouveau)* : *amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat* (p. 2012) ; observations sur l'art. 29 (p. 2017). — **Suite de la discussion** [3 décembre 1964]. — DISCUSSION DES CONCLUSIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE ; en qualité de rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire, expose les conclusions du rapport de la commission sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1965 (p. 2120 à 2124). — Prend part, en qualité de rapporteur général de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [14 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2291 à 2294). — Critique l'usage abusif du collectif, considérant que la moitié des articles sont sans aucun rapport avec l'objet de la loi de finances et mettent en jeu des principes de droit public. — Discussion des articles. — Ar. 12 : relatif à la création d'un office des forêts est réservé (p. 2300) ; Art. 4 : *son amendement tendant à exonérer de la taxe de régularisation des valeurs foncières, les terrains non bâtis, affectés à un usage industriel ou commercial, dans les conditions prévues à l'article 1382 du code général des impôts* (p. 2301) ; Art. 12 *bis* : *son amendement tendant à supprimer cet article concernant le blocage des loyers des logécos* (p. 2303) ; Art. 14 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la dernière phrase de cet article précisant que les encaissements à domicile pour la fourniture de l'électricité et du gaz sont maintenus dans les localités de moins de cinq mille habitants* (p. 2303, 2305) ; Art. 15 : *amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat* (p. 2305, 2306) ; *amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat* (p. 2306, 2307) ; Art. 20 : *amendement de M. Monichon* (p. 2308) ; Art. 24 : *ses amendements tendant : 1° à ajouter, à la fin du premier alinéa de cet article, les mots : « conformément à l'article 1863 du code civil » ; 2° à insérer, à la fin de l'article, deux alinéas présisant les dispositions fiscales applicables aux sociétés civiles immobilières effectuant des opérations de construction* (p. 2314) ; Art. 29 : *son amendement tendant à supprimer cet article qui reconduit la mesure en vigueur ayant pour objet d'accorder certains allégements fiscaux en faveur de l'industrie cinématographique* (p. 2316) : Art. 33 *bis* : *amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat* (p. 2317) ; Art. 37 : *son amendement tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa de cet article* (p. 2318) ; le retire (p. 2319) ; *son amendement tendant à compléter cet article par un paragraphe II reprenant les dispositions qui figurent à l'article 44 quater* (p. 2319) ; *amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat, tendant à rétablir l'article 42 concernant les conditions de location, au profit d'associations aéronautiques, de matériels nécessaires à la pratique du vol à voile* (p. 2320) ; *amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat, tendant à rétablir l'article 43 portant modification du droit de vote dans les assemblées générales des sociétés* (p. 2320, 2321) ; Art. 44 : *amendement de M. Lagrange* (p. 2321) ; Art. 44 *quater* : *son amendement tendant à supprimer cet article pour en transférer les dispositions à l'article 37* (p. 2324) ; Art. 44 *sexies (nouveau)* : *son amendement tendant à insérer cet article relatif au financement des dépenses des chambres de métiers* (p. 2324) ; Art. 44 *septies (nouveau)* : *son amendement tendant à insérer cet article précisant que le déficit d'une exploitation agricole ne pourra être déduit du revenu global d'un contribuable si ce domaine est exploité à titre accessoire* (p. 2325). — **Suite de la discussion** [15 décembre 1964]. — Art. 6 : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif à la libération des loyers dans certaines catégories d'immeubles anciens* (p. 2361, 2362) ; Art. 7 : *amendements de MM. Fosset, Namy et Philippon tendant à supprimer cet article* (p. 2365, 2366) ; Art. 1er : *amendement de M. David tendant à supprimer cet artice relatif à la création d'un office national des forêts* (p. 2372) ; *son amendement tendant à instituer, à compter du 1er janvier 1966, un budget annexe des eaux et forêts* (p. 2372 à 2374). — **Suite de la discussion** [18 décembre 1964] ; en qualité de rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire, expose les conclusions du rapport de cette commission chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** (p. 2438, 2439).

PELLERAY (M. PAUL) [Orne].

Est nommé membre suppléant de la commission paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [27 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Question orale :

M. Paul Pelleray expose à *M. le ministre de l'agriculture* que l'harmonisation des prix agricoles à l'intérieur de la C. E. E. a été prévue par le traité de Rome et les accords récents de Bruxelles.

Il lui demande en conséquence pour quelles raisons les dispositions prévues par les textes ne se traduisent pas dans les faits [11 juin 1964] (n° 576). — Réponse [23 juin 1964] (p. 727).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [16 juin 1964]. — Discussion générale (p. 648). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 576** (*cf. supra*) [23 juin 1964] (p. 727). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [20 novembre 1964]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1741). — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE III : explique son vote sur la demande de M. Dailly de repousser les crédits de fonctionnement faisant l'objet du titre III (p. 1764). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant amnistie** [18 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2462).

PERDEREAU (M. LUCIEN) [Loiret].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

PERIDIER (M. JEAN) [Hérault].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention entre la République française et le royaume de Belgique relative au service militaire, signée à Paris le 12 octobre 1962 [21 mai 1964] (n° 199).

Rapport de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention consulaire et de son annexe, signées le 16 février 1963, entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Sénégal [27 octobre 1964] (n° 12).

Question orale :

M. Jean Peridier appelle l'attention de *M. le ministre de l'agriculture* sur les graves dégâts survenus dans le département de l'Hérault et plus particulièrement dans la région de Roujan les 4 et 30 septembre dernier ; il lui signale que les orages qui ont eu lieu ont créé de lourds dommages tant sur le plan immobilier que sur le plan agricole et viticole ; en conséquence il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre pour réparer les dommages subis et pour indemniser les sinistrés [8 octobre 1964] (n° 604). — Réponse [27 octobre 1964] (p. 1162, 1163).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi autorisant la ratification de la convention sur le service militaire entre la République française et le royaume de Belgique** [26 mai 1964]. — Discussion générale (p. 389). — Intervient dans la discussion du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [16 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 13 : *soutient l'amendement de M. Sempé tendant à ajouter un alinéa précisant que le projet de loi ne portera pas atteinte au fonds national de solidarité agricole institué par la loi du 8 août 1950, plus particulièrement à la section viticole* (p. 665) ; le retire (p. 666). — Intervient dans la discussion du **projet de loi sur l'application du principe de réciprocité en matière de protection du droit d'auteur** [26 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 2 (*nouveau*) : *amendement de M. Marcilhacy et sous-amendements de M. Bordeneuve et de M. Malraux, ministre d'Etat chargé des affaires culturelles* (p. 879). — Intervient au cours du débat sur les questions orales de MM. Courrière et Duclos concernant le **bilan du plan de stabilisation** [30 juin 1964] (p. 940). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales déposées par plusieurs sénateurs relatives à la **politique agricole du Gouvernement** [20 octobre 1964] (p. 1119, 1120). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale** n° 604 (*cf. supra*) [27 octobre 1964] (p. 1162, 1163). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi portant convention consulaire entre la France et le Sénégal** [1er décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2055).

PESCHAUD (M. HECTOR) [Cantal].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

PETIT (Général ERNEST) [Seine].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [18 novembre 1964]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale (p. 1643, 1644). — Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relative à certains équipements militaires** [9 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2257, 2258).

PETIT (M. GUY) [Basses-Pyrénées].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative aux baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal** [22 octobre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 2 *bis* (*nouveau*) : *amendement de M. Delalande* (p. 1147) ; *son sous-amendement tendant à compléter cet article par un alinéa relatif aux locations à caractère saisonnier* (p. 1148). — Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [13 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1435 à 1438). — **Suite de la discussion** [17 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS — CHEMIN DE FER — RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS. — Discussion générale. — Observations sur la date de réalisation de raccordement de l'autoroute de la côte basque au réseau espagnol (p. 1595, 1596). — **Suite de la discussion** [24 novembre 1964]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — Discussion générale (p. 1850). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — EDUCATION NATIONALE. — Discussion générale. — Observations sur le problème des collèges d'enseignement général (C. E. G.) et de leur nationalisation (p. 1943) ; explique son vote sur l'ensemble du budget (p. 2019) ; (p. 2025). — Explique son vote sur le **projet de loi de programme relative à certains équipements militaires** [9 décembre 1964] (p. 2274).

PEYREFITTE (M. ALAIN), **ministre de l'information** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

Est entendu, en cette qualité, au cours du débat sur le **projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française** [11 juin 1964]. — Discussion générale (p. 551 à 554) ; (p. 575, 576). — **Suite de la discussion** [12 juin 1964] (p. 590 à 599). — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendements de MM. Edouard Bonnefous et Hubert Durand tendant tous les deux à une nouvelle rédaction de cet article* (p. 601) ; Art. 2 : *amendement de M. Hubert Durand* (p. 603, 604) ; *amendement de M. Hubert Durand soutenu par M. Louis Cros* (p. 605) ; *amendement de M. Edouard Bonnefous* (*ibid.*) ; Art. 3 : *amendements de MM. Chauvin et Laurens* (p. 606, 607) ; *amendement de M. Hubert Durand* (p. 608, 609) ; *sous-amendement de M. Cornu* (p. 609, 610) ; Art. 4 : *amendement de M. Hubert Durand* (p. 610) ; *amendement de M. Hubert Durand* (*ibid.*) ; *amendement de M. Hubert Durand* (p. 611) ; *amendement de M. Hubert Durand relatif à la publicité commerciale* (p. 611, 612, 613) ; Art. 5 : *amendements de MM. Laurens et Carcassonne* (p. 615, 616) ; Art. 6 : *amendement de M. Chauvin* (p. 617, 618) ; Art. 6 *bis* (*nouveau*) : *amendement de M. Hubert Durand* (p. 618) ; Art. 7 *bis : amendement de M. Edouard Bonnefous* (p. 619, 620) ; Art. 7 *ter : amendement de M. Edouard Bonnefous* (*ibid.*). — **Suite de la discussion à l'issue des travaux de la commission mixte paritaire** [18 juin 1964]. — Discussion générale (p. 711 à 713) ; répond aux interventions de MM. Lamousse et Chauvin (p. 714, 715). — Discussion des articles. — Art. 3 : *son amendement rédactionnel* (p. 715). — Art. 4 : *son amendement, au 3e alinéa, tendant à supprimer la notion qui consiste à introduire une sorte d'automaticité dans les réponses des différents partis politiques* (p. 715, 716) ; Art. 6 : *son amendement, au 1er alinéa tendant au rejet de la notion d'avis du conseil d'administration* (p. 717) ; Art. 6 *bis* (*nouveau*) : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif à l'exercice du droit de réponse au bénéfice de toute personne diffamée ou mise en cause* (p. 717, 718) ; Art. 7 *bis : son amendement tendant à supprimer les*

mots : « et en tout état de cause à la demande de la majorité de ses membres » (p. 718) ; *son amendement tendant à supprimer le 2e alinéa de cet article relatif à la commission parlementaire* (*ibid.*). — **Discussion du projet de loi en deuxième lecture** [23 juin 1964]. — Discussion générale (p. 756) ; répond aux interventions de MM. Lamousse et Emile Hugues (p. 757, 758) ; de M. Courrière (p. 758).

PHILIPPON (M. GUSTAVE) [Haute-Vienne].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale [15 décembre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi tendant à la répression du doping dans les compétitions sportives** [3 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1260) ; demande le renvoi de ce texte à la commission des lois pour avis (*ibid.*). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [15 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 6 : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif à la libération des loyers dans certaines catégories d'immeubles anciens* (p. 2362) ; Art. 7 : *son amendement tendant à supprimer cet article étendant la liberté des loyers aux locaux vacants dans l'ensemble de la France* (p. 2365).

PIALES (M. PAUL) [Cantal].

Est nommé vice-président de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

PICARD (M. ANDRÉ) [Côte-d'Or].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

PINSARD (M. JULES) [Saône-et-Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

PINTON (M. AUGUSTE) [Rhône].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le code du travail dans les territoires d'outre-mer [9 avril 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Questions orales avec débat :

M. Auguste Pinton a l'honneur d'exposer à *M. le ministre des rapatriés* que la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer dispose dans son article 4 qu'« une loi de finances, dont le projet devra être déposé au plus tard le 30 juin 1962, dégagera les ressources complémentaires nécessaires à l'application des mesures prises en vertu de la présente loi et déterminera les procédures selon lesquelles ces ressources seront affectées au financement de ces mesures » et qu'il n'apparaît pas, sauf erreur, qu'un projet de loi de cette nature ait été déposé avant le 1er juillet 1962, ni même à ce jour. Il lui rappelle que cet article 4 stipulait ensuite que « la défense des biens et des intérêts des personnes visées aux articles 1er et 3 ci-dessus, ainsi que les opérations financières qui en résultent seront assurées par un organisme dont la composition, le fonctionnement et les attributions seront fixés ultérieurement par une loi » et qu'il ne semble pas qu'un tel projet de loi ait jamais été déposé. Il lui signale, enfin, que cet article indiquait, en conclusion, qu'« une loi distincte fixera, en fonction des circonstances, le montant et les modalités d'une indemnisation, en cas de spoliation et de perte définitivement établies, des biens appartenant aux personnes visées au premier alinéa de l'article 1er et au premier alinéa de l'article 3 » et que, à sa connaissance, aucun projet de loi de cette nature n'a été déposé. Il se sent donc fondé à conclure que, si des mesures ont été prises concernant le bénéfice de la sécurité sociale et des prestations familiales, les conditions d'attribution de logements, l'accueil et le reclassement de la main-d'œuvre, l'intégration dans les services publics métropolitains, les prestations de retour, l'allocation de subsistance, l'octroi de prêts et de subventions et des indemnités particulières, aucun projet de loi n'a été déposé concernant l'indemnisation véritable des biens en cas de spoliation et de perte définitivement établies. En conséquence, il demande à M. le ministre des rapatriés de lui faire connaître les raisons pour lesquelles les dispositions de la loi du 26 décembre 1961 précitée n'ont pas été observées. Si, comme il semble peu probable que le caractère définitif des spoliations et des pertes puisse être mis en doute, la raison du non-respect de la loi est de nature financière, il lui demande également pourquoi les fonds nécessaires à une indemnisation équitable — qui pourrait être égale pour tous jusqu'à une certaine somme et complétée au-delà par des obligations échelonnées sur plusieurs années — ne sont pas prélevés sur l'aide fournie aujourd'hui à l'Algérie, supérieure à celles allouées aux autres Etats ex-français, puisque cette aide correspondait, selon les accords d'Evian, à la contrepartie du maintien en Algérie de plusieurs centaines de milliers de Français qui sont partis [28 avril 1964].

M. Auguste Pinton demande à *M. le ministre d'Etat* chargé des départements et territoires d'outre-mer s'il n'estime pas opportun : 1° d'encourager, dans les circonstances actuelles, le peuplement de la Nouvelle-Calédonie où la densité de la population n'atteint encore que quatre habitants au kilomètre carré ; 2° de favoriser la diversification de l'activité économique de ce territoire en mettant l'accent, dans un premier temps, d'une part, sur le développement de l'agriculture, d'autre part, sur celui de l'équipement hôtelier et touristique (16 mai 1963). — Réponse [16 juin 1964] (p. 630 à 633).

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants** [3 juin 1964]. — Discussion générale (p. 458 à 461) ; (p. 476). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative au **développement de la Nouvelle-Calédonie** [16 juin 1964] (p. 630 à 633). — Intervient dans la discussion du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [17 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 4 *bis* (nouveau) : *sous-amendement de M. Sempé* (p. 678). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture**, de la **proposition de loi portant modification de certaines dispositions du code de l'aviation civile** [26 juin 1964] (p. 881). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi portant prorogation de dispositions prises à raison de la crise du logement** [30 juin 1964]. — Discussion générale (p. 947). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi relative à l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des « bidonvilles »** [15 octobre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 7 : *amendement de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat* (p. 1097). — Prend part à la discussion de la **proposition de loi relative aux baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal** [22 octobre 1964]. — Discussion des articles. — Après l'article 1er *bis* (nouveau) : *son amendement tendant à insérer un article additionnel* 1er ter *nouveau donnant le bénéfice de la loi aux locataires de constructions édifiées sur le terrain d'autrui* (p. 1144, 1145, 1146) ; Art. 2 *bis* (*nouveau*) : *amendement de M. Delalande* (p. 1148) ; après l'article 12 : *son amendement tendant à insérer un article additionnel* 12 bis (*nouveau*) *relatif aux droits de place sur les marchés* (p. 1152) ; le retire (p. 1153). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [17 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — CHEMINS DE FER. — RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS. — Discussion générale (p. 1582 à 1584). — **Suite de la discussion** [21 novembre 1964]. — COOPÉRATION. — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE IV : observations sur l'aide multilatérale (p. 1776). — **Suite de la discussion** [23 novembre 1964]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 1823, 1824). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1964]. — INTÉRIEUR. — SERVICE DES RAPATRIÉS. — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE III : à cette occasion, rend hommage à la mémoire de M. Borgeaud, ancien sénateur. — Observations sur les mesures à prendre en faveur des rapatriés (p. 1905, 1906). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve plan** [8 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2223, 2224). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relative à certains équipements militaires** [9 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2258, 2259).

PISANI (M. EDGARD), **Ministre de l'agriculture** (2e cabinet de M. Georges Pompidou des 28 novembre et 6 décembre 1962).

Prend part, en cette qualité, à la discussion de la **proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture** [12 mai 1964]. — Discussion générale (p. 248, 252 et 253). — Discussion des articles. — **Art. 3 :** *son amendement tendant à compléter cet article par un antépé-*

nultième alinéa prévoyant l'extension du système coopératif après signature des accords interprofessionnels (p. 256) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 7 : *son sous-amendement concernant la procédure suivie pour l'extension des accords interprofessionnels* (p. 258) ; Art. 8 : *sous-amendement de M. Kauffmann soutenu par M. Bajeux* (p. 259) ; Art. 9 : *son sous-amendement relatif au mécanisme de fixation des prix* (p. 260) ; Art. 9 *ter* : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif à la réquisition des entreprises* (p. 263) ; le retire (p. 264) ; Art. 13 : *son sous-amendement relatif à l'affectation des recettes après avis des organisations professionnelles* (p. 265, 266) ; Art. 14 : *son sous-amendement tendant à supprimer les mots « dans la limite des crédits spéciaux qui leur sont affectés à cet effet » dans le texte proposé par l'amendement de M. Houdet* (p. 266) ; Art. 16 : *son sous-amendement tendant à supprimer les mots « dont l'exécution est laissée à un centre de décision unique »* (p. 268) ; Art. 15 *bis* (*nouveau*) (précédemment réservé) : *son amendement tendant à insérer cet article relatif aux contrats collectifs en dehors des contrats d'intégration* (p. 269) ; observations sur l'opportunité d'insérer ce texte à l'article 2 (*ibid.*) (p. 270) ; Art. 16 B *bis* (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article relatif au délai d'intégration en cours d'exécution* (p. 270) ; après l'article 16 D : *amendement de M. Kauffmann soutenu par M. Bajeux* (p. 271) ; Art. 16 E (*nouveau*) : *son sous-amendement relatif aux sanctions, fermeture temporaire ou définitive de l'entreprise* (*ibid.*) ; après l'article 16 *quater* : *amendement de M. Brun soutenu par M. Blondelle ; son sous-amendement relatif à la procédure de l'extension par arrêté ministériel* (p. 272, 273) ; Art. 17 : *son amendement relatif aux conditions de mise en application du présent texte* (p. 273) ; Art. 16 *quinquies* (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article proposant une nouvelle forme de l'extension des règles aux producteurs de la région* (p. 273, 274) ; sur l'ensemble (p. 274). — Prend la parole au cours de la discussion du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [16 juin 1964]. — Discussion générale (p. 647, 648). — Discussion des articles. — Art. 2 *bis nouveau* : *sous-amendement de M. Bajeux* (p. 651) ; *sous-amendement de M. Bernier* (*ibid.*) ; Art. 3 *bis* (*nouveau*) : *amendement de M. Restat* (p. 652) ; *son sous-amendement tendant, dans le premier alinéa du paragraphe I, a, du texte proposé par l'amendement de M. Restat, à supprimer les mots : « à l'exception des assurances accidents de toute nature »* (*ibid.*) ; *sous-amendement de M. Monsarrat* (p. 653) ; Art. 4 *bis* : *amendement de M. Restat ;* observations (p. 654, 655, 656 et 657) ; Art. 6 *bis* (nouveau) : *amendement de M. Restat* (p. 658) ; *sous-amendement de M. Brégégère* (*ibid.*) ; *sous-amendement de M. Monsarrat* (p. 659) ; *son sous-amendement tendant à supprimer le mot « minimale » au 1er alinéa du texte de l'amendement de M. Restat* (*ibid.*) ; *son sous-amendement, tendant à modifier le 3e alinéa de l'amendement de M. Restat, en ce qui concerne le taux de participation du fonds* (p. 660) ; *sous-amendement de M. Sempé ;* lui oppose l'article 40 (*ibid.*) ; *sous-amendement de M. Monsarrat* (p. 661) ; *sous-amendement de M. Sempé* (ibid.) ; Art. 11 : *son sous-amendement tendant à remplacer les mots : « le fonds national de garantie des calamités agricoles » par : « l'Etat »* (p. 664) ; Art. 12 : *amendement de M. Restat* (*ibid.*) ; Art. 13 : *amendement de M. Sempé soutenu par M. Péridier* (fond national de solidarité viticole) (p. 666). — **Suite de la discussion** [17 juin 1964]. — Art. 4 *bis* (précédemment réservé) : *son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du 2e alinéa de l'amendement de M. Restat* (p. 674, 675) ; *son sous-amendement tendant à supprimer la première phrase du 3e alinéa concernant le régime transitoire* (p. 676) ; *sous-amendement de M. Bajeux* (p. 677) ; *sous-amendement de M. Sempé* (p. 677, 678 et 679) ; *sous-amendement de M. Monsarrat* (p. 679, 680) ; Art. 14 : *amendement de M. Restat* (p. 681). — Prend part à la discussion, en **deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture** [18 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 3 : *amendement de M. Houdet* (p. 701) ; Art. 6 : *amendement de M. Houdet* (p. 702) ; Art. 9 *ter* : *amendement de M. Houdet* (p. 703) ; Art. 13 : *amendement de M. Houdet* (p. 704) ; Art. 14 : *amendement de M. Houdet* (p. 705) ; Art. 16 D : *amendement de M. Houdet* (p. 706) ; Art. 16 *quater* : *amendement de M. Hector Dubois* (p. 706) ; Art. 16 *quinquies* : *son amendement tendant à rétablir cet article supprimé par l'Assemblée nationale relatif à l'extension des accords interprofessionnels aux groupements de producteurs* (p. 707). — **Suite de la discussion** [26 juin 1964]. — Discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire (p. 867). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [20 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 4 *bis* : *observations sur l'amendement de M. Restat tendant à reprendre le texte adopté par le Sénat en première lecture* (p. 870) ; Art. 4 *bis* : *observations sur l'amendement de M. Restat tendant à préciser que « l'indemnité allouée ne peut dépasser 75 p. 100 des dommages subis »* (p. 871) ; *son amendement tendant, au dernier alinéa de cet article, à substituer le mot : « convenue » au mot « déclarés »* (p. 872) ; répond aux observations présentées par MM. Courrière, Durieux et Tournan (p. 872, 873, 874). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au regroupement des actions non cotées** [26 juin 1964]. — Discussion générale (p. 876). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif à l'organisation des associations communales de chasse** [29 juin 1964]. — Discussion générale (p. 903). — Discussion des articles. — Art. 2 : observations (p. 904) ; sur l'ensemble, répond aux questions posées par M. Verdeille, rapporteur de la commission des lois (p. 905, 906) ; répond à la question de M. Delorme relative à l'institution d'un examen préalable à la délivrance du permis de chasse (p. 907). — Intervient dans la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [29 juin 1964]. — Discussion générale (p. 919).

PLAIT (M. ANDRÉ) [Yonne].

Est nommé vice-président de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi relatif aux professions d'orthophoniste et d'aide-orthoptiste [19 mai 1964] (N° 183).

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, relatif aux professions d'orthophoniste et d'aide-orthoptiste [25 juin 1964] (N° 298).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion du **projet de loi relatif aux professions d'orthophoniste et d'aide-orthoptiste** [28 mai 1964]. — Discussion générale (p. 415, 416). — Discussion des articles. — *Son amendement tendant à modifier les derniers mots de l'article* 504-1, 1er *alinéa, en les remplaçant par les mots : « hors la présence du médecin »* (p. 417) ; *amendement identique au 2e alinéa du texte proposé pour l'article* 504-2 (ibid.). — **Discussion en deuxième lecture** [30 juin 1964]. — Discussion générale (p. 960). — Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [23 novembre 1964]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur la prévention médicale sanitaire et sociale et la lutte contre les maladies (p. 1783 à 1785).

POHER (M. ALAIN) [Seine-et-Oise].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

POMMERY (M. JOSEPH DE) [Meurthe-et-Moselle].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le code du travail dans les territoires d'outre-mer [9 avril 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne [24 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

PONTBRIAND (M. MICHEL DE) [Loire-Atlantique].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [27 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à permettre l'interdiction totale de la vente de certaines espèces de gibier en voie de diminution ou menacées de disparition [22 octobre 1964] (N° 8).

Question orale avec débat :

M. Michel de Pontbriand rappelle à *M. le Premier ministre* que le nombre des personnes partant en vacances ne cesse de croître d'année en année. Le tourisme connaît donc une vogue nouvelle et intéresse de plus en plus les diverses couches de la population. Le tourisme n'est plus en effet l'apanage des personnes aisées, habituées des stations spécialisées. Il est de plus en plus pratiqué par des personnes, des familles, ayant des revenus modestes. Il lui demande en conséquence : 1° si, pour répondre aux besoins de cette nouvelle clientèle, il ne croit pas qu'il serait opportun d'orienter la politique touristique, afin de dégager de nouvelles formules plus en rapport avec les moyens financiers dont dispose cette catégorie sociale dans toutes les régions pouvant l'accueillir ; 2° s'il ne pense pas que le développement du tourisme en général et du tourisme social en particulier, pourrait contribuer à réanimer des régions défavorisées dont la principale richesse est constituée par un potentiel touristique important et actuellement insuffisamment exploité [3 avril 1964]. — Réponse [14 avril 1964] (p. 118 et suivantes).

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative à la **situation de l'industrie touristique française** [14 avril 1964] (p. 123 à 126). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant fixation du prix du permis de chasse** [30 juin 1964]. — Discussion générale (p. 949, 950). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion de la **proposition de loi relative à la protection du gibier** [3 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1256, 1257).

POROÏ (M. ALFRED), [Polynésie française].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [14 novembre 1964]. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 1519, 1520).

PORTMANN (M. GEORGES) [Gironde].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [7 octobre 1964].

Est nommé membre du comité directeur de la caisse d'équipement pour le développement de l'Algérie [15 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de l'avenant signé à Paris, le 1er juillet 1963, à la convention du 24 décembre 1936 entre la France et la Suède, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance en matière d'impôts sur les successions [3 juin 1964] (n° 212).

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention signée à Paris, le 21 juin 1963, entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions [3 juin 1964] (n° 213).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention, signée à Paris, le 20 août 1963 entre la France et Israël, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu [30 juin 1964] (n° 323).

Rapport fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention signée à Athènes le 21 août 1963 entre la France et la Grèce, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu [16 décembre 1964] (n° 100).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention, signée à Bruxelles le 10 mars 1964 entre la France et la Belgique, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur les revenus [16 décembre 1964] (n° 101).

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur les **questions orales de MM. Talamoni et Coutrot relatives au problème social du logement** [21 avril 1964] (p. 176). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution** [19 mai 1964]. — Discussion générale (p. 300, 301) ; observations sur la fabrication d'eau douce par traitement de l'eau de mer. — Intervient au cours du débat sur la question orale de M. Longchambon relative à la **scolarité des enfants des Français de l'étranger** [9 juin 1964] (p. 519, 520). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi portant ratification de la convention franco-suédoise sur les doubles impositions** [9 juin 1964]. — Discussion générale (p. 526) ; dans la discussion du **projet de loi portant ratification de la convention franco-britannique sur les doubles impositions** (*ibid.*) — Intervient au cours du débat sur la question orale de M. Courrière relative à la **situation du réseau routier** [23 juin 1964] (p. 736). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture**, du **projet de loi relatif aux professions d'orthophonistes et d'aide-orthoptiste** [30 juin 1964]. — Discussion générale (p. 960). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi autorisant l'approbation de la convention tendant à éviter les doubles impositions entre la France et Israël** [30 juin 1964]. — Discussion générale (p. 965). — Intervient au cours du débat sur la question orale de M. Gros, relative aux **problèmes scolaires** [27 octobre 1964] (p. 1184). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [23 novembre 1964]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 1793) ; observations sur la création de l'institut européen du cerveau (p. 1796). — **Suite de la discussion** [24 novembre 1964]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — AFFAIRES ALGÉRIENNES. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion de ce budget. — Discussion générale (p. 1836 à 1838). — Examen des crédits. — Etat B, TITRE III : *son amendement tendant au rejet des crédits de ce titre* (p. 1813) ; TITRE IV : *son amendement tendant au rejet des crédits de ce titre* (ibid.) ; ETAT C, TITRE V : *amendement identique* (p. 1854). — AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion de ce budget. — Observations ayant porté sur la coopération technique, culturelle et scientifique (p. 1854, 1835). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — EDUCATION NATIONALE. — Discussion générale ; observations sur le développement des facultés de médecine en France (p. 1940) ; observations relatives à l'enseignement technique et à l'enseignement supérieur (p. 1942, 1943). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'intégration dans les cadres du ministère des affaires étrangères de sous-préfets et administrateurs civils du ministère de l'intérieur et administrateurs des services civils de l'Algérie** [2 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement tendant à porter de six à huit la limite prévue des intégrations d'administrateurs et de supprimer l'exigence territoriale « en Algérie »* (p. 2094). — Intervient en qualité de rapporteur de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi autorisant la ratification de la convention en matière d'impôts entre la France et la Belgique** [17 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2428) ; dans la discussion du **projet de loi autorisant la ratification de la convention en matière d'impôts entre la France et la Grèce** (*ibid.*).

PRÉLOT (M. MARCEL) [Doubs].

Est nommé vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi relatif aux sessions des conseils généraux [30 avril 1964] (n° 159).

Question orale avec débat :

M. Marcel Prélot, tout en approuvant les lignes générales de la réforme annoncée du baccalauréat, désirerait obtenir de *M. le ministre de l'éducation nationale* des précisions sur les quatre points suivants : 1° envisage-t-il le rétablissement de l'examen

oral en tant qu'épreuve fondamentale, aucune sélection n'étant valable sans contact personnel de l'examinateur et de l'examiné ; 2° considère-t-il la classe terminale comme une classe de récapitulation ou comme une année d'ouverture des jeunes esprits sur le monde où ils vont entrer ; 3° n'estime-t-il pas qu'une place importante doit être faite, au cours de cette dernière année d'études générales, à la formation civique des jeunes gens ; 4° ne pense-t-il pas que la formation civique donnée à ce niveau implique un recrutement particulier de professeurs qualifiés par leurs études antérieures [7 octobre 1964]. — Réponse [27 octobre 1964] (p. 1179 et suivants).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi relatif aux sessions des conseils généraux** [5 mai 1964]. — Discussion générale (p. 231). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à la vaccination antipoliomyélitique obligatoire** [28 mai 1964]. — Discussion des articles. — Art. 5 (*nouveau*) : *amendement de M. Henriet tendant à supprimer cet article condamnant la propagande faite contre la loi* (p. 407). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française** [12 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 3 : *amendement de M. Hubert Durand* (p. 608). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative aux **problèmes scolaires** [27 octobre 1964] (p. 1179 à 1181). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [14 novembre 1964]. — JUSTICE. — Discussion générale (p. 1501). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]). — EDUCATION NATIONALE. — Discussion générale. — Observations sur le bureau universitaire de statistiques (p. 1942). — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE III : *son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre pour protester contre l'interdiction de créer des postes au C. N. R. S. (centre national de recherche scientifique) dans les sciences humaines* (p. 1947, 1948) ; le retire (*ibid.*).

PRÊTRE (M. HENRI) [Haute-Saône].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [23 novembre 1964]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale (p. 1799). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION. — Discussion générale (p. 1964).

R

RABOUIN (M. ETIENNE) [Maine-et-Loire].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

RAPUZZI (Mlle IRMA) [Bouches-du-Rhône].

Est nommée membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [7 octobre 1964].

Questions orales avec débat :

Mlle Irma Rapuzzi expose à *M. le ministre de l'éducation nationale* que les loyers des cités universitaires de France doivent être augmentés dans la proportion d'environ 25 p. 100. Une première hausse était intervenue en décembre 1963 et avait été rapportée devant la grève partielle des loyers, déclenchée dans un nombre grandissant de cités. Les arguments invoqués à l'époque par les étudiants restent toujours valables en ce qui concerne : *a*) le remboursement des annuités de construction « habitations à loyer modéré ». En effet, nombre de cités ont été construites selon le financement « habitations à loyer modéré » (prêts à long terme et à faible taux d'intérêt). Les pouvoirs publics ayant décidé de ne plus assurer le remboursement, celui-ci devait être du même coup pris sur les loyers. Il serait normal que l'Etat assume ses responsabilités et prenne en charge sur son budget cette dette qui est la sienne puisque c'est lui, ou plutôt le centre national des œuvres, qui accédera à la propriété à l'issue du remboursement. Cette opération vise, d'autre part, à « rentabiliser » le coût de la construction, ce qui est contraire au principe même du logement des cités, d'autant plus que les résidents sont admis au bénéfice de critères sociaux ; donc on fait par là même la preuve qu'ils ne pouvaient payer un prix élevé ; *b*) la hausse du coût d'entretien, tant du personnel que des frais généraux. Il ne s'agit pas de nier la hausse de ces frais liée à celle du coût de la vie. Mais là aussi il s'agit de savoir qui, des usagers ou de l'Etat, doit en supporter les conséquences. Nul n'ignore que les ressources des étudiants n'ont pas augmenté et il n'est, pour le démontrer, qu'à noter qu'aucun relèvement du taux des bourses n'est intervenu cette année. Les pouvoirs publics maintiennent depuis fort longtemps la même subvention de fonctionnement, soit dix-huit francs par chambre et par mois. Les étudiants demandent que cette subvention soit augmentée dans la même proportion que le coût d'entretien, étant précisé que si satisfaction leur était donnée sur ce point la hausse des loyers pourrait avoir une certaine justification. Du reste, le principe avait bien été posé par M. Lucien Paye, ancien ministre de l'éducation nationale, qu' « aucune hausse des loyers ne devrait intervenir sans être compensée par une augmentation corrélative du taux des bourses... ». Elle lui demande donc de préciser les mesures qu'il compte prendre en vue de régler cette situation [23 juin 1964]. — Réponse [27 octobre 1964] (p. 1169 et suivantes).

Mlle Irma Rapuzzi expose à *M. le ministre du travail* que le nombre de personnes âgées titulaires de la carte d'économiquement faible et qui perdent les avantages qui en découlent est de plus en plus nombreux, compte tenu du fait que le plafond annuel fixé à 1.352 francs pour bénéficier de ladite carte n'a pas été relevé depuis longtemps, malgré l'augmentation des prestations-vieillesse. Elle estime qu'il convient donc de se pencher sur cette catégorie de personnes, dont la situation matérielle est particulièrement difficile et lui demande de préciser les mesures qu'il envisage en vue de remédier à la situation susexposée [29 juin 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants** [3 juin 1964]. — Discussion générale (p. 469 à 472) ; (p. 476). — **Suite de la discussion** [4 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : observations (p. 493) ; Art. 2 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 494). — Est entendue au cours du débat sur sa question orale relative aux **problèmes scolaires** [27 octobre 1964] (p. 1169 à 1172). — Intervient, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [17 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, CHEMIN DE FER, RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS. — Discussion générale (p. 1580 à 1582) ; au nom de M. Courrière. rapporteur spécial, intervient sur les crédits concernant les chemins de fer et la Régie autonome des transports parisiens (p. 1585, 1586). — COMMISSARIAT AU TOURISME ; en qualité de rapporteur spécial, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 1603 à 1605). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve plan** [8 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2182 à 2185).

RAYBAUD (M. JOSEPH) [Alpes-Maritimes].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française [16 juin 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence. portant réorganisation de la région parisienne [16 juin 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [26 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation [7 octobre 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion [1er décembre 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [14 décembre 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [16 décembre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant réorganisation de la région parisienne [23 juin 1964] (n° 281).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [29 juin 1964] (n° 317).

Questions orales avec débat :

M. Joseph Raybaud observe que l'instruction générale du Premier ministre du 26 mars 1964 commente utilement le décret n° 64-250 du 14 mars 1964 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les départements et à la déconcentration administrative. Cette directive ne répond pas toutefois aux multiples questions que se posent les élus locaux au sujet de l'application de cette réforme. C'est pourquoi il demande à *M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative* : 1° comment il envisage de résoudre les problèmes d'utilisation du personnel des préfectures ; 2° dans quelle mesure les conseils généraux seront contraints de supporter les conséquences financières de la réforme ; 3° si l'importance considérable des tâches dévolues aux préfets n'est pas de nature à aboutir en fin de compte aux résultats inverses de ceux qui sont recherchés ; 4° dans quelle mesure, enfin, la réforme permettra de concilier l'autorité nécessaire de l'Etat assumée par les préfets et l'autonomie des collectivités locales, base de toute démocratie [14 avril 1964]. — Réponse [2 juin 1964] (p. 432 et suivantes).

M. Joseph Raybaud rappelle à *M. le Premier ministre* que le comité interministériel du 2 juin 1964, consacré à l'étude des problèmes d'aménagement du territoire, a pris — d'après le compte rendu paru dans le journal *Le Monde* du 4 juin 1964, page 20 — un certain nombre de décisions assurant une préférence à six pôles d'investissements et prévoyant, en outre, certaines opérations relatives à l'équipement de cinq « métropoles d'équilibre » (réseau d'égouts, rénovation de certains quartiers, etc.), à l'amélioration du réseau routier et à l'équipement de ports de plaisance. Il souhaiterait que soient définis avec précision : les critères qui ont permis de sélectionner ces diverses opérations ; les modalités selon lesquelles ces diverses opérations s'insèrent dans les programmes normaux d'investissement ; les modalités selon lesquelles le fonds d'intervention de l'aménagement du territoire leur prêtera son concours ; le rôle des administrations techniques compétentes dans la mise en œuvre de ces travaux. Enfin, divers échos font état de la création prochaine d'une administration chargée du développement harmonisé des grandes villes. Une telle création aboutirait en fait à une nouvelle dépossession du pouvoir des administrations traditionnelles et des collectivités locales. Il serait donc indispensable que soit précisée la conception d'ensemble du Gouvernement en ces matières plutôt que d'enregistrer une succession de mesures partielles qui tendent toutes à un démantèlement des responsabilités des assemblées locales [11 juin 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution** [19 mai 1964]. — Discussion générale (p. 306 à 310). — Prend la parole au cours du débat sur sa **question orale relative à la réforme administrative** [2 juin 1964] (p. 432 à 435). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française** [11 juin 1964]. — Discussion générale (p. 565, 566). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission spéciale, à la discussion du **projet de loi portant réorganisation de la région parisienne** [24 juin 1964]. — Discussion générale (p. 771 à 776). — **Suite de la discussion** [25 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Bossus* (p. 814) ; *amendement rédactionnel de M. Dailly* (*ibid.*) ; *son amendement, au 1er alinéa de cet article, tendant à remplacer les mots « Plaine-Saint-Denis » par les mots : « Seine-Saint-Denis » et le mot « Essonne » par les mots : « Val-d'Essonne »* (p. 814) ; *amendement de M. Métayer* (p. 818) ; *amendement de M. Edouard Bonnefous* (p. 820) ; Art. 2 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article disposant que « la ville de Paris est une collectivité territoriale ayant le double caractère d'une commune et d'un département »* (p. 821) ; Art. 3 : *amendement de M. Bossus* (p. 824) ; Art. 5 : *amendement de M. Bernard Lafay* (*ibid.*) ; Art. 8 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 2e alinéa de cet article disposant que les chefs-lieux sont fixés par décret en Conseil d'Etat* (p. 825) ; Art. 9 : *son amendement tendant à supprimer le 2e alinéa de cet article relatif à la création par décret d'institutions ou d'organismes interdépartementaux* (p. 826) ; Art. 13 : *son amendement rédactionnel* (p. 827) ; Art. 20 : *son amendement relatif au respect des avantages acquis* (p. 832) ; Art. 24 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif aux agents du cadre unique des professeurs spéciaux d'enseignement primaire de la Seine* (p. 833) ; Art. 31 : *son amendement tendant à modifier cet article* (conséquence de l'adoption de son amendement à l'article 1er (p. 833) ; Art. 31 *bis* : *son amendement tendant à insérer cet article relatif à la prise en charge par l'Etat des retraites des personnels* (p. 833) ; Art. 32 : *amendement de M. Talamoni* (p. 835) ; *son amendement, au même article, tendant à une nouvelle rédaction prévoyant la création d'un fonds d'égalisation des charges des communes de la région parisienne* (*ibid.*) ; Art. 33 : *son amendement relatif à la répartition du produit de la taxe locale entre les collectivités, au prorata de leur population « telle qu'elle résulte des recensements généraux ou partiels »* (p. 837) ; Art. 34 : *son amendement tendant à modifier cet article en ramenant de 25 p. 100 à 10 p. 100 le prélèvement au profit du district* (p. 837) ; Art. 36 : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif à la tutelle de l'Etat sur le district et aux pouvoirs d'action du district* (p. 839) ; Art. 39 : *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa relatif aux investissements consentis par les communes en matière de construction et d'aménagements de casernement* (p. 841) ; Art. 41 : *son amendement tendant à compléter cet article par un alinéa exonérant les communes de l'actuel département de Seine-et-Oise de la contribution prévue pour les enseignements spéciaux dans la limite des dépenses actuellement consenties par elles* (p. 842) ; Art. 43 : *son amendement d'harmonisation* (p. 843). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite** [5 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. L. 8 : *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par des dispositions relatives à la situation de certains fonctionnaires se trouvant du fait de l'Etat dans une position irrégulière à l'issue d'une période mise en disponibilité* (p. 1319). — Prend part, en qualité de rapporteur spécial, pour les affaires culturelles, de la commission des finances, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [18 novembre 1964]. — AFFAIRES CULTURELLES. — Discussion générale (p. 1614 à 1617).

REPIQUET (M. GEORGES) [La Réunion].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Question orale avec débat :

M. Georges Repiquet demande à *M. le Premier ministre* quelles mesures le Gouvernement envisage pour mettre fin à la campagne systématique de diffamation entreprise par le parti communiste réunionnais, dont le but avoué est de soumettre le département à la servitude étrangère [23 juin 1964]. — Réponse [8 décembre 1964] (p. 2189 et suivants).

Interventions :

Prend la parole pour un rappel au règlement [23 juin 1964] (p. 732). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [14 novembre 1964]. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 1513, 1514). — Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative à la **situation politique dans l'île de la Réunion** [8 décembre 1964] (p. 2189, 2190, 2191, 2194).

RESTAT (M. ETIENNE) [Lot-et-Garonne].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture [18 juin 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [27 juin 1964].

Est nommé vice-président de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport fait nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [2 juin 1964] (n° 206).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [24 juin 1964] (n° 296).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [29 juin 1964] (n° 320).

Question orale :

M. Etienne Restat demande à *M. le Premier ministre* les raisons pour lesquelles l'article 4 de la loi-programme des investissements agricoles de 1962 n'est pas encore entré en application. Il en rappelle les termes : « Les projets inscrits aux programmes, approuvés par M. le ministre de l'agriculture, ayant fait l'objet d'amélioration des circuits de distribution, bénéficieront de régimes de financement qui devront apporter aux collectivités maîtres une aide financière leur assurant des conditions de rentabilité équivalentes ». Il espère que ce simple rappel lui permettra d'apprendre que les dispositions précitées seront rapidement appliquées, permettant ainsi d'assurer la rentabilité des M. I. N. [7 octobre 1964] (n° 602). — Réponse [9 décembre 1964] (p. 2240).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [16 juin 1964]. — Discussion générale (p. 635, 636) ; (p. 648). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article définissant la double mission du fonds : indemnisation des dommages et incitation à l'assurance* (p. 649, 550) ; Art. 2 *bis (nouveau) : son amendement tendant à insérer cet article relatif à la définition et à la constatation des calamités agricoles* (p. 650) ; *sous-amendement de M. Bajeux* (p. 650) ; *sous-amendement de M. Bernier* (p. 651) ; Art 3 *bis* (nouveau) : *son amendement tendant à insérer cet article relatif aux ressources du fonds national de garantie* (p. 651, 652) ; *sous-amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture* (p. 652) ; *sous-amendement de M. Pauzet* (p. 653) ; Art. 4 *bis : son amendement tendant à insérer cet article portant détermination des dommages, des sinistres et de l'indemnisation* (p. 654) ; observations (p. 655) ; Art. 5 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 657) ; Art. 6 : *son amendement tendant à supprimer cet article (ibid.)* ; art. 6 *bis (nouveau) : son amendement tendant à insérer cet article relatif à l'incitation à l'assurance* (p. 658) ; *sous-amendement de M. Brégégère* (p. 658) ; *sous-amendement de M. Bernier (ibid.)* ; *sous-amendement de M. Monsarrat* (p. 659) ; *sous-amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture (ibid.)* ; *sous-amendement rédactionnel de M. Monsarrat (ibid.)* ; *sous-amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture, et de M. Sempé* (p. 660) ; *sous-amendement de M. Monsarrat* (p. 661) ; *sous-amendement rédactionnel de M. Monsarrat* (p. 661) ; *sous-amendement de M. Sempé (ibid.)* ; Art. 2 (précédemment réservé) : *son amendement tendant à supprimer cet article, pour harmonisation* (p. 662) ; Art. 4 (précédemment réservé) : *son amendement tendant à supprimer cet article, pour harmonisation (ibid.)* ; Art. 8 : *son amendement tendant à compléter,* in fine, *cet article en précisant « dans la proportion où les dommages peuvent leur être imputables »* (p. 662) ; Art. 9 : *ses amendements tendant à modifier les premier, deuxième et troisième alinéas relatifs aux bases d'évaluation des dommages* (p. 663) ; Art. 10 : *ses amendements rédactionnels (ibid.)* ; Art. 12 : *son amendement tendant à inclure dans l'article 161 du code pénal le délit de fausse déclaration en matière de calamités agricoles* (p. 664) ; Art. 13 : *amendement de M. Sempé soutenu par M. Péridier* (fonds de solidarité viticole) (p. 666). — **Suite de la discussion** [17 juin 1964]. — Art. 4 **bis (nouveau)** (précédemment réservé) : *sous-amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture* (p. 674) ; *sous-amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture* (p. 676) ; *sous-amendement de M. Bayeux* (ibid.) ; *sous-amendement de M. Monsarrat* (p. 679) ; sur l'ensemble de ce texte (p. 680) ; Art. 7 (précédemment réservé) : *son amendement tendant à supprimer cet article* (ibid.) ; Art. 9 (précédemment réservé) : *son amendement tendant à insérer, après le troisième alinéa, un nouvel alinéa : « Pour les sols, d'après les frais nécessaires à la remise en état de culture* (p. 680) ; Art. 11 *bis (nouveau) : son amendement tendant à insérer cet article donnant compétence aux tribunaux judiciaires pour les contestations relatives à l'application des articles* 4 bis, 8, 9 *et* 11 *de la présente loi* (ibid.) ; Art. 14 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article en ce qui concerne la compétence de la commission nationale des calamités agricoles* (p. 681) ; *son amendement tendant à compléter le second alinéa de ce même article par une disposition précisant que la commission nationale devra comprendre des représentants des chambres d'agriculture et des organisations professionnelles les plus représentatives* (p. 681) ; le retire *(ibid.)* ; Art. 15 *bis (nouveau) : son amendement tendant à insérer cet article excluant les collectivités publiques du bénéfice de la présente loi* (p. 682). — **Discussion en deuxième lecture** [26 juin 1964]. — Discussion générale (p. 869). — Discussion des articles. — Art. 3 *bis : son amendement tendant à reprendre le texte voté par le Sénat en première lecture* (p. 870) ; Art. 4 *bis : son amendement tendant à reprendre le texte adopté par le Sénat en première lecture* (p. 870) ; *son amendement tendant à modifier le quatrième alinéa de cet article afin que le fermier ne se voie pas opposer le défaut ou l'insuffisance d'assurance que le bailleur doit souscrire ou inversement* (p. 871) ; *son amendement tendant à disposer, au dernier alinéa, que « l'indemnité allouée ne peut dépasser* 75 *p.* 100 *des dommages subis »* (p. 871, 872, 873). — **Suite de la discussion** [29 juin 1964] ; en qualité de rapporteur, pour le Sénat, de la commission paritaire, expose des conclusions du rapport de la commission sur les dispositions du projet de loi restant en discussion (p. 919). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [20 novembre 1964]. — AGRICULTURE. — Discussion générale (p. 1742). — Observations sur le malaise agricole ; sur la non application de l'article 4 de la loi programme de 1960 relatif au financement des investissements de commercialisation ; la mise en place des groupements de producteurs (p. 1748 à 1750). — Examen des crédits. — Art. 47 : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif à la participation professionnelle au fonds national de garantie contre les calamités* (p. 1765, 1766). — Est entendu au cours de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 602** (*cf. supra*) [9 décembre 1964] (p. 2240).

RIBEYRE (M. PAUL) [Ardèche].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Intervention :

Explique son vote sur le **projet de loi de finances pour 1965** [26 novembre 1964] (p. 2020).

RICHARD (M. JACQUES) [Seine-et-Oise].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réorganisation de la région parisienne [16 juin 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [26 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [7 octobre 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants** [3 juin 1964]. — Discussion générale (p. 459, 470, 473 à 475). — **Suite de la discussion** [4 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *amendement de M. Héon et sous-amendements de MM. Dailly et Vallin* (p. 489) ; observations sur le 1er alinéa de l'amendement de M. Héon (p. 490) ; observations sur le 2e alinéa de ce texte (p. 491) ; observations sur le 4e alinéa (p. 493) ; Art. 6 : *amendement de M. Héon* (p. 496). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant réorganisation de la région parisienne** [24 juin 1964]. — Discussion générale (p. 782, 783). — **Suite de la discussion** [25 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant, dans la rubrique « Département des Hauts-de-Seine » à maintenir le* statu quo *pour la commune d'Antony* (p. 817) ; *amendement de M. Métayer* (p. 818, 819) ; *amendement de M. Edouard Bonnefous* (p. 820) ; Art. 2 : explique son vote sur les amendements de MM. Raybaud et Bossus (p. 821) ; Art. 3 : *amendement de M. Bernard Lafay* (p. 823). — Intervient, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [19 novembre 1964]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE (SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE). — Discussion générale (p. 1688). — (SERVICE DE LA DOCUMENTATION EXTÉRIEURE ET DE CONTRE-ESPIONNAGE). — Discussion générale (*ibid.*). — (GROUPEMENT DES CONTRÔLES RADIO-ÉLECTRIQUES). — Discussion générale (p. 1689). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1964]. — EDUCATION NATIONALE. — En qualité de rapporteur spécial, pour la jeunesse et les sports, de la commission des finances, intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 1912 à 1915). — Examen des crédits. — TITRE IV : *son amendement tendant à rétablir le crédit supprimé par l'A. N. concernant la subvention à la Fédération sportive et gymnique du travail* (F. S. G. T.) (p. 1949) ;

Art. 60 *bis* (*nouveau*) : *son amendement tendant à insérer cet article introduisant le mot « sportif » dans le § VII de l'art.* 3 *de la loi de finances pour* 1964 (p. 1954). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — CHARGES COMMUNES. — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE III : observations sur l'intégration dans les corps de l'Etat des fonctionnaires des corps autonomes (p. 1985, 1986). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de programme relative à certains équipements militaires** [9 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2256) ; (p. 2266 à 2268). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [15 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 6 : *explique le vote du groupe U. N. R. sur les amendements tendant à supprimer cet article relatif à la libération des loyers dans certaines catégories d'immeubles anciens* (p. 2364) ; Art. 7 : *explique le vote de son groupe sur les amendements de MM. Fosset, Namy et Philippon tendant à supprimer cet article* (p. 2366).

RITZENTHALER (M. EUGÈNE) [Haut-Rhin].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [20 novembre 1964]. — AGRICULTURE. — Discussion générale. — Observations sur la situation agricole dans les départements du Rhin (p. 1757, 1758).

ROMAINE (M. EUGÈNE) [Creuse].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [20 novembre 1964]. — AGRICULTURE. — Discussion générale. — Observations sur les crédits d'électrification rurale et les adductions d'eau (p. 1744). — **Suite de la discussion** [23 novembre 1964]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale. — Observations sur le manque de maisons de retraite et d'hospices (p. 1798, 1799).

ROTINAT (M. VINCENT) [Indre].

Est nommé président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, à la suite d'une mission d'étude faite en Inde, au Pakistan et en Iran [5 novembre 1964] (n° 21).

Question orale :

M. Vincent Rotinat attire l'attention de *M. le ministre des armées* sur les espoirs qu'on fait naître au sein du corps des sous-officiers ses déclarations prononcées devant l'Assemblée nationale au sujet de la revalorisation de leur situation morale et matérielle (*J. O.*, débats Assemblée nationale, séance du 8 novembre 1963, p. 6733, et séance du 16 novembre 1963, p. 7980 et 7981). Il lui signale également les sentiments que manifestent certains de ces sous-officiers et notamment, parmi les meilleurs, ceux qui comptent plus de dix ans de services et qui, titulaires du grade de sergent-chef ou d'adjudant-chef, détiennent en outre un brevet supérieur, établissant leur niveau de qualification très élevé : ces sous-officiers sont inquiets en constatant que, depuis novembre 1963, rien n'est venu confirmer le bien-fondé des espoirs qu'avaient fait naître les déclarations précitées. Il lui demande donc si le Gouvernement a l'intention de déposer, au cours de l'actuelle session parlementaire, un projet de loi portant création du cadre des officiers techniciens, qui permettrait de faire accéder à l'épaulette, après concours, les sous-officiers les plus qualifés, plus tôt qu'actuellement et en plus grand nombre, réalisant ainsi pour les personnels militaires de cette catégorie une véritable promotion sociale [12 mai 1964] (n° 562).

Intervention :

Intervient, en qualité de président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [18 novembre 1964]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Discussion générale (p. 1636). — Examen des crédits. — Art. 28 : observations sur la modification de la structure des régions militaires (p. 1654, 1655).

ROUBERT (M. ALEX) [Alpes-Maritimes].

Est nommé président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [7 octobre 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion [1er décembre 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de programme relative à certains équipements militaires [14 décembre 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [16 décembre 1964].

Dépôt législatif :

Proposition de loi sur l'assujettissement des écrivains au régime des prestations familiales [18 juin 1964] (n° 274).

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française** [11 juin 1964]. — Discussion générale (p. 570 à 573). — **Suite de la discussion** [12 juin 1964] (p. 597, 599). — En qualité de président de la commission des finances, remercie M. Roger Léonard, premier président de la Cour des comptes, du dépôt, sur le bureau du Sénat du rapport annuel de la Cour des comptes [24 juin 1964] (p. 771). — Intervient, en qualité de président de la commission des finances, dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [13 novembre 1964]. — Discussion des articles. — *Amendement de M. Bardol après l'art.* 2 (p. 1443). — **Suite de la discussion** [18 novembre 1964]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Observations sur l'organisation du débat (p. 1628). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — Observations sur les travaux du Sénat au cours du débat budgétaire (p. 2017, 2018). — Intervient, en qualité de président de la commission des finances, dans la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [18 décembre 1964]. — Donne lecture d'une lettre de M. Palewski, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale (renseignements concernant la situation financière d'un certain nombre de communes dont le maire est parlementaire) (p. 2444, 2445).

ROUGERON (M. GEORGES) [Allier].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Question orale :

M. Georges Rougeron demande à *M. le ministre de l'intérieur* les raisons qui l'ont conduit à prescrire, par instruction du 25 juillet 1963, des dispositions restrictives du droit des conseils généraux en matière de délibération budgétaire, par l'introduction de la formule de l'article juridique unique et l'autorisation donnée aux préfets d'effectuer des mouvements à l'intérieur des chapitres de la section de fonctionnement sans devoir en référer à la commission départementale [3 avril 1964] (n° 553). — Réponse [21 avril 1964] (p. 162, 163).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 553** (*cf. supra*) [21 avril 1964] (p. 162, 163). — Prend la parole au cours du débat sur les questions orales de MM. Vallin, Champeix, Raybaud et Héon relatives à la **réforme administrative** [2 juin 1964] (p. 438 à 440). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [25 novembre 1964]. — EDUCATION NATIONALE. — Discussion générale (p. 1927 à 1929). — Intervient dans la discussion de la **proposition de loi tendant à constater l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité** [17 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2430).

ROY (M. LOUIS) [Aisne].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant le titre premier (Protection maternelle et infantile) du Livre II du code de la santé publique [19 mai 1964] (n° 177).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales, à la discussion du **projet de loi relatif à la protection maternelle et infantile** [28 mai 1964]. — Discussion générale (p. 408 à 410). — Discussion des articles. — Art. 2 : *son amendement tendant à supprimer la fin du texte modificatif proposé à partir des mots : « elle porte plus particulièrement sur : »* (p. 412) ; Art. 3 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 1er alinéa du texte proposé pour l'article* 169 *du code de la santé publique prévoyant que le directeur départemental de la santé puisse exiger des gardiennes de jour les mêmes attestations et certificats que l'on demande aux nourrices et gardiennes de jour et de nuit* (p. 413) ; *son amendement tendant à insérer un article additionnel* 3 bis *(nouveau) concernant les gardes de jour* (ibid.) ; le retire (*ibid.*) Art. 4 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article modifiant le 2e alinéa de l'article* 173 *du code de la santé publique concernant la sanction de la récidive pour certains délits commis par les gardiennes de jour et de nuit* (p. 414) ; Art. 6 : *son amendement tendant à modifier le texte proposé pour l'article* 185 *du code de la santé publique concernant les dépenses de protection maternelle et infantile pour les départements* (p. 414).

ROY (M. PIERRE) [Vendée].

Est nommé membre de la commisison des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale [15 décembre 1964].

S

SCHLEITER (M. FRANÇOIS) [Meuse].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Interventions :

Explique son vote sur le **projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation** [29 octobre 1964] (p. 1249). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite** [6 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. L. 14 : observations sur le dernier alinéa de cet article relatif à « l'écrêtement » des traitements pour le calcul des pensions des hauts fonctionnaires (p. 1353). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [13 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 15 : *observations sur l'amendement de M. J.-L. Vigier relatif à l'exonération du droit de timbre pour les affiches introduites dans les villes de plus de* 10.000 *habitants* (p. 1463). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — Explique son vote sur l'ensemble du budget (p. 2020 à 2022).

SEMPÉ (M. ABEL) [Gers].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Question orale :

M. Abel Sempé expose à *M. le ministre de l'agriculture* que lors des cyclones, inondations, etc., qui frappent périodiquement l'agriculture, le Gouvernement a toujours pris des mesures tendant à indemniser les agriculteurs sinistrés (loi n° 60-1364 du 21 décembre 1960 en ce qui concerne les inondations exceptionnelles de 1960 ; loi n° 64-706 du 10 juillet 1964 organisant le régime de garantie contre les calamités agricoles ; indemnités à la Guadeloupe lors du récent cyclone Cléo) ; le 26 juillet 1964, un véritable cyclone s'est abattu sur le Gers, causant de très graves dégâts aux exploitations agricoles. Aucun crédit n'étant prévu à ce jour pour indemniser les viticulteurs et producteurs de céréales dont les pertes vont de 30 à 100 p. 100, ainsi que peuvent en faire foi les déclarations de récolte, il lui demande, étant donné que ces dégâts s'élèvent à plus de 700 millions d'anciens francs, s'il envisage de dégager un montant d'indemnités conforme à celui prévu par le fonds de garantie contre les calamités agricoles ; s'il estime qu'un projet de loi prévoyant cette indemnisation va être déposé par le Gouvernement ; si des instructions seront données à l'O. N. I. C. pour indemniser par priorité les producteurs de maïs sur les 30 millions de crédits qui sont affectés aux victimes de la sécheresse ; que toutes instructions soient données au crédit agricole pour instruire tous les prêts de sinistrés et de victimes de ce cyclone et pour que les prêts faisant l'objet des allégements de la section viticole de solidarité soient consentis sur 10 années ; que les remises d'impôts et de certaines cotisations sociales et des indemnités de retard soient examinées avec une grande diligence car il est évident que les sinistrés à 100 p. 100 ne pourront payer leurs impôts, leurs cotisations sociales et leurs fournisseurs puisqu'ils n'auront d'autres ressources que celles venant des indemnités (si celles-ci sont versées) ou des emprunts, pour le cas où ceux-ci leur seraient consentis [3 novembre 1964] (n° 616). — Réponse [9 décembre 1964] (p. 2241).

Question orale avec débat :

M. Abel Sempé rappelle à *M. le ministre de l'intérieur* l'importance exceptionnelle des dégâts qu'un cyclone sans précédent a causés le 26 juillet 1964 dans le Gers aux récoltes de céréales et surtout aux vignobles, ainsi qu'aux maisons d'habitation, aux bâtiments publics et à la voirie communale. Rappelant les rapports officiels qui mentionnent des pertes de récoltes atteignant 100 p. 100 sur les vignobles, et qui laissent prévoir une perte de végétation et de récoltes s'étalant sur les deux ou trois prochaines années, il lui demande que des inspecteurs généraux vérifient, au moment des récoltes de maïs et au moment des vendanges, les dommages qui relèvent incontestablement des dispositions spéciales visant les calamités publiques. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître si les crédits nécessaires seront dégagés sur le présent budget pour l'indemnisation relative tant aux récoltes qu'aux bâtiments et au matériel d'exploitation détruits. Il lui demande également que toutes instructions soient données aux communes pour qu'elles puissent entreprendre la reconstruction des ouvrages détruits ou endommagés sans perdre le bénéfice des indemnités prévues. Attirant son attention sur la situation financière difficile des communes sinistrées, il lui demande que les indemnités et subventions soient versées avant la fin du présent exercice [7 octobre 1964]. — Retrait par son auteur [9 décembre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [16 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 4 *bis* : *amendement de M. Restat* ; observations (p. 656) ; Art. 6 *bis* (*nouveau*) : *son sous-amendement tendant à modifier le troisième alinéa de l'amendement de M. Restat, en ce qui concerne le taux de participation du fonds* (p. 660) ; *son sous-amendement tendant à compléter,* in fine, *l'amendement de M. Restat par un alinéa prévoyant l'établissement d'un inventaire des résultats obtenus* (p. 661). — **Suite de la discussion** [17 juin 1964]. — Art. 4 *bis* (*nouveau*) (précédemment réservé) : *son sous-amendement tendant à supprimer, au dernier alinéa de l'amendement de M. Restat, le texte indiquant que « lorsque les biens détruits ou endommagés seront assurés, l'indemnité ne peut dépasser le montant de la garantie prévue au contrat d'assurance »* (p. 677, 678). — Est entendu, en remplacement de M. Courrière, au cours de la discussion de la question orale de M. Courrière relative à la **situation du réseau routier** [23 juin 1964] (p. 735 à 737). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve plan** [8 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2216, 2217, 2218). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 616** (*cf. supra*) [9 décembre 1964] (p. 2241).

SINSOUT (M. CHARLES) [Dordogne].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le code du travail dans les territoires d'outre-mer [9 avril 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

SOLDANI (M. EDOUARD) [Var].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

SOUDANT (M. ROBERT) [Marne].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Est nommé membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [9 décembre 1964].

Intervention :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [20 novembre 1964]. — AGRICULTURE. — Discussion générale. — Observations sur les subventions d'investissements accordées par l'Etat aux communes rurales et sur l'aide individuelle accordée aux agriculteurs (p. 1735 à 1737).

SOUFFLET (M. JACQUES) [Seine-et-Oise].

Est nommé **secrétaire du Sénat** [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative) [20 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux services accomplis avant l'âge de dix-huit ans dans les Forces françaises libres [21 mai 1964] (n° 196).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant la loi n° 61-1381 du 19 décembre 1961 autorisant des admissions sur titres dans le corps des officiers d'administration de l'armement [15 décembre 1964] (n° 92).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la création de cadres d'officiers techniciens de l'armée de terre et de l'armée de l'air [18 décembre 1964] (n° 108).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi relatif aux services accomplis avant l'âge de dix-huit ans dans les Forces françaises libres** [26 mai 1964]. — Discussion générale (p. 387, 388). — Au cours de la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants, prend la parole pour répondre à M. Le Bellegou et rendre hommage aux combattants et aux morts du 18 juin 1940 [18 juin 1964] (p. 699). — Intervient, au nom de la commission spéciale, dans la discussion du **projet de loi portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite** [5 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. L. 11 : *son amendement tendant à compléter cet article par une disposition établissant que les bonifications font l'objet d'un décompte établi conformément aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur au moment de ce décompte* (p. 1322, 1323). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [18 novembre 1964]. — DÉPENSES MILITAIRES. — Examen des crédits. — Art. 28 : observations sur la revalorisation des indices en faveur des sous-officiers (p. 1654) ; *amendement de M. Chochoy, soutenu par M. Carcassonne, tendant à limiter à un an la durée du service militaire* (p. 1656) ; Art. 29 : (p. 1660). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [15 décembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 7 : *explique son vote sur les amendements de MM. Fosset, Namy et Philippon tendant à supprimer cet article* (p. 2366). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 1961 autorisant des admissions sur titres dans le corps des officiers d'administration de l'armement** [17 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2425). — Intervient dans la discussion du **projet de loi autorisant la ratification d'une convention internationale pour le transport des passagers par mer** [17 décembre 1964] (p. 2425). — Intervient, en remplacement de M. Yver, rapporteur de la commission des affaires étrangères, dans la discussion du **projet de loi autorisant la ratification du traité de commerce et de navigation entre la France et l'Albanie** [17 décembre 1964] (p. 2427). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, à la discussion du **projet de loi relatif à la création de cadres d'officiers techniciens de l'armée de terre et de l'armée de l'air** [18 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2450, 2451).

SURAN (M. CHARLES) [Haute-Garonne].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement espagnol relative à l'aménagement du cours supérieur de la Garonne [20 mai 1964] (n° 186).

Questions orales :

M. Charles Suran expose à **M. le ministre de l'agriculture**, d'une part, qu'il existe une disproportion entre les crédits inscrits au chapitre 46-57 du projet de budget de 1965, concernant l'application du décret 62-249 du 3 mars 1962 relatif à l'installation comme chefs d'exploitations agricoles des travailleurs agricoles bénéficiant de la promotion sociale et les prévisions relatives à l'application du décret 63-1044 du 17 octobre 1963 portant application de l'article 27 (6e alinéa) de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif à l'aide aux mutations professionnelles des agriculteurs et travailleurs agricoles ; d'autre part, qu'il existe des différences entre les avantages supplémentaires consentis à ces deux catégories ; il lui demande comment il croit pouvoir retenir à la terre les jeunes agriculteurs évolués qui, ayant le choix entre deux éventualités présentant des avantages inégaux, seront tentés d'envisager la solution la plus avantageuse qui est celle qui les entraîne hors de la profession agricole [29 octobre 1964] (n° 615). — Réponse [9 décembre 1964] (p. 2240).

M. Charles Suran demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** : 1° s'il est exact qu'il envisage de prendre, par décret et pour l'année 1965, des dispositions modifiant la structure de l'enseignement supérieur agricole, en supprimant notamment dans les lycées les classes préparatoires à l'institut national agronomique, cette préparation devant être réservée à trois centres au lieu des vingt-deux centres actuels répartis dans toute la France ; 2° dans l'affirmative, s'il a pensé aux conséquences graves qui pourraient résulter de cette décision, notamment en ce qui concerne la région de Toulouse, région à prédominance rurale, qui possède actuellement dans un de ses lycées une de ces classes préparatoires [8 décembre 1964] (n° 622). — Réponse [15 décembre 1964] (p. 2337).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution** [20 mai 1964]. — Discussion des articles. — Art. additionnel 51 A : observations (p. 361). — Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi portant convention franco-espagnole relative à l'aménagement du cours supérieur de la Garonne** [21 mai 1964]. — Discussion générale (p. 372 à 374). — Intervient, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (aménagement du territoire), dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [19 novembre 1964]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE (SERVICES GÉNÉRAUX. — DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS. — CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL). — Discussion générale. — Observations sur les effets de la mise en œuvre de la politique d'aménagement du territoire et les réalisations actuelles (p. 1674, 1675). — **Suite de la discussion** [23 novembre 1964]. — CONSTRUCTION. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques intervient dans la discussion de ce budget. — Discussion générale (p. 1815 à 1817). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1964]. — INTÉRIEUR. — SERVICE DES RAPATRIÉS. — Discussion générale (p. 1897, 1898). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent le Ve plan** [8 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2203, 2204, 2205). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 615** (*cf. supra*) [9 décembre 1964] (p. 2240). — Est entendu lors de la réponse de M. Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, à sa **question orale n° 622** (*cf. supra*) [15 décembre 1964] (p. 2337).

SYMPHOR (M. PAUL) [Martinique].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française [16 juin 1964].

Est nommé **secrétaire du Sénat** [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

T

TAILHADES (M. EDGAR) [Gard].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française** [11 juin 1964]. — Discussion générale (p. 568, 569). — Intervient au cours du débat sur les questions orales déposées par plusieurs sénateurs relatives aux **problèmes scolaires** [27 octobre 1964] (p. 1185 à 1187).

TALAMONI (M. LOUIS) [Seine].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [9 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à abroger l'ordonnance n° 60-1101 du 15 octobre 1960 relative au rappel d'office, par le ministre dont ils dépendent, des fonctionnaires de l'Etat en service dans les départements d'outre-mer [29 juin 1964] (n° 322).

Question orale avec débat :

M. Louis Talamoni expose à *M. le Premier ministre* que l'insuffisance des crédits accordés pour la construction de logements sociaux et la perspective de l'augmentation des loyers, envisagée par le Gouvernement, inquiètent les locataires et les mal-logés ; rappelle que, lors du congrès de la fédération des organismes d'H. L. M. tenu l'an dernier à Vichy, M. le ministre de la construction, s'adressant aux congressistes, déclarait : « Je veux vous remercier tous tant que vous êtes, présidents et administrateurs d'organismes... pour le dévouement exemplaire dont vous faites preuve quotidiennement. » Il lui demande quels sont les critères qui ont servi : 1° à l'élimination des administrateurs sortants auxquels rendait hommage M. le ministre de la construction ; 2° à la désignation des nouveaux administrateurs [9 avril 1964]. — Réponse [21 avril 1964] (p. 166 et suivantes).

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur sa **question orale relative au problème social du logement** [21 avril 1964] (p. 166 à 169). — Explique son vote sur le **projet de loi portant ratification d'un décret relatif au recouvrement des prélèvements et taxes compensatrices dans la communauté économique européenne** [21 mai 1964] (p. 377). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants** [4 juin 1964]). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à instituer la proportionnelle dans les villes de plus de 1.500 habitants* (p. 487). — Prend la parole au cours du débat sur les questions orales de MM. Tinant et Courrière relatives à la **situation du réseau routier** [23 juin 1964] (p. 737, 738). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant réorganisation de la région parisienne** [24 juin 1964]. — Discussion générale (p. 792 à 794). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture**, du **projet de loi portant modification de l'article 2 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut des fonctionnaires** [25 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 3 : explique son vote sur l'amendement de M. Bernier (p. 808) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 809). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réorganisation de la région parisienne** [25 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 9 : *soutient l'amendement de M. Duclos tendant à une nouvelle rédaction de cet article prévoyant une conférence permanente interdépartementale* (p. 826) ; art. 20 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article n'écartant pas toute possibilité d'indemnité dans le transfert des biens* (p. 829) ; Art. 22 : *son amendement tendant à supprimer cet article qui incorpore dans le corps des fonctionnaires de l'Etat certaines catégories de fonctionnaires de Paris et de la Seine* (p. 829) ; Art. 27 : *son amendement tendant à supprimer cet article relatif aux pouvoirs disciplinaires des préfets* (p. 831) ; Art. 32 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article et à une réforme générale des finances locales* (p. 835). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif au fonds d'action sociale pour les travailleurs étrangers** [27 juin 1964]. — Discussion générale (p. 888 à 891). — Intervient dans la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le **projet de loi portant réorganisation de la région parisienne** [29 juin 1964]. — Discussion générale (p. 911). — Intervient dans la discussion des **projets de loi autorisant l'approbation de deux accords de coopération en matière de justice passés avec la République du Congo-Brazzaville et le Gabon** [8 octobre 1964]. — (p. 1055). — Prend part à la discussion de la **proposition de loi relative à l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des « bidonvilles »** [15 octobre 1964]. — Discussion générale (p. 1093, 1094 et 1095). — Prend part à la discussion du **projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation** [29 octobe 1964]). — Discussion générale (p. 1213, 1214). — Discussion des articles. — Art. 10 : (p. 1228) ; observations sur l'amendement de M. Delalande (p. 1231) ; Art. 11 : *reprend l'amendement de M. Le Bellegou relatif à la définition des « occupants »* (p. 1232) ; *son amendement tendant à compléter cet article par une disposition précisant que le relogement doit être assuré « dans des conditions convenables assurant la cohésion des familles »* (p. 1232) ; Art. 17 *son amendement tendant à prévoir la part, dans le programme général d'utilisation des terrains, affectée en priorité à la construction d'H. L. M.* (p. 1235) ; *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article* (p. 1236) ; Art. 18 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif à la mise des immeubles à la disposition des concessionnaires désignés en vue de la réalisation des ouvrages et constructions* (p. 1236) ; Art. 20 : *son sous-amendement à l'amendement de M. Delalande tendant à supprimer la référence à la valeur minimum de l'immeuble* (p. 1240, 1241) ; Art. 27 : *son amendement tendant à supprimer cet article* (régime des plus-values) (p. 1245) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 1249). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [19 novembre 1964]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale (p. 1697). — **Suite de la discussion** [21 novembre 1964] — COOPÉRATION. — Discussion générale (p. 1775, 1776). — **Suite de la discussion** [23 novembre 1964]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 1817 à 1820). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1964]. — INTÉRIEUR, SERVICE DES RAPATRIÉS. — Discussion générale (p. 1896, 1897) ; (p. 1903). — Intervient dans la discussion, en deuxième lecture, de la **proposition de loi relative à l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des « bidonvilles »** [3 décembre 1964] — Discussion des articles. — Art. 2 : observations (p. 2099, 2100). — Explique son vote sur le **projet de loi, discuté en deuxième lecture, instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation** [4 décembre 1964]. — (p. 2139). — Prend part à la discussion du **projet de loi de programme relative à certains équipements militaires** [9 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2264 à 2266). — Intervient dans la discussion des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1964** [18 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2440, 2441).

TELLIER (M. GABRIEL) [Pas-de-Calais].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

TINANT (M. RENÉ) [Ardennes].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'office de radiodiffusion-télévision française [16 juin 1964].

Est nommé vice-président de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Question orale :

M. René Tinant demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* pour quelles raisons il refuse d'accorder à certains lycées, au titre des activités dirigées, quelques heures consacrées à la pratique du jeu d'échecs. Ce jeu qui développe l'esprit présente un intérêt éducatif certain. Il est d'ailleurs pratiqué dans de nombreuses écoles de pays européens [20 mai 1964] (n° 566). — Réponse [2 juin 1964] (p. 425).

Questions orales avec débat :

M. René Tinant attire à nouveau l'attention de *M. le ministre des travaux publics et des transports* sur la situation alarmante, voire catastrophique, de notre réseau routier national. Tandis que la circulation s'accroît en intensité et en tonnage, les crédits

d'entretien indispensables sont nettement insuffisants, tout particulièrement dans les régions exposées aux méfaits du gel et du dégel où les dégâts de l'hiver 1962-1963 ne sont pas encore effacés. La modicité de ces crédits ne permet plus la réalisation des travaux pour l'aménagement nécessaire de nos routes. La pose des barrières de dégel pendant de longues périodes chaque hiver dans le Nord et l'Est de notre pays cause des pertes considérables à l'économie française, beaucoup plus importante que ne coûterait l'amortissement de la mise hors gel de notre réseau routier. Il lui demande s'il compte prendre, notamment avec le projet de loi de finances pour 1965, les mesures urgentes qui s'imposent [3 juin 1964]. — Réponse [23 juin 1964] (p. 732 et suivantes).

M. René Tinant demande à *M. le ministre de l'agriculture* d'expliquer comment il entend concilier l'application de la loi d'orientation agricole, notamment en ce qui concerne son objectif de parité avec les autres secteurs économiques et sociaux de la nation, et le blocage des prix agricoles qui aggravent au contraire la disparité existante. Ce blocage intervient alors que des réajustements étaient reconnus nécessaires. Il se traduit en fait avec l'augmentation des taxes par une baisse des prix nets à la production alors que les charges s'accroissent. Il est contraire à la politique de rapprochement des prix européens des denrées agricoles. Il condamne à terme l'agriculture de notre pays [7 octobre 1964]. — Réponse [20 octobre 1964] (p. 1103 et suivantes).

Interventions :

Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 566** (*cf. supra*) [2 juin 1964] (p. 425). — Est entendu au cours du débat sur sa qestion orale relative à la **situation du réseau routier** [23 juin 1964] (p. 732 à 735). — Prend la parole au cours du débat sur sa question orale relative à la **politique agricole du Gouvernement** [20 octobre 1964] ; déplore l'absence de M. Pisani, ministre de l'agriculture et demande une suspension de séance (p. 1103) ; discussion de sa question orale (p. 1103 à 1107). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [20 novembre 1964]. — AGRICULTURE. — Discussion générale. — Observations sur l'attribution de bourses (p. 1738). — Examen des crédits. — ETAT B, TITRE III : explique son vote sur les crédits de fonctionnement faisant l'objet du titre III (p. 1764).

TINAUD (M. JEAN-LOUIS) [Basses-Pyrénées].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [19 novembre 1964]. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — Examen des crédits. TITRE IV : observations sur les études réalisées par des sociétés privées à la demande du commissariat au plan (p. 1687). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant amnistie** [18 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2457).

THOREZ-VERMEERSCH (Mme JEANNETTE) [Seine].

Est nommée membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

TORIBIO (M. RENÉ) [Guadeloupe].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 63-554 du 8 juin 1963, portant non-approbation de la délibération n° 63-5 du 18 janvier 1963 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, relative à la modification des droits de douane sur les véhicules destinés au transport des marchandises, de 1.500 kilogrammes et plus de charge utile [3 juin 1964] (n° 208).

Interventions :

Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi ratifiant le décret du 8 juin 1963 portant non-approbation d'une délibération de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française relative à la modification des droits de douane sur les véhicules destinés au transport des marchandises de 1.500 kilogrammes et plus de charge utile** [9 juin 1964]. — Discussion générale (p. 530). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [14 novembre 1964]. — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Discussion générale (p. 1507, 1508, 1509).

TOURNAN (M. HENRI) [Gers].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles [27 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative) [20 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 64-233 du 14 mars 1964, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation [11 juin 1964] (n° 254).

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [16 juin 1964]. — Discussion générale (p. 639 à 642). — Discussion des articles. — Art. 13 : *son amendement rédactionnel* (p. 665). — **Suite de la discussion** [17 juin 1964]. — Art. 14 : *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article relatif à la consultation de la commission nationale sur les textes d'application de la présente loi* (p. 681). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi ratifiant le décret n° 64-233 modifiant le tarif des droits de douane d'importation** [18 juin 1964]. — Discussion générale (p. 688). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture**, du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [26 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 4 *bis : amendement de M. Pisani, ministre de l'agriculture* (p. 873). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite** [6 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. L. 14 : *son amendement tendant à porter de quinze à vingt ans le délai visé au troisième alinéa de cet article* (p. 1352) ; le retire (*ibid.*) ; explique son vote sur l'ensemble (p. 1395). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [20 novembre 1963]. — AGRICULTURE. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur l'application de la loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles (p. 1741, 1742).

TRON (M. LUDOVIC) [Hautes-Alpes].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [7 octobre 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [16 décembre 1964].

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [12 novembre 1964]. — Discussion générale (p. 1418 à 1422). — **Suite de la discussion** [13 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 12 (p. 1453) ; Art. 14 : *amendement de M. Pellenc relatif à l'imputabilité de certains déficits agricoles* (p. 1457) ; Art. 15 : observations sur les affiches concernant la lutte contre l'alcoolisme et la prévention routière (p. 1463). — **Suite de la discussion** [17 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — CHEMIN DE FER. — RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS. — Discussion générale (p. 1594, 1595). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — CHARGES COMMUNES. — En qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, intervient dans la discussion de ce budget. — Discussion générale (p. 1983, 1984). — Examen des crédits. — ETAT C, TITRE V : *son amendement tendant à réduire les dotations de* 5.900.000 *francs* (acquisition d'un immeuble pour installer le ministère de l'information) (p. 1986) ; le retire (p. 1987) ; Art. 66 : *amendement de M. Boulin, secrétaire d'Etat* (p. 1987). — SERVICES FINANCIERS ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — Discussion générale (p. 1988, 1989). — Observations ayant porté notamment sur l'harmonisation des fiscalités dans le cadre du Marché commun (p. 1993). — Explique son vote sur les conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du **projet de loi de finances pour 1965 restant en discussion** [3 décembre 1964] (p. 2129). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du V^e^ plan** [8 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2178 à 2182).

V

VALLIN (M. CAMILLE) [Rhône].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'application des échelles de traitements et des indices aux agents communaux et alignant les dispositions du régime de retraites des agents des collectivités locales sur celui applicable aux agents de l'Etat [7 décembre 1964] (n° 66).

Questions orales avec débat :

M. Camille Vallin expose à *M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative* qu'il existe une contradiction évidente entre le désir affirmé par lui « d'associer les administrés à l'action administrative » et le renforcement considérable des pouvoirs des préfets décidé par le décret n° 64-250 du 14 mars 1964. Il lui demande en outre de bien vouloir préciser ce que deviennent les prérogatives des conseils généraux dont la représentation, ainsi que celle des maires, est particulièrement faible au sein des commissions de développement économique régional créées par le décret n° 64-252 du 14 mars 1964 [9 avril 1964]. — Réponse [2 juin 1964] (p. 427 et suivantes).

M. Camille Vallin demande à *M. le ministre de l'intérieur :* s'il ne considère pas que le décret du 27 août 1964 prévoyant des incitations financières en faveur des communes regroupées et créant ainsi une inégalité de traitement entre les communes est contraire au principe d'égalité devant la loi ; s'il ne pense pas que ces dispositions, assorties de la recommandation faite aux préfets de se souvenir « que l'autorité de tutelle n'est pas démunie de certains pouvoirs d'appréciation et même de pression », constituent une atteinte grave aux libertés des collectivités locales et sont en opposition avec le titre XI, article 72, de la Constitution qui proclame que « les conseils municipaux s'administrent librement » ; s'il ne considère pas que les directives données aux préfets de promouvoir le regroupement systématique des communes urbaines et rurales en « secteurs intercommunaux » en veillant « à ce que les nouveaux groupements de communes qui se constitueront désormais épousent le ressort des secteurs qu'ils auront définis », créant ainsi *de facto* de nouvelles collectivités territoriales et mettant le Parlement devant le fait accompli, ne sont pas en contradiction avec le titre XI, article 72, de la Constitution qui stipule que « toute autre collectivité territoriale est créée par la loi ». Il lui demande, en outre, de bien vouloir préciser ses intentions en ce qui concerne « les fonctions qui doivent logiquement être laissées sous la responsabilité des collectivités locales et celles qui seraient transférées à l'Etat » [7 octobre 1964]. — Réponse [3 novembre 1964] (p. 1269 et suivantes).

M. Camille Vallin expose à *M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports* que la préparation des jeux olympiques de Grenoble pose de nombreux et importants problèmes dont la solution doit être dès maintenant envisagée. Il lui demande de bien vouloir faire connaître : le programme des travaux (équipements sportifs, infrastructure routière, ferroviaire, aérienne, logements des athlètes, des spectateurs, etc.), qui a été retenu par le Gouvernement; les dispositions prises en vue du financement des ces travaux ; et, d'une manière générale, toutes les mesures envisagées pour assurer le succès des jeux et une bonne préparation des athlètes français [5 novembre 1964]. — Réponse [15 décembre 1964] (p. 2338 et suivantes).

Interventions :

Prend la parole au cours du débat sur sa **question orale relative à la réforme administrative**]2 juin 1964] (p. 427 à 429). — Intervient dans la discussion du **projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants** [4 juin 1964]. — Discussion des articles. — Art. 1er : *son sous-amendement tendant à maintenir la proportionnelle pour Paris, Lyon et Marseille* (p. 489). — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif à certains personnels de la navigation aérienne** [23 juin 1964]. — Discussion générale (p. 748, 749, 750). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant fixation du permis de chasse** [30 juin 1964]. — Discussion générale (p. 949). — Est entendu au cours du débat sur sa **question orale relative au regroupement et à la fusion de communes** [3 novembre 1964] (p. 1269 à 1272, 1275, 1276). Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [17 novembre 1964]. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur l'insuffisance des crédits d'investissements et sur les conditions de travail faites au personnel (p. 1570, 1571 et 1572). — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — CHEMIN DE FER. — RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS. — Discussion générale. — Observations ayant porté sur les problèmes d'entretien et de modernisation du réseau routier et sur les revendications des personnels des ponts et chaussées (p. 1590, 1591). — **Suite de la discussion** [19 novembre 1964]. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE (SERVICES GÉNÉRAUX). — Examen des crédits. — TITRE VI de l'ETAT C : *amendement de M. Descours-Desacres* (incitations financières en faveur des communes regroupées) (p. 1680, 1681, 1683). — INTÉRIEUR. — Discussion générale. — Observations sur les crédits destinés aux collectivités locales (p. 1696, 1697, 1698). — Prend part à la discussion du **projet de loi portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve plan** [8 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2185 à 2188). — Prend la parole au cours du débat sur sa **question orale relative à la préparation des jeux olympiques de Grenoble** [15 décembre 1964] (p. 2338 à 2340, 2343, 2345).

VANRULLEN (M. EMILE) [Pas-de-Calais].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

VASSOR (M. JACQUES) [Indre-et-Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles** [16 juin 1964]. — Discussion générale (p. 643, 644). — Est entendu au cours du débat sur les questions orales déposées par plusieurs sénateurs relatives à la **politique agricole du Gouvernement** [20 octobre 1964] (p. 1124 à 1126).

VERDEILLE (M. FERNAND) [Tarn].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse [26 juin 1964] (n° 303).

Interventions :

Prend part à la discussion du **projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution** [19 mai 1964]. — Discussion générale (p. 301 à 304). — Discussion des articles. — Art. 1er : *soutient le sous-amendement de M. Armengaud tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé par la commission spéciale relatif aux lâchures hydro-électriques* (p. 312) ; Art. 2 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article prévoyant un inventaire provisoire de l'ensemble des eaux superficielles* (p. 318, 319). — **Suite de la discussion** [20 mai 1964]. — RÉGIME ET RÉPARTITION DES EAUX. — Art. 28 : *son amendement tendant à supprimer cet article créant des cours d'eau mixtes* (p. 349, 351) ; le retire (p. 352) ; Art. 3 (précédemment réservé) : *son amendement de coordination* (p. 363) ; Art. 12 : *son amendement de coordination* (p. 365). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif à l'organisation des associations communales de chasse** [29 juin 1964]. — Discussion générale (p. 902, 903) ; sur l'ensemble, pose diverses questions à M. Pisani, ministre de l'agriculture (p. 904, 905) ; répond à M. Courrière (p. 906). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [19 novembre 1964]. — INTÉRIEUR. — Discussion générale. — Observations sur la situation des communes et en particulier sur la réforme des finances locales ; le regroupement des communes ; l'exercice de la tutelle (p. 1701 à 1704). — **Suite de la discussion** [26 novembre 1964]. — COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR. — Discussion des articles. — Art. 34 : *son amendement, au paragraphe II, tendant à réduire le montant des crédits de 200 millions de francs pour souligner l'insuffisance des crédits du fonds d'investissement routier* (p. 1956, 1957, 1958). — Intervient dans la discussion, en **deuxième lecture,** du **projet de loi relatif au régime et à la pollution des eaux** [2 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2081). — Discus-

sion des articles. — Art. 2 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de cet article fixant les délais et les nouveaux critères pour l'amélioration de la qualité de l'eau* (p. 2086, 2087) ; Art. 9 *ter* : *son amendement, à l'alinéa 1er, tendant à faire figurer les associations piscicoles dans la catégorie des usagers* (p. 2089) ; le retire (p. 2090).

VÉRILLON (M. MAURICE) [Drôme].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au conseil supérieur de l'éducation nationale [15 décembre 1964].

Questions orales :

M. Maurice Vérillon appelle l'attention de *M. le ministre d'Etat chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales* sur certains problèmes concernant la recherche scientifique et notamment sur ceux relatifs au statut des chercheurs du C. N. R. S., de leur recrutement et de leur rémunération ; il lui demande : 1° s'il envisage, conformément aux promesses qui avaient été faites, de modifier rapidement le statut de 1959 en vue de remédier à un certain nombre d'inégalités choquantes ; 2° si le prochain budget comportera la création de postes nouveaux de chercheurs et de techniciens de façon à faire face aux emplois demandés par la direction du C. N. R. S. ; 3° s'il compte, enfin, prendre les mesures financières nécessaires pour faire disparaître le déclassement des salaires des chercheurs en procédant à une revalorisation indispensable de ces traitements [4 juin 1964] (n° 575). — Réponse [16 juin 1964] (p. 629, 630).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française** [11 juin 1964]. — Discussion générale (p. 570). — Est entendu lors de la réponse de M. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, à sa **question orale n° 575** (*cf. supra*) [16 juin 1964] (p. 629, 630). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [23 novembre 1964]. — SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur l' Institut national de la santé et de la recherche médicale (p. 1791, 1792). — **Suite de la discussion** [25 novembre 1964]. — EDUCATION NATIONALE. — Discussion générale. — Observations sur la création d'emplois de chercheurs au centre national de la recherche scientifique (p. 1929, 1930).

VERNEUIL (M. JACQUES) [Charente-Maritime].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [20 novembre 1964]. — AGRICULTURE. — Discussion générale. — Observations sur le projet de réforme des services extérieurs du ministère de l'agriculture (p. 1742, 1743). — Examen des crédits. — ETAT C, TITRE VI : *soutient l'amendement de M. Raybaud tendant à réduire ce crédit de 3 millions de francs afin de s'opposer à la réforme des services extérieurs du ministère de l'agriculture* (p. 1767).

VIGIER (M. JEAN-LOUIS) [Seine].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française [16 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [7 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion, du projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française [18 juin 1964] (n° 270).

Interventions :

Intervient dans la discussion du **projet de loi portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française** [12 juin 1964]. — Discussion générale (p. 589). — **Suite de la discussion à l'issue des travaux de la commission mixte paritaire** [18 juin 1964] ; en remplacement de M. Hubert Durand, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire, présente les conclusions du rapport de cette commission (p. 711). — Discussion des articles. — Art. 3 : *amendement rédactionnel de M. Peyrefitte, ministre de l'information* (p. 715) ; Art. 4 : *amendement de M. Peyrefitte, ministre de l'information* (p. 717) ; Art. 6 *bis* (*nouveau*) : *amendement de M. Peyrefitte, ministre de l'information* (p. 718). — Intervient dans la discussion du **projet de loi portant réorganisation de la région parisienne** [25 juin 1964]. — Discussion des articles. — Après l'art. 36 : *son amendement tendant à insérer un article* 36 bis *relatif au problème du financement de l'équipement de la région parisienne* (p. 841) ; le retire (*ibid*). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [13 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 15 : *son amendement tendant à rétablir le texte du Gouvernement exonérant du droit de timbre les affiches introduites à l'intérieur des villes de plus de* 10.000 *habitants* (p. 1462).

VIGNON (M. ROBERT) [Guyane].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

Dépôt législatif :

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi étendant aux territoires d'outre-mer les dispositions prévues aux articles 104 à 108 du code pénal [30 avril 1964] (n° 157).

Interventions :

Intervient, en remplacement de M. Molle, rapporteur de la commission des lois, dans la discussion, en deuxième lecture, du **projet de loi modifiant l'article 577 du code de commerce concernant la résolution du concordat** [30 avril 1964]. — Discussion générale (p. 222).— Intervient, en remplacement de M. Zussy, rapporteur de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi modifiant l'article 260 du code pénal (port de tenues de type militaire)** [30 avril 1964]. — Discussion générale (p. 223). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des lois, dans la discussion du **projet de loi étendant aux territoires d'outre-mer les dispositions prévues aux articles 104 et 108 du code pénal** [21 mai 1964]. — Discussion générale (p. 378). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [14 novembre 1964]. — JUSTICE. — Examen des crédits. — TITRE IV : *son amendement tendant à augmenter le crédit de ce titre afin de permettre le fonctionnement de la chambre, de la cour d'appel de Fort-de-France, détachée à Cayenne* (p. 1501) ; le retire (p. 1502). — DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Discussion générale. — Observations sur le bilan de la situation en Guyane (p. 1505).

VILLOUTREYS (M. PIERRE de) [Maine-et-Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 63-929 du 9 septembre 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation [2 avril 1964] (n° 115).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 63-1030 du 15 octobre 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation et reconduit la suspension du droit de douane applicable à certaines mélasses [16 avril 1964] (n° 142).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, ratifiant le décret n° 63-929 du 9 septembre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation [9 juin 1964] (n° 237).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant ratification du décret n° 63-1030 du 15 octobre 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation et reconduit la suspension du droit de douane applicable à certaines mélasses [9 juin 1964] (n° 244).

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 63-1319 du 27 décembre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation [11 juin 1964] (n° 248).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi ratifiant le décret du 9 septembre 1963 sur les droits de douane d'importation** [9 avril 1964]. — Discussion générale (p. 94, 95). — Discussion de l'article unique : *son amendement tendant à la ratification partielle de décret* (p. 96). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi ratifiant le décret du 15 octobre 1963 sur les droits de douane d'importation** [16 avril 1964]. — Discussion générale (p. 150) ; *son amendement à l'article unique tendant à la ratification partielle de ce décret* (ibid.) — Prend part à la discussion du **projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution** [19 mai 1964]. — Discussion générale (p. 305, 306). — Discussion des articles. — Art. 1er *bis : amendement de M. Lalloy* (p. 315). — **Suite de la discussion** [20 mai 1964]. — Art. 9 : *amendements de M. Le Bellegou et amendements de M. Jacquet, ministre des travaux publics* (création de comités de bassin et d'agences d'Etat) (p. 340) ; Art. 29 : *son amendement tendant à modifier les deuxième et troisième alinéas de cet article relatif à la redevance due pour augmentation de prélèvement* (p. 353) ; le retire (p. 354) ; Art. 44 : *amendement de M. Lalloy* (p. 359) ; Art. 46 : *son amendement rédactionnel* (ibid.) ; Art. additionnel 51 *ter (nouveau) ; amendement de M. Lalloy relatif au régime des ouvrages d'emmagasinement des eaux superficielles* (p. 361) ; Art. 4 *(précédemment réservé) : son amendement tendant à ajouter les eaux souterraines dans l'énumération de l'avant-dernier alinéa de cet article* (p. 364). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi ratifiant le décret n° 63-1319 modifiant le tarif des droits de douane d'importation** [18 juin 1964]. — Discussion générale (p. 687). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion, **en deuxième lecture,** des **projets de loi portant ratification des décrets n°s 63-929 et 63-1030 modifiant le tarif des droits de douane d'importation** [18 juin 1964] (p. 69). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [13 novembre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 11 : *amendement de M. Pellenc* (imposition sur les appartements occupés par leur propriétaire — feuille bleue) (p. 1451) ; Art. 15 : *amendement de M. Raybaud soutenu par M. Dailly* (p. 1464) ; Art. 19 : observations relatives au prélèvement exceptionnel opéré sur les ressources du fonds de soutien aux hydrocarbures (p. 1472, 1473). — **Suite de la discussion** [23 novembre 1964]. — INDUSTRIE. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, intervient dans la discussion de ce budget. — Observations ayant porté notamment sur l'extension de l'activité des houillères ; le problème de l'industrie automobile ; la réforme des services des instruments de mesure (p. 1805 à 1807).

VOYANT (M. JOSEPH) [Rhône].

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants [9 juin 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réorganisation de la région parisienne [16 juin 1964].

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant réorganisation de la région parisienne [26 juin 1964].

Est nommé **secrétaire du Sénat** [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

Question orale avec débat :

M. Joseph Voyant demande à *M. le Premier ministre* de bien vouloir exposer devant le Sénat la politique du Gouvernement tendant à assurer le financement nécessaire à la mise en chantier des nombreux projets de construction de logements bénéficiant d'un permis de construire, afin d'éviter dans l'avenir la grave pénurie actuelle de logements, concernant plus particulièrement les H. L. M. et les logements primés à 10 francs et à 6 francs, destinés à satisfaire les nombreuses demandes de familles de condition modeste. Il lui demande, en outre, à quelle date sera publié le texte réglementaire prévu à l'article 2 de la loi n° 60-580 du 21 juin 1960, tant attendu par les organisations professionnelles d'agents immobiliers et de constructeurs d'immeubles, généralisant les garanties financières à la clientèle immobilière et à celle des souscripteurs d'appartements qu'elles se sont imposées et évitant des scandales tel celui du C. N. L. [16 mai 1963]. Réponse [21 avril 1964] (p. 180 à 182, 186 à 188).

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur sa question orale relative au **financement de la construction de grands ensembles** [21 avril 1964] (p. 180 à 182). — Intervient dans la discussion du **projet de loi instituant le bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation** [29 octobre 1964]. — Discussion des articles. — Art. 10 : *sous-amendement de M. Dailly* (p. 1231) ; Art. 20 : observations sur cet article conférant au propriétaire une option (p. 1237, 1238). — Intervient dans la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [23 novembre 1964]. — CONSTRUCTION. — Discussion générale (p. 1821 à 1823).

W

WACH (M. PAUL) [Bas-Rhin].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant réorganisation de la région parisienne [16 juin 1964].

Donne sa démission de cette commission [16 juin 1964].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, au suffrage universel, du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

WAZIERES (M. RAYMOND DE) [Somme].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative) [20 octobre 1964].

Est nommé membre suppléant du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [9 décembre 1964].

Y

YVER (M. MICHEL) [Manche].

Est nommé **secrétaire du Sénat** [7 octobre 1964].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de transport de passagers par mer, adoptée à Bruxelles le 29 avril 1961 [15 décembre 1964] (n° 90).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification du traité de commerce et de navigation entre la République française et la République populaire d'Albanie, signé à Tirana le 14 décembre 1963 [15 décembre 1964] (n° 91).

YVON (M. JOSEPH) [Morbihan].

Est nommé vice-président de la commission des affaires économiques et du plan [7 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention franco-espagnole relative à la pêche en Bidassoa et baie du Figuier signée à Madrid le 14 juillet 1959 [15 octobre 1964] (n° 5).

Proposition de loi tendant à la réouverture de certains délais prévus par la loi n° 53-89 du 7 février 1953 tendant à la répartion des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires [29 octobre 1964] (n° 17).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, à la discussion du **projet de loi de finances pour 1965** [16 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, SECTION III : MARINE MARCHANDE. — Discussion générale. — Observations ayant porté notamment sur les transports maritimes, la construction navale et les pêches maritimes, l'application des dispositions de la conférence de Londres sur les limites des eaux territoriales (p. 1539, 1540). — **Suite de la discussion** [17 novembre 1964]. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS — CHEMIN DE FER — RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS. — En qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (ports maritimes) intervient dans la discussion générale de ce budget (p. 1589, 1590). — Intervient, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques, dans la discussion du **projet de loi portant convention franco-espagnole sur la pêche en Bidassoa** [1er décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2055, 2056).

Z

ZUSSY (M. MODESTE) [Haut-Rhin].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale [7 octobre 1964].

Est élu délégué suppléant représentant la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [27 octobre 1964].

Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi modifiant l'article 260 du code pénal [23 avril 1964] (n° 153).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à faciliter, aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres et irrécupérables, communément appelés « bidonvilles » [2 octobre 1964] (n° 1).

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, tendant à faciliter, aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres et irrécupérables, communément appelés « bidonvilles » [18 novembre 1964] (n° 32).

Interventions :

Prend part, en qualité de rapporteur de la commission des lois, à la discussion de la **proposition de loi relative à l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des « bidonvilles »** [15 octobre 1964]. — Discussion générale (p. 1090, 1091). — Discussion des articles. — Art. 1er : *son amendement tendant à modifier la rédaction de cet article afin de réserver à la collectivité publique la priorité de l'opération* (p. 1095) ; Art. 2 : *son amendement tendant, au premier alinéa de cet article, à remplacer les mots « d'office » par les mots » du représentant de la collectivité intéressée* » (p. 1095, 1096) ; Art : 4 : observations (p. 1096) ; Art. 7 : *amendement de M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat* (p. 1097). — **Discussion de ce texte en deuxième lecture** [3 décembre 1964]. — Discussion générale (p. 2099).

TABLE ANALYTIQUE

A

ACCORDS. — Voy. TRAITÉS ET CONVENTIONS.

ACCORDS INTERPROFESSIONNELS AGRICOLES. — Voy. SYSTÈME CONTRACTUEL EN AGRICULTURE.

ACIERIES DE PARIS-OUTREAU. — Voy. QUESTIONS ORALES, 569.

ACTIONS NON COTEES

Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques* **relatif au regroupement des actions non cotées.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 2 juin 1964. — Voy. Impressions n°s 544 (1963), 888, 193. — **Transmission au Sénat** [4 juin 1964] (I., n° 215). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [23 juin 1964] (I., n° 287). — **Discussion** [26 juin 1964] (p. 875 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marcel Pellenc, rapporteur général ; Edgard Pisani, ministre de l'agriculture. — *Articles* (p. 876). — Sur l'ensemble (p. 877). — ADOPTION (n° 132). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-697 du 10 juillet 1964 (*J. O.* du 11 juillet 1964).

ADMINISTRATEURS CIVILS ET ADMINISTRATEURS DES P. ET T.

Projet de loi, présenté par M. Louis JOXE, *ministre d'Etat chargé de la réforme administrative,* **relatif à l'attribution d'une pension proportionnelle aux administrateurs civils et aux administrateurs des postes et télécommunications.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 3 juin 1964. — Voy. : Impressions n°s 876, 934, 210. — **Transmission au Sénat** [9 juin 1964] (I., n° 225). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [11 juin 1964] (I., n° 247). — **Discussion** [11 juin 1964] (p. 549 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussoin générale :* MM. Pierre Marcilhacy, rapporteur ; Jean Noury ; Louis Joxe, ministre d'Etat chargé de la réforme administrative. — *Articles* (p. 550). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 98). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : Loi n° 64-585 du 24 juin 1964 (*J. O.* du 25 juin 1964).

AERONEFS. — Voy. : CODE DE L'AVIATION CIVILE.

AFFICHES (DROIT DE TIMBRES SUR LES). — Voy. : BUDGET DE 1965, art. 15.

AGENTS DES COLLECTIVITES LOCALES

Proposition de loi, présentée par M. Camille VALLIN, *sénateur,* **tendant à rendre obligatoire l'application des échelles de traitements et des indices aux agents communaux et alignant les dispositions du régime de retraites des agents des collectivités locales sur celui applicable aux agents de l'Etat** [7 décembre 1964] (I., n° 66). — Renvoi à la commission des affaires sociales, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

AGENTS SUR CONTRAT (AVIATION CIVILE). — Voy. : BUDGET DE 1965, AVIATION CIVILE, *Crédits.*

AGRICULTURE

Proposition de loi, présentée par M. Edmond BRICOUT, *député,* **tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture.** — Voy. Impressions n°s 281, 481, 134. — *Nouvel intitulé :* « **Proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture** ». — **Transmission au Sénat** [13 décembre 1963] (I., n° 85). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Roger Houdet [2 avril 1964] (I., n° 113). — **Discussion** [12 mai 1964] (p. 245 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Roger Houdet, rapporteur ; Edgard Pisani, ministre de l'agriculture ; Marcel Brégégère ; Victor Golvan ; Louis Namy. — *Discussion des articles* (p. 253 et suiv.). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à reprendre le texte voté par l'Assemblée nationale pour le 1er alinéa et à modifier la définition des produits susceptibles d'être inscrits sur la liste de ceux qui seront soumis à l'application du système contractuel (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du 2e alinéa de cet article relatif à l'établissement de la liste des produits qui pourraient être soumis à la présente loi (*ibid.*), et sous-amendement rédactionnel par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture (p. 254), observations, adoption de l'amendement et du sous-amendement (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du 3e alinéa de cet article, relatif aux accords interprofessionnels à long terme (*ibid.*) et sous-amendement par M. Michel Kauffmann tendant à remplacer « organismes représentatifs » par « organismes les plus représentatifs » (*ibid.*), adoption de l'amendement et du sous-amendement (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à modifier le 4e alinéa de cet article, relatif à la participation des organisations représentatives de la coopération agricole (*ibid.*), et sous-amendement par M. Michel Kauffmann (*ibid.*), retrait du sous-amendement et adoption de l'amendement (*ibid.*). — Amendement rédactionnel au 5e alinéa de cet article, par M. Roger Houdet, rapporteur (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de cet article, disposant que « les produits soumis aux accords interprofessionnels bénéficient des mesures d'organisation et de soutien des marchés qui régissent la production considérée » (*ibid.*), adoption (p. 255). — Amendement par M. Léon David, tendant à compléter l'article 1er par une disposition garantissant les ressources des exploitations familiales (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 1er *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, tendant à supprimer cet article, adoption (*ibid.*). — Art. 2 (*ibid.*). — Trois amendements par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à modifier respectivement les 1er, 2e et 3e alinéas de cet article, relatifs aux accords interprofessionnels (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement rédactionnel aux 4e et 5e alinéas de cet article, par M. Roger Houdet, rapporteur, adoption (p. 255). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à une meilleure présentation du texte de l'article 3 (p. 256), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à une rédaction plus précise des 3 premiers alinéas de l'article 3 (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement rédactionnel au 5e alinéa de l'article 3 par M. Roger Houdet, rapporteur (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement rédactionnel au 6e alinéa de l'article 3 par M. Roger Houdet, rapporteur (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, tendant à compléter l'article 3 par un antépénultième alinéa tendant à prévoir l'extension du secteur coopératif après signature des accords interprofessionnels (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à une modification de forme du 7e alinéa de l'article 3 (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur,

tendant à une nouvelle rédaction du 8e alinéa de l'article 3, relatif aux modes de fixation des prix entre les parties contractantes (p. 257), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 4 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à la suppression de cet article devenu sans objet, adoption (*ibid.*). — Art. 5 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, rendant obligatoire l'inscription des clauses générales dans les accords (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à une meilleure rédaction du paragraphe 1er de l'article 5 (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à une modification de forme du paragraphe 2 de l'article 5 (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à modifier le paragraphe 3 de l'article 5 afin d'obtenir des utilisateurs la garantie mutuelle de prise en charge des produits agricoles (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Namy tendant à compléter le paragraphe 4 de l'article 5 par une disposition permettant d'avoir un abattement et des cotisations progressives (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, relatif aux sanctions et indemnisations en cas d'inexécution des obligations (*ibid.*), observations, adoption (p. 258). — L'article est réservé (*ibid.*). — Art. 6 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article (*ibid.*). adoption (*ibid.*). — Art. 7 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, relatif aux interventions du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (F. O. R. M. A.) (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, relatif au deuxième alinéa de l'article 7 et concernant la procédure suivie pour l'extension des accords interprofessionnels (*ibid.*), sous-amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, ayant un but semblable à celui de l'amendement précédent (*ibid.*), retrait de l'amendement et adoption du sous-amendement (*ibid.*). — Sous-amendement, par M. Louis Namy, prévoyant la consultation individuelle de tous les agriculteurs pour l'extension de l'accord interprofessionnel (*ibid.*), sous-amendement, par M. Louis Namy, prévoyant que les accords seront ratifiés par les deux tiers au moins des agriculteurs intéressés (p. 259), observations, rejet des deux sous-amendements (*ibid.*). — Art. 8 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de l'article (*ibid.*), observations, sous-amendement par M. Michel Kauffmann tendant à remplacer les mots : « peuvent bénéficier » par « bénéficient », observations, retrait du sous-amendement, adoption de l'amendement (*ibid.*). – Art. 9 et 5 (suite) (*ibid.*). – Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, relatif aux conditions qui doivent être inscrites dans la convention de campagne (*ibid.*), observations (p. 260), sous-amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, relatif au mécanisme de fixation des prix (*ibid.*), observations, le sous-amendement est rejeté (*ibid.*), les deux premiers alinéas de l'amendement sont adoptés (*ibid.*), sous-amendement par M. Etienne Dailly, tendant à supprimer le 3e alinéa de l'amendement, relatif à l'arbitrage en cas de désaccord, en ce qui concerne la fixation des prix, les tonnages ou le montant des cotisations (*ibid.*), observations (p. 261). — Amendement à l'art. 5 par M. Etienne Dailly, relatif à la procédure d'arbitrage (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Le sous-amendement par M. Etienne Dailly tendant à la suppression du 3e alinéa est adopté et le sous-amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture tendant à modifier le 3e alinéa est sans objet (*ibid.*). — Art. 9 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à modifier le 1er alinéa de l'art. 9 *bis* en ce qui concerne l'exécution des accords interprofessionnels en cas de cession d'une entreprise (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à remplacer le 2e alinéa de l'art. 9 *bis* par deux paragraphes modifiant respectivement les articles 2101 et 2104 du code civil relatifs aux privilèges généraux sur les meubles et sur les immeubles (*ibid.*), observations, sous-amendement par M. Marcel Molle, tendant à supprimer le paragraphe de l'amendement qui modifie l'art 2104 du code civil (*ibid.*), adoption de l'amendement et du sous-amendement (p. 262). — Art. 9 *ter* (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à supprimer cet article (*ibid.*), observations, amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, tendant à une nouvelle rédaction de l'art. 9 *ter* relatif à la réquisition des entreprises (*ibid.*), amendement par M. Michel Kauffmann, tendant également à une nouvelle rédaction (p. 264), retrait des deux derniers amendements et adoption du premier (*ibid.*). — Art. 11 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à supprimer la référence à l'art 32 de la loi n° 60-808 du 5 août 1960 (*ibid.*), adoption (p. 265). — Titre IV : Dispositions diverses. — Amendement par M. Roger Houdet tendant à modifier l'intitulé du titre IV (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 12 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet tendant à supprimer le 2e alinéa de cet article (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 13 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du 1er alinéa de cet article (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du 2e alinéa de cet article (*ibid.*) et sous-amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, relatif à l'affectation des recettes après avis des organisations professionnelles (*ibid.*), observations, rejet du sous-amendement et adoption de l'amendement (p. 266). — Amendement rédactionnel par M. Roger Houdet, rapporteur, adoption (*ibid.*). — Art. 14 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif au financement des programmes de commercialisation par les caisses de crédit agricole (*ibid.*), observations, sous-amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, tendant à supprimer les mots « dans la limite des crédits spéciaux qui leur sont affectés à cet effet » dans le texte proposé par l'amendement précédent (*ibid.*), observations, l'amendement est adopté et le sous-amendement rejeté (p. 267). — Après l'art. 14 (*ibid.*). — Amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, tendant à insérer un article additionnel 15 *bis* nouveau relatif aux contrats collectifs en dehors des contrats d'intégration (*ibid.*), réservé (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à insérer un titre V : « Des contrats d'intégration » (*ibid.*), réservé (*ibid.*). — Art. 16 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif aux contrats d'intégration (*ibid.*), observations, sous-amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, tendant à supprimer les mots : « dont l'exécution est laissée à un centre de décision unique » (p. 268), sous-amendement par M. Marc Pauzet tendant à remplacer les mots : « une entreprise industrielle ou commerciale », par les mots : « une ou plusieurs entreprises industrielles ou commerciales » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*), adoption du sous-amendement précédent et de l'amendement (*ibid.*). — Art. additionnel 16 A nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Michel Kauffmann, tendant à insérer un article additionnel 16 A nouveau prévoyant la nullité de plein droit des contrats d'intégration non conformes à un contrat collectif national ou régional (*ibid.*), observations, amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 16 A nouveau relatif à la substitution d'un contrat collectif, conforme à un contrat type, aux contrats individuels d'intégration (*ibid.*), observations, sous-amendement par M. Marc Pauzet tendant à rédiger comme suit la fin du 1er alinéa : « ... un contrat type établi par le ministre de l'agriculture, après avis des organisations professionnelles intéressées » (*ibid.*), l'amendement par M. Michel Kauffmann est rejeté (p. 269), l'amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, et le sous-amendement par M. Marc Pauzet sont adoptés (*ibid.*). — Art. additionnel 15 *bis* nouveau (*ibid.*) (précédemment réservé). — Amendement par M. Edgard Psani, ministre de l'agriculture, tendant à insérer un article additionnel 15 *bis* nouveau relatif aux contrats collectifs en dehors des contrats d'intégration (*ibid.*) (précédemment réservé), observations, adoption de l'amendement modifié, insérant un art. 2 *bis* au lieu d'un art. 15 *bis* (p. 270). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à insérer un titre V : « Des contrats d'intégration » (précédemment réservé), adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 16 B nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 16 B nouveau précisant les conditions et les garanties qui doivent être portées dans les contrats d'intégration (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 16 B *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, tendant à insérer un article additionnel 16 B *bis* nouveau, relatif au délai d'adaptation à la présente loi des contrats d'intégration en cours d'exécution (*ibid.*), observations, sous-amendement par M. Octave Bajeux disposant que : « à défaut d'adaptation des contrats dans les délais susvisés, les producteurs agricoles seront déliés de leurs engagements (*ibid.*), observations, adoption de l'amendement et du sous-amendement (*ibid.*). — Art. additionnel 16 C nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 16 C nouveau relatif à l'homologation par le ministre de l'agriculture des contrats d'intégration, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 16 D nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 16 D nouveau disposant que les articles 8 et 14 de la présente loi ne sont pas applicables aux accords ou contrats types visés au présent titre, adoption (*ibid.*). — Après l'art. 16 D (p. 271). — Amendement par M. Michel Kauffmann, tendant à insérer un article additionnel 16 D *bis* nouveau relatif à la publicité à donner aux contrats collectifs (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Octave Bajeux tendant à insérer un article additionnel 16 D *ter* nouveau faisant obligation au Gouvernement de déposer un projet de loi définissant

le régime fiscal auquel seront soumis les firmes intégrantes et les exploitants (*ibid.*), retrait (*ibid.*). — Art. additionnel 16 E nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 16 E nouveau relatif à la période transitoire de la politique agricole commune de la Communauté économique européenne (*ibid.*), observations, sous-amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, relatif aux sanctions, fermeture temporaire ou définitive de l'entreprise (*ibid.*), observations, adoption de l'amendement et du sous-amendement (*ibid.*). — Après l'art. 16 E (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à insérer, avant l'art. 16 *bis*, le nouvel intitulé suivant : « Titre VI. Dispositions diverses (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 16 *ter* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet tendant à insérer un article additionnel 16 *ter* nouveau relatif aux conditions des enquêtes statistiques (*ibid.*), observations, adoption (p. 272). — Art. additionnel 16 *quater* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 16 *quater* nouveau prévoyant un droit de préférence dans les marchés publics au bénéfice des groupements de producteurs reconnus (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Après l'art. 16 *quater* (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Brun, tendant à insérer un article additionnel 16 *quinquies* nouveau relatif à l'extension des règles à l'ensemble des producteurs de la région (*ibid.*), observations, sous-amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, relatif à la procédure de l'extension par arrêté ministériel (*ibid.*), observations, l'amendement et le sous-amendement sont réservés (p. 273). — Art. 17 (*ibid.*). — Amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, relatif aux conditions de mise en application du présent texte (*ibid.*), adoption de l'amendement modifié (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à modifier l'intitulé (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — NOUVEL INTITULÉ : **« Proposition de loi tendant à promouvoir et à réglementer le régime des accords interprofessionnels en matière de produits agricoles ».** — Art. 16 *quinquiès* nouveau (p. 273) (précédemment réservé). — L'amendement par M. Raymond Brun, précédemment réservé, est retiré (*ibid.*). — Amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, tendant à insérer un article additionnel 16 *quinquies* nouveau proposant une nouvelle forme de l'extension des règles aux producteurs de la région (*ibid.*), observations, adoption (p. 274). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Octave Bajeux ; René Blondelle ; Etienne Dailly ; Paul Driant ; Roger Houdet, rapporteur ; Marcel Molle ; Louis Namy ; Marc Pauzet ; Edgard Pisani, ministre de l'agriculture. — *Explications de vote :* MM. Marcel Brégégère ; André Dulin ; Yvon Coudé du Foresto. — Sur l'ensemble (p. 274). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 74). — Adoption par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, le 4 juin 1964. — Voy. : Impressions n°s 890, 936, 212. NOUVEL INTITULÉ : **« Proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités d'un système contractuel en agriculture ».** —

Deuxième transmission au Sénat [9 juin 1964] (I., n° 227). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Roger Houdet [11 juin 1964] (I., n° 255). — **Discussion** [18 juin 1964] (p. 700 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Roger Houdet, rapporteur. — *Discussion des articles* (ibid.). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du cinquième alinéa de cet article, concernant la participation des organisations représentatives de la coopération agricole, à la discussion et à la signature des accords interprofessionnels à long terme ; observations, adoption (p. 701). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du septième alinéa de cet article, concernant la définition des disciplines communes aux cosignataires (*ibid.*), observations, adoption de l'amendement modifié (*ibid.*). — Art. 5 (*ibid.*). — Amendements identiques par M. Raymond Brun et par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant, à l'alinéa 4 de cet article, à supprimer les mots : « proportionnelles aux quantités livrées » (p. 702), observations, le premier amendement est retiré et le second est adopté (*ibid.*). — Art. 6 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 7 (*ibid.*) — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à compléter *in fine* cet article par une disposition relative à l'extension de l'accord interprofessionnel ne comportant pas la signature des organisations représentatives de la coopération agricole, observations. adoption (*ibid.*). — Art. 8 (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Roger Houdet, adoption (*ibid.*). — Art. 9 (p. 703). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant : 1° au premier alinéa de cet article, à remplacer le mot « détermine » par le mot « adapte » ; 2° au deuxième alinéa de cet article, à insérer, après le mot « adapte », le mot « également », observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à une rédaction plus précise du dernier alinéa de cet article, observations, adoption (*ibid.*). — Art. 9 *ter* (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à supprimer cet article relatif à la résiliation des contrats par suite de cession partielle ou totale (*ibid.*), observations, adoption (p. 704). — Amendement par M. Max Monichon, tendant à une nouvelle rédaction de cet article, retrait (*ibid.*). — Art. 12 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à supprimer le 2e alinéa de cet article, disposant que l'article 8 est applicable aux conventions de campagne et aux contrats types, observations, adoption (*ibid.*). — Art. 13 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à modifier le 2e alinéa qui vise les décisions concernant l'affectation des cotisations et taxes parafiscales, observations (*ibid.*), adoption (p. 705). — Art. 14 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à compléter cet article par les mots : « dans la limite des crédits spéciaux qui leur sont affectés à cet effet », observations, retrait (*ibid.*). — Art. 16 (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Roger Houdet, rapporteur, adoption (*ibid.*). — Art. 16 B (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur. tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article, retrait (p. 706). — Amendement par M. Yves Hamon, tendant à soumettre à l'avis des organisations professionnelles les plus représentatives de la région intéressée les adaptations régionales du contrat collectif, observations, adoption (*ibid.*). — Art. 16 D (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, rapporteur, tendant à supprimer le § II de cet article, relatif au dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi définissant le régime fiscal des primes intégrantes et des entreprises industrielles de production agricole, observations, adoption (*ibid.*). — Art. 16 *quater* (*ibid.*). — Amendement par M. Hector Dubois, tendant à compléter cet article par une disposition relative au prix dans les marchés par adjudication conclus par les groupements de producteurs, observations, retrait (p. 707). — Art. 16 *quinquies* (*ibid.*). — Amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, tendant au rétablissement de cet article relatif à l'extension des accords aux groupements de producteurs dans une forme nouvelle (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Houdet, tendant à modifier l'intitulé de la proposition de loi, observations. adoption (*ibid.*). — NOUVEL INTITULÉ : **« Proposition de loi tendant à définir les principes et les modalités du régime contractuel en agriculture ».** — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Hector Dubois ; Roger Houdet, rapporteur ; Marc Pauzet ; Edgard Pisani, ministre de l'agriculture ; Georges Portmann. — Sur l'ensemble (p. 707). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 117). — DEUXIÈME LECTURE. — Adoptée par l'Assemblée nationale (Commission mixte paritaire) le 23 juin 1964. — Voy. : Impressions n°s 1007, 238.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (art. 45, alinéa 2 de la Constitution) [18 juin 1964] (p. 707). — Election des membres de la commission [18 juin 1964] (p. 711 et 719). — Rapport par M. Roger Houdet [23 juin 1964] (I., n° 282). — **Discussion** [26 juin 1964] (p. 866 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Roger Houdet, rapporteur ; Edgard Pisani, ministre de l'agriculture. — *Discussion des articles* (p. 867 et suiv.). — *Est intervenu :* M. Roger Houdet, rapporteur. — *Explication de vote :* MM. Antoine Courrière ; Pierre de La Gontrie ; Jean Bardol. — Sur l'ensemble (p. 869). — ADOPTION (n° 130). — COMMISSION MIXTE PARITAIRE. — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : Loi n° 64-678 du 6 juillet 1964 (*J. O.* du 8 juillet 1964, Rectif. 30 juillet 1964).

AIDE FINANCIERE AUX COLLECTIVITES POUR L'AMELIORATION DES CIRCUITS DE DISTRIBUTION. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 602.

AIDE MENAGERE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 593.

AIDE SOCIALE ET FAMILIALE DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 607.

AIR FRANCE (PERSONNEL). — Voy. : QUESTIONS ORALES.

ALLOCATIONS FAMILIALES DANS LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 607.

ALLOCUTIONS PRONONCEES AU SENAT. — Allocution par M. Gaston MONNERVILLE, *président du Sénat*, à l'occasion de la fin de la 1re session ordinaire de 1964-1965 [18 décembre 1964] (p. 2472 et 2473).

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE. — Voy. : BUDGET DE 1965, SERVICES DU PREMIER MINISTRE ; QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 75.

AMNISTIE

Proposition de loi, présentée par M. Gustave ALRIC, *sénateur*, **portant amnistie** [11 juin 1963] (I., n° 117). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [12 décembre 1963] (I., n° 82). — Proposition reprise en vertu de l'article 28 du règlement (3e alinéa) [7 octobre 1964] (p. 1044).

Proposition de loi, présentée par M. Antoine COURRIÈRE, *sénateur*, **portant amnistie de certaines infractions se rattachant directement ou indirectement aux évènements d'Algérie** [11 juillet 1963] (I., n° 176). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [12 décembre 1963] (I., n° 82). — Proposition reprise, en vertu de l'article 28 du règlement (3e alinéa) [7 octobre 1964] (p. 1044).

Proposition de loi, présentée par Mme Marie-Hélène CARDOT, **portant amnistie à l'égard de certains détenus politiques** [15 octobre 1963] (I., n° 10). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [12 décembre 1963] (I, N° 82).

Proposition de loi, présentée par M. Louis TALAMONI, **portant amnistie** [4 décembre 1963] (I., n° 49). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [12 décembre 1963] (I., n° 82). — **Discussion commune des quatre propositions de loi** [3 novembre 1964] (p. 1276 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre Marcilhacy, rapporteur, Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Robert Bruyneel ; Edouard Le Bellegou ; Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. René Dubois ; Bernard Laffay ; Louis Namy ; Maurice Bayrou ; Etienne Dailly ; Guy de La Vasselais. — *Discussion des articles* (p. 1289 et suiv.). — Art. 1er (*ibid.*) — Amendement par M. Robert Bruyneel tendant à une nouvelle rédaction de cet article visant à l'amnistie de tous les faits en relation avec les évènements d'Algérie (*ibid.*), observations, rejet (p. 1292). — Art. additionnel 1 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Namy tendant à insérer un article additionnel 1 *bis* nouveau tendant à amnistier les faits commis dans l'intention de « contribuer à la paix en Algérie » (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — Art. 2 (*ibid*). — Amendement par M. Louis Namy tendant à une nouvelle rédaction de cet article comportant une classification des infractions (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — Art. 3 (p. 1293). — Amendement par M. Louis Namy tendant à la suppression de cet article qui permet l'amnistie individuelle par décret (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — Art. 5 (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Namy tendant à viser l'art. 20 de la loi du 31 juillet 1959 (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — NOUVEL INTITULÉ : « Proposition de loi **portant amnistie** ». — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Robert Bruyneel ; Etienne Dailly ; Pierre Marcilhacy, *rapporteur* ; Louis Namy. — Sur l'ensemble (p. 1294) et par scrutin public (n° 6). — ADOPTION (n° 10).

Projet de loi, présenté par M. Jean FOYER, garde des sceaux, ministre de la justice, **portant amnistie et autorisant la dispense de certaines incapacités et déchéances.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 17 décembre 1964. — Voy. Impressions nos 1253, 1259, 306. — **Transmission au Sénat** [18 décembre 1964] (I., n° 111). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [18 décembre 1964] (I., n° 118). — **Discussion** [18 décembre 1964] (p. 2453 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* M. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice ; Pierre Marcilhacy, rapporteur ; Robert Bruyneel ; Jean Louis Tinaud ; Louis Namy ; Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. Edouard Le Bellegou ; Etienne Dailly ; Paul Pelleray ; André Cornu ; François Schleiter ; Maurice Bayrou. — Vote unique à la demande du Gouvernement, en application de l'article 44, dernier alinéa de la Constitution et de l'article 42, § VII du règlement du Sénat sur le texte adopté par l'Assemblée nationale à l'exclusion de tous amendements ou articles additionnels (p. 2464). — *Articles* (p. 2464 et siv.). — Scrutin public (n° 36). — ADOPTION (n° 60). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-1269 du 23 décembre 1964 (*J. O.* du 24 décembre 1964).

AMNISTIE (OBSERVATIONS)

A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour [4 juin 1964] (p. 502).

ANCIENS COMBATTANTS. — Voy. QUESTIONS ORALES, 603.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE. — Voy. QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 2.

ARIEGE (CRISE INDUSTRIELLE). — Voy. QUESTIONS ORALES, 626.

ARMEE DE L'AIR

Projet de loi, présenté par M. Pierre MESSMER, *ministre des armées*, **modifiant la loi du 9 août 1935 fixant le statut personnel des cadres actifs de l'armée de l'air et portant suppression de corps et cadre d'officiers** [21 avril 1964] (I., n° 150). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Jacques Ménard [12 mai 1964] (I., n° 150). — **Discussion** [26 mai 1964] (p. 384 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jacques Ménard, rapporteur ; Pierre Messmer, ministre des armées. — Sur l'ensemble (p. 387). — ADOPTION (n° 79). — Adopté par l'Assemblée nationale, le 23 juin 1964. — Voy. Impressions nos 922, 957, 236.

Promulgation : loi n° 64-662 du 2 juillet 1964 (*J. O.* du 4 juillet 1964 ; rectif. *J. O.* du 12 juillet 1964).

ARMEE DE MER

Projet de loi, présenté par M. Pierre MESSMER, *ministre des armées*, **modifiant l'article 43 de la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 12 mai 1964. — Voy. Impressions nos 572, 856, 176. — **Transmission au Sénat** [19 mai 1964] (I., n° 172). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. André Monteil [21 mai 1964] (I., n° 198). — **Discussion** [26 mai 1964] (p. 388 et 389). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. André Monteil, rapporteur. — *Article unique* (p. 389). — ADOPTION (n° 82). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-480 du 2 juin 1964 (*J. O.* du 3 juin 1964).

ARMEMENTS NUCLEAIRES. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 108.

ART DENTAIRE. — Voy. : DENTISTES.

ASSISTANCE PUBLIQUE

Proposition de loi, présentée par M. Raymond BOSSUS, *sénateur*, **tendant au remplacement de l'appellation « Assistance publique » par « Administration hospitalière et sociale de la ville de Paris »** [26 juillet 1963] (I., n° 232). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Pour avis à la commission des affaires sociales [9 avril 1964] (p. 102).

ASSOCIATIONS COMMUNALES ET INTERCOMMUNALES DE CHASSE. — Voy. : CHASSE.

ASSURANCE MALADIE, MATERNITE ET DECES DES ARTISTES PEINTRES, SCULPTEURS ET GRAVEURS

Projet de loi présenté par M. André Malraux, *ministre d'Etat chargé des affaires culturelles*, **sur l'assurance maladie, maternité et décès des artistes peintres, sculpteurs et graveurs.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 18 novembre 1964. — Voy. Impressions nos 1084, 1161, 274. — **Transmission au Sénat** [20 décembre 1964] (I., n° 38). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Roger Lagrange [14 décem-

bre 1964] (I., n° 74). — **Discussion** [16 décembre 1964] (p. 2391 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Roger Lagrange, rapporteur ; André Malraux, ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — *Articles* (p. 2393). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 39). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : Loi n° 64-1938 du 26 décembre 1964 (*J. O.* du 30 décembre 1964).

ASSURANCES GENERALES. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 568.

ASSURANCE VIEILLESSE AGRICOLE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 563.

ASSURANCE VOLONTAIRE VIEILLESSE

Proposition de loi, présentée par M. André ARMENGAUD, *sénateur*, **tendant à accorder aux Français exerçant ou ayant exercé à l'étranger une activité professionnelle salariée ou non salariée, la faculté d'accession au régime de l'assurance volontaire vieillesse** [12 novembre 1964] (I., n° 28). — Renvoi à la commission des affaires sociales, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

ATTACHES D'ADMINISTRATION

Proposition de loi, présentée par M. Robert TRÉMOLLIÈRES, *député*, **relative au recrutement des attachés d'administration centrale et des attachés d'administration du département de la Seine et de la ville de Paris.** — Adoptée par l'Assemblée nationale le 4 juin 1964. — Voy. Impressions n°s 786, 946, 211. — **Transmission au Sénat** [9 juin 1964] (I., n° 226). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. André Fosset [29 octobre 1964] (I., n° 16). — **Discussion** [2 décembre 1964] (p. 2091). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. André Fosset, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Article unique* (*ibid.*). — ADOPTION (n° 24). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : Loi n° 64-1225 du 11 décembre 1964 (*J. O.* du 13 décembre 1964).

AUTOROUTE AUBAGNE TOULON. — Voy : QUESTIONS ORALES, 605.

AUTOROUTE DUNKERQUE-LILLE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 588. — BUDGET DE 1965. — TRAVAUX PUBLICS. — CRÉDITS.

AUTOROUTE PARIS-LILLE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 556.

AVANTAGES SOCIAUX DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 555.

AVIATION CIVILE INTERNATIONALE. — Voy. : TRAITÉS ET CONVENTIONS.

AVOCATS. — Voy. : CAISSE NATIONALE DES BARREAUX FRANÇAIS.

B

BACCALAUREAT (FRAUDES)

Voy. : QUESTIONS ORALES, 594.

Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 83, 84, 85.

BACCALAUREAT (REFORME). — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 100, 114.

BAIL A CONSTRUCTION

Projet de loi présenté par M. Georges POMPIDOU, *Premier ministre*, **instituant un bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisation.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 30 juin 1964. — Voy. Impressions n°s 909, 1009, 1027, 1039, 260. — NOUVEL INTITULÉ : « **Projet de loi instituant un bail à construction et relatif aux opérations d'urbanisme** ». — **Transmission au Sénat** [30 juin 1964] (I., n° 327). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [15 octobre 1964]. — Rapport par M. Jacques Delalande [22 octobre 1964] (I., n° 9). — Avis par M. Jean-Eric Bousch [27 octobre 1964] (I., n° 10). — **Discussion** [29 octobre 1964] (p, 1208 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jacques Delalande, rapporteur ; Jean-Eric Bousch, rapporteur pour avis ; Emile Hugues ; Louis Talamoni ; Bernard Chochoy ; André Fosset ; Jacques Maziol, ministre de la construction ; Etienne Dailly ; Adolphe Chauvin. — *Discussion des articles* (p. 1221 et suiv.). Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly, tendant à compléter l'article 3 par un nouvel alinéa disposant que **le preneur peut conférer les servitudes passives indispensables** au programme convenu au bail (*ibid.*) et amendement identique par M. Marcel Molle, observations, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 3 *bis* nouveau (p. 1221). — Amendement par M. Etienne Dailly tendant à insérer un article additionnel 3 bis nouveau prévoyant la fourniture d'une caution bancaire par le preneur avant usage du droit au bail (*ibid.*), observations, rejet (p. 1222). — Art. 5 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à supprimer les mots « déduction faite des impôts et taxes qui grèvent la propriété » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à insérer deux alinéas nouveaux disposant que l'augmentation du loyer ne pourra être inférieure à ce qu'elle serait si elle était basée sur l'indice du coût de la construction (*ibid.*), observations, adoption du premier alinéa et retrait du second (p. 1223). — Amendement rédactionnel par M. Jacques Delalande, consécutif à l'adoption de l'amendement précédent, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par « ... jusqu'à reconstruction éventuelle des bâtiments détruits » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 6 (p. 1224). — Amendement par M. Etienne Dailly, tendant, après les mots : « les servitudes passives », à insérer les mots « autres que celles visées au quatrième alinéa de l'article 3 » et amendement semblable par M. Marcel Molle (*ibid.*), observations, adoption du premier amendement et retrait du second (*ibid.*). — Art. 7 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à compléter cet article par une disposition prévoyant la résiliation du bail si les travaux de reconstruction ne sont pas entrepris dans un délai de deux ans (*ibid.*) ; sous-amendement par M. Etienne Dailly tendant à ajouter « ... et poursuivis sans interruption » (*ibid.*) ; sous-amendement identique par M. Marcel Molle (*ibid.*), observations, adoption de l'amendement et des sous-amendements (*ibid.*). — Art. 8 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à déclarer d'ordre public certaines dispositions de la présente loi (*ibid.*), observations, adoption (p. 1225). — Art. 10 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, relatif à la prise de possession par arrêté préfectoral (p. 1226) ; amendement par M. Edouard Le Bellegou, relatif au même objet (*ibid.*), observations, rejet du second amendement (p. 1229), adoption du premier (p. 1230). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa disposant qu' « en cas d'absence d'accord des collectivités intéressées, le périmètre visé à l'alinéa 1er du présent article est fixé par décret en Conseil d'Etat » ; sous-amendement par M. Etienne Dailly tendant à remplacer le début de l'amendement précédent par : « Si, à l'expiration d'un délai d'une année, aucun accord n'a été obtenu des collectivités intéressées » (*ibid.*), observations, rejet du sous-amendement (p. 1231), adoption de l'amendement modifié (*ibid.*). — Art. 11 (*ibid.*). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou tendant à ajouter aux « immeubles affectés à l'habitation » les immeubles « à occupation mixte, habitation et profession » (*ibid.*), observations, adoption (p. 1232). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou relatif à la définition des « occupants » et amendement semblable par M. Jacques Delalande, rapporteur, observations, retrait de l'amendement par M. Edouard Le Bellegou, reprise du même amendement modifié, par M. Louis Talamoni, rejet (*ibid.*), adoption de l'amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Talamoni tendant à compléter l'article 11 par la dispositions : « ... dans des conditions convenables assurant la cohésion de la famille », observations, rejet (*ibid.*). — Art. 13 (p. 1233). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à insérer au premier alinéa de cet article le mot « brut » après le mot « revenu », observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Molle tendant à remplacer les deux derniers alinéas de cet article par une disposition relative à la fixation de l'indemnité de privation de jouissance (*ibid.*), observations, adoption (p. 1234). — Art. 14 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Molle, tendant à apporter une simplification de procédure en cas de contestations (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 16 (*ibid.*).

— Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa disposant que les droits des tiers grevant les revenus des immeubles sont reportés sur l'indemnité de privation de jouissance (*ibid.*), observations, adoption (p. 1235). — Art. 17 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à une modification de coordination, observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Talamoni tendant à prévoir la part, dans le programme général d'utilisation des terrains, affectée en priorité à la construction d'H. L. M. (*ibid.*), observations, rejet (p. 1236). — Amendement de coordination par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à supprimer le troisième alinéa de l'article 17 (*ibid.*) et amendement identique par M. Louis Talamoni (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à supprimer, au dernier alinéa de l'article 17, les mots : « par les autorités responsables du retard » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 18 (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Talamoni tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif à la mise des immeubles à la disposition des concessionnaires désignés en vue de la réalisation des ouvrages et constructions (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa disposant que « la désignation du concessionnaire est notifiée à tous les propriétaires d'immeubles compris dans le périmètre » (p. 1237), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 19 (*ibid.*). — Amendement de coordination par M. Jacques Delalande, rapporteur, adoption (*ibid.*). — Art. 20 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction des quatre premiers alinéas de cet article relatif à l'option offerte au propriétaire entre l'expropriation et l'apport à une société civile (p. 1238), observations, la prise en considération est préconisée (p. 1240) ; sous-amendement par M. Edouard Le Bellegou tendant à permettre au propriétaire de connaître non seulement le nom du concessionnaire, mais aussi le cahier des charges (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*) ; sous-amendement par M. Louis Talamoni tendant à supprimer la référence à la valeur minimum de l'immeuble (*ibid.*), observations, rejet (p. 1241) ; sous-amendement par M. Etienne Dailly tendant à laisser le bénéfice de l'option au groupe familial en cas de propriété partagée (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*) ; adoption de l'amendement par M. Jacques Delalande précédemment pris en considération (*ibid.*). — Art. 22 (p. 1242). — Amendement de coordination par M. Jacques Delalande, rapporteur, observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à compléter le quatrième alinéa de cet article afin de viser le cas où la société cède à la collectivité publique les immeubles qui sont destinés à la réalisation d'emprises publiques (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à compléter l'avant-dernier alinéa de cet article par une phrase relative au partage du solde dont peut bénéficier la société civile (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*) ; sous-amendement par M. Marcel Molle visant le cas où le solde est positif en faveur de la collectivité (*ibid.*), observations, adoption (p. 1243). — Art. 23 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à modifier cet article afin que les immeubles attribués à la société soient répartis aux associés en représentation de leurs droits (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 24 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article en harmonie avec les amendements précédemment adoptés (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à modifier la première phrase du dernier alinéa de l'article 24 afin que, dans tous les cas, il soit possible au concessionnaire de devenir propriétaire du terrain dans les conditions prévues à l'article 23, observations, adoption (p. 1244). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à compléter l'article 24 par un alinéa nouveau relatif à la garantie du coefficient de revision du loyer, basé sur l'indice du coût de construction, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à compléter l'article 24 par un autre nouvel alinéa prévoyant une solution pour le cas où les deux parties ne se seraient pas mises d'accord sur les modalités du bail à construction (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). Article additionnel 24 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Molle tendant à insérer un article additionnel 24 *bis* nouveau qui prévoit l'intervention d'un règlement d'administration publique pour fixer les moyens de contrôle de la société civile sur l'opération de construction, observations, adoption (*ibid.*). — Art. 26 (p. 1245). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, relatif à l'imposition du revenu du bailleur, observations, irrecevabilité aux termes de l'art. 40 de la Constitution (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande tendant à modifier le deuxième alinéa du paragraphe 1er de cet article afin d'étaler sur trois ans des revenus résultant de la cession des biens, observations, adoption (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Jacques Delalande, à la deuxième phrase du troisième alinéa du paragraphe 1er de cet article, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly, tendant à supprimer les mots « sans indemnité » au paragraphe II, 1er alinéa, de cet article, observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Molle, tendant à compléter le second alinéa du paragraphe II par une phrase prévoyant que, si la durée du bail est inférieure à trente ans, l'imposition est due avec une valeur réduite en fonction de la durée du bail (p. 1246), observations, irrecevabilité aux termes de l'art. 40 de la Constitution. — Art. 27 (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Talamoni, tendant à supprimer cet article (régime des plus-values), observations, rejet (*ibid.*). — Amendement de coordination par M. Jacques Delalande, rapporteur, au paragraphe III *in fine* de cet article, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Maziol, ministre de la construction, tendant, au paragraphe III de cet article, à reprendre la référence au deuxième alinéa de l'article 24 (*ibid.*), observations, adoption (p. 1247). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa étendant les exonérations fiscales en cas d'expansion du système de la société civile, observations, irrecevabilité invoquée aux termes de l'art. 40 de la Constitution (*ibid.*) ; retrait (*ibid.*). — Art. 28 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à supprimer cet article, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Maziol, ministre de la construction, tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article en ce qui concerne l'amende fiscale due par la société civile en cas d'aliénation des immeubles reçus, observations, adoption (*ibid.*). — Article additionnel 29 *bis* nouveau (*ibid*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel nouveau soumettant au droit fixe de 50 francs et dispensant de la taxe de publicité les actes de constitution, prorogation... des sociétés civiles (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'art. 40 de la Constitution. — Amendement par M. Etienne Dailly, tendant à insérer un article additionnel 29 *bis* nouveau disposant que les actes portant convention de bail à construction sont dispensés de la taxe de publicité foncière (p. 1248), observations, irrecevabilité aux termes de l'art. 40 de la Constitution (*ibid.*). — Art. 30 (*ibid.*). — Amendement par M. André Fosset, tendant à une rédaction plus complète de cet article relatif au règlement d'administration publique d'application de la présente loi (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Abel-Durand ; Maurice Bayrou ; Jean-Eric Bousch, rapporteur pour avis ; Etienne Dailly ; Jacques Delalande, rapporteur ; Claudius Delorme ; André Fosset ; Jacques Henriet ; Edouard Le Bellegou ; Jacques Maziol, ministre de la construction ; Marcel Molle ; Geoffroy de Montalembert ; Louis Talamoni ; Joseph Voyant. — *Explications de vote :* MM. Edouard Le Bellegou ; Maurice Bayrou ; Louis Talamoni ; André Fosset ; Etienne Dailly ; François Schleiter. — Sur l'ensemble (p. 1249). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 7). — Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, le 18 novembre 1964. — Voy. : IMPRESSIONS nos 1149, 1167, 270.

Deuxième transmission au Sénat [20 novembre 1964] (I., n° 34). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [25 novembre 1964]. — Rapport par M. Jacques Delalande [26 novembre 1964] (I., n° 49). — Avis par M. Jean-Eric Bousch [1er décembre 1964] (I., n° 54). — **Discussion** [4 décembre 1964] (p. 2136 et suiv.) — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jacques Delalande, rapporteur ; Jean-Eric Bousch, rapporteur pour avis. — *Discussion des articles* (p. 2136 et suiv.). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Jacques Maziol, ministre de la construction ; Marcel Molle. — *Explications de vote :* MM. Louis Talamoni, Edouard Le Bellegou. — Sur l'ensemble (p. 2140). — ADOPTION (n° 32). DEUXIÈME LECTURE. — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-1247 du 16 décembre 1964 (*J. O.* du 18 décembre 1964).

BAILLEURS ET LOCATAIRES DES IMMEUBLES AFFECTES A L'HOTELLERIE. — Voy. : IMMEUBLES AFFECTÉS A L'HOTELLERIE.

BAUX A LOYER COMMERCIAUX OU DE LOCAUX A USAGE COMMERCIAL, INDUSTRIEL OU ARTISANAL

Proposition de loi présentée par M. Michel HOGUET, *député*, **tendant à modifier et à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou**

de locaux, à usage commercial, industriel ou artisanal. — Adoptée par l'Assemblée nationale, le 25 juin 1964. — Voy. Impressions n°s 927, 1020, 246. — **Transmission au Sénat** [26 juin 1964] (I., n° 302). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jacques Delalande [7 octobre 1964], (I., n° 2). — **Discussion** [22 octobre 1964] (p. 1141 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jacques Delalande, rapporteur ; Edouard Le Bellegou ; Louis Namy. — *Discussion des articles* (p. 1144 et suiv.) — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à une modification de forme ; amendement par M. Jean Foyer, ministre de la justice, garde des sceaux, tendant à préciser quels sont les chefs d'entreprises artisanales qui pourront bénéficier de la loi (*ibid.*), observations, adoption des deux amendements (*ibid.*). — Après l'art. 1er *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Auguste Pinton tendant à insérer un article additionnel 1er *ter* nouveau donnant le bénéfice de la loi aux locataires de constructions édifiées sur le terrain d'autrui (*ibid.*), observations, rejet (p. 1146). — Art. 2 (*ibid.*), amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur tendant à modifier le 1er alinéa du texte proposé pour l'article 3-1 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, afin que la durée du contrat de location ne puisse être inférieure à neuf ans, observations, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 2 *bis* nouveau (*ibid*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 2 *bis* nouveau prévoyant des conventions de courte durée non assujetties aux règles de la propriété commerciale (*ibid.*), observations, adoption (p. 1148). — Sous-amendement par M. Guy Petit relatif à la location saisonnière, observations, adoption du sous-amendement modifié (*ibid.*). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Jacques Delalande, rapporteur, observations, adoption (p. 1149). — Art. 4 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa abrogeant les 3e et 4e alinéas de l'article 5 du décret n° 53-960 d 30 septembre 1953 relatifs aux baux à période, observations, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 4 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 4 *bis* nouveau abrogeant le dernier alinéa de l'article 6 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, adoption (*ibid.*). — Art. 5 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Molle disposant que la durée du bail renouvelé peut être supérieure ou inférieure à neuf ans lorsque les parties y consentent ; amendement par M. Jacques Delalande disposant que la durée du bail renouvelé ne peut être supérieure à neuf ans que si les parties y consentent (*ibid.*) ; observations, adoption du premier amendement (p. 1150), le second devient sans objet (*ibid.*). — Art. additionnel 10 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 10 *bis* nouveau relatif à la cession de bail et abrogeant le dernier alinéa de l'article 21 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 (*ibid.*), observations, adoption (p. 1151). — Art. additionnel 10 *ter* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 10 *ter* nouveau ajoutant un article 22-1 au décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, relatif à la cession de bail, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 10 *quater* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 10 *quater* nouveau et ajoutant un article 22-2 au décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, relatif à la cession de bail, adoption (*ibid.*). — Sous-amendement par M. Marcel Molle tendant à compléter l'article 22-2 du décret du 30 septembre 1953 par une disposition prévoyant une indemnité au locataire ayant subi un préjudice du fait d'un refus injustifié de cession (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Article additionnel 10 *quinquies* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 10 *quinquies* nouveau intitulant « Des sous-locations et des cessions de bail », le titre IV du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, adoption (*ibid.*). — Art. 11 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, tendant à supprimer cet article relatif à la nature juridique du « pas de porte » (*ibid.*), observations, adoption (p. 1152). — Art. additionnel 12 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Auguste Pinton, tendant à insérer un article additionnel 12 *bis* nouveau relatif aux droits de place sur les marchés, observations (*ibid.*), retrait (p. 1153). — Art. 13 (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Jacques Delalande, rapporteur, observations, adoption (*ibid.*). — Art. 14 (*ibid.*). — Amendement de coordination par M. Jacques Delalande, observations, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Jacques Delalande, rapporteur ; Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice ; Edouard Le Bellegou ; Marcel Molle ; Guy Petit ; Auguste Pinton. — **Suite de la discussion** [29 octobre 1964] (p. 200 et suiv.). — Art. 15 (p. 1200). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à modifier le texte proposé pour l'article 35-1 du décret du 30 septembre 1953 en ce qui concerne l'extension aux activités complémentaires ou annexes (*ibid.*), observations, adoption (p. 1201). — Sous-amendement par M. Marcel Molle tendant à permettre la revision du loyer si les activités annexes ont modifié la valeur locative des lieux loués, observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Molle tendant à prévoir trois années d'exploitation dans les conditions d'origine (*ibid.*), observations, adoption (p. 1202). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à une harmonisation du texte de l'article 35-2 du décret du 30 septembre 1953, observations, adoption (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Jacques Delalande, rapporteur, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à supprimer pour harmonisation le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 35-2 du décret du 30 septembre 1953, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Molle tendant à limiter la possibilité de transformation d'exploitation pour un délai de neuf ans (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à une rédaction plus précise de l'article 35-3 du décret du 30 septembre 1953, observations, adoption (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Jacques Delalande, rapporteur, à l'article 35-3 du décret du 30 septembre 1953, observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 35-3 du décret du 30 septembre 1953, en ce qui concerne le contentieux entre propriétaire et locataire (p. 1203), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Molle, tendant à une rédaction plus précise de l'article 35-5 du décret du 30 septembre 1953 (*ibid.*), observations, adoption modifiée (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à une modification de forme du texte proposé pour l'article 35-6 du décret du 30 septembre 1953 (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art 17 p. 1204). — Amendement par M. Marcel Molle tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif aux baux et locations verbales en cours au moment de la promulgation de la loi (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 17 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Molle tendant à la suppression de cet article, conséquence de l'adoption du précédent amendement, adoption (*ibid.*). — Art. 18 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Champeix tendant à une nouvelle rédaction de cet article rendant applicable les dispositions de la présente loi aux instances en cours (*ibid.*), observations ; amendement par M. Amédée Bouquerel relatif aux champ d'application de la loi (*ibid.*), observations, la prise en considération du premier amendement n'est pas prononcée, adoption du second amendement (p. 1206). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Amédée Bouquerel ; Jacques Delalande, rapporteur ; Vincent Delpuech ; Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice ; Edouard Le Bellegou ; Marcel Molle. — Sur l'ensemble (p. 1206). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 6). — Adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture le 18 novembre 1964. — Voy. : Impressions n°s 1139, 1168, 1221, 283.

Deuxième transmission au Sénat [9 décembre 1964] (I., n° 67). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jacques Delalande [16 décembre 1964] (I., n° 99). — **Discussion** [16 décembre 1964] (p. 2395 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Jacques Delalande, rapporteur. — *Discussion des articles* (p. 2396 et suiv.). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à supprimer le paragraphe 2 de cet article, qui accorde le bénéfice de la propriété commerciale aux sociétés coopératives de commerçants pour des immeubles ou des locaux destinés à permettre une meilleure gestion des fonds de commerce de leurs membres (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 10 *quater* (p. 2397). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à modifier cet article en ce qui concerne la réglementation de l'opposition du propriétaire à la cession ou à la sous-location (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 15 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à modifier la dernière phrase du 2e alinéa du texte proposé pour l'article 35-1 du décret du 30 septembre 1953 (compétence du tribunal de grande instance) (p. 2398), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant, dans le 1er alinéa du texte proposé pour l'article 35-2 du décret du 30 septembre 1953, après les mots : « établissement artisanal », à insérer : « créé ou acquis depuis plus de trois ans... » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à compléter le 1er alinéa du texte proposé pour l'article 35-2 du décret du 30 septembre 1953 par les mots : « Si le fonds fait l'objet d'un nantissement, la demande doit être notifiée au créancier nanti par acte extrajudiciaire »

et sous-amendement par M. Jean Geoffroy, tendant à modifier le texte additif proposé par l'amendement précédent (*ibid.*), observations, retrait de l'amendement et du sous-amendement (p. 2399). — Art. 18 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à diverses modifications des règles nouvelles sur la revision des loyers commerciaux, mesures transitoires (*ibid.*), observations, adoption (p. 2400). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Jacques Delalande, rapporteur ; Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice ; Jean Geoffroy ; Gilbert Grandval, ministre du travail. — Sur l'ensemble (p. 2400). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 42). — DEUXIÈME LECTURE. — Adopté avec modifications en troisième lecture par l'Assemblée nationale le 18 décembre 1964. — Voy. : Impressions n°s 1262, 1265, 310.

Troisième transmission au Sénat [18 décembre 1964] (I., n° 117). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jacques Delalande [18 décembre 1964] (I., n° 119). — **Discussion** [18 décembre 1964] (p. 2452 et 2453). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Jacques Delalande, rapporteur. — *Discussion des articles* (p. 2453). — Art. 15 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 35-2 du décret du 30 septembre 1953, après les mots : « ...établissement artisanal... », à insérer les mots : « ...crée ou acquis depuis plus de trois ans... » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 18 (*ibid*). — Amendement par M. Jacques Delalande, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article, pour reprendre le texte adopté lors des lectures précédentes (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 59). — TROISIÈME LECTURE. — Adopté avec modifications en quatrième lecture par l'Assemblée nationale le 18 décembre 1964 . — Voy. Impressions n°s 1293, 1294, 315.

Quatrième transmission au Sénat. — [18 décembre 1964]. I., n° 122). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jacques Delalande [18 décembre 1964] (I., n° 123). — **Discussion** [18 décembre 1964] (p. 2471 et 2472). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jacques Delalande, rapporteur, Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice ; Maurice Bayrou. — *Discussion des articles* (p. 2472). — Art. 18 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Delalande identique à celui des précédentes lectures (*ibid.*), observations, adoption par scrutin public (n° 38). — Sur l'ensemble (p. 2472). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 62). — QUATRIÈME LECTURE.

BIDONVILLES. — Voy. EXPROPRIATIONS.

BOULOURIS (poste) — Voy. QUESTIONS ORALES, 560.

BUDGET DE 1965

Projet de loi de finances pour 1965 présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques.* — Adopté par l'Assemblée nationale le 9 novembre 1964. — Voy. Impressions n°s 1087, 1106, 1108, 1112, 1121, 1122, 1123, 1126, 1128, 1129, 1131, 1136, 1137, 1138, 1141, 1142, 1143, 1144, 266. — **Transmission au Sénat** [12 novembre 1964] (I., n° 22). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Pour avis, à la commission des affaires économiques et du plan ; à la commission des affaires culturelles ; à la commission des affaires sociales ; à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées et à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [12 novembre 1964] (I., n° 23). — Avis par M. Charles Fruh, rapporteur au nom de la commission des affaires culturelles [12 novembre 1964] (I., n° 24). — Avis par M. René Jager, rapporteur au nom de la commission des affaires économiques et du plan [12 novembre 1964] (I., n° 25). Avis par M. le général Jean Ganeval, rapporteur au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [12 novembre 1964] (I., n° 26). — Avis par Mme Marie-Hélène Cardot, rapporteur au nom de la commission des affaires sociales [12 novembre 1964] (I., n° 27). — **Discussion** [12 novembre 1964] (p. 1398 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Guy Petit ; André Armengaud ; Edouard Bonnefous ; Jacques Duclos ; Paul Chevallier ; Ludovic Tron ; Yvon Coudé du Foresto. — **Suite de la discussion** [13 novembre 1964] (p. 1430 et suiv.). — *Sont entendus dans la suite de la discussion générale* : MM. Pellenc, rapporteur général ; Jean Bardol ; Emile Hugues ; Guy Petit ; Georges Marie-Anne, Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Discussion des articles* (p. 1441 et suiv.). — PREMIÈRE PARTIE. — CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER (art. 1er à 24). — Art. 2 (p. 1442). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à modifier le paragraphe III de cet article afin d'obliger le Gouvernement à présenter, pour l'année prochaine, un nouveau barème de l'impôt sur le revenu (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*) — Après l'art. 2 (p. 1443). Amendement par M. Jean Bardol, tendant à insérer un article additionnel nouveau tendant à faire obligation au Gouvernement de déposer avant la fin de la présente session un projet de loi portant aménagement du barème de l'impôt sur le revenu (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Bardol tendant à ajouter un nouvel alinéa disposant que la taxe complémentaire ne sera plus appliquée aux artisans fiscaux pour l'imposition des bénéfices de 1965 (p. 1444), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Art. 4 (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Bardol, tendant à abaisser de 75 ans à 65 ans l'âge à partir duquel seront allégées les charges fiscales des contribuables retraités de l'Etat ou de la sécurité sociale (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant, au § 1er de cet article, à remplacer : « ... au 31 décembre de l'année d'imposition », par : « ... au 31 décembre de l'année au cours de laquelle ont été perçus les revenus » (*ibid*), observations, retrait (p. 1445). — Après l'article 4 (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Bardol, tendant à insérer un article additionnel nouveau étendant les dispositions de l'article 4 à tous les retraités ne pratiquant plus d'autres activités salariées (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la constitution (*ibid.*). — Art. 6 (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Bardol tendant à supprimer cet article relatif à l'allégement d'imposition du revenu des valeurs mobilières (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant à une modification de forme, adoption (*ibid.*). — Art. 7 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer cet article relatif aux obligations émises par certains organismes et notamment les collectivités publiques (p. 1446), observations, adoption (p. 1447). — Art. 8 (*ibid.*). Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer cet article relatif à l'allégement des tarifs de droit de timbre applicables aux opérations des bourses des valeurs (*ibid.*), observations, adoption (p. 1448). — Art. 9 (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Bardol tendant à supprimer cet article relatif à l'imposition des fusions de sociétés (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant à compléter le § 1 de cet article par un alinéa relatif à l'agrément auquel est subordonné le régime fiscal de faveur pour la liquidation de certaines sociétés (p. 1449), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 11 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à modifier cet article en ce qui concerne l'iimposition des immeubles occupés par leur propriétaires (feuille bleue) (*ibid.*), observations, adoption modifiée, par scrutin public (n° 7). — Amendement par M. Jean de Bagneux tendant à une nouvelle rédaction du § III de cet article relatif au régime applicable aux propriétaires habitant des demeures historiques (p. 1451), observations, retrait (p. 1452). — Art. 12 (*ibid.*) Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer cet article relatif aux déductions pour dépenses d'entretien et de réparation des immeubles (*ibid.*), observations, adoption (p. 1454). — Art. 14 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc tendant à modifier le début de cet article afin de refuser la déductibilité, dans l'établissement de la déclaration relative à l'impôt sur le revenu, des déficits déclarés par les contribuables qui exploitent à titre accessoire un domaine agricole (*ibid.*), observations, adoption (p, 1455). — Amendement par M. André Fosset tendant, au premier alinéa de cet article, à réduire de 40.000 à 20.000 le total des revenus nets d'autres sources que l'exploitation agricole (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly tendant à ajouter, à la fin du premier alinéa de cet article une disposition excluant les exploitations louées ou acquises avant le 28 décembre 1959, ou reçues par voie d'héritage depuis cette date (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant, après le premier alinéa de cet article, à insérer deux alinéas nouveaux relatifs à l'imputabilité de certains déficits agricoles (*ibid.*), observations, adoption (p. 1458). — Art. 15 (*ibid.*). — Amendement par M. Bernard Chochoy tendant à supprimer cet article instituant un droit de timbre sur les affiches (*ibid.*), observations, rejet (p. 1460). — Amendement par M. Joseph Raybaud tendant à supprimer le troisième alinéa du § I de cet

article relatif à l'extension par décret de la perception du droit de timbre (p. 1461), observations, adoption (p. 1462). — Amendement par M. Jean-Louis Vigier tendant à rétablir le texte du Gouvernement (*ibid.*) et amendement identique par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, observations, retrait du second amendement (*ibid.*), adoption du premier amendement (p. 1463). — Amendement de M. Joseph Raybaud tendant à compléter le § II de cet article afin de préciser l'étendue du champ d'application du nouveau droit de timbre (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Bertaud tendant à ajouter au § II de l'article 15, après les mots « dans un but touristique, artistique », le mot « sportif » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Raybaud relatif à la publicité de présignalisation des hôtels (p. 1464), observations, adoption (p. 1465). — Art. 17 (p. 1466). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer cet article établissant un prélèvement sur les sociétés de courses (*ibid.*) et amendement par M. Yves Estève tendant à une nouvelle rédaction du même article (*ibid.*), observations, retrait du premier amendement et adoption du second (p. 1472). — Art. 19 (prélèvement exceptionnel sur les ressources du fonds de soutien aux hydrocarbures) (p. 1472), observations, rejet de l'article (p. 1474). — Art. 24 (*ibid.*). — Amendement par M. André Dulin tendant à modifier les lignes 3 et 15 de l'état A (Budget annexe des prestations sociales agricoles), taxe sur les corps gras alimentaires (p. 1485), observations, adoption (p. 1486) par scrutin public (n° 8). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant, après le § I de l'article 24, à insérer un § I *bis* nouveau opérant un blocage d'un milliard de francs sur les crédits concernant les dépenses militaires, l'aide aux pays en voie de développement, l'énergie atomique et les recherches spatiales (p. 1487), observations, irrecevabilité constatée aux termes de l'article 42 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 1488). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. André Armengaud ; Jean de Bagneux ; Jean Bardol ; Jean Bertaud ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Roger Carcassonne ; Bernard Chochoy ; André Colin ; Antoine Courrière ; Etienne Dailly ; Jacques Descours-Desacres ; René Dubois ; André Dulin ; André Fosset ; Roger du Halgouët ; Jacques Henriet ; Jean-Marie Louvel ; Geoffroy de Montalembert ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Jacques Richard ; Alex Roubert, président de la commission des finances ; François Schleiter ; Ludovic Tron ; Jean-Louis Vigier ; Pierre de Villoutreys.

Suite de la discussion [14 novembre 1964] (p. 1494 et suiv.).

DEUXIÈME PARTIE DU PROJET DE LOI DE FINANCES

JUSTICE (p. 1494 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Pierre Garet, rapporteur spécial ; Marcel Molle, rapporteur pour avis ; Louis Namy ; Léon Messaud ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Marcel Prelot. — *Crédits* (p. 1501 et suiv.). — TITRE IV. — Amendement par M. Robert Vignon tendant à augmenter le crédit de 115.630 francs pour permettre le fonctionnement de la chambre, détachée de Cayenne, de la cour d'appel de Fort-de-France (*ibid.*)., observations, retrait. — *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Pierre Garet, rapporteur : Robert Vignon.

DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER (p. 1502 et suiv.). — *Sont entendus:* MM. Jean-Marie Louvel, rapporteur spécial ; Louis Namy ; Robert Vignon ; Alfred Isautier ; René Toribio ; Lucien Bernier ; Georges Marie-Anne ; Georges Repiquet ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

TERRITOIRES D'OUTRE-MER (p. 1516 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Jean-Marie Louvel, rapporteur spécial ; Louis Namy ; Henri Loste ; Henri Claireaux ; Alfred Poroï ; Ahmed Abdallah ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

Suite de la discussion [16 novembre 1964] (p. 1526 et suiv.).

TRAVAIL (p. 1526 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Michel Kistler, rapporteur spécial ; Roger Lagrange, rapporteur pour avis ; Adolphe Dutoit ; Léon Messaud ; Bernard Chochoy ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Crédits* (p. 1536). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Georges Marie-Anne ; Roger Menu.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — MARINE MARCHANDE (p. 1537 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Roger Lachèvre, rapporteur spécial ; Joseph Yvon, rapporteur pour avis ; Jean Bardol ; Léon David ; André Monteil ; Abel-Durand ; Henri Claireaux ; Vincent Delpuech ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. — *Crédits* (p. 1548). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Jean Bardol ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Lucien Grand.

AVIATION CIVILE (p. 1548 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Yvon Coudé du Foresto, rapporteur spécial ; Gaston Pams, rapporteur pour avis ; Jacques Duclos ; Georges Marrane ; André Méric ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Abel-Durand ; Georges Marie-Anne. — *Crédits et articles* (p. 1559). — TITRE V. — ETAT C (p. 1560). — Amendement par M. Gaston Pams, rapporteur pour avis, tendant à une réduction de crédits (conséquences de l'abandon du *Concorde*), observations, retrait (*ibid*). — Amendement par M. Louis Gros, tendant, après l'article 52, à insérer un article additionnel nouveau tendant à un transfert de crédits afin de combler les vides dans les transports d'Air France par des transports de journaux et de livres (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Bertaud, tendant à insérer un article additionnel nouveau, après l'article 69, relatif à l'intégration de certains agents des bases aériennes (p. 1561), observations ; sous-amendement par M. Jacques Duclos, tendant à modifier le précédent amendement dans un sens extensif (*ibid.*), irrecevabilité de l'amendement et du sous-amendement, aux termes de l'art. 40 de la Constitution (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Bertaud, tendant à insérer un article additionnel nouveau après l'article 69 relatif aux agents sur contrat de l'aviation civile et des bases aériennes (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 1562). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Jean Bertaud ; Yvon Coudé du Foresto, rapporteur spécial ; Vincent Delpuech ; Jacques Duclos ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Gaston Pams, rapporteur pour avis.

Suite de la discussion [17 novembre 1964] (p. 1566 et suiv.).

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS (p. 1566 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Bernard Chochoy, rapporteur spécial ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Paul Mistral ; Joseph Beaujannot, rapporteur pour avis ; Camille Vallin ; Gérard Minvielle ; Michel Kauffmann ; Roger Delagues ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. — *Crédits* (p. 1578). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Jean Bertaud ; Pierre Dumas. secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Camille Vallin.

CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE (p. 1578 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Georges Marrane, rapporteur spécial ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — CHEMINS DE FER. — RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS (p. 1580 et suiv.). — *Sont entendus :* Mlle Irma Rapuzzi, rapporteur spécial ; Auguste Pinton, rapporteur pour avis ; Amédée Bouquerel, rapporteur pour avis ; Auguste-François Billiémaz, rapporteur pour avis ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Raymond Bossus ; Joseph Yvon, rapporteur pour avis ; Camille Vallin ; Raymond Bossus ; Jean Nayrou ; Ludovic Tron ; André Dulin ; Guy Petit ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Jean-Eric Bousch ; Jacques Henriet. — *Crédits* (p. 1600 et suiv.). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Jean Bertaud ; Raymond Brun ; Robert Bruyneel ; Mme Marie-Hélène Cardot ; Marcel Darou ; André Dulin ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Jacques Henriet ; Michel Kauffmann.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT AU TOURISME (p. 1603 et suiv.). — *Sont entendus :* Mlle Irène Rapuzzi, rapporteur spécial ; Amédée Bouquerel, rapporteur pour avis ; Marcel Brégégère ; Victor Golvan ; Bernard Lemarié ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Jacques Henriet.

Suite de la discussion [18 novembre 1964] (p. 1614 et suiv.).

AFFAIRES CULTURELLES (p. 1614 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Joseph Raybaud, rapporteur spécial ; Edouard Bonnefous, rapporteur spécial ; Charles Fruh, rapporteur pour avis ; Georges Lamousse, rapporteur pour avis ; André Cornu, rapporteur pour avis ; Mme Renée Dervaux ; M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Crédits et articles* (p. 1626 et suiv.). — Amendement par M. Charles Fruh, rapporteur pour avis. tendant à insérer, après l'article 52, un article additionnel nouveau modifiant l'article 1560 du code général des impôts, relatif à la taxation des recettes mensuelles des théâtres (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Charles Fruh, rapporteur pour avis, tendant, après l'article 52, à insérer un article additionnel nouveau modifiant l'article 1561, § 8 *a* du code général des impôts, afin que, impositions et détaxations des spectacles, aient la même assiette, la recette (*ibid.*), observations, retrait (p. 1627). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jean-Eric Bousch ; Charles Fruh, rapporteur pour avis.

DÉPENSES MILITAIRES (p. 1628 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. André Maroselli, rapporteur spécial (section Forces terrestres) ; Yvon Coudé du Foresto, rapporteur spécial (section Air) ; Vincent Rotinat, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées ; le général Jean Ganeval, rapporteur pour avis (section commune) ; Pierre de Chevigny, rapporteur pour avis (section Forces terrestres) ; Jacques Ménard, rapporteur pour avis (section Air) ; André Monteil, rapporteur pour avis (section Marine) ; le général Ernest Petit ; Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. André Monteil ; Pierre Métayer ; Paul Pauly ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Pierre Marcilhacy. — *Crédits et articles* (p. 1654 et suiv.). — Art. 28 (*ibid.*). — Amendement par M. Bernard Chochoy tendant à majorer la réduction des crédits de paiement afférents au titre III « Moyens des armes et services » de 20 millions de francs (service militaire d'un an), et amendement identique par M. Raymond Guyot (p. 1655), observations, rejet (p. 1656). — Amendement par Mme Renée Dervaux tendant à une réduction de crédits du titre III (prêt à 1 franc) (p. 1657), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution. — Amendement par M. Vincent Rotinat tendant à compléter le § II de l'article 28 par deux alinéas nouveaux opérant un blocage de crédits pour provoquer la revalorisation indiciaire du classement hiérarchique des officiers, sous-officiers et officiers mariniers (*ibid.*), observations, irrecevabilité constatée aux termes de l'art. 42 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 1658). — Art. 29 (*ibid.*). — Amendement par M. Antoine Courrière tendant à réduire, au titre V, les autorisations de programme de 15.048.980.000 francs et les crédits de paiement de 3.758 millions de francs (crédits de la force de frappe) ; amendement identique par M. Raymond Guyot ; sous-amendement par M. Etienne Dailly tendant à remplacer la réduction de 15.048.980.000 francs par une réduction de 3.825 millions de francs (autorisations de programme nouvelles seulement) (p. 1658), observations, adoption (p. 1660) des amendement et du sous-amendement, par scrutin public (n° 9). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Roger Carcassonne ; Yvon Coudé du Foresto, rapporteur spécial ; Antoine Courrière ; Etienne Dailly ; Mme Renée Dervaux ; MM. le général Jean Ganeval ; André Monteil, rapporteur pour avis ; Vincent Rotinat, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées ; Jacques Soufflet.

ESSENCES (p. 1661). — *Sont entendus :* MM. Gustave Alric, rapporteur spécial ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget.

POUDRES (p. 1661). — *Sont entendus :* MM. André Colin, rapporteur spécial ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget.

Suite de la discussion [19 novembre 1964] (p. 1668 et suiv.).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE : SERVICES GÉNÉRAUX ; DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS ; CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (p. 1668 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Roger Houdet, rapporteur spécial ; Michel Champleboux, rapporteur pour avis (énergie atomique) ; Charles Suran, rapporteur pour avis (aménagement du territoire) ; Yvon Coudé du Foresto ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Raymond Brun. — *Crédits* (p. 1678). ETAT B, TITRE IV : observations sur la promotion sociale (*ibid.*). — ETAT C, TITRE VI (p. 1679). — Amendement par M. Jacques Descours Desacres, tendant à réduire les crédits de paiement du titre VI de 7.500.000 F (prélèvements sur le fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire et le fonds d'investissement routier au profit des syndicats de communes) (*ibid.*) ; observations, adoption (p. 1683) par scrutin public (n° 10). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Raymond Bonnefous ; Amédée Bouquerel ; Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. Antoine Courrière ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Jacques Descours Desacres ; Roger Houdet, rapporteur spécial ; Camille Vallin.

COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ (p. 1684). — *Sont entendus :* MM. Max Fléchet, rapporteur spécial ; Jean Filippi, rapporteur pour avis ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Crédits* (p. 1687 et suiv.). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Raymond Brun ; Jean-Louis Tinaud.

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE (p. 1638). — *Est entendu :* M. Jacques Richard, rapporteur spécial.

SERVICE DE LA DOCUMENTATION EXTÉRIEURE ET DE CONTRE-ESPIONNAGE (p. 1638). — *Est entendu :* M. Jacques Richard, rapporteur spécial.

GROUPEMENT DES CONTRÔLES RADIOÉLECTRIQUES (p. 1688 et 1639). — *Est entendu :* M. Jacques Richard, rapporteur spécial.

INTÉRIEUR (p. 1689 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Jacques Masteau, rapporteur spécial ; Jean Nayrou, rapporteur pour avis ; Louis Namy ; Camille Vallin ; Louis Talamoni ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Claude Mout ; Louis Jung ; Fernand Verdeille ; Abel-Durand ; André Dulin. — *Crédits* (p. 1709 et suiv.). — ETAT B. — TITRE III. — Adoption (p. 1710) par scrutin public (n° 11). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Antoine Courrière ; Etienne Dailly ; Michel Kauffmann.

Suite de la discussion [20 novembre 1964] (p. 1716 et suiv.).

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES (p. 1716 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Max Monichon, rapporteur spécial ; André Dulin, rapporteur pour avis ; François Monsarrat ; Georges Marie-Anne ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Crédits et articles* (p. 1720 et suiv.). — Après l'article 52 (p. 1721). — Amendement par M. André Dulin, tendant à insérer un article additionnel nouveau majorant le taux de la taxe sur les corps gras (*ibid.*) ; observations, adoption article 53 (*ibid.*). — Amendement par M. André Dulin tendant à compléter l'article 53 par un paragraphe V relatif à l'allocation vieillesse aux petits exploitants agricoles (p. 1722) ; observations, adoption (*ibid.*). — Après l'article 53 (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly, tendant à ajouter un article additionnel nouveau relatif au taux de la taxe sur les betteraves (*ibid.*) ; observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 1723). — Amendement par M. Octave Bajeux tendant à insérer, après l'article 53, un article additionnel nouveau relatif à l'indemnité viagère de départ servie par le fonds d'action sociale (*ibid.*) ; observations, l'amendement est réservé (p. 1724). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Octave Bajeux ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Etienne Dailly ; André Dulin, rapporteur pour avis ; Adolphe Dutoit ; Michel Kauffmann ; Max Monichon, rapporteur spécial.

AGRICULTURE (p. 1724 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Paul Driant, rapporteur spécial ; Geoffroy de Montalembert, rapporteur spécial ; Marc Pauzet, rapporteur pour avis ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Léon David ; Robert Soudant ; Louis Guillou ; René Tinant ; Octave Bajeux ; Marcel Brégégère ; Roger Besson ; Daniel Benoist ; Paul Pelleray ; Henri Tournan ; Etienne Restat ; Jacques Verneuil ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Eugène Romaine ; Emile Hugues ; André Dulin ; Lucien Grand ; Modeste Legouez ; Etienne Restat ; Jacques Henriet ; Victor Golvan ; Charles Naveau ; Baptiste Dufeu ; Martial Brousse ; Roger Carcassonne ; Henri Cornat ; Michel Kauffmann ; Eugène Ritzenthaler ; Jacques Delalande ; Yves Hamon ; Etienne Dailly. — *Crédits et articles* (p. 1763 et suiv.). — ETAT B. — TITRE III. — Vote par scrutin public reporté au 24 novembre 1964 (p. 1764). — TITRE IV (*ibid.*). — Amendement par M. Emile Durieux tendant à réduire le crédit de 10 millions de francs afin de protester contre l'insuffisance de la ristourne prévue pour les amendements calcaires (*ibid.*), observations, adoption (p. 1765). — Art. 47 (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Restat, tendant à supprimer cet article (contributions au régime de garantie contre les calamités agricoles) (*ibid.*), observations, rejet (p. 1766). — Amendement par M. Marc Pauzet tendant à réduire le crédit du titre IV de 35 millions de francs, retrait (*ibid.*). — TITRE VI (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Raybaud, tendant à réduire les autorisations de programme du titre VI de 3 millions de francs et les crédits de paiement de 2.951.000 francs (réforme des services extérieurs du ministère de l'agriculture), observations, adoption (p. 1767). — Amendement par M. Jean Filippi, tendant à insérer, après l'article 43, un article additionnel nouveau permettant un transfert de crédits au profit de l'aménagement des grandes régions agricoles, prélevés sur les crédits d'aide aux pays en voie de développement (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 1763). — Après l'article 53 (*ibid.*). — Amendement par M. Octave Bajeux, tendant à insérer, après l'article 53, un article additionnel nouveau relatif à l'indemnité viagère de départ servie par le fonds d'action sociale (précédemment réservé) (p. 1768), observations, adoption modifiée (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Octave Bajeux ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Etienne Dailly ; Claudius Delorme ; Paul Driant, rapporteur spécial ; Adolphe Dutoit ; Jean Filippi ; Victor Golvan ; Geoffroy de Montalembert ; Charles Naveau ; Marc Pauzet, rapporteur pour avis ; Paul Pelleray ; Etienne Restat ; René Tinant ; Jacques Verneuil.

Suite de la discussion [21 novembre 1964] (p. 1772 et suiv.).

COOPÉRATION (p. 1772 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. André Armengaud, rapporteur spécial ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Louis Talamoni ; Jacques Descours Desacres. — *Crédits* (p. 1776 et 1777). — *Ont pris part à la discussion :* MM. André Armengaud, rapporteur spécial ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Auguste Pinton.

Suite de la discussion [23 novembre 1964] (p. 1780 et suiv.).

SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION (p. 1780 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. René Dubois, rapporteur spécial ; Jacques Henriet ; André Plait, rapporteur pour avis ; Raymond Bossus ; Bernard Lemarié ; Léon Messaud ; Jean-Louis Fournier ; Maurice Vérillon ; Lucien Grand ; Georges Portmann ; Abel-Durand ; Mme Suzanne Crémieux ; MM. Eugène Romaine ; Henry Prêtre ; Jean-Marie Louvel ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Paul Chevallier ; Jacques Descours Desacres. — *Crédits et articles* (p. 1804).

INDUSTRIE (p. 108 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Gustave Alric, rapporteur spécial ; Pierre de Villoutreys, rapporteur pour avis ; Emile Durieux ; Jean-Eric Bousch ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Crédits* (p. 1811).

CONSTRUCTION (p. 1812 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Jean-Eric Bousch, rapporteur spécial ; Geoffroy de Montalembert, au nom de la commission des finances ; Charles Suran, rapporteur pour avis ; Louis Talamoni ; Antoine Courrière ; Joseph Voyant ; Auguste Pinton ; Michel Kistler ; Bernard Chochoy ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Paul Mistral. — *Crédits et articles* (p. 1829 et suiv.). — TITRE VI (p. 1830). — Amendement par M. Bernard Chochoy tendant à réduire les autorisations de programme et les crédits de paiement du titre VI, respectivement, de 1.801 millions de francs et de 10 millions de francs (insuffisance des crédits de construction), observations, irrecevabilité de l'amendement invoqué par le Gouvernement aux termes de l'article 42 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (p. 1830), le vote sur l'amendement et les crédits est réservé (*ibid.*). — Art. 40 (p. 1391). Réservé (*ibid.*). — Art. 59 (*ibid.*). — Art. 59 (*ibid.*). — Amendement par M. André Fosset tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa relatif à la prime aux propriétaires de locaux à usage de bureaux et à usage industriel contraints à se déplacer en vue d'opérations d'urbanisation (*ibid.*), observations, adoption (p. 1832). — Art. 59 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly tendant à la suppression de cet article relatif au taux des loyers des logements économiques et familiaux construits sous le régime antérieur au 1er janvier 1964 (*ibid.*), observations, adoption (p. 1833).

Suite de la discussion [24 novembre 1964] (p. 1836 et suiv.).

AFFAIRES ALGÉRIENNES (p. 1836 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Georges Portmann, rapporteur spécial ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Edouard Le Bellegou.

AGRICULTURE (suite p. 1843 et 1844). *Crédits.* — ETAT B. — TITRE III. — Adoption par scrutin public (n° 12).

CONSTRUCTION (suite, p. 1844). — Amendement par M. Bernard Chochoy tendant à réduire les crédits du titre VI de l'état C (précédemment réservé) ; l'article 42 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances n'est pas reconnu applicable (p. 1844), adoption par scrutin public (n° 13). — Est entendu : M. Jean-Eric Bousch, rapporteur spécial.

AFFAIRES ALGÉRIENNES (suite, p. 1844 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Paul Chevallier ; Léon Motais de Narbonne ; Raymond Guyot ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Guy de La Vasselais ; Guy Petit ; Antoine Courrière ; Etienne Dailly. — *Crédits et articles* (p. 1853 et suiv.). — ETAT B. — TITRE III. — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant au rejet des crédits du titre III (*ibid.*), observations, adoption par scrutin public (n° 14). — TITRE IV (p. 1853). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant au rejet des crédits et amendement semblable par M. Edouard Le Bellegou (*ibid.*), observations, adoption du premier et rejet du second (*ibid.*). — TITRE V (p. 1854). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant au rejet des crédits, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Adolphe Dutoit ; Edouard Le Bellegou ; Georges Portmann, rapporteur spécial.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES (p. 1854 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Georges Portmann, rapporteur spécial ; le général Antoine Béthouart, rapporteur pour avis ; Vincent Delpuech, rapporteur pour avis ; Raymond Guyot ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Léon Motais de Narbonne ; Henri Longchambon ; Louis Gros ; Maurice Carrier. — *Crédits* (p. 1867), TITRE III. — Amendement par M. Raymond Guyot tendant à une réduction de crédits correspondant aux traitements ministériels (projet de l'avion Concorde), observations, rejet (p. 1867). *Ont pris part à la discussion :* MM. Raymond Bossus ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Georges Portmann, rapporteur spécial.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE (p. 1867 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Martial Brousse, rapporteur spécial ; Antoine Courrière ; Mme Marie-Hélène Cardot, rapporteur pour avis ; MM. Raymond Bossus ; Marcel Darou ; André Maroselli ; Marcel Lambert ; Louis Martin ; André Méric ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Crédits et articles* (p. 1880). — TITRE III. — Amendement par M. Marcel Darou tendant à majorer de 20 millions de francs la réduction de crédits du titre III (pour souligner l'insuffisance des crédits en faveur des anciens combattants), observations, rejet (p. 1881) par scrutin public (n° 15). — Art. 55 *bis* (p. 1881). — Amendement par Mme Marie-Hélène Cardot, rapporteur pour avis, tendant à supprimer cet article relatif à la réforme du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (*ibid.*) et amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à modifier cet article, observations, retrait du second et adoption du premier amendement (*ibid.*). — Art. 56, 57 et 58 (p. 1882). — Vote unique, demandé par le Gouvernement, en application de l'article 44, 3e alinéa, de la Constitution, et de l'article 42, 7e alinéa, du règlement du Sénat, sur ces trois articles, à l'exclusion de tous amendements ou article additionnels (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Darou, tendant, après l'article 58, à insérer un article additionnel disposant que les « déportés politiques » auront les mêmes droits que les « résistants » quant à la réparation des préjudices subis du fait de la détention (*ibid.*) ; amendement par M. Marcel Darou tendant à insérer, après l'article 58, un article additionnel nouveau prévoyant une retraite anticipée pour les anciens déportés et internés (*ibid.*), observations, retrait (p. 1883) ; amendement par M. Marcel Darou, tendant, après l'article 58, à insérer un nouvel article additionnel relatif aux améliorations prévues par l'article 55 de la loi de finances pour 1962 (*ibid.*) ; amendement par M. Marcel Darou, tendant, après l'article 58, à insérer un article additionnel nouveau relatif au rapport constant entre les pensions et les traitements (*ibid.*) ; amendement par M. Raymond Bossus, tendant, après l'article 58, à insérer un article additionnel nouveau relatif à l'utilisation du reliquat des sommes non utilisées à la suite de décès d'anciens combattants (p. 1884) ; amendement par M. Marcel Darou, tendant, après l'article 58, à insérer un article additionnel nouveau disposant que le Gouvernement déposera en 1965 un projet de loi dont les dispositions tiendront compte de l'article 55 de la loi de finances pour 1962, observations, retrait (*ibid.*) ; amendement par M. Adolphe Dutoit, tendant, après l'article 58, à insérer un article additionnel nouveau disposant que le Gouvernement déposera dans les six mois un projet de loi dont les dispositions tiendront compte de l'article 55 de la loi de finances pour 1962, observations ; amendement par M. Marcel Darou, tendant, après l'article 58, à insérer un article additionnel nouveau relatif aux anciens combattants d'Algérie ; amendement par M. Raymond Bossus, tendant, après l'article 58, à insérer un article additionnel nouveau relatif aux anciens combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc, observations ; amendement par M. Marcel Darou, tendant, après l'article 58, à insérer un article additionnel nouveau relatif à la levée des forclusions et amendement semblable par M. Raymond Bossus, observations (p. 1885) ; amendement par M. Raymond Bossus, tendant, après l'article 58, à insérer un article additionnel nouveau disposant que le 8 mai sera un jour férié, chômé et payé (*ibid.*) ; amendement par M. Raymond Bossus tendant, après l'article 58, à insérer un article additionnel nouveau excluant du délai de forclusion pour l'établissement des pensions, les malades atteints d'affections à évolution lente (*ibid.*), observations ; amendement par M. Raymond Bossus, tendant, après l'article 58, à insérer un article additionnel nouveau relatif au renforcement de l'activité de l'office national des anciens combattants (*ibid.*) ; amendement par M. Raymond Bossus tendant, après l'article 58, à insérer un article additionnel nouveau relatif à l'affectation du reliquat des sommes remises par la République fédérale d'Allemagne au titre du remboursement des marks (*ibid*), observations (p. 1886) ; amendement par M. Gustave Alric, tendant, après l'article 58, à insérer un article additionnel nouveau relatif avec fonctionnaires ayant recueilli et élevé des enfants qui sont morts ultérieurement pour la France (*ibid.*), observations ; vote unique à la demande du Gouvernement (*ibid.*) ; scrutin reporté (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Raymond Bossus ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Martial Brousse, rapporteur spécial ; Marcel Champeix ; Etienne Dailly ; Marcel Darou ; Adolphe Dutoit ; Marcel Lambert ; Jacques Richard ; Marie-Hélène Cardot, rapporteur pour avis.

Suite de la discussion [25 novembre 1964] (p. 1892 et suiv.).

INTÉRIEUR. — SERVICE DES RAPATRIÉS (p. 1892 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. André Armengaud, rapporteur spécial ; Louis Talamoni ; Edouard Le Bellegou ; Charles Suran ; Léon Motais de Narbonne ; Marcel Brégégère.

ANCIENS COMBATTANTS (suite) (p. 1899). — Vote unique à la demande du Gouvernement, en vertu de l'article 44 de la Constitution, sur les articles 56, 57, 58, à l'exclusion de tous amendements ou articles additionnels, adoption (*ibid.*).

INTÉRIEUR. — SERVICE DES RAPATRIÉS (suite p. 1899 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Louis Talamoni ; André Armengaud, rapporteur spécial. — *Crédits* (p. 1905 et suiv.). — ETAT B. — TITRE III. — Amendement par M. Hector Peschaud, tendant à supprimer les crédits du titre III (dépôt d'un projet de loi sur l'indemnisation) ; observations, retrait (p. 1908). — TITRE IV (*ibid.*). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou tendant à supprimer les crédits du titre IV (modalités de l'indemnisation) (*ibid.*), observations, rejet par scrutin public (n° 16) (p. 1911). — *Ont pris part à la discussion :* MM. André Armengaud, rapporteur spécial ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Louis Gros ; Edouard Le Bellegou ; Henri Longchambon ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Auguste Pinton ; Louis Talamoni.

EDUCATION NATIONALE (p. 1511 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Pierre Métayer, rapporteur spécial ; Jacques Richard, rapporteur spécial (Jeunesse et sports) ; Paul Pauly, rapporteur pour avis ; Jean Noury, rapporteur pour avis ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Louis Jung ; Georges Cogniot ; Jean Bardol ; Michel Kistler ; Georges Rougeron ; Maurice Vérillon ; Edouard Bonnefous ; Henri Longchambon.

Suite de la discussion [26 novembre 1964] (p. 1938 et suiv.).

EDUCATION NATIONALE (suite, p. 1938 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Lucien Grand ; Jacques Henriet ; Georges Portmann ; Abel Durand ; Martial Brousse ; Charles Durand ; Marcel Prélot ; Guy Petit ; Pierre Metayer, rapporteur spécial ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Henri Longchambon ; André Dulin ; Georges Cogniot ; Jean Bardol. — *Crédits et articles* (p. 1947 et suiv.). ETAT B. — TITRE III. — Amendement par M. Marcel Prélot, tendant à réduire les crédits de 11.358.000 francs (création de postes au centre national de la recherche scientifique), observations, retrait (p. 1948). — TITRE IV (p. 1949). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général tendant à rétablir le crédit supprimé par l'Assemblée nationale destiné à la subvention à la fédération sportive et gymnique du travail (*ibid.*) et amendement identique par M. Jean Noury, rapporteur pour avis (*ibid.*), observations, adoption (p. 1950). — ETAT C. — TITRE VI (*ibid.*). — Adoption (p. 1952) par scrutin public (n° 17). — *Art.* 60 (p. 1952). — Amendement par M. Etienne Dailly, tendant, au 3° alinéa de cet article, à remplacer les mots : « par priorité » par le mot : « notamment » (*ibid.*), observations, rejet (p. 1953). — Article additionnel 60 *bis* nouveau (p. 1954). — Amendement par M. Jacques Richard, rapporteur spécial, tendant, après l'article 60, à insérer un article additionnel 60 *bis* nouveau introduisant le mot « sportif » au § VIII de l'article 3 de la loi de finances pour 1964 (*ibid.*) et sous-amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget tendant à compléter l'article additionnel proposé par l'amendement précédent, en substituant les mots : « ... des sociétés sans but lucratif dont l'activité ... » aux mots : « ... des sociétés dont l'activité ... » (*ibid.*), observations, adoption de l'amendement modifié par le sous-amendement (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Abel-Durand ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. Antoine Courrière ; Etienne Dailly ; André Dulin ; Claude Mont ; Jean Noury, rapporteur pour avis ; Marcel Prélot ; Jacques Richard, rapporteur spécial.

COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (p. 1954 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Jacques Descours-Desacres, rapporteur spécial. — *Articles* (p. 1955). — Art. 34 (p. 1956). — Amendement par M. Fernand Verdeille, tendant, au § II, dépenses civiles en capital, à réduire les crédits de 200 millions de francs (fonds routiers et voierie locale), observations, adoption (p. 1958). — Après l'article 36 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à insérer un article additionnel 37 *bis* nouveau relatif au service du groupement des achats de matériel de l'éducation nationale (*ibid.*), observation, retrait (p. 1959). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat ; Jacques Descours-Desacres, rapporteur spécial ; Fernand Verdeille.

MONNAIES ET MÉDAILLES (p. 1960 et 1961). — *Sont entendus :* MM. Paul Chevallier, rapporteur spécial ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget.

LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION (p. 1961 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Paul Chevallier, rapporteur spécial ; Bernard Chochoy ; Henri Prêtre ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Marcel Darou ; Guy de La Vasselais.

IMPRIMERIE NATIONALE (p. 1965 et suiv). — Sont entendus : MM. Jean Bardol, rapporteur spécial ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — INFORMATION (p. 1967 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Edouard Bonnefous, rapporteur spécial ; Jean Fleury, rapporteur pour avis ; Vincent Delpuech ; Pierre Marcilhacy ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Roger Carcassonne.

OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE (p. 1969 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Edouard Bonnefous, rapporteur spécial ; Pierre Marcilhacy ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Jean Fleury, rapporteur pour avis ; Mme Renée Dervaux ; Léon Messaud ; Roger Carcassonne ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Guy de La Vasselais. — Adoption (p. 1983) par scrutin public (n° 18) de la ligne 123 de l'état E (redevance radio).

FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES. — CHARGES COMMUNES (p. 1983 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Ludovic Tron, rapporteur spécial ; Jean Nayrou ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Crédits et articles* (p. 1985 et suiv.). — ETAT C. — TITRE V (p. 1986). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à réduire les crédits de 5.900.000 francs (acquisition d'un immeuble pour installer le ministère de l'information), observations, retrait (p. 1987). — Art. 66 (*ibid.*). — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant à supprimer le dernier alinéa du § 1er de cet article (harmonisation entre les rentes viagères du secteur privé et celles du secteur public), observations, rejet (p. 1687). *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Georges Marie-Anne ; Jacques Richard ; Ludovic Tron, rapporteur spécial.

SERVICES FINANCIERS ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES (p. 1988 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Ludovic Tron, rapporteur spécial ; Marcel Pellenc, rapporteur général, au nom de M. Marc Desaché, rapporteur spécial ; René Jager, rapporteur spécial ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; André Armengaud ; Georges Marie-Anne.

ARTICLES DE RÉCAPITULATION ET ARTICLES NON JOINTS A L'EXAMEN DES CRÉDITS (p. 1993 et suiv.). — Art. 67 *bis* (p. 2012). — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant à compléter le § I de l'article 67 *bis* par un alinéa disposant que « la commission de contrôle des banques continue à exercer les pouvoirs des assemblées générales d'actionnaires des banques nationalisées » (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — Articles additionnels (p. 2012 et suiv.). — Amendement par M. André Armengaud tendant à insérer un article additionnel nouveau relatif à la revision du bilan des entreprises exerçant une activité dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté de la France (*ibid.*), observations, retrait (p. 2013). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné tendant à insérer un article additionnel nouveau prévoyant la ratification par le Parlement des ordonnances prises en vertu de la loi n° 60-773 du 30 juillet 1960 concernant les mesures susceptibles de réduire la consommation d'alcool (*ibid.*), observations, adoption (p. 2014). — Amendement par M. Max Monichon, tendant à insérer un article additionnel nouveau relatif à l'abaissement des droits de mutation à titre onéreux pour les acquisitions immobilières susceptibles d'améliorer la rentabilité des exploitations agricoles (p. 2015), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Brun, tendant à ajouter un article additionnel nouveau faisant obligation au Gouvernement d'unifier, à dater du 1er janvier 1965, les taxes parafiscales s'appliquant aux bois français et étrangers (*ibid.*), observations, rejet (p. 2016). — Art. additionnel 73 nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Max Monichon, tendant à insérer un article additionnel 73 nouveau modifiant le début du 1er alinéa de l'article 1373 du code général des impôts (acquisition d'immeubles ruraux dont la valeur ne dépasse pas 10.000 francs) (p. 2016), observations, adoption modifiée (p. 2017). — Amendement par M. Marc Pauzet tendant à insérer un article additionnel nouveau modifiant l'article 64 V du code général des impôts (calcul du bénéfice forfaitaire agricole) (p. 2017), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 29 (*ibid.*), renvoi pour coordination à la commission des finances, observations après renvoi, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. André Armengaud ; Jean Bardol ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Raymond Brun ; Yvon Coudé du Foresto ; Louis Courroy ; Paul Driant ; Léon Jozeau-Marigné ; Pierre Marcilhacy ; Max Monichon ; Geoffroy de Montalembert ; Marc Pauzet ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Alex Roubert, président de la commission des finances. — *Explications de vote :* MM. Alex Roubert, président de la commission des finances ; Jean Bardol ; André Fosset ; Guy Petit ; Paul Ribeyre ; François Schleiter ; Maurice Bayrou ; Antoine Courrière ; Etienne Dailly ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Henri Loste. — Sur l'ensemble (p. 2025) et par scrutin public (n° 19). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 14). — Adopté par l'Assemblée nationale (commission mixte paritaire) le 3 décembre 1964. — Voy. Impressions n° 1197, 1203, 282.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (art. 45, al. 2, de la Constitution) [26 novembre 1964] (p. 2025). — Election des membres de la commission [1er décembre 1964] (p. 2054 et 2058). — Rapport par M. Marcel Pellenc [2 décembre 1964] (I., n° 55). — **Discussion** [3 décembre 1964] (p. 2120 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marcel Pellenc, rapporteur général ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat. — Vote unique à la demande du Gouvernement, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, et de l'article 42, paragraphe 7, du règlement du Sénat (p. 2124). — *Explications de vote :* MM. Jean Bardol ; Ludovic Tron. — Sur l'ensemble (p. 2129) et par scrutin public (n° 21). — ADOPTION (n° 31). — COMMISSION MIXTE PARITAIRE. — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-1279 du 23 décembre 1964 (*J. O.* du 24 décembre 1964).

BULL (ENTREPRISE). — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 49, 52.

C

CAISSE DE RETRAITE DES AGENTS DES CHEMINS DE FER SECONDAIRES. — Voy. : BUDGET DE 1965. — TRAVAIL. — *Crédits.*

CAISSE NATIONALE DES BARREAUX FRANÇAIS

Projet de loi, présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice,* **relatif à l'affiliation de certaines catégories d'avocats à la caisse nationale des barreaux français.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 9 décembre 1964. — Voy. Impressions nos 1151, 1210, 1217, 285. — **Transmission au Sénat** [10 décembre 1964] (I., n° 70). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Lucien Bernier [14 décembre 1964] (I., n° 75). — **Discussion** [16 décembre 1964] (p. 2394 et 2395). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Lucien Bernier, rapporteur ; Gilbert Grandval, ministre du travail. — *Articles* (p. 2395). — Sur l'ensemble (*ibid*). — ADOPTION (n° 40). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-1272 du 23 décembre 1964 (*J. O.* du 24 décembre 1964).

CALAMITES AGRICOLES

Projet de loi présenté par M. Edgard PISANI, *ministre de l'agriculture* **organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 23 avril 1964. — Voy. Impressions nos 721, 819, 1010, 170. — **Transmission au Sénat** [28 avril 1964] (I., n° 156). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [12 mai 1964] (p. 274). — Rapport par M. Etienne Restat [2 juin 1964] (I., n° 206). — Avis par M. Paul Driant [3 juin 1964] (I. n° 211). — **Discussion** [16 juin 1964] (p. 635 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Etienne Restat, rapporteur ; Paul Driant, rapporteur pour avis ; Marcel Brégégère ; Octave Bajeux ; Henri Tournan ; Victor Golvan ; Jean Bardol ; Jacques Vassor ; Marc Pauzet ; Marcel Lemaire ; Michel Kauffmann ; Edgard Pisani, ministre de l'agriculture ; Paul Pelleray. — *Discussion des articles* (p. 649 et suiv.). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Restat, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de l'article afin d'encourager les agriculteurs à s'assurer contre les risques agricoles (*ibid.*), observations, adoption (p. 650). — Art. 2. — Réservé (*ibid.*). — Art. additionnel 2 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Restat, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 2 *bis* nouveau relatif à la définition et à la constatation des calamités agricoles (*ibid.*), observations, prise en considération (*ibid.*) ; sous-amendement par M. Octave Bajeux tendant à modifier le début du texte proposé par l'amendement en introduisant la notion de « dommages non normalement assurables », observations, rejet (p. 651) ; sous-amendement par M. Lucien Bernier tendant à modifier le texte de l'amendement afin que les décrets qui seront pris en vertu de l'article 2 *bis* portent le contreseing du ministre chargé des départements d'outre-mer, observations, retrait (*ibid*). — Adoption de l'amendement par M. Etienne Restat (*ibid.*). — Art. additionnel 3 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Restat, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 3 *bis* nouveau relatif aux ressources du fonds national de garantie, observations, prise en considération (p. 652) ; sous-amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, tendant, dans le premier alinéa du paragraphe I, a, du texte proposé par l'amendement, à supprimer les mots : « à l'exception des assurances accidents de toute nature » (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*) ; sous-amendement par M. Marc Pauzet, tendant, dans le paragraphe 1°, a, troisième ligne, à ajouter « de responsabilité civile », après « des assurances accidents » (*ibid.*), observations, adoption (p. 653) ; sous-amendement par M. François Monsarrat tendant, à la fin du paragraphe I, a, à ajouter un nouvel alinéa permettant au Gouvernement de créer des taxes par produits pour couvrir la réparation des dommages (*ibid.*), observations, retrait (*ibid*) ; adoption de l'amendement par M. Etienne Restat, rapporteur, modifié par le sous-amendement par M. Marc Pauzet précédemment adopté (*ibid.*). — Art. 4. — Réservé (p. 653). — Art. additionnel 4 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Restat, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 4 *bis* nouveau portant détermination des dommages, des sinistrés et de l'indemnisation (*ibid.*), observations, l'amendement est réservé (p. 657). — Art. 5 (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Restat, rapporteur, tendant à supprimer cet article, dont les dispositions ont été reprises dans l'article 2 *bis* (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 6 (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Restat, rapporteur, tendant à supprimer cet article dont les dispositions ont été reprises dans un autre article (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 6 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Restat, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 6 *bis* nouveau relatif à l'incitation à l'assurance (*ibid.*), observations, prise en considération (p. 658) ; sous-amendement par M. Marcel Brégézère, tendant à remplacer la notion d' « assurance » par la notion de « garantie », observations, retrait (*ibid.*) ; sous-amendement par M. Lucien Bernier, tendant, dans le 1er alinéa du texte de l'amendement, après les mots « du ministre de l'intérieur », à ajouter : « du ministre chargé des départements d'outre-mer », observations, adoption (p. 659) ; sous-amendement par M. François Monsarrat, tendant, dans le 1er alinéa du texte de l'amendement, après les mots : « et du ministre de l'agriculture », à ajouter : « après consultation de la commission nationale des calamités agricoles », observations, retrait (*ibid.*) ; sous-amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, tendant à supprimer le mot « minimale » au 1er alinéa du texte de l'amendement (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*) ; sous-amendement par M. François Monsarrat tendant à une modification rédactionnelle, observations, rejet (*ibid.*) ; sous-amendement par M. Lucien Bernier, tendant, dans le 3e alinéa du texte de l'amendement, à ajouter les mots « ...du ministre chargé des départements d'outre-mer », observations, adoption (p. 660) ; sous-amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, tendant à modifier le 3e alinéa de l'amendement, en ce qui concerne le taux de participation du fonds (*ibid.*) et sous-amendement semblable par M. Abel Sempé (*ibid.*), observations, irrecevabilité de ce dernier reconnue par la commission des finances aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*), adoption du premier, modifié (p. 661) ; sous-amendement par M. François Monsarrat, tendant à insérer, après le 3e alinéa du texte de l'amendement, un nouvel alinéa tendant à permettre la prorogation, au-delà de sept ans, de la période d'incitation à l'assurance (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*) ; sous-amendement rédactionnel par M. François Monsarrat, au début du dernier alinéa du texte de l'amendement, observations, adoption (*ibid.*) ; sous-amendement par M. Abel Sempé, tendant à compléter, *in fine,* le texte de l'amendement par un alinéa prévoyant l'établissement d'un inventaire des résultats obtenus, observations, adoption (*ibid.*) ; adoption de l'amendement par M. Etienne Restat, rapporteur, tendant à insérer un article 6 *bis* nouveau, modifié par les sous-amendements précédemment adoptés (*ibid.*). — Art. 2 (précédemment réservé) (p. 662). — Amendement par M. Etienne Restat, rapporteur, tendant à supprimer cet article, pour harmonisation, adoption (*ibid.*). — Art. 4 (précédemment réservé) (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Restat, rapporteur, tendant à supprimer cet article, pour harmonisation, adoption (*ibid.*). — Art. 7. — Réservé (*ibid.*). — Art. 8 (*ibid.*). — Amendement par M. Paul Driant, rapporteur pour avis, tendant à insérer la référence à l'article 2 *bis,* adoption (*ibid.*) ; amendement par M. Etienne Restat, rapporteur, tendant à compléter, *in fine,* cet article par : « dans la porportion où lesdits dommages pouvent leur être imputables », observations, adoption (*ibid.*). — Art. 9 (*ibid.*). — Trois amendements par MM. Etienne Restat, rapporteur, tendant à modifier respectivement les premier, deuxième et troisième alinéas relatifs aux bases d'évaluation des dommages (p. 663), observations, adoption des trois amendements (*ibid.*) ; l'article 9 est réservé (*ibid*). — Art. 10 (*ibid.*). — Six amendements rédactionnels par M. Etienne Restat, rapporteur, observations, adoption (*ibid.*). — Art. 11 (p. 664). — Amendement par M. Paul Driant, rapporteur pour avis, tendant à modifier la dernière phrase du 1er alinéa relatif à l'indemnisation du dommage imputable à un tiers (*ibid.*), et sous-amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, tendant à remplacer « le fonds national de garantie des calamités agricoles » par : « l'Etat », observations, adoption de l'amende-

ment rectifié (*ibid.*). — Art. 12 (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Restat, rapporteur, tendant à compléter l'article 161 du code pénal, observations, rejet (*ibid.*). — Art. 13 (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Henri Tournan, adoption (p. 665). — Amendement rédactionnel par M. Etienne Restat, rapporteur, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Abel Sempé, tendant à ajouter un alinéa précisant que le projet de loi ne portera pas atteinte au fonds national de solidarité agricole institué par la loi du 8 août 1950, plus particulièrement à la section viticole (*ibid.*) et amendement par M. Marc Pauzet, tendant à un but identique (*ibid.*), observations, retrait des amendements (p. 666). — **Suite de la discussion** [17 juin 1964] (p. 674 et suiv.). — Art. 4 *bis* nouveau (précédemment réservé) (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Restat, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 4 *bis* nouveau (précédemment réservé) ; sous-amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, tendant à une nouvelle rédaction du 2e alinéa de l'amendement (*ibid*), observations, adoption (p. 675) ; sous-amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, tendant à supprimer la 1re phrase du 3e alinéa concernant le régime transitoire (p. 676), observations, rejet (*ibid.*) ; sous-amendement par M. Octave Bajeux tendant à insérer, après le 3e alinéa, un nouvel alinéa concernant l'assurance des biens donnés à bail (*ibid.*), observations, adoption (p. 677) ; sous-amendement par M. Abel Sempé, tendant, au dernier alinéa du texte de l'amendement, à supprimer les mots : « ni, lorsque les biens détruits ou endommagés sont assurés, le montant de la garantie prévue au contrat d'assurance. » (*ibid.*), observations, adoption (p. 679) ; sous-amendement par M. François Monsarrat, tendant à compléter le texte de l'amendement par une disposition fixant à 10 p. 100 du dommage subi, au minimum, le montant de l'indemnité (*ibid.*), observations, retrait (p. 680) ; adoption de l'amendement modifié par les trois sous-amendements adoptés (*ibid.*). — Art. 7 (précédemment réservé) (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Restat, rapporteur, tendant à supprimer cet article, le texte en étant repris dans d'autres articles, adoption (*ibid.*). — Art. 9 (précédemment réservé) (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Restat, rapporteur, tendant à insérer, après le 3e alinéa, un nouvel alinéa : « Pour les sols, d'après les frais nécessaires à la remise en état de culture », adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 11 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Restat, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 11 *bis* nouveau donnant compétence aux tribunaux judiciaires pour les contestations relatives à l'application des articles 4 *bis*, 8, 9 et 11 de la présente loi, observations, adoption (*ibid.*). — Art. 14 (p. 681). — Amendement par M. Etienne Restat, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du 1er alinéa de cet article, en ce qui concerne la compétence de la commission nationale des calamités agricoles, observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Restat, rapporteur, tendant à compléter le second alinéa de cet article par une disposition précisant que : « la commission nationale devra comprendre des représentants des chambres d'agriculture et des organisations professionnelles les plus représentatives », observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Henri Tournan, tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article, relatif à la consultation de la commission nationale sur les textes d'application de la présente loi, observations, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 14 A nouveau (p. 682). — Amendement par M. Henri Tournan, tendant à insérer un article additionnel 14 A nouveau relatif au règlement d'administration publique qui fixera les modalités d'application de la présente loi, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 15 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Restat, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 15 *bis* nouveau excluant les collectivités publiques du bénéfice de la présente loi, observations, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Marcel Audy ; Octave Bajeux ; Jean Bardol ; Lucien Bernier ; Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques ; Marcel Brégégère ; Antoine Courrière ; Paul Driant, rapporteur pour avis ; André Dulin ; Léon Jozeau-Marigné ; Louis Jung ; Geoffroy de Montalembert ; François Monsarrat ; Marc Pauzet ; Jean Péridier ; Edgard Pisani, ministre de l'agriculture ; Etienne Restat, rapporteur ; Abel Sempé ; Henri Tournan. — *Explications de vote :* MM. Antoine Courrière ; Jean Bardol. — Sur l'ensemble (p. 682). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 100). — Adopté une modification, en deuxième lecture, par l'Assemblée nationale, le 23 juin 1964. — Voy. Impressions nos 991, 1008, 239.

Deuxième transmission au Sénat [24 juin 1964] (I., n° 293). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Etienne Restat [24 juin 1964] (I., n° 296). — **Discussion** [26 juin 1964] (p. 869). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Etienne Restat, rapporteur. — *Discussion des articles* (p. 869 et suiv.). — Art. 3 *bis* (*ibid*). — Amendement par M. Etienne Restat, rapporteur, tendant à insérer un nouvel alinéa déjà adopté par le Sénat en première lecture (*ibid.*) ; observations ; adoption (p. 870). — Art. 4 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Restat, rapporteur, tendant à reprendre le texte adopté par le Sénat en première lecture (*ibid.*) ; observations, adoption (p. 871). — Amendement par M. Etienne Restat rapporteur, tendant à modifier le quatrième alinéa de l'article 4 *bis* afin que le fermier ne se voie pas opposer le défaut ou l'insuffisance d'assurance que le bailleur doit souscrire ou inversement (*ibid.*) ; observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Restat, rapporteur, tendant à disposer, au dernier alinéa, que « l'indemnité allouée ne peut dépasser 75 p. 100 des dommages subis » ; observations (*ibid.*) ; amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, tendant, au dernier alinéa de l'article 4 *bis*, à substituer le mot « convenue » au mot « déclarés » ; observations, rejet de l'amendement par M. Etienne Restat, par scrutin public (n° 42) et adoption de l'amendement par M. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture (p. 874). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Octave Bajeux ; Jean Bardol ; Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques ; Amédée Bouquerel ; Antoine Courrière ; Emile Durieux ; Edgard Pisani, ministre de l'agriculture ; Etienne Restat, rapporteur ; Henri Tournan. — Sur l'ensemble (p. 875). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 131). — DEUXIÈME LECTURE.

Adopté par l'Assemblée nationale (commission mixte paritaire) le 29 juin 1964. — Voy. Impressions nos 1034, 1041, 257.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (article 45, alinéa 2 de la Constitution) [26 juin 1964] (p. 875). — Election des membres de la commission [27 juin 1964] (p. 886 et 896). — Rapport par M. Etienne Restat, rapporteur [29 juin 1964] (I., n° 320). — **Discussion** [29 juin 1964] (p. 919 et 920). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Etienne Restat, rapporteur ; René Blondelle ; Victor Golvan ; Edgard Pisani, ministre de l'agriculture. — *Articles* (p. 920). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 143). — COMMISSION MIXTE PARITAIRE. — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n 64-706 du 10 juillet 1964 (*J. O.* du 12 juillet 1964).

CALAMITES AGRICOLES

Voy. : QUESTIONS ORALES, 596, 604, 616.

Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 89.

CAMPAGNE DU PARTI COMMUNISTE REUNIONNAIS. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 79.

CANNES DE LA MARTINIQUE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 624.

CENTRE INTERNATIONAL DE HAUTES ETUDES AGRONOMIQUES MEDITERRANEENNES. — Voy. : TRAITÉS ET CONVENTIONS.

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE. — Voy. : BUDGET DE 1965. — EDUCATION NATIONALE. — CRÉDITS.

CHAMP DE MANŒUVRES PRES DE DOUAI. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 614.

CHANTIERS DE CONSTRUCTION NAVALE. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 102, 106.

CHARGES FISCALES DES TRAVAILLEURS. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 94.

CHASSE

Projet de loi, présenté par M. Henri ROCHEREAU, *ministre de l'agriculture*, **relatif à l'organisation de sociétés communales et intercommunales de chasse** [7 juin 1960] (I., n° 182). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Pour avis à la commission des affaires économiques et du plan* [16 novembre 1961] (p. 1524). — *Rapport par M. Fernand Verdeille* [26 avril 1962] (I., n° 111). — *Rapport supplémentaire par M. Fernand Verdeille* [11 juillet 1963] (I., n° 174). — **Discussion** [18 juillet 1963] (p. 1715 et suiv.). — *Nouvel intitulé :* **« Projet de loi relatif à l'organisation des associations communales et intercommunales de chasse agréées ».** — ADOPTION (n° 65). — Adopté par l'Assemblée nationale avec modifications le 9 juin 1964. — Voy. : Impressions nos 478, 770, 213. — **Transmission au Sénat (deuxième lecture)** [11 juin 1964] (I., n° 261). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration géné-

rale. — Rapport par M. Fernand Verdeille [26 juin 1964] (I., n° 306). — **Discussion** [29 juin 1964] (p. 902 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Fernand Verdeille, rapporteur ; Jean de Bagneux ; Edgard Pisani, ministre de l'agriculture. — *Discussion des articles* (p. 903 et suiv.). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Antoine Courrière ; Claudius Delorme ; Edgard Pisani, ministre de l'agriculture ; Fernand Verdeille, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 907). — ADOPTION (n° 140). — DEUXIÈME LECTURE. — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : Loi n° 64-696 du 10 juillet 1964 (*J. O.* du 11 juillet 1964 ; rectif. 31 juillet 1964).

CHAUMONT-SUR-LOIRE (PONT).

Voy. : QUESTIONS ORALES, 611.

Voy. : BUDGET DE 1965. — TRAVAUX PUBLICS. — CRÉDITS.

CHEMINS DE FER (LIGNE LE MANS-QUIMPER). — Voy : QUESTIONS ORALES, 572.

CHINE (RECONNAISSANCE DE LA). — Voy. : QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, 78.

CITES UNIVERSITAIRES. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 80.

CODE CIVIL (ART. 2102, PRIVILEGE SUR CERTAINS MEUBLES)

Proposition de loi, présentée par M. Michel HOGUET, *député*, **tendant à compléter l'article 2102-3° du code civil concernant les créances privilégiées sur certains meubles.** — Adoptée par l'Assemblée nationale le 14 avril 1964. — Voy. : Impressions n°s 518, 793, 168. — *Nouvel intitulé :* **« Proposition de loi tendant à modifier le 3° de l'article 2102 du code civil ». — Transmission au Sénat** [16 avril 1964] (I., n° 147). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Léon Jozeau-Marigné [29 juin 1964] (I., n° 321). — **Discussion** [5 novembre 1964] (p. 1325 et 1326). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur ; Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice. — *Article unique* (p. 1326). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur, tendant à supprimer la modification proposée au 3° de l'article 2102 du code civil, adoption (*ibid.*). — REJET (n° 11).

CODE CIVIL (TUTELLE ET EMANCIPATION)

Projet de loi présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice,* **portant modification des dispositions du code civil relatives à la tutelle et à l'émancipation.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 26 juin 1964. — Voy. Impressions n°s 885, 1006, 250. — **Transmission au Sénat** [29 juin 1964] (I., n° 316). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Léon Jozeau-Marigné [27 octobre 1964] (I., n° 15). — **Discussion** [5 novembre 1964] (p. 1326 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur ; Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice. — *Discussion des articles* (p. 1328 et suiv.). — Art. 1er (*ibid.*). — Le texte modificatif proposé à l'art. 389-5 du code civil est réservé (*ibid.*). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 391 du code civil modifiant les pouvoirs donnés à l'administrateur légal sous contrôle judiciaire lorsque le juge de tutelle lui même demande qu'il soit mis fin à l'administration légale (p. 1329), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur, tendant à rétablir l'article 404 du code civil (remplacement du tuteur) dans une nouvelle rédaction (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 405 du code civil relatif à la convocation du conseil de famille par le juge des tutelles, adoption (p. 1330). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 406 du code civil disposant que le tuteur est désigné pour la durée de la tutelle mais qu'il peut être remplacé pour cause grave, adoption (*ibid*). — Amendement par M. Octave Bajeux tendant à modifier le 3° alinéa du texte proposé pour l'article 456 du code civil, excluant de l'administration du tuteur la passation de certains baux d'immeubles (p. 1332), observations ; amendement par M. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice, tendant à une nouvelle rédaction du 3° alinéa du texte proposé pour l'article 456 du code civil relatif au régime des baux consentis par le tuteur (*ibid.*), observations, rejet de l'amendement par M. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice (p. 1335). — Amendement par M. Octave Bajeux, tendant à compléter le texte de l'article 456 du code civil par une phrase prévoyant que ses dispositions ne seront opposables au preneur que si mention expresse en est faite au contrat de bail consenti par le tuteur (*ibid.*), observations, rejet (p. 1336). — Amendement par M. Léon Jozeaux-Marigné, rapporteur tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 459 du code civil prévoyant d'une part l'adjudication amiable autorisée par l'unanimité du conseil de famille, d'autre part la surenchère (*ibid.*), observations, rejet de la première partie de l'amendement, adoption modifiée de la deuxième partie, concernant la surenchère (p. 1339). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 459 du code civil prévoyant l'apport en société à l'amiable sur expertise (*ibid.*), observations, adoption modifiée (p. 1341). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 459 du code civil relatif à la vente des valeurs mobilières non cotées (*ibid.*), observations, adoption modifiée (p. 1342). — Texte modificatif à l'article 389-5 du code civil (précédemment réservé), amendement de coordination par M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Léon Jozeau-Marigné, tendant à une nouvelle rédaction du début du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 466 du code civil prévoyant le partage judiciaire partiel en matière immobilière (*ibid.*), observations, adoption (p. 1343). — Article additionnel 4 *bis* nouveau (p. 1344). — Amendement par M. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice, tendant à insérer un article additionnel 4 *bis* nouveau modifiant les articles 811 et 845 du code rural en remplaçant « mineur émancipé par le mariage » par « mineur émancipé » (*ibid.*), observations, adoption (p. 1345). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Abel-Durand ; Octave Bajeux ; Antoine Courrière ; Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice ; Emile Hugues ; Léon Jozeau-Marigné, rapporteur ; Edouard Le Bellegou ; Pierre Marcilhacy ; Marcel Molle. — Sur l'ensemble (p. 1345). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 12). — Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, le 19 novembre 1964. — Voy. Impressions n°s 1158, 1169, 277.

Deuxième transmission au Sénat [21 novembre 1964] (I. n° 41). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Léon Jozeau-Marigné [26 novembre 1964] (I., n° 50). — **Discussion** [2 décembre 1964] (p. 2067 et 2068). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur ; Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice. — *Articles* (p. 2067 et 2068). — Sur l'ensemble (p. 2068). — ADOPTION (n° 20). — DEUXIÈME LECTURE. — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : Loi n° 64-1230 du 14 décembre 1964 (*J. O.* du 15 décembre 1964).

CODE DE COMMERCE (ART. 458, FAILLITE)

Projet de loi présenté par M. Edmond MICHELET, *garde des sceaux, ministre de la justice,* **modifiant le deuxième alinéa de l'article 458 du code de commerce** [26 juillet 1961] (I., n° 353). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale* [25 octobre 1961] (I., n° 37). — **Discussion** [26 octobre 1961] (p. 1321). — ADOPTION (n° 8). — Adopté par l'Assemblée nationale le 14 avril 1964. — Voy. Impressions; 208, 683, 165.

Promulgation : loi n° 64-376 du 29 avril 1964 (*J. O.* du 30 avril 1964).

CODE DE COMMERCE (ART. 577, CONCORDAT)

Projet de loi présenté par M. Edmond MICHELET, *garde des sceaux, ministre de la justice,* **modifiant les articles 442 et 577 nouveau du code de commerce concernant la procédure de la faillite et du règlement judiciaire et la résolution du concordat** [30 juin 1959] (I., n° 118). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Molle* [22 octobre 1959] (I., n° 12). — **Discussion** [26 novembre 1959] (p. 1202, 1203). — ADOPTION (n° 6). — Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, le 14 avril 1964. — Voy. Impressions n°s 402 (1959), 206 (1963), 744, 166. — *Nouvel intitulé :* **« Projet de loi modifiant l'article 577 du code de commerce concernant la résolution du concordat ». —**

Transmission au Sénat (deuxième lecture) [16 avril 1964] (I., n° 148). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale: rapport par M. Marcel Molle [28 avril 1964] (I., n° 154). — **Discussion** [30 avril 1964] (p. 222). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Robert Vignon, au nom de M. Marcel Molle, rapporteur ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. *Articles* (p. 222). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 71). — DEUXIÈME LECTURE. — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-414 du 13 mai 1964 (*J. O.* du 14 mai 1964).

CODE DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE

Proposition de loi présentée par M. Michel JAMOT, *député*, **tendant à compléter et à modifier les dispositions du livre IV du code de l'administration communale.** — Adoptée par l'Assemblée nationale, le 19 novembre 1964. — Voy. : Impressions n°s 408, 1133, 276. — **Transmission au Sénat** [20 novembre 1964] (I., n° 39). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale.

CODE DE LA ROUTE (Art. 1er)

Projet de loi, présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice,* **modifiant l'article L. 1er du code de la route.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 18 décembre 1964. — Voy. : Impressions n°s 797, 1249, 1251, 309. — **Transmission au Sénat** [18 décembre 1964] (I., n° 120). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation,du suffrage universel du règlement et d'administration générale.

CODE DE LA SANTE PUBLIQUE

Projet de loi, présenté par M. Raymond MARCELLIN, *ministre de la santé publique et de la population,* **modifiant le titre 1er (Protection maternelle et infantile) du Livre II du code de la santé publique.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 13 novembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 537, 628, 105. — **Transmission au Sénat** [16 novembre 1963] (I., n° 32). — *Renvoi à la commission des affaires sociales.* — Rapport par M. Louis Roy [19 mai 1964] (I., n° 177). — **Discussion** [28 mai 1964] (p. 408 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Louis Roy, rapporteur ; Raymond Bossus ; Abel-Durand ; Raymond Marcellin, ministre de la santé publique et de la population. — *Discussion des articles* (p. 412 et suiv.). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Roy tendant à supprimer le paragraphe 3 du texte modificatif proposé pour l'article L. 164 du code de la santé publique (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 3 (p. 413). — Amendement par M. Louis Roy, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article L. 169 du code de la santé publique (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Après l'art. 3 (*ibid*). — Amendement par M. Louis Roy, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 3 *bis* nouveau modifiant l'art. 171 du code de la santé publique visant les gardes de jour et la remise du carnet de santé de l'enfant (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 4 (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Roy, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de cet article modifiant le deuxième alinéa de l'art. 173 du code de la santé publique concernant la sanction de la récidive pour certains délits commis par les gardiennes de jour et de nuit (*ibid.*), observations, sous-amendement par M. Lucien Grand, relatif à l'anonymat pour les enfants confiés aux gardiennes (p. 414), observations, adoption de l'amendement et du sous-amendement (*ibid.*). — Art 6 (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Roy, rapporteur, tendant à modifier le texte proposé pour l'art. L. 185 du code de la santé publique concernant les dépenses de protection maternelle et infantile pour les départements (*ibid.*), observations, adoption (p. 415). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Lucien Grand ; Raymond Marcellin, ministre de la santé publique et de la population ; Louis Roy, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 415). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 86). — Adopté par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, le 23 juin 1964. — Voy. : Impressions n°s 939, 956, 233.

Promulgation : loi n° 64-677 du 6 juillet 1964 (*J. O.* du 8 juillet 1964).

CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (VACCINATION ANTIPOLIOMYELITIQUE)

Projet de loi présenté par M. Raymond MARCELLIN, *ministre de la santé publique et de la population,* **relatif à la vaccination antipoliomyélitique obligatoire et à la répression des infractions à certaines dispositions du code de la santé publique.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 15 avril 1964. — Voy. Impressions n°s 536, 715, 169. — **Transmission au Sénat** [21 avril 1964] (I., n° 149). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Jacques Henriet [19 mai 1964] (I., n° 175). — **Discussion** [28 mai 1964] (p. 400 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jacques Henriet, rapporteur ; Léon Messaud ; Raymond Marcellin, ministre de la santé publique et de la population. — *Discussion des articles* (p. 403 et suiv.). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. René Dubois tendant, dans le texte proposé pour l'article 7-1 du code de la santé publique, après les mots : « est obligatoire », à ajouter les mots : « sauf contre-indication médicale reconnue » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 2 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Henriet tendant à modifier le premier alinéa du texte proposé pour l'article 10-1 du code de la santé publique, afin que la responsabilité de l'Etat soit engagée même en cas de vaccination dans un cabinet médical privé (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution, reconnue par la commission des finances (p. 504), amendement rectifié par M. Jacques Henriet, rapporteur (*ibid.*), observations, adoption (p. 405). — Amendement par M. Raymond Bossus tendant à compléter l'article 2 *bis* par un nouvel alinéa disposant que même les vaccinés antérieurement à la présente loi pourront prétendre à la réparation de tout dommage (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — Après l'article 4 (p. 306). — Art. 5 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Henriet, rapporteur, tendant à supprimer cet article interdisant toute propagande incitant à se soustraire à la vaccination obligatoire (*ibid.*), observations, adoption (p. 407). — Amendement par M. Raymond Bossus, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel nouveau relatif à une action d'éducation sanitaire en faveur de la vaccination (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution, reconnue par la commission des finances (p. 408). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Maurice Bayrou ; Raymond Bossus ; Yvon Coudé du Foresto ; René Dubois ; Lucien Grand ; Jacques Henriet, rapporteur ; Raymond Marcellin, ministre de la santé publique et de la population ; Roger Menu, président de la commission des affaires sociales ; Léon Messaud ; Marcel Prélot. — Sur l'ensemble (p. 408). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 84). — Adopté définitivement par l'Assemblée nationale en deuxième lecture le 16 juin 1964. — Voy. Impressions n°s 938, 944, 220.

Promulgation : loi n° 64-643 du 1er juillet 1964 (*J. O.* du 2 juillet 1964).

CODE DE L'AVIATION CIVILE

Proposition de loi, présentée par M. Bernard DUPÉRIER, *député,* **tendant à modifier les dispositions du chapitre 1er du titre 1er du livre 1er du code de l'aviation civile relatives à l'immatriculation et à la nationalité des aéronefs.** — Adoptée par l'Assemblée nationale le 9 juin 1964. — Voy. Impressions n°s 852, 900, 217. — **Transmission au Sénat** [11 juin 1964] (I., n° 258). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Gaston Pams [17 juin 1964] (I., n° 266). — **Discussion** [23 juin 1964] (p. 743). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Gaston Pams, rapporteur ; Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques et du plan. *Article unique* (*ibid.*). — Amendement par M. Gaston Pams, rapporteur, tendant à une harmonisation de forme, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Gaston Pams, rapporteur, tendant à compléter le deuxième alinéa du texte modificatif proposé par l'article 4 du code de l'aviation civile par les mots : « Il doit porter le signe apparent de cette nationalité tel qu'il est fixé par les règlements », adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Marc Jacquet, ministre des travaux publics et des transports ; Jean Bertaud. — *Nouvel intitulé :* « **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions du titre 1er du livre 1er du code de l'aviation civile relatives à l'immatriculation et à la nationalité des aéronefs** ». — ADOPTION MODIFIÉE (n° 122). — Adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture le 26 juin 1964. — Voy. Impressions n°s 1013, 1023, 248. — *Nouvel intitulé :* « **Proposition de loi tendant à modifier les dispositions du chapitre 1er du titre 1er du livre 1er du code de l'aviation civile relatives à l'immatriculation et à la nationalité des aéronefs** ».

Deuxième transmission au Sénat [26 juin 1964] (I., n° 305). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Gaston Pams [26 juin 1964] (I., n° 306). — **Discussion** [26 juin 1964] (p. 881). — *Sont entendus dans la discussion générale :* M. Jean Bertaud, au nom de M. Gaston Pams, rapporteur ; Auguste Pinton. — *Article unique* (p. 881). — ADOPTION (n° 136).

DEUXIÈME LECTURE. — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation à la loi n° 64-664 du 2 juillet 1964 (*J. O.* du 4 juillet 1964).

CODE DE PROCEDURE PENALE (ART. 775)

Projet de loi, présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice,* **complétant l'article 775 du Code de procédure pénale** [25 juin 1963] (I., n° 41). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.* — *Rapport par M. Abel-Durand* [16 juillet 1963] (I., n° 181). — **Discussion** [17 octobre1963] (p. 2112). — Adoption (n° 2). — Adopté par l'Assemblée nationale le 14 avril 1964. — Voy. Impressions n^{os} 583, 662, 167.

Promulgation : loi n° 64-348 du 22 avril 1964 (*J. O.* du 24 avril 1964).

CODE DES DOUANES (ART. 380)

Proposition de loi, présentée par M. Raymond BOISDÉ, *député,* **tendant à garantir à deux garagistes subrogés à l'administration la récupération des impôts et taxes sur des produits pétroliers payés pour le compte d'un débiteur failli.** — Adoptée par l'Assemblée nationale le 19 mai 1964. — Voy. Impressions n^{os} 202 rect., 791 (1963), 190. — *Nouvel intitulé :* « **Proposition de loi tendant à modifier l'article 380 du code des douanes** ». — **Transmission au Sénat** [20 mai 1964] (I., n° 187). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Léon Jozeau-Marigné [29 octobre 1964] (I., n° 19). — **Discussion** [2 décembre 1964] (p. 2066). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Article unique* (p. 2066). — ADOPTION (n° 19). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-1240 du 16 décembre 1964 (*J. O.* du 17 décembre 1964).

CODE DES PENSIONS CIVILES

Projet de loi présenté par M. Louis JOXE, *ministre d'Etat chargé de la réforme administrative,* **portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative).** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 8 octobre 1964. — Voy. Impressions n^{os} 1090, 1092, 263. — **Transmission au Sénat** [13 octobre 1964] (I., n° 3). — Renvoi à une commission spéciale. — Rapport par M. Roger Lagrange [3 novembre 1964] (I., n° 20). — **Discussion** [5 novembre 1964] (p. 1302 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Roger Lagrange, rapporteur ; Roger Menu, président de la commission spéciale ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. Raymond Bossus ; Marcel Boulangé. — *Discussion des articles* (p. 1310 et suiv.). — Art L. 1 du code des pensions (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant à une modification de forme du quatrième paragraphe de cet article, observations, adoption (p. 1311). — Amendement par M. Adolphe Dutoit tendant à faire bénéficier du présent code les fonctionnaires des collectivités locales (*ibid.*) et amendement par M. Henri Longchambon, tendant à faire bénéficier du présent code : 1° les fonctionnaires des collectivités locales ; 2° les retraités des régimes locaux du Maroc, de Tunisie et d'Algérie et de l'ancienne France d'outre-mer (*ibid.*), observations, retrait de l'amendement par M. Adolphe Dutoit, retrait de la première partie de l'amendement par M. Henri Longchambon (*ibid.*) ; amendement par M. Raymond Bossus tendant à étendre le bénéfice du présent code au retraités des régimes locaux de l'Algérie, du Maroc, de la Tunisie et de la France d'outre-mer titulaires de pensions garanties par la France (*ibid.*), observations, retrait de la deuxième partie de l'amendement par M. Henri Longchambon (p. 1312), irrecevabilité de l'amendement par M. Raymond Bossus aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 1313). — Art. L. 2 (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Roger Lagrange, rapporteur (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. L. 4 (p. 1314). — Amendement par M. Adolphe Dutoit tendant à ajouter dans les services pris en compte pour le droit à pension : « les services accomplis dans les houillères avant la nationalisation » (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Amendement par M. Adolphe Dutoit tendant à insérer un § 4 *bis* comptant : « les années de travail effectuées dans les services privés transformés en services publics des communes, département, état et services extérieurs qui en dépendent. » (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 1315). — Amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant à compléter le § 5 de cet article par une disposition permettant la prise en compte des services effectués par les cadres locaux des départements d'outre-mer, avant l'application de la loi du 19 mars 1946 (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Bossus, tendant, dans le dernier alinéa de cet article, à ajouter, après les mots : « ... d'aide ou de contractuel... », les mots : « ... quelle que soit la durée et quel que soit le chapitre budgétaire sur lesquels ils sont rémunérés » (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Art. L 7 (p. 1316). — Amendement par M. André Monteil, tendant à compléter cet article par une disposition relative aux bonifications pour études préliminaires et temps passé à l'école de la France d'outre-mer (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 1318). — Art. L 8 (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Raybaud tendant à compléter cet article par une disposition relative à la prise en compte du temps écoulé entre la mise en disponibilité et la radiation des cadres (p. 1319), observation, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Art. L 11 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant, au paragraphe *b* de l'article, à ajouter une disposition relative à l'inclusion des enfants recueillis dans la liste des enfants ouvrant droit à bonification pour les femmes fonctionnaires (p. 1320), observations, le paragraphe *b* est réservé (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Bossus tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe *c* relatif aux fonctionnaires demeurés dans les régions envahies ou les localités bombardées (*ibid.*) ; observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 1321). — Amendement par M. le général Jean Ganeval, tendant à insérer, après le paragraphe *h,* un nouveau paragraphe *i* relatif aux bonifications par des lois d'exception (*ibid.*), observations, retrait (p. 1322). — Amendement par M. Adolphe Dutoit, tendant à compléter l'article L 11 par un nouvel alinéa relatif aux bonifications pour services de guerre des agents féminins ayant exercé à temps complet des activités auprès des armées (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant à compléter l'article L 11 par une disposition établissant que les bonifications font l'objet d'un décompte annuel établi conformément aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur au moment de ce décompte (*ibid.*) ; observations, adoption (p. 1323). — L'article L.11 est réservé (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. André Armengaud ; Raymond Bossus ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Maurice Carrier ; Maurice Coutrot ; Emile Durieux ; Adolphe Dutoit ; André Fosset ; général Jean Ganeval ; Roger Lagrange, rapporteur ; Georges Marie-Anne ; Roger Menu, président de la commission spéciale ; André Monteil ; Joseph Reybaud ; Jacques Soufflet. — **Suite de la discussion** [6 novembre 1964] (p. 1351 et suiv.). — Art. L. 11 (dont l'alinéa 6 a été précédemment réservé) (p. 1351). — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant à une nouvelle rédaction de l'alinéa 6 relatif aux bonifications aux femmes fonctionnaires pour leurs enfants légitimes, naturels reconnus ou adoptifs (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. L. 14 (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Bossus tendant, au 1er alinéa de cet article, à supprimer les mots : « depuis six mois au moins » (*ibid.*), observations, rejet (p. 1352). — Amendement par M. Alain Poher tendant à modifier le 3^{e} alinéa de l'article L. 14 afin de permettre les liquidations de pension sur la base des émoluments les plus élevés des vingt dernières années (*ibid.*) et amendement identique par M. Henri Tournon (*ibid.*), observation, retrait des deux amendements (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Bossus tendant à modifier le dernier alinéa de l'article L. 14 afin de supprimer : « l'écrêtement » des hauts traitements (p. 1353), observations. — Vote unique sur l'ensemble de l'article L. 14 à l'exclusion de tout amendement, à la demande du Gouvernement en application de l'alinéa 7 de l'article 42 du règlement du Sénat, adoption (p. 1354). — Art. L. 15 (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Bossus tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif aux assimilations effectuées en cas de réforme statutaire (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid*). — Amendement par M. André Monteil tendant à compléter cet article par un alinéa relatif au tableau d'assimilation indexé (*ibid.*), observations, retrait (p. 1355). — Art. L. 17 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de cet article concernant : 1° les enfants ouvrant droit à majoration ; 2° la notion d'enfants à charge ; 3° l'ouverture du droit à majoration (p. 1356) ; amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget tendant à une nouvelle rédaction de cet article, retrait (p. 1356) ; adoption de l'amendement modifié, par M. Roger Lagrange, rapporteur (*ibid.*). — Article additionnel L 19 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Abel-Durand tendant à insérer un article additionnel L. 19 *bis* nouveau relatif au calcul de la pension en cas d'abaissement de la limite d'âge (*ibid.*), observations, retrait (p. 1357). — Art. L. 23 (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Roger Lagrange, rapporteur, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Bossus, au 2^{e} alinéa de cet article, relatif

à l'abaissement de l'âge de la retraite au profit des femmes (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 1358). — Amendement par M. Raymond Bossus tendant à insérer un nouvel alinéa relatif à l'abaissement de l'âge de la retraite des femmes (*ibid.*), irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Carrier tendant à rétablir, en les adaptant au nouveau régime des pensions, les réductions d'âge pour le droit à pension qui s'appliquent déjà à certaines femmes fonctionnaires (*ibid*), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Roger Lagrange, rapporteur, au 3e alinéa de cet article (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. L. 24 (p. 1359). — Amendement par M. le général Jean Ganeval tendant, à la fin du 2e alinéa de cet article, à remplacer les mots : « jusqu'à l'âge de cinquante ans » par les mots : « jusqu'au jour où ils auraient atteint vingt-cinq ans de services ou la limite d'âge en vigueur à la date de leur radiation des cadres » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. L. 27 (p. 1360). — Amendement par M. Raymond Bossus tendant à modifier l'avant-dernier alinéa de larticle L. 27 afin de permettre le cumul de la rente d'invalidité et de la pension au-delà des émoluments de base servant pour le calcul de la pension (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Art. L. 28 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant à maintenir aux fonctionnaires le bénéfice des congés de maladie avant la mise à la retraite d'office (*ibid.*), observations, retrait (p. 1361). — Art. L. 31 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant à insérer, entre le 2e et le 3e alinéa de cet article, un nouvel alinéa assurant la garantie de l'Etat lorsque les organismes payeurs des pensions pour les fonctionnaires détachés à l'étranger seront défaillants (*ibid.*), observations, retrait (p. 1362). — Art. L. 35 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant à un but identique à celui de l'amendement précédent (*ibid.*), retrait (*ibid.*). — Art. L. 36 (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Roger Lagrange, rapporteur, adoption (*ibid.*). — Art. L. 37 (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Bossus, rapporteur, tendant, au 1er alinéa de cet article, à porter le montant des pensions de veuve de 50 à 60 p. 100 de la pension du mari (p. 1363), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Roger Lagrange, rapporteur, au 2e alinéa de cet article, adoption (*ibid.*). — Art. L. 38 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant, en modifiant l'avant-dernier alinéa de cet article, à tenir compte, pour le droit à pension, de tous les enfants issus du mariage et même des enfants décédés (*ibid*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. L. 38 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant à établir le principe de la réversion de la pension en faveur du mari veuf (*ibid.*), observations, retrait (p. 1364). — Art. L. 45 (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Bossus tendant à une nouvelle rédaction de cet article concernant les veuves remariées (*ibid.*), observations, rejet (p. 1365). — Amendement par Mme Marie-Hélène Cardot relatif au dernier alinéa de cet article, relatif au droit à pension des veuves remariées de nouveau veuves (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. L. 49 (p. 1366). — Amendement par M. Raymond Bossus tendant à compléter cet article par une disposition prévoyant des pensions d'ascendants (*ibid*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 1367). — Art. L. 54 (*ibid.*). — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat, tendant à une nouvelle rédaction du 1er alinéa de cet article, relatif aux conditions de revision ou de suppression des pensions ou rentes viagères d'invalidité (*ibid.*) ; l'article et l'amendement sont réservés (*ibid.*). — Art. L. 69 (p. 1369). — Amendement par le M. le général Jean Ganeval relatif aux pensions des déportés de la Résistance, observations, retrait (*ibid.*). — Après l'art. L. 80 (p. 1371). — Amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant à insérer un nouvel intitulé de chapitre et des articles additionnels nouveaux L. 80 *bis* et L. 80 *ter* prévoyant une revalorisation des majorations spéciales accordées aux gendarmes et aux sapeurs-pompiers de Paris (*ibid.*) ; et amendement par M. Bernard Chochoy tendant à insérer un article additionnel L. 80 *bis* nouveau relatif à la majoration spéciale accordée à la gendarmerie en matière de pensions (*ibid.*), observations, retrait du second amendement et adoption du premier (p. 1372). — Art. L. 83 (p. 1373). — Amendement par M. Marcel Boulangé tendant à compléter cet article par un alinéa permettant le cumul du traitement d'activité et de la pension aux fonctionnaires que la loi autorise à cumuler plusieurs emplois (*ibid.*), observations, retrait (p. 1374). — Art. L. 84 (*ibid.*), réservé (*ibid.*). — Art. L. 86 (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Bossus tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa relatif au cumul des bonifications et des prestations du chef d'un même enfant (*ibid.*), observations, adoption modifiée (*ibid.*). — Art. L. 87 (p. 1375). — Amendement par M. Raymond Bossus tendant à modifier l'article L. 87 afin de permettre la perception des pensions d'avance et non pas à terme échu (*ibid.*), observations ; amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant à compléter l'article L. 87 par une disposition permettant l'avance d'un mois de pension (*ibid.*), observations, retrait des deux amendements (p. 1376). — Art. L. 93 (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Roger Lagrange, rapporteur, adoption (p. 1377). — Art. L. 54 (précédemment réservé). — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant à une nouvelle rédaction du 1er alinéa de cet article, relatif aux conditions de revision ou de suppression des pensions ou rentes viagères d'invalidité (précédemment réservé) ; observations (p. 1377), adoption (p. 1378). — Art. L. 85 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de cet article permettant le cumul aux orphelins de plusieurs pensions dans la limite du traitement afférent à l'indice 100 (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 1er du projet de loi (p. 1378). — Amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant à compléter cet article par un alinéa disposant que les dispositions de la loi prendront effet au 1er décembre 1964 (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 2 et 3 (réservés, p. 1378). — Art. 4 (p. 1378). — Amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant à une modification de forme, adoption (p. 1379). — Amendement par Mme Marie-Hélène Cardot tendant à compléter le paragraphe Ier de l'article 4 par un alinéa permettant l'unification du régime des retraites des veuves de guerre (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Amendement par M. André Armengaud tendant à insérer un paragraphe Ier *bis* nouveau rendant applicables aux retraités de l'ex-caisse des retraites de la France d'outre-mer les dispositions du paragraphe Ier (p. 1380), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant à modifier le paragraphe II de l'article 4 afin de transformer en pensions les allocations instituées au bénéfice des veuves de fonctionnaires et des veuves de militaires de carrière décédés avant 1924 (*ibid.*) et sous-amendement par Mme Marie-Hélène Cardot tendant à fixer le taux de ces pensions (*ibid.*), observations, irrecevabilité de l'amendement et du sous-amendement aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Bossus tendant à compléter l'article 4 par un paragraphe III afin de faire bénéficier les retraités et pensionnés actuels des améliorations contenues dans le nouveau code (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Article additionnel 5 *bis* nouveau (p. 1381). — Amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 5 *bis* nouveau étendant aux militaires de carrière rayés des cadres pour invalidité avant le 3 août 1963 les dispositions de l'article 6 de la loi du 31 juillet 1962 (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 1382). — Amendement par M. Raymond Bossus tendant à insérer un article additionnel 5 *bis* nouveau disposant que l'indemnité de résidence soit intégrée dans le traitement soumis à retenue pour pension (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Art. 6 (p. 1383). — Amendement rédactionnel par M. Roger Lagrange, rapporteur, adoption (*ibid.*). — Art. 6 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Bossus tendant à compléter cet article par un alinéa relatif aux pensions des agents A et B fonctionnaires réformés de guerre (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Article additionnel 6 *ter* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 6 *ter* nouveau comportant les différents abattements d'âge conservés à titre transitoire (*ibid.*) et sous-amendement par M. Marcel Boulangé tendant à conserver ces abattements pour les fonctionnaires réunissant quinze années de services effectifs (*ibid.*), observations, vote unique à la demande du Gouvernement, sur l'amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, à l'exclusion de tout autre amendement ou sous-amendement (p. 1384), adoption (*ibid.*). — Art. 7 (*ibid.*). — Amendement de coordination par M. Roger Lagrange tendant à supprimer cet article (*ibid.*), observations, adoption (p. 1385). — Art. 8 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant à une rédaction plus précise de l'article 8, adoption (*ibid.*). — Amendement rédactionnel à l'article 8 par M. Roger Lagrange, rapporteur, adoption (*ibid.*). — Article additionnel 8 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. André Monteil, tendant à insérer un article additionnel 8 *bis* nouveau permettant l'entrée en jouissance immédiate de leur pension pour les veuves visées par l'avant-dernier alinéa de l'ancien article L 55 du code des pensions (*ibid.*), observations, irrecevabilité de l'amendement aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 1386). — Art. 9 *ibid.*). — Amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de cet article prévoyant l'attribution d'une allocation à certaines veuves et orphelins (*ibid.*) et amendement par M. Robert Boulin, secrétaire

d'Etat au budget, tendant à un but semblable (*ibid.*), observations, retrait du premier amendement et adoption du second (p. 1387). — Art. 10 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant à une modification de forme, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 12 nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 12 nouveau modifiant le paragraphe 1 de l'article 71 de la loi n° 59-1454 du 16 décembre 1959 afin d'accorder le montant des pensions applicables aux retraités français aux retraités des Etats devenus indépendants (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 1388). — Amendement par M. Raymond Bossus tendant à insérer un article additionnel nouveau concernant les agents des collèges d'enseignement technique intégrés dans le cadre des fonctionnaires de l'Etat (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (*ibid.*). — Amendement par M. Abel-Durand, tendant à insérer un article additionnel 12 nouveau relatif au calcul des pensions des magistrats radiés des cadres par abaissement des limites d'âge en vertu de l'ordonnance du 22 décembre 1958 (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Après l'art. 12 nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. André Armengaud, tendant à insérer un article additionnel nouveau assurant la garantie de l'Etat aux retraités français des régimes locaux d'Algérie et des anciens pays d'outre-mer (*ibid.*), observations, retrait (p. 1389). — Amendement par M. le général Jean Ganeval, tendant à insérer un article additionnel nouveau concernant le taux de l'allocation servie aux orphelins infirmes (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 1390). — Amendement par Mme Marie-Hélène Cardot tendant à insérer un article additionnel nouveau permettant une nouvelle liquidation de pension pour les ayants cause de militaires remplissant les conditions énoncées à l'article L 47 du code des pensions (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 2 et 3 (*ibid.*, précédemment réservés). — Art. 2. Amendement par M. Raymond Bossus tendant à une nouvelle rédaction de cet article rendu applicable à tous les retraités sans tenir compte de la date d'ouverture de leurs droits à pension par rapport à la date de promulgation de la présente loi (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 1391). — Amendement rédactionnel à l'article 2 par M. Roger Lagrange, rapporteur, adoption (*ibid.*). — Art. 3. — Deux amendements rédactionnels à l'article 3 par M. Roger Lagrange, rapporteur, adoption (p. 1392). — Amendement de coordination par M. Roger Lagrange, rapporteur, observations, adoption (*ibid.*). — Amendement d'harmonisation par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, observation, adoption (*ibid.*). — Deuxième délibération sur l'article L 11 du Code des pensions, à la demande de la commission spéciale et sur les articles L 7 et L 24, à la demande du Gouvernement (p. 1392). — Art. L 11 (p. 1393). — Amendement par M. Roger Lagrange, rapporteur, tendant 1) à compléter l'alinéa 6 de cet article par une disposition relative au décompte des coefficients applicables aux heures de vol ou à la durée des services sous-marins ; 2) à supprimer en conséquence le L 24 du code des pensions et 7 du projet de loi, dernier alinéa (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. L 24 (*ibid.*). — Amendement de M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant à reprendre le texte voté par l'Assemblée nationale (*ibid.*), observations, rejet (p.1394), la demande tendant à rétablir l'article 7 du projet de loi est par suite sans objet (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Abel-Durand ; André Armengaud ; Raymond Bossus ; Marcel Boulangé ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. Maurice Carrier ; Bernard Chochoy ; Etienne Dailly ; le général Jean Ganeval ; Roger Lagrange, rapporteur ; Georges Marie-Anne ; Roger Menu, président de la commission spéciale ; André Monteil ; François Schleiter ; Henri Tournan. — *Explications de vote :* MM. Raymond Bossus ; Henri Tournan ; Henri Paumelle. — Sur l'ensemble (p. 1395). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 13). — Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture le 14 décembre 1964. Voy. Impressions n° 1160, 1215, 296.

Deuxième transmission du Sénat [15 décembre 1964] (I., n° 89). — Renvoi à la commission spéciale. — Rapport par M. Roger Lagrange [15 décembre 1964] (I., n° 93). — **Discussion** [16 décembre 1964] (p. 2386 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Roger Lagrange, rapporteur ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — Vote unique à la demande du Gouvernement en application de l'article 44, dernier alinéa de la Constitution et de l'article 42, paragraphe VII du règlement du Sénat (p. 2388). — *Articles* (p. 2389 et 2390). — *Explication de vote :* MM. Raymond Bossus ; Antoine Courrière ; André Monteil. — Sur l'ensemble (p. 2391) et par scrutin public (n° 30). — ADOPTION (n° 38).TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : Loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 (*J. O.* du 30 décembre 1964. Rectif. 10 janvier 1965).

CODE DES PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES

Observations sur la réforme dudit code au sujet de l'inscription à l'ordre du jour de textes pour la session d'octobre [30 juin 1964] (p. 965 et 966).

CODE DU TRAVAIL (CHAP. IV BIS DU LIVRE Ier)

Proposition de loi, présentée par M. Emile HUGUES, *sénateur*, **tendant à compléter les dispositions du chapitre IV *bis* du Livre Ier du code du travail concernant les conventions collectives** [19 mai 1964] (I. n° 184). — Renvoi à la commission des affaires sociales, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

CODE DU TRAVAIL (ART. 178 ET 179 DU LIVRE II)

Projet de loi, présenté par M. Gilbert GRANDVAL, *ministre du travail*, **étendant aux contrôleurs du travail et de la main-d'œuvre les dispositions des articles 178 et 179 du livre II du code du travail** [21 avril 1964] (I. n° 151). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Léon Messaud [3 juin 1964] (I., n° 210). — **Discussion** [27 juin 1964] (p. 894 et 895). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Léon Messaud, rapporteur ; Gilbert Grandval, ministre du travail. — *Article unique* (p. 894). — *Explication de vote :* M. Raymond Bossus. — ADOPTION (n° 138).

CODE DU TRAVAIL (ART. 1er DU LIVRE IV)

Proposition de loi, présenté par M. Roger MENU, *sénateur*, **tendant à modifier l'article 1er du livre IV du code du travail relativement à la compétence des conseils de prud'hommes.** — [9 avril 1964] (I., n° 125). — Renvoi à la commission des affaires sociales sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Saisie du Conseil constitutionnel par M. le Président du Sénat, en application du deuxième alinéa de l'article 41 de la Constitution [12 mai 1964] (p. 245). — Décision du Conseil constitutionnel. (La proposition n'entre pas dans le domaine réservé à la loi par l'article 34 de la Constitution.) [26 mai 1964] (p. 384 et 391).

CODE DU TRAVAIL DANS LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Proposition de loi présentée par M. Auguste PINTON, *sénateur*, **modifiant l'article 94 du code du travail des territoires d'outre-mer** [30 avril 1963] (I., n° 76). — *Renvoi à la commission des affaires sociales, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Pour avis à la commission des affaires économiques et du plan* [16 mai 1963]. — *Rapport par M. Bernard Lemarié* [20 juin 1963] (I., n° 134). — *Avis par M. Auguste Pinton* [20 juin 1963] (I., n° 135). — **Discussion** [27 juin 1963] (p. 1451 et suiv.). — *Modification d'intitulé :* « **Proposition de loi modifiant et complétant le code du travail dans les territoires d'outre-mer** ». — ADOPTION (n° 50). — Adoptée par l'Assemblée nationale, le 23 juillet 1963. — Voy. Impressions n°s 412, 464, 68.

Transmission au Sénat (deuxième lecture) [24 juillet 1963] (I., n° 204). — *Renvoi à la commission des affaires sociales et pour avis à la commission des affaires économiques et du plan. — Avis par M. Auguste Pinton* [25 juillet 1963] (I., n° 219). — *Rapport par M. Bernard Lemarié* [26 juillet 1963] (I., n° 230). — **Discussion** [26 juillet 1963] (p. 1996 et suiv.). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 93). — DEUXIÈME LECTURE. — Adoptée, en deuxième lecture, par l'Assemblée nationale, le 26 juillet 1963. — Voy. : Impressions, n°s 515, 516, 94.

Transmission au Sénat (troisième lecture) [29 juillet 1963. — *J. O.* 1er octobre 1963, p. 2039] (I., n° 233). — *Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Bernard Lemarié* [22 novembre 1963] (I., n° 37). — **Discussion** [3 décembre 1963] (p. 3048 et suiv.). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 20). — TROISIÈME LECTURE. — Adoptée en troisième lecture par l'Assemblée nationale, le 18 décembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 709, 725, 138.

Transmission au Sénat (quatrième lecture) [18 décembre 1963] (I., n° 95). — Adoptée par l'Assemblée nationale (Commission mixte paritaire), le 16 juin 1964. — Voy. : Impressions n°s 941, 221. — COMMISSION MIXTE PARITAIRE (art. 45, al. 2, de la Constitution) [20 décembre 1963] (p. 3257). — Election des membres de la commission [9 avril 1964] (p. 92 et 101). — Rapport par M. Bernard Lemarié [2 juin 1964] (I., n° 205). — **Discussion**

[27 juin 1964] (p. 895 et 896). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Bernard Lemarié, rapporteur ; Gilbert Grandval, ministre du travail. — *Articles* (p. 895 et 896). — Sur l'ensemble (p. 896). — ADOPTION (n° 139). — COMMISSION MIXTE PARITAIRE. — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-487 du 8 juillet 1964 (*J. O.* du 9 juillet 1964).

CODE ELECTORAL

Proposition de loi, présentée par M. Louis GROS, *sénateur,* **tendant à compléter le code électoral par un article 12 bis nouveau** [5 mai 1964] (I., n° 161). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

CODE MUNICIPAL

Proposition de loi, présentée par M. Jacques DESCOURS-DESACRES, *sénateur,* **tendant à modifier les articles 141, 143, 145 et 146 du code municipal relatif aux syndicats de communes** [18 décembre 1964] (I., n° 112). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

CODE PENAL (ART. 175)

Proposition de loi, présentée par Mme Marie-Hélène CARDOT, *sénateur,* **tendant à modifier l'article 175 du code pénal** [2 juin 1964] (I., n° 207). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

CODE PENAL (ART. 260)

Projet de loi, présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice,* **modifiant l'article 260 du code pénal** [2 juin 1964] (I., n° 111). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Modeste Zussy [23 avril 1964] (I., n° 153). — **Discussion** [30 avril 1964] (p. 223). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Robert Vignon, au nom de M. Modeste Zussy, rapporteur ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. — *Article unique (ibid.).* — ADOPTION (n° 72).

CODE PENAL (ART. 355-4, PROXENETISME)

Projet de loi, présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice,* **tendant à compléter l'article 335-4 du code pénal** [4 octobre 1962] (I., n° 4). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jean Geoffroy* [9 mai 1963] (I., n° 87). — **Discussion** [30 mai 1963] (p. 1156 et 1157). — ADOPTION (n° 37). — Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale le 19 novembre 1964. — Voy. Impressions n°s 301 (1963), 1153, 278.

Deuxième transmission au Sénat [21 novembre 1964] (I., n° 40). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jean Geoffroy [4 décembre 1964] (I., n° 61). — **Discussion** [16 décembre 1964] (p. 2395). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Geoffroy, rapporteur ; Raymond Bossus. — *Articles (ibid.).* — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 41). DEUXIÈME LECTURE. TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-1271 du 23 décembre 1964 (*J. O.* du 24 décembre 1964).

CODE PENAL (CHAP. III DU LIVRE Ier)

Projet de loi, présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice,* **modifiant et complétant le chapitre III du livre Ier du code pénal** [9 juin 1964] (I., n° 245). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Abel-Durand [25 juin 1964] (I., n° 300). — **Discussion** [22 octobre 1964] (p. 1140). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Abel-Durand, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 1140). — ADOPTION (n° 5).

CODE PENAL (EXTENSION AUX TERRITOIRES D'OUTRE-MER DE CERTAINES DISPOSITIONS.)

Projet de loi, présenté par M. Louis JACQUINOT, *ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer* **étendant aux territoires d'outre-mer les dispositions prévues aux articles 104 et 108 du code pénal** [2 avril 1964] (I., n° 112). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Robert Vignon [30 avril 1964] (I., n° 157). — **Discussion** [21 mai 1964] (p. 378). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Robert Vignon, rapporteur. — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 78). — Adopté par l'Assemblée nationale le 16 juin 1964. Voy. Impressions n°s 906, 967, 222.

Promulgation : loi n° 64-162 du 26 juin 1964 (*J. O.* du 27 juin 1964).

COLLECTIVITES LOCALES (FINANCES ET TRAVAUX D'EQUIPEMENT). — Voy. : BUDGET DE 1965, p. 1404 et suiv.

COLLEGE TECHNIQUE DE L'AMEUBLEMENT. — Voy : QUESTIONS ORALES, 587.

COMBATS DE COQS. — Voy. : PROTECTION DES ANIMAUX.

COMMISSION LAROQUE. — Voy. : BUDGET DE 1965, p. 1404.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE.

Observation sur sa composition lors du vote du budget de 1965 [1er décembre 1964] (p. 2054).

COMMISSIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE REGIONAL. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 64.

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 576.

COMMUNES (SITUATION FINANCIERE DES COMMUNES GEREES PAR DES PARLEMENTAIRES).

Observations lors de l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [15 et 18 décembre 1964].

COMMUNICATION DE M. LE PREMIER MINISTRE.

Lettre par laquelle M. Georges POMPIDOU, *Premier ministre,* fait connaître que le Gouvernement opposera l'exception d'irrecevabilité tirée de l'article 41 de la Constitution à la proposition de loi de M. Roger MENU, sénateur, *tendant à modifier l'article 1er du Livre IV du code du travail instituant les conseils de prud'hommes* (I., n° 125, service 1963-1964) [12 mai 1964] (p. 245). — Lettre par laquelle M. Georges POMPIDOU, *Premier ministre* fait connaître à M. le président du Sénat qu'il a déféré au conseil constitutionnel, conformément aux dispositions de l'article 61 de la Constitution, le texte de la loi de finances pour 1965, récemment adopté par le Parlement, l'article 71 de cette loi ne lui paraissant pas conforme aux dispositions de l'article 34 de la Constitution [14 décembre 1964] (p. 2290).

COMMUNICATION DE M. LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE.

Lettre de M. Jacques CHABAN-DELMAS, *président de l'Assemblée nationale,* donnant la composition du bureau définitif de cette assemblée, élu le 2 avril 1964 [9 avril 1964] (p. 90).

COMPAGNIE DES COMPTEURS. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 573.

CONCHYLICULTEURS INSCRITS MARITIMES. — Voy. : BUDGET DE 1965. — MARINE MARCHANDE.

CONCORDAT. — Voy. : CODE DE COMMERCE.

« CONCORDE » (CONSTRUCTIONS AERONAUTIQUES).

Voy. : BUDGET DE 1965, p. 1916 et suiv.

Voy. : BUDGET DE 1965. — AVIATION CIVILE.

CONDITIONS DE SERVICE A LA MER DES INGENIEURS DE LA MARINE. — Voy. : ARMÉE DE MER.

CONDITIONS DE VIE DANS LA REGION PARISIENNE. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 70.

CONFISCATION DE VEHICULES SERVANT D'INSTRUMENT A DES CRIMES OU DELITS. — Voy. : CODE PÉNAL (chapitre III du livre 1er).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Décision relative à la proposition de loi déposée par M. Roger Menu, sénateur, **tendant à modifier l'article 1er du livre IV du code du travail instituant les conseils de prud'hommes** (n'entre pas dans le domaine réservé à la loi par l'article 34 de la Constitution) [26 mai 1964] (p. 384 et 391).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL. — Voy. : COMMUNICATIONS DE M. LE PREMIER MINISTRE.

CONSEIL DE L'EUROPE. — Voy. : TRAITÉS ET CONVENTIONS.

CONSEIL DE L'EUROPE (ASSEMBLEE CONSULTATIVE)

Election d'un délégué titulaire représentant la France à l'Assemblée consultative [20 octobre 1964] (p. 1112 et 1121). — *Est élu :* M. Jacques Baumel. — Election d'un délégué suppléant représentant la France à l'Assemblée consultative [27 octobre 1964] (p. 1168 et 1193). — *Est élu :* M. Modeste Zussy.

CONSEIL GENERAL DE LA SEINE

Proposition de loi, présentée par M. Maurice COUTROT, *sénateur,* **tendant à modifier l'article 1er de la loi n° 47-1733 du 5 septembre 1947 concernant la composition du conseil général de la Seine.** — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

CONSEILLERS GENERAUX DE LA SEINE

Projet de loi, présenté par M. Roger FREY, *ministre de l'intérieur,* **prorogeant le mandat des conseillers généraux de la Seine (banlieue).** — Adopté par l'Assemblée nationale le 19 novembre 1964. — Voy : Impressions nos 1140, 1174, 275. — **Transmission au Sénat** [21 novembre 1964] (I., n° 42). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Raymond Bonnefous [26 novembre 1964] (I., n° 48). — **Discussion** [3 décembre 1964] (p. 2114 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Raymond Bonnefous, président et rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Maurice Coutrot, Raymond Bossus. — *Article unique* (p. 2117). — Amendement par M. Maurice Coutrot tendant à une nouvelle rédaction de l'article unique disposant que le mandat des conseillers généraux de la Seine (banlieue) sera soumis au renouvellement normal (p. 2117), et amendement, par M. Raymond Bossus, tendant au même objet (*ibid.*), observations, retrait du second amendement (p. 2118), rejet du premier (*ibid.*). — Art. additionnels (*ibid.*). — Amendement, par M. Maurice Coutrot, tendant à insérer un article additionnel nouveau portant à 95 le nombre des conseillers généraux de la Seine (banlieue) (*ibid.*), et amendement, par M. Raymond Bossus, tendant à insérer un article additionnel nouveau ayant le même objet (*ibid.*), observations, retrait du premier amendement (*ibid.*), rejet du second (p. 2119). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Jean Bardol ; Raymond Bonnefous, président de la commission et rapporteur ; Raymond Bossus ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Maurice Coutrot. — ADOPTION (n° 29). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : Loi n° 64-1227 du 11 décembre 1964 (*J. O.* du 13 décembre 1964).

CONSEILLERS MUNICIPAUX (ELECTIONS)

Projet de loi, présenté par M. Roger FREY, *ministre de l'intérieur,* **relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 21 mai 1964. — Voy. : Impressions, nos 854, 896, 191. — **Transmission au Sénat** [26 mai 1964] (I., n° 201). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Gustave Héon [28 mai 1964] (I., n° 202). — **Discussion** [3 juin 1964] (p. 454 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Gustave Héon, rapporteur ; Emile Hugues ; Auguste Pinton ; Jacques Richard ; Jacques Duclos ; André Fosset ; Edouard Le Bellegou ; Roger Carcassonne ; Raymond Bonnefous, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale ; Mlle Irma Rapuzzi ; MM. Jacques Delalande ; André Dulin. — **Motion tendant à opposer la question préalable** à la discussion du projet de loi (p. 478). — *Sont entendus :* MM. Edouard Le Bellegou ; Etienne Dailly ; Gustave Héon, rapporteur : Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. — Rejet par scrutin pubilc (n° 25). — **Suite de la discussion** [4 juin 1964] (p. 486 et suiv.). — *Discussion des articles* (ibid.). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou, tendant à supprimer cet article, afin de maintenir le *statu quo* pour les élections des conseils municipaux (*ibid.*), observations, retrait (p. 487). — Amendement par M. Jacques Duclos, tendant à une nouvelle rédaction de l'article 1er établissant la proportionnelle pour toutes les communes de plus de 1.500 habitants (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — Amendement par M. Gustave Héon, rapporteur, proposant une nouvelle rédaction de l'article 1er disposant notamment que la loi s'appliquera à toutes les communes de plus de 30.000 habitants sans excepter ni Lyon ni Marseille et que le mode de scrutin différera au premier et au second tour (*ibid.*), observations. — Sous-amendement par M. Etienne Dailly tendant à ne pas faire de Paris un exception (p. 488) ; sous-amendement par M. Camille Vallin tendant à maintenir la proportionnelle pour Paris, Lyon et Marseille (*ibid.*) ; sous-amendement par M. Etienne Dailly relatif au panachage (*ibid.*) ; observations ; rejet par scrutin public (n° 26) du premier sous-amendement de M. Etienne Dailly (p. 490) ; rejet par scrutin public (n° 27) du sous-amendement de M. Camille Vallin (*ibid.*) ; adoption par scrutin public (n° 28) du 1er alinéa de l'amendement de M. Gustave Héon, rapporteur (p. 491) ; renvoi du 2e alinéa de cet amendement à la commission, observations (p. 492). — Amendement rectifié par M. Gustave Héon, rapporteur, relatif aux 2e, 3e et 4e alinéa de l'article 1er (*ibid.*), adoption du 2e alinéa de l'article 1er dans le texte de cet amendement rectifié (p. 493). — Rejet par scrutin public (n° 29) du second sous-amendement de M. Etienne Dailly relatif au panachage (p. 493). — Adoption des 3e et 4e alinéa de l'article 1er dans le texte de l'amendement rectifié de M. Gustave Héon, rapporteur (*ibid.*). — Art. 2 (p. 494). — Amendement par M. Gustave Héon, rapporteur, tendant à supprimer cet article en conséquence des adoptions précédentes (*ibid.*), amendement identique par Mlle Irma Rapuzzi, observations, adoption des amendements (*ibid.*). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Gustave Héon, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction, en conséquence des adoptions précédentes (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 4 (*ibid.*). — Amendement par M. Gustave Héon, rapporteur, tendant à supprimer cet article, en conséquence des adoptions précédentes, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 4 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Bossus tendant à insérer un article additionnel 4 *bis* nouveau créant une inéligibilité pour les maires et maires adjoints de Paris en fonctions (*ibid.*), observations, adoption (p. 495). — Art. 5 (*ibid.*). — Amendement par M. Gustave Héon, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif à la déclaration de candidature (*ibid.*), observations, adoption (p. 496). — Art. 6 (*ibid.*). — Amendement par M. Gustave Héon, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de l'article, augmentant de vingt-quatre heures le délai pour le dépôt des déclarations de candidature au deuxième tour (*ibid.*), observations, retrait (p. 497). — Art. 7 (*ibid.*). — Amendement par M. Gustave Héon, rapporteur, tendant à supprimer le deuxième et troisième alinéa de l'article afin de maintenir le *statu quo* pour le remplacement des conseillers municipaux de Paris (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Après l'article 7 (*ibid.*). — Amendement par M. Yves Estève tendant à insérer un article additionnel nouveau relatif aux délégués sénatoriaux des conseils municipaux (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Filippi tendant à insérer un article additionnel nouveau supprimant le vote par correspondance pour le remplacer par le vote par procuration (*ibid.*), observations, rejet (p. 498). — Amendement par M. Gustave Héon, rapporteur, tendant à modifier l'intitulé du projet de loi, adoption (*ibid.*). — *Nouvel intitulé* : « **Projet de loi relatif à l'élection des conseillers municipaux des communes de plus de 30.000 habitants à l'exception de Paris** ». — *Ont pris part à la discussion :* MM. Abel-Durand ; André Armengaud ; Raymond Bonnefous, président de la commission ; Raymond Bossus ; Roger Carcassonne ; Etienne Dailly ; Jacques Duclos ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Yves Estève ; André Fosset ; François Giaccobi ; Gustave Héon, rapporteur ; Pierre de La Gontrie ;

Edouard Le Bellegou ; Mlle Irma Rapuzzi ; MM. Jacques Richard et Louis Talamoni. — **Explications de vote :** MM. Antoine Courrière ; André Fosset ; Emile Hugues ; Jacques Delalande ; Georges Marrane. — Sur l'ensemble (p. 500) et par scrutin public (n° 30). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 88).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (art. 45, alinéa 2 de la Constitution) [4 juin 1964] (p. 500). — Election des membres de la commission [9 juin 1964] (p. 519 et 529). — Rapport par M. Gustave Héon [11 juin 1964] (I., n° 257).

Adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture le 17 juin 1964. — Voy. Impressions n°s 948, 958, 975, 223.

Deuxième transmission au Sénat [18 juin 1964] (I., n° 272). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Gustave Héon [18 juin 1964] (I., n° 273). — **Discussion** [18 juin 1964] (p. 693 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Gustave Héon, rapporteur. — *Discussion des articles* (p. 694). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Maurice Bayrou ; Raymond Bossus ; André Colin ; Louis Courroy ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Gustave Héon, rapporteur ; Edouard Le Bellegou ; Jacques Soufflet. — Sur l'ensemble (p. 699) et par scrutin public (n° 32). — REJET (n° 116). — DEUXIÈME LECTURE. Adoption définitive par l'Assemblée nationale en troisième lecture le 18 juin 1964. — Voy. Impressions n°s 994, 230.

Promulgation : loi n° 64-620 du 27 juin 1964 (*J. O.* du 28 juin 1964).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES. — Voy. : CODE DU TRAVAIL (art. 1er, Livre IV).

CONSEILS GENERAUX

Projet de loi, présenté par M. Roger FREY, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, **relatif aux sessions des conseils généraux** [14 avril 1964] (I., n° 127). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Prelot [30 avril 1964] (I., n° 159). — **Discussion** [5 mai 1964] (p. 231 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marcel Prelot, rapporteur ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Edouard Le Bellegou. — *Article unique* (p. 232). — Amendement par M. Abel-Durand tendant à insérer un article additionnel ayant pour objet le retour à la loi de 1871 en ce qui concerne la date de l'élection de la commission départementale (*ibid.*), observations, adoption (p. 233). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Abel-Durand ; Marc Desaché ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Edouard Le Bellegou ; Marcel Prelot, rapporteur. — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 73). — Adopté par l'Assemblée nationale le 17 juin 1964. Voy. : Impressions n°s 870, 972, 224.

Promulgation : loi n° 64-613 du 26 juin 1964 (*J. O.* du 27 juin 1964).

CONSEILS GENERAUX

Voy. : QUESTIONS ORALES, 553.

Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 55.

CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION NATIONALE

Projet de loi présenté par M. Christian FOUCHET, *ministre de l'éducation nationale*, **relative au conseil supérieur de l'éducation nationale.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 18 novembre 1964. — Voy. : Impressions n°s 997, 1171, 271. — **Transmission au Sénat** [20 novembre 1964] (I., n° 35). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapport par M. Adolphe Chauvin [1er décembre 1964] (I., n° 53). — **Discussion** [3 décembre 1964] (p. 2104 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Adolphe Chauvin, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Georges Cogniot ; Jean Noury ; Emile Hugues ; Edgar Faure ; Louis Gros, président de la commission des affaires culturelles. — *Discussion des articles* (p. 2112 et suiv.). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Adolphe Chauvin, rapporteur, tendant, au début du paragraphe 3 de cet article, à remplacer : « 25 membres du corps enseignant... », par : « 30 membres du corps enseignant... » et amendement par M. Maurice Vérillon tendant à porter à 35 le nombre des membres du corps enseignant (*ibid.*), observations, adoption (p. 2113) du second amendement par scrutin public (n° 20). — Amendement par M. Adolphe Chauvin tendant à modifier le paragraphe 1er de cet article afin que, sur 20 membres appartenant à l'administration de l'éducation nationale, 10 au moins aient occupé des fonctions d'enseignement (p. 2113), observations, irrecevabilité invoquée par le gouvernement en vertu de l'article 45, alinéa 4, du règlement du Sénat (domaine réglementaire), le paragraphe 1er et l'amendement sont réservés (p. 2113). — Amendement par M. Adolphe Chauvin, rapporteur, tendant à remplacer le paragraphe 2 de l'article 1er par deux alinéas relatifs aux membres de droit représentant les administrations intéressées, les associations de parents d'élèves, etc. (*ibid.*), réservé (*ibid.*). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Adolphe Chauvin, rapporteur, tendant à rendre obligatoire la consultation du conseil supérieur de l'éducation nationale (*ibid.*), observations, adoption (p. 2114). — Retrait de l'exception d'irrecevabilité opposée par le Gouvernement à l'amendement par M. Adolphe Chauvin, rapporteur (p. 2119) ; vote unique demandé par le Gouvernement en vertu de l'article 44 de la Constitution, sur les dispositions restant en discussion, à l'exception de tous amendements, ainsi que sur l'ensemble du projet de loi (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Adolphe Chauvin, rapporteur ; Edgar Faure ; Roger Lagrange. — Sur l'ensemble (p. 2119). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 30). — Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, le 10 décembre 1964. — Voy. : Impressions n°s 1218, 1242, 295.

Deuxième transmission au Sénat [14 décembre 1964] (I., n° 84). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapport par M. Adolphe Chauvin [14 décembre 1964] (I., n° 87). — **Discussion** [14 décembre 1964] (p. 2311 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Adolphe Chauvin, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Discussion des articles* (p. 2311 et suiv.). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Adolphe Chauvin, rapporteur, tendant à reprendre la rédaction de cet article dans les mêmes termes qu'en première lecture (p. 2312), sous-amendement par M. Georges Lamousse, tendant à modifier ainsi qu'il suit le début du paragraphe 4 : « Trente-cinq membres du corps enseignant... » (*ibid.*), observations, rejet (p. 2313), par scrutin public (n° 24) du sous-amendement, adoption de l'amendement (p. 2313). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Adolphe Chauvin, rapporteur ; Louis Gros, président de la commission des affaires culturelles ; Georges Lamousse. — Sur l'ensemble (p. 2313). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 35). DEUXIÈME LECTURE. — Adopté par l'Assemblée nationale (commission mixte paritaire) le 16 décembre 1964. — Voy. : Impressions n°s 1257, 305. — COMMISSION MIXTE PARITAIRE (art. 45, alinéa 2, de la Constitution) [14 décembre 1964] (p. 2313). — Election des membres de la commission [15 décembre 1964] (p. 2351 et 2359). — Rapport par M. Adolphe Chauvin [16 décembre 1964] (I., n° 103). — **Discussion** [16 décembre 1964]. — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Adolphe Chauvin, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Georges Lamousse. — *Article* (p. 2416). — Sur l'ensemble (p. 2417) et par scrutin public (n° 31). — REJET (n° 45) COMMISSION MIXTE PARITAIRE. Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en troisième lecture, le 17 décembre 1964. — Voy. : Impressions n°s 1246, 1266, 308.

Troisième transmission au Sénat [18 décembre 1964] (I., n° 109). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapport par M. Adolphe Chauvin [18 décembre 1964] (I., n° 110). — **Discussion** [18 décembre 1964] (p. 2437 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Adolphe Chauvin, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Mme Renée Dervaux. — *Article* (p. 2438). — Rejet par scrutin public (n° 25). — Sur l'ensemble (p. 2438). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 55). — TROISIÈME LECTURE. — Adoption définitive par l'Assemblée nationale, en quatrième lecture, le 18 décembre 1964. — Voy. : Impressions n°s 1275, 1276, 314.

Promulgation : Loi n° 64-1325 du 26 décembre 1964 (*J. O.* du 29 décembre 1964).

CONSTITUTION (APPLICATION). — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 68 ; APPLICATION DE L'ARTICLE 44 (vote unique) [23 juin 1964] (p. 752 et 753).

CONSTITUTION (ART. 7)

Proposition de loi constitutionnelle, présentée par M. Pierre MARCILHACY, *sénateur*, **tendant à modifier l'article 7 de la Constitution** [21 avril 1964] (I. n° 152). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

CONSTRUCTION. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 59.

CONTRIBUABLES SALARIES FRONTALIERS. — Voy. : QUESTION ORALE, 553.

CONTROLEURS DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'ŒUVRE. — Voy. : CODE DU TRAVAIL (ART. 178 ET 179 DU LIVRE II).

CONVENTIONS. — Voy. : TRAITÉS ET CONVENTIONS.

CONVENTIONS COLLECTIVES. — Voy. : CODE DU TRAVAIL.

CONVENTIONS CONSULAIRES. — Voy. : TRAITÉS ET CONVENTIONS.

CRIMES CONTRE L'HUMANITE

Proposition de loi, présentée par M. Paul COSTE-FLORET, *député*, **tendant à rendre non prescriptibles le génocide et les crimes contre l'humanité.** — Adoptée par l'Assemblée nationale le 16 décembre 1964. — Voy. Impressions n°s 1026, 1194, 302. — *Nouvel intitulé :* « **Proposition de loi, tendant à constater l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité** ». — **Transmission au Sénat** [16 décembre 1964] (I., n° 102). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Edouard Le Bellegou [17 décembre 1964] (I., n° 105). — **Discussion** [17 décembre 1964] (p. 2428 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Edouard Le Bellegou, rapporteur ; Louis Namy ; Georges Rougeron ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. — *Article unique* (p. 2431). — *Est entendu :* M. Raymond Bonnefous, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Scrutin public (n° 33). — ADOPTION (n° 54). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : Loi n° 64-1326 du 26 décembre 1964 (*J. O.* du 29 décembre 1964).

CYCLONE DANS LE GERS (DEGATS)

Voy. : QUESTIONS ORALES, 616.

Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 89.

D

DECHETS INDUSTRIELS EN MEDITERRANEE

Voy. : EAUX.

Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 54.

DEGATS CAUSES PAR LES SANGLIERS

Observations au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du permis de chasse [30 juin 1964] (p. 949 et 951).

DELINQUANCE JUVENILE (OBSERVATIONS SUR LA). — Voy. : BUDGET DE 1965, SANTÉ PUBLIQUE, p. 1797 et suiv.

DENTISTES

Projet de loi présenté par M. Raymond MARCELLIN, *ministre de la santé publique et de la population* **relatif à l'exercice illégal de l'art dentaire** [9 avril 1964] (I., n° 126). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Paul Lévêque [5 mai 1964] (I., n° 160. — **Discussion** [28 mai 1964] (p. 408). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Paul Lévêque, rapporteur ; Raymond Marcellin, ministre de la santé publique et de la population. — *Article unique* (ibid.). — ADOPTION (n° 85). — Adopté par l'Assemblée nationale le 23 juin 1964. — Voy. Impressions n°s 937, 987, 234.

Promulgation : Loi n° 64-647 du 1er juillet 1964 (*J. O.* du 2 juillet 1964).

DEPARTEMENTS (ORGANISATION). — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 65.

DETENUS POLITIQUES. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 610.

DIFFAMATION ET INJURE (RADIO). — Voy. : LIBERTÉ DE LA PRESSE.

DOPING DANS LES COMPETITIONS SPORTIVES. — Voy. : STIMULANTS.

DOUBLES IMPOSITIONS. — Voy. : TRAITÉS ET CONVENTIONS.

DRAC (DEVERSEMENT DANS LE). — Voy. : QUESTIONS ORALES, 613.

DROIT D'AUTEUR

Projet de loi, présenté par M. André MALRAUX, *ministre d'Etat chargé des affaires culturelles,* **sur l'application du principe de réciprocité en matière de protection du droit d'auteur.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 12 mai 1964. — Voy. Impressions n°s 535, 647, 178. — **Transmission au Sénat** [19 mai 1964] (I., n° 174). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Pour avis à la commission des affaires culturelles [28 mai 1964] (p. 417). — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [11 juin 1964] (I., n° 260). — **Discussion** [26 juin 1964] (p. 877 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre Marcilhacy, rapporteur ; Louis Gros, président de la commission des affaires culturelles, au nom de M. Jacques Bordeneuve, rapporteur pour avis. — *Article unique* (p. 878). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 2 (nouveau) disposant que « la présente loi ne porte pas atteinte aux droits antérieurement acquis par des ayants cause français sur les œuvres visées à l'article 1er », observations (*ibid.*) ; sous-amendement par M. Jacques Bordeneuve, rapporteur pour avis, tendant à remplacer les mots : « visées à l'article 1er », par les mots : « dont les titres ont été déposés hors de France dans un pays visé à l'article 1er », observations (*ibid.*) ; sous-amendement par M. André Malraux, ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, tendant à compléter le nouvel article 2 par : « Les titulaires de ces droits devront se faire connaître selon une procédure et dans un délai fixé par décret », observations (p. 879) ; adoption de l'amendement et des deux sous-amendements (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Louis Gros, président de la commission des affaires culturelles ; André Malraux, ministre d'Etat chargé des affaires culturelles ; Pierre Marcilhacy, rapporteur ; Jean Péridier. — Sur l'ensemble (p. 879). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 134). — Adopté par l'Assemblée nationale le 30 juin 1964. — Voy. Impressions n°s 1038, 1048, 259.

Promulgation : loi n° 64-689 du 8 juillet 1964 (*J. O.* du 9 juillet 1964).

DROITS DE DOUANE

1. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **portant ratification du décret n° 63-936 du 12 septembre 1963 portant modification des tarifs des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 18 décembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 546, 737, 163. — **Transmission au Sénat** [19 décembre 1963] (I., n° 98). — *Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.* — Rapport par M. Jean Bertaud [2 avril 1964] (I., n° 114). — **Discussion** [9 avril 1964] (p. 92 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Bertaud, rapporteur ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Article unique* (p. 94). — Adoption (*ibid.*). — ADOPTION (n° 51). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-326 du 16 avril 1964 (*J. O.* du 17 avril 1964).

2. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 63-929 du 9 septembre 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 18 décembre 1963. — Voy. Impressions n°s 543, 736, 149. — **Transmission au Sénat** [19 décembre 1963] (I., n° 99). — *Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.* — Rapport par M. Pierre de Villoutreys [2 avril 1964] (I., n° 115). — **Discussion** [9 avril 1964] (p. 94 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre de Villoutreys, rapporteur ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; André Armengaud. — *Article unique* (p. 96). — Amendement par M. Pierre de Villoutreys, rapporteur, tendant à ne pas ratifier l'article 1er du décret et à ratifier l'article 2 (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 52). *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi portant ratification partielle du décret n° 63-929 du 9 septembre 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation** ».

Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, le 2 juin 1964. — Voy. : Impressions nos 824, 910, 197. — *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi ratifiant le décret n° 63-929 du 9 septembre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation** ». — **Transmission au Sénat** [9 juin 1964] (I., n° 229). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Pierre de Villoutreys [9 juin 1964] (I., n° 237). — **Discussion** [18 juin 1964] (p. 691). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Pierre de Villoutreys, rapporteur. — *Article unique* (ibid.). — ADOPTION (n° 114). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation loi n° 64-593 du 24 juin 1964 (*J. O.* du 25 juin 1964).

3. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 63-997 du 4 octobre 1963, qui a institué une taxe compensatoire à l'importation de certaines catégories d'aliments contenant du lait et destinés aux animaux.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 18 décembre 1963. — Voy. : Impressions nos 556, 735, 148. — **Transmission au Sénat** [19 décembre 1963] (I., n° 100). — *Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.* — Rapport par M. Charles Naveau [2 avril 1964] (I., n° 116). — **Discussion** [9 avril 1964] (p. 96 et 97). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Charles Naveau, rapporteur ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Article unique* (p. 97). — ADOPTION (n° 53). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-327 du 16 avril 1964 (*J. O.* du 17 avril 1964).

4. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 63-485 du 15 mai 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation et reconduisant certaines dispositions du décret n° 63-299 du 23 mars 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation (n° 101, 1963-1964).** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 18 décembre 1963. — Voy. Impressions, nos 239, 734 147. — **Transmission au Sénat** [19 décembre 1963] (I., n° 101). — *Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.* — Rapport de M. Modeste Legouez [2 avril 1964] (I., n° 117). — **Discussion** [9 avril 1964] (p. 98 et 99). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Modeste Legouez, rapporteur. — *Article unique* (p. 99). — Amendement par M. Modeste Legouez, rapporteur, tendant à modifier cet article en disposant que le décret n'est pas modifié (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi portant refus de ratification du décret n° 63-485 du 15 mai 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation et reconduisant certaines dispositions du décret n° 63-299 du 23 mars 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation** ». — ADOPTION MODIFIÉE (n° 56). — Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, le 2 juin 1964. — Voy : Impressions, nos 823, 918, 200. — *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi portant ratification du décret n° 63-485 du 15 mai 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation et reconduisant certaines dispositions du décret n° 63-299 du 23 mars 1963 modifiant le tarif des droits de douane d'importation.** »

Deuxième transmission au Sénat [9 juin 1964] (I., n° 230). — *Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.* — Rapport par M. Modeste Legouez [9 juin 1964] (I., n° 238). — **Discussion** [18 juin 1964] (p. 690). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Modeste Legouez, rapporteur. — *Article unique* (*ibid.*). — ADOPTION (n° 111). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-592 du 24 juin 1964 (*J. O.* du 25 juin 1964).

5. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 63-345 du 6 avril 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 18 décembre 1963. — Voy. Impressions, nos 219, 758, 146. — Transmission au Sénat [19 décembre 1963] (I., n° 102). — *Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.* — Rapport par M. Modeste Legouez [2 avril 1964] (I., n° 118). — **Discussion** [9 avril 1964] (p. 98). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Modeste Legouez, rapporteur. — *Article unique* (*ibid.*). — Amendement par M. Modeste Legouez tendant à modifier l'article unique en disposant que le décret n'est pas ratifié (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi portant refus de ratification du décret n° 63-345 du 6 avril 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation** ». — ADOPTION MODIFIÉE (n° 55).

Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deu-deuxième lecture, le 2 juin 1964. — Voy. Impressions, nos 822, 917, 204. — *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi portant ratification du décret n° 63-345 du 6 avril 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation** ». — Transmission au Sénat [9 juin 1964] (I., n° 233). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Modeste Legouez [9 juin 1964] (I., n° 241). — **Discussion** [18 juin 1964] (p. 690). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Modeste Legouez, rapporteur. — *Article unique* (*ibid.*). — ADOPTION (n° 110). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-591 du 24 juin 1964 (*J. O.* du 25 juin 1964).

6. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 63-299 du 23 mars 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 18 décembre 1963. — Voy. Impressions, nos 216, 757, 145. — **Transmission au Sénat** [19 décembre 1963] (I., n° 103). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Modeste Legouez [2 avril 1964] (I., n° 119). — **Discussion** [9 avril 1964] (p. 97 et 98). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Modeste Legouez, rapporteur. — *Article unique* (p. 98). — Amendement tendant à modifier l'article unique en disposant que le décret n'est pas ratifié (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi portant refus de ratification du décret n° 63-299 du 23 mars 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation** ». — ADOPTION MODIFIÉE (n° 54). — Adopté avec modifications en seconde lecture par l'Assemblée nationale, le 2 juin 1964. — Voy. Impressions, nos 821, 916, 203. — *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi portant ratification du décret n° 63-299 du 23 mars 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation** ».

Deuxième transmission au Sénat [9 juin 1964] (I., n° 232). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Modeste Legouez [9 juin 1964] (I., n° 240). — **Discussion** [18 juin 1964] (p. 690). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Modeste Legouez, rapporteur. — *Article unique* (*ibid.*). — ADOPTION (n° 109). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-590 du 24 juin 1964 (*J. O.* du 25 juin 1964).

7. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 63-273 du 20 mars 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation (n° 104, 1963-1964).** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 18 décembre 1963. — Voy. Impressions, nos 215, 756, 144. — **Transmission au Sénat** [19 décembre 1963] (I., n° 104). — *Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.* — Rapport par M. Henri Cornat [2 avril 1964] (I., n° 120). — **Discussion** [9 avril 1964] (p. 99). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Jean Bertaud, au nom de M. Henri Cornat, rapporteur. — *Article unique* (*ibid.*). — ADOPTION (n° 57). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-324 du 16 avril 1964 (*J. O.* du 17 avril 1964).

8. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 63-197 du 27 février 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 18 décembre 1963. — Voy. Impressions nos 205, 740, 143. — **Transmission au Sénat** [19 décembre 1963] (I., n° 105). — *Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.* — Rapport par M. Henri Cornat [2 avril 1964] (I., n° 121). — **Discussion** [9 avril 1964] (p. 99 et 100). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Jean Bertaud, au nom de M. Henri Cornat, rapporteur. — *Article unique :* (p. 100). — Amendement par M. Henri Cornat tendant à modifier l'article unique en disposant que le décret n'est pas ratifié (*ibid.*), adoption (*ibid.*). —*Nouvel intitulé :* « **Projet de loi portant refus de ratification du décret n° 63-197 du 27 février 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation** ». — ADOPTION MODIFIÉE (n° 58). — Adopté avec modifications en deuxième lecture par l'Assemblée nationale, le 2 juin 1964. — Voy. Impressions, nos 820, 915, 201. *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi portant ratification du décret n° 63-197 du 27 février 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane** ».

Deuxième transmission au Sénat [9 juin 1964] (I., n° 231). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Henri Cornat [9 juin 1964] (I., n° 239). — **Discussion** [18 juin 1964] (p. 689 et 690). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques et du plan ; Henri Cornat, rapporteur. — *Article unique* (p. 690). — ADOPTION (n° 108). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-589 du 24 juin 1964 (*J. O.* du 25 juin 1964).

9. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 63-594 du 19 juin 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 18 décembre 1963. — Voy. Impressions n°s 409, 755, 142. — **Transmission au Sénat** [19 décembre 1963] (I., n° 106). — *Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.* — Rapport par M. Henri Cornat [2 avril 1964] (I., n° 122). — **Discussion** [9 avril 1964] (p. 100 et 101). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Jean Bertaud, au nom de M. Henri Cornat, rapporteur. — *Article unique* (p. 101). — ADOPTION (n° 59). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-325 du 16 avril 1964 (*J. O.* du 17 avril 1964).

10. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 62-1573 du 22 décembre 1962, qui a modifié les tarifs des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 18 décembre 1963. — Voy. Impressions, n°s 61, 752, 140. — **Transmission au Sénat** [19 décembre 1963] (I., n° 108). — *Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.* — Rapport par M. Raymond Brun [2 avril 1964] (I., n° 124). — **Discussion** [9 avril 1964] (p. 101). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Raymond Brun, rapporteur. — *Article unique (ibid.).* — ADOPTION (n° 61). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-323 du 16 avril 1964 (*J. O.* du 17 avril 1964).

11. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 63-428 du 30 avril 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 9 avril 1964. — Voy. Impressions n°s 223, 766, 156. — **Transmission au Sénat** [14 avril 1964] (I. n° 128). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Raymond Brun [16 avril 1964] (I. n° 138). — **Discussion** [16 avril 1964] (p. 146 et 147). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Raymond Brun, rapporteur ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Article unique* (p. 147). — ADOPTION (n° 62). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-361 du 24 avril 1964 (*J. O.* du 26 avril 1964).

12. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 63-1131 du 15 novembre 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 9 avril 1964. — Voy. Impressions n°s 653, 738, 157. — **Transmission au Sénat** [14 avril 1964] (I., n° 129). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jean Bertaud [16 avril 1964] (I., n° 139). — **Discussion** [16 avril 1964] (p. 147 et 148). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Bertaud, rapporteur ; Robet Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Article unique* (p. 148). — ADOPTION (n° 63). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-364 du 24 avril 1964 (*J. O.* du 26 avril 1964).

13. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 63-1163 du 23 novembre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 9 avril 1964. — Voy. Impressions n°s 687, 739, 158. — **Transmission au Sénat** [14 avril 1964] (I., n° 130). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jean Bertaud [16 avril 1964] (I., n° 140). — **Discussion** [16 avril 1964] (p. 148 et 149). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Bertaud, rapporteur ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Article unique* (p. 149). — ADOPTION (n° 64). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-366 du 24 avril 1964 (*J. O.* du 26 avril 1964).

14. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 63-635 du 3 juillet 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation et reconduit la suspension du droit de douane applicable à certaines mélasses.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 9 avril 1964. — Voy. Impressions n°s 423, 767, 159. — **Transmission au Sénat** [14 avril 1964] (I., n° 131). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Henri Cornat [16 avril 1964] (I., n° 141). — **Discussion** [16 avril 1964] (p. 149 et 150). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Henri Cornat, rapporteur ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Article unique* (p. 150). — ADOPTION (n° 65). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-362 du 24 avril 1964 (*J. O.* du 26 avril 1964).

15. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 63-1030 du 15 octobre 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation et reconduit la suspension du droit de douane applicable à certaines mélasses.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 9 avril 1964. — Voy. Impressions n°s 580, 769, 160. — **Transmission au Sénat** [14 avril 1964] (I., n° 132). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Pierre de Villoutreys [16 avril 1964] (I., n° 142). — **Discussion** [16 avril 1964] (p. 150 et 151). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre de Villoutreys, rapporteur ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Article unique* (p. 150). — Amendement par M. Pierre de Villoutreys, rapporteur, tendant à ne pas ratifier l'article 2 du décret (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi portant ratification partielle du décret n° 63-1030 du 15 octobre 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation et reconduit la suspension du droit de douane applicable à certaiens mélasses** ». — ADOPTION MODIFIÉE (n° 66). — Adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture le 2 juin 1964. — Voy. Impressions n°s 850, 921, 208. — *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi portant ratification du décret n° 63-1030 du 15 octobre 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation et reconduit la suspension du droit de douane applicable à certaines mélasses** ».

Deuxième transmission au Sénat [9 juin 1964] (I., n° 236). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Pierre de Villoutreys [9 juin 1964] (I., n° 244). — **Discussion** [18 juin 1964] (p. 691). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Pierre de Villoutreys, rapporteur. — *Article unique (ibid.).* — ADOPTION (n° 115). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-596 du 24 juin 1964 (*J. O.* du 25 juin 1964).

16. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 63-993 du 1er octobre 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 9 avril 1964. — Voy. Impressions n°s 554, 768, 161. — **Transmission au Sénat** [14 avril 1964] (I., n° 133). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Raymond Brun [16 avril 1964] (I., n° 143). — **Discussion** [16 avril 1964] (p. 151). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Raymond Brun, rapporteur. — *Article unique (ibid.).* — *Explication de vote :* M. Léon David. — ADOPTION (n° 67). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-363 du 24 avril 1964 (*J. O.* du 26 avril 1964).

17. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 63-12 du 9 janvier 1963 diminuant le prélèvement perçu à l'importation d'œufs en coquilles destinés à la consommation.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 9 avril 1964. — Voy. Impressions n°s 99, 754 (1963), 162. — **Transmission au Sénat** [14 avril 1964] (I., n° 134). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Charles Naveau [16 avril 1964] (I., n° 144). — **Discussion** [16 avril 1964] (p. 151 et 152). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Charles Naveau, rapporteur ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat ; Joseph Brayard. — *Article unique* (p. 152). Amendement par M. Charles Naveau, rapporteur, tendant à ne pas ratifier le décret du 9 janvier 1963 (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi portant refus de ratification du décret n° 63-12 du 9 janvier 1963 diminuant le prélèvement perçu à l'importation d'œufs en coquiles destinés à la consommation** ». — ADOPTION MODIFIÉE (n° 68). — Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, le 2 juin 1964. — Voy. Impressions n°s 848, 919, 205. — *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi portant ratification du décret n° 63-12 du 9 janvier 1963 diminuant le prélèvement perçu à l'importation d'œufs en coquilles destinés à la consommation** ».

Deuxième transmission au Sénat [9 juin 1964] (I., n° 234). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Charles Naveau [9 juin 1964] (I., n° 242). — **Discussion** [18 juin 1964] (p. 690 et 691). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Charles Naveau, rapporteur. — *Article unique* (p. 691). — ADOPTION (n° 112). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-587 du 24 juin 1964 (*J. O.* du 25 juin 1964).

18. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques*, **ratifiant le décret n° 63-935 du 12 septembre 1963 diminuant le prélèvement perçu à l'importation d'œufs en coquilles destinés à la consommation.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 9 avril 1964. — Voy. Impressions n°s 545, 762 (1963), 163. — **Transmission au Sénat** [14 avril 1964] (I., n° 135). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Charles Naveau [16 avril 1964] (I., n° 145). — **Discussion** [16 avril 1964] (p. 152 et 153). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Charles Naveau, rapporteur. — *Article unique* (p. 153). — Amendement par M. Charles Naveau, rapporteur, tendant à ne pas ratifier le décret du 12 septembre 1963 (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi portant refus de ratification du décret n° 63-935 du 12 septembre 1963 diminuant le prélèvement perçu à l'importation d'œufs en coquilles destinés à la consommation** ». — ADOPTION MODIFIÉE (n° 69). — Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, le 2 juin 1964. — Voy. Impressions n°s 349, 920, 206. — *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi portant ratification du décret n° 63-935 du 12 septembre 1963 diminuant le prélèvement perçu à l'importation d'œufs en coquilles destinés à la consommation** ».

Deuxième transmission au Sénat [9 juin 1964] (I., n° 235). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Charles Naveau [9 juin 1964] (I., n° 243). — **Discussion** [18 juin 1964] (p. 691). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Charles Naveau, rapporteur. — *Article unique* (*ibid.*). — ADOPTION (n° 113). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-594 du 24 juin 1964 (*J. O.* du 25 juin 1964).

19. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques*, **ratifiant le décret n° 63-1162 du 23 novembre 1963 relatif au prélèvement perçu à l'importation d'œufs en coquilles destinés à la consommation.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 9 avril 1964. — Voy. Impressions n°s 686, 763, 164. — **Transmission au Sénat** [14 avril 1964] (I., n° 136). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Charles Naveau [16 avril 1964] (I., n° 146). **Discussion** [16 avril 1964] (p. 153 et 154). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Charles Naveau, rapporteur. — Article unique (p. 154). — ADOPTION (n° 70). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-365 du 24 avril 1964 (*J. O.* du 26 avril 1964).

20. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques*, **ratifiant le décret n° 64-71 du 27 janvier 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation applicable à divers produits relevant du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier et qui a institué des droits de douane différentiels sur certaines importations de ces produits.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 19 mai 1964. — Voy. Impressions n°s 801, 858, 135. — **Transmission au Sénat** [21 mai 1964] (I., n° 188). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. René Jager [21 mai 1964] (I., n° 193). — **Discussion** [9 juin 1964] (p. 527 et 528). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. René Jager, rapporteur ; Adolphe Dutoit. — *Article unique* (p. 528). — ADOPTION (n° 91). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-551 du 16 juin 1964 (*J. O.* du 17 juin 1964).

21. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques*, **ratifiant le décret n° 64-129 du 12 février 1964, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation applicable à diverses fontes relevant du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 19 mai 1964. — Voy. Impressions n°s 807, 859, 186. — **Transmission au Sénat** [21 mai 1964] (I., n° 189). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. René Jager [21 mai 1964] (I., n° 194). — **Discussion** [9 juin 1964] (p. 529). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. René Jager, rapporteur. — *Article unique* (p. 529). — ADOPTION (n° 92). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-550 du 16 juin 1964 (*J. O.* du 17 juin 1964).

22. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques*, **ratifiant le décret n° 64-294 du 4 avril 1964, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation applicable à divers produits relevant du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier.** — Adopté par l'Assemblée natioanle le 19 mai 1964. — Voy. Impressions n°s 818, 860, 187. — **Transmission au Sénat** [21 mai 1964] (I., n° 190). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. René Jager [21 mai 1964] (I., n° 195). — **Discussion** [9 juin 1964] (p. 529). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. René Jager, rapporteur. — *Article unique* (p. 529). — ADOPTION (n° 93). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 60-549 du 16 juin 1964 (*J. O.* du 17 juin 1964).

23. — Projet de loi, présenté par M. Louis JACQUINOT, *ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer*, **ratifiant le décret n° 63-554 du 8 juin 1963 portant non-approbation de la délibération n° 63-5 du 18 janvier 1963 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française relative à la modification des droits de douane sur les véhicules destinés au transport des marchandises de 1.500 kilogrammes et plus de charge utile.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 19 mai 1964. — Voy. Impressions n°s 825, 872, 188. — **Transmission au Sénat** [21 mai 1964] (I. n° 191). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. René Toribio [3 juin 1964] (I., n° 208). — **Discussion** [9 juin 1964] (p. 530). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. René Toribio, rapporteur. — *Article unique* (p. 530). — ADOPTION (n° 94). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-553 du 16 juin 1964 (*J. O.* du 17 juin 1964).

24. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques*, **ratifiant le décret n° 63-1080 du 30 octobre 1963, qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 19 mai 1964. — Voy. Impressions n°s 627, 871, 189. — **Transmission au Sénat** [21 mai 1964] (I., n° 192). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jean Bertaud [3 juin 1964] (I., n° 209). — **Discussion** [9 juin 1964] (p. 530 et 531). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Jean Bertaud, rapporteur. — *Article unique* (p. 531). — ADOPTION (n° 95). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-552 du 16 juin 1964 (*J. O.* du 17 juin 1964).

25. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques*, **ratifiant le décret n° 63-1319 du 27 décembre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 2 juin 1964. — Voy. Impressions n°s 796, 894, 194. — **Transmission au Sénat** [4 juin 1964] (I., n° 216). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Pierre de Villoutreys [11 juin 1964] (I., n° 248). — **Discussion** [18 juin 1964] (p. 687). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Pierre de Villoutreys, rapporteur. — *Article unique* (*ibid.*). — ADOPTION (n° 103). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-597 du 24 juin 1964 (*J. O.* du 25 juin 1964).

26. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques*, **ratifiant le décret n° 64-110 du 5 février 1964, qui a modifié les tarifs des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale. — **Transmission au Sénat** [4 juin 1964] (I., n° 217). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jean Bertaud [11 juin 1964] (I., n° 249). — **Discussion** [18 juin 1964] (p. 688). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Jean Bertaud, président et rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan. — *Article unique* (*ibid.*). — ADOPTION (n° 104). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-598 du 24 juin 1964 (*J. O.* du 25 juin 1964).

27. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques*, **ratifiant le décret n° 64-115 du 7 février 1964 qui a modifié les tarifs des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 2 juin 1964. — Voy. Impressions n°s 804, 895, 196. — **Transmission au Sénat** [4 juin 1964] (I., n° 218). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jean Errecart [11 juin 1964] (I., n° 250). — **Discussion** [18 juin 1964] (p. 688). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques et du plan, au nom de M. Jean Errecart, rapporteur. — *Article unique* (*ibid.*). — ADOPTION (n° 105). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-539 du 24 juin 1964 (*J. O.* du 25 juin 1964).

28. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 62-1361 du 16 novembre 1962 instituant une taxe compensatoire à l'importation de certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 2 juin 1964. — Voy. Impressions n°s 19 (1962), 912, 198. — **Transmission au Sénat** [4 juin 1964] (I., n° 219). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Marc Pauzet [11 juin 1964] (I., n° 251). — **Discussion** [18 juin 1964] (p. 686). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Marc Pauzet, rapporteur. — *Article unique* (p. 686). — ADOPTION (n° 101). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-588 du 24 juin 1964 (*J. O.* du 25 juin 1964).

29. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 64-290 du 3 avril 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 2 juin 1964. — Voy. Impressions, n°s 817, 903, 199. — **Transmission au Sénat** [4 juin 1964] (I., n° 220). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Henri Cornat [11 juin 1964] (I., n° 252). — **Discussion** [18 juin 1964] (p. 689). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Henri Cornat, rapporteur. — *Article unique* (*ibid.*). — ADOPTION (n° 107). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-601 du 24 juin 1964 (*J. O.* du 25 juin 1964).

30. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 63-1318 du 27 décembre 1963 qui a modifié le décret n° 62-1361 du 16 novembre 1962 instituant une taxe compensatoire à l'importation de certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 2 juin 1964. — Voy. Impressions, n°s 795, 911, 202. — **Transmission au Sénat** [4 juin 1964] (I., n° 221). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Marc Pauzet [11 juin 1964] (I., n° 253). — **Discussion** [18 juin 1964] (p. 686 et 687). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Marc Pauzet, rapporteur. — *Article unique* (p. 687). ADOPTION (n° 102). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-595 du 24 juin 1964 (*J. O.* du 25 juin 1964).

31. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 64-233 du 14 mars 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 2 juin 1964. — Voy. Impressions, n°s 816, 914, 207. — **Transmission au Sénat** [4 juin 1964] (I., n° 222). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Henri Tournan [11 juin 1964] (I., n° 254). — **Discussion** [18 juin 1964] (p. 688 et 689). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Henri Tournan, rapporteur. — *Article unique* (p. 689). — ADOPTION (n° 106). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-600 du 24 juin 1964 (*J. O.* du 24 juin 1964).

32. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 63-1186 du 29 novembre 1963 qui a modifié le tarif des droits de douane d'importation.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 15 décembre 1964. — Voy. Impressions, n°s 703, 1244, 299. — **Transmission au Sénat** [16 décembre 1964] (I., n° 97). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

33. — Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 64-991 du 19 septembre 1964 qui a modifié le tarif des droits de douane d'exportation applicable à la sortie du territoire douanier.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 15 décembre 1964. — Voy. Impressions, n°s 1088, 1243, 300. — **Transmission au Sénat** [16 décembre 1964] (I., n° 98). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.

DROITS DE DOUANE

Voy. : PRÉLÈVEMENT A L'IMPORTATION ;
Voy. : TAXES A L'IMPORTATION.

DROITS ET AVANTAGES SOCIAUX DES RAPATRIES D'ALGERIE. — Voy. : FRANÇAIS D'ALGÉRIE.

E

EAUX

Projet de loi présenté par M. Marc JACQUET, *ministre des travaux publics et des transports,* **relatif au régime et à la répartition des eaux et à leur protection contre la pollution.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 14 novembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 497, 571, 107. — **Transmission au Sénat** [21 novembre 1963] (I., n° 36). — *Renvoi à une commission spéciale.* — Rapport par M. Maurice Lalloy [28 avril 1964] (I., n° 155). — **Discussion** [19 mai 1964] (p. 286 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marc Jacquet, ministre des travaux publics et des transports ; Maurice Lalloy, rapporteur ; Edouard Bonnefous ; Pierre Marcilhacy, président de la commission spéciale ; Louis Namy ; Edouard Le Bellegou ; Georges Portmann ; Fernand Verdeille ; Roger Delagnes ; Pierre de Villoutreys ; Joseph Raybaud ; René Dubois. — *Discussion des articles* (p. 311 et suiv.). — TITRE Ier (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à modifier l'intitulé, observations, adoption (*ibid.*). — *Nouvel intitulé :* « **De la lutte contre la pollution des eaux et de leur régénération** ». — Art. 1° (*ibid*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de l'article 1er précisant les objectifs poursuivis et ajoutant un alinéa relatif aux lâchures des installations hydro-électriques (*ibid.*), sous-amendement par M. Louis Namy tendant à ajouter au troisième alinéa de l'amendement les mots « et de la protection des sites », amendements identiques par M. André Armengaud et par M. Louis Namy tendant à supprimer l'alinéa relatif aux lâchures des installations hydro-électriques (*ibid*), observations, l'amendement et les sous-amendements sont adoptés (p. 313). — Article additionnel 1er *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 1er *bis* nouveau interdisant le déversement des déchets industriels ou atomiques dans les eaux de mer (*ibid*), observations sur les déchets radio-actifs en Méditerranée, adoption (p. 316). — Art. 2 (*ibid*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de l'article 2 précisant notamment la répartition provisoire catégorielle des eaux (*ibid.*), observations, sous-amendement par M. Marc Jacquet, ministre des travaux publics, réservant le classement provisoire à deux catégories (p. 317), observations, retrait (p. 318), amendement par M. Fernand Verdeille tendant à une nouvelle rédaction de l'article 2 prévoyant non pas des catégories mais un inventaire provisoire (*ibid.*), observations, amendement par M. Louis Namy, tendant à une nouvelle rédaction de l'article 2 prévoyant un classement par qualité naturelle des eaux et l'établissement d'un inventaire des pollutions (p. 319), observations ; l'amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, est rejeté, et l'amendement par M. Fernand Verdeille est adopté (p. 320). — **Suite de la discussion** [20 mai 1964] (p. 333 et suiv.). — Art. 3, 4 et 12. — Réservés (*ibid.*). — Art. 3 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à supprimer cet article relatif à l'autorisation de prélèvement et de déversement, observations, adoption (*ibid.*), — Art. 5 (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à reprendre le texte du Gouvernement modifié par l'Assemblée nationale (p. 334), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 7 (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Maurice Lalloy, rapporteur, observations, adoption (p. 335). — Art. 7 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à supprimer cet article sur l'organisation du contrôle des pollutions radioactives (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 8 (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à ajouter un alinéa relatif aux rétrocessions par les collectivités publiques à l'ordonnance du 23 octobre 1958 (*ibid.*), observations, adoption (p. 336). — Art. additionnel 9 A nouveau (*ibid.*), — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 9 A nouveau définissant les personnes morales susceptibles d'entreprendre la lutte contre la pollution (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Après l'art. 9 A nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Marc Jacquet, ministre des travaux publics, tendant à insérer un article additionnel 9 B nouveau relatif à la création d'agences, établissements publics de l'Etat (*ibid.*), observations, l'amendement est réservé (*ibid.*). — Art. 9 (*ibid.*). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou tendant à une nouvelle rédaction de l'article créant notamment des comités de bassin (*ibid.*), observations, 4 amendements par M. Marc Jacquet, ministre des travaux publics, tendant à insérer 4 articles nouveaux 9 B, 9 C, 9 D, 9 E relatifs aux agences, établissements publics nouveaux, aux attributions de ces agences, aux redevances qu'elles percevront et aux modalités d'application des 4 articles nouveaux (p. 338), observations, amendement rectifié par M. Edouard Le Bellegou, tendant à une nouvelle rédaction de l'article 9 créant

notamment des comités de bassin (p. 341) et sous-amendement par M. Marc Jacquet, ministre des travaux publics, relatif aux agences financières de bassin (p. 342), observations, adoption de l'amendement rectifié et du sous-amendement (*ibid*), les 4 amendements par M. Marc Jacquet, ministre des travaux publics, tendant à créer des articles 9 B, 9 C, 9 D et 9 E sont sans objet (*ibid.*). —Art. additionnel 9 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 9 *bis* nouveau modifiant le paragraphe 7 de l'article 175 du code rural (*ibid.*), observations adoption (p. 343). — Art. 10 (*ibid.*). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou, tendant à une nouvelle rédaction de l'article et créant un comité national de l'eau (*ibid.*), amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à modifier le premier alinéa de l'article 10 (*ibid*), observations, deux sous-amendements par M. Marc Jacquet, ministre des travaux publics, tendant à remplacer le début des 2e et 4e alinéas de l'amendement de M. Edouard Le Bellegou par « de donner un avis sur... », observations, l'amendement par M. Edouard Le Bellegou et les deux sous-amendements sont adoptés (pour constituer une art. 9 *ter*) (p. 344), l'amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à modifier le premier alinéa de l'article 10 est adopté (*ibid.*). — Art. 11 (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de cet article précisant les organismes d'administration des établissements publics nouveaux (*ibid*), observations, adoption (p. 345). — TITRE II. — Régime et répartion des eaux (*ibid.*). — Art. 18. — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de cet article modifiant l'article 104 du code rural (*ibid*), observations, amendement par M. Pierre de Villoutreys relatif aux droits et usages des eaux effectivement exercés, retrait (p. 346), adoption de l'amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur (*ibid.*). — Art. additionnel 19 A nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 19 A nouveau relatif à la circulation des embarcations à moteur sur les cours d'eau non domaniaux (*ibid*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 19 (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à une rédaction plus précise de cet article relatif au débit réservé et au débit affecté (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à rédiger comme suit l'intitulé de la section II du chapitre 1er du titre II : « Section II. — Des cours d'eau et des lacs domaniaux », observations, adoption (*ibid.*). — Art. 22 (p. 347). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, proposant une modification rédactionnelle au dernier alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 1er du code du domaine public fluvial, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du texte modificatif proposé pour l'article 2 du code du domaine public fluvial, adoption (*ibid.*), amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa du texte proposé pour l'article 2-1 (nouveau) du code du domaine public fluvial, adoption (*ibid.*), amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 4 du code du domaine public fluvial, adoption (*ibid.*). — Art. 23 (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à une modification rédactionnelle, adoption (*ibid.*). — Art. 24 (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à modifier le premier alinéa de cet article pour y inclure un texte modificatif à l'article 10 du code du domaine public fluvial, adoption (p. 348). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à modifier le troisième alinéa du texte modificatif proposé pour l'article 15 du code du domaine public fluvial, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à modifier le texte modificatif proposé pour l'article 19 du code du domaine public fluvial, adoption (*ibid.*). Art. 25 (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Maurice Lalloy, rapporteur, adoption (*ibid.*). — Art. 28 (*ibid.*). — Amendement par M. Fernand Verdeille, tendant à supprimer cet article créant des cours d'eau mixtes (p. 349), observations, retrait (p. 352). — Art. 29 (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à modifier les 2 premiers alinéas relatifs au droit d'usage de l'eau sur les cours d'eau mixtes (*ibid.*) et amendement par M. Pierre de Villoutreys, tendant à modifier les deuxième et troisième alinéas de cet article relatif à la redevance due pour augmentation de prélèvement (*ibid.*), observations, retrait du second amendement et adoption du premier (p. 354). — Art. 31 (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à remplacer le deuxième alinéa par deux alinéas relatifs au classement des cours d'eau et aux indemnités pouvant résulter du dommage entraîné par ce classement, adoption (*ibid.*). — Art. 33 (p. 355). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de l'article afin de renforcer la surveillance des eaux souterraines (*ibid.*), observations, adoption de l'amendement modifié (p. 356). — Art. 35 (*ibid.*). — Amendement rédactionnel, par M. Maurice Lalloy, rapporteur, observations, adoption (*ibid.*). — Art. 38 (p. 357). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 1 de cet article, modifiant l'article 123 du code rural (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe II de cet article, modifiant l'article 124 du code rural (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 39 (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à insérer un nouvel alinéa prescrivant un règlement d'administration publique pour déterminer les formes de l'enquête lancée pour la création des zones spéciales d'aménagement des eaux (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement rédactionnel au deuxième alinéa, par M. Maurice Lalloy, rapporteur, adoption (*ibid.*). — Art. 40 (p. 358). — Amendement rédactionnel au dernier alinéa, par M. Maurice Lalloy, rapporteur, adoption (*ibid.*). — Art. 41 (*ibid.*). — Amendement rédactionnel au deuxième alinéa, par M. Maurice Lalloy, rapporteur, adoption (*ibid.*). — Art. 42 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à supprimer cet article dont les dispositions seront reprises à l'article 51 A, adoption (*ibid.*). — Art. 43 (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à une rédaction plus précise de l'article, adoption (*ibid.*). — Sous-amendement par M. Marc Pauzet, tendant à réduire de deux ans à un an le délai pour tous travaux dans la zone soumise à l'enquête (p. 359), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 44 (*ibid.*). — Amendement d'harmonisation par M. Maurice Lalloy, rapporteur (*ibid.*), observations, l'amendement et l'article sont réservés (*ibid.*). — Art. 46 (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Maurice Lalloy, rapporteur (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 47 (p. 360). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à une précision de forme (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 50 (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à faire référence aux articles 39 à 50 (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 51 A nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 51 A nouveau disposant qu'un décret en Conseil d'Etat déterminera les conditions dans lesquelles pourront être imposées les mesures destinées à éviter le gaspillage de l'eau (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 51 (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Namy, relatif à la législation applicable aux industries pétrolières et connexes (*ibid.*), observations, rejet (p. 361). — Art. additionnel 51 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à insérer un article 51 *bis* nouveau disposant que, nonobstant l'article 134 du code minier, toute la documentation relative aux eaux souterraines tombe immédiatement dans le domaine public (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Après l'article 51 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 51 *ter* nouveau relatif au régime des ouvrages d'emmagasinement d'eaux superficielles (*ibid.*), observations, rejet (p. 363). — Art. 44 (précédemment réservé), nouvelle rédaction, adoption (*ibid.*). — Art. 3 (précédemment réservé) (*ibid.*). — Amendement par M. Fernand Verdeille, adoption (*ibid.*). — Art. 4 (précédemment réservé). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 4 (problème des détergents), observations (p. 364), sous-amendement de coordination par M. Fernand Verdeille, adoption (*ibid.*), sous-amendement par M. Emile Hugues tendant à maintenir sans modification le paragraphe 2 de l'article 4, observations, retrait (*ibid.*), amendement par M. Pierre de Villoutreys, tendant à ajouter les eaux souterraines dans l'énumération de l'avant-dernier alinéa de l'article 4 (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*), adoption de l'amendement modifié par M. Maurice Lalloy, rapporteur (*ibid.*). — Art. 12 (précédemment réservé (p. 365). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à diverses modifications de forme (*ibid.*), sous-amendement de coordination par M. Fernand Verdeille (*ibid.*), adoption de l'amendement et du sous-amendement (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Lalloy, rapporteur, tendant à modifier l'intitulé du projet de loi, adoption (*ibid.*). — *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi relatif au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution** ». — *Ont pris part à la discussion :* MM. Georges Bonnet ; Jean-Eric Bousch ; Raymond Brun ; Antoine Courrière ; Lucien Grand ; Emile Hugues ; Marc Jacquet, ministre des travaux publics ; Maurice Lalloy, rapporteur ; Edouard Le Bellegou ; Pierre Marcilhacy, président de la commission spéciale ; Louis Namy ; Marc Pauzet ; Charles Suran ; Fernand Verdeille ; Pierre de Villoutreys. — *Explications de vote :* MM. Antoine Courrière ; Pierre Marcilhacy, président de la commission spéciale ; Louis Namy. — Sur l'ensemble (p. 366). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 75). — Adopté par l'Assemblée nationale avec modifications en 2e lecture le 13 octobre 1964. — Voy. : Impressions nos 905, 1104, 265.

Deuxième transmission au Sénat [22 octobre 1964] (I., n° 7). — Renvoi à la commission spéciale. — Rapport par M. Maurice Lalloy [17 novembre 1964] (I., n° 31). — **Discussion** [2 décembre 1964] (p. 2077 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Maurice Lalloy, rapporteur ; Léon David, Pierre Marcilhacy, président de la commission spéciale ; Fernand Verdeille. — *Discussion des articles* (p. 2082 et suiv.). — Art. 1er *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Delagnes tendant à modifier cet article afin d'étendre aux rivières et au eaux souterraines l'interdiction prescrite pour les eaux de la mer (*ibid.*) et amendement identique par M. Léon David (*ibid.*), observations, rejet (p. 2083) ; amendement par M. Léon David, tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article relatif au pouvoir d'appréciation du préfet sur la nature des déchets (*ibid*), observations, rejet (p. 2084). — Amendement par M. Léon David, tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « après enquête publique », à insérer les mots : « et consultation du conseil général » (*ibid.*), observations, rejet (p. 2085). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par M. Fernand Verdeille tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de cet article relatif à la détermination des critères applicables (p. 2086), observations, rejet (p. 2087). — Art. 9 (p. 2088). — Amendement par M. Pierre Driant tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article relatif aux travaux d'utilité publique nécessaires à la lutte contre la pollution des eaux (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 9 *bis* A (*ibid.*). — Amendement par M. Paul Driant tendant à une nouvelle rédaction du début du deuxième alinéa de cet article, retrait (p. 2089). — Art. 9 *ter* (*ibid.*). — Amendement par M. Fernand Verdeille tendant à une nouvelle rédaction de l'alinéa 1er de cet article relatif au comité national de l'eau (*ibid.*), observations retrait (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Abel Durand ; Léon David ; Roger Delagnes ; Vincent Delpuech ; René Dubois ; Maurice Lalloy, rapporteur ; Pierre Marcilhacy, président de la commission spéciale ; Marc Pauzet ; Fernand Verdeille. — Sur l'ensemble (p. 2091). — ADOPTION (n° 23). — DEUXIÈME LECTURE. — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 (*J. O.* du 18 décembre 1964).

EAUX DE LA MER (POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES).

Projet de loi, présenté par M. Marc JACQUET, *ministre des travaux publics et des transports,* **réprimant la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures** [26 mai 1964] (I., n° 200). — Renvoi à la commission des lois constitutionelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et de l'administration générale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [20 octobre 1964] (I., n° 6). — **Discussion** [2 décembre 1964] (p. 2072 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre Marcilhacy, rapporteur ; André Colin ; Marc Jacquet, ministre des travaux publics et des transports ; René Dubois. — *Discussion des articles* (p. 2075 et suiv.). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant, au premier alinéa de cet article, à supprimer : « officier ou membre de l'équipage », afin de laisser subsister seule la responsabilité du capitaine (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à insérer, entre le premier et le deuxième alinéa, un nouvel alinéa établissant la responsabilité du propriétaire ou de l'armateur (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy tendant à modifier le dernier alinéa de cet article, afin de frapper du double de la pénalité le propriétaire ou l'exploitant qui aura donné l'ordre exprès de commettre le délit (p. 2076), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy tendant à une modification d'harmonisation (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy tendant à une modification d'harmonisation, adoption (*ibid.*). — Après l'art. 7 (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy tendant à insérer un article additionnel 8 (nouveau) relatif au tribunal compétent (*ibid.*), observations, retrait (p. 2077). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Marc Jacquet, ministre des travaux publics ; Pierre Marcilhacy, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 2077). — ADOPTION (n° 22). — Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, le 10 décembre 1964. — Voy. : Impressions nos 1213, 1216, 287.

Transmis au Sénat (deuxième lecture) [14 décembre 1964] (I., n° 77). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [14 décembre 1964] (I., n° 85). — **Discussion** [17 décembre 1964] (p. 2424 et 2425). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre Marcilhacy, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Article* (ibid.). — Sur l'ensemble (p. 2425). — ADOPTION (n° 46). — DEUXIÈME LECTURE. — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n 64-1331 du 26 décembre 1964 (*J. O.* du 29 décembre 1964).

ECOLE DE SAINT-BARTHELEMY (HAUTE-LOIRE). — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 101.

ECOLE NORMALE A HAZEBROUCK. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 608.

ECONOMIE CONTRACTUELLE EN AGRICULTURE. — Voy. : AGRICULTURE.

ECONOMIQUEMENT FAIBLES. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 82.

ELECTIONS A LA REUNION. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 579.

Voy. : QUESTIONS ORALES AVC DÉBAT, 79.

ELECTIONS (DATES). — Voy. QUESTIONS ORALES, 554.

EMANCIPATION. — Voy. : TUTELLE ET ÉMANCIPATION.

EMISSIONS R. T. F. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 567.

EMPOISONNEMENT D'UN MILITAIRE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 598.

ENERGIE ATOMIQUE. — Voy. : BUDGET DE 1965. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE.

ENSEIGNEMENT MARITIME

Projet de loi, présenté par M. Marc JACQUET, *ministre des travaux publics et des transports,* **fixant les dispositions statutaires particulières au corps des professeurs de l'enseignement maritime. — Transmission au Sénat** [7 décembre 1964] (I., n° 65). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défence et des forces armées.

ENSEIGNEMENT PRIVE (CONTRIBUTION DE L'ETAT). — Voy. : QUESTIONS ORALES, 595.

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 93, 104.

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR AGRICOLE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 622.

ETABLISSEMENT HOSPITALIER DE LA HAUTE-SAONE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 577.

EXONERATION TOTALE OU PARTIELLE DES COTISATIONS D'ASSURANCE MALADIE POUR LES PETITS EXPLOITANTS AGRICOLES. — Voy. : QRESTIONS ORALES, 563.

EXPORTATION DES PRODUITS LAITIERS. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 67.

EXPROPRIATIONS (BIDONVILLES)

Proposition de loi, présentée par M. Michel DEBRÉ, *député,* **tendant à faciliter, aux fins de reconstruction ou d'aménagement, l'expropriation des terrains sur lesquels sont édifiés des locaux d'habitation insalubres et irrécupérables, communément appelés « bidonvilles ».** — Adoptée par l'Assemblée nationale, le 26 juin 1964. — Voy. Impressions nos 667, 1022, 247. — **Transmission au Sénat** [26 juin 1964] (I., n° 307). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Modeste Zussy [2 octobre 1964] (I., n° 307). — **Discussion** [15 octobre 1964] (p. 1090 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Modeste Zussy, rapporteur ; Louis Namy ; Edouard Le Bellegou ; Louis Talamoni ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. — *Discussion des articles* (p. 1095 et suiv.). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Modeste Zussy, rapporteur, tendant à

une rédaction plus précise de la fin du premier alinéa de l'article, observations, adoption (*ibid.*). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par M. Modeste Zussy, rapporteur, tendant à modifier l'article afin que le préfet ne puisse prendre un arrêté d'expropriation sans consultation du maire (*ibid.*), observations, adoption (p. 1096). — Art. 7 (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, tendant à modifier le début de l'article en ce qui concerne l'indemnité d'expropriation (*ibid.*), observations, adoption (p. 1057). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Auguste Pinton ; Modeste Zussy, rapporteur. — ADOPTION MODIFIÉE (n° 4). — Adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, le 12 novembre 1964. — Voy. Impressions n°s 1109, 1162, 267.

Deuxième transmission au Sénat [12 novembre 1964] (I., n° 29). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Modeste Zussy [18 novembre 1964] (I., n° 32). — **Discussion** [3 décembre 1964] (p. 2098 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Modeste Zussy, rapporteur. — *Discussion des articles* (p. 2099). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Jacques Maziol, ministre de la construction ; Louis Talamoni. — Sur l'ensemble (p. 2100). — ADOPTION (n° 27). — DEUXIÈME LECTURE. — TESTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-1229 du 14 décembre 1964 (*J. O.* du 15 décembre 1964).

EXPULSION. — Voy. : LOGEMENT.

F

FEDERATION SPORTIVE ET GYMNIQUE DU TRAVAIL.

Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 73.

Voy. : QUESTIONS ORALES, 578.

FILM DIEN-BIEN-PHU. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 567.

FONCTIONNAIRES.

Proposition de loi, présentée par M. Joseph YVON, *sénateur*, **tendant à la réouverture de certains délais prévus par la loi n° 53-89 du 7 février 1953 tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires** [29 octobre 1964] (I., n° 17). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

FONCTIONNAIRES DE LA POLICE. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 113.

FONCTIONNAIRES ET AGENTS FRANÇAIS DU MAROC ET DE TUNISIE.

Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères*, **modifiant la loi n° 56-782 du 4 août 1956 relative aux conditions de reclassement des fonctionnaires et agents français des administrations et services publics du Maroc et de Tunisie.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 18 juin 1964. — Voy. : Impressions n°s 961, 985, 228. — **Transmission au Sénat** [23 juin 1964] (I., n° 278). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [24 juin 1964] (I., n° 295). — **Discussion** [26 juin 1964] (p. 877). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Pierre Marcilhacy, rapporteur. — *Article unique* (*ibid.*). — ADOPTION (n° 133). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation. — Loi n° 64-680 du 7 juillet 1964 (*J. O.* du 8 juillet 1964).

FONCTIONNAIRES MARIES.

Proposition de loi, présentée par M. Pierre GARET, *sénateur* **tendant à modifier la loi du 30 décembre 1921 sur le rapprochement des fonctionnaires qui, étrangers au département, sont unis par le mariage soit à des fonctionnaires du département, soit à des personnes qui y ont fixé leur résidence** [17 juin 1964] (I., n° 269). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

FONCTIONNAIRES (STATUT GENERAL).

Projet de loi présenté par M. Louis JOXE *ministre d'Etat chargé de la réforme administrative*, **portant modification de l'article 2 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 3 juin 1964. — Voy. : Impressions n°s 875, 933, 209. — **Transmission au Sénat** [9 juin 1964] (I., n° 224). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [11 juin 1964] (I., n° 246). — **Discussion** [11 juin 1964] (p. 541 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre Marcilhacy, rapporteur ; Louis Noury ; Pierre Métayer ; Louis Joxe, ministre d'Etat ; Abel-Durand. — *Article unique* (p. 546). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à une nouvelles rédaction de la dernière phrase de cet article (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Article additionnel 2 nouveau (p. 547). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, tendant à insérer un article additionnel 2 nouveau maintenant la parité entre les administrateurs civils et les administrateurs issus de l'école nationale de la France d'outre-mer (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Article additionnel 3 nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien Bernier, tendant à insérer un article additionnel 3 nouveau abrogeant l'ordonnance n° 60-1101 du 15 octobre 1960 relative au rappel d'office (*ibid*), observations, l'amendement est déclaré recevable par le Sénat [article 48 du règlement] (p. 548), adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Lucien Bernier, Antoine Courrière ; Pierre de la Gontrie ; Louis Joxe, ministre d'Etat ; Pierre Marcilhacy, rapporteur ; Jean Nayrou. — Sur l'ensemble (p. 549) et par scrutin public (n° 31). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 97). — Adopté avec modification par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, le 23 juin 1964. — Voy. : Impressions n°s 966, 981, 237.

Deuxième transmission au Sénat [24 juin 1964] (I., n° 290). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [24 juin 1964] (I., n° 294). — **Discussion** [25 juin 1964] (p. 805 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Pierre Marcilhacy, rapporteur. — *Discussion des articles* (p. 806 et suiv.). — Article 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien Bernier, tendant à rétablir cet article dans le texte adopté par le Sénat en première lecture, observations, rejet (p. 809) par scrutin public (n° 36). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Lucien Bernier ; Louis Joxe, ministre d'Etat chargé de la réforme administrative ; Pierre Marcilhacy, rapporteur ; Louis Talamoni. — *Explications de vote :* MM. Antoine Courrière ; Louis Talamoni. — Sur l'ensemble (p. 809). — ADOPTION (n° 126). TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation. — Loi n° 64-665 du 2 juillet 1964 (*J. O.* du 4 juillet 1964).

FONDS D'ACTION SOCIALE POUR LES TRAVAILLEURS ETRANGERS.

Projet de loi, présenté par M. Gilbert GRANDVAL, *ministre du travail*, **relatif au fonds d'action sociale pour les travailleurs étrangers.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 16 juin 1964. — Voy. : Impressions n°s 904, 954, 219. — **Transmission au Sénat** [18 juin 1964] (I., n° 27). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Bernard Lemarié [23 juin 1964] (I., n° 284). — **Discussion** [27 juin 1964] (p. 886 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Bernard Lemarié, rapporteur ; Raymond Bossus ; Louis Talamoni ; Georges Marie-Anne ; Gilbert Grandval, ministre du travail ; Maurice Bayrou. — *Articles* (p. 894). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 137). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation. — Loi n° 64-701 du 10 juillet 1964 (*J. O.* du 11 juillet 1964).

FONDS D'ORIENTATION ET DE GARANTIES AGRICOLES. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 623.

FONDS ROUTIER

Voy. : BUDGET DE 1965. — COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR.

Voy : QUESTIONS ORALES, 559.

FORCE DE FRAPPE. — Voy : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 108.

FORCE DE FRAPPE (CREDITS). — Voy. : BUDGET DE 1965, art. 29.

FORCES FRANÇAISES LIBRES. — Voy : SERVICES DANS LES FORCES FRANÇAISES LIBRES.

FORFAITS FISCAUX DES ARTISANS ET COMMERÇANTS RURAUX. — Voy. QUESTIONS ORALES, 581.

FOYERS D'ANCIENS COMBATTANTS. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 600.

FRANÇAIS D'ALGERIE (DROITS ET AVANTAGES SOCIAUX)

Projet de loi, présenté par M. Roger FREY, *ministre de l'intérieur*, **portant prise en charge et revalorisation de droits et avantages sociaux consentis à des Français ayant résidé en Algérie.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 9 décembre 1964. — Voy. : Impressions nos 1148, 1212, 284. — **Transmission au Sénat** [10 décembre 1964] (I., n° 69). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Lucien Grand [14 décembre 1964] (I., n° 76). — **Discussion** [16 décembre 1964] (p. 2406 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Lucien Grand, rapporteur ; Gilbert Grandval, ministre du travail. — *Discussion des articles* (p. 2408 et suiv.). — Art. 2 (p. 2409). — Amendement, par M. André Armengaud, tendant, au deuxième alinéa de cet article, à remplacer la date du 1er juillet 1966 par celle du 1er avril 1968 (*ibid.*), observations, irrecevabilité avec termes de l'article 40 de la Constitution (p. 2410). — Art. 7 (p. 2411). — Amendement, par M. Louis Gros, tendant à modifier cet article afin d'étendre le bénéfice aux rapatriés de Tunisie et du Maroc (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 2412). — Art. 11 (*ibid.*). — Amendement, par M. Louis Gros, tendant à supprimer cet article qui abroge l'article 7 de la loi de finances rectificative du 21 décembre 1963 (p. 2413), observations, adoption (p. 2415). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. André Armengaud, Lucien Grand, rapporteur ; Gilbert Grandval, ministre du travail ; Louis Gros, Léon Jozeau-Marigné, Jacques Masteau, vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Sur l'ensemble (p. 2415). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 44). — Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture le 18 décembre 1964. — Voy : Impressions nos 1263, 1264, 312.

Deuxième transmission au Sénat [18 décembre 1964] (I., n° 115). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Louis Grand [18 décembre 1964] (I., n° 116). — **Discussion** [18 décembre 1964] (p. 2448 et 2449). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Lucien Grand, rapporteur ; Maurice Carrier ; Gilbert Grandval, ministre du travail. — *Article* (p. 2449). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 57). DEUXIÈME LECTURE. — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : Loi n° 64-1330 du 26 décembre 1964 (*J. O.* du 29 décembre 1964).

FRANÇAIS DE L'ETRANGER. — Voy. : ASSURANCE VOLONTAIRE VIEILLESSE.

FRANÇAIS D'OUTRE-MER (ACCUEIL ET REINSTALLATION)

Voy : QUESTIONS ORALES, 618.

Voy : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 67.

FRAUDES ELECTORALES A LA REUNION

Voy : ELECTIONS A LA RÉUNION.

Voy. : INCIDENTS ÉLECTORAUX DANS L'ILE DE LA RÉUNION.

Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 81.

FRONTIERE FRANCO-SUISSE. — Voy. : TRAITÉS ET CONVENTIONS.

FUSIONS ET LIQUIDATIONS DE SOCIETES (OBSERVATIONS). — Voy. : BUDGET DE 1965 (art. 9).

G

GARONNE. — Voy. : TRAITÉS ET CONVENTIONS.

GENOCIDE. — Voy. : CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ

GEOGRAPHES

Projet de loi présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères*, **concernant l'intégration des géographes du ministère des affaires étrangères dans le corps des artistes cartographes de l'institut géographique national.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 18 novembre 1964. — Voy. Impressions nos 1082, 1164, 273. — **Transmission au Sénat** [20 novembre 1964] (I., n° 37). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jean Nayrou [25 novembre 1964] (I., n° 45). — **Discussion** [2 décembre 1964] (p. 2091 et 2092). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Nayrou, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Articles* (p. 2092). — ADOPTION (n° 25). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-1226 du 11 décembre 1964 (*J. O.* du 13 décembre 1964).

GEOMETRES (HONORAIRES). — Voy. : QUESTIONS ORALES, 582.

GIBIER

Proposition de loi présentée par M. Pierre COMTE-OFFENBACH, *député*, **tendant à permettre l'interdiction totale de la vente de certaines espèces de gibier en voie de diminution ou menacées de disparition.** — Adoptée par l'Assemblée nationale le 13 octobre 1964. — Voy. Impressions nos 247, 1077, 264. — **Transmission au Sénat** [15 octobre 1964] (I., n° 4). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Michel de Pontbriand [22 octobre 1964] (I., n° 8 rect.). — **Discussion** [3 novembre 1964] (p. 1256 et 1257). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Michel de Pontbriand, rapporteur. — *Article unique* (p. 1257). — ADOPTION (n° 8). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-1225 du 12 novembre 1964 (*J. O.* du 14 novembre 1964).

GREFFIERS (TARIFS). — Voy. : QUESTIONS ORALES, 570.

GREVE DU LAIT. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 99.

H

HABITATIONS A LOYERS MODERES (ORGANISMES). — Voy. : QUESTIONS ORALES AUX DEBATS, 56, 59.

HAUTE COUR DE JUSTICE

Scrutin pour l'élection de deux juges titulaires de la Haute Cour de justice [17 novembre 1964] (p. 1580 et 1596).

HONORAIRES D'ACCOUCHEMENT AUX MEDECINS DES HOPITAUX RURAUX. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 552.

I

IMMEUBLES AFFECTES A L'HOTELLERIE

Projet de loi, présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice*, **modifiant les rapports entre bailleurs et locataires des immeubles affectés à l'hôtellerie.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 18 juin 1964. — Voy. : Impressions nos 943, 964, 982, 225. — **Transmission au Sénat** [18 juin 1964] (I., n° 275). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Edouard Le Bellegou [25 juin 1964] (I., n° 297). — **Discussion** [26 juin 1964] (p. 854 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre Marcilhacy, au nom de M. Edouard Le Bellegou, rapporteur ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. — *Discussion des articles* (p. 855). — Art. 3

(*ibid.*). — Amendement par M. Edouard Le Bellegou, rapporteur, tendant à placer, en tête de l'article 3, un nouvel alinéa, permettant d'assurer le renouvellement du bail au locataire ayant effectué des travaux (*ibid.*), observations, retrait (p. 857). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 128). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : Loi n° 64-445 du 1er juillet 1964 (*J. O.* du 2 juillet 1964).

IMPORTATION DE LAIT FRAIS. — Voy. : QUESTIONS ORALES AUX DÉBATS, 105.

IMPOSITION SUR LES APPARTEMENTS OCCUPES PAR LEURS PROPRIETAIRES (FEUILLE BLEUE). — Voy. : BUDGET DE 1965, article 11.

IMPOTS ARTISANS ET COMMERÇANTS RURAUX. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 581.

INCIDENTS ELECTORAUX DANS L'ILE DE LA REUNION. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 579.

INDEMNITES AUX EXAMINATEURS. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 564.

INDUSTRIE AERONAUTIQUE. — Voy. : BUDGET DE 1965, p. 1416 et suiv.

INDUSTRIES DE L'AMEUBLEMENT DANS LA REGION DU NORD. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 587.

INDUSTRIE TEXTILE (CHOMAGE). — Voy. : QUESTIONS ORALES, 606.

INFORMATIONS (OBJECTIVITE)

Observations concernant la présentation du budget à la radio. — Voy. : BUDGET DE 1965, p. 1401.

INFRACTIONS AU CODE DE LA ROUTE RELEVEES PAR « RADAR ». — Voy. : QUESTIONS ORALES, 609.

IRRIGATION DE LA BASSE ARIEGE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 591.

J

JEU D'ECHECS AU LYCEE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 566.

JEUX OLYMPIQUES DE GRENOBLE

Voy. : BUDGET DE 1965, observations au cours de l'examen du budget des postes et télécommunications [17 novembre 1964] (p. 1578).

Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 111, 112.

L

LA PALLICE (PORT PETROLIER). — Voy. : BUDGET DE 1965. — TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS. — CRÉDITS.

LA VALBONNE (ACCIDENT AU CAMP DE). — Voy. : QUESTIONS ORALES, 586.

LEGION D'HONNEUR ET MEDAILLE MILITAIRE A TITRE POSTHUME. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 619.

LIBERTE DE LA PRESSE

Proposition de loi, présentée par M. Roger CARCASSONNE, *sénateur*, **tendant à modifier la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, de façon à réprimer les délits de diffamation et d'injure commis au cours d'émissions de radio ou de télévision et à organiser l'exercice du droit de réponse** (n° 37, 1962-1963) [14 avril 1964] (I., n° 137). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

LIBERTES MUNICIPALES A PARIS

Proposition de loi, présentée par M. Bernard LAFAY, *sénateur*, **tendant à établir à Paris les libertés municipales garanties par la loi à toutes les communes de France par l'application des dispositions de la loi du 5 avril 1884 et du code de l'administration communale** [19 mai 1964] (I., n° 183). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

LOGEMENT

Proposition de loi, présentée par M. Jean LOLIVE, *député*, **tendant à proroger la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 modifiée en vue de permettre de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel** (n° 841).

Proposition de loi, présentée par M. René DEJEAN, *député*, **tendant à proroger la loi du 1er décembre 1951 modifiée interdisant l'expulsion de certains occupants de locaux d'habitation et à usage professionnel pendant les mois d'hiver et à leur accorder des délais** (n° 924).

Proposition de loi, présentée par M. Henry REY, *député*, **tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement** (n° 1017). Adoptées après discussion commune à l'Assemblée nationale le 29 juin 1964. — Voy. : Impressions, nos 1036, 255. — *Nouvel intitulé :* **« Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises à raison de la crise du logement ». — Transmission au Sénat** [29 juin 1964] (I., n° 319). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [30 juin 1964] (I., n° 326). — **Discussion** [30 juin 1964] (p. 916 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre Marcilhacy, rapporteur ; Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice ; Auguste Pinton, Raymond Bossus. — *Discussion des articles* (p. 947 et suiv.). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif à certaines possibilités de réquisition de locaux vacants (*ibid.*), observations, adoption (p. 948). — Art. additionnel 2 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 2 *bis* nouveau relatif à la prorogation au 1er juillet 1966 de la possibilité de renouvellement des réquisitions (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 4 nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 4 nouveau prorogeant jusqu'au 1er juillet 1966 les droits au maintien dans les lieux pour les départements d'outre-mer (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice ; Pierre Marcilhacy, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 948). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 144). — Adoptée en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 30 juin 1964. — Voy. : Impressions nos 1050, 261.

Promulgation : Loi n° 64-888 du 8 juillet 1964 (*J. O.* du 9 juillet 1964).

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1964

Projet de **loi de finances rectificative pour 1964** présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques*. — Adopté par l'Assemblée nationale le 9 décembre 1964. — Voy. Impressions nos 1190, 1208, 1209, 1211, 236. — **Transmission au Sénat** [10 décembre 1964] (I., n° 68). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, et, pour avis, à la commission des affaires économiques et du plan et à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [14 décembre 1964] (I., n° 72). — Avis par M. André Fosset, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel et d'administration générale [14 décembre 1964] (I., n° 73). — **Discussion** [14 décembre 1964] (p. 2291 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Robert Bou-

lin, secrétaire d'Etat au budget ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Raymond Brun, rapporteur pour avis ; Jean Bertaud, président et rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Pierre Marcilhacy, au nom de M. André Fosset, rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel et d'administration générale ; Antoine Courrière. — *Discussion des articles* (p. 2298 et suiv.). — Art. 1er (*ibid.*), réservé (p. 2301). — Art. 4 (*ibid.*). Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant, à la fin du paragraphe 1er de cet article relatif à la taxe de régularisation des valeurs foncières, à supprimer les mots : « dans des conditions et dans des limites qui seront fixées par décret ». (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 6 à 9 (législation sur les loyers), réservés (p. 2302). — Art. 10 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Richard, tendant, dans le paragraphe III, après l'alinéa 1, à ajouter un alinéa 1 *bis* relatif à l'exonération de la contribution des patentes les personnes qui louent ou sous-louent en meublé une ou plusieurs pièces de leur habitation (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 12 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer cet article relatif aux loyers des logements économiques (*ibid.*), observations, adoption (p. 2303). — Art. 14 (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à modifier la dernière phrase de l'article 14, en ce qui concerne les conditions d'encaissement des fournitures d'électricité et de gaz (*ibid.*), observations, adoption (p. 2305). — Art. 15 (*ibid.*). — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant 1) à modifier le début de cet article afin de frapper de nullité les cessions de valeurs mobilières directes effectuées dès le 18 décembre 1964 ; 2) à une nouvelle rédaction du 2e alinéa (*ibid.*), observations, rejet (p. 2306). — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant à une nouvelle rédaction du 3e alinéa de l'article 15, relatif aux cessions entre sociétés mères et filiales et aux cessions entre divers autres organismes (*ibid.*), observations, retrait (p. 2307) pour être repris ultérieurement comme amendement tendant à insérer un article additionnel 15 *bis* nouveau. — Art. 20 (*ibid.*). — Amendement par M. Max Monichon tendant à compléter cet article par une disposition relative au revenu imposable au titre des bénéfices agricoles (p. 2308), observations, retrait (p. 2309). — Art. additionnel 15 *bis* nouveau (p. 2314). — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant à insérer un article additionnel 15 *bis* nouveau, reprenant les dispositions d'un amendement à l'article 15, précédemment retiré, adoption (*ibid.*). — Art. 24 (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Courroy tendant à modifier et à compléter cet article, retrait (*ibid.*) ; amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à ajouter, à la fin du 1er alinéa de cet article : « conformément à l'article 1863 du code civil » et amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à préciser les dispositions applicables aux sociétés civiles déjà constituées (*ibid.*), observations, adoption des deux amendements (p. 2315). — Art. 29 (p. 2316). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer cet article (allégement fiscaux en faveur de l'industrie cinématographique) (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — Amendement par Mme Renée Dervaux, tendant à laisser aux collectivités locales le soin de décider la suppression ou le maintien de la taxe sur les places de cinéma (*ibid.*), observations, rejet (p. 2317). — Art. additionnel 33 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant à insérer un article additionnel 33 *bis* nouveau relatif à la taxe locale pour les opérations de revente (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 37 (p. 2318). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa de cet article (échange de biens département-Etat) et amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget tendant à une nouvelle rédaction de cet alinéa (p. 2318), observations, retrait du premier amendement et adoption du second (p. 2319). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à compléter pour coordination cet article par un paragraphe II (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Après l'article 41 (*ibid.*) — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant à rétablir l'article 42 (vol à voile), observations, rejet (p. 2320). — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant à rétablir l'article 43 dans une nouvelle rédaction (droit de vote dans les assemblées d'actionnaires des sociétés par actions) (p. 2320), observations, rejet (p. 2321). — Art. 44 (*ibid.*). — Amendement par M. Roger Lagrange tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif au prix de remboursement des produits pharmaceutiques (*ibid.*), et amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à modifier le paragraphe II de cet article, observations, retrait du second amendement (*ibid.*), adoption du premier amendement (p. 2322). — Après l'art. 44 (*ibid.*). — Amendement par M. Octave Bajeux, tendant à insérer, après l'article 44, un article additionnel nouveau relatif au régime fiscal du preneur d'exploitation agricole en place faisant usage de son choix de préemption dans le but d'installer un enfant majeur (*ibid*), observations, l'amendement est réservé (p. 2323). — Art. 44 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. René Blondelle tendant à modifier cet article afin de supprimer la taxe perçue sur les betteraves de la campagne 1964-1965 exportées sous forme de sucre (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'article 40 de la Constitution (p. 2324). — Art. 44 *quater* (*ibid.*). — Amendement de coordination par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 44 *sexies* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à insérer un article additionnel 44 *sexies* nouveau relatif à la taxe dont le produit est destiné aux chambres des métiers (*ibid.*) et sous-amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget relatif aux centimes additionnels à cette taxe (p. 2325), observations, adoption de l'amendement modifié par le sous-amendement (*ibid.*). — Art. additionnel 44 *septies* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à insérer un article additionnel 44 *septies* nouveau relatif à la non-déduction du revenu global des contribuables des déficits provenant de l'exploitation d'un domaine agricole (*ibid.*), observations, adoption (p. 2326). — Art. additionnel 44 *octies* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Geoffroy de Montalembert tendant à insérer un article additionnel 44 *octies* nouveau relatif au régime fiscal applicable à la construction de nouveaux bâtiments d'exploitation rurale (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 47 et état C sont réservés (p. 2329). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Abel-Durand ; André Armengaud ; Jean Bardol ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Yvon Coudé du Foresto ; Louis Courroy ; Etienne Dailly ; Mme Renée Dervaux ; MM. Jacques Descours-Desacres ; André Fosset ; Charles Fruh ; Emile Hugues ; Roger Lagrange ; Pierre Marcilhacy ; Max Monichon ; Geoffroy de Montalembert ; Marcel Pellenc, rapporteur général

Suite de la discussion [15 décembre 1964] (p. 2353 et suiv.). — *Suite de la discussion des articles* (*ibid.*). — (1° articles additionnels et art. 47 ; 2° art. 6 à 9, loyers ; 3° art. 1er, office des forêts). — Articles additionnels (p. 2353 et suiv.). — Amendement par M. Octave Bajeux tendant, après l'article 44, à insérer un article additionnel nouveau relatif au régime fiscal du preneur d'exploitation agricole en place faisant usage de son droit de préemption dans le but d'installer un enfant majeur (précédemment réservé), observations, retrait (p. 2353), amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget tendant à insérer un article additionnel 44 *nonies* nouveau relatif aux avantages fiscaux et de crédit accordés au preneur exerçant son droit de préemption (p. 2354), observations, adoption (*ibid.*). — Après l'article 44 *nonies* (*ibid.*). — Amendement par M. Max Monichon tendant, après l'article 44 *nonies*, à insérer un article additionnel nouveau relatif au régime fiscal des cessions de forêts (*ibid.*), observations, retrait (p. 2356). — Art. 47 et état C (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy tendant, à la ligne de l'état C, titre VI, charges communes, à réduire les autorisations de programmes et les crédits de paiements à 5 millions de francs (aide au Cambodge avant ratification de l'accord), observations, adoption (p. 2357). — Art. 6 (*ibid.*). — Observations relatives à la libération du prix des loyers, amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à supprimer l'article 6 ; amendements identiques par M. Michel Fosset, rapporteur pour avis, par M. Gustave Philippon, par M. Louis Namy (p. 2361), observations, adoption des amendements (p. 2364) par scrutin public (n° 25). — Art. 7 (p. 2364). — Amendement par M. André Fosset, rapporteur pour avis, tendant à la suppression de l'article 7 et amendements identiques par M. Louis Namy, par M. Gustave Philippon (*ibid.*), observations, adoption des amendements (p. 2366), par scrutin public (n° 26). — Art. additionnel 8 *bis* nouveau (p. 2367). — Amendement par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant à insérer un article additionnel 8 *bis* nouveau relatif aux travaux faits pour améliorer le confort des locaux d'habitation dans des immeubles qui abritent des activités industrielles ou commerciales (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 9 (*ibid.*). — Amendement par M. André Fosset, rapporteur pour avis, tendant à une modification de forme, adoption (*ibid.*). — Art. 1er (office national des forêts, p. 2367). — Amendement par M. Léon David tendant à supprimer cet article (p. 2372), observations, rejet (*ibid.*). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à instituer, à compter du 1er janvier 1966, un budget annexe des eaux et forêts (*ibid.*), observations, adoption (p. 2376) par scrutin public (n° 27). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Octave Bajeux ; Jean Bardol ; Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques et du plan ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Raymond Brun ; Léon David ; Paul Driant ; André Fosset, rapporteur pour avis ; Pierre Marcilhacy ; Max Monichon ; Louis Namy ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Gustave Philippon ; Jacques

Richard ; Jacques Soufflet. — *Explication de vote :* M. Etienne Dailly. — Sur l'ensemble (p. 2377) et par scrutin public (n° 28). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 36). — Adopté par l'Assemblée nationale (commission mixte paritaire) le 17 décembre 1964. — Voy. : Impressions n°s 1260, 307.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (art. 45, alinéa 2 de la Constitution) [15 décembre 1964] (p. 2377). — Election des membres de la commission [16 décembre 1964] (p. 2385 et 2394). — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [18 décembre 1964] (I., n° 107). — **Discussion** [18 décembre 1964] (p. 2438 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marcel Pellenc, rapporteur général ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Louis Talamoni ; Antoine Courrière ; Yvon Coudé du Foresto ; Roger Houdet ; Pierre de La Gontrie ; Alex Roubert, président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Vote unique à la demande du Gouvernement, en application de l'article 4 dernier alinéa de la Constitution et de l'article 42, § VII, du règlement du Sénat, sur le texte proposé par la commission mixte paritaire modifié par l'amendement déposé par M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget, tendant à rétablir l'article 1er du projet de loi dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et modifié par l'amendement du Gouvernement (p. 2445). — Scrutin public (n° 35, p. 2448). — REJET (n° 56). — COMMISSION MIXTE PARITAIRE. — Adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 18 décembre 1964. — Voy. Impressions n°s 1250, 1277, 313.

Deuxième transmission au Sénat [18 décembre 1964] (I., n° 121). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — **Discussion** [18 décembre 1964] (p. 2467 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. André Armengaud, rapporteur au nom de la commission des finances ; Pierre Marcilhacy ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — Vote unique à la demande du Gouvernement, en application de l'article 44, dernier alinéa, de la Constitution, et de l'article 42, § VII, du règlement du Sénat sur le texte adopté par l'Assemblée nationale, à l'exclusion de tous amendements ou articles additionnels (p. 2467). — *Articles* (p. 2467 et suiv.). — Sur l'ensemble (p. 2470) et par scrutin public (n° 37). — REJET (n° 61). — **Deuxième lecture.** — Adoption définitive par l'Assemblée nationale en troisième lecture le 18 décembre 1964. — Voy. Impressions n°s 1295, 1296, 316.

MUTATIONS PROFESSIONNELLES DES AGRICULTEURS. —

Promulgation : loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964 (*J. O.* du 24 décembre 1964).

LOI DE FINANCES POUR 1965. — Voy. : BUDGET DE 1965.

LOI ORGANIQUE RELATIVE AUX LOIS DE FINANCES

Observations sur l'article 42 de cette loi (recevabilité des amendements). — Voy. : BUDGET DE 1965 (p. 1909 et 1910).

LOI D'ORIENTATION AGRICOLE DU 6 AOUT 1960. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 96, 98, 105.

LOI DE PROGRAMME MILITAIRE

Projet de **loi de programme relative à certains équipements militaires,** présentée par M. Pierre MESSMER, *ministre des armées.* — Adopté par l'Assemblée nationale, le 2 décembre 1964. — Voy. : Impressions n°s 1155, 1192, 1195, 1196, 281. — **Transmission au Sénat** [3 décembre 1964] (I., n° 59). — Renvoi à a commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Pour avis, à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [7 décembre 1964]. — Rapport par M. Yvon Coudé du Foresto [3 décembre 1964] (I., n° 60). — Avis par M. Pierre de Chevigny [7 décembre 1964] (I., n° 64). — **Discussion** [9 décembre 1964] (p. 2244 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Yvon Coudé du Foresto, rapporteur : Pierre de Chevigny, rapporteur pour avis ; Pierre Métayer ; Georges Guille ; Jacques Richard ; Marcel Champeix ; le général Ernest Petit ; Auguste Pinton ; Jean Lecanuet ; Guy Petit ; Pierre Marcilhacy ; Louis Talamoni ; René Dubois ; Antoine Courrière ; Alex Roubert, président de la commission des finances ; André Monteil. — Vote unique, à la demande du Gouvernement, en vertu de l'article 44 de la Constitution et de l'article 42, paragraphe 7, du règlement du Sénat, à l'exclusion de tous amendements et articles additionnels (p. 2273). — *Explications de vote :* MM. Guy Petit ; René Dubois ; le général Jean Ganeval. — Scrutin public (n° 23). — REJET (n° 34).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (art. 45, alinéa 2, de la Constitution [9 décembre 1964] (p. 2275). — Election des membres de la commission [14 décembre 1964] (p. 2290 et 2294). — Rapport par M. Yvon Coudé du Foresto [15 décembre 1964] (I., n° 88). — Assemblée nationale, Voy. : Impression n° 1245. — Adopté par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, après déclaration d'urgence, le 15 décembre 1964. — Voy. : Impressions n°s 1241, 1247, 301.

Deuxième transmission au Sénat [16 décembre 1964] (I., n° 94). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — **Discussion** [16 décembre 1964] (p. 2385 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Yvon Coudé du Foresto, rapporteur ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Articles* (p. 2385 et 2386). — Vote unique, à la demande du Gouvernement, en application de l'article 44, dernier alinéa, de la Constitution, et de l'article 42, paragraphe VII, du règlement du Sénat, scrutin public (n° 29). — REJET (n° 37). — URGENCE. — DEUXIÈME LECTURE. — Adoption définitive en troisième lecture par l'Assemblée nationale, le 16 décembre 1964. — Voy. : Impressions n°s 1255, 1256, 304.

Promulgation : loi n° 64-1270 du 23 décembre 1964 (*J. O.* du 24 décembre 1964).

LOYERS DES CITES UNIVERSITAIRES. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 80.

LOYERS (LIBERTE DE CERTAINS). — Voy. : LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1964 (art. 6 à 9) [15 décembre 1964] (p. 2357 et suiv.).

M

MARCHES D'INTERET NATIONAL. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 602.

MARINE MARCHANDE. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 95.

MARQUES DE FABRIQUE

Proposition de loi, présentée par M. André ARMENGAUD, *sénateur,* **sur les marques de fabrique et de commerce** [13 décembre 1961] (I., n° 136). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy* [21 juin 1962] (I., n° 230). — **Discussion** [28 juin 1962] (p. 635 et suiv.). — ADOPTION (n° 101). — Adoptée avec modification par l'Assemblée nationale le 10 décembre 1964. — Voy. Impressions n°s 16 (1962), 1219, 294 (1964). — *Nouvel intitulé :* « **Proposition de loi sur les marques de fabrique, de commerce ou de service** ».

Transmission au Sénat (deuxième lecture) [14 décembre 1964] (I., n° 71). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [16 décembre 1964] (I., n° 96). — **Discussion** [16 décembre 1964] (p. 2400 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre Marcilhacy, rapporteur ; André Armengaud. — *Discussion des articles* (p. 2401). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant, au premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « sous une forme distinctive » (*ibid.*), observations, adoption (p. 2402). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par M. André Armengaud tendant à une nouvelle rédaction des trois derniers alinéas de cet article (*ibid.*), observations, rejet (p. 2403). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à une rédaction plus précise du dernier alinéa de l'article 2 (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 11 (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant, au premier alinéa de cet article, après le mot : « exploite », à insérer les mots : « ou fait exploiter » (*ibid.*), observations, adoption (p. 2404). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 13 (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre

Marcilhacy, rapporteur, tendant, dans la seconde phrase de cet article, après le mot : « exploite », d'insérer : « ou fait exploiter », adoption (*ibid.*). — Art. 28. — Amendement par M. André Armengaud tendant à modifier l'alinéa 1er du texte proposé pour l'article 422 du code pénal et amendement par M. André Armengaud tendant à modifier l'alinéa 3 du texte proposé pour l'article 422 du code pénal (*ibid.*), irrecevabilité aux termes de l'article 42 du règlement du Sénat, observations (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. André Armengaud ; Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice ; Pierre Marcilhacy, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 2405). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 43). — DEUXIÈME LECTURE. — Adoptée par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, le 17 décembre 1964. — Voy. Impressions nos 1261, 1270, 311.

Promulgation : loi n° 64-1360 du 31 décembre 1964 (*J. O.* du 5 janvier 1965).

MARTINIQUE (DELITS DE PRESSE)

MEDECINE PREVENTIVE DU TRAVAIL AGRICOLE

Projet de loi, présenté par M. Henri ROCHEREAU, *ministre de l'agriculture*, **relatif à la protection médicale du travail agricole** [7 juillet 1959] (I., n° 139). — *Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Maurice Carrier* [10 décembre 1959] (I., n° 74). **Discussion** [18 juillet 1960] (p. 922). ADOPTION (n° 82). — Adopté par l'Assemblée nationale le 18 juillet 1960. — Voy. : Impressions nos 798, 1350, 391. — *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi relatif à la médecine préventive du travail agricole** ».

Transmission au Sénat (deuxième lecture) [22 mai 1962] (I., n° 202). — *Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Lucien Grand* [13 décembre 1962] (I., n° 19). — **Discussion** [16 mai 1963] (p. 1062 et suiv.). — *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole** ». — ADOPTION MODIFIÉE (n° 31). — Adopté en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 19 novembre 1963. — Voy. : Impressions nos 286, 655, 109. — *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi relatif à la médecine préventive du travail agricole** ».

Transmission au Sénat (troisième lecture) [21 novembre 1963] (I., n° 35). — *Renvoi à la commission des affaires sociales.* — Rapport par M. Lucien Grand [12 juin 1964] (I., n° 264). — **Discussion** [18 juin 1964] (p. 708 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Lucien Grand, rapporteur. — *Article unique* (p. 708). — Amendement par M. Lucien Grand, rapporteur, tendant à intituler « Protection médicale du travail agricole », le chapitre III du titre Ier du livre VII du code du travail (p. 709), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien Grand, rapporteur, tendant à modifier les dispositions du premier alinéa du texte proposé par l'article 1000-1 (nouveau) du code rural, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien Grand tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 1000-1 (nouveau) du code rural, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien Grand, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 1000-2 (nouveau) du code rural, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien Grand, rapporteur, tendant à une modification de forme au premier alinéa du texte proposé pour l'article 1000-3 (nouveau) du code rural, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien Grand, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 1000-3 (nouveau) du code rural, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien Grand, rapporteur, tendant à la suppression du mot « préventifs » au premier alinéa du texte proposé pour l'article 1000-4 (nouveau) du code rural, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Lucien Grand, rapporteur, tendant à modifier l'intitulé du projet de loi, adoption (*ibid.*). — *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi relatif à la protection médicale du travail agricole** ». — ADOPTION MODIFIÉE (n° 118). — TROISIÈME LECTURE.

MOUSTIQUES

Projet de loi, présenté par M. Georges POMPIDOU, *Premier ministre*, **relatif à la lutte contre les moustiques.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 12 novembre 1964. — Voy. : Impressions nos 965, 1093, 1157, 268. — **Transmission au Sénat** [16 novembre 1964] (I., n° 30). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Robert Chevalier [26 novembre 1964] (I., n° 51). — **Discussion** [3 décembre 1964] (p. 2100 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Robert Chevalier, rapporteur ; Jean Bène ; Raymond Marcellin, ministre de la santé publique et de la population ; Auguste-François Billiemaz. — *Discussion des articles* (p. 2103). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. André Cornu tendant à une étude écologique préalable, observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Robert Chevalier tendant à compléter cet article par les mots : « et des organisations départementales représentant les pêcheurs, les chasseurs et les apiculteurs », observations, retrait (*ibid.*). — Art. 10 *bis* (p. 2104). — Amendement par M. Robert Chevalier tendant à supprimer cet article qui prévoit que la présente loi est applicable dans les départements d'outremer (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Auguste-François Billiemaz ; Raymond Bonnefous, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Sur l'ensemble (p. 2104). — ADOPTION (n° 28). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-1246 du 16 décembre 1964 (*J. O.* du 18 décembre 1964).

Voy. : QUESTIONS ORALES, 615.

MUTUALITE ET PRODUITS PHARMACEUTIQUES. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 50, 51.

N

NAVIGATION AERIENNE

Projet de loi, présenté par M. Marc JACQUET, *ministre des travaux publics et des transports*, **relatif à certains personnels de la navigation aérienne.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 9 juin 1964. Voy. : Impressions nos 897, 950, 214. — **Transmission au Sénat** [11 juin 1964] (I., n° 259). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Dessaisissement au profit de la commission des affaires sociales [17 juin 1964] (p. 683). — Rapport par M. Roger Lagrange [23 juin 1964] (I., n° 280). — **Discussion** [23 juin 1964] (p. 743 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marc Jacquet, ministre des travaux publics et des transports ; Roger Lagrange, rapporteur ; André Méric ; Camille Vallin ; Jacques Henriet. — *Discussion des articles* (p. 751 et suiv.). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Jacques Henriet ; Roger Lagrange, rapporteur. — Vote unique, à la demande du Gouvernement, en application de l'article 44, dernier alinéa, de la Constitution et de l'article 42, septième alinéa du règlement (p. 752). — *Explications de vote :* MM. Antoine Courrière ; André Colin. — Sur l'ensemble (p. 753) et par scrutin public (n° 34). — REJET (n° 123). — Adopté par l'Assemblée nationale (commission mixte paritaire), le 26 juin 1964. — Voy. : Impressions nos 1030, 249.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (art. 45, alinéa 2 de la Constitution) [23 juin 1964] (p. 753). — Election des membres de la commission [24 juin 1964] (p. 766 et 789). — Rapport par M. Robert Liot [26 juin 1964] (I., n° 301). — **Discussion** [26 juin 1964] (p. 879 et 880). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Robert Liot, rapporteur. — *Articles* (p. 880). — *Explications de vote :* MM. Antoine Courrière ; Jean Bardol ; Pierre Marcilhacy. — Sur l'ensemble (p. 880) et par scrutin public (n° 43). — REJET (n° 135). — COMMISSION MIXTE PARITAIRE. — Adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, le 27 juin 1964. — Voy. : Impressions nos 1011, 252.

Deuxième transmission au Sénat [29 juin 1964] (I., n° 314). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Roger Lagrange [29 juin 1964] (I., n° 318). — **Discussion** [29 juin 1964] (p. 907 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Lucien Bernier, au nom de M. Roger Lagrange, rapporteur ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Jacques Henriet. — Vote unique à la demande du Gouvernement en application de l'article 44, dernier alinéa de la Constitution et de l'article 42, septième alinéa, du règlement. — *Articles* (p. 908). — *Explications de vote :* MM. Raymond Bossus ; Antoine Courrière. — Sur l'ensemble (p. 909) et par scrutin public (n° 44). — REJET (n° 141). — DEUXIÈME LECTURE. — Adoption définitive en troisième lecture par l'Assemblée nationale, le 29 juin 1964. — Voy. : Impressions nos 1045, 258.

Promulgation : Loi n° 64-650 du 2 juillet 1964 (*J. O.* du 3 juillet 1964. — Rectif., 7 juillet 1964).

O

OFFICE DE RADIODIFFUSION-TELEVISION FRANÇAISE

Projet de loi, présenté par M. Roger PEYREFITTE, *ministre de l'information*, **portant statut de l'Office de radiodiffusion-télévision française.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 28 mai 1964. — Voy. : Impressions n°s 853, 898, 902, 907, 192. — **Transmission au Sénat** [2 juin 1964] (I., n° 204). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [3 juin 1964] (p. 454). — Rapport par M. Hubert Durand [9 juin 1964] (I., n° 228). — Avis par M. Edouard Bonnefous [11 juin 1964] (I., n° 256). — **Discussion** [11 juin 1964] (p. 551 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Alain Peyrefitte, ministre de l'information ; Hubert Durand, rapporteur ; Edouard Bonnefous, rapporteur pour avis ; André Cornu ; Georges Lamousse ; Joseph Raybaud ; Adolphe Chauvin ; Louis Gros, président de la commission des affaires culturelles ; Roger Carcassonne ; Edgar Tailhades ; Maurice Vérillon ; Alex Roubert ; Robert Laurens ; Léon Messaud ; Mme Renée Dervaux. — **Suite de la discussion** [12 juin 1964] (p. 586 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marc Desaché ; Jean Fleury ; André Armengaud ; Jean-Louis Vigier ; Georges Marie-Anne ; Roger Carcassonne ; Alain Peyrefitte, ministre de l'information ; Edouard Bonnefous, rapporteur pour avis ; Jean Lecanuet ; Adolphe Chauvin ; Alex Roubert ; Emile Hugues ; Maurice Bayrou. — *Discussion des articles* (p. 599 et suiv.). — Art. 1er (p. 599). — Amendement, par M. Edouard Bonnefous, rapporteur pour avis, tendant à une nouvelle rédaction de cet article (*ibid.*), et amendement, par M. Hubert Durand, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de cet article (*ibid.*), observations, l'article et les amendements sont réservés, renvoi à la commission (p. 602). — Amendement rectifié par M. Hubert Durand, rapporteur, adoption (*ibid.*), retrait de l'amendement par M. Edouard Bonnefous, rapporteur pour avis (*ibid.*). — Art. 2 (p. 603). — Amendement, par M. Hubert Durand, rapporteur, tendant à modifier le début de cet article afin que « l'Office de radiodiffusion-télévision française soit placé sous l'autorité d'un conseil d'administration » et non pas « administré » par un conseil d'administration (*ibid.*), observations, adoption (p. 604). — Amendement, par M. Hubert Durand, rapporteur, tendant à modifier la deuxième phrase de cet article en organisant une tutelle conjointe des ministres de l'information et des affaires culturelles (*ibid.*), observations, retrait (p. 605). — Amendement, par M. Edouard Bonnefous, rapporteur pour avis, tendant à préciser que la tutelle du ministre des finances est de droit (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement, par M. Adolphe Chauvin, tendant à une nouvelle rédaction de cet article portant composition du conseil d'administration (*ibid.*), et amendement, par M. Robert Laurens, tendant à une autre composition du conseil d'administration (p. 606), observations, rejet des deux amendements (p. 607). — Amendement, par M. Hubert Durand, rapporteur, tendant à modifier la première phrase du premier alinéa de l'article afin de fixer à 21 membres la composition du conseil d'administration (*ibid.*), observations, adoption (p. 609) ; sous-amendement, par M. André Cornu, tendant à compléter l'énumération des membres du conseil par les mots « ...et un journaliste » (*ibid.*), observations, retrait (p. 610). — Art. 4 (*ibid.*). — Amendement, par M. Hubert Durand, rapporteur, tendant à supprimer les mots « ...définit les lignes générales de l'action de l'établissement » (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement, par M. Hubert Durand, rapporteur, tendant à modifier le deuxième alinéa de cet article relatif à la moralité des programmes (*ibid.*), observations, rejet (p. 611). — Amendement, par M. Hubert Durand, rapporteur, tendant à modifier le troisième alinéa afin que « les représentants des principales tendances de pensée et des grands courants d'opinion s'expriment à la radiodiffusion et à la télévision » (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement, par M. Hubert Durand, rapporteur, tendant, après le troisième alinéa, à ajouter un nouvel alinéa excluant toute publicité commerciale (*ibid.*), observations, adoption (p. 614). — Après l'article 4 (*ibid.*). — Amendement, par M. Adolphe Chauvin, tendant à insérer un article additionnel 4 *bis* nouveau créant un comité de contrôle chargé de veiller à la tenue et à l'objectivité des programmes (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — Art. 5 (*ibid.*). —Amendement, par M. Robert Laurens, tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article afin de donner au Parlement la même faculté qu'au Gouvernement de de faire diffuser des déclarations ou communications (*ibid.*) ; amendement, par M. Robert Laurens, tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article, relatif à la retransmission des débats des assemblées (*ibid.*) ; amendement, par M. Roger Carcassonne, tendant à insérer un nouvel alinéa prévoyant un temps d'antenne égal pour le Gouvernement et pour l'opposition (*ibid.*) ; amendement, par M. Hubert Durand, rapporteur, tendant, entre le premier et le deuxième alinéa, à insérer un nouvel alinéa relatif à la faculté de s'exprimer des différentes tendances de l'opinion (*ibid.*), observations (*ibid.*), les amendements à l'article 5 sont retirés (p. 617) à l'exception du dernier amendement, par M. Hubert Durand, qui est adopté (*ibid.*). — Art. 6 (*ibid.*). — Amendement par M. Adolphe Chauvin tendant à une nouvelle rédaction de l'article, prévoyant la désignation du directeur général par le conseil d'administration (*ibid.*), observations, adoption (p. 618). — Article additionnel 6 *bis* nouveau (*ibid.*). — Amendement par M. Hubert Durand, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel nouveau relatif au droit de réponse au bénéfice de toute personne diffamée ou mise en cause (*ibid.*), observations, adoption (p. 619). — Art. 7 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Edouard Bonnefous, rapporteur pour avis, tendant à modifier cet article afin de permettre des réunions plus fréquentes des représentants du Parlement auprès du ministre de l'information (*ibid.*), observations, adoption (p. 620). — Art. 7 *ter* (*ibid.*). — Amendement ar M. Edouard Bonnefous, rapporteur pour avis, tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article, relatif à l'autorisation donnée par le Parlement de percevoir la redevance sur les postes récepteurs (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement d'harmonisation, par M. Robert Laurens, observations, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM Edouard Bonnefous, rapporteur pour avis ; Roger Carcassonne ; Adolphe Chauvin ; Vincent Delpuech ; Mme Renée Dervaux ; MM. Jacques Descours-Desacres ; Hubert Durand, rapporteur ; Louis Gros, président de la commission des affaires culturelles ; Emile Hugues ; Robert Laurens ; Jean Lecanuet ; Pierre Marcilhacy ; André Monteil ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Marcel Prelot ; Alain Peyrefitte, ministre de l'information ; Jacques Richard. — Sur l'ensemble (p. 620). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 99).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (art. 45, alinéa 2 de la Constitution) [12 juin 1964] (p. 620). — Election des membres de la commission [16 juin 1964] (p. 635 et 644). — Rapport par M. Jean-Louis Vigier, au nom de M. Hubert Durand, rapporteur [18 juin 1964] (I., n° 270). — **Discussion** [18 juin 1964] (p. 711 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean-Louis Vigier, au nom de M. Hubert Durand, rapporteur ; Alain Peyrefitte, ministre de l'information ; Georges Lamousse ; Maurice Bayrou ; Adolphe Chauvin ; François Giaccobi. — *Discussion des articles* (p. 715 et suiv.). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Alain Peyrefitte, ministre de l'information, tendant à une modification de forme du deuxième alinéa de cet article, observations (*ibid.*). — Art. 4 (*ibid.*). — Amendement par M. Alain Peyrefitte, ministre de l'information, tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article, relatif à l'expression des « principales tendances de pensée » et des « grands courants d'opinion », observations (p. 716). — Art. 6 (p. 717). — Amendement par M. Alain Peyrefitte, ministre de l'information, tendant à supprimer l'avis du conseil d'administration, pour la nomination du directeur général, observations (*ibid.*). — Art. 6 *bis* (nouveau). — Amendement par M. Alain Peyrefitte, ministre de l'information, tendant à supprimer cet article relatif au droit de réponse de toute personne diffamée ou mise en cause (*ibid.*), observations (p. 718). — Art. 7 *bis* (*ibid.*). — Amendement par M. Alain Peyrefitte, ministre de l'information, tendant à supprimer, au premier alinéa de cet article, les mots : « et en tout état de cause à la demande de la majorité de ses membres » (*ibid.*). — Amendement par M. Alain Peyrefitte, ministre de l'information tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article relatif à la commission parlementaire (*ibid.*). observations (*ibid.*). — *Ont pris part à la disussion des articles :* MM. Louis Gros, président de la commission des affaires culturelles ; Alain Peyrefitte, ministre de l'information ; Jean-Louis Vigier, au nom de M. Hubert Durand, rapporteur. — *Explication de vote :* Mme Renée Devaux. — Vote unique à la demande du Gouvernement, en application du troisième alinéa de l'article 44 de la Constitution (p. 719) et par scrutin public (n° 33). — REJET (n° 119).

Assemblée nationale (commission mixte paritaire). — Voy : Impressions n° 984. — Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, le 23 juin 1964. — Voy. : Impressions n°s 970, 1005, 231.

Deuxième transmission au Sénat [23 juin 1964] (I., n° 235). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapport par M. Hubert Durand [23 juin 1964] (I., n° 286). — **Discussion** [23 juin 1964] (p. 755 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Hubert Durand, rapporteur ; Alain Peyrefitte, ministre de l'information ; Georges Lamousse ; Emile

Hugues ; Louis Gros, président de la commission des affaires culturelles ; Bernard Chochoy ; Antoine Courrière. — Vote unique à la demande du Gouvernement, en application de l'article 44, dernier alinéa, de la Constitution et de l'article 42, 7e alinéa, du règlement (p. 759). — Scrutin public (n° 35). — REJET (n° 125). — DEUXIÈME LECTURE. — Adoption définitive, en troisième lecture, par l'Assemblée nationale, le 25 juin 1964. — Voy. : Impressions nos 1018, 1019, 240.

Promulgation : Loi n° 64-621 du 27 juin 1964 (*J. O.* du 28 juin 1964).

OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 584.

OFFICE NATIONAL DES FORETS. — Voy. : LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1964, art. 1er.

OFFICES DE TOURISMES DANS LES STATIONS CLASSEES

Projet de loi présenté par M. Marc JACQUET, *ministre des travaux publics et des transports,* **relatif à la création d'offices de tourisme dans les stations classées.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 17 juin 1964. — Voy. : Impressions nos 945, 963, 226. — **Transmission au Sénat** [18 juin 1964] (I., n° 276). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Amédée Bouquerel [24 juin 1964] (I., n° 289). — **Discussion** [26 juin 1964] (p. 857 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Amédée Bouquerel, rapporteur ; Jacques Henriet ; Victor Golvan ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Antoine Courrière. — *Discussion des articles* (p. 860 et suiv.). — Art. 2 (p. 861). — Amendement par M. Amédée Bouquerel, rapporteur, tendant à ajouter un alinéa nouveau visant à permettre aux syndicats d'initiative de poursuivre leur action (*ibid.*), observations, adoption (p. 862). — Art. 4 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Henriet tendant à compléter cet article par une disposition prévoyant que le conseiller général de canton est membre de droit du comité de direction (p. 863), observations ; amendement par M. Pierre de la Gontrie tendant à rédiger ainsi la fin de la première phrase de l'article 4 : « ... sur proposition des associations ou organisations professionnelles locales intéressées » ; adoption du second amendement et rejet du premier (p. 864). — Art. 5 (*ibid.*). — Amendement par M. Amédée Bouquerel, rapporteur, tendant à préciser que le directeur de l'office est « nommé et révoqué par le maire » (*ibid.*), observations, retrait (p. 865). — Art. 6 (*ibid.*). — Amendement par M. Amédée Bouquerel, rapporteur, tendant à ajouter : « notamment », avant l'énumération des ressources de l'office, observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Amédée Bouquerel, rapporteur, tendant, au dernier alinéa de l'article, à remplacer les mots : « fraction au plus égale à 50 p. 100 du produit », par les mots : « fraction égale à tout ou partie du produit » (*ibid.*). observations, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Jean Bardol ; Jean-Marie Bouloux ; Amédée Bouquerel, rapporteur ; Paul Chevallier ; Antoine Courrière ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Victor Golvan ; Jacques Henriet ; Pierre Jager ; Pierre de La Gontrie. — Sur l'ensemble (p. 866). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 129). — Adopté par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, le 29 juin 1964. — Voy. : Impressions nos 1031, 1040, 253.

Promulgation : Loi n° 64-698 du 10 juillet 1964 (*J. O.* du 11 juillet 1964).

OFFICIERS. — Voy. : ARMÉE DE L'AIR

OFFICIERS D'ADMINISTRATION DE L'ARMEMENT

Projet de loi, présenté par M. Pierre MESSMER, *ministre des armées,* **modifiant la loi n° 61-1381 du 19 décembre 1961 autorisant des admissions sur titres dans le corps des officiers d'administration de l'armement.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 1er décembre 1964. — Voy. : Impressions nos 1075, 1170, 280. — **Transmission au Sénat** [3 décembre 1964] (I., n° 58). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Jacques Soufflet [15 décembre 1964] (I., n° 92). — **Discussion** [17 décembre 1964] (p. 2425). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jacques Soufflet, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Articles* (p. 2425). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 47). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : Loi n° 64-1273 du 23 décembre 1964 (*J. O.* du 24 décembre 1964).

OFFICIERS TECHNICIENS

Projet de loi présenté par M. Pierre MESSMER, *ministre des armées,* **relatif à la création de cadres d'officiers techniciens de l'armée de terre et de l'armée de l'air.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 16 décembre 1964. — Voy. : Impressions nos 1199, 1248, 303. — **Transmission au Sénat** [17 décembre 1964] (I., n° 106). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Jacques Soufflet [18 décembre 1964] (I., n° 108). — **Discussion** [18 décembre 1964] (p. 2449 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre Messmer, ministre des armées ; Jacques Soufflet, rapporteur ; Henri Longchambon. — *Articles* (p. 2452). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — ADOPTION (n° 58). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : Loi n° 64-1329 du 26 décembre 1964 (*J. O.* du 28 décembre 1964).

ORGANISATIONS SPORTIVES. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 73.

ORTHOPHONISTE ET AIDE-ORTHOPTISTE

Projet de loi, présenté par M. Georges POMPIDOU, *Premier ministre,* **relatif aux professions d'orthophoniste et d'aide-orthoptiste** [26 juillet 1963, *J. O.* du 1er octobre 1963] (I., n° 234). — *Renvoi à la commission des affaires sociales.* — Rapport par M. André Plait [19 mai 1964] (I., n° 185). — **Discussion** [28 mai 1964] (p. 415 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. André Plait, rapporteur ; Abel-Durand ; Raymond Marcellin, ministre de la santé publique et de la population. — *Article unique* (p. 417). — Amendement par M. André Plait, rapporteur, tendant à modifier le texte proposé pour le premier alinéa de l'article 504-1 du code de la santé publique (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — Amendement par M. André Plait, rapporteur, tendant à modifier le texte proposé pour le deuxième alinéa de l'article 504-2 du code de la santé publique (*ibid.*), adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Raymond Marcellin, ministre de la santé publique et de la population ; André Plait, rapporteur. — Sur l'ensemble de l'article unique (*ibid.*). — ADOPTION (n° 87). — Adopté, avec modification, par l'Assemblée nationale le 23 juin 1964. — Voy. : Impressions nos 940, 988, 232.

Transmission, en deuxième lecture, au Sénat [24 juin 1964] (I., n° 291). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. André Plait [25 juin 1964] (I., n° 298). — **Discussion** [30 juin 1964] (p. 959 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. André Plait, rapporteur ; Georges Portmann ; Raymond Marcellin, ministre de la santé publique et de la population. — *Article unique* (p. 960). — ADOPTION (n° 146). — DEUXIÈME LECTURE. — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : Loi n° 64-699 du 10 juillet 1964 (*J. O.* du 11 juillet 1964).

P

PARLEMENT (TRAVAUX). — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 68.

PASSAGE DES PECHEURS. — Voy. : PÊCHE.

PASSERELLE DE CHAUMONT-SUR-LOIRE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 611.

PECHE

Projet de loi, présenté par M. Henri ROCHEREAU, *ministre de l'agriculture,* **relatif aux droits de passage des pêcheurs le long des cours d'eau du domaine public** [26 avril 1960] (I., n° 148). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Fernand Verdeille* [5 juillet 1961] (I., n° 300). — **Discussion** [11 juillet 1961] (p. 770 à 775). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 115). — *Nouvel intitulé :* « **Projet de loi relatif aux droits d'usage des pêcheurs le long des cours d'eau du domaine public** ». — Adopté par l'Assemblée nationale le 14 mai 1964. — Voy : Impressions nos 211, 891, 182.

Transmission au Sénat (deuxième lecture) [19 mai 1964] (I., n° 180). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

PECHE DANS LES EAUX TERRITORIALES

Projet de loi, présenté par M. Jean FOYER, *garde des sceaux, ministre de la justice,* **concernant la procédure applicable en cas d'infraction à la loi du 1er mars 1888 relative à la pêche dans les eaux territoriales** [7 mai 1963] (I., n° 82). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Léon Jozeau-Marigné* [16 mai 1963] (I., n° 94). — **Discussion** [27 juin 1963] (p. 1446 et 1447). — ADOPTION (n° 46). — Adopté par l'Assemblée nationale, le 13 mai 1964. — Voy. : Impressions nos 415 (1963), 868, 181.

Promulgation : loi n° 64-438 du 25 mai 1964 (*J. O.* du 26 mai 1964).

PENSIONS D'INVALIDITE DES MILITAIRES DE CARRIERE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 557.

PENSIONS D'INVALIDITE DES MILITAIRES ET MARINS. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 574.

PERMIS DE CHASSE

Projet de loi présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques* **portant fixation du prix du permis de chasse.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 26 juin 1964. — Voy : Impressions nos 973, 1001, 251. — **Transmission au Sénat** [29 juin 1964] (I., n° 315). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [30 juin 1964] (I., n° 324). — **Discussion** [30 juin 1964] (p. 948 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marcel Pellenc, rapporteur général ; Marcel Lebreton ; Camille Vallin ; Michel de Pontbriand ; Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice. — *Article unique* (p. 950). — Amendement par M. Antoine Courrière tendant à supprimer cet article qui prévoit une augmentation des prix du permis de chasse (*ibid.*), observations, rejet (p. 952), par scrutin public (n° 46). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, proposant la somme de 36 F au lieu de 40 F (p. 952), observations, rejet (*ibid.*), par scrutin public (n° 47). — Amendement par M. Marcel Pellenc, rapporteur général, tendant à fixer à 40 F le prix du permis, la part de l'Etat étant de 10 F, la part des communes de 6 F et la part du conseil supérieur de la chasse de 24 F (p. 953), observations, vote par division, adoption partielle (fixation du prix à 40 F, part des communes à 6 F) et retrait partiel (p. 913) ; sous-amendement par M. Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice, tendant à fixer la part de l'Etat à 14 F et la part du conseil supérieur de la chasse à 20 F (p. 914), vote par division, adoption par scrutin public (n° 48) de la fixation de la part de l'Etat à 14 F, adoption de la fixation de la part du conseil supérieur de la chasse à 20 F (p. 954) ; adoption par scrutin public (n° 49) de l'amendement modifié par le sous-amendement (p. 954). — *Ont pris part à la discussion :* MM. André Armengaud ; Yvon Coudé du Foresto ; Antoine Courrière ; Etienne Dailly ; André Dulin ; Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice ; Jean de Lachomette ; Marcel Lebreton ; Pierre Marcilhacy ; Marcel Pellenc, rapporteur général ; Camille Vallin. — Sur l'ensemble (p. 954). — ADOPTION (n° 145). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-679 du 6 juillet 1964 (*J. O.* du 8 juillet 1964).

PERSONNEL AUXILIAIRE DES ETATS-MAJORS, CORPS ET SERVICES STATIONNES DANS LE GROUPE ANTILLES-GUYANE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 585.

PERSONNEL AUXILIAIRE OUVRIER DE L'ARMEE DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Voy : QUESTIONS ORALES, 585.

PERSONNELS HOSPITALIERS. — Voy : QUESTION ORALE, 565.

PETITION

Rapport par M. André ARMENGAUD, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur la pétition n° 13 du 22 novembre 1962 (affaire Leblanc, spoliation de biens en Indochine) [28 mai 1964] (I., n° 203).

PLAN DE STABILISATION

Voy : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 69.

Voy : BUDGET DE 1965.

PLAN (OPTIONS DU Ve)

Projet de loi, présenté par M. Georges POMPIDOU, *Premier ministre,* **portant approbation d'un rapport sur les principales options qui commandent la préparation du Ve plan.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 26 novembre 1964. — Voy : Impressions nos 1154, 1183, 1184, 1185, 1189, 279. — **Transmission au Sénat** [1er décembre 1964] (I., n° 52). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan et pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, à la commission des affaires culturelles et à la commission des affaires sociales. — Avis par M. Jean Filippi, au nom de la commission des affaires économiques et du plan [2 décembre 1964] (I., n° 56). — Avis par M. Roger Menu, au nom de la commission des affaires sociales [2 décembre 1964] (I., n° 57). — Avis par M. Roger Houdet, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [4 décembre 1964] (I., n° 62). — Avis par M. Louis Gros, au nom de la commission des affaires culturelles [7 décembre 1964] (I., n° 63). — **Discussion** [7 décembre 1964] (p. 2144 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Pierre Massé, commissaire général du plan d'équipement et de la productivité (en application de l'article 37, alinéa 2, du règlement du Sénat) ; Jean Filippi, rapporteur ; Roger Houdet, rapporteur pour avis ; Roger Menu, rapporteur pour avis ; Louis Gros, rapporteur pour avis ; Emile Hugues ; André Fosset. — **Suite de la discussion** [8 décembre 1964] (p. 2175 et suiv.). — *Sont entendus dans la suite de la discussion générale :* Mme Marie-Hélène Cardot ; MM. Pierre Garet ; Ludovic Tron ; Mlle Irma Rapuzzi ; MM. Camille Vallin ; Georges Cogniot ; Bernard Chochoy ; Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques et du plan ; Raymond Bossus ; Charles Suran ; André Dulin ; Henri Longchambon ; Daniel Benoist ; André Méric ; Amédée Bouquerel ; Abel-Durand ; Abel Sempé ; Jean-Eric Bousch ; Jean Filippi, rapporteur ; Lucien Bernier ; Auguste Pinton ; Jacques Descours-Desacres ; Georges Marie-Anne ; Michel Kistler ; Jacques Henriet ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement. — *Article unique* (p. 2231). — Amendement par M. Jean Filippi, rapporteur, tendant à compléter l'article unique par diverses dispositions exprimant des réserves à l'approbation du plan, notamment : 1° en ce qui concerne la répartition des charges, dans le cadre européen, résultant de l'aide aux pays en voie de développement ; 2° en ce qui concerne le taux d'expansion dans le cadre national (*ibid.*), et sous-amendement par M. Etienne Restat tendant à compléter l'amendement par une disposition créant un comité d'études et de liaison et prévoyant un rapport annuel par le Conseil économique et social, sur la politique des revenus (*ibid.*), observations, retrait de l'amendement et du sous-amendement. — *Ont pris part à la discussion :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Etienne Dailly ; Jean Filippi, rapporteur ; Louis Gros, rapporteur pour avis. — Scrutin public (n° 22). — ADOPTION (n° 33). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-1265 du 22 décembre 1964 (*J. O.* du 23 décembre 1964).

PLAN (QUATRIEME). — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 69.

PLURALITE DE NATIONALITE. — Voy. : TRAITÉS ET CONVENTIONS.

POLITIQUE AGRICOLE. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 90, 97, 98, 110.

POLITIQUE DE CONSTRUCTION. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 59.

POLITIQUE EXTERIEURE. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 107,108.

POLLUTION DES EAUX. — Voy. : EAUX.

POLLUTION DES EAUX DE L'ISERE ET DU RHONE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 613.

POUDRERIE D'ANGOULEME. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 612.

POUVOIRS D'ENQUETE ET MISSIONS D'INFORMATION.

I. — **Demandes.**

1. Lettre par laquelle M. Roger MENU, *président de la commission des affaires sociales,* fait connaître que la commission qu'il préside, a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner **une mission d'information afin de s'informer des solutions données en U. R. S. S. aux problèmes de la promotion sociale et des équipements sanitaires et sociaux** [12 mai 1964] (p. 245). — Octroi de l'autorisation demandée [20 mai 1964] (p. 333).

2. Lettre par laquelle M. Louis GROS, *président de la commission des affaires culturelles,* fait connaître que la commission qu'il préside a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner une **mission d'information chargée d'étudier en U. R. S. S. l'organisation de la recherche scientifique et de l'enseignement supérieur** [25 juin 1964] (p. 812). — Octroi de l'autorisation demandée [26 juin 1964] (p. 854).

3. Lettre par laquelle de M. Alex ROUBERT, *président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation* fait connaître que la commission qu'il préside a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner une **mission d'information chargée d'étudier en République fédérale d'Allemagne le fonctionnement du service des télécommunications apprécié en particulier sous l'angle de la productivité** [25 juin 1964] (p. 812). — Octroi de l'autorisation demandée [26 juin 1964] (p. 854).

4. Lettre par laquelle M. Alex ROUBERT, *président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation* fait connaître que la commission qu'il préside a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner une **mission d'information sur l'aspect financier de l'évolution des questions sociales et notamment sur les problèmes de l'emploi et de la formation professionnelle dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique** [10 décembre 1964] (p. 2280). — Octroi de l'autorisation demandée [18 décembre 1964] (p. 2437).

5. Lettre par laquelle M. Raymond BONNEFOUS, *président de la commission des lois constitutionnelles de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale,* fait connaître, que la commission qu'il préside a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner une **mission d'information sur les conditions d'application, à la Guadeloupe et à la Martinique, de la réforme foncière éditée par les lois des 2 août 1961 et 17 décembre 1963** [14 décembre 1964] (p. 2290). — Octroi de l'autorisation demandée [18 décembre 1964] (p. 2437).

6. Lettre par laquelle M. Alex ROUBERT, *président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation,* fait connaître que la commission qu'il préside, a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner une **mission d'information dans divers pays du Moyen-Orient pour y étudier l'évolution de l'influence financière et commerciale française** [14 décembre 1964] (p. 2290). — Octroi de l'autorisation demandée [18 décembre 1964] (p. 2437).

7. Lettre par laquelle M. Jean BERTAUD, *président de la commission des affaires économiques et du plan,* fait connaître que la commission qu'il préside, a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner une **mission d'information chargée d'étudier la situation et les conditions de développement de l'économie soviétique** [15 décembre 1964] (p. 2360). — Octroi de l'autorisation demandée [18 décembre 1964] (p. 2437).

8. Lettre par laquelle M. Louis GROS, *président de la commission des affaires culturelles,* fait connaître que la commission qu'il préside, a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner une **mission d'information chargée d'étudier les problèmes de coopération technique, d'échanges culturels et d'enseignement de la langue française en Amérique latine et aux Antilles** [18 décembre 1964] (p. 2436). — Octroi de l'autorisation demandée [18 décembre 1964] (p. 2448).

II. — **Rapports.**

1. Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, à la suite de la mission effectuée du 14 au 30 mars 1964 en océan Indien, sur l'**infrastructure de certains aérodromes (la Réunion, Comores, Madagascar et la côte française des Somalis).** — Par M. Yvon COUDÉ DU FORESTO, *sénateur* [30 avril 1964] (I., n° 158).

2. Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, à la suite de la mission chargée d'étudier les **problèmes de défense et de coopération dans diverses républiques africaines** effectuée du 4 au 18 février 1964. — Par M. Jacques MÉNARD, *sénateur* [12 mai 1964] (I., n° 166).

3. Rapport d'information fait au cours de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, à la suite d'une **mission d'étude faite en Inde, au Pakistan et en Iran du 2 au 23 avril 1964.** — Par M. Vincent ROTINAT, *sénateur* [5 novembre 1964] (I., n° 21).

4. Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite d'une mission accomplie par une délégation de cette commission chargée d'étudier les **problèmes posés par la coopération technique en Iran et les échanges culturels avec le Japon.** — Par M. Louis GROS, *Sénateur* [18 décembre 1964] (I., n° 113).

5. Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite d'une mission accomplie par une délégation de cette commission chargée d'étudier les **questions concernant l'enseignement supérieur et la recherche scientifique en Europe : Grande-Bretagne, Allemagne, Suède, U. R. S. S.** — Par M. Louis GROS, *sénateur* [18 décembre 1964] (I., n° 114).

PREFECTURE DE POLICE (FONCTIONNAIRES). — Voy. : SÛRETÉ NATIONALE.

PREFETS. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 55.

PRELEVEMENTS A L'IMPORTATION. — Voy. : DROITS DE DOUANE.

PRELEVEMENTS ET TAXES (COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE)

Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **ratifiant le décret n° 62-867 du 28 juillet 1962 relatif au recouvrement des prélèvements et taxes compensatoires établis conformément aux règlements arrêtés par le conseil de la Communauté économique européenne.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 5 mai 1964. — Voy. Impressions n°s 235, 649, 171. — **Transmission au Sénat** [12 mai 1964] (I., n° 162). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — **Rapport** par M. Marc Pauzet [19 mai 1964] (I., n° 176). — **Discussion** [21 mai 1964] (p. 374 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marc Pauzet, rapporteur ; André Armengaud ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. — *Explication de vote :* M. Louis Talamoni. — *Article unique* (p. 377). — ADOPTION (n° 77). — TEXTE DÉFÉNITIF.

Promulgation : Loi n° 64-458 du 28 mai 1964 (*J. O.* du 29 mai 1964).

PRELEVEMENT SUR LES SOCIETES DE COURSES. — Voy. : BUDGET DE 1965, art. 17.

PRESTATIONS FAMILIALES DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 561.

PRESTATIONS FAMILIALES DES ECRIVAINS

Proposition de loi, présentée par M. Alex ROUBERT, *sénateur,* **sur l'assujettissement des écrivains au régime des prestations familiales** [18 juin 1964] (I., n° 274). — Renvoi à la commission des affaires sociales sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

PRESTATIONS FAMILIALES ET ALLOCATIONS

Projet de loi, présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques,* **tendant à assurer le bon emploi des prestations familiales, des allocations aux personnes âgées et des allocations d'aide sociale.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 13 mai 1964. — Voy. Impressions n°s 548, 852, 857, 179. — **Transmission au Sénat** [19 mai 1964] (I., n° 179). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

PRESTATIONS SOCIALES DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 555.

PRETS DES COMPAGNIES D'ASSURANCES AUX COLLECTIVITES LOCALES. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 598.

PRETS ET SUBVENTIONS AUX FRANÇAIS RAPATRIES D'AFRIQUE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 618.

PRETS PAR DES COLLECTIVITES ECONOMIQUES A DES ETATS ETRANGERS (PEROU). — Voy. : QUESTIONS ORALES, 583.

PRIVILEGE ACCORDE AUX DISTRIBUTEURS DE CARBURANT. — Voy. : CODE DES DOUANES (art. 380).

PRIX AGRICOLES

Voy. : QUESTIONS ORALES, 576.

Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 58, 60, 87, 88, 91, 96, 98, 99.

PRIX DES CEREALES. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 90, 91.

PRIX DU LAIT. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 90, 105.

PRIX DU LAIT ET DE LA VIANDE. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 61, 62, 63.

PRODUITS LAITIERS. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 617.

PROMOTION SOCIALE. — Voy. : BUDGET DE 1965. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — CRÉDITS.

PROTECTION DES ANIMAUX

Proposition de loi, présentée par M. Arthur MOULIN, *député*, **tendant à compléter les dispositions de la loi du 19 novembre 1963 relative à la protection des animaux.** — Adoptée par l'Assemblée nationale le 18 juin 1964. — Voy. Impressions nos 839, 990, 229. — *Nouvel intitulé :* « **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 63-1143 du 19 novembre 1963 relative à la protection des animaux** ». — **Transmission au Sénat** [23 juin 1964] (I., n° 279). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Emile Dubois [30 juin 1964] (I., n° 325). — **Discussion** [30 juin 1964] (p. 961 et 962). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Emile Dubois, rapporteur ; Pierre Marcilhacy ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget. — *Discussion des articles* (p. 961) ; Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Pierre Marcilhacy, tendant à compléter le texte additionnel proposé pour l'article 453 du code pénal (p. 962), observations, rejet (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Emile Dubois, rapporteur ; Pierre Marcilhacy. — Sur l'ensemble (p. 962). — ADOPTION (n° 147). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : Loi n° 64-690 du 8 juillet 1964 (*J. O.* du 9 juillet 1964).

PUBLICITE PAR AFFICHES TOURISTIQUES. — Voy. : BUDGET DE 1965, art. 15.

PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE. — Voy. : CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE (TITRE Ier, LIVRE II).

Q

QUESTIONS ORALES

548. — M. Daniel BENOIST demande à *M. le ministre des postes et télécommunications :* 1° dans quelles conditions un centre de chèques postaux est autorisé, sans avoir consulté le titulaire d'un compte, à entreprendre les démarches, par protestation par huissiers, pour un chèque qui avait été protesté et qui avait été endossé au nom du titulaire du compte. Celui-ci, en effet, pour ce chèque, dont le montant était de 38,25 F, a vu retenir sur son compte par l'administration une somme de 28,20 F, ce qui portait le préjudice à 66,45 F, au titre des frais engagés, augmentant ainsi des deux tiers la somme non payée ; 2° si cette pratique est habituelle en fonction de règlements applicables, ce qui n'existe pas pour les comptes déposés dans les banques privées ; 3° s'il ne pense pas que, de ce fait, un certain nombre de déposants aux comptes **chèques postaux** seraient susceptibles de retirer leur confiance à cette administration, c'est-à-dire à l'Etat, au profit du secteur des banques privées [10 décembre 1963]. — **Réponse** [5 mai 1964] (p. 229). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Daniel Benoist.

550. — M. Raymond GUYOT expose à *M. le ministre des armées* que la presse, à nouveau, s'est faite l'écho de l'émotion populaire suscitée par les sanctions dont viennent d'être l'objet de nombreux **soldats du contingent** appartenant à des unités stationnées en France et en Allemagne, à la suite de **manifestations de mécontentement** provoquées par des mesures vexatoires et une nourriture déplorable. En conséquence, il lui demande : 1° quelles mesures il compte prendre pour annuler toutes les sanctions prises à l'encontre des soldats ayant participé à des réclamations collectives ; 2° s'il n'envisage pas, pour supprimer les causes réelles de ce mécontentement, de réformer l'ordinaire en portant la prime d'alimentation immédiatement à 5 F par jour, en prévoyant une rénovation rapide du matériel de cuisine et des réfectoires, en faisant participer les appelés à la gestion et au contrôle de l'ordinaire par la création de « groupes de gestion et de contrôle » par compagnie désignés par les soldats eux-mêmes ; 3° s'il n'envisage pas de faire participer les soldats du contingent, les organisations de jeunesse, syndicats et partis à la « commission Gambiez » chargée d'étudier une refonte du règlement de discipline générale, dont quelques principes essentiels devraient être : le respect de la dignité de l'appelé par la suppression de toutes mesures vexatoires, brimades physiques et morales, y compris l'obligation de saluer à l'extérieur de la caserne, et la suppression des patrouilles militaires ; le respect de la liberté d'opinion en garantissant le droit de lire la presse de son choix, le droit d'assister et de parler aux réunions publiques et la possibilité d'exercer tous ses droits de citoyen ; la possibilité pour les soldats de faire connaître leurs réclamations au commandement, sans craindre les sanctions ; des garanties réelles pour l'appelé, du point de vue de sa défense, lors de l'établissement d'un motif de punition, grâce à la possibilité de soumettre son cas, en toute quiétude et directement à des commissions régimentaires de soldats ou de compagnie, composées de soldats désignés par la troupe ; la suppression de l'activité de la sécurité militaire dans tout domaine qui n'est pas purement celui de la défense nationale ; la création d'un véritable « Statut du soldat » garantissant ces droits [20 février 1964]. — **Réponse** [14 avril 1964] (p. 114 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Raymond Guyot.

551. — M. Raymond BOSSUS expose à *M. le ministre de l'intérieur,* qui d'ailleurs a dû en être informé que de bons rapports existent entre **les habitants du vingtième arrondissement de Paris et les habitants de l'arrondissement de Lichtenberg, situé à Berlin (République démocratique allemande).** Ces bonnes relations se sont notamment manifestées depuis trois années par l'invitation de cent vingt enfants du vingtième arrondissement qui ont passé de bonnes et joyeuses vacances à Berlin, et la visite de personnalités de différentes couches sociales du vingtième arrondissement qui se sont rendues à Berlin, invitées par les habitants de Lichtenberg. C'est ainsi que plusieurs délégations ont visité la République démocratique allemande. Elles comprenaient notamment des anciens déportés de la Résistance, des anciens combattants prisonniers de guerre, des instituteurs, des docteurs et des infirmières de l'hôpital Tenon, des sportifs du club multisport du vingtième arrondissement, des travailleurs des entreprises Applevage, du dépôt de la Régie autonome des transports parisiens situé rue de Lagny, des ménagères. Tous ces voyages d'études et ces voyages d'enfants, qui se sont rendus en vacances en République démocratique d'Allemagne, ont été réalisés sous l'égide du « Comité d'amitié Paris-XXe—Berlin Lichtenberg » et chacun se félicite des bons rapports qui vont en se développant. Ceci exposé, il lui demande de lever les mesures arbitraires qui font que le préfet de la Seine refuse au Comité du XXe d'utiliser une des salles de la mairie afin de permettre au comité d'arrondissement d'y tenir une assemblée ordinaire informant la population des buts, des résultats, des perspectives de l'activité menée entre les Allemands et les Français résidant les uns à Berlin, les autres à Paris. Il lui demande également de faire connaître les raisons pour lesquelles il est tout naturellement possible pour les citoyens du vingtième de se rendre à Lichtenberg en obtenant de la part de la République allemande les visas nécessaires alors que les délégués de la population locale (et entreprises à Lichtenberg) ne peuvent obtenir de visas leur permettant de venir rendre visite à leurs amis du vingtième et visiter Paris et la France [20 février 1964]. — **Réponse** [4 avril 1964] (p. 117). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Raymond Bossus.

552. — M. André MONTEIL a l'honneur d'exposer à *M. le ministre du travail* le problème des **honoraires d'accouchement accordés aux médecins des hôpitaux ruraux.** Il existe trois tarifs officiels pour les accouchements dans les hôpitaux publics : 240 F pour la région parisienne, 230 F pour Lyon et Marseille, 210 F pour l'ensemble du pays. Or ce dernier tarif subit un abattement de 19 p. 100 pour ce qui concerne les médecins

exerçant dans les hôpitaux ruraux. Cette retenue de 19 p. 100 provient d'une première retenue de 10 p. 100 effectuée au profit de la sécurité sociale même si cet organisme n'a, en aucune manière, participé au financement de l'hôpital rural. La deuxième partie de la retenue (10 p. 100 sur les 90 p. 100 restant) est effectuée au profit de l'établissement et les médecins ne contestent pas sa légimité. En revanche, ils n'acceptent pas la première partie de la retenue et considèrent qu'il leur est fait une situation de médecins de seconde zone. Il a l'honneur de demander à M. le ministre du travail s'il ne pense pas que le remboursement des actes effectués à l'hôpital rural devrait se faire au même taux que si ces actes étaient effectués à domicile ou dans une clinique privée [2 avril 1964].

553. — M. Georges ROUGERON demande à *M. le ministre de l'intérieur* les raisons qui l'ont conduit à prescrire, par instruction du 25 juillet 1963, des dispositions restrictives du droit des **conseils généraux** en matière de délibération budgétaire, par l'introduction de la formule de l'article juridique unique et l'autorisation donnée aux préfets d'effectuer des mouvements à l'intérieur des chapitres de la section de fonctionnement sans devoir en référer à la commission départementale [2 avril 1964] — **Réponse** [21 avril 1964] (p. 162 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Georges Rougeron.

554. — M. Marcel AUDY appelle l'attention de *M. le ministre de l'intérieur* sur les inconvénients multiples et certains qui découlent, pour les populations rurales, notamment en montagne, du choix d'un jour d'hiver pour une élection. Il tire argument des commentaires de l'ensemble des observateurs et de M. le ministre de l'intérieur lui-même, sur les élections des 8 et 15 mars pour lui demander : 1° s'il ne lui paraîtrait pas opportun de n'organiser des élections qu'à des époques où le mauvais temps ne risquerait pas de favoriser l'abstentionnisme ; 2° en outre, quelles mesures le Gouvernement pourrait prendre, ou envisager de prendre, pour planifier en quelque sorte les dates des scrutins ; 3° si notamment pour remédier à la dispersion des consultations, actuellement fixées par des textes législatifs ou réglementaires datant d'époques diverses, et sans aucune coordination, le Gouvernement ne pourrait pas étudier et proposer une loi aux termes de laquelle les scrutins auraient lieu, en règle ordinaire, un jour fixe de l'année (le deuxième mardi de mai par exemple), qui serait connu à l'avance de tous, reviendrait régulièrement chaque année, et permettrait aux électeurs, dont un nombre appréciable ne vote pas au lieu de leur domicile, de se prononcer à la fois pour les élections aux diverses assemblées politiques, consulaires, professionnelles, sociales, etc. [2 avril 1964]. — **Réponse** [21 avril 1964] (p. 163 et 1964). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Marcel Audy.

555. — M. Lucien BERNIER rappelle à *M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer* que « pour mettre en œuvre les décisions prises par les conseils restreints des 9 janvier et 24 mai 1963 », il a eu l'occasion de faire convoquer en session extraordinaire les conseils généraux pour leur soumettre un certain nombre de textes, en insistant tout particulièrement sur l'urgence qui s'attachait à leur publication ; que cependant, à un de ces textes, repris par la commission des affaires sociales du Sénat, sous forme d'un article additionnel dans la loi de finances rectificative pour 1963, qui concernait **l'attribution du congé de naissance, la situation de l'enfant à charge, le maintien des allocations familiales à diverses catégories sociales** (titulaires de certaines pensions d'invalidité et de vieillesse, bénéficiaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, chefs de famille effectuant leur service militaire légal, marins titulaires d'une pension servie pour accident professionnel, veuves de marins disparus en mer), M. le secrétaire d'Etat au budget a opposé l'article 40 de la Constitution, sous le motif que le Gouvernement n'avait jamais donné son accord à de telles mesures. Etant donné qu'il a affirmé le contraire, tant aux parlementaires qu'aux conseils généraux des départements d'outre-mer, il voudrait savoir s'il était bien autorisé à parler au nom du Gouvernement. Dans l'affirmative, il lui demande de bien vouloir préciser quelles sont les dispositions qu'il envisage de prendre pour faire réparer dans les meilleurs délais le préjudice qui a été causé aux catégories sociales susmentionnées par l'application abusive qui a été faite de l'article 40 de la Constitution [9 avril 1964]. — **Réponse** [21 avril 1964] (p. 164 et 165). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Lucien Bernier.

556. — M. Pierre GARET demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* de lui préciser, compte tenu de l'état actuel d'avancement des travaux, des crédits dont il a besoin et de l'importance de ceux mis présentement à sa disposition, quand seront complètement achevés la construction et l'aménagement de l'**autoroute Paris—Lille,** pour être mis à la disposition des usagers. Au moment où les véhicules en circulation sont de plus en plus nombreux et où les accidents, trop souvent dûs à l'insuffisance de notre réseau routier, sont en augmentation sensible malgré les précautions prises, il lui demande également de lui dire pour quelles raisons ne sont pas entrepris, de façon concomittante, d'indispensables travaux de remise en état et d'élargissement des routes de raccordement à cet autoroute Paris—Lille, et de certains autres grands itinéraires, dont la disparition n'est ni souhaitable, ni souhaitée [9 avril 1964]. — **Réponse** [21 avril 1964] (p. 165 et 166). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Pierre Garet.

557. — M. Charles NAVEAU appelle l'attention de *M. le ministre des finances et des affaires économiques* sur certaines dispositions de la loi de finances n° 62-813 du 31 juillet 1962 qui permettent aux **militaires de carrière titulaires d'une pension d'invalidité** de bénéficier du taux du grade au lieu du taux de soldat ; il lui signale que ces mesures n'étant applicables qu'à compter du 8 août 1962, il résulte que les militaires de carrière appartenant à cette catégorie, mais qui ont été rayés des contrôles avant cette date, continueront à percevoir leur pension au taux de soldat ; que cette situation crée des injustices flagrantes qu'il convient de supprimer rapidement pour rétablir une égalité parfaite entre ces personnels ; et, tenant compte de ces faits, il lui demande s'il envisage de prendre rapidement les mesures nécessaires pour que tous les gradés perçoivent leur pension au taux de leur grade quelle que soit la date de leur radiation [9 avril 1964]. — **Réponse** [5 mai 1964] (p. 228). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Charles Naveau.

558. — M. Charles NAVEAU rappelle à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* la question orale sans débat qu'il lui avait posée le 15 novembre 1963 relative à l'intolérable injustice qui existe en matière d'impôt sur le revenu des personnes physiques entre les contribuables salariés frontaliers et les autres, résultant de la convention franco-belge du 16 mai 1931, et venant du fait que le salarié frontalier travaillant en Belgique ne bénéficie pas de la réduction d'impôt au même titre que son homologue français. Il lui expose que, dans sa réponse du 10 décembre 1963, M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement, avait précisé que cette anomalie ne résultait pas spécialement des dispositions de la convention franco-belge, mais uniquement du régime fiscal français qui est le même pour tous les salariés domiciliés en France et travaillant pour le compte d'un employeur établi hors de France, ce qui semble tout de même assez paradoxal. Il lui demande de revoir la situation de tous ces contribuables salariés français employés dans des pays-frontières afin de les mettre à égalité avec les salariés travaillant en France [16 avril 1964]. — **Réponse** [5 mai 1964] (p. 228). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Charles Naveau.

559. — M. Maurice CHARPENTIER attire l'attention de *M. le ministre des travaux publics et des transports* sur la situation particulière du **fonds routier** qui, depuis de nombreuses années, voit les ressources dont il devrait bénéficier aux termes de la loi, amputées dans des proportions excessivement sensibles. Il lui rappelle qu'à différentes reprises le Gouvernement a été saisi de cet important problème sans que pour autant les solutions souhaitables aient été apportées. En l'état actuel, le fonds routier ne percevra au maximum que 9 p. 100 du produit de la taxe intérieure sur les carburants routiers, alors qu'il devrait lui en revenir 22 p. 100. L'augmentation au budget de 1964 des crédits routiers d'entretien (21 p. 100 par rapport à 1963) correspond à peine aux besoins nécessaires pour réparer les dégâts provoqués par le gel pendant l'hiver 1962-1963. Il lui demande si, d'une part il entend prendre toutes dispositions utiles pour respecter notamment l'équilibre prévu entre les **différentes tranches de voirie : nationale, départementale et communale,** et si, d'autre part, le secteur communal étant particulièrement défavorisé, il ne lui paraîtrait pas opportun de prendre toutes mesures de nature à faciliter l'entretien et l'aménagement des voies de circulation à la charge des collectivités locales. Enfin, il souhaiterait connaître les raisons qui s'opposent à l'attribution de l'intégralité des sommes qui devraient normalement revenir au fonds routier [21 avril 1964]. — **Réponse** [5 mai 1964] (p. 230 et 231). — *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Maurice Charpentier.

560. — M. Edouard LE BELLEGOU demande à *M. le ministre des postes et télécommunications* de bien vouloir lui faire connaître pour quelles raisons la recette de plein exercice de 3e classe de Boulouris (Var) a été supprimée par arrêté du 27 décembre 1963, et remplacée par un bureau annexe, ce qui paraît contraire

à la doctrine administrative du ministère, puisqu'en février 1960 à la suite d'une demande faite par la municipalité de Concarneau, M. le préfet du Finistère avait répondu que l'ouverture des guichets annexes n'était plus admise par l'administration centrale en raison des inconvénients qui résultent de leur fonctionnement [21 avril 1964]. — **Réponse** [5 mai 1964] (p. 229 et 230). *Sont entendus :* MM. Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Edouard Le Bellegou.

561. — M. Lucien BERNIER rappelle à *M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer* que dans l'allocution radiodiffusée qu'il a adressée aux populations des **départements d'outre-mer** pour leur faire part des décisions gouvernementales prises par le conseil restreint du 24 mai 1963, notamment dans le domaine des **prestations familiales,** il a eu l'occasion de préciser : 1° que « le taux des allocations familiales proprement dites versées aux travailleurs relevant des caisses générales des quatre départements d'outre-mer sera porté au niveau de celui de la zone 6 métropolitaine avec un abattement de 12 p. 100 » ; 2° que « dorénavant, les majorations intervenant en métropole soit au titre d'augmentation proprement dites, soit au titre de suppressions de zone, seront intégralement répercutées sur les départements d'outre-mer » ; 3° que la seconde étape du « rattrapage général ù aura lieu, au plus tard, avant le 1er août 1964. Il voudrait savoir si ces engagements seront tenus [30 avril 1964]. — **Réponse** [19 mai 1964] (p. 285). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Lucien Bernier.

562 — M. Vincent ROTINAT attire l'attention de *M. le ministre des armées* sur les espoirs qu'ont fait naître au sein du corps des sous-officiers ses déclarations prononcées devant l'Assemblée nationale au sujet de la revalorisation de leur situation morale et matérielle (*J. O.*, débats Assemblée nationale, séance du 8 novembre 1963, p. 6733, et séance du 16 novembre 1963, p. 7980 et 7981). Il lui signale également les sentiments que manifestent certains de ces **sous-officiers** et notamment, parmi les meilleurs, ceux qui comptent plus de dix ans de services et qui, titulaires du grade de sergent-chef ou d'adjudant-chef, détiennent en outre un brevet supérieur, établissant leur niveau de qualification très élevé : ces sous-officiers sont inquets en constatant que, depuis novembre 1963, rien n'est venu confirmer le bien-fondé des espoirs qu'avaient fait naître les déclarations précitées. Il lui demande donc si le Gouvernement a l'intention de déposer, au cours de l'actuelle session parlementaire, un projet de loi portant création du cadre des officiers techniciens, qui permettrait de faire accéder à l'épaulette, après concours, les sous-officiers les plus qualifiés, plus tôt qu'actuellement et en plus grand nombre, réalisant ainsi pour les personnels militaires de cette catégorie une véritbale promotion sociale [12 mai 1964].

563 — M. Marcel LAMBERT expose à *M. le ministre de l'agriculture* que des personnes ayant eu toute leur vie une activité exclusivement agricole en exploitant des terres d'un revenu cadastral inférieur au seuil d'assujettissement à l'**assurance vieillesse agricole :** 1° ont obtenu l'allocation spéciale le plus souvent assortie d'une allocation supplémentaire du fonds de solidarité ; 2° ont obtenu leur affiliation au régime de l'assurance maladie des exploitants agricoles en alléguant les dispositions de l'article 1106-1 (*in fine*) du code rural ; 3° ont vu rejeter les demandes qu'elles avaient présentées tendant à obtenir soit l'exonération totale de cotisations (application de l'article 1106-6 du code rural), soit la participation de l'Etat (art. 1106-8 du code rural). Il lui demande si compte tenu de la très grande modicité des ressources des personnes en cause, il n'envisage pas, soit de proposer une modification de la législation en vigueur pour leur accorder exonération ou participation de l'Etat, soit d'autoriser la prise en charge des cotisations desdites personnes par le fonds d'action sociale de l'assurance maladie des exploitants agricoles (F. A. M. E. X. A.) [12 mai 1964]. — **Réponse** [26 mai 1964] (p. 384). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Marcel Lambert.

564. — M. Adolphe CHAUVIN signale à *M. le ministre de l'éducation nationale* que de nombreux professeurs du second degré, en Seine-et-Oise, notamment, n'ont perçu à la date du 28 avril 1964 aucune **rétribution pour leur participation aux sessions d'examens de juin-juillet 1963 :** il leur est objecté le « manque de crédits », bien que les candidats aient versé au début de juin 1963, les droits d'examen réglementaires ; et lui demande : 1° si l'explication administrative ci-dessus est correcte ; 2° s'il existe des textes fixant les délais dans lesquels doivent être versées les **indemnités dues aux examinateurs,** tout spécialement le remboursement de leurs frais de déplacement ; 3° dans la négative, s'il est dans ses intentions de provoquer la publication de tels textes [19 mai 1964]. — **Réponse** [2 juin 1964] (p. 424). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Adolphe Chauvin.

565. — M. Charles NAVEAU attire l'attention de *M. le ministre de la santé publique et de la population* sur la condition alarmante des **personnels hospitaliers,** et notamment des directeurs, économes et autres cadres par rapport aux personnels du secteur privé remplissant les mêmes fonctions ; il lui rappelle les nombreuses promesses qui ont été faites et qui n'ont jamais été suivies d'effets et lui demande s'il compte prendre les mesures nécessaires et immédiates pour mettre fin à cette politique qui, en sacrifiant les personnels compromet le bon fonctionnement des hôpitaux [19 mai 1964]. — **Réponse** [9 juin 1964] (p. 515 et 516). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Charles Naveau.

566. — M. René TINANT demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* pour quelles raisons il refuse d'accorder à certains lycées, au titre des activités dirigées, quelques heures consacrées à la pratique du **jeu d'échecs.** Ce jeu qui développe l'esprit présente un intérêt éducatif certain. Il est d'ailleurs pratiqué dans de nombreuses écoles de pays européens [20 mai 1964]. — **Réponse** [2 juin 1964] (p. 425). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; René Tinant.

567. — M. René DUBOIS demande à *M. le ministre de l'information* comment la R. T. F. a pu être autorisée à projeter sur ses écrans le **fils vietminh sur la fin des combats de Dien-Bien-Phu dans l'émission de « Cinq colonnes à la une »** du 8 mai 1964, et par quelles voies officielles ou privées ce film est parvenu en France. Les données historiques et les responsabilités de ce désastre encore mal établies, la douleur provoquée par cette défaite non encore apaisée, ont amené de nombreux spectateurs à s'émouvoir de ce long et douloureux cortège de prisonniers français. Des pères et des mères de soldats, dont le sort est demeuré inconnu, scrutaient l'écran avec angoisse dans l'espoir d'apercevoir l'un des leurs. Il s'étonne qu'une pareille émission, susceptible d'avoir une résonnance affreuse au sein de maints foyers français aît pu être autorisée avec la plus froide indifférence de l'autorité responsable [20 mai 1964]. — **Réponse** [2 juin 1964] (p. 425 et 426). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; René Dubois.

568. — M. André DULIN expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que, dans la motion qu'ils ont votée, lors de l'assemblée générale réunie à Paris le 19 mars 1964, les directeurs particuliers et agents principaux des compagnies d'assurances générales ont : « Exprimé la profonde surprise et l'amère déception qu'ils éprouvent en constatant que le poste de président n'est pas encore pourvu après une vacance de treize mois pour la compagnie vie et une vacance de huit mois pour les compagnies accidents et incendie ; constaté que cette situation est gravement préjudiciable aux intérêts du groupe dont la politique d'unité est ainsi constamment différée ; exprimé le désir de voir placer à leur tête une personnalité qui sache redonner pleine confiance dans leur profession et qui maintienne, comme dans le passé, le groupe des **assurances générales** aux premiers rangs de l'assurance française ». Il lui demande s'il est exact que cette vacance, absolument inconcevable, n'aurait d'autre but que celui de maintenir à la tête de la compagnie un ancien ministre de l'intérieur de Vichy [26 mai 1964]. — **Réponse** [9 juin 1964] (p. 516). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; André Maroselli, au nom de M. André Dulin.

569. — M. Jean BARDOL expose à *M. le ministre du travail* qu'un grave conflit oppose le personnel à la direction des **Aciéries de Paris-Outreau,** importante usine métallurgique à Outreau (Pas-de-Calais). A la suite d'une grève de vingt-quatre heures qui eut lieu le 18 mars 1964, la direction procéda arbitrairement au licenciement de plusieurs ouvriers et d'un délégué du personnel. Une grève de quarante-huit heures fut alors observée. La reprise du travail fut decidée à la suite de l'engagement pris par le patronat de réintégrer les ouvriers mis à pied et de soumettre le cas du délégué à l'arbitrage de l'inspecteur du travail. Le comité d'entreprise refusa le licenciement et l'inspecteur du travail, après une enquête sérieuse, prit la même décision, le 13 avril 1964. Mais la direction s'est refusée jusqu'alors à appliquer cette décision. Elle a présenté un recours hiérarchique et intenté une action judiciaire devant le conseil de prud'hommes. Une circulaire ministérielle TMO 23/62 du 3 août 1962 stipule : « Un délégué mis à pied, dont le licenciement aura été refusé, devra être admis à reprendre le plein exercice de ses fonctions de délégué, même si un recours hiérarchique ou une action judiciaire est intenté ; l'effet de ceux-ci n'étant pas suspensif, il convient d'admettre également qu'il pourra, dans les mêmes conditions, prétendre à être réintégré dans l'emploi qu'il occupait avant sa mise à pied ». Dans ces conditions, il lui demande quelles sont les décisions qu'il entend prendre pour que la loi soit respectée et pour que le délégué arbitrairement sanctionné soit immédiatement et effectivement réintégré [26 mai 1964]. —

Réponse [16 juin 1964] (p. 626 et 627). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jean Bardol.

570. — M. Pierre GARET rappelle à *M. le ministre de la justice* que les **greffiers des tribunaux d'instance et de police** attendent vainement d'obtenir, depuis de nombreuses années, et tout spécialement depuis la réforme judiciaire de 1958, un **tarif** équitable en matière pénale. Puisqu'il semble reconnu par tout le monde, même par les services compétents de la chancellerie, que le tarif actuel est insuffisant, compte tenu du travail demandé et de l'augmentation certaine des charges que supportent ces greffiers, il lui demande dans quel délai il pense faire droit à leurs réclamations justifiées [28 mai 1964]. — **Réponse** [16 juin 1964] (p. 628). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Pierre Garet.

571. — M. Pierre MARCILHACY demande à *M. le ministre des affaires étrangères* dans quelle mesure la **reconnaissance « de jure » de la République populaire de Chine** lui paraît comptatible avec l'appui offert, au sein de l'Europe, à l'Espagne du général Franco, ainsi qu'avec les assurances prodiguées aux démocraties traditionnellement liées à la France [2 juin 1964]. — Transformée en question orale avec débat [23 juin 1964] (p. 727).

572. — M. ABEL-DURAND expose à *M. le ministre des travaux publics et des transports* que la direction commerciale de la **Société nationale des chemins de fer français** vient de diffuser sa brochure saisonnière concernant le service d'été de 1964, qu'elle y présente un tableau des améliorations récemment réalisées dans l'**électrification** et la traction Diesel, qu'une fois de plus la **ligne le Mans—Angers—Nantes—le Croisic—Quimper** en est exclue alors que, de part et d'autre, les lignes Paris—Rennes, Paris-Tours—Poitiers—Bordeaux sont électrifiées ou en cours d'électrification. Il lui demande si l'amélioration de la desserte ferroviaire d'une région dont Nantes est le centre géographique est définitivement ajournée, alors qu'elle serait la condition du redressement économique dont le Gouvernement lui-même reconnaît la nécessité [2 juin 1964]. — **Réponse** [16 juin 1964] (p. 628 et 629). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Abel-Durand.

573. — M. Jean BARDOL expose à *M. le ministre du travail* que la direction de l'usine métallurgique **(Compagnie des compteurs)** de Marquise-Rinxent (Pas-de-Calais) a procédé le 29 mai au licenciement collectif, pour une durée indéterminée, de ses quelque mille ouvriers. Le motif invoqué par la direction pour procéder à ce lock-out est la lutte menée par les travailleurs sous forme de grèves et de débrayages pour obtenir la satisfaction de légitimes revendications. Ladite direction prétend, en outre, ne réouvrir l'usine que si le travail reprend dans des « conditions normales », c'est-à-dire si les ouvriers cessent de revendiquer, d'user du droit de grève. Ce lock-out constitue donc à la fois une entrave délibérée à la liberté du travail et une atteinte caractérisée aux libertés syndicales. Il lui demande s'il entend prendre des mesures pour obtenir la réouverture immédiate de l'usine et pour sanctionner les responsables de cet acte illégal [3 juin 1964]. — **Réponse** [16 juin 1964] (p. 627). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jean Bardol.

574. — M. André MONTEIL a l'honneur d'exposer à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que la loi de finances rectificative pour 1926 (loi n° 62-873 du 31 juillet 1962) a introduit, par son article 6, une modification à l'article L. 48 du code des pensions. Avant cette loi, les militaires invalides du fait du service pouvaient prétendre soit à une pension d'invalidité au taux du grade, soit à une pension rémunérant les services, accrue d'une pension d'invalidité au taux du soldat. Désormais, les **militaires et marins** qui ont été atteints en service d'infirmités susceptibles d'ouvrir doit à **pension** au titre du code des pensions militaires d'invalidité reçoivent la pension dudit code afférente à leur grade, à laquelle s'ajoute, le cas échéant, la pension ou la solde de réforme susceptible de leur être allouée en application des dispositions des articles L. 10, L. 11 et L. 12 du présent code. Selon les termes de l'exposé des motifs du projet de loi, cette modification apportée à L'article L. 48 du code des pensions avait pour objet de supprimer un système d'allocation complexe et de mettre fin à des inégalités en accordant sans restriction la pension d'invalidité du grade. Il a l'honneur de lui demander pourquoi, dans ces conditions, il refuse d'appliquer le texte précité aux militaires retraités avant le 3 août 1962 [4 juin 1964]. — **Réponse** [23 juin 1964] (p. 727 et 728). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; André Monteil.

575. — M. Maurice VÉRILLON appelle l'attention de *M. le ministre d'Etat chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales* sur certains problèmes concernant la recherche scientifique, et notamment sur ceux relatifs au statut des **chercheurs du C. N. R. S.**, de leur recrutement et de leur rémunération ; il lui demande : 1° s'il envisage, conformément aux promesses qui avaient été faites, de modifier rapidement le statut de 1959 en vue de remédier à un certain nombre d'inégalités choquantes ; 2° si le prochain budget comportera la création de postes nouveaux de chercheurs et de techniciens de façon à faire face aux emplois demandés par la direction du C. N. R. S. ; 3° s'il compte, enfin, prendre les mesures financières nécessaires pour faire disparaître le déclassement des salaires des chercheurs en procédant à une revalorisation indispensable de ces traitements [4 juin 1964]. — **Réponse** [16 juin 1964]. — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Maurice Vérillon.

576 — M. Paul PELLERAY expose à *M. le ministre de l'agriculture* que l'harmonisation des **prix agricoles à l'intérieur de la C. E. E.** a été prévue par le traité de Rome et les accords récents de Bruxelles. Il lui demande en conséquence pour quelles raisons les dispositions prévues par les textes ne se traduisent pas dans les faits [11 juin 1964[. — **Réponse** [23 juin 1964] (p. 727). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Paul Pelleray.

577. — M. André MAROSELLI expose à *M. le ministre de la santé publique et de la population* que certaines pressions se sont exercées en vue de faire nommer aux fonctions de chef lingère, dans un **établissement hospitalier de la Haute-Saône,** une employée jugée indésirable par ses supérieurs, ce qui soulève une question de principe concernant, d'une manière générale, la gestion des établissements hospitaliers pour lesquels le chef d'établissement, en vertu des dispositions du décret n° 58-1202 du 11 décembre 1958, est seul qualifié, après avis de la commission paritaire, pour procéder aux nominations du personnel administratif et secondaire. Il lui demande de vouloir bien lui donner des éclaircissements sur les conditions d'application des dispositions de ce décret, toujours en vigueur [11 juin 1964]. — **Réponse** [23 juin 1964] (p. 728 et 729). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; André Maroselli.

578. — M. Jacques DUCLOS rappelle à *M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports* que la **fédération sportive et gymnique du travail,** comptant 130.000 licenciés et 1.200 clubs, n'a perçu cette année qu'une subvention de 5.000 F, alors que les organisations sportives de même importance ont perçu, ce qui est d'ailleurs parfaitement normal, entre 220.000 et 275.000 F ; que, d'après les critères qui sont officiellement définis, la subvention de la F. S. G. T. devrait être de 240.000 F ; que, d'après la déclaration faite à l'Assemblée nationale par le haut-commissaire à la jeunesse et aux sports : « Le critère de la distribution des crédits ne doit pas reposer sur les tendances ou orientations. Dans ce domaine, nous ne considérons que les activités, c'est, je crois, le critère le plus objectif, celui auquel nous devons nous tenir ». Il lui demande en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour mettre rapidement un terme à l'injustice ci-dessus signalée et assurer une juste rétribution des crédits aux organisations sportives » [11 juin 1964]. — **Réponse** [23 juin 1964] (p. 729 et 730). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jacques Duclos.

579. — M. Jacques DUCLOS expose à *M. le ministre de la justice* que les méthodes électorales employées dans l'île de *la* **Réunion** au cours des **élections législatives de 1962 et 1963** ont été fréquemment contraires aux dispositions légales ; qu'à la suite des élections législatives du 18 novembre 1962, les violences, les expulsions de mandataires des candidats, les bourrages ou les enlèvements d'urnes, les falsifications des résultats furent tels que le conseil constitutionnel dénonça l'emploi de ces méthodes dans les trois circonscriptions de la Réunion ; que des plaintes ont été portées contre les responsables de coups de force électoraux, l'un d'entre eux exerçant actuellement les fonctions de maire ; que la culpabilité de ce personnage étant nettement établie, le préfet de la Réunion prit, en date du 21 février 1963 un arrêté le suspendant pour un mois de ses fonctions ; que, d'après les attendus de l'arrêté, l'intéressé a fait l'objet d'une inculpation du parquet près le tribunal de grande instance de Saint-Denis du fait de l'enlèvement des urnes électorales des trois bureaux de la section de Champ Borne, le 5 mai 1963 ; que, d'après l'article 120 du code électoral : « l'enlèvement de l'urne contenant les suffrages émis et non encore dépouillés sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 240.000 à 1.200.000 anciens francs ». Il lui demande en conséquence à quelle date l'affaire relative à cet enlèvement des trois urnes, le 5 mai 1963, ayant entraîné une inculpation, sera appelée et jugée. Il lui précise en outre que, dans la deuxième circonscription, le conseil constitutionnel prononça l'annulation des opérations électorales, notamment

parce que le président d'un bureau de vote avait « rempli l'urne lui-même » ; que cet adjoint au maire n'a jamais été inculpé pour ce fait et a pu recommencer le 5 mai 1963 ; que, surpris en flagrant délit par les mandataires des deux candidats, il fut confondu à la suite des plaintes portées par tous les témoins et enfin inculpé. Il lui demande à quelle date sera jugée cette deuxième affaire dont l'instruction est close, laquelle concerne un magistrat municipal qui, au surplus, est un officier ministériel [11 juin 1964]. — **Réponse** [23 juin 1964] (p. 730 à 732). *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jacques Duclos ; Georges Repiquet.

580. — M. André MÉRIC demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* quelle procédure il entend suivre pour assurer le règlement du **conflit permanent qui existe entre le personnel commercial et technique d'Air France et la direction de la compagnie** ; s'il est exact qu'en 1959, la direction de la compagnie nationale Air France se soit engagée, par un protocle approuvé par l'un de ses prédécesseurs en tant que ministre de tutelle, à lier l'évolution des rémunérations de son personnel navigant technique à celles du personnel au sol et ce, jusqu'en 1970 ; s'il est également exact que, nonobstant l'existence de ce contrat, il ait donné en 1963 des directives à la direction d'Air France pour refuser aux personnels navigants les augmentations de 5,20 p. 100 dites de rattrapage accordées par ailleurs à toutes les catégories du personnel au sol ; s'il est enfin exact que cette décision de sa part soit à l'origine : 1° du recours en justice déposé par plusieurs navigants techniques ; 2° du conflit qui oppose le personnel navigant commercial à la direction de la compagnie nationale, les hôtesses et les stewards d'Air France s'étant vu appliquer jusqu'en 1963 les dispositions du protocole bien que leur syndicat n'en soit pas signataire. Si la réponse à cette question en trois parties est positive, il lui demande comment il peut expliquer une telle décision prise en violation d'engagements écrits au moment même où, suite aux recommandations du rapport Toutée, le Gouvernement préconise l'établissement de « contrats de progrès » entre les organisations syndicales et les directions des entreprises publiques et quand il compte apporter une solution à ce conflit qui a sans aucun doute des répercussions fâcheuses pour la Compagnie nationale tant sur le plan commercial que financier [16 juin 1964]. — **Réponse** [30 juin 1964] (p. 925 et 926). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; André Méric.

581. — M. Maurice CHARPENTIER expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que de très nombreux **artisans et commerçants ruraux** se plaignent amèrement que leur **forfait** ait été augmenté dans les proportions qui risquent de beaucoup les gêner dans la poursuite de leur métier à la campagne. Il lui demande ce qu'il envisage de faire, avant le vote du budget 1965, pour ne pas les pousser jusqu'à la misère par une charge trop lourde d'impôts. Ceux-ci sont déjà trop tentés de quitter nos communes rurales pour aller exercer un autre métier dans une grande ville, autrement dit leur mort financière entraînera obligatoirement celle des communes rurales [17 juin 1964]. — **Réponse** [30 juin 1964] (p. 927). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Maurice Charpentier.

582. — M. Etienne DAILLY rappelle à *M. le ministre de l'agriculture* que le déroulement rapide des opérations de **remembrement de la propriété et de l'exploitation agricole** est l'une des conditions essentielles de l'évolution nécessaire de l'agriculture française. Or, il apparaît que les travaux préparatoires confiés pour la plupart du temps à des **géomètres experts** subissent des retards souvent importants qui trouvent leur justification dans l'insuffisance des **honoraires accordés** à ces techniciens. En effet, les tarifs appliqués par l'administration marquent un retard d'environ 20 p. 100 par rapport à ceux qui sont normalement pratiqués pour le secteur privé. Dans ces conditions, les géomètres experts sont contraints de donner la priorité aux commandes qui assurent la rentabilité de leur cabinet, avant de se préoccuper des travaux des marchés de remembrement auxquels ils ont souscrit, qu'ils portent souvent sur de longues périodes et qu'ils doivent aujourd'hui poursuivre dans des conditions déficitaires. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour éviter que les géomètres ne se refusent brutalement à se charger des remembrements avec tous les risques que cela comporterait dans le monde agricole [23 juin 1964]. — **Réponse** [13 octobre 1964] (p. 1066 et 1067). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Etienne Dailly.

583. — M. Pierre MARCILHACY demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* s'il est exact que des collectivités économiques dépendant de l'Etat et autorisées à faire appel à la plus large épargne publique ont, avec l'autorisation et sous le contrôle de l'Etat, consenti des **prêts à des Etats et organismes étrangers, et notamment au Pérou** [23 juin 1964]. — **Réponse** [27 octobre 1964] (p. 1160). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Pierre Marcilhacy.

584. — M. Raymond BOSSUS expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que la République fédérale allemande a versé au Gouvernement français, en 1952, la somme de 2.068.626.970 anciens francs destinés au **remboursement des marks rapportés en France par les prisonniers de guerre, déportés résistants et politiques et les travailleurs déportés,** et déposés, à leur rapatriement, dans des centres prévus à cet effet. Sur cette somme, 629.374.611 anciens francs seulement furent utilisés pour le remboursement de ces marks. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître de quelle façon il entend, dans la préparation du budget 1965, élaborer les textes réglementaires accompagnés de mesures financières qui permettront l'affectation du reliquat, soit 1.439.252.359 anciens francs, à **l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre** afin qu'il constitue un fonds social d'aide aux différentes catégories de rapatriés de 1945, aux ayants cause de leurs décédés et aux œuvres créées par leurs associations respectives [23 juin 1964]. — **Réponse** [13 octobre 1964] (p. 1067 et 1068). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Raymond Bossus.

585 — M. Georges MARIE-ANNE expose à *M. le ministre des armées* ce qui suit : l'instruction locale du commandement supérieur des troupes du groupe Antilles—Guyane n° 1841/4 état-major, 4e bureau, du 31 août 1956, fixant les règles d'emploi du **personnel auxiliaire des états-majors, corps et services stationnés dans le groupe Antilles—Guyane,** stipule en son titre II concernant le personnel ouvrier : « que les prescriptions du titre I relatives au personnel « employé » s'appliquent au personnel « ouvrier ». L'article 2 de ce titre II précise : « que l'assimilation du personnel « ouvrier » au personnel « employé » est effectuée sur les bases ci-après : « Les chefs d'atelier (1er, 2e, 3e échelon) sont assimilés aux employés de première classe ; les contremaîtres (1er, 2e, 3e échelon) sont assimilés aux employés de 3e classe. Le personnel ouvrier reçoit le même traitement que le personnel « employé » auquel il est assimilé ». Par ailleurs un décret n° 63-649 du 3 juillet 1963 a réorganisé les personnels civils des forces armées stationnées dans les départements d'outre-mer en créant des corps particuliers de fonctionnaires administratifs des services extérieurs propres aux départements d'outre-mer ; il lui demande : 1° comment, compte tenu des nouveaux corps précités, sont maintenues les dispositions prévoyant l'assimilation personnel « ouvrier » au personnel « employé » ; 2° s'il n'envisagerait pas d'en finir une fois pour toutes avec les mesures particulières et discriminatoires prises à l'égard des départements d'outre-mer, en étendant aux chefs d'atelier, contremaîtres et chefs d'équipe des services de l'armée de ces départements les dispositions du décret n° 64-474 du 27 mai 1964 fixant le statut des corps d'agents de maîtrise spécialisés du ministère des armées en France métropolitaine [24 juin 1964]. — **Réponse** [13 octobre 1964] (p. 1069 et 1070). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Georges Marie-Anne.

586. — M. Raymond GUYOT rappelle à *M. le ministre des armées* l'**accident** regrettable qui s'est produit le 26 mai 1964 **au camp de la Valbonne** (Ain) au cours du nettoyage d'une cuve à vin et qui causa la mort d'une jeune soldat père de famille. Il lui demande : 1° si toutes précautions avaient bien été prises avant de faire procéder au nettoyage en question ; 2° si tous les soins ont bien été donnés à l'accidenté et dans les délais les plus brefs. Dans le cas contraire il lui demande s'il n'entend pas nommer une commission d'enquête composée de sénateurs et de députés à laquelle pourraient participer des appelés du camp de la Valbonne pour déterminer les circonstances exactes de la mort de ce jeune soldat et les responsabilités exactes du commandement et s'il n'entend pas prendre de sévères sanctions à l'encontre des responsables pour que de tels faits ne se reproduisent plus [24 juin 1964]

587. — M. Marcel DAROU attire l'attention de *M. le ministre de l'éducation nationale* sur le fait que la prolongation de la scolarité provoque une pénurie de main-d'œuvre alarmante dans les industries de l'ameublement de la région du Nord en faisant disparaître la catégorie « apprentis sous contrat » qui fournissait des éléments ayant subi une formation professionnelle adéquate. Il lui demande donc, dans le cadre du Ve plan, de bien vouloir envisager la création à Lille ou dans la région du Nord d'un **collège technique de l'ameublement** [24 juin 1964]. — **Réponse** [13 octobre 1964] (p. 1070). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Marcel Darou.

588. — M. Marcel DAROU expose à *M. le Premier ministre* que lors de l'inauguration de l'hôtel consulaire de Dunkerque, promesse formelle avait été faite de pousser les travaux de construction de l'**autoroute Dunkerque—Lille** dont une modeste partie est réalisée, étant donné l'importance de cette voie de communication ; il lui demande si cette autoroute sera entièrement réalisée dans le cadre du Ve plan, de façon que le port de Dunkerque puisse être largement desservi et ne soit plus handicapé vis-à-vis de ses concurrents belges et hollandais [24 juin 1964]. — **Réponse** [13 octobre 1964] (p. 1071). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Marcel Darou.

589. — M. Georges MARIE-ANNE expose à *M. le ministre des travaux publics et des transports* que la **route nationale reliant la commune de Saint-Pierre (Martinique) à celle de Morne-Rouge** a été coupée au lieudit les Trois Ponts par le cyclone Edith en septembre 1963. La circulation a pu être rétablie grâce à des travaux de fortune exécutés à titre précaire et provisoire par une équipe du service militaire adapté. Comme il fallait s'y attendre, les premières pluies de l'hivernage 1964 (juin 1964) ont de nouveau coupé la route. Il lui demande si des dispositions ont été prises pour que la liaison Saint-Pierre—Morne-Rouge puisse être assurée de manière régulière [30 juin 1964]. — **Réponse** [13 octobre 1964] (p. 1072). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Georges Marie-Anne.

590. — M. Jean NAYROU rappelle à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que la création d'une **société d'économie mixte pour l'équipement touristique de l'Ariège** a été décidée par le conseil général, il y a plusieurs mois ; qu'une réunion officieuse s'est déjà tenue, en conclusion de laquelle les statuts ont été proposés, lesdits statuts étant tout simplement les statuts-types officiels ; qu'au cours de cette réunion, il a été porté à la connaissance des délégués qu'un délai minimum de six mois était nécessaire pour l'approbation. Il lui demande les raisons de ce long délai, tout en suggérant de le ramener à un terme plus raisonnable susceptible de faciliter la création définitive de la société [30 juin 1964]. — **Réponse** [13 octobre 1964] (p. 1068 et 1069). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jean Nayrou.

591. — M. Jean NAYROU appelle l'attention de *M. le ministre de l'agriculture* sur l'importance que présentent l'étude et la réalisation de l'**irrigation de la basse Arriège** et lui demande quelles mesures il compte prendre pour en hâter l'avancement [30 juin 1964]. — **Réponse** [13 octobre 1964] (p. 1067). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jean Nayrou.

592. — M. Jean NAYROU appelle l'attention de *M. le ministre de la justice* sur certaines formes de **vente pratiquées par certains individus au détriment d'acheteurs mal informés** et même trompés, en particulier de vieillards isolés, et lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à ce qui constitue un véritable scandale [30 juin 1964]. — **Réponse** [13 octobre 1964] (p. 1072 et 1073). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jean Nayrou.

593. — M. Jean NAYROU expose à *M. le ministre de la santé publique et de la population* que les dispositions relatives à l'**aide ménagère** se heurtent trop souvent aux délais d'instruction des dossiers et lui demande de bien vouloir prendre toutes mesures permettant la mise en application de la procédure d'admission d'urgence [30 juin 1964]. — **Réponse** [13 octobre 1964] (p. 1073). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jean Nayrou.

594. — M. Roger CARCASSONNE, partageant l'émotion profonde et justifiée de l'opinion publique devant les erreurs répétées dans le déroulement de plusieurs concours et examens, et surtout devant les « **fuites** » inadmissibles et, semble-t-il, généralisées de sujets de plusieurs épreuves du **baccalauréat,** demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* quelles mesures d'enquête il a prises et compte prendre, quelles sanctions il se propose d'appliquer, quelles dispositions il envisage pour éviter le renouvellement de fautes aussi nombreuses que grossières [30 juin 1964].

595. — M. Pierre GARET rappelle à *M. le ministre de l'éducation nationale* qu'un arrêté ministériel du 28 juillet 1960 a fixé le montant de la **contribution forfaitaire annuelle de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des classes des établissements privés sous contrat d'association.** L'article premier de cet arrêté précise que le montant de cette contribution est fixé par référence au coût d'entretien d'un élève externe d'un établissement d'Etat tel qu'il résulte des enquêtes relatives aux comptes de gestion de l'année 1958, c'est-à-dire au coût de la vie en 1957. Celui-ci étant différent en 1964 de ce qu'il était en 1957, il lui demande de bien vouloir lui donner la raison pour laquelle il n'en a pas été tenu compte, et s'il envisage de prendre un nouvel arrêté qui, en fait comme en droit, s'impose incontestablement [2 octobre 1964]. — **Réponse** [27 octobre 1964] (p. 1161). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Pierre Garet.

596. — M. Jean NAYROU appelle l'attention de *M. le ministre de l'agriculture* sur les pertes très sérieuses causées aux exploitants agricoles de l'**Ariège** par la **sécheresse** persistante et lui demande s'il compte prendre les mesures indispensables d'**indemnisation** comme ce fut le cas en 1962 [2 octobre 1964]. — **Réponse** [27 octobre 1964] (p. 1162). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jean Nayrou.

597. — M. Etienne DAILLY expose à *M. le ministre des armées* que des informations parues ces jours derniers dans la presse font état du décès par **empoisonnement d'un militaire** du premier régiment de chasseurs parachutistes et de l'intoxication d'un certain nombre de ses camarades. Il semblerait que cet accident ait été provoqué par l'absorption de plantes vénéneuses en guise d'alimentation au cours d'un exercice pourtant intitulé « opération survie ». Il lui demande : 1° si ces informations sont exactes ; 2° dans l'affirmative, dans quelles conditions a pu être décidée une opération qui mettait ainsi en danger la vie et la santé de ces militaires et quelle autorité en a pris l'initiative ; 3° si toutes précautions sanitaires avaient été prises pour pallier les conséquences de tout accident éventuel et, dans l'affirmative, comment il peut se faire qu'aucune intervention médicale immédiate n'ait permis de sauver le militaire décédé ; 4° l'aconit étant une plante très répandue dans la région où se déroulait l'exercice, comment il peut se faire que les militaires qui participaient à l'opération n'aient pas été, en temps utile, avertis du danger [2 octobre 1964]. — **Réponse** [27 octobre 1964] (p. 1167 et 1168). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Etienne Dailly.

598. — M. Maurice CHARPENTIER demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* de bien vouloir lui faire connaître s'il ne serait pas possible que des **prêts** soient consentis **aux communes par les compagnies d'assurances, sur les réserves techniques imposées à ces dites compagnies.** Ces prêts faciliteraient grandement la trésorerie des communes rurales et leur permettrait d'effectuer leurs travaux urgents, de réfection de leurs chemins et d'adduction d'eau ; relativement à ce dernier sujet, la période d'extrême sécheresse de l'été 1964 a obligé un trop grand nombre de cultivateurs à faire des transports fréquents et quotidiens pour approvisionner leur ferme en eau ; c'est pourquoi la nécessité d'installer très rapidement des adductions d'eau nouvelles s'impose. La construction de chemins carrossables pour chaque ferme est aussi pressante Les agriculteurs ont très vif le sentiment qu'on les a délaissés ; cette nouvelle source de prêts ouverte aux communes rurales leur apporterait déjà une satisfaction [2 octobre 1964]. — **Réponse** [27 octobre 1964] (p. 1160 et 1161). *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Maurice Charpentier.

599. — M. Jean NAYROU appelle l'attention de *M. le ministre de l'industrie* sur la crise très grave qui sévit dans le **textile** entraînant une situation pénible de la population ouvrière des **départements de l'Ariège et de l'Aude,** et lui demande quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour porter remède aux difficultés actuelles [2 octobre 1964]. — **Réponse** [27 octobre 1964] (p. 1163 et 1164). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jean Nayrou.

600. — M. Pierre MARCILHACY demande à *M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre* pour quelles raisons le **personnel des foyers d'anciens combattants** ne bénéficie que d'un traitement très inférieur à celui touché à tâches égales par le personnel des centres hospitaliers de la santé publique [7 octobre 1964]. — **Réponse** [27 octobre 1964] (p. 1161). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Pierre Marcilhacy.

601. — M. Jacques DUCLOS expose à *M. le ministre de la justice* que le 7 octobre prochain s'ouvrent à la Martinique cinq **procès pour « délits de presse » contre les journaux « Justice » et « Le Cri des jeunes », organes du parti communiste martiniquais** et de l'union des jeunesses communistes ; que le prétexte en est la reproduction d'un article paru dans un journal de la Guadeloupe et la relation d'incidents raciaux à Fort-de-France en juin 1963 ; qu'à l'occasion de ces procédures, le parquet poursuit systématiquement comme complices les représentants qualifiés du parti et de l'union des jeunesses communistes, rompant ainsi une véritable tradition de nos tribunaux qui, en cette

matière, n'ont jamais retenu dans les liens de la prévention les dirigeants des partis politiques dont le journal incriminé est l'organe ; que la multiplication des saisies de la seule presse communiste à la Martinique et la généralisation de ces procès visant par le biais d'une complicité aussi inconsidérément retenue les responsables d'un parti politique, prendraient alors l'allure d'une véritable atteinte délibérée à la liberté de la presse. Il lui demande : 1° si l'inculpation des représentants du parti communiste comme complices de tout délit de presse est une notion spécifique et originale du parquet de Fort-de-France, ou si elle obéit à des instructions ministérielles ; 2° s'il ne serait pas opportun de rappeler au besoin par circulaires aux parquets intéressés que l'extension aussi inconsidérée des notions de complicité en matière de délits de presse est de nature à porter atteinte à la liberté de la presse [7 octobre 1964]. — **Réponse** [27 octobre 1964] (p. 1166 et 1167). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jacques Duclos.

602. — M. Etienne RESTAT demande à *M. le Premier ministre* les raisons pour lesquelles l'article 4 de la loi programme des investissements agricoles de 1962 n'est pas encore entré en application. Il en rappelle les termes : « Les projets inscrits aux programmes, approuvés par M. le ministre de l'agriculture, ayant fait l'objet d'amélioration des circuits de distribution, bénéficieront de régimes de financement qui devront apporter aux collectivités maîtres d'œuvre une aide financière leur assurant des conditions de rentabilité équivalentes ». Il espère que ce simple rappel lui permettra d'apprendre que les dispositions précitées seront rapidement appliquées, permettant ainsi d'assurer la rentabilité des **marchés d'intérêt national** (M. I. N.) [7 octobre 1964]. — **Réponse** [9 décembre 1964] (p. 2239 et 2240). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Etienne Restat.

603. — M. Raymond BOSSUS a l'honneur de souligner à *M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre* l'ampleur de la manifestation du 3 octobre, rassemblant des dizaines de milliers d' **anciens combattants** des différentes générations venus de tous les départements de France exprimer leur légitime mécontentement de ne pas voir donner une suite favorable à leurs revendications justifiées. En conséquence, il lui demande de quelle façon le Gouvernement entend donner une suite favorable à : 1° l'application du rapport Constant ; 2° la levée des forclusions pour toutes les victimes de guerre ; 3° l'octroi de la carte des combattants aux combattants de la guerre d'Algérie [8 octobre 1964]. — Retrait par son auteur [1er décembre 1964] (p. 2034).

604. — M. Jean PÉRIDIER appelle l'attention de *M. le ministre de l'agriculture* sur les graves **dégâts survenus** dans le département de l'Hérault et plus particulièrement **dans la région de Roujan** les 4 et 30 septembre dernier ; il lui signale que les orages qui ont eu lieu ont créé de lourds dommages tant sur le plan immobilier que sur le plan agricole et viticole ; en conséquence, il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre pour réparer les dommages subis et pour indemniser les sinistrés [8 octobre 1964]. — **Réponse** [27 octobre 1964] (p. 1162 et 1163). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jean Péridier.

605. — M. Léon DAVID attire l'attention de *M. le ministre des travaux publics et des transports* sur le projet de construction d'**autoroute** sur le parcours **Aubagne-Toulon** (Bouches-du-Rhône —Var). Le tracé établi par les ponts et chaussées soulève les critiques des maires des communes intéressées et des organisations agricoles, notamment en raison des dommages importants causés à certaines agglomérations et constructions, mais particulièrement aux vignobles et autres cultures. Il lui demande d'examiner le tracé proposé par le comité de défense et de protestation qui éviterait tous les dommages précités [8 octobre 1964]. — **Réponse** [1er décembre 1964] (p. 2034 et 2035). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Léon David.

606. — M. Antoine DUTOIT expose à *M. le ministre du travail* qu'actuellement dans l'**industrie du textile** on dénombre près de 12.000 travailleurs et travailleuses touchés par le chômage partiel et ayant une durée de travail hebdomadaire de trente-deux heures ; que cette réduction d'horaire frappe durement les travailleurs du textile, qui subissent de ce fait une diminution de leur salaire de 80 à 120 francs ; que cette situation est ressentie douloureusement par les travailleurs et leur famille, car déjà avec un salaire de quarante-huit heures par semaine leur pouvoir d'achat est insuffisant ; qu'une des causes essentielles de cette situation dans le textile est le résultat de la diminution du pouvoir d'achat des travailleurs en général, qui a pour cause une réduction considérable des articles de consommation textiles. En conséquence, il aimerait connaître quelles dispositions il compte prendre pour : 1° l'augmentation des salaires ; 2° la garantie d'un salaire mensuel de 500 francs ; 3° le retour à la semaine légale de quarante heures sans diminution du pouvoir d'achat et de manière à assurer une meilleure répartition du travail et, dans l'immédiat, les mesures envisagées pour : *a*) la revalorisation des indemnités de chômage partiel avec le relèvement du plafond des ressources : *b*) la prise en charge du chômage partiel par l'U. N. E. D. I. C., dont les fonds sont prélevés sur les salaires des travailleurs qui ne peuvent en bénéficier, ces fonds étant réservés aux chômeurs totaux, chômant au moins quatre semaines consécutives [8 octobre 1964]. — **Réponse** [27 octobre 1964] (p. 1164 à 1166). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Adolphe Dutoit.

607. — M. Lucien BERNIER, se référant à la réponse qui lui a été faite le 21 avril 1964 à sa question orale n° 555 du 9 avril 1964, demande à *M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer* de bien vouloir lui faire connaître : 1° les raisons pour lesquelles n'ont pas été pris les textes dont il a parlé, bien qu'ils aient fait l'objet de décisions favorables du Gouvernement ; 2° les résultats de l'étude entreprise concernant la définition de l'enfant à charge ouvrant droit au bénéfice des **allocations familiales dans les départements d'outre-mer** [13 octobre 1964]. — **Réponse** [1er décembre 1964] (p. 2036 et 2037). — *Sont entendus :* MM. de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Lucien Bernier.

608. — M. Marcel DAROU appelle l'attention de *M. le ministre de l'éducation nationale* sur le projet de création d'une nouvelle **école normale pour garçons et filles dans l'arrondissement de Dunkerque,** avec implantation à Hazebrouck ; il lui signale l'angoissant problème que pose actuellement la formation des maîtres et maîtrsesses de l'enseignement primaire en face de l'insuffisance des possibilités existantes ; il lui précise que le projet visant cette création nouvelle est soumis à ses services depuis 1961 et qu'il comporte l'agrément des pouvoirs publics de la région du Nord, des organisations qualifiées, qui considèrent cette création comme une réalisation indispesable dans le cadre du Ve plan ; il ajoute, enfin, qu'en attendant la construction de la nouvelle école normale, les locaux actuels du lycée des Flandres à Hazebrouck peuvent parfaitement être utilisés dès la rentrée scolaire de 1965 et, tenant compte de ces éléments, il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre pour aboutir à la création de cette école normale pour la rentrée scolaire de 1965 [15 octobre 1964]. — **Réponse** [1er décembre 1964] (p. 2037). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Marcel Darou.

609. — M. Roger LACHÈVRE expose à *M. le ministre de la justice* qu'un certain nombre de tribunaux de la région parisienne sont appelés à sanctionner des automobilistes poursuivis à la suite d'**infractions au code de la route relevées par « radar ».** Cette méthode ultramoderne bouleverse quelque peu la conception traditionnelle de la constatation contradictoire d'une quelconque infraction. Il lui demande, en conséquence, de préciser dans quelle mesure cette méthode est actuellement appliquée et s'il estime qu'elle peut se substituer aux méthodes traditionnelles, compte tenu des incertitudes d'ordre technique qu'elle comporte. Il lui demande également de préciser quelle autorité a pu donner son homologation, c'est-à-dire une garantie officielle de fonctionnement aux appareils utilisés dans ce but, ainsi que la date des procès-verbaux de leur réception [15 octobre 1964]. — **Réponse** [1er décembre 1964] (p. 2038 et 2039). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Roger Lachèvre.

610. — M. Robert BRUYNEEL demande à *M. le ministre de la justice* de lui faire connaître les motifs qui l'ont incité à appliquer « une politique particulière restrictive » aux mesures de libération conditionnelle qui ne sont « accordées que très exceptionnellement » aux détenus politiques. Il lui demande de bien vouloir lui préciser en vertu de quels principes les **détenus politiques** sont moins bien traités en l'occurrence que les condamnés de droit commun [15 octobre 1964] — **Réponse** [1er décembre 1964] (p. 2039). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Robert Bruyneel.

611. — M. Robert BRUYNEEL signale à nouveau à *M. le ministre des travaux publics et des transports* que le pont qui franchissait la Loire entre Chaumont-sur-Loire et Onzain a été détruit en 1940 et remplacé en 1951 par une passerelle provisoire à voie unique qui fait subir à la circulation une gêne considérable. Cette passerelle, installée pour une durée maximum de cinq ans, est en service depuis plus de treize ans, et comporte des dangers certains tout en exigeant des réparations nombreuses et coûteuses. C'est ainsi que pour permettre des travaux de renforcement, l'interdiction de passage aux véhicules automobiles a été décidée pour une durée d'un mois entre le 5 octobre et

le 5 novembre 1964, imposant aux usagers un détour d'une trentaine de kilomètres. L'Etat n'ayant pu financer les travaux de reconstruction du pont, le conseil général de Loir-et-Cher estimant cette réfection urgente avait décidé de procéder au préfinancement de ces travaux en application de l'article 8 de la loi n° 55-139 du 2 février 1955. Mais le Gouvernement se serait opposé à la réalisation de l'emprunt nécessaire en prenant prétexte de la mise en vigueur du plan de stabilisation. Le remplacement de la **passerelle provisoire de Chaumont-sur-Loire** ne pouvant attendre plus longtemps, il lui demande d'autoriser immédiatement l'opération financière sollicitée par le conseil général pour la construction sans délai du nouveau pont [20 octobre 1964]. — **Réponse** [1er décembre 1964] (p. 2035 et 2036). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Robert Bruyneel.

612. — M. Pierre MARCILHACY demande à *M. le ministre des armées* quelles mesures il compte prendre : 1° pour assurer à **Angoulême** la sécurité des ouvriers et employés de la **poudrerie** ; 2° pour garantir en tout état de cause la sécurité des habitants de la ville et des environs [27 octobre 1964]. — **Réponse** [1er décembre 1964] (p. 2040). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Pierre Marcilhacy.

613 — M. Roger DELAGNES expose à *M. le ministre de la santé publique et de la population* que malgré de multiples interventions depuis plus de douze ans et notamment sa question orale n° 460 du 24 janvier 1963 (*Journal officiel* du 26 juin 1963, débats parlementaires Sénat) une société de produits chimiques, près de Grenoble, continue à déverser dans le **Drac,** en violation de tous les règlements en vigueur, des quantités massives de produits phénolés concentrés ; il en résulte une **pollution permanente de l'Isère et du Rhône** et les populations du Bas-Rhône sont ainsi privées d'eau potable ; il lui demande, en conséquence, s'il compte enfin prendre des mesures efficaces pour interdire à cette société tout nouveau déversement [27 octobre 1964]. — **Réponse** [1er décembre 1964] (p. 2040 et suiv.). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Roger Delagnes.

614. — M. Charles NAVEAU expose à *M. le ministre des armées* la contradition existant entre les déclarations gouvernementales prévoyant une diminution sensible des effectifs militaires dans les années à venir et un projet nouveau d'expropriation d'environ 200 hectares de terres dans la région urbaine de l'agglomération douaisienne en vue de la création éventuelle d'un **champ de manœuvres** au profit de l'armée, et tenant compte de ces faits, il lui demande : 1° si ce projet de création est réellement envisagé ; 2° dans l'affirmative, quelles raisons il peut invoquer pour justifier une telle opération qui risque d'avoir de très graves répercussions dans cette région [29 octobre 1964]. — **Réponse** [9 décembre 1964] (p. 2242 et 2243). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Charles Naveau.

615. — M. Charles SURAN expose à *M. le ministre de l'agriculture,* d'une part, qu'il existe une disproportion entre les crédits inscrits au chapitre 46-57 du projet de budget de 1965, concernant l'application du décret n° 62-249 du 3 mars 1962 relatif à l'installation comme chefs d'exploitations agricoles des travailleurs agricoles bénéficiant de la **promotion sociale** et les prévisions relatives à l'application du décret n° 63-1044 du 17 octobre 1963 portant application de l'article 27 (6e alinéa) de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif à l'aide aux **mutations professionnelles des agriculteurs et travailleurs agricoles ;** d'autre part, qu'il existe des différences entre les avantages supplémentaires consentis à ces deux catégories ; il lui demande comment il croit pouvoir retenir à la terre les jeunes agriculteurs évolués qui, ayant le choix entre deux éventualités présentant des avantages inégaux, seront tentés d'envisager la solution la plus avantageuse qui est celle qui les entraîne hors de la profession agricole [29 octobre 1964]. — **Réponse** [9 décembre 1964] (p. 2240 et 2241). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Charles Suran.

616. — M. Abel SEMPÉ expose à *M. le ministre de l'agriculture* que lors des cyclones, inondations, etc., qui frappent périodiquement l'agriculture, le Gouvernement a toujours pris des mesures tendant à indemniser les agriculteurs sinistrés (loi n° 60-1364 du 21 décembre 1960 en ce qui concerne les inondations exceptionnelles de 1960 ; loi n° 64-706 du 10 juillet 1964 organisant le régime de garantie contre les calamités agricoles ; indemnités à la Guadeloupe lors du récent cyclone Cléo) ; le 26 juillet 1964 un véritable **cyclone** s'est abattu **sur le Gers** causant de très graves dégâts aux exploitations agricoles. Aucun crédit n'étant prévu à ce jour pour indemniser les viticulteurs et producteurs de céréales dont les pertes vont de 30 à 100 p. 100, ainsi que peuvent en faire foi les déclarations de récolte, il lui demande, étant donné que ces dégâts s'élèvent à plus de 700 millions d'anciens francs, s'il envisage de dégager un montant d'indemnités conforme à celui prévu par le fonds de garantie contre les **calamités agricoles ;** s'il estime qu'un projet de loi prévoyant cette indemnisation va être déposé par le Gouvernement ; si des instructions seront données à l'O. N. I. C. pour indemniser par priorité les producteurs de maïs sur les 30 millions de crédits qui sont affectés aux victimes de la sécheresse : que toutes **instructions soient données au crédit agricole pour instruire** tous les prêts de sinistrés et de victimes de ce cyclone et pour que les prêts faisant l'objet des allégements de la section viticole de solidarité soient consentis sur dix années ; que les remises d'impôts et de certaines cotisations sociales et des indemnités de retard soient examinées avec une grande diligence car il est évident que les sinistrés à 100 p. 100 ne pourront payer leurs impôts, leurs cotisations sociales et leurs fournisseurs puisqu'ils n'auront d'autres ressources que celles venant des indemnités (si celles-ci sont versées) ou des emprunts, pour le cas où ceux-ci leur seraient consentis [3 novembre 1964]. — **Réponse** [9 décembre 1964] (p. 2241). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Abel Sempé.

617. — M. Louis JUNG expose à *M. le ministre de l'agriculture* que, lors de la mise en application des règlements communautaires des produits laitiers, les stipulations de l'accord franco-sarrois n'ont plus été respectées, ce qui cause un préjudice grave aux producteurs et coopérateurs de notre pays, notamment à ceux de la région Est. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour sauver ces exploitations qui, confiantes dans les traités signés, avaient axé leurs activités vers **l'exportation des produits laitiers** [5 novembre 1964]. — **Réponse** [9 décembre 1964] (p. 2242). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Louis Jung.

618. — M. André ARMENGAUD expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que des Français rapatriés d'Afrique ont fait diligence pour trouver une activité de reconversion en métropole et, à la fois, cherché des entreprises à vendre et réuni les fonds nécessaires à leur part d'autofinancement ; que, sans attendre l'attribution de prêts et subventions consécutifs à l'examen de leurs dossiers par les commissions de reclassement compétentes, ils ont souvent non seulement mis en jeu leurs ressources propres, mais encore pris des engagements, même à terme assez long afin que s'écoule une période suffisante pour cet examen et l'octroi du concours financier de l'Etat ; que néanmoins la cadence extrêmement lente d'examen des dossiers est encore alourdie par les délais qui s'écoulent entre la décision de consentir les prêts et subventions demandés et la remise des liquidités correspondantes aux rapatriés, sans lesquelles ils ne peuvent dénouer les opérations de rachat prévues et qu'il s'ensuit un contentieux avec les vendeurs attachés aux délais de paiement acceptés par les rapatriés, lequel peut aller jusqu'à la nullité de la vente consentie et, par là même, à la ruine des rapatriés, endettés le plus souvent par les emprunts qu'ils ont fait auprès de tiers pour assurer leur part d'autofinancement ; que la lenteur précitée des procédures, comme le risque de contracter avec un vendeur indifférent à la condition et à la situation des rapatriés en instance de prêts, aboutissent à freiner toutes initiatives des rapatriés ne disposant pas — et c'est un cas exceptionnellement rare — des ressources nécessaires pour assurer leur reconversion. Il lui demande, en conséquence : 1° s'il n'est pas possible d'envisager un mécanisme de crédits de relais par le moyen des banques nationalisées ou autres établissements de crédit, qui permette le financement des prêts approuvés, en attendant leur mandatement par le crédit hôtelier ; 2° à défaut, s'il n'estime pas nécessaire de prévoir un moratoire d'office pour les engagements pris à l'égard de vendeurs, dans le cas où il s'agit de rapatriés de bonne foi dont les dossiers de **demandes de prêts et de subventions** ont été régulièrement préparés et déposés auprès des instances qualifiées du ministère **des rapatriés** [12 novembre 1964]

619. — M. Pierre GARET rappelle à *M. le Premier ministre* que le *Journal officiel* a publié le 7 décembre 1962 le décret n° 62-1472 du 28 novembre 1962 portant code de la **Légion d'honneur** et de la **médaille militaire,** qui semble ne plus prévoir que ces **décorations** soient conférées **à titre posthume,** et abroge tous les textes antérieurs. Les attributions de ce genre n'étant pas autrefois prononcées par décrets individuels, elles étaient groupées en décrets collectifs. Des promesses avaient été faites à de nombreuses familles, après la parution du dernier décret collectif et avant le 7 décembre 1962. Ces promesses n'ont pas été tenues en raison de la publication au *Journal officiel* du texte ci-dessus rappelé. Il lui demande s'il est envisagé de mettre

fin à cette situation certainement regrettable et choquante [19 novembre 1964]. — **Réponse** [9 décembre 1964] (p. 2243). — *Sont entendus :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Marcel Lambert, au nom de M. Pierre Garet.

620. — M. Daniel BENOIST demande à *M. le ministre du travail* de bien vouloir lui apporter toutes informations concernant les graves mesures qui vont être prises dans une importante entreprise industrielle d'Imphy, ayant trait au licenciement éventuel de 300 travailleurs ; considérant que cette entreprise, véritable laboratoire de l'acier français, est la plus importante **usine de la Nièvre** et que, précédemment, le départ de nombreux travailleurs, lors de la fermeture d'usines à Fourchambault, a porté à l'économie départementale nivernaise un très large préjudice, il lui demande : 1° de bien vouloir lui indiquer quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour maintenir au travail les 300 ouvriers menacés incessamment de licenciement à Imphy ; 2° au cas où cela serait impossible, dans quelles conditions pourraient être reclassés les 300 licenciés d'Imphy et où pourraient trouver un emploi les jeunes de cette ville, qui arrivent maintenant en très grand nombre sur le marché du travail. En effet, les anciens apprentis et écoliers de cette entreprise, âgés de quinze à dix-huit ans, ne sont plus embauchés à l'usine et restent sans travail, faute de pouvoir en trouver et, de ce fait, se trouvent entièrement à la charge de leur famille [26 novembre 1964].

621. — M. Daniel BENOIST demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* quelles mesures il compte prendre pour qu'une légitime satisfaction soit donnée aux **techniciens des travaux publics d'Etat,** titulaires de deux brevets de qualification au 31 décembre 1964, qui seront, faute de places, en attente de nomination à un poste de chef de section ou de chef de section principal — quelle sera la durée de cette attente, afin qu'elle puisse être communiquée aux intéressés — si lors du passage à la deuxième phase de la réforme entreprise dans les travaux publics, il espère obtenir de M. le ministre des finances un accroissement substantiel des effectifs des techniciens, accroissement permettant à tous les agents du premier niveau de grade qui le désireront de passer aux niveaux supérieurs, la nécessité d'un tel accroissement se faisant sentir de plus en plus dans tous les départements, afin que les aménégements du réseau routier national (élargissement à trois ou quatre voies, construction d'autoroutes et les études préparatoires à ces réalisations) soient enfin à l'échelle des sollicitations de la circulation routière [1er décembre 1964]. — **Réponse** [15 décembre 1964] (p. 2336 et 2337). — *Sont entendus :* MM. Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ; Daniel Benoist.

622. — M. Charles SURAN demande à *M. le ministre de l'éducation nationale :* 1° s'il est exact qu'il envisage de prendre, par décret et pour l'année 1965, des dispositions modifiant la structure de l'**enseignement supérieur agricole,** en supprimant notamment dans les lycées les classes préparatoires à l'institut national agronomique, cette préparation devant être réservée à trois centres au lieu des vingt-deux centres actuels répartis dans toute la France ; 2° dans l'affirmative, s'il a pensé aux conséquences graves qui pourraient résulter de cette décision, notamment en ce qui concerne la région de Toulouse, région à prédominance rurale, qui possède actuellement dans un de ses lycées une de ces classes préparatoires [8 décembre 1964]. — **Réponse** [15 décembre 1964] (p. 2337). — *Sont entendus :* MM. Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ; Charles Suran.

623. — M. Georges MARIE-ANNE expose à *M. le ministre de l'agriculture* que l'article 227 du traité de Rome exclut les départements d'outre-mer du bénéfice des **fonds d'orientation et de garanties agricoles** qui viendraient à être créés en fonction de l'article 40, paragraphe 4, dudit traité. Il lui demande s'il peut lui faire connaître les raisons qui ont amené les négociateurs français à souscrire à cette éviction d'une branche importante de la production nationale. Au moment où s'élabore à Bruxelles l'établissement graduel d'une organisation commune sur le marché du sucre, il lui demande si des dispositions ont été prises pour faire en sorte que les **sucres des départements français d'outre-mer** soient intégrés dans l'organisation du marché sucrier français et relevés de cette éviction du fonds d'orientation et de garanties agricoles. Il lui rappelle que les marchés des départements français d'outre-mer sont largement ouverts à l'importation des produits originaires des pays du Marché commun — et qu'il ne servirait de rien de développer l'économie agricole de ces départements si leurs productions ne devaient pas trouver en retour dans les pays du Marché commun les débouchés auxquels ils peuvent légitimement prétendre [14 décembre 1964].

624. — M. Georges MARIE-ANNE expose à *M. le ministre de l'agriculture* que le cyclone qui a ravagé la Martinique le 23 septembre 1963 a fait subir aux plantations de cannes à sucre des dégâts considérables qui n'ont pu être connus avec précision qu'à la fin de la récolte en juillet 1964. Alors que les investissements avaient été engagés en vue d'une récolte moyenne de 1.100.000 tonnes devant produire 92.000 tonnes de sucres, la récolte n'a été que de 730.000 tonnes de cannes qui ont produit 61.000 tonnes de sucres. La perte qui en est résultée pour l'économie de la canne (sucre, rhum, mélasse) par ce déficit de production de 378.000 tonnes de cannes s'élève à quelque 3 milliards d'anciens francs. Il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre pour sauver les producteurs de **cannes de la Martinique** d'une faillite imminente qui entraînerait la fermeture des usines à sucre et précipiterait ce département dans une crise économique aux répercussions insoupçonnables [14 décembre 1964].

625. — M. Georges MARIE-ANNE expose à *M. le ministre de l'agriculture* que les prix déterminés chaque année par arrêté ministériel pour les sucres de la campagne, sont fixés au stade « loco usines » pour les sucres de betteraves, en en « délivré » ports métropolitains de débarquement pour les **sucres de cannes des départements d'outre-mer.** Les frais d'approche de ces derniers sont actuellement de 107,22 francs la tonne métrique non comptés les frais de transport de l'usine au quai d'embarquement. La taxe de distance actuellement allouée, abondée de la ristourne de T. V. A. sur frais d'approche est de $45 + 2 = 47$ francs la tonne. Il reste donc : 60,22 francs par tonne à la charge du producteur de sucres de cannes des départements d'outre-mer. Il lui demande si, indépendamment des mesures plus importantes et plus vigoureuses à intervenir, pour soutenir l'économie de la canne menacée d'effondrement à brève échéance, des dispositions ne pourraient pas d'ores et déjà être prises dans le cadre d'une solidarité nationale bien comprise et sans cesse réaffirmée à tous les échelons pour : soit par voie de crédits budgétaires, soit par le truchement d'une cotisation interprofessionnelle de péréquation, à incorporer dans le prix de campagne, mettre à égalité les producteurs nationaux de sucre, qu'il s'agisse de sucres de betteraves ou de sucres de cannes [14 décembre 1964].

626. — M. Jean NAYROU expose à *M. le ministre de l'industrie* que la dernière entreprise industrielle de Foix ferme ses portes à partir du 2 janvier prochain ; que la direction a motivé sa décision par « les conditions économiques actuelles, blocage des prix de vente et augmentation des éléments de prix de revient » ; il lui fait observer combien l'événement est en contradiction avec la politique de soi-disant décentralisation industrielle qui n'a été qu'un leurre pour l'**Ariège** et lui demande s'il envisage sérieusement de prendre des mesures en faveur d'une région **victime d'une crise dans diverses branches, textile et métallurgie notamment** [18 décembre 1964].

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

2. — M. Marcel DAROU demande à *M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre* quelles sont les dispositions qui seront prises par le Gouvernement : 1° pour obtenir une application loyale du rapport constant ; 2° pour réaliser dès le budget de 1963 l'application du nouveau plan quadriennal en faveur des **anciens combattants et victimes de guerre.** Il constate, en effet, que les lois du 27 février 1948 et du 31 décembre 1953, devenues l'article L. 8 *bis* du code des pensions et qui ont organisé le rapport constant risquent de subir les effets des dispositions nouvelles en faveur de certaines catégories de fonctionnaires et de mettre ainsi fin à ce rapport constant, portant de ce fait un grave préjudice aux pensions de la fonction publique, aux pensionnés de guerre et aux bénéficiaires de la retraite des anciens combattants et, pour maintenir l'application loyale du rapport constant, il lui demande : 1° s'il ne pense pas qu'il serait nécessaire de prendre les mesures qu'il convient : soit pour le respect du classement hiérarchique et l'augmentation des traitements et pensions par la majoration du point indiciaire (art 8 *bis* du code des pensions) ; soit par la contrepartie pour les pensions du traitement nouveau des fonctionnaires qui étaient jadis à l'indice 170 (190 brut) ; 2° s'il n'estime pas également nécessaire, pour l'application du nouveau plan quadriennal, que les représentants des organisations qui avaient constitué la commission des vœux soient consultés afin d'établir une méthode satisfaisante dans la réalisation de ce plan quadriennal [13 décembre 1962]. — **Discussion** [9 juin 1964] (p. 521 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Marcel Darou ; Raymond Bossus ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

8. — M. Jean ERRECART fait part à *M. le ministre de l'intérieur* de l'émotion profonde qui s'est emparée de toute la population du pays basque à la suite de l'accident tragique qui a coûté

la vie à un jeune homme d'Aïnhoa, abattu le 23 avril 1963 par un C. R. S. d'une balle en plein front. L'enquête doit établir, d'une façon précise, les circonstances de cet accident, mais des mesures doivent être prises d'urgence pour éviter dans l'avenir le retour de telles erreurs. Si les circonstances ont pu, à un certain moment, justifier dans notre département frontalier des **mesures exceptionnelles de police et de contrôle**, il semble, d'après les déclarations rassurantes faites par les ministres responsables eux-mêmes, qu'il est possible de revenir aujourd'hui à des contrôles plus souples et plus normaux. Il demande, en conséquence, à M. le ministre de l'intérieur quand il espère que cette région frontalière paisible pourra retrouver le calme et la tranquillité. Il lui signale que cela est particulièrement souhaitable pour une région dont la réputation d'hospitalité n'est pas à faire et qui tient à la conserver ; de tels accidents, comme des contrôles trop tracassiers et répétés, ne peuvent que gravement porter atteinte aux intérêts de toute cette population et, en particulier, aux intérêts légitimes de tous ceux qui vivent du tourisme. Il serait éminemment souhaitable que les hommes qui sont chargés de ces contrôles soient des hommes capables de rester maîtres de leurs réactions [30 avril 1963]. — Retrait par son auteur [19 mai 1964] (p. 285).

19. — M. Joseph VOYANT demande à *M. le Premier ministre* de bien vouloir exposer devant le Sénat la politique du Gouvernement tendant à assurer le financement nécessaire à la mise en chantier de nombreux projets de **construction de logements** bénéficiant d'un permis de construire, afin d'éviter dans l'avenir la grave pénurie actuelle de logements, concernant plus particulièrement les H. L. M. et les logements primés à 10 F et à 6 F, destinés à satisfaire les nombreuses demandes de familles de condition modeste. Il lui demande, en outre, à quelle date sera publié le texte réglementaire prévu à l'article 2 de la loi n° 60-530 du 21 juin 1960, tant attendu par les organisations professionnelles d'agents immobiliers et de constructeurs d'immeubles, généralisant les garanties financières à la clientèle immobilière et à celle des souscripteurs d'appartements qu'elles se sont imposées et évitant des scandales tel celui du C. N. L. [16 mai 1963].

46. — M. Edouard BONNEFOUS demande à *M. le ministre de la construction* si, en raison des accidents successifs qui se produisent dans les **grands ensembles** et du développement du banditisme dans la région parisienne, il ne lui apparaît pas nécessaire de renoncer à ces constructions aussi longtemps que les équipements collectifs et les services publics (police, pompiers, écoles, maisons de jeunes, terrains de sports notamment) n'auront pas pu être réalisés préalablement à de telles constructions, et de favoriser, au contraire, comme cela se fait à l'étranger, les programmes d'**habitations individuelles**, ou de logements à l'échelle humaine [24 octobre 1963]. **Discussion commune** des questions 19 et 46 [21 avril 1964] (p. 180 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Joseph Voyant, Edouard Bonnefous, Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Maurice Coutrot.

27. — M. Marc DESACHÉ demande à *M. le Premier ministre*, à la suite des incidents déplorables de la journée du 27 juin provoqués par les **grèves surprises du personnel des services publics de l'Etat**, quelles mesures il compte prendre — sans porter atteinte au droit de grève prévu par la Constitution mais en l'organisant — pour que toutes ces manifestations intempestives qui n'ont rien de commun avec une grève démocratiquement décrétée, ne viennent plus troubler l'activité économique de la région parisienne ainsi que l'ordre social en enlevant aux travailleurs la possibilité de se rendre librement à leur lieu de travail et de rentrer normalement dans leur foyer en fin de journée [2 juillet 1963]. — Retrait par son auteur [20 mai 1964] (p. 333).

39. — M. Jacques DUCLOS rappelle à *M. le Premier ministre* qu'il a déclaré dans une interview accordée il y a un mois : « Je ne crois pas que l'objet principal de ce régime... soit d'assurer la prospérité des Français », à qui, était-il ajouté, il s'agit d'assurer la dignité à défaut de prospérité. Il lui fait observer que ces propos apparaissent différents de ceux employés dans une déclaration officielle selon laquelle « la France des années 1960 avance à grands pas sur la route de la prospérité », et que le **plan d'austérité dit de stabilisation** élaboré par le Gouvernement soulève dans le pays de nombreuses protestations parfaitement légitimes de la part des masses laborieuses des villes et des campagnes. Il lui demande, en conséquence, pourquoi il en vient à traiter de mauvais Français ceux qui n'approuvent pas ce plan, lequel tend à freiner le relèvement des salaires et traitements des travailleurs, néglige les intérêts des masses paysannes, comporte d'écrasantes charges budgétaires improductives et fait bénéficier le grand capital de substantiels avantages [3 octobre 1963]. — **Discussion** [30 juin 1964] (p. 931 et suiv.) (Commune avec la discussion de la question posée par M. Antoine Courrière, n° 69). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Antoine Courrière ; Jacques Duclos ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ; Jean Péridier ; Edouard Bonnefous ; Bernard Chochoy ; André Dulin.

49. — M. Antoine COURRIÈRE demande à *M. le Premier ministre* de vouloir bien lui définir les conditions dans lesquelles l'Etat envisage de renflouer l'**affaire Bull**. Il lui demande notamment : s'il est exact que des fonds vont être versés et des garanties accordées, sans autorisation préalable du Parlement ; si l'autonomie de la caisse des dépôts et consignations est respectée dans les mesures envisagées ; si certaines affaires nationalisées, telles la S. N. C. F. vont être éventuellement tenues de participer financièrement à l'opération de renflouement et avec quels crédits — étant donné leur déficit constant — elles pourront faire ces versements ; si les participations qui seraient exigées des banques de dépôt nationalisées ne sont pas contraires à la loi de nationalisation ; quel serait le montant des sommes nécessaires dans le présent et dans l'avenir pour assurer le succès de l'opération envisagée ; et s'il ne pense pas, étant donné l'intérêt que présente l'affaire en question et la nécessité d'élargir son marché, qu'il eût été préférable de s'orienter pour son renflouement vers une solution de caractère européen [2 avril 1964].

50. — M. Roger LAGRANGE, devant l'émotion suscitée dans le monde mutualiste par l'annonce de décrets devant porter atteinte au fonctionnement traditionnel des **sociétés mutualistes**, demande à *M. le ministre du travail* de bien vouloir : 1° lui exposer l'économie des projets de décrets en préparation dans son ministère ; 2° lui préciser : *a*) l'esprit de ces textes et le but qu'ils visent ; *b*) dans quel contexte plus général il les situe et s'il pense qu'ils sont de nature à remédier sérieusement à la situation financière préoccupante des régimes de sécurité sociale [2 avril 1964]. — **Discussion** [5 mai 1964] (p. 233 et suiv.) (Commune avec la discussion de la question posée par M. Adolphe Dutoit, n° 51). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Roger Lagrange ; Adolphe Dutoit ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

51. — M. Adolphe DUTOIT appelle l'attention de *M. le ministre du travail* sur l'intense émotion dans les milieux mutualistes, ainsi que sur l'inquiétude justifiée des organisations syndicales, familiales et mutualistes, suscitées par les projets de décret concernant **la mutualité**. Il estime que ces projets : ont pour objet d'interdire aux pharmaciens et centres d'optique mutualistes d'assurer la gratuité des soins en leur imposant de réclamer aux mutualistes des cotisations supplémentaires ; mettent en cause le régime de protection sociale actuel et les avantages acquis par les mutualistes et les assurés sociaux ; sont une atteinte à la liberté fondamentale des individus de s'organiser pour assurer une meilleure protection sociale. De plus, il craint que ces projets ne constituent qu'une première étape en vue d'étendre à toutes les œuvres mutualistes (cabinets dentaires, centres médicaux, cliniques, etc.), l'obligation imposée aux assurés sociaux d'avancer au moins 20 p. 100 du coût des soins et des produits. Considérant que de telles mesures auraient les répercussions les plus fâcheuses sur l'état de santé des travailleurs, il lui demande si, dans ces conditions, le Gouvernement envisage : de ne pas donner suite à ces projets ; de prendre des dispositions susceptibles d'aboutir à une diminution sensible des prix des produits pharmaceutiques, notamment par : *a*) La réduction des énormes profits des entreprises monopolistes pharmaceutiques ; *b*) la réduction des impôts indirects sur les produits pharmaceutiques, etc. [2 avril 1964]. — **Discussion** [5 mai 1964] (p. 233 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. Roger Lagrange, n° 50, cf. *supra*.)

52. — M. Raymond BOSSUS expose à *M. le Premier ministre :* l'inquiétude justifiée des ouvrières et ouvriers, cadres techniques et ingénieurs de l'**entreprise Bull** qui prennent connaissance par la presse d'informations concernant l'avenir de l'entreprise qui est devenue, grâce à leurs recherches et leurs efforts, une entreprise de renommée mondiale dans le secteur de l'électronique ; que durant des années, la presse financière a publié des bilans traduisant une augmentation du chiffre d'affaires et des profits ; que les travailleurs de l'entreprise Bull — tous syndicats unis — agissent pour le respect de leur droit au travail, l'utilisation de leurs compétences, de meilleures conditions de vie. Il lui demande : *a*) quels ont été les bénéfices avoués par l'entreprise Bull, et la part consacrée aux investissements de 1958 à 1963 ; *b*) Quel est le montant des commandes passées à l'entreprisse Bull, durant cette même période, par les différents services publics et entreprises nationalisées ; *c*) quel est le montant des commandes passées à l'I. B. M. et autres firmes de fabrications électroniques, durant la même période, par les services publics nationalisés ; *d*) quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour s'opposer aux licenciements des travailleurs de

l'entreprise Bull et exiger qu'il soit fait droit aux revendications du personnel de cette entreprise ; *e*) quelles sont les clauses exactes du protocole d'accord qui a été signé entre la compagnie Bull et les sociétés et banques liées à la finance internationale qui ont été chargées de renflouer l'usine Bull ; *f*) quelles sont les raisons qui ont amené le Gouvernement à ne pas nationaliser l'entreprise Bull, ce qui aurait amorcé la nationalisation de l'ensemble de l'industrie électronique dans l'intérêt du développement et des perspectives de cette branche moderne de la production, comme le préconise une proposition de loi déposée par les parlementaires communistes [2 avril 1964]

53. — M. Roger MENU attire l'attention de *M. le ministre du travail* sur le fait que les prévisions budgétaires du **régime général de sécurité sociale** font apparaître un déséquilibre de plus en plus grand et qu'il est certain que de simples virements comptables ne pourront, à l'avenir, assurer le financement et permettre un développement normal des prestations sociales. Devant cette situation financièrement et socialement préoccupante, il lui demande : quelle sera l'évolution probable dans les années à venir des grandes masses budgétaires du régime général de la sécurité sociale ; quels sont les moyens d'équilibre prévus : économies, transferts sociaux, augmentation des cotisations, prise en charge de certaines dépenses par l'Etat, modification éventuelle des structures des prestations et des ressources ; si l'on peut espérer une meilleure répartition des charges sociales, principalement en faveur des industries de main-d'œuvre qui supportent la majeure partie des augmentations de cotisation ; comment se fera l'harmonisation des systèmes de financement de la sécurité sociale au sein de l'Europe des Six dans la Communauté économique européenne ; ce qui est envisagé pour que le développement de la sécurité sociale aboutisse à une véritable solidarité de toute la nation envers les plus défavorisés : personnes âgées, familles, infirmes et invalides [2 avril 1964].

54. — M. Michel de PONTBRIAND rappelle à *M. le Premier ministre* que le nombre des personnes partant en vacances ne cesse de croître d'année en année. Le **tourisme** connaît donc une vogue nouvelle et intéresse de plus en plus les diverses couches de la population. Le tourisme n'est plus en effet l'apanage des personnes aisées, habituées des stations spécialisées. Il est de plus en plus pratiqué par des personnes, des familles, ayant des revenus modestes. Il lui demande en conséquence : 1° Si, pour répondre aux besoins de cette nouvelle clientèle, il ne croît pas qu'il serait opportun d'orienter la politique touristique, afin de dégager de nouvelles formules plus en rapport avec les moyens financiers dont dispose cette catégorie sociale dans toutes les régions pouvant l'accueillir ; 2° s'il ne pense pas que le développement du tourisme en général, et du tourisme social en particulier, pourrait contribuer à réanimer des régions défavorisées dont la principale richesse est constituée par un potentiel touristique important et actuellement insuffisamment exploité [2 avril 1964]. — **Discussion** (commune avec la discussion de la question posée le 15 octobre 1963 par M. Edouard Bonnefous, n° 42. — Cf. Table 1963 (p. 118 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Edouard Bonnefous ; René Dubois ; Michel de Pontbriand ; Victor Golvan ; Léon David ; Edouard Le Bellegou ; Roger Delagnes ; Amédée Bouquerel ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement.

55. — M. Camille VALLIN expose à *M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative* qu'il existe une contradiction évidente entre le désir affirmé par lui « d'associer les administrés à l'action administrative » et le renforcement considérable des pouvoirs des **préfets** décidé par le décret n° 64-250 du 14 mars 1964. Il lui demande, en outre, de bien vouloir préciser ce que deviennent les prérogatives des **conseils généraux** dont la représentation, ainsi que celle des maires, est particulièrement faible au sein des commissions de développement économique régional créées par le décret n° 64-252 du 14 mars 1964 [9 avril 1964]. — **Discussion** [2 juin 1964] (p. 426 et suiv.). — (Commune avec la discussion des questions posées par M. Marcel Champeix, n° 57, M. Joseph Raybaud, n° 65, M. Gustave Héon, n° 64). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Camille Vallin ; Marcel Champeix ; Joseph Raybaud ; Gustave Héon ; Adolphe Dutoit ; Georges Rougeron ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Abel-Durand.

56. — M. Louis TALAMONI expose à *M. le ministre de la Construction* que l'insuffisance des crédits accordés pour la construction de logements sociaux et la perspective de l'augmentation des loyers, envisagée par le Gouvernement, inquiètent les locataires et les mal-logés ; rappelle que, lors du congrès de la fédération nationale des **organismes d'H. L. M.** tenu l'an dernier à Vichy, M. le ministre de la construction, s'adressant aux congressistes, déclarait : « Je veux vous remercier tous tant que vous êtes, présidents et administrateurs d'organismes... pour le dévouement exemplaire dont vous faites preuve quotidiennement » ; il lui demande quels sont les critères qui ont servi : 1° à l'élimination des administrateurs sortant auxquels rendait hommage M. le ministre de la construction ; 2° à la désignation des nouveaux administrateurs [9 avril 1964]. — **Discussion** [21 avril 1964] (p. 166 et suiv.). — (Commune avec la discussion de la question posée par M. Maurice Coutrot, n° 59). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Léon Talamoni ; Maurice Coutrot ; André Méric ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Bernard Chochoy ; Georges Portmann ; Jean Bardol ; Georges Guille ; Léon Jozeau-Marigné.

57. — M. Marcel CHAMPEIX demande à *M. le ministre de l'intérieur* de bien vouloir définir devant le Sénat les grandes lignes de la récente **réforme administrative,** préciser les buts poursuivis, donner les raisons qui ont conduit à créer les commissions consultatives régionales. Il lui demande, en outre, si ces commissions consultatives régionales ne vont pas porter atteinte aux prérogatives des assemblées locales : conseils généraux et conseils municipaux, ainsi que des assemblées consulaires : chambres de commerce, chambres d'agriculture, chambres des métiers, qui forment l'armature actuelle de la vie départementale [9 avril 1964]. — **Discussion** [2 juin 1964] (p. 426 et suiv.). — (Commune avec la discussion de la question posée par M. Camille Vallin, n° 55, cf. *supra.*)

58. — M. Charles NAVEAU expose à *M. le ministre de l'agriculture* le profond découragement des exploitants agricoles résultant du marasme qui s'accroît dans l'économie agricole, provoqué par la **politique du Gouvernement en matière de prix agricoles** et qui est la conséquence : 1° du maintien du prix du lait aux taux actuels, le plus bas des prix des six pays de la Communauté ; 2° de la non-revalorisation du prix de la viande bovine à la production telle qu'elle avait été promise ; 3° des importations excessives de viande porcine qui ont provoqué une baisse de 60 centimes par kilogramme sans aucun profit pour le consommateur ; 4° de la mévente des pommes de terre ; 5° de la différence de régime de défense du prix des céréales comparativement aux producteurs allemands. Par ailleurs, considérant que la paysannerie fait actuellement les frais d'une politique de « prétendue stabilisation » qui se solde par un véritable déni de justice vis-à-vis des paysans, qui voient dans les récentes décisions prises une véritable provocation, il lui demande de venir devant le Sénat définir sa politique en matière de prix de produits agricoles [9 avril 1964]. — **Discussion** [28 avril 1964] (p. 200 et suiv.). — (Commune avec la discussion des questions posées par MM. Jean Errecart, n° 60 ; Michel Kauffmann, n° 61 ; André Dulin, n° 62 ; Léon David, n° 63.) — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Charles Naveau ; Jean Errecart ; Roger Morève ; Michel Kauffmann ; André Dulin ; Jean Bardol ; Emile Durieux ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Jacques Henriet.

59 — M. Maurice COUTROT appelle l'attention de *M. le ministre de la construction* sur l'émotion suscitée par les mesures qu'il a prises tendant à l'augmentation des loyers, sur l'insuffisance des crédits destinés à la construction de logements sociaux et sur les réglementations qui entraînent l'arrêt quasi total de la construction d'habitations permettant l'accession à la propriété. Il lui demande de bien vouloir définir devant le Sénat sa **politique de construction,** de préciser les perspectives qui s'offrent désormais à ceux qui attendent un logement et d'expliquer les raisons et les buts des textes qu'il a pris pour modifier, au détriment des représentants des collectivités locales, la composition des conseils d'administration des offices H. L. M. [9 avril 1964]. — **Discussion** [21 avril 1964] (p. 166 et suiv.). — (Commune avec la discussion de la question posée par M. Louis Talamoni, n° 56, cf. *supra.*)

60. — M. Jean ERRECART demande à *M. le ministre de l'agriculture* comment il peut concilier la rigueur des décisions prises sur le prix de la viande et du lait en particulier et les promesses maintes fois renouvelées de la recherche d'une parité entre les prix industriels et les **prix agricoles.** Ces décisions sont en très nette contradiction avec les engagements pris par le Gouvernement comme avec les garanties promises à la paysannerie par la loi d'orientation agricole qui prévoyait précisément des augmentations progressives mais sensibles du prix de la viande. Cette augmentation est par ailleurs amplement justifiée par une diminution de la production française de viande de plus en plus abandonnée par les producteurs. En refusant toute revalorisation appréciable, la pénurie déjà amorcée ne peut que s'aggraver. Le blocage du prix français du lait à un prix nettement inférieur à celui pratiqué dans la plupart des pays du Marché commun ne peut que précipiter l'exode rural par l'abandon des petites exploitations, aggravant ainsi le déséquilibre déjà important existant entre régions. A cet exode rural ainsi précipité qui suppose un important transfert de population ne correspond point une politique d'investissement à l'échelle de l'aménagement des structures d'accueil. Il constate qu'une fois de plus la stabilité des prix est recherchée par la seule compression des prix agricoles qui ne bénéficient plus d'aucune mesure de garantie

depuis la suppression de l'indexation [9 avril 1964]. — **Discussion** [28 avril 1964] (p. 200 et suiv.). — (Commune avec la discussion de la question posée par M. Charles Naveau, n° 58, cf. *supra.*)

61. — M. Michel KAUFFMANN informe *M. le ministre de l'agriculture* qu'il a été très surpris par le refus du Gouvernement d'actualiser le **prix du lait et de la viande.** Cette attitude lui paraît contraire à l'esprit et à la lettre de la loi d'orientation agricole du 5 août 1960 qui stipule au titre Ier, article 1er : « La loi d'orientation de l'agriculture française a pour but dans le cadre de la politique économique et sociale d'établir la parité entre l'agriculture et les autres activités économiques ». Au paragraphe 4 le texte précise : « d'assurer au travail des exploitants et des salariés agricoles, aux responsabilités de direction, au capital d'exploitation et au capital foncier, une rémunération équivalente à celle dont ils pourraient bénéficier dans d'autres secteurs d'activité ». Par l'article 5, le Gouvernement s'était engagé à prendre dans un délai d'un an « toutes les mesures nécessaires permettant de diminuer la disparité existante entre les prix agricoles à la production et les prix de détail des produits alimentaires », soit par l'amélioration des circuits de distribution, soit par certaines mesures de péréquation, c'est-à-dire des mesures de transfert. Entre-temps, les prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture, aussi bien que les prix des services n'ont cessé d'augmenter. De 1958 à 1964 le coût de la vie a augmenté de 22,4 p. 100 et les prix agricoles de 14,7 p. 100. Les producteurs de lait et de viande étaient donc en droit d'attendre une actualisation de leurs prix qui sont, il faut le souligner, les plus bas de l'Europe des Six. Le lait et la viande représentent pour certaines exploitations de 60 à 80 p. 100 de leur revenu. Le Gouvernement, par son attitude, a rompu les engagements qu'il avait contractés et cela au moment même où le secteur viande est en pleine crise de sous-production, faute de prix rentables. Il donne raison sur le plan agricole au rapport Jean Toutée chargé d'analyser les causes du malaise dans les services publics de l'Etat : « la patience lassée, la confiance trompée, les promesses non exécutées, les contrats non tenus ». Prévoyant la nécessité de stabiliser les prix en période d'inflation, la loi d'orientation agricole a expressément prévu les transferts de revenus ; les règlements de la Communauté économique européenne par ailleurs, auxquels il est fait si souvent appel, autorisent la substitution de l'aide au produit par l'aide au producteur. Dans cet esprit, il demande au ministre de l'agriculture et au Gouvernement quelles mesures il compte prendre pour pallier l'insuffisance du revenu de l'agriculture et de celui des producteurs de lait et de viande en particulier [9 avril 1964] . — **Discussion** [28 avril 1964] (p. 200 et suiv.). — (Commune avec la discussion de la question posée par M. Charles Naveau, n° 58, cf. *supra.*)

62. — M. André DULIN expose à *M. le ministre de l'agriculture :* 1° Que dans des décisions récentes des 4 et 24 mars 1964, le conseil des ministres de la Communauté économique européenne a fixé respectivement : à 39,40 et 51,7 centimes par kilogramme, à 37 grammes de matières grasses, les limites inférieures et supérieures du prix du lait ; à 2,54 et 3,14 francs le kilogramme vif les limites inférieures et supérieures du prix du bœuf ; 2° Que dans une décision du 25 mars (*J. O.* du 29 mars), le conseil des ministres français a fixé : à 0,3935 francs le kilogramme contenant 37 grammes de matières grasses le nouveau prix indicatif du lait pour la période du 1er avril 1964 au 31 mars 1965 ; à 2,57 francs le kilogramme vif de minimum d'intervention pour les bovins ; et à 2,73 francs le kilogramme vif le prix d'orientation. Constatant que les récentes décisions du Gouvernement français maintiennent les **prix du lait et de la viande** de bœuf au niveau des limites inférieures de la fourchette fixée par la Communauté économique européenne comme base de rapprochement des prix européens, demande à M. le ministre de l'agriculture s'il estime que de telles décisions du Gouvernement français sont de nature : 1° à favoriser la politique de rapprochement des prix agricoles dans le cadre de la Communauté et à faciliter la réelle mise en œuvre de la politique agricole commune ; 2° à inciter nos partenaires européens et notamment le Gouvernement de l'Allemagne fédérale à s'engager dans la voie d'une diminution de ses prix agricoles, qui commande le rapprochement des prix européens et la mise en œuvre de la politique agricole commune ; 3° à renforcer la confiance du monde agricole français et de nos partenaires européens quant à la détermination du Gouvernement français de s'engager dans la mise en œuvre de la politique agricole commune, clé de la construction européenne [9 avril 1964]. — **Discussion** [28 avril 1964] (p. 200 et suiv.). — (Commune avec la discussion de la question posée par M. Charles Naveau, n° 58, cf. *supra.*)

63. — M. Léon DAVID expose à *M. le ministre de l'agriculture* l'inquiétude et la colère croissantes qui règnent dans la paysannerie française en raison des conséquences désastreuses de la **politique agricole** du Gouvernement dans tous les domaines de l'économie agricole. Depuis quelques mois la paysannerie s'est refusé à revaloriser, dans des proportions raisonnables, le **prix des produits agricoles.** En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour remédier à cette situation [9 avril 1964]. — **Discussion** [28 avril 1964] (p. 200 et suiv). — (Commune avec la discussion de la question posée par M. Charles Naveau, n° 58, cf. *supra.*)

64. — M. Gustave HÉON demande à *M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative* de bien vouloir faire connaître au Sénat : 1° les critères retenus pour la répartition des sièges dans les **commissions de développement économique régional,** notamment en ce qui concerne la présence et le nombre des élus ; 2° le rôle dévolu à ces commissions dans l'élaboration des tranches régionales du plan d'équipement national, et, plus particulièrement, en ce qui concerne leur participation à l'élaboration des décisions ; 3° les rapports organiques et fonctionnels qui devront s'établir, d'une part entre ces commissions et les conférences administratives régionales et, d'autre part, entre lesdites commissions et les comités régionaux d'expansion économique ; 4° le mode d'élaboration de l'ordre du jour des travaux de ces commissions et le mode de détermination de la fréquence de leurs travaux [14 avril 1964]. — **Discussion** [2 juin 1964] (p. 426 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. Camille Vallin, n° 55, cf. *supra*).

65. — M. Joseph RAYBAUD observe que l'instruction générale du Premier ministre du 26 mars 1964 commente utilement le décret n° 64-250 du 14 mars 1964 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'**organisation des services de l'Etat dans les départements** et à la déconcentration administrative. Cette directive ne répond pas toutefois aux multiples questions que se posent les élus locaux au sujet de l'application de cette réforme. C'est pourquoi il demande à *M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative :* 1° comment il envisage de résoudre les problèmes d'utilisation du personnel des préfectures ; 2° dans quelle mesure les conseils généraux seront contraints de supporter les conséquences financières de la réforme ; 3° si l'importance considérable des tâches dévolues aux préfets n'est pas de nature à aboutir en fin de compte aux résultats inverses de ceux qui sont recherchés ; 4° dans quelle mesure, enfin, la réforme permettra de concilier l'autorité nécessaire de l'Etat assumée par les préfets et l'autonomie des collectivités locales, base de toute démocratie [14 avril 1964]. — **Discussion** [2 juin 1964] (p. 426 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. Camille Vallin, n° 55, cf. *supra*).

66. — M. Henri LONGCHAMBON expose à *M. le ministre de l'éducation nationale* que les Français résidant à l'étranger sont de plus en plus des cadres exerçant des fonctions publiques ou privées et temporairement expatriés. Leurs enfants doivent assurer leur avenir en poursuivant une scolarité selon les normes françaises. Il lui demande quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour que cette **scolarité,** répondant d'ailleurs à l'obligation légale, leur soit assurée, ainsi qu'aux autres **enfants français,** notamment dans les pays du monde n'ayant jamais été sous tutelle ou mandat français [23 avril 1964]. — **Discussion** [9 juin 1964] (p. 517 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Henri Longchambon ; Georges Portmann ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

67. — M. Auguste PINTON a l'honneur d'exposer à *M. le ministre des rapatriés* que la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'**accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer** dispose dans son article 4 qu' « une loi de finances, dont le projet devra être déposé au plus tard le 30 juin 1962, dégagera les ressources complémentaires nécessaires à l'application des mesures prises en vertu de la présente loi et déterminera les procédures selon lesquelles ces ressources seront affectées au financement de ces mesures » et qu'il n'apparaît pas, sauf erreur, qu'un projet de loi de cette nature ait été déposé avant le 1er juillet 1962, ni même à ce jour. Il lui rappelle que cet article 4 stipulait ensuite que « la défense des biens et des intérêts des personnes visées aux articles 1er et 3 ci-dessus, ainsi que les opérations financières qui en résultent, seront assurées par un organisme dont la composition, le fonctionnement et les attributions seront fixées ultérieurement par une loi » et qu'il ne semble pas qu'un tel projet de loi ait jamais été déposé. Il lui signale, enfin, que cet article indiquait, en conclusion, qu' « une loi distincte fixera, en fonction des circonstances, le montant et les modalités d'une indemnisation, en cas de spoliation et de perte définitivement établies, des biens appartenant aux personnes visées au premier alinéa de l'article 1er et au premier alinéa de l'article 3 » et que, à sa connaissance, aucun projet de loi de cette nature n'a été déposé. Il se sent donc fondé à conclure que, si des mesures ont été prises concernant le bénéfice de la sécurité sociale et des prestations familiales, les conditions d'attribution de logements, l'accueil et le reclasse-

ment de la main-d'œuvre, l'intégration dans les services publics métropolitains, les prestations de retour, l'allocation de subsistance, l'octroi de prêts et de subventions et des indemnités particulières, aucun projet de loi n'a été déposé concernant l'indemnisation véritable des biens en cas de spoliation et de perte définitivement établies. En conséquence, il demande à M. le ministre des rapatriés de lui faire connaître les raisons pour lesquelles les dispositions de la loi du 26 décembre 1961 précitée n'ont pas été observées. Si, comme il semble peu probable que le caractère définitif des spoliations et des pertes puisse être mis en doute, la raison du non-respect de la loi est de nature financière, il lui demande également pourquoi les fonds nécessaires à une indemnisation équitable — qui pourrait être égale pour tous jusqu'à une certaine somme et complétée au-delà par des obligations échelonnées sur plusieurs années — ne sont pas prélevées sur l'aide fournie aujourd'hui à l'Algérie, supérieure à celles allouées aux autres Etats ex-français, puisque cette aide correspondait, selon les accords d'Evian, à la contrepartie du maintien en Algérie de plusieurs centaines de milliers de Français qui sont partis [28 avril 1964]. — **Discussion** [16 juin 1964] (p. 630 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Auguste Pinton ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

68. — M. Etienne DAILLY demande à *M. le Premier ministre* s'il estime que l'**application qui a été faite de la Constitution** depuis sa promulgation et les conditions dans lesquelles le Gouvernement organise les travaux des assemblées permettent encore au Parlement d'exercer effectivement la souveraineté nationale que lui confère l'article 3 de la Constitution [30 avril 1964]. — Retrait par son auteur [13 octobre 1964] (p. 1066).

69. — M. Antoine COURRIÈRE demande à *M. le Premier ministre* s'il ne pense pas que le **plan de stabilisation** soit en contradiction avec les directives et les buts définis par le **IVe plan** ; s'il ne craint pas que les mesures prises risquent d'entraîner la récession et le chômage ; s'il ne considère pas que le marasme qui s'installe dans divers secteurs industriels, notamment dans celui de la construction automobile, soit de nature à lui faire reconsidérer la politique de prestige et de grandeur qui a marqué jusqu'ici l'action du Gouvernement, tant sur le plan intérieur qu'extérieur ; s'il juge compatible avec le développement promis dans les domaines industriel et agricole la politique de resserrement du crédit actuellement en vigueur ; et s'il compte soumettre rapidement à la discussion des assemblées parlementaires un projet de Ve plan dont les lignes directrices seraient la suite et la conséquence de celles qui avaient marqué l'élaboration du IVe plan [12 mai 1964]. — **Discussion** [30 juin 1964] (p. 931 et suiv.). — (Commune avec la discussion de la question posée par M. Jacques Duclos, n° 39.)

70. — M. Adolphe CHAUVIN demande à *M. le Premier ministre* quelles mesures d'urgence le Gouvernement entend prendre pour assurer des **conditions de vie normale aux habitants de la région parisienne** dont le nombre ne cesse de croître. Les logements, l'équipement scolaire, culturel, sportif et l'équipement routier ainsi que les moyens de transport sont déjà nettement insuffisants pour faire face aux besoins et la situation ne peut qu'empirer dans les années à venir si des remèdes énergiques n'y sont apportés [19 mai 1964]. — **Discussion** [15 décembre 1964] (p. 2345 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Adolphe Chauvin ; Jean Errecart ; Edouard Bonnefous ; Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget.

71 — M. Gaston PAMS demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports :* 1° les raisons pour lesquelles les avantages tarifaires sur les transports de produits agricoles consentis aux agriculteurs bretons au mois de mars 1964 n'ont pas été étendus aux producteurs de fruits et légumes du Sud-Ouest et des Pyrénées-Orientales ; 2° les mesures qu'il compte prendre, dans le cadre du Marché commun, pour remédier à l'intégralité des **tarifs appliqués aux expéditeurs français de fruits et légumes et aux expéditeurs étrangers de ces mêmes produits,** italiens notamment [21 mai 1964].

72. — M. René TINANT attire à nouveau l'attention de *M. le ministre des travaux publics et des transports* sur la situation alarmante, voire catastrophique, de notre **réseau routier national.** Tandis que la circulation s'accroît en intensité et en tonnage, les crédits d'entretien indispensables sont nettement insuffisants, tout particulièrement dans les régions exposées aux **méfaits du gel et du dégel** où les dégâts de l'hiver 1962-1963 ne sont pas encore effacés. La modicité de ces crédits ne permet plus la réalisation des travaux pour l'aménagement nécessaire de nos routes. La pose des barrières de dégel pendant de longues périodes chaque hiver dans le Nord et l'Est de notre pays cause des pertes considérables à l'économie française, beaucoup plus importante que ne coûterait l'amortissement de la mise hors gel de notre réseau routier. Il lui demande s'il compte prendre, notamment avec le projet de loi de finances pour 1965, les mesures urgentes qui s'imposent. [3 juin 1964]. — **Discussion** [23 juin 1964] (p. 732 et suiv.). — (Commune avec la discussion de la question n° 74 posée par M. Antoine Courrière). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. René Tinant ; Abel Sempé, au nom de M. Antoine Courrière : Georges Portmann ; Louis Talamoni ; Louis Jung ; Jacques Henriet ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Antoine Courrière.

73. — M. Jacques DUCLOS rappelle à *M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports :* que la **Fédération sportive et gymnique du travail,** comptant 130.000 licenciés et 1.200 clubs, n'a perçu cette année qu'une subvention de 5.000 francs, alors que des organisations sportives de même importance ont perçu, ce qui est d'ailleurs parfaitement normal, entre 220.000 et 275.000 francs ; que d'après les critères qui ont été officiellement définis, la subvention de la F. S. G. T. devrait être de 240.000 francs ; que la déclaration suivante a été faite à l'Assemblée nationale par le haut commissaire à la jeunesse et aux sports : « Le critère de la distribution des crédits ne doit pas reposer sur les tendances ou orientations. Dans ce domaine, nous ne considérons que les activités, c'est je crois le critère le plus objectif, celui auquel nous devons nous tenir ». Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour mettre rapidement un terme à l'injustice ci-dessus signalée et assurer une juste distribution des crédits aux organisations sportives [3 juin 1964].

74. — M. Antoine COURRIÈRE demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* les mesures qu'il compte prendre pour assurer une amélioration sensible de notre **réseau routier** pour permettre le développement des autoroutes et assurer aux usagers de la route la possibilité de circuler normalement sur un bon réseau routier national et départemental que le prix de l'essence devrait leur assurer [9 juin 1964]. — **Discussion** [23 juin 1964] (p. 732 et suiv.) (commune avec la discussion de la question n° 72 posée par M. René Tinant, cf. *supra*).

75. — M. Joseph RAYBAUD rappelle à *M. le Premier ministre* que le comité interministériel du 2 juin 1964, consacré à l'étude des problèmes **d'aménagement du territoire,** a pris — d'après le compte rendu paru dans le journal *Le Monde* du 4 juin 1964, page 20 — un certain nombre de décisions assurant une préférence à six pôles d'investissements et prévoyant, en outre, certaines opérations relatives à l'équipement de cinq « métropoles d'équilibre » (réseau d'égouts, rénovation de certains quartiers, etc.), à l'amélioration du réseau routier et à l'équipement de ports de plaisance. Il souhaiterait que soient définis avec précision : les critères qui ont permis de sélectionner ces diverses opérations ; les modalités selon lesquelles ces diverses opérations s'insèrent dans les programmes normaux d'investissement ; les modalités selon lesquelles le fonds d'intervention de l'aménagement du territoire leur prêtera son concours ; le rôle des administrations techniques compétentes dans la mise en œuvre de ces travaux. Enfin, divers échos font état de la création prochaine d'une administration chargée du développement harmonisée des grandes villes. Une telle création aboutirait en fait à une nouvelle dépossession du pouvoir des administrations traditionnelles et des collectivités locales. Il serait donc indispensable que soit précisée la conception d'ensemble du Gouvernement en ces matières plutôt que d'enregistrer une succession de mesures partielles qui tendent toutes à un démantèlement des responsabilités des assemblées locales [11 juin 1964].

76. — M. André MÉRIC attire l'attention de *M. le ministre des armées* sur les conséquences regrettables de la décision prise par la direction de **Sud-Aviation** tendant à transférer le bureau d'études de la Courneuve à Marignane. Cette initiative intervient, bien qu'en février 1962 M. le président de Sud-Aviation ait précisé que les effectifs des activités devant rester à la Courneuve et groupant le bureau d'études, l'atelier de Pales, le laboratoire et un noyau prototype seraient de l'ordre de 950 personnes. Il lui rappelle que malgré cette information déjà, en novembre 1962, le déplacement de l'activité du bureau d'études à Marignane est envisagé, qu'elle devient en avril 1963 une mesure d'efficacité, qu'en réalité cette opération aboutit au démantèlement des équipes d'études de Sud-Aviation, puisque 200 personnes sur 300 touchées par ce transfert n'iront pas à Marignane et qu'à la fin de l'année cinquante improductifs risquent d'être licenciés ; que par ailleurs la direction poursuivrait la liquidation de la Courneuve par le transfert éventuel de l'atelier prototype et lui demande : 1° quelles mesures il compte prendre pour assurer le réemploi à la Courneuve du personnel qui n'a pu accepter le transfert à Marignane ; 2° quelles mesures il compte prendre pour redonner à cette usine le potentiel de 1961 [18 juin 1964]. — **Discussion** [30 juin 1964] (p. 927 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. Jacques Duclos, n° 77). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. André Méric ; Jacques Duclos ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

77. — M. Jacques DUCLOS expose à *M. le Premier ministre :* que, contrairement aux promesses faites par la direction centrale de **Sud-Aviation,** le bureau d'études de Sud-Aviation de la Courneuve est non seulement appelé à disparaître, ce qui va entraîner des suppressions d'emplois, mais l'existence même de l'entreprise de la Courneuve est mise en cause ; que les travailleurs de cette entreprise nationalisée, qui comptait 2.000 travailleurs et dont les effectifs ont déjà été réduits de près de la moitié, exigent d'être assurés de la sécurité de l'emploi dans le cadre de Sud-Aviation ; qu'il est inconcevable qu'une entreprise nationalisée ne tienne pas compte de ces exigences parfaitement légitimes. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre : 1° pour que les promesses de la direction de Sud-Aviation concernant le maintien du bureau d'études Sud-Aviation de la Courneuve soient tenues ; 2° pour qu'en tout état de cause, les travailleurs de cette entreprise soient assurés de la garantie de leur emploi [18 juin 1964]. — **Discussion** [30 juin 1964] (p. 927 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. André Méric, n° 76, cf. *supra*).

78. — M. Pierre MARCILHACY demande à *M. le ministre des affaires étrangères* dans quelle mesure la **reconnaissance « de jure » de la République populaire de Chine** lui paraît compatible avec l'appui offert, au sein de l'Europe, à l'Espagne du général Franco, ainsi qu'avec les assurances prodiguées aux démocraties traditionnellement liées à la France. [23 juin 1964]. Retrait par son auteur [12 novembre 1964] (p. 1398).

79. — M. Georges REPIQUET demande à *M. le Premier ministre* quelles mesures le Gouvernement envisage pour mettre fin à **la campagne systématique de diffamation entreprise par le parti communiste réunionnais,** dont le but avoué est de soumettre le département à la servitude étrangère [23 juin 1964]. — **Discussion** [8 décembre 1964] (p. 2189 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. Jacques Duclos, n° 81). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Georges Repiquet ; Jacques Duclos ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

80. — Mlle Irma RAPUZZI expose à *M. le ministre de l'éducation nationale* que les **loyers des cités universitaires de France** doivent être augmentés dans la proportion d'environ 25 p. 100. Une première hausse était intervenue en décembre 1963 et avait été rapportée devant la grève partielle des loyers, déclenchée dans un nombre grandissant de cités. Les arguments invoqués à l'époque par les étudiants restent toujours valables en ce qui concerne : *a*) le remboursement des annuités de construction « habitations à loyer modéré ». En effet, nombre de cités ont été construites selon le financement « habitations à loyer modéré » (prêts à long terme et à faible taux d'intérêt). Les pouvoirs publics ayant décidé de ne plus en assurer le remboursement, celui-ci devait être du même coup pris sur les loyers. Il serait normal que l'Etat assume ses responsabilités et prenne en charge sur son budget cette dette qui est la sienne puisque c'est lui, ou plutôt le centre national des œuvres, qui accédera à la propriété à l'issue du remboursement. Cette opération vise d'autre part à « rentabiliser » le coût de la construction, ce qui est contraire au principe même du logement des cités, d'autant plus que les résidents sont admis au bénéfice de critères sociaux ; donc on fait par là même la preuve qu'ils ne pouvaient payer un prix élevé ; *b*) la hausse du coût d'entretien, tant du personnel que des frais généraux. Il ne s'agit pas de nier la hausse de ces frais liée à celle du coût de la vie. Mais là aussi il s'agit de savoir qui, des usagers ou de l'Etat, doit en supporter les conséquences. Nul n'ignore que les ressources des étudiants n'ont pas augmenté et il n'est, pour le démontrer, qu'à noter qu'aucun relèvement du taux des bourses n'est intervenu cette année. Les pouvoirs publics maintiennent depuis fort longtemps la même subvention de fonctionnement, soit dix-huit francs par chambre et par mois. Les étudiants demandent que cette subvention soit augmentée dans la même proportion que le coût d'entretien, étant précisé que si satisfaction leur était donnée sur ce point la hausse des loyers pourrait avoir une certaine justification. Du reste, le principe avait bien été posé par M. Lucien Paye, ancien ministre de l'éducation nationale, qu' « aucune hausse des loyers ne devrait intervenir sans être compensée par une augmentation corrélative du taux des bourses... ». Elle lui demande donc de préciser les mesures qu'il compte prendre en vue de régler cette situation [23 juin 1964]. — **Discussion** [27 octobre 1964] (p. 1168 et suiv.). — (Commune avec la discussion des questions posées par MM. René Jager, n° 83 rect. ; Pierre Métayer, n° 92 ; Georges Cogniot, n° 93 ; Marcel Prélot, n° 100 ; André Maroselli, n° 101 ; Louis Gros, n° 104 et Charles Fruh, n° 109). — *Sont entendus dans la discussion générale :* Mlle Irma Rapuzzi ; MM. René Jager ; Pierre Métayer ; Georges Cogniot ; Marcel Prélot ; André Maroselli ; Louis Gros ; Georges Portmann ; Charles Fruh ; Edgar Tailhades ; Henri Longchambon ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, Jacques Henriet.

81. — M. Jacques DUCLOS demande à *M. le ministre de la justice* quelles mesures il compte prendre pour que la loi soit appliquée aux auteurs de **fraudes électorales dans l'île de la Réunion** [25 juin 1964]. — **Discussion** [8 décembre 1964] (p. 2189 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. Georges Repiquet, n° 79, cf. *supra*).

82. — Mlle Irma RAPUZZI expose à *M. le ministre du travail* que le nombre de personnes âgées titulaires de la **carte d'économiquement faible** et qui perdent les avantages qui en découlent est de plus en plus nombreux, compte tenu du fait que le plafond annuel fixé à 1.352 francs pour bénéficier de ladite carte n'a pas été relevé depuis longtemps, malgré l'augmentation des prestations-vieillesse. Elle estime qu'il convient donc de se pencher sur cette catégorie de personnes, dont la situation matérielle est particulièrement difficile et lui demande de préciser les mesures qu'il envisage en vue de remédier à la situation susexposée [29 juin 1964].

83 *rect.* — M. René JAGER demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* quelles sont ses intentions en ce qui concerne la **réforme du baccalauréat** [30 juin 1964]. — **Discussion** [27 octobre 1964] (p. 1168 et suiv.). — (Commune avec la discussion des questions posées par Mlle Irma Rapuzzi, n° 80, cf. *supra* ; MM. Pierre Métayer n° 92 ; Georges Cogniot, n° 93 ; Marcel Prélot, n° 100 ; André Maroselli, n° 101 ; Louis Gros, n° 104, et Charles Fruh, n° 109).

84. — M. Georges COGNIOT demande à *M. le ministre de l'éducation nationale de* lui faire connaître, en présence du **scandale du baccalauréat,** qui a suscité une émotion considérable tant parmi les candidats que parmi les professeurs et parents d'élèves, quelles mesures il compte prendre pour assurer la validité et la dignité des examens publics, et cela de telle sorte que l'Etat préserve son droit exclusif de collation des grades [7 octobre 1964].

85. — M. Pierre MÉTAYER demande à *M. le ministre de l'éducation nationale,* après le **scandale des fuites du baccalauréat,** quelles mesures il compte prendre contre les fraudeurs et s'il compte donner à l'administration les moyens nécessaires pour éviter le retour de pareils faits, qui portent atteinte à l'honorabilité de l'université, à la valeur des titres qu'elle confère et au moral de la jeunesse studieuses [7 octobre 1964].

86. — M. Antoine COURRIÈRE demande à *M. le ministre de l'intérieur* s'il ne considère pas que les décisions prises par décret par le conseil des ministres et tendant au **regroupement et à la fusion des communes** constituent une atteinte aux droits, aux prérogatives et aux libertés des collectivités locales et s'il ne croit pas que ces dispositions sont contraires à l'esprit, sinon à la lettre, du titre XI, article 72, de la Constitution qui stipule que le statut des collectivités locales est du domaine de la loi [7 octobre 1964]. — **Discussion** [3 novembre 1964] (p. 1265 et suiv.). — (Commune avec la discussion de la question posée par M. Camille Vallin, n° 103). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Antoine Courrière ; Camille Vallin ; Jacques Descours-Desacres ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Adolphe Chauvin.

87 — M. René TINANT demande à *M. le ministre de l'agriculture* d'expliquer comment il entend concilier l'application de la loi d'orientation agricole, notamment en ce qui concerne son objectif de parité avec les autres secteurs économiques de la nation, et le blocage des **prix agricoles** qui aggrave au contraire la disparité existante Ce blocage intervient alors que des rajustements étaient rendus nécessaires. Il se traduit, en fait, avec l'augmentation des taxes, par une baisse des prix nets à la production, alors que les charges s'accroissent. Il est contraire à la politique de rapprochement des prix européens des denrées agricoles. Il condamne à terme l'agriculture de notre pays [7 octobre 1964]. — **Discussion** [20 octobre 1964] (p. 1102 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par MM. Maurice Charpentier, n° 90 ; Emile Durieux, n° 91 ; Etienne Dailly, n° 96 ; Léon David, n° 97 ; René Blondelle, n° 98 ; Michel Kauffmann, n° 99 ; Charles Naveau, n° 105). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. René Tinant ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Etienne Dailly ; Emile Durieux ; Maurice Charpentier ; Léon David ; René Blondelle ; Michel Kauffmann ; André Méric ; Charles Naveau ; Edgar Faure : Marcel Brégégère ; Jean Péridier ; Roger Delagnes ; Clément Balestra ; Paul Driant ; Jacques Vassor ; Jean Deguise ; Octave Bajeux ; Henri Paumelle ; Charles Durand.

88. — M. Antoine COURRIÈRE demande à *M. le Premier ministre* les mesures qu'il compte prendre pour permettre aux **traitements et salaires** du secteur public et parapublic, ainsi qu'aux retraites et prestations sociales, de rattraper leur retard sur le secteur privé et sur le coût de la vie, en constante et réelle augmentation. Il lui demande également la politique qu'il compte promouvoir pour permettre aux **prix agricoles** de s'aligner, conformément à la loi, sur les prix industriels, et pour donner à la paysannerie française les moyens de vivre dignement [7 octobre 1964].

89. — M. Abel SEMPÉ rappelle à *M. le ministre de l'intérieur* l'importance exceptionnelle des **dégâts qu'un cyclone sans précédent a causés le 26 juillet 1964 dans le Gers** aux récoltes de céréales et surtout aux vignobles, ainsi qu'aux maisons d'habitation, aux bâtiments publics et à la voirie communale. Rappelant les rapports officiels qui mentionnent des pertes de récoltes atteignant 100 p. 100 sur les vignobles et qui laissent prévoir une perte de végétation et de récoltes s'étalant sur les deux ou trois prochaines années, il lui demande que des inspecteurs généraux vérifient, au moment des récoltes de maïs et au moment des vendanges, les dommages qui relèvent incontestablement des dispositions spéciales visant les calamités publiques. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître si les crédits nécessaires seront dégagés sur le présent budget pour l'indemnitation relative tant aux récoltes qu'aux bâtiments et au matériel d'exploitation détruits. Il lui demande également que toutes instructions soient données aux communes pour qu'elles puissent entreprendre la reconstruction des ouvrages détruits ou endommagés sans perdre le bénéfice des indemnités prévues. Attirant son attention sur la situation financière difficile de ces communes sinistrées, il lui demande que les indemnités et subventions soient versées avant la fin du présent exercice [7 octobre 1964]. — Retrait par son auteur [9 décembre 1964] (p. 2244).

90. — M. Maurice CHARPENTIER rappelle à *M. le ministre de l'agriculture* que, le 26 août 1964, un conseil interministériel a été consacré à diverses questions intéressant l'agriculture. Il lui demande de bien vouloir exposer devant le Sénat, dès la rentrée parlementaire, les résultats de cette réunion à laquelle il participait, ainsi que de préciser à nouveau la **politique agricole** qu'entend mener le Gouvernement. Nos agriculteurs montrent un mécontentement certain à l'égard des prix actuellement pratiqués sur les marchés nationaux, pour le lait et les céréales ; ils se plaignent de ce que la trop grande disparité entre les prix agricoles et les prix industriels, loin de s'effacer, semble s'être aggravée ; ils sont impatients de voir des résultats plus tangibles sortir d'une part du Marché commun, d'autre part de la loi d'orientation agricole, et craignent encore une fois de voir s'évanouir tous les espoirs qui leur ont été donnés [7 octobre 1964]. — **Discussion** [20 octobre 1964] (p. 1102 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par MM. René Tinan, n° 87, cf. *supra*, Emile Durieux, n° 91, Etienne Dailly, n° 96, Léon David, n° 97, René Blondelle, n° 98, Michel Kauffmann, n° 99, Charles Naveau, n° 105).

91 — M. Emile DURIEUX expose à *M. le ministre de l'agriculture* que la fixation du **prix des céréales** de la récolte 1964 a mis en évidence la disparité toujours plus grande qui existe entre le cours réel du blé et le prix que doit payer le cultivateur pour tout ce dont il a besoin, puisque celui-ci ne recevra, en 1964, pour son quintal de blé, qu'une somme sensiblement égale à celle qu'il percevait en 1951. Il souligne que de nouvelles hausses sont déjà à prévoir et demande si, dans ces conditions, le Gouvernement n'estime pas qu'il devrait reconsidérer l'ensemble des prix agricoles et aprticulièrement celui des céréales [7 octobre 1964]. — **Discussion** [20 octobre 1964] (p. 1102 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par MM. René Tinant, n° 87, cf. *supra*, Maurice Charpentier, n° 90, Etienne Dailly, n° 96, Léon David, n° 97, René Blondelle, n° 98, Michel Kauffamnn, n° 99, Charles Naveau, n° 105).

92. — M. Pierre MÉTAYER demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* de bien vouloir préciser : 1° les conditions dans lesquelles va s'effectuer la **rentrée scolaire** dans les différents ordres d'enseignement : élémentaire, secondaire, technique et supérieur ; 2° si les nominations de personnels sont faites pour ces rentrées et si les établissements nouveaux sont ouverts aux dates prévues ; 3° enfin, quelles mesures d'urgence il entend prendre pour pallier les retards et les insuffisances constatés tant sur le plan des effectifs que sur celui des locaux [7 octobre 1964]. — **Discussion** [27 octobre 1964] (p. 1168 et suiv.). — (Commune avec la discussion des questions posées par Mlle Irma Rapuzzi, n° 80, cf. *supra*, MM. René Jager, n° 83 rect., Georges Cogniot, n° 93, Maurice Prelot,n° 100, André Maroselli, n° 101, Louis Gros, n° 104 et Charles Fruh, n° 109.)

93. — M. Georges COGNIOT demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* de lui faire connaître quelle sera la proportion de jeunes bacheliers admis dans l'**enseignement supérieur long** quand le « numerus clausus » prévu par la récente réforme s'appliquera. Il demande quelles mesures seront prises pour éviter que les étudiants de l'enseignement supérieur court se recrutent automatiquement parmi les étudiants les moins fortunés et en particulier si le Gouvernement se propose d'instituer l'allocation d'études. Il s'étonne qu'aucune disposition financière n'accompagne les projets de réforme de l'enseignement supérieur. Il exprime ses inquiétudes au sujet du nouvel affaiblissement de l'examen du baccalauréat, qui doit rester le premier grade universitaire. Il s'alarme de la situation générale de l'enseignement en ce début d'année scolaire, et particulièrement des suppressions massives d'écoles rurales, suppressions conçues d'après les circulaires officielles aux préfets comme destinées à rendre « quotidienne et familière » la concentration des communes, la réforme scolaire devant servir de « levier puissant de réforme des structures locales ». Il demande enfin pour quelles raisons les bouleversements actuels de l'enseignement sont opérés sans aucune consultation des enseignants, des étudiants, des parents d'élèves, des élus [7 octobre 1964]. — **Discussion** [27 octobre 1964] (p. 1168 et suiv.). — (Commune avec la discussion des questions posées par Mlle Irma Rapuzzi, n° 8, cf. *supra*, MM. René Jager, n° 83 rect., Pierre Métayer, n° 92, Marcel Prelot, n° 100, André Maroselli, n° 101, Louis Gros, n° 104 et Charles Fruh, n° 109.)

94. — M. Jacques DUCLOS demande à *M. le Premier ministre* quelles mesures il compte prendre pour alléger substantiellement le poids des **charges fiscales pesant sur les travailleurs** et satisfaire les **revendications des fonctionnaires** [7 octobre 1964].

95. — M. Roger LACHÈVRE appelle l'attention de *M. le ministre des travaux publics et des transports* sur l'évolution inquiétante de la **marine marchande** française. Il signale que, pour la première fois depuis la guerre, le tonnage de la flotte marchande a, en 1963, enregistré une diminution nette de 200.000 tonneaux, soit 4 p. 100 environ, portant sur les paquebots, cargos et pétroliers, et concernant surtout les navires de lignes régulières. Il rappelle également qu'au cours de la même année, alors que les marines marchandes étrangères continuent à se développer à un rythme rapide, aucune commande de cargo n'a été enregistrée, fait également sans précédent depuis vingt ans et qui intervient après plusieurs années marquées par le déclin progressif des investissements destinés à assurer le renouvellement normal de la flotte. Parallèlement, la participation du pavillon français à notre commerce extérieur par voie maritime est tombée, par étapes successives, à l'importation de 68 p. 100 en 1960, à 58 p. 100 en 1963, et à l'exportation : de 58 p. 100 à 34 p. 100. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour porter remède à une situation aussi alarmante, que ne suffit pas à expliquer l'effondrement du trafic avec l'Algérie et qui paraît résulter de causes profondes, ainsi que pour mettre la marine marchande française en mesure à la fois de répondre aux besoins croissants de transports de l'économie française et de tenir un rang honorable dans le domaine des transports maritimes internationaux [7 octobre 1964]. — **Discussion** [13 octobre 1964] (p. 1074 et suiv.). — (Commune avec la discussion des questions posées par MM. Edouard Le Bellegou, n° 102, et M. Léon David, n° 106). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Roger Lachèvre ; Edouard Le Bellegou ; Léon David ; Jean de Bagneux ; Abel-Durand ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

96. — M. Etienne DAILLY demande à *M. le ministre de l'agriculture :* 1° s'il considère que les conditions dans lesquelles sont actuellement fixés les **prix agricoles** respectent les dispositions de l'article 31 de la loi d'orientation agricole du 5 août 1960 ; 2° dans l'hypothèse où il n'en serait pas ainsi, s'il entre dans ses intentions, soit d'assurer le respect des dispositions ayant force de loi, soit d'en demander l'abrogation au Parlement ; 3° quelle serait enfin la position du Gouvernement français dans l'hypothèse où les négociations de Bruxelles relatives au rapprochement des prix agricoles européens n'aboutiraient pas d'ici le 15 janvier 1965 [7 octobre 1964]. — **Discussion** [20 octobre 1964] (p. 1102 et suiv.). — (Commune avec la discussion des questions posées par MM. René Tinant, n° 87, cf. *supra*, Maurice Charpentier, n° 90, Emile Durieux, n° 91, Léon David, n° 97, René Blondelle, n° 98, Michel Kauffmann, n° 99, Charles Naveau, n° 105.)

97. — M. Léon DAVID, rappelle à *M. le ministre de l'agriculture* que l'aggravation de la situation à la campagne, notamment en ce qui concerne les exploitations familiales agricoles, se traduit par des manifestations de mécontentement et de colère multiples et justifiées ; les paysans. dont bon nombre dans les diverses

branches de la production agricole sont acculés à la ruine et à l'exode par la politique agricole gouvernementale, envisagent d'accentuer leurs mouvements revendicatifs. Il lui demande en conséquence quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour satisfaire les légitimes **revendications paysannes** [7 octobre 1964]. — **Discussion** [20 octobre 1964[(p. 1102 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par MM. René Tinant, n° 87, cf. *supra*, Maurice Charpentier n° 90, Emile Durieux, n° 91, Etienne Dailly, n° 96, René Blondelle, n° 98, Michel Kauffmann, n° 99, Charles Naveau, n° 105).

98. — M. René BLONDELLE expose à *M. le Premier ministre* que la **situation de l'agriculture** est allée en s'aggravant au cours de ces dernières années, et plus particulièrement depuis l'application du plan dit « de stabilisation ». Il lui demande pourquoi la loi d'orientation agricole n° 60-808 du 6 août 1960 n'a pas été appliquée et comment il entend concilier la politique actuellement poursuivie avec les impératifs de la loi [7 octobre 1964]. — **Discussion** [20 octobre 1964] (p. 1102 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par MM. René Tinant, n° 87, cf. *supra*, Maurice Charpentier, n° 90, Emile Durieux, n° 91, Etienne Dailly, n° 96, Léon David, n° 97, Michel Kauffmann, n° 99, Charles Naveau, n° 105).

99. — M. Michel KAUFFMANN expose à *M. le Premier ministre* que les producteurs de lait du Bas-Rhin, qui ont fait cause commune avec les producteurs des autres départements, avaient installé un piquet de **grève** devant un établissement laitier à Strasbourg, comme cela a été le cas dans beaucoup d'autres lieux depuis quelques jours déjà : aucune violence n'a été employée pour la mise en place du piquet et aucun incident n'a eu lieu. Dans la nuit du samedi 26 au dimanche 27 septembre, un service d'ordre considérable a été subitement mis en place à Strasbourg et dans les environs pour empêcher la relève du piquet de grève qui devait se faire vers minuit. Les mesures, dans les environs de l'établissement laitier, ont pris le caractère d'un véritable état de siège et le lendemain à midi, les forces de police ont chassé les grévistes, obligeant ceux-ci à se retirer et à envisager des moyens de rétorsion du lait bien plus graves que ceux initialement prévus, qui assuraient en particulier un approvisionnement normal des hôpitaux, des enfants en bas âge et des personnes soumises à un régime lacté. Les autorités portent ainsi la responsabilité des nouvelles mesures. Il lui demande quelles sont les raisons pour lesquelles la force a été employée dans le Bas-Rhin pour disperser les grévistes alors qu'elle n'a été utilisée dans aucun autre département. Cette attitude discriminatoire a d'autant plus choqué les producteurs de lait du département que cet ordre d'utiliser la force publique aurait directement émané de lui-même. Il lui demande aussi qu'elles mesures il compte prendre pour revaloriser le **prix du lait** et des autres produits agricoles dans l'esprit même de la loi d'orientation agricole qui porte sa signature [7 octobre 1964]. — **Discussion** [20 octobre 1964] (p. 1102 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par MM. René Tinant, n° 87, cf. *supra*, Maurice Charpentier, n° 90, Emile Durieux, n° 91, Etienne Dailly, n° 96, Léon David, n° 97, René Blondelle, n° 98, Charles Naveau, n° 105).

100. — M. Marcel PRÉLOT, tout en approuvant les lignes générales de la réforme annoncée du **baccalauréat**, désirerait obtenir de *M. le ministre de l'éducation nationale* des précisions sur les quatre points suivants : 1° envisage-t-il le rétablissement de l'examen oral en tant qu'épreuve fondamentale, aucune sélection n'étant valable sans contact personnel de l'examinateur et de l'examiné ; 2° considère-t-il la classe terminale comme une classe de récapitulation ou comme une année d'ouverture des jeunes esprits sur le monde où ils vont entrer ; 3° n'estime-t-il pas qu'une place importante doit être faite, au cours de cette dernière année d'études générales, à la formation civique des jeunes gens ; 4° ne pense-t-il pas que la formation civique donnée à ce niveau implique un recrutement particulier de professeurs qualifiés par leurs études antérieures [7 octobre 1964]. — **Discussion** [27 octobre 1964] (p. 1168 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par Mlle Irma Rapuzzi, n° 80, cf. *supra*, MM. René Jager, n° 83 rect., Pierre Métayer, n° 92, Georges Cogniot, n° 93, André Maroselli, n° 101, Louis Gros, n° 104 et Charles Fruh, n° 109).

101. — M. André MAROSELLI expose à *M. le ministre de l'éducation nationale* qu'un groupe d'observation comprenant quatre classes (deux de sixième et deux de cinquième) existe, depuis 1960, dans la **commune de Saint-Barthélemy (Haute-Saône).** Pour la rentrée scolaire de septembre 1964, les autorités académiques avaient engagé la municipalité à créer, dès cette année, la **classe de quatrième.** Fort de ces promesses, le maire fit effectuer les travaux nécessaires à l'aménagement de cette classe. Or, quelle ne fut pas la surprise des parents d'élèves et de la municipalité quand, malgré les avis favorables des commissions scolaires départementale, régionale et nationale, un ordre émanant du ministère de l'éducation nationale annula la création de ladite classe, et ce en dépit des promesses faites, malgré les dépenses engagées par la commune et le peu de classes (huit) à construire dans le département de la Haute-Saône. Il lui demande s'il n'est pas possible de rapporter cette décision de nature à porter un grave préjudice aux élèves obligés d'aller suivre les cours dans un C. E. G. éloigné de leur domicile, provoquant ainsi des frais supplémentaires pour l'Etat et pour les familles [7 octobre 1964]. — **Discussion** [27 octobre 1964] (p. 1168 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par Mlle Irma Rapuzzi, n° 80, cf. *supra*, MM. René Jager, n° 83 rect., Pierre Métayer, n° 92, Georges Cogniot, n° 93, Marcel Prélot, n° 100, Louis Gros, n° 104 et Charles Fruh, n° 109).

102. — M. Edouard LE BELLEGOU expose à *M. le ministre des travaux publics et des transports* qu'il ne saurait ignorer ni sous-estimer la crise grave qui atteint les **chantiers de construction navale** de notre pays ; après ceux de la Loire-Atlantique, ce sont les chantiers de la Méditerranée qui sont victimes de la récession. Plus de 380 congédiements sont prévus aux Forges et Chantiers de la Seyne. Ainsi des familles entières vont être plongées dans le chômage et la misère. Ce ralentissement considérable de l'activité des chantiers ainsi que les menaces qui pèsent par ailleurs sur les établissements de la marine à Toulon risquent de porter une grave atteinte à toute l'économie de la région. Lors d'un important débat qui s'était déroulé devant le Sénat le 24 novembre 1959, provoqué par une question orale de notre collègue le président Abel-Durand, le ministre des travaux publics de l'époque avait promis que les efforts du Gouvernement tendraient à empêcher les licenciements. Malgré les promesses faites, la crise s'est aggravée au point d'entraîner aujourd'hui les plus graves répercussions. En conséquence, il lui demande les mesures que le Gouvernement entend prendre pour remédier à cette situation désastreuse et en conjurer les conséquences économiques et sociales [7 octobre 1964]. — **Discussion** [13 octobre 1964] (p. 1074 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par MM. Roger Lachèvre, n° 95, cf. *supra*, et Léon David, n° 106).

103. — M. Camille VALLIN demande à *M. le ministre de l'intérieur* : s'il ne considère pas que le décret du 27 août 1964 prévoyant des incitations financières en faveur des communes regroupées et créant ainsi une inégalité de traitement entre les communes est contraire au principe d'égalité devant la loi ; s'il ne pense pas que ces dispositions, assorties de la recommandation faite aux préfets de se souvenir « que l'autorité de tutelle n'est pas démunie de certains pouvoirs d'appréciation et même de pression », constituent une atteinte grave aux libertés des collectivités locales et sont en opposition avec le titre XI, article 72, de la Constitution qui proclame que « les conseils municipaux s'administrent librement » ; s'il ne considère pas que les directives données aux préfets de promouvoir le **regroupement** systématique **des communes** urbaines et rurales en « secteurs intercommunaux » en veillant « à ce que les nouveaux groupements de communes qui se constitueront désormais épousent le ressort des secteurs qu'ils auront définis », créant ainsi *de facto* de nouvelles collectivités territoriales et mettant le Parlement devant le fait accompli, ne sont pas en contradiction avec le titre XI, article 72, de la Constitution qui stipule que « toute autre collectivité territoriale est créée par la loi ». Il lui demande, en outre, de bien vouloir préciser ses intentions en ce qui concerne « les fonctions qui doivent logiquement être laissées sous la responsabilité des collectivités locales et celles qui seraient transférées à l'Etat [7 octobre 1964]. — **Discussion** [3 novembre 1964] (p. 1265 et suiv.) (commune avec la discussion de la question posée par M. Antoine Courrière, n° 86, cf. *supra*).

104. — M. Louis GROS, informé par la presse, la radio et la télévision des décisions du Gouvernement concernant la suppression de l'examen probatoire, la réorganisation du second cycle de l'enseignement long, la **réforme de l'enseignement** supérieur, la création d'instituts de formation professionnelle, demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* quels sont les buts poursuivis par le Gouvernement dans ces réformes et quels sont les moyens prévus pour les réaliser [7 octobre 1964]. — **Discussion** [27 octobre 1964] (p. 1168 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par Mlle Irma Rapuzzi, n° 80, cf. *supra*, MM. René Jager, n° 83 rect., Pierre Métayer, n° 92, Georges Cogniot, n° 93, Marcel Prélot, nQ 100, André Maroselli, n° 101 et Charles Fruh, n° 109).

105. — M. Charles NAVEAU expose à *M. le ministre de l'agriculture* l'inquiétude des producteurs de lait à l'annonce parue au *Journal officiel* du 20 septembre 1964 décidant d'**importations de lait frais** sans limitation quantitative et en exemption de droits sous couvert de licence globale ouverte au F. O. R. M. A.

et lui demande : 1° s'il trouve normal de dépenser des fonds votés par le Parlement français en vue de soutenir les marchés agricoles intérieurs en accordant aux producteurs étrangers des prix supérieurs à ceux qu'il refuse aux producteurs français ; 2° pourquoi les rapports annuels au Parlement sur la réalisation de la parité de l'agriculture prévue par l'article 6 de la loi d'orientation agricole, qui devaient être présentés le 1er juillet de chaque année, ne l'ont pas été depuis 1961 ([7 octobre 1964]. — **Discussion** [20 octobre 1964] (p. 1102 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par MM. René Tinant, n° 87, cf. *supra*, Maurice Charpentier, n° 90, Emile Durieux, n° 91, Etienne Dailly, n° 96, Léon David, n° 97, René Blondelle, n° 98, Michel Kauffmann, n° 99).

106. — M. Léon DAVID demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* ce qu'il compte faire pour assurer du travail aux **chantiers navals de Port-de-Bouc** (Bouches-du-Rhône) et, dans l'immédiat, arrêter les licenciements qui frappent durement la population laborieuse de cette cité [8 octobre 1964]. — **Discussion** [13 octobre 1964] (p. 1074 et suiv.) (commune avec la discussion des questions posées par MM. Roger Lachèvre, n° 95, cf. *supra*, et Edouard Le Bellegou, n° 102).

107. — M. Georges GUILLE demande à *M. le Premier ministre*, à la suite de la dernière conférence de presse et du voyage de M. le Président de la République dans divers pays d'Amérique du Sud, de définir la **politique extérieure,** tant européenne que mondiale, que le Gouvernement entend suivre actuellement [13 octobre 1964]. — **Discussion** [1er décembre 1964] (p. 2043 et suiv.). — (Commune avec la discussion de la question posée par M. Marius Moutet, n° 108). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Georges Guille ; Marius Moutet ; Raymond Guyot ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

108. — M. Marius MOUTET demande à *M. le Premier ministre* de définir sa doctrine en matière d'utilisation des **armements nucléaires** et d'exposer la conséquence qu'elle peut avoir sur les traités internationaux [13 octobre 1964]. — **Discussion** [1er décembre 1964] (p. 2043 et suiv.). — (Commune avec la discussion de la question posée par M. Georges Guille, n° 107, cf. *supra*).

109. — M. Charles FRUH, demande à *M. le ministre de l'éducation nationale,* compte tenu de la **réforme de l'enseignement** autoritairement décidée par le Gouvernement, sans consultation préalable du personnel enseignant et des parents d'élèves, quelles sont les modalités envisagées pour le fonctionnement de cette réforme [15 octobre 1964]. — **Discussion** [27 octobre 1964] (p. 1168 et suiv.). — (Commune avec la discussion des questions posées par Mlle Irma Rapuzzi, n° 80, cf. *supra,* MM. René Jager, n° 83 rect. ; Pierre Métayer, n° 92 ; Georges Cogniot, n° 93 ; Marcel Prélot, n° 100 ; André Maroselli, n° 101, et Louis Gros, n° 104.)

110. — M. Antoine COURRIÈRE demande à *M. le Premier ministre* de bien vouloir définir la **politique agricole du Gouvernement,** notamment en matière de prix [22 octobre 1964].

111. — M. Camille VALLIN expose à *M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports* que la préparation des **jeux olympiques de Grenoble** pose de nombreux et importants problèmes dont la solution doit être dès maintenant envisagée. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître : le programme des travaux (équipements sportifs, infractructure routière, ferroviaire, aérienne, logements des athlètes, des spectateurs, etc.), qui a été retenu par le Gouvernement ; les dispositions prises en vue du financement de ces travaux et, d'une manière générale, toutes les mesures envisagées pour assurer le succès des jeux et une bonne préparation des athlètes français [5 novembre 1964]. — **Discussion** [15 décembre 1964] (p. 2338 et suiv.). — (Commune avec la discussion de la question posée par M. Paul Mistral, n° 112). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Camille Vallin ; Paul Mistral ; Paul Chevallier ; Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ; Jean Berthouin ; Daniel Benoist.

112. — M. Paul MISTRAL demande à *M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,* face au problème que pose la préparation des **Jeux olympiques de Grenoble,** de vouloir bien lui faire connaître : 1° la nature et le volume des travaux que le Gouvernement a retenus pour réaliser l'équipement indispensable de cette région en vue de cette compétition ; 2° le montant et la répartition des crédits supplémentaires que le Gouvernement compte allouer aux collectivités intéressées pour exécuter ce programme [19 novembre 1964]. — *Discussion* [15 décembre 1964] (p. 2338 et suiv.). — (Commune avec la discussion de la question posée par M. Camille Vallin, n° 111, cf. *supra*).

113. — M. Jean NAYROU, demande à *M. le ministre de l'intérieur* ce qu'il compte faire afin d'apporter une solution positive aux problème évoqués à l'occasion de la discussion budgétaire concernant les **fonctionnaires de la police en uniforme** (corps urbains et C. R. S.) [3 décembre 1964].

114. — M. Louis COURROY demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* de bien vouloir préciser si la réforme prévue et qui supprime l'**examen probatoire** (ancienne première partie du **baccalauréat**) sera appliquée en 1965. Le conseil supérieur de l'éducation nationale vient de repousser le projet ministériel de décret qui lui était soumis par 36 voix contre 8 et 10 abstentions en précisant que, s'il n'était pas hostile à cette suppression, il s'opposait à ce que cette mesure soit prise en 1965. Ces contradictions sont préjudiciables à la sérénité qui doit présider aux études et placent les élèves et les familles devant des incertitudes qui doivent être dissipées [14 décembre 1964].

R

RADIODIFFUSION-TELEVISION FRANÇAISE. — Voy. : OFFICE DE RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE.

RAPPEL D'OFFICE

1. — Proposition de loi, présentée par M. Lucien BERNIER, *sénateur,* **tendant à abroger l'ordonnance n° 60-1101 du 15 octobre 1960 relative au rappel d'office, par le ministre dont ils dépendent, des fonctionnaires de l'Etat en service dans les départements d'outre-mer et dont le comportement est de nature à troubler l'ordre public** [25 juin 1964] (I., n° 299). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

2. — Proposition de loi, présentée par M. Louis TALAMONI, *sénateur,* **tendant à abroger l'ordonnance n° 60-1101 du 15 octobre 1960 relative au rappel d'office, par le ministre dont ils dépendent, des fonctionnaires de l'Etat en service dans les départements d'outre-mer** [29 juin 1964] (I., n° 322). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

RAPPORT DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

Dépôt du rapport [7 octobre 1964] (p. 1044).

RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES

Dépôt du rapport annuel établi par la Cour des comptes, par M. le Premier président de la Cour des comptes [24 juin 1964] (p. 771). — *Sont entendus :* MM. Roger Léonard, premier président de la Cour des comptes ; Alex Roubert, président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

RAPPORTS D'INFORMATION. — Voy.: POUVOIRS D'ENQUÊTE ET MISSIONS D'INFORMATION.

RAPPORTS DU GOUVERNEMENT

Dépôt d'un rapport sur l'évolution de l'économie nationale et des finances publiques [23 juin 1964] (p. 726).

Dépôt d'un rapport sur la mise en œuvre du plan d'équipement sportif et socio-éducatif (année 1964) établi en application de l'article 3 de la loi de programme n° 60-806 du 28 juillet 1961 [7 octobre 1964] (p. 1045).

Dépôt d'un rapport sur l'exécution de l'ensemble du programme d'investissements (année 1964) pour l'enseignement agricole [13 octobre 1964] (p. 1066).

Dépôt d'un rapport sur le programme d'équipement militaire [13 octobre 1964] (p. 1066).

Dépôt d'un rapport sur l'activité du Centre national d'études spatiales pendant la période du 1er juillet 1963 au 1er juillet 1964 [20 octobre 1964] (p. 1102).

Dépôt d'un rapport établi conformément aux prescriptions de l'article 9 de la loi n° 63-1333 du 30 décembre 1963 édictant diverses mesures de nature à faciliter la réduction des effectifs d'officiers par départ volontaire et de l'article 5 de la loi n° 63-1334 du 30 décembre 1963 relative à l'emploi d'officiers dans les services du ministère de l'éducation nationale, sur l'exécution de ces lois [22 octobre 1964] (p. 1140).

Dépôt d'un rapport sur la régionalisation du budget d'équipement pour l'année 1965 et sur la coordination des investissements publics au regard des objectifs de l'aménagement du territoire [3 novembre 1964] (p. 1256).

RAPPORT SUR LE FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT DES COLLECTIVITES

Dépôt par M. le président du conseil de surveillance du groupement des collectivités pour le financement des travaux d'équipement d'un rapport sur le fonctionnement de ce groupement au cours de l'année 1963, établi en exécution de l'article 3 du décret n° 60-953 du 8 septembre 1960 [29 octobre 1964] (p. 1225).

RECHERCHE SCIENTIFIQUE. — Voy.: QUESTIONS ORALES, 575.

RECLASSEMENT DES FONCTIONNAIRES DU MAROC ET DE TUNISIE. — Voy.: FONCTIONNAIRES ET AGENTS FRANÇAIS DU MAROC ET DE TUNISIE.

REFORME ADMINISTRATIVE. — Voy.: QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 57.

REFORME DE L'ENSEIGNEMENT. — Voy.: QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 109.

REGIME CONTRACTUEL EN AGRICULTURE. — Voy.: SYSTÈME CONTRACTUEL EN AGRICULTURE.

REGION PARISIENNE

Projet de loi, présenté par M. Roger FREY, *ministre de l'intérieur*, **portant réorganisation de la région parisienne.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 12 juin 1964. — Voy. Impressions, n°s 935, 953, 955, 218. — **Transmission au Sénat** [16 juin 1964] (I., n° 265). — Renvoi à une commission spéciale. — Election des membres de la commission spéciale [16 juin 1964] (p. 635 et 644, 649 et 666). — Rapport par M. Joseph Raybaud [23 juin 1964] (I., n° 281). — **Discussion** [24 juin 1964] (p. 766 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Roger Frey, ministre de l'intérieur; Joseph Raybaud, rapporteur; Bernard Lafay; Etienne Dailly; Jacques Richard; Pierre Métayer; Jacques Duclos; Raymond Bossus; Louis Talamoni; Adolphe Chauvin; Georges Dardel. — **Suite de la discussion** [25 juin 1964] (p. 812 et suiv.). — *Discussion des articles* (p. 812). — Art. 1er. — Amendement par M. Raymond Bossus tendant à modifier le début du premier alinéa de cet article afin de soumettre les nouvelles dispositions à l'avis des conseils généraux (p. 813), observations, rejet (p. 814). — Amendement rédactionnel par M. Etienne Dailly, réservé (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Raybaud, rapporteur, tendant à modifier le premier alinéa de cet article et le tableau annexé afin de remplacer les mots « Plaine Saint-Denis » par « Seine-Saint-Denis » et le mot « Essonne » par « Val-d'Essonne » (*ibid.*) ; amendements identiques par M. Geoffroy de Montalembert, par M. Roger Houdet, par M. Jean Lecanuet, tendant à remplacer les mots « du Val-de-Seine » par « de Versailles », observations, retrait des trois amendements identiques (p. 815), l'amendement précédent par M. Joseph Raybaud, rapporteur, est modifié afin de remplacer « Val de Seine » par « Yvelines » (*ibid.*), vote par division : 1) remplacement de « Plaine Saint-Denis » par Seine-Saint-Denis », rejet (p. 816), 2) remplacement des mots « Val d'Essonne » par « Essonne », adoption (*ibid.*), 3) remplacement des mots « Val de Seine » par « Yvelines », adoption (*ibid.*). — Amendement rédactionnel par M. Etienne Dailly, précédemment réservé (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Etienne Dailly tendant à compléter l'article par un alinéa prévoyant que les dispositions de l'article 50 de la loi du 10 août 1871 et de l'alinéa 3 de l'article premier de l'ordonnance n° 45-2604 du 2 novembre 1945 ne sont pas applicables à la réorganisation faisant l'objet de la présente loi (*ibid.*), observations, rejet (p. 817) ; amendements identiques par M. Jacques Richard et par M. Maurice Coutrot tendant à modifier le tableau annexé à l'article 1er afin de maintenir le *statu quo* pour la ville d'Antony (*ibid.*), observations, adoption (p. 818). — Amendement par M. Pierre Métayer tendant à modifier le tableau annexé à l'article 1er afin de rattacher diverses communes au département de Val-de-Seine (*ibid.*), observations, rejet (p. 819) par scrutin public (n° 37) ; amendements identiques par M. Adolphe Chauvin et par M. Pierre Métayer, tendant à modifier le tableau annexé à l'article 1er afin que Dourdan-Nord et Dourdan-Sud restent dans le département du Val-de-Seine et ne soient pas rattachés au département du Val-d'Essonne (*ibid.*), observations, retrait du premier (p. 820) et rejet du second (*ibid.*). — Amendement par M. Edouard Bonnefous tendant à modifier le tableau annexé à l'article 1er afin de rattacher la commune de Bièvres au Val-de-Seine (*ibid.*), observations, rejet (p. 821) par scrutin public (n° 38). — Art. 2 (p. 821). — Amendements identiques par M. Joseph Raybaud, rapporteur, et par M. Raymond Bossus, tendant à une nouvelle rédaction de cet article disposant que « la ville de Paris est une collectivité territoriale ayant le double caractère d'une commune et d'un département » (*ibid.*), observations, adoption (p. 822). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Bernard Lafay tendant à modifier cet article afin de remettre la gestion administrative et financière de Paris à un maire élu, assisté de ses adjoints (*ibid.*), observations, adoption (p. 823). — Amendement par M. Raymond Bossus, tendant à substituer aux deux derniers alinéas de cet article une disposition soumettant le conseil municipal de Paris au régime de droit commun (p. 824), observations, rejet (*ibid.*). — Art. 5 (*ibid.*). — Amendement par M. Bernard Lafay, tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article relatif aux pouvoirs des préfets dans l'instruction des affaires soumises au conseil de Paris, dans l'exécution des délibérations et dans l'administration de Paris (*ibid.*), observations, adoption (p. 825) par scrutin public (n° 39). — Art. 8 (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Bossus, tendant à modifier cet article afin que les chefs-lieux des départements ne soient fixés qu'après avis des conseils généraux (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Raybaud, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article disposant que les chef-lieux seront fixés par décret en Conseil d'Etat, observations, adoption (*ibid.*). — Art. 9 (p. 826). — Amendement par M. Jacques Duclos tendant à une nouvelle rédaction de cet article prévoyant une conférence permanente interdépartementale (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Raybaud, rapporteur, tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article, relatif à la création par décret d'institutions ou d'organismes interdépartementaux, observations, adoption (*ibid.*). — Après l'art. 9 (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Bossus tendant à insérer un article additionnel nouveau abrogeant la loi n° 61-845 du 2 août 1961 créant le district de la région parisienne, observations, rejet (*ibid.*). — Art. 13 (p. 827). — Amendement par M. Joseph Raybaud, rapporteur, tendant à une rédaction plus précise du premier alinéa de cet article, observations, adoption (*ibid.*). — Art. 18 (p. 828). — Amendement par M. Raymond Bossus tendant à supprimer cet article relatif aux immeubles et meubles du département de la Seine et de la ville de Paris affectés aux services de la préfecture de police transférés à l'Etat, observations, rejet (*ibid.*). — Art. 19 (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Bossus, tendant à supprimer cet article relatif aux biens transférés à la Régie autonome des transports parisiens, observations, rejet (*ibid.*). — Amendement par M. André Fosset tendant à remplacer le transfert à la R.A.T.P. par le transfert « aux collectivités visées à l'art. 1er de la présente loi » (p. 829), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 21 (*ibid.*). — Amendement par M. Jacques Duclos, tendant à une nouvelle rédaction n'écartant pas toute possibilité d'indemnité dans le transfert des biens, observations, rejet (*ibid.*). — Art. 22 (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Talamoni, tendant à supprimer cet article qui incorpore dans le corps des fonctionnaires de l'Etat certaines catégories de fonctionnaires de Paris et de la Seine, observations, rejet (p. 830). — Art. 26 (p. 831). — Amendement par M. André Fosset, tendant, à la fin du premier alinéa de cet article, à remplacer les mots : « et sont mis à la disposition du préfet de police » par les mots : « sous l'autorité du préfet de police », observations, rejet (*ibid.*). — Art. 27 (*ibid.*). — Amendement par M. Louis Talamoni tendant à supprimer cet article relatif aux pouvoirs disciplinaires des préfets, observations, rejet (*ibid.*). — Art. 28 (*ibid.*). — Amendements semblables par M. André Fosset et par M. Joseph Raybaud, rapporteur, relatifs au respect des avantages statutaires particuliers (p. 832), retrait du premier amendement, adoption du second (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Bertaud tendant à compléter cet article par un alinéa relatif au maintien en vigueur des règles applicables aux personnels techniques et ouvriers relevant à la fois de l'Etat et du département de la Seine (*ibid.*), observations,

adoption (p. 833). — Art. 29 (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Raybaud, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif aux agents du cadre unique de professeurs spéciaux d'enseignement primaire de la Seine, adoption (*ibid.*). — Art. 31 (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Raybaud, rapporteur, tendant à remplacer les mots : « de l'Essonne » par : « du Val d'Essonne » et : « du Val de Seine » par : « des Yvelines », adoption (*ibid.*). — Art. additionnel 31 *bis* (nouveau) (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Raybaud, rapporteur, tendant à insérer un article additionnel 31 *bis* (nouveau) relatif à la prise en charge par l'Etat des retraites des personnels (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 32 (p. 834). — Amendement par M. Louis Talamoni tendant à une nouvelle rédaction de cet article et à une réforme générale des finances locales, observations, rejet (p. 835). — Amendement par M. Joseph Raybaud, rapporteur, tendant à une nouvelle rédaction prévoyant la création d'un fonds d'égalisation des charges des communes de la région parisienne (*ibid.*), observations, adoption (p. 836). — Art. 33 (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Raybaud, rapporteur, relatif à la répartition du produit de la taxe locale entre les collectivités, au prorata de leur population « telle qu'elle résulte des recensements généraux ou partiels » (p. 837), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 34 (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Bossus tendant à supprimer cet article relatif au prélèvement au profit du district, observations, rejet (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Raybaud, rapporteur, tendant à modifier cet article en ramenant de 25 p. 100 à 10 p. 100 le prélèvement au profit du district (*ibid.*), observations, adoption (p. 839). — Art. 35 (*ibid.*). — Amendement par M. Raymond Bossus tendant à supprimer les mots : « après déduction du prélèvement visé à l'article 34 ci-dessus », observations, rejet (*ibid.*). — Après l'art. 35 (*ibid.*). — Amendement par M. Adolphe Chauvin tendant à insérer un article additionnel 35 *bis* (nouveau) mettant à la charge de l'Etat les dépenses afférentes à l'acquisition des terrains et à la construction des préfectures et sous-préfectures (*ibid.*), observations, irrecevabilité aux termes de l'art. 40 de la Constitution. — Art. 36 *ibid.*). — Amendements identiques par M. Joseph Raybaud, rapporteur, et par M. Louis Namy tendant à supprimer cet article relatif à la tutelle de l'Etat sur le district et aux pouvoirs d'action du district (*ibid.*), observations, adoption par scrutin public (n° 40). — Après l'art. 36 (p. 841). — Amendement par M. Jean-Louis Vigier tendant à insérer un article additionnel 36 *bis* (nouveau) relatif au problème du financement de l'équipement de la région parisienne, observations, retrait (*ibid.*). — Art. 39 (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Raybaud, rapporteur, tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa relatif aux investissements consentis par les communes en matière de construction et d'aménagement de casernement (*ibid.*), observations, adoption (p. 842). — Après l'article 39 (*ibid.*). — Amendement par M. Adolphe Chauvin tendant à insérer un article additionnel 39 *bis* (nouveau) relatif à la participation de l'Etat aux dépenses de fonctionnement du service départemental d'incendie (*ibid.*), observations, retrait (*ibid.*). — Art. 41 (*ibid.*). — Amendement par M. Joseph Raybaud, rapporteur, tendant à compléter cet article par un alinéa exonérant les communes de l'actuel département de Seine-et-Oise de la contribution prévue pour les enseignements spéciaux dans la limite des dépenses actuellement consenties par elles (*ibid.*), observations, rejet (p. 843). — Art. 43 (*ibid.*). — Amendement d'harmonisation par M. Joseph Raybaud, rapporteur, adoption (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Jean Bertaud, président de la commission spéciale ; Edouard Bonnefous ; Raymond Bossus ; Amédée Bouquerel ; Julien Brunhes ; Adolphe Chauvin ; Bernard Chochoy ; Maurice Coutrot ; Etienne Dailly ; Jacques Descours-Desacres ; Jacques Duclos ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; André Fosset ; Roger Frey, ministre de l'intérieur ; Bernard Lafay ; Jean Lecanuet ; Pierre Métayer ; Geoffroy de Montalembert ; Louis Namy ; Jacques Richard ; Joseph Raybaud, rapporteur ; Louis Talamoni ; Jean-Louis Vigier. — *Explications de vote :* MM. Maurice Coutrot ; Julien Brunhes ; Louis Namy ; Adolphe Chauvin. — Sur l'ensemble (p. 845) et par scrutin public (n° 41). — REJET (n° 127). — Adopté par l'Assemblée nationale (commission mixte paritaire) le 29 juin 1964. — Voy. : Impressions n°s 1028, 1042, 256.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (art. 45, alinéa 2, de la Constitution) [25 juin 1964] (p. 845). — Election des membres de la commission [26 juin 1964] (p. 866 et 877). — Rapport par M. Joseph Raybaud [29 juin 1964] (I., n° 317). — **Discussion** [29 juin 1964] (p. 909 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Bertaud, vice-président de la commission mixte paritaire, au nom de M. Joseph Raybaud, rapporteur ; Louis Namy ; Maurice Coutrot ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement ; Etienne Dailly ; Jacques Descours-Desacres ; Louis Talamoni ; Bernard Lafay ; Antoine Courrière ; Adolphe Chauvin. — *Articles* (p. 914 et suiv.). — Vote unique, à la demande du Gouvernement, en application de l'art. 44, dernier alinéa, de la Constitution, et de l'art. 42, septième alinéa, du règlement du Sénat. — *Explication de vote :* M. Edouard Bonnefous. — Sur l'ensemble (p. 918) et par scrutin public (n° 45). — ADOPTION (n° 142). — COMMISSION MIXTE PARITAIRE. — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-707 du 10 juillet 1964 (*J. O.* du 12 juillet 1964 ; *rectif.*, 1er août 1964).

REGION PARISIENNE

Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 70.

REGION PARISIENNE (CONDITIONS DE VIE). — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 70.

REGROUPEMENT ET FUSION DES COMMUNES. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 86, 103.

REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE ET DE L'EXPLOITATION AGRICOLES. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 582.

RENTES VIAGERES

Proposition de loi, présentée par M. Léon JOZEAU-MARIGNÉ, *sénateur*, **tendant à proroger le délai prévu par le troisième alinéa de l'article 2 bis de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers** [4 juin 1964] (I., n° 214). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Rapport par M. Marcel Molle [18 juin 1964] (I., n° 277). — **Discussion** [23 juin 1964] (p. 753 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Marcel Molle, rapporteur. — *Article unique* (*ibid.*). — Amendement par M. Marc Jacquet, ministre des travaux publics et des transports, tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article (*ibid.*), réservé (*ibid.*). — Amendement par M. Marc Jacquet, ministre des travaux publics et des transports, tendant à ajouter un article additionnel 2 nouveau modifiant le dernier alinéa de l'article 4 de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 (*ibid.*), observations, adoption (p. 755). — Amendement par M. Marc Jacquet, ministre des travaux publics et des transports (précédemment réservé) tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article du projet de loi, adoption (*ibid.*). — Sur l'ensemble (*ibid.*). — *Nouvel intitulé :* « **Proposition de loi tendant à proroger les délais prévus au troisième alinéa de l'article 2 bis et au cinquième alinéa de l'article 4 de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers, et à modifier le dernier alinéa de l'article 4 de ladite loi** ». — ADOPTION (n° 124). — Adoptée par l'Assemblée nationale le 29 juin 1964. — Voy. Impressions n°s 1012, 1035, 254.

Promulgation : loi n° 64-663 du 2 juillet 1964 (*J. O.* du 4 juillet 1964).

RENTREE SCOLAIRE. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 92.

RESEAU ROUTIER. — Voy : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 74.

RESEAU ROUTIER NATIONAL (MEFAITS DU GEL ET DU DEGEL). — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 72.

RETRAITES DES AGENTS DES COLLECTIVITES LOCALES

Proposition de loi, présentée par M. Roger LAGRANGE, *sénateur*, **tendant à aligner avec la même date d'effet les dispositions du régime de retraites des agents des collectivités locales sur celui applicable aux agents de l'Etat** [26 novembre 1964] (I., n° 47). — Renvoi à la commission des affaires sociales, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

REVENDICATIONS AGRICOLES. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 97.

ROUTES. — Voy : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 72, 74.

ROUTE SAINT-PIERRE, MORNE-ROUGE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 589.

S

SCOLARITE ENFANTS FRANÇAIS A L'ETRANGER. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 66.

SECURITE FERROVIAIRE. — Voy. : BUDGET DE 1965. — TRAVAUX PUBLICS. — CRÉDITS.

SECURITE SOCIALE. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 53.

SECURITE SOCIALE DES ARTISTES PEINTRES, SCULPTEURS ET GRAVEURS. — Voy. : ASSURANCE MALADIE.

SENAT

I. — **Bureau.**

Installation du bureau d'âge [2 octobre 1964] (p. 1003).
Nomination des secrétaires [7 octobre 1964] (p. 1041).

II. — **Sessions.**

Ouverture de la deuxième session ordinaire de 1963-1964 par M. Gaston MONNERVILLE, président du Sénat [2 avril 1964] (p. 59).

Clôture de la deuxième session ordinaire de 1963-1964 par M. Gaston MONNERVILLE, président du Sénat [30 juin 1964] (p. 966). — Est entendu : M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat.

Ouverture de la première session ordinaire de 1964-1965, par M. Gaston MONNERVILLE, président du Sénat [2 octobre 1964] (p. 1003).

Ajournement jusqu'à la clôture de la première session ordinaire de 1964-1965, le 20 décembre 1964, et allocution par M. Gaston MONNERVILLE, président du Sénat [18 décembre 1964] (p. 2472 et 2473).

SENATEURS

Décès.

Eloge funèbre de M. Paul-Jacques KALB, sénateur du Haut-Rhin, décédé le 7 août 1964, prononcé par M. Gaston MONNERVILLE, président du Sénat, auquel s'associe M. Pierre DUMAS, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, au nom du Gouvernement [7 octobre 1964] (p. 1042 et 1043).

SENATEURS (ELECTION)

Proposition de loi, présentée par M. Yves ESTÈVE, *sénateur*, **tendant à modifier les dispositions de l'article 7 de l'ordonnance n° 58-1098 du 15 novembre 1958 relative à l'élection des sénateurs** [24 juin 1964] (I., n° 288). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

SERVICE MILITAIRE D'UN AN. — Voy. : BUDGET DE 1965, article 28.

SERVICES ACCOMPLIS DANS L'ARMEE PAR LES ETRANGERS

Projet de loi, présenté par M. Pierre MESSMER, *ministre des armées*, **relatif à la prise en compte des services accomplis dans l'armée par les étrangers antérieurement à l'acquisition de la nationalité française.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 12 mai 1964. — Voy. : Impressions n°s 802, 865, 175. — **Transmission au Sénat** [19 mai 1964] (I., n° 171). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. le général Jean Ganeval [21 mai 1964] (I., n° 197). — **Discussion** [26 mai 1964] (p. 388). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. le général Jean Ganeval, rapporteur ; Pierre Messmer, ministre des armées. — *Article unique* (*ibid.*). — ADOPTION (n° 81). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-493 du 4 juin 1964 (*J. O.* du 5 juin 1964).

SERVICES ACCOMPLIS DANS LES FORCES FRANÇAISES LIBRES

Projet de loi, présenté par M. Pierre MESSMER, *ministre des armées*, **relatif aux services accomplis avant l'âge de 18 ans dans les Forces françaises libres.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 12 mai 1964. — Voy. : Impressions n°s 794, 864, 174. — **Transmission au Sénat** [19 mai 1964] (I., n° 170). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Jacques Soufflet [21 mai 1964] (I., n° 196). — **Discussion** [26 mai 1964] (p. 387 et 388). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jacques Soufflet, rapporteur ; Pierre Messmer, ministre des armées. — *Article unique* (p. 388). — ADOPTION (n° 80). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-492 du 4 juin 1964 (*J. O.* du 5 juin 1964).

SINISTRES DE ROUJAN. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 604.

SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE POUR L'EQUIPEMENT TOURISTIQUE DE L'ARIEGE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 590.

SOCIETES COMMUNALES ET INTERCOMMUNALES DE CHASSE. — Voy. : CHASSE.

SOCIETES DE CONSTRUCTION

Proposition de loi, présentée par M. Marcel MOLLE, *sénateur*, **destinée à compléter le titre V de la loi du 28 juin 1938 relatif aux sociétés de construction** [26 novembre 1964] (I., n° 46). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

SOCIETES DE COURSES. — Voy. : BUDGET DE 1965, art. 17.

SOCIETES MUTUALISTES. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 50.

SOUS-OFFICIERS. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 562.

SOUS-PREFETS ET ADMINISTRATEURS CIVILS DU MINISTERE DE L'INTERIEUR ET ADMINISTRATEURS DES SERVICES CIVILS D'ALGERIE

Projet de loi, présenté par M. Louis JOXE, *ministre d'Etat chargé de la réforme administrative*, **relatif à l'intégration dans le cadre du ministère des affaires étrangères de sous-préfets et administrateurs civils du ministère de l'intérieur et administrateurs des services civils d'Algérie.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 18 novembre 1964. — Voy. : Impressions n°s 1037, 1163, 1166, 272. — **Transmission au Sénat** [20 novembre 1964] (I., n° 36). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jean Nayrou [25 novembre 1964] (I., n° 44). — **Discussion** [2 décembre 1964] (p. 2092 et suiv). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Nayrou, rapporteur ; Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. — *Discussion des articles* (p. 2093 et suiv.). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par Mme Marie-Hélène Cardot tendant à une nouvelle rédaction de cet article relatif à l'intégration des administrateurs des services civils d'Algérie (*ibid.*), observations, retrait (p. 2094). — Amendement par M. Georges Portmann tendant à une nouvelle rédaction permettant l'intégration supplémentaire de deux diplomates (*ibid.*), observations, adoption (p. 2095). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre ; Henri Desseigne ; Jean Nayrou, rapporteur ; Georges Portmann. — Sur l'ensemble (p. 2095). — ADOPTION MODIFIÉE (n° 26). — Adopté par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, le 15 décembre 1964. — Voy. : Impressions n°s 1214, 1238, 297.

Promulgation : loi n° 64-1276 du 23 décembre 1964 (*J. O.* du 24 décembre 1964).

STATUT DES CADRES ACTIFS DE L'ARMEE DE L'AIR. — Voy. ARMÉE DE L'AIR.

STATUT GENERAL DES FONCTIONNAIRES. — Voy. FONCTIONNAIRES.

STIMULANTS

Projet de loi, présenté par M. Christian FOUCHET, *ministre de l'éducation nationale*, **tendant à la répression de l'usage des stimulants à l'occasion des compétitions sportives** [30 juin 1964]

(I., n° 328). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapport par M. Jean Noury [27 octobre 1964] (I., n° 14). — **Discussion** [3 novembre 1964] (p. 1257 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Noury, rapporteur ; Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ; Mme Renée Dervaux ; MM. Gustave Philippon ; Daniel Benoist. — Motion préjudicielle tendant au renvoi devant la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 1262). — *Sont entendus :* MM. Antoine Courrière ; Jean Noury, rapporteur ; Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ; Jacques Richard. — Rejet de la motion par scrutin public (n° 4). — *Discussion des articles* (p. 1262 et suiv.). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Noury, rapporteur, tendant à modifier le début de l'article afin de ne prévoir une amende que pour les majeurs de 18 ans (*ibid.*), observations, adoption (p. 1263). — Art. 2 (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Noury, rapporteur, tendant, au premier alinéa de cet article, à remplacer les mots « l'accomplissement des actes visés à l'article premier ci-dessus, ou aura incité à les accomplir » par les mots « l'utilisation des substances visées à l'article premier ci-dessus, ou aura incité à les utiliser » (*ibid.*), observations, adoption (p. 1264). — Sous-amendement par M. Daniel Benoist, tendant à compléter l'amendement précédent par les mots « sauf en cas de prescription médicale instituée pour un traitement en cours » (*ibid.*), observations, adoption (ibid.). — Art. 3 (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Noury, tendant à modifier cet article afin de punir d'une peine d'amende seulement les sportifs qui auront refusé de se soumettre aux prélèvements ou aux divers examens (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Amendement par M. Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, tendant à modifier l'article 3 afin de permettre le prélèvement pour les jeunes de moins de 18 ans, même si l'infraction n'est pas retenue (*ibid.*), observations, adoption (*ibid.*). — Art. 4 (p. 1265). — Amendement par M. Jean Noury, rapporteur, tendant à distinguer, pour les infractions, entre les pratiquants du sport et les soigneurs (*ibid.*), observations, rejet (*ibid.*). — *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. Daniel Benoist ; Antoine Courrière ; Maurice Herzog, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ; Jean Noury, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 1265) et par scrutin public (n° 5). — ADOPTION (n° 9). Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale le 15 décembre 1964. — Voy. Impressions, nos 1152, 1189, 1191, 298.

Transmission (deuxième lecture) au Sénat [16 décembre 1964] (I., n° 95). Renvoi à la commission des affaires culturelles.

SUCRE (DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER). — Voy. : QUESTIONS ORALES, 623 625.

SUD-AVIATION. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 76 et 77.

SURETE NATIONALE

Projet de loi présenté par M. Roger FREY, *ministre de l'intérieur*, **autorisant un recrutement exceptionnel de fonctionnaires de la sûreté nationale et de la préfecture de police.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 13 mai 1964. — Voy. : Impressions, nos 806, 866, 180. — **Transmission au Sénat** [19 mai 1964] (I., n° 178). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jean Nayrou [4 juin 1964] (I., n° 223). — **Discussion** [11 juin 1964] (p. 538 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Jean Nayrou, rapporteur ; Louis Joxe, ministre d'Etat chargé de la réforme administrative. — *Discussion des articles* (p. 539). — Art. 1er (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Nayrou, rapporteur, tendant à ajouter les titulaires de la carte de déporté résistant aux bénéficiaires du projet de loi (p. 540), observations, retrait (*ibid.*). — Amendement par M. Jean Nayrou, rapporteur, tendant à supprimer le mot « vacants » à la fin du 1er alinéa de l'article (*ibid.*), observations, retrait (*ibid*). — *Ont pris part à la discussion :* MM. Louis Joxe, ministre d'Etat chargé de la réforme administrative ; Jean Nayrou, rapporteur. — Sur l'ensemble (p. 541). — ADOPTION (n° 96). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : Loi n° 64-586 du 24 juin 1964 (*J. O.* du 25 juin 1964).

SYNDICATS DE COMMUNE. — Voy. : CODE MUNICIPAL.

SYSTEME CONTRACTUEL EN AGRICULTURE. — Voy. : AGRICULTURE.

T

TAXES A L'IMPORTATION. — Voy. : DROITS DE DOUANE.

TAXE SUR LES CORPS GRAS ALIMENTAIRES. — Voy. : BUDGET DE 1965, art. 24.

TECHNICIENS DES TRAVAUX PUBLICS D'ETAT. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 621.

TELECOMMUNICATIONS PAR SATELLITES. — Voy. : TRAITÉS ET CONVENTIONS.

TELEPHONE DANS LA REGION PARISIENNE. — Voy. : BUDGET DE 1965. — POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS, art. 32.

TENUES DE TYPE MILITAIRE. — Voy. : CODE PÉNAL, art. 260.

TEXTILE (ARIEGE ET AUDE). — Voy. : QUESTIONS ORALES, 599.

THEATRES

Observations sur l'imposition du prix des places lors de l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1964 [14 décembre 1964] (p. 2315).

TOURISME. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 54.

TRAITEMENTS ET SALAIRES. — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT, 83, 94.

TRAITES ET CONVENTIONS

1. — Projet de loi présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères*, **autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière de justice, signé le 14 juin 1962 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 20 novembre 1963. — Voy. : Impressions nos 355, 634, 110. — **Transmission au Sénat** [25 novembre 1963] (I., n° 38). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.* — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [19 mai 1964] (I., n° 167). — **Discussion** [8 octobre 1964] (p. 1054 et suiv.). — *Discussion générale commune* avec celles des projets de loi n° 39 (accord signé avec la République du **Congo**) et n° 164 (accord signé avec la République du **Gabon**). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre Marcilhacy, rapporteur ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. — *Article unique* (p. 1055). — Scrutin public (n° 1). — ADOPTION (n° 1). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-1066 du 21 octobre 1964 (*J. O.* du 22 octobre 1964).

2. — Projet de loi présenté par M. Raymond TRIBOULET, ministre *délégué chargé de la coopération*, **autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière de justice, signé le 18 mai 1962, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 20 novembre 1963. — Voy. : Impressions, nos 467, 635, 111. — **Transmission au Sénat** [25 novembre 1963] (I., n° 39). — *Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.* — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [19 mai 1964] (I., n° 168). — **Discussion** [8 octobre 1964] (p. 1054 et 1055). — *Discussion générale commune* avec celle des projets de loi n° 38 (accord signé avec la République du **Sénégal**) et n° 164 (accord signé avec la République du **Gabon**). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre Marcilhacy, rapporteur ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. — *Article unique* (p. 1055). — *Sont entendus :* MM. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Pierre Marcilhacy, rapporteur ; Louis Talamoni. — Scrutin public (n° 2). — ADOPTION (n° 2). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-1067 du 21 octobre 1964 (*J. O.* du 22 octobre 1964).

3. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant l'approbation de la convention douanière relative aux facilités accordées pour l'importation des marchandises destinées à être présentées ou utilisées à une exposition, une foire, un congrès ou une manifestation similaire.** — Adopté par l'Assemblée nationale, 18 décembre 1963. — Voy. : Impressions n°s 65, 753, 141. — **Transmission au Sénat** [19 décembre 1963] (I., n° 107). — *Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan.* — Rapport par M. Raymond Brun [2 avril 1964] (I., n° 123). — **Discussion** [9 avril 1964] (p. 101). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Raymond Brun, rapporteur. — *Article unique* (*ibid.*). — ADOPTION (n° 60). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-322 du 16 avril 1964 (*J. O.* du 17 avril 1964).

4. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement espagnol relative à l'aménagement du cours supérieur de la Garonne.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 5 mai 1964. — Voy. Impressions n°s 644, 861, 172. — **Transmisison au Sénat** [12 mai 1964] (I., n° 163). — Renvoi à la commission des affaires économiques eu du plan. — Rapport par M. Charles Suran [20 mai 1964] (I., n° 186). — **Discussion** [21 mai 1964] (p. 372 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Charles Suran, rapporteur ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. — *Article unique* (p. 374). — ADOPTION (n° 76). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-457 du 28 mai 1964 (*J. O.* du 29 mai 1964).

5. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant l'approbation de la convention d'aide mutuelle judiciaire, d'exequatur des jugements et d'extradition entre la France et le Gabon, signée à Libreville le 23 juillet 1963.** — Adopté par l'Assemblée nationale le 5 mai 1964. — Voy. Impressions n°s 800, 863, 173. — **Transmission au Sénat** [12 mai 1964] (I., n° 164). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [19 mai 1964] (I., n° 169). — **Discussion** [8 octobre 1964] (p. 1054 et 1055). — *Discussion générale commune* avec celle des projets de loi n° 38 (accord signé avec la République du **Sénégal**) et n° 39 (accord signé avec la République du **Congo**). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre Marcilhacy, rapporteur ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. — *Article unique* (p. 1055 et 1056). — *Sont entendus :* MM. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Pierre Marcilhacy, rapporteur ; Louis Talamoni. — Scrutin public (n° 3). — ADOPTION (n° 3). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-1065 du 21 octobre 1964 (*J. O.* du 22 octobre 1964).

6. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant la ratification de la convention entre la République française et le royaume de Belgique relative au service militaire, signée à Paris le 12 octobre 1962.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 12 mai 1964. — Voy. Impressions n°s 540 (1963), 869, 177. — **Transmission au Sénat** [19 mai 1964] (I., n° 173). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Jean Péridier [21 mai 1964] (I., n° 199). — **Discussion** [26 mai 1964] (p. 389 et 390). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Jean Péridier, rapporteur. — *Article unique* (p. 390). — ADOPTION (n° 83). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-494 du 4 juin 1964 (*J. O.* du 5 juin 1964).

7. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant la ratification de l'avenant signé à Paris le 1er juillet 1963 à la convention du 24 décembre 1936 entre la France et la Suède, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance en matière d'impôt sur les successions.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 14 mai 1964. — Voy. Impressions n°s 591 (1963), 887, 183. — **Transmission au Sénat** [19 mai 1964] (I., n° 181). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Georges Portmann [3 juin 1964] (I., n° 212). — **Discussion** [9 juin 1964] (p. 526). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Georges Portmann, rapporteur. — *Article unique* (p. 526). — ADOPTION (n° 89). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-561 du 17 juin 1964 (*J. O.* du 18 juin 1964).

8. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant l'approbation de la convention signée à Paris, le 21 juin 1961, entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 14 mai 1964. — Voy. Impressions n°s 812, 886, 184. — **Transmission au Sénat** [19 mai 1964] (I., n° 182). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Georges Portmann [3 juin 1964] (I., n° 213). — **Discussion** [9 juin 1964] (p. 526 et 527). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Georges Portmann, rapporteur. — *Article unique* (p. 527). — ADOPTION (n° 90). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-562 du 17 juin 1964 (*J. O.* du 18 juin 1964).

9. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant la ratification du protocole du 15 septembre 1962 portant amendement à la convention du 7 décembre 1944 relative à l'aviation civile internationale.** — **Transmission au Sénat** [11 juin 1964] (I., n° 262). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Raymond Brun [17 juin 1964] (I., n° 268). — **Discussion** [23 juin 1964] (p. 742). — *Est entendu dans la discussion générale:* M. Raymond Brun, rapporteur. — *Article unique* (*ibid.*). — ADOPTION (n° 121). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-644 du 1er juillet 1964 (*J. O.* du 2 juillet 1964)

10. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant la ratification de deux protocoles en date du 14 juin 1954 concernant des amendements à apporter aux articles 45, 48 49 et 61 de la convention relative à l'aviation civile internationale.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 9 juin 1964. — Voy. Impressions n°s 814, 899, 215. — **Transmission au Sénat** [11 juin 1964] (I., n° 263). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Raymond Brun [17 juin 1964] (I., n° 267). — **Discussion** [23 juin 1964] (p. 742). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Raymond Brun, rapporteur. — *Article unique* (*ibid.*). — ADOPTION (n° 120). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-646 du 1er juillet 1964 (*J. O.* du 2 juillet 1964).

11. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant la ratification de la convention entre la France et le Danemark relative au service militaire des double-nationaux, signée à Paris, le 6 juin 1963.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 23 juin 1964. — Voy. : Impressions n°s 663, 959, 235. — **Transmission au Sénat** [24 juin 1964] (I., n° 292). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Marius Moutet [27 octobre 1964] (I., n° 11). — **Discussion** [1er décembre 1964] (p. 2057). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Marius Moutet, rapporteur. — *Article unique* (p. 2057). — ADOPTION (n° 18). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-1211 du 10 décembre 1964 (*J. O.* du 11 décembre 1964).

12. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant la ratification des conventions entre la République française et la Confédération suisse concernant, d'une part, une rectification de la frontière franco-suisse et, d'autre part, l'aménagement hydroélectrique d'Emosson, signées à Sion, le 23 août 1963.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 25 juin 1964. — Voy. : Impressions n°s 809, 983, 993, 241. — **Transmission au Sénat** [26 juin 1964] (I., n° 308). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Auguste Billiémaz [27 juin 1964] (I., n° 313). — **Discussion** [30 juin 1964] (p. 962 et suiv.). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Auguste Billiémaz, rapporteur. — *Article unique* (p. 964). — ADOPTION (n° 148). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-700 du 10 juillet 1964 (*J. O.* du 11 juillet 964).

13. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant l'approbation de la convention signée à Paris, le 20 août 1963, entre la France et Israël, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 25 juin 1964. — Voy. : Impressions n°s 862, 1000, 242. — **Transmission au Sénat** [26 juin 1964] (I., n° 309). — Renvoi à la commission

des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Georges Portmann [20 juin 1964] (I., n ° 323). — **Discussion** [30 juin 1964] (p. 965). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Georges Portmann, rapporteur. — *Article unique* (ibid.). — ADOPTION (n° 149). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-708 du 10 juillet 1964 (*J. O.* du 12 juillet 1964).

14. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant l'approbation de la convention consulaire et de son annexe, signées le 16 février 1963, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 25 juin 1964. — Voy. : Impressions n°s 808, 992, 245. — **Transmission au Sénat** [26 juin 1964] (I., n° 310). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Jean Péridier [27 octobre 1964] (I., n° 12). — **Discussion** [1er décembre 1964] (p. 2055). *Est entendu dans la discussion générale :* M. Jean Péridier, rapporteur. — *Article unique* (p. 2055). — ADOPTION (n° 5). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-1232 du 14 décembre 1964 (*J. O.* du 15 décembre 1964).

15. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant la ratification de la convention franco-espagnole relative à la pêche en Bidassoa et la baie du Figuier, signée à Madrid, le 14 juillet 1959.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 25 juin 1964. — Voy. : Impressions n°s 64 (1963), 960, 244. — **Transmission au Sénat** [26 juin 1964] (I., n° 311). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Joseph Yvon [15 octobre 1964] (I., n° 5). — **Discussion** [1er décembre 1964] (p. 2055 et 2056). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Joseph Yvon, rapporteur ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. — *Article unique* (p. 2056). — ADOPTION (n° 16). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-1223 du 11 décembre 1964 (*J. O.* du 13 décembre 1964).

16. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant l'approbation de l'accord et des deux protocoles portant création du centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes, signés, le 21 mai 1962, par les représentants des Gouvernement de l'Espagne, de la République française, du Royaume de Grèce, de la République italienne, de la République portugaise, de la République de Turquie et de la République populaire fédérative de Yougoslavie.** — Adopté par l'Assemblée nationale, le 25 juin 1964. — Voy. : Impressions n°s 813, 962, 243. — Transmission au Sénat [26 juin 1964] (I., n° 312). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jean Bène [27 octobre 1964] (I., n° 13). — **Discussion** [1er décembre 1964] (p. 2056 et 2057). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Jean Bène, rapporteur. — *Article unique* (p. 2057). — ADOPTION (n° 7). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : loi n° 64-1224 du 11 décembre 1964 (*J. O.* du 13 décembre 1964).

17. — Projet de loi présenté par M. Valéry GISCARD D'ESTAING, *ministre des finances et des affaires économiques* **relatif à l'application de certains traités internationaux.** — Adopté par l'Assemblée Nationale, le 17 novembre 1964. — Voy. : Impressions n°s 949, 1165, 269. — **Transmission au Sénat** [18 novembre 1964] (I., n° 33). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [25 novembre 1964] (I., n° 43). — **Discussion** [2 décembre 1964] (p. 2068 et suiv.). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Pierre Marcilhacy, rapporteur ; Jean Foyer, garde des sceaux, ministre de la justice ; Roger Carcassonne ; André Colin ; Abel-Durand. — *Discussion des articles* (p. 2071 et 2072). — *Explication de vote :* M. Louis Namy. — Sur l'ensemble (p. 2072). — ADOPTION (n° 21). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : Loi n° 64-1231 du 14 décembre 1964 (*J. O.* du 15 décembre 1964).

18. — Projet de loi présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant la ratification du traité de commerce et de navigation entre la République française et la République populaire d'Albanie, signé à Tirana le 14 décembre 1963.** — Adopté par l'Assemblée Nationale, le 10 décembre 1964. — Voy. Impressions n°s 1076, 1223, 1224, 290. — **Transmission au Sénat** [4 décembre 1964] (I., n° 80). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Michel Yver [15 décembre 1964] (I., n° 91). — **Discussion** [17 décembre 1964] (p. 2426 et 2427). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Jacques Soufflet, au nom de M. Michel Yver, rapporteur. — *Article unique* (p. 2427). — ADOPTION (n° 50). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : Loi n° 64-1277 du 23 décembre 1964 (*J. O.* du 24 décembre 1964).

19. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant l'approbation de l'accord établissant un régime provisoire applicable à un système commercial mondial de télécommunications par satellites et de l'accord spécial signés à Washington le 20 août 1964.** — Adopté par l'Assemblée Nationale le 10 décembre 1964. — Voy. Impressions n°s 1132, 1206, 291. — **Transmission au Sénat** [14 décembre 1964] (I., n° 81). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Joseph Beaujannot [14 décembre 1964] (I., n° 86). — **Discussion** [17 décembre 1964] (p. 2427). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Joseph Beaujannot, rapporteur ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. — *Article unique* (*ibid.*). — ADOPTION (n° 51). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : Loi n° 64-1327 du 26 décembre 1964 (*J. O.* du 29 décembre 1964).

20. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant la ratification de la convention signée à Bruxelles le 10 mars 1964 entre la France et la Belgique, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur les revenus.** — Adopté par l'Assemblée Nationale, le 10 décembre 1964. — Voy. Impressions n°s 1134, 1226, 292. — **Transmission au Sénat** [14 décembre 1964] (I., n° 82). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et du compte économique de la nation. — Rapport par M. Georges Portmann [16 décembre 1964] (I., n° 101). — **Discussion** [17 décembre 1964] (p. 2427 et 2428). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Georges Portmann, rapporteur ; Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. — *Article unique* (p. 2428). — ADOPTION (n° 52). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : Loi n° 64-1324 du 24 décembre 1964 (*J. O.* du 29 décembre 1964).

21. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant la ratification de la convention, signée à Athènes le 21 août 1963 entre la France et la Grèce, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu.** — Adopté par l'Assemblée Nationale le 10 décembre 1964 .— Voy. Impressions n° 1135, 1225, 293. — **Transmission au Sénat** [14 décembre 1964] (I., n° 83). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Georges Portmann [16 décembre 1964] (I., n° 100). — **Discussion** [17 décembre 1964] (p. 2428). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Georges Portmann, rapporteur. — *Article unique* (*ibid.*). — ADOPTION (n° 53). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : Loi n° 64-1275 du 23 décembre 1964 (*J. O.* du 24 décembre 1964).

22. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant la ratification de la convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de transport de passagers par mer, adoptée à Bruxelles le 29 avril 1961.** — Adopté par l'Assemblée Nationale, le 10 décembre 1964. — Voy. : Impressions n°s 799, 1222, 288. — **Transmission au Sénat** [14 décembre 1964] (I. n° 78). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Michel Yver [15 décembre 1964] (I., n° 90). — **Discussion** [17 décembre 1964] (p. 2425 et 2426). — *Sont entendus dans la discussion générale :* MM. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Jacques Soufflet. — *Article unique* (p. 2426). — ADOPTION (n° 48). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : Loi n° 64-1274 du 23 décembre 1964 (*J. O.* du 24 décembre 1964).

23. — Projet de loi, présenté par M. Maurice COUVE DE MURVILLE, *ministre des affaires étrangères,* **autorisant l'approbation de la convention du Conseil de l'Europe sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités, signée à Strasbourg le 6 mai 1963.** — Adopté par l'Assemblée Nationale le 10 décembre 1964. — Voy. Impressions n°s 714 (1963), 1240, 289. — **Transmission au Sénat** [14 décembre 1964] (I. n° 79). — Renvoi à la commission des

lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Abel-Durand [17 décembre 1964] (I., n° 104). — **Discussion** [17 décembre 1964] (p. 2426). — *Est entendu dans la discussion générale :* M. Michel Habib-Deloncle, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. — *Articles* (*ibid.*). — Sur l'ensemble (*ibid.*) et par scrutin public (n° 32). — ADOPTION (n° 49). — TEXTE DÉFINITIF.

Promulgation : Loi n° 64-1328 du 26 décembre 1964 (*J. O.* du 29 décembre 1964).

TRANSPORTS DE LIVRES ET JOURNAUX PAR AIR FRANCE. — Voy. : BUDGET DE 1965. — AVIATION CIVILE. — CRÉDITS.

TRANSPORT DE PASSAGERS PAR MER. — Voy. : TRAITÉS ET CONVENTIONS.

TRANSPORTS DES PRODUITS AGRICOLES (TARIFS). — Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, 71.

TUTELLE ET EMANCIPATION. — Voy. : CODE CIVIL.

U

USINE DE LA NIEVRE (IMPHY). — Voy. : QUESTION ORALE, 620.

V

VACCINATION ANTIPOLIOMYELITIQUE. — Voy. : CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE.

VENTES AU DETRIMENT D'ACHETEURS MAL INFORMES OU TROMPES. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 592.

VŒUX DE RETABLISSEMENTS A M. LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, au nom du Sénat, par M. Gaston Monnerville, président du Sénat, auquel s'associe, au nom du Gouvernement, M. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre [21 avril 1964] (p. 162).

VOIRIE NATIONALE, DEPARTEMENTALE ET COMMUNALE. — Voy. : QUESTIONS ORALES, 559.

VOL A VOILE

Observations lors de l'examen de la loi de finances rectificative pour 1964 [14 décembre 1964] (p. 2319 et suiv.).

VOTE UNIQUE (ART. 44 DE LA CONSTITUTION)

Observations sur l'application de l'article 44 de la Constitution [23 juin 1964] (p. 752 et 753).

TABLE DES RENSEIGNEMENTS DIVERS

BUREAU DU SENAT

BUREAU D'AGE

2 octobre 1964.

SECRÉTAIRES D'AGE	SECRÉTAIRES D'AGE
MM. Jean BARDOL.	MM. André FOSSET.
Louis GUILLOU.	Etienne DAILLY.
Camille VALLIN.	Henri TOURNAN.

BUREAU DEFINITIF

PRÉSIDENT	VICE-PRÉSIDENTS	QUESTEURS	SECRÉTAIRES
M. Gaston MONNERVILLE.	MM. André MERIC.	MM. Gérard MINVIELLE.	MM. Joseph BRAYARD.
	Léon JOZEAU-MARIGNE.	Jacques GADOIN.	Charles DURAND.
	Mme Marie-Hélène CARDOT.	Robert GRAVIER.	Louis NAMY.
	M. Amédée BOUQUEREL.		Henri PARISOT.
			Jacques SOUFFLET.
			Paul SYMPHOR.
			Joseph VOYANT.
			Michel YVER.

LISTE ALPHABÉTIQUE

de Mmes et MM. les Sénateurs.

(Au 31 décembre 1964.)

A

ABEL-DURAND, Loire-Atlantique.
AHMED ABDALLAH, Comores.
Gustave ALRIC, Aube.
Louis ANDRE, Calvados.
Philippe D'ARGENLIEU, Sarthe.
André ARMENGAUD, Français établis hors de France.
Emile AUBERT, Basses-Alpes.
Marcel AUDY, Corrèze.

B

Jean de BAGNEUX, Côtes-du-Nord.
Octave BAJEUX, Nord.
Clément BALESTRA, Var.
Paul BARATGIN, Hautes-Pyrénées.
Jean BARDOL, Pas-de-Calais.
Edmond BARRACHIN, Seine.
Jacques BAUMEL, Seine.
Maurice BAYROU, Seine.
Joseph BEAUJANNOT, Loir-et-Cher.
Jean BENE, Hérault.
Daniel BENOIST, Nièvre.
Lucien BERNIER, Guadeloupe.
Jean BERTAUD, Seine.
Jean BERTHOIN, Isère.
Roger BESSON, Allier.
Général Antoine BETHOUART, Français établis hors de France.
Auguste-François BILLIEMAZ, Ain.
René BLONDELLE, Aisne.
Raymond BOIN, Haute-Marne.
Edouard BONNEFOUS, Seine-et-Oise.
Raymond BONNEFOUS, Aveyron.
Georges BONNET, Lozère.
Jacques BORDENEUVE, Lot-et-Garonne.
Raymond BOSSUS, Seine.
Albert BOUCHER, Loire-Atlantique.
Marcel BOULANGE, Territoire de Belfort.
Georges BOULANGER, Pas-de-Calais.
Jean-Marie BOULOUX, Vienne.
Amédée BOUQUEREL, Oise.
Jean-Eric BOUSCH, Moselle.
Robert BOUVARD, Haute-Loire.
Joseph BRAYARD, Ain.
Marcel BREGEGERE, Dordogne.
Martial BROUSSE, Meuse.
Raymond BRUN, Gironde.
André BRUNEAU, Sarthe.
Julien BRUNHES, Seine.
Florian BRUYAS, Rhône.
Robert BRUYNEEL, Loir-et-Cher.
Robert BURRET, Hautes-Pyrénées.

C

Omer CAPELLE, Somme.
Roger CARCASSONNE, Bouches-du-Rhône.
Mme Marie-Hélène CARDOT, Ardennes.
Maurice CARRIER, Français établis hors de France.
Marcel CHAMPEIX, Corrèze.
Michel CHAMPLEBOUX, Puy-de-Dôme.
Maurice CHARPENTIER, Loiret.
Adolphe CHAUVIN, Seine-et-Oise.
Robert CHEVALIER, Sarthe.
Paul CHEVALLIER, Savoie.
Pierre de CHEVIGNY, Meurthe-et-Moselle.
Bernard CHOCHOY, Pas-de-Calais.
Henri CLAIREAUX, Saint-Pierre-et-Miquelon.
Emile CLAPAREDE, Hérault.
Jean CLERC, Haute-Savoie.
Georges COGNIOT, Seine.
André COLIN, Finistère.
Henri CORNAT, Manche.
André CORNU, Côtes-du-Nord.
Yvon COUDE DU FORESTO, Deux-Sèvres.
Antoine COURRIERE, Aude.
Louis COURROY, Vosges.
Maurice COUTROT, Seine.
Mme Suzanne CREMIEUX, Gard.

D

Etienne DAILLY, Seine-et-Marne.
Georges DARDEL, Seine.
Marcel DAROU, Nord.
Francis DASSAUD, Puy-de-Dôme.
Léon DAVID, Bouches-du-Rhône.
Jean DEGUISE, Aisne.
Alfred DEHE, Nord.
Roger DELAGNES, Bouches-du-Rhône.
Jacques DELALANDE, Mayenne.
Claudius DELORME, Rhône.
Vincent DELPUECH, Bouches-du-Rhône.
Mme Renée DERVAUX, Seine.
Marc DESACHE, Indre-et-Loire.
Jacques DESCOURS DESACRES, Calvados.
Henri DESSEIGNE, Loire.
Paul DRIANT, Moselle.
Emile DUBOIS, Nord.
Hector DUBOIS, Oise.
René DUBOIS, Loire-Atlantique.
Roger DUCHET, Côte-d'Or.
Jacques DUCLOS, Seine.
Baptiste DUFEU, Isère.
André DULIN, Charente-Maritime.
Charles DURAND, Cher.
Hubert DURAND, Vendée.
Emile DURIEUX, Pas-de-Calais.
Adolphe DUTOIT, Nord.

E

Jules EMAILLE, Nord.
Jean ERRECART, Basses-Pyrénées.
Yves ESTEVE, Ille-et-Vilaine.

F

Pierre FASTINGER, Moselle.
Edgar FAURE, Jura.
Jean FILIPPI, Corse.
Max FLECHET, Loire.
Jean FLEURY, Seine.
André FOSSET, Seine.
Jean-Louis FOURNIER, Landes.
Charles FRUH, Seine.

G

Jacques GADOIN, Nièvre.
Général Jean GANEVAL, Seine.
Pierre GARET, Somme.
Jean de GEOFFRE, Maine-et-Loire.
Jean GEOFFROY, Vaucluse.
François GIACOBBI, Corse.
Victor GOLVAN, Morbihan.
Lucien GRAND, Charente-Maritime.
Robert GRAVIER, Meurthe-et-Moselle.
Léon-Jean GREGORY, Pyrénées-Orientales.
Louis GROS, Français établis hors de France.
Paul GUILLAUMONT, Yonne.
Georges GUILLE, Aude.
Louis GUILLOU, Finistère.
Raymond GUYOT, Seine.

H

Roger du HALGOUET, Ille-et-Vilaine.
Yves HAMON, Finistère.
Jacques HENRIET, Doubs.
Gustave HEON, Eure.
Roger HOUDET, Seine-Maritime.
Emile HUGUES, Alpes-Maritimes.

I

Alfred ISAUTIER, Réunion.

J

René JAGER, Moselle.
Eugène JAMAIN, Cher.
Léon JOZEAU-MARIGNE, Manche.
Louis JUNG, Bas-Rhin.

K

Mohamed KAMIL, Côte française des Somalis.
Michel KAUFFMANN, Bas-Rhin.
Michel KISTLER, Bas-Rhin.

L

Jean LACAZE, Tarn-et-Garonne.
Roger LACHEVRE, Seine-et-Oise.
Jean de LACHOMETTE, Haute-Loire.
Bernard LAFAY, Seine.
Henri LAFLEUR, Nouvelle-Calédonie.
Pierre de La GONTRIE, Savoie.
Roger LAGRANGE, Saône-et-Loire.
Maurice LALLOY, Seine-et-Marne.
Marcel LAMBERT, Morbihan.
Georges LAMOUSSE, Haute-Vienne.
Adrien LAPLACE, Tarn-et-Garonne.
Robert LAURENS, Aveyron.
Charles LAURENT-THOUVEREY, Jura.
Guy de LA VASSELAIS, Eure-et-Loir.
Arthur LAVY, Haute-Savoie.
Francis LE BASSER, Mayenne.
Edouard LE BELLEGOU, Var.
Marcel LEBRETON, Seine-Maritime.
Jean LECANUET, Seine-Maritime.
Modeste LEGOUEZ, Eure.
Marcel LEGROS, Saône-et-Loire.
Marcel LEMAIRE, Marne.
Bernard LEMARIE, Côtes-du-Nord.
Etienne LE SASSIER-BOISAUNE, Orne.
François LEVACHER, Eure-et-Loir.
Paul LEVEQUE, Seine-et-Marne.
Robert LIOT, Nord.
Henri LONGCHAMBON, Français établis hors de France.
Henry LOSTE, Wallis et Futuna.
Jean-Marie LOUVEL, Calvados.

M

Pierre MARCILHACY, Charente.
Georges MARIE-ANNE, Martinique.
André MAROSELLI, Haute-Saône.
Georges MARRANE, Seine.
Louis MARTIN, Loire.
Jacques MASTEAU, Vienne.
Pierre-René MATHEY, Haute-Marne.
Jacques MENARD, Deux-Sèvres.
Roger MENU, Marne.
André MERIC, Haute-Garonne.
Léon MESSAUD, Haute-Garonne.
Pierre METAYER, Seine-et-Oise.
Gérard MINVIELLE, Landes.
Paul MISTRAL, Isère.
Marcel MOLLE, Ardèche.
Max MONICHON, Gironde.
Gaston MONNERVILLE, Lot.
François MONSARRAT, Tarn.
Claude MONT, Loire.
Geoffroy de MONTALEMBERT, Seine-Maritime.
André MONTEIL, Finistère.
Gabriel MONTPIED, Puy-de-Dôme.
Roger MOREVE, Indre.
Léon MOTAIS DE NARBONNE, Français établis hors de France.
Eugène MOTTE, Nord.
Marius MOUTET, Drôme.

N

Louis NAMY, Seine-et-Oise.
Charles NAVEAU, Nord.
Jean NAYROU, Ariège.
Jean NOURY, Ille-et-Vilaine.

P

Gaston PAMS, Pyrénées-Orientales.
Henri PARISOT, Vosges.
Guy PASCAUD, Charente.
François PATENOTRE, Aube.
Pierre PATRIA, Oise.
Paul PAULY, Creuse.
Henri PAUMELLE, Seine-Maritime.
Marc PAUZET, Gironde.
Marcel PELLENC, Vaucluse.
Paul PELLERAY, Orne.
Lucien PERDEREAU, Loiret.
Jean PERIDIER, Hérault.
Hector PESCHAUD, Cantal.
Général Ernest PETIT, Seine.
Guy PETIT, Basses-Pyrénées.
Gustave PHILIPPON, Haute-Vienne.
Paul PIALES, Cantal.
André PICARD, Côte-d'Or.
Jules PINSARD, Saône-et-Loire.
Auguste PINTON, Rhône.
André PLAIT, Yonne.
Alain POHER, Seine-et-Oise.
Joseph de POMMERY, Meurthe-et-Moselle.
Michel de PONTBRIAND, Loire-Atlantique.
Alfred POROI, Polynésie française.
Georges PORTMANN, Gironde.
Marcel PRELOT, Doubs.
Henri PRETRE, Haute-Saône.

R

Etienne RABOUIN, Maine-et-Loire.
Mlle Irma RAPUZZI, Bouches-du-Rhône.
Joseph RAYBAUD, Alpes-Maritimes.
Georges REPIQUET, Réunion.
Etienne RESTAT, Lot-et-Garonne.
Paul RIBEYRE, Ardèche.
Jacques RICHARD, Seine-et-Oise.
Eugène RITZENTHALER, Haut-Rhin.
Eugène ROMAINE, Creuse.
Vincent ROTINAT, Indre.
Alex ROUBERT, Alpes-Maritimes.
Georges ROUGERON, Allier.
Louis ROY, Aisne.
Pierre ROY, Vendée.

S

François SCHLEITER, Meuse.
Abel SEMPE, Gers.
Charles SINSOUT, Dordogne.
Edouard SOLDANI, Var.
Robert SOUDANT, Marne.
Jacques SOUFFLET, Seine-et-Oise.
Charles SURAN, Haute-Garonne.
Paul SYMPHOR, Martinique.

T

Edgar TAILHADES, Gard.
Louis TALAMONI, Seine.
Gabriel TELLIER, Pas-de-Calais.
Mme Jeannette THOREZ-VERMEERSCH, Seine.
René TINANT, Ardennes.
Jean-Louis TINAUD, Basses-Pyrénées.
René TORIBIO, Guadeloupe.
Henri TOURNAN, Gers.
Ludovic TRON, Hautes-Alpes.

V

Camille VALLIN, Rhône.
Emile VANRULLEN, Pas-de-Calais.
Jacques VASSOR, Indre-et-Loire.
Fernand VERDEILLE, Tarn.
Maurice VERILLON, Drôme.
Jacques VERNEUIL, Charente-Maritime.
Jean-Louis VIGIER, Seine.
Robert VIGNON, Guyane.
Pierre de VILLOUTREYS, Maine-et-Loire.
Joseph VOYANT, Rhône.

W

Paul WACH, Bas-Rhin.
Raymond de WAZIERES, Somme.

Y

Michel YVER, Manche.
Joseph YVON, Morbihan.

Z

Modeste ZUSSY, Haut-Rhin.

Modifications survenues du 1er janvier au 31 décembre 1964.

SÉNATEURS	CIRCONSCRIPTION	MOTIF	DATE	REMPLACÉ PAR	DATE
M. Paul-Jacques KALB...	Haut-Rhin.	Décès.	7 avril 1964.	»	»

LISTE DE Mmes ET MM. LES SÉNATEURS par circonscriptions électorales.

(Au 31 décembre 1964.)

A) DEPARTEMENTS METROPOLITAINS

Ain (2 sénateurs).

M. Auguste BILLIEMAZ.
M. Joseph BRAYARD.

Aisne (3 sénateurs).

M. René BLONDELLE.
M. Jean DEGUISE.
M. Louis ROY.

Allier (2 sénateurs).

M. Roger BESSON.
M. Georges ROUGERON.

Alpes (Basses-) (1 sénateur).

M. Emile AUBERT.

Alpes (Hautes-) (1 sénateur).

M. Ludovic TRON.

Alpes-Maritimes (3 sénateurs).

M. Emile HUGUES.
M. Joseph RAYBAUD.
M. Alex ROUBERT.

Ardèche (2 sénateurs).

M. Marcel MOLLE.
M. Paul RIBEYRE.

Ardennes (2 sénateurs).

Mme Marie-Hélène CARDOT.
M. René TINANT.

Ariège (1 sénateur).

M. Jean NAYROU.

Aube (2 sénateurs).

M. Gustave ALRIC.
M. François PATENOTRE.

Aude (2 sénateurs).

M. Antoine COURRIERE.
M. Georges GUILLE.

Aveyron (2 sénateurs).

M. Raymond BONNEFOUS.
M. Robert LAURENS.

Belfort (Territoire de) (1 sénateur).

M. Marcel BOULANGE.

Bouches-du-Rhône (5 sénateurs).

M. Roger CARCASSONNE.
M. Léon DAVID.
M. Roger DELAGNES.
M. Vincent DELPUECH.
Mlle Irma RAPUZZI.

Calvados (3 sénateurs).

M. Louis ANDRE.
M. Jacques DESCOURS DESACRES.
M. Jean-Marie LOUVEL.

Cantal (2 sénateurs).

M. Hector PESCHAUD.
M. Paul PIALES.

Charente (2 sénateurs).

M. Pierre MARCILHACY.
M. Guy PASCAUD.

Charente-Maritime (3 sénateurs).

M. André DULIN.
M. Lucien GRAND.
M. Jacques VERNEUIL.

Cher (2 sénateurs).

M. Charles DURAND.
M. Eugène JAMAIN.

Corrèze (2 sénateurs).

M. Marcel AUDY.
M. Marcel CHAMPEIX.

Corse (2 sénateurs).

M. Jean FILIPPI.
M. François GIACOBBI.

Côte-d'Or (2 sénateurs).

M. Roger DUCHET.
M. André PICARD.

Côtes-du-Nord (3 sénateurs).

M. Jean de BAGNEUX.
M. André CORNU.
M. Bernard LEMARIE.

Creuse (2 sénateurs).

M. Paul PAULY.
M. Eugène ROMAINE.

Dordogne (2 sénateurs).

M. Marcel BREGEGERE.
M. Charles SINSOUT.

Doubs (2 sénateurs).

M. Jacques HENRIET.
M. Marcel PRELOT.

Drôme (2 sénateurs).

M. Marius MOUTET.
M. Maurice VERILLON.

Eure (2 sénateurs).

M. Gustave HEON.
M. Modeste LEGOUEZ.

Eure-et-Loir (2 sénateurs).

M. Guy de LA VASSELAIS.
M. François LEVACHER.

Finistère (4 sénateurs).

M. André COLIN.
M. Louis GUILLOU.
M. Yves HAMON.
M. André MONTEIL.

Gard (2 sénateurs).

Mme Suzanne CREMIEUX.
M. Edgar TAILHADES.

Garonne (Haute-) (3 sénateurs).

M. André MERIC.
M. Léon MESSAUD.
M. Charles SURAN.

Gers (2 sénateurs).

M. Abel SEMPE.
M. Henri TOURNAN.

Gironde (4 sénateurs).

M. Raymond BRUN.
M. Max MONICHON.
M. Marc PAUZET.
M. Georges PORTMANN.

Hérault (3 sénateurs).

M. Jean BENE.
M. Emile CLAPAREDE.
M. Jean PERIDIER.

Ille-et-Vilaine (3 sénateurs).

M. Yves ESTEVE.
M. Roger du HALGOUET.
M. Jean NOURY.

Indre (2 sénateurs).

M. Roger MOREVE.
M. Vincent ROTINAT.

Indre-et-Loire (2 sénateurs).

M. Marc DESACHE.
M. Jacques VASSOR.

Isère (3 sénateurs).

M. Jean BERTHOIN.
M. Baptiste DUFEU.
M. Paul MISTRAL.

Jura (2 sénateurs).

M. Edgar FAURE.
M. Charles LAURENT-THOUVEREY.

Landes (2 sénateurs).

M. Jean-Louis FOURNIER.
M. Gérard MINVIELLE.

Loir-et-Cher (2 sénateurs).

M. Joseph BEAUJANNOT.
M. Robert BRUYNEEL.

Loire (4 sénateurs).

M. Henri DESSEIGNE.
M. Max FLECHET.
M. Louis MARTIN.
M. Claude MONT.

Loire (Haute-) (2 sénateurs).

M. Robert BOUVARD.
M. Jean de LACHOMETTE.

Loire-Atlantique (4 sénateurs).

M. ABEL-DURAND.
M. Albert BOUCHER.
M. René DUBOIS.
M. Michel de PONTBRIAND.

Loiret (2 sénateurs).

M. Maurice CHARPENTIER.
M. Lucien PERDEREAU.

Lot (1 sénateur).

M. Gaston MONNERVILLE.

Lot-et-Garonne (2 sénateurs).

M. Jacques BORDENEUVE.
M. Etienne RESTAT.

Lozère (1 sénateur).

M. Georges BONNET.

Maine-et-Loire (3 sénateurs).

M. Jean de GEOFFRE.
M. Etienne RABOUIN.
M. Pierre de VILLOUTREYS.

Manche (3 sénateurs).

M. Henri CORNAT.
M. Léon JOZEAU-MARIGNE.
M. Michel YVER.

Marne (3 sénateurs).

M. Marcel LEMAIRE.
M. Roger MENU.
M. Robert SOUDANT.

Marne (Haute-) (2 sénateurs).

M. Raymond BOIN.
M. Pierre MATHEY.

Mayenne (2 sénateurs).

M. Jacques DELALANDE.
M. Francis LE BASSER.

Meurthe-et-Moselle (3 sénateurs).

M. Pierre de CHEVIGNY.
M. Robert GRAVIER.
M. Joseph de POMMERY.

Meuse (2 sénateurs).

M. Martial BROUSSE.
M. François SCHLEITER.

Morbihan (3 sénateurs).

M. Victor GOLVAN.
M. Marcel LAMBERT.
M. Joseph YVON.

Moselle (4 sénateurs).

M. Jean-Eric BOUSCH.
M. Paul DRIANT.
M. Pierre FASTINGER.
M. René JAGER.

Nièvre (2 sénateurs).

M. Daniel BENOIST.
M. Jacques GADOIN.

Nord (9 sénateurs).

M. Octave BAJEUX.
M. Marcel DAROU.
M. Alfred DEHE.
M. Emile DUBOIS.
M. Adolphe DUTOIT.
M. Jules EMAILLE.
M. Robert LIOT.
M. Eugène MOTTE.
M. Charles NAVEAU.

Oise (3 sénateurs).

M. Amédée BOUQUEREL.
M. Hector DUBOIS.
M. Pierre PATRIA.

Orne (2 sénateurs).

M. Etienne LE SASSIER-BOISAUNE.
M. Paul PELLERAY.

Pas-de-Calais (6 sénateurs).

M. Jean BARDOL.
M. Georges BOULANGER.
M. Bernard CHOCHOY.
M. Emile DURIEUX.
M. Gabriel TELLIER.
M. Emile VANRULLEN.

Puy-de-Dôme (3 sénateurs).

M. Michel CHAMPLEBOUX.
M. Francis DASSAUD.
M. Gabriel MONTPIED.

Pyrénées (Basses-) (3 sénateurs).

M. Jean ERRECART.
M. Guy PETIT.
M. Jean-Louis TINAUD.

Pyrénées (Hautes-) (2 sénateurs).

M. Paul BARATGIN.
M. Robert BURRET.

Pyrénées-Orientales (2 sénateurs).

M. Léon-Jean GREGORY.
M. Gaston PAMS.

Rhin (Bas-) (4 sénateurs).

M. Louis JUNG.
M. Michel KAUFFMANN.
M. Michel KISTLER.
M. Paul WACH.

Rhin (Haut-) (3 sénateurs).

M. N...
M. Eugène RITZENTHALER.
M. Modeste ZUSSY.

Rhône (5 sénateurs).

M. Florian BRUYAS.
M. Claudius DELORME.
M. Auguste PINTON.
M. Camille VALLIN.
M. Joseph VOYANT.

Saône (Haute-) (2 sénateurs).

M. André MAROSELLI.
M. Henri PRETRE.

Saône-et-Loire (3 sénateurs).

M. Roger LAGRANGE.
M. Marcel LEGROS.
M. Jules PINSARD.

Sarthe (3 sénateurs).

M. Philippe D'ARGENLIEU.
M. André BRUNEAU.
M. Robert CHEVALIER.

Savoie (2 sénateurs).

M. Paul CHEVALLIER.
M. Pierre de LA GONTRIE.

Savoie (Haute-) (2 sénateurs).

M. Jean CLERC.
M. Arthur LAVY.

Seine (22 sénateurs).

M. Edmond BARRACHIN.
M. Jacques BAUMEL.
M. Maurice BAYROU.
M. Jean BERTAUD.
M. Raymond BOSSUS.
M. Julien BRUNHES.
M. Georges COGNIOT.
M. Maurice COUTROT.
M. Georges DARDEL.
Mme Renée DERVAUX.
M. Jacques DUCLOS.
M. Jean FLEURY.
M. André FOSSET.
M. Charles FRUH.
M. le général Jean GANEVAL.
M. Raymond GUYOT.
M. Bernard LAFAY.
M. Georges MARRANE.
M. Le général Ernest PETIT.
M. Louis TALAMONI.
Mme Jeannette THOREZ-VERMEERSCH.
M. Jean-Louis VIGIER.

Seine-Maritime (5 sénateurs).

M. Roger HOUDET.
M. Marcel LEBRETON.
M. Jean LECANUET.
M. Geoffroy de MONTALEMBERT.
M. Henri PAUMELLE.

Seine-et-Marne (3 sénateurs).

M. Etienne DAILLY.
M. Maurice LALLOY.
M. Paul LEVEQUE.

Seine-et-Oise (8 sénateurs).

M. Edouard BONNEFOUS.
M. Adolphe CHAUVIN.
M. Roger LACHEVRE.
M. Pierre METAYER.
M. Louis NAMY.
M. Alain POHER.
M. Jacques RICHARD.
M. Jacques SOUFFLET.

Sèvres (Deux-) (2 sénateurs).

M. Yvon COUDE DU FORESTO.
M. Jacques MENARD.

Somme (3 sénateurs).

M. Omer CAPELLE.
M. Pierre GARET.
M. Raymond de WAZIERES.

Tarn (2 sénateurs).

M. François MONSARRAT.
M. Fernand VERDEILLE.

Tarn-et-Garonne (2 sénateurs).

M. Jean LACAZE.
M. Adrien LAPLACE.

Var (3 sénateurs).

M. Clément BALESTRA.
M. Edouard LE BELLEGOU.
M. Edouard SOLDANI.

Vaucluse (2 sénateurs).

M. Jean GEOFFROY.
M. Marcel PELLENC.

Vendée (2 sénateurs).

M. Hubert DURAND.
M. Pierre ROY.

Vienne (2 sénateurs).

M. Jean-Marie BOULOUX.
M. Jacques MASTEAU.

Vienne (Haute-) (2 sénateurs).

M. Georges LAMOUSSE.
M. Gustave PHILIPPON.

Vosges (2 sénateurs).

M. Louis COURROY.
M. Henri PARISOT.

Yonne (2 sénateurs).

M. Paul GUILLAUMOT.
M. André PLAIT.

B) DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Guadeloupe (2 sénateurs).

M. Lucien BERNIER.
M. René TORIBIO.

Guyane (1 sénateur).

M. Robert VIGNON.

Martinique (2 sénateurs).

M. Georges MARIE-ANNE.
M. Paul SYMPHOR.

La Réunion (2 sénateurs).

M. Alfred ISAUTIER.
M. Georges REPIQUET.

C) TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Comores (1 sénateur).

M. Abdallah AHMED.

Côte française des Somalis (1 sénateur).

M. Mohamed KAMIL.

Nouvelle-Calédonie (1 sénateur).

M. Henri LAFLEUR.

Polynésie française (1 sénateur).

M. Alfred POROI.

Iles Wallis et Futuna (1 sénateur).

M. Henry LOSTE.

Saint-Pierre-et-Miquelon (1 sénateur).

M. Henri CLAIREAUX.

D) SENATEURS REPRESENTANT LES FRANÇAIS ETABLIS HORS DE FRANCE

(6 sénateurs).

MM. André ARMENGAUD,
le général Antoine BETHOUART, Maurice CARRIER, Louis GROS, Henri LONGCHAMBON, Léon MOTAIS DE NARBONNE.

LISTES DES MEMBRES DES GROUPES

remises à la Présidence du Sénat le 2 octobre 1964
avec les modifications survenues au 31 décembre 1964.

GROUPE COMMUNISTE

(13 membres.)

MM. Jean Bardol, Raymond Bossus, Georges Cogniot, Léon David, Mme Renée Dervaux, MM. Jacques Duclos, Adolphe Dutoit, Raymond Guyot, Georges Marrane, Louis Namy, Louis Talamoni, Mme Jeannette Thorez-Vermeersch, M. Camille Vallin.

Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement.

(1 membre.)

M. le général Ernest Petit.

Le président du groupe,
Jacques DUCLOS.

GROUPE DE LA GAUCHE DEMOCRATIQUE

(47 membres.)

MM. Marcel Audy, Paul Baratgin, Jean Berthoin, Auguste-François Billiemaz, Raymond Boin, Edouard Bonnefous, Jacques Bordeneuve, Joseph Brayard, Raymond Brun, Paul Chevallier, Emile Claparède, André Cornu, Mme Suzanne Crémieux, MM. Etienne Dailly, Vincent Delpuech, Baptiste Dufeu, André Dulin, Edgar Faure, Jean Filippi, Jacques Gadoin, François Giacobbi, Lucien Grand, Gustave Héon, Emile Hugues, Bernard Lafay, Pierre de La Gontrie, Charles Laurent-Thouverey, Henri Longchambon, André Maroselli, Jacques Masteau, Pierre-René Mathey, Gaston Monnerville, François Monsarat, Roger Morève, Gaston Pams, Guy Pascaud, Henri Paumelle, Marcel Pellenc, Jules Pinsard, Auguste Pinton, Joseph Raybaud, Etienne Restat, Eugène Romaine, Vincent Rotinat, Charles Sinsout, Jacques Verneuil, Raymond de Wazières.

Rattaché administrativement aux termes de l'article 6 du règlement.

(1 membre.)

M. Guy de La Vasselais.

Le président du groupe,
Pierre de LA GONTRIE.

NOTA. — Démission de MM. Jean Lacaze et Adrien Laplace, le 7 octobre 1964.

GROUPE DE L'UNION POUR LA NOUVELLE REPUBLIQUE

(28 membres.)

MM. Philippe d'Argenlieu, Jacques Baumel, Maurice Bayrou, Jean Bertaud, Amédée Bouquerel, Jean-Eric Bousch, Maurice Carrier, Robert Chevalier, Marc Desaché, Yves Estève, Jean Fleury, Jean de Geoffre, Victor Golvan, Roger du Halgouet, Mohamed Kamil, Francis Le Basser, Robert Liot, Geoffroy de Montalembert, Eugène Motte, Michel de Pontbriand, Marcel Prélot, Etienne Rabouin, Georges Repiquet, Jacques Richard, Eugène Ritzenthaler, Louis Roy, Jacques Soufflet, Modeste Zussy.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement.

(2 membres.)

MM. Alfred Poroï, Robert Vignon.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement.

(2 membres.)

MM. Ahmed Abdallah, Maurice Lalloy.

Le président du groupe,
Maurice BAYROU.

GROUPE DES REPUBLICAINS INDEPENDANTS

(65 membres.)

MM. Abel-Durand, Gustave Alric, Louis André, André Armengaud, Jean de Bagneux, Edmond Barrachin, Joseph Beaujannot, Raymond Bonnefous, Georges Bonnet, Albert Boucher, Robert Bouvard, Julien Brunhes, Florian Bruyas, Robert Bruyneel, Robert Burret, Maurice Charpentier, Pierre de Chevigny, Henri Cornat, Louis Courroy, Alfred Dehé, Jacques Delalande, Jacques Descours Desacres, Paul Driant, Roger Duchet, Hubert Durand, Pierre Fastinger, Max Fléchet, Charles Fruh, le général Jean Ganeval, Pierre Garet, Robert Gravier, Louis Gros, Paul Guillaumot, Jacques Henriet, Roger Houdet, Alfred Isautier, Léon Jozeau-Marigné, Roger Lachèvre, Henri Lafleur, Marcel Lambert, Robert Laurens, Arthur Lavy, Marcel Lebreton, Modeste Legouez, Marcel Legros, Etienne Le Sassier-Boisauné, Paul Lévêque, Henry Loste, Louis Martin, Jacques Ménard, Henri Parisot, François Patenôtre, Pierre Patria, Paul Pelleray, Guy Petit, André Picard, André Plait, Joseph de Pommery, Georges Portmann, Henri Prêtre, Pierre Roy, François Schleiter, Jean-Louis Vigier, Pierre de Villoutreys, Michel Yver.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement.

(2 membres.)

MM. André Bruneau, Jean-Louis Tinaud.

Le président du groupe,
François SCHLEITER.

NOTA. — Inscription de M. Louis Courroy le 15 octobre 1964.

GROUPE DES REPUBLICAINS POPULAIRES

(28 membres.)

MM. Octave Bajeux, le général Antoine Béthouart, Georges Boulanger, Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Adolphe Chauvin, Henri Claireaux, Jean Clerc, André Colin, Jean Deguise, Henri Desseigne, Jules Emaille, André Fosset, Louis Guillou, Yves Hamon, René Jager, Louis Jung, Michel Kistler, Jean Lecanuet,

Bernard Lemarié, Roger Menu, Claude Mont, André Monteil, Léon Motais de Narbonne, Jean Noury, Alain Poher, Robert Soudant, René Tinant, Paul Wach.

Le président du groupe,
André COLIN.

FORMATION DU CENTRE DEMOCRATIQUE

Rattachée administrativement au groupe des Républicains populaires aux termes de l'article 6 du règlement.

(6 membres.)

MM. Yvon Coudé du Foresto, Jean Errecart, Michel Kauffmann, Jean-Marie Louvel, Joseph Voyant, Joseph Yvon.

Le secrétaire,
Yvon COUDÉ DU FORESTO.

GROUPE DU CENTRE REPUBLICAIN D'ACTION RURALE ET SOCIALE

(19 membres.)

MM. René Blondelle, Martial Brousse, Omer Capelle, Claudius Delorme, Hector Dubois, Charles Durand, Eugène Jamain, Jean de Lachomette, Marcel Lemaire, François Levacher, Marcel Molle, Max Monichon, Marc Pauzet, Lucien Perdereau, Hector Peschaud, Paul Piales, Paul Ribeyre, Gabriel Tellier, Jacques Vassor.

Le président du groupe,
Hector PESCHAUD.

NOTA. — Démission de M. Louis Courroy, le 15 octobre 1964.

GROUPE SOCIALISTE

(52 membres.)

MM. Emile Aubert, Clément Balestra, Jean Bène, Daniel Benoist, Lucien Bernier, Roger Besson, Marcel Boulangé, Marcel Brégégère, Roger Carcassonne, Marcel Champeix, Michel Champleboux, Bernard Chochoy, Antoine Courrière, Maurice Coutrot, Georges Dardel, Marcel Darou, Francis Dassaud, Roger Delagnes, Emile Dubois, Emile Durieux, Jean-Louis Fournier, Jean Geoffroy, Léon-Jean Grégory, Georges Guille, Roger Lagrange, Georges Lamousse, Edouard Le Bellegou, André Méric, Léon Messaud, Pierre Métayer, Gérard Minvielle, Paul Mistral, Gabriel Montpied, Marius Moutet, Charles Naveau, Jean Nayrou, Paul Pauly, Jean Péridier, Gustave Philippon, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Alex Roubert, Georges Rougeron, Abel Sempé, Edouard Soldani, Charles Suran, Paul Symphor, Edgar Tailhades, René Toribio, Henri Tournan, Emile Vanrullen, Fernand Verdeille, Maurice Vérillon.

Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement.

(1 membre.)

M. Ludovic Tron.

Le président du groupe,
Antoine COURRIÈRE.

SENATEURS NON INSCRITS A UN GROUPE POLITIQUE

(6 sénateurs.)

MM. Jean-Marie Bouloux, René Dubois ; Jean Lacaze, depuis le 7 octobre 1964 ; Adrien Laplace, depuis le 7 octobre 1964 ; Pierre Marcilhacy, Georges Marie-Anne.

COMMISSIONS PERMANENTES

ET

COMMISSION SPÉCIALE

chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

(Composition au 31 décembre 1964 avec les modifications intervenues au cours de l'année.)

Commission des affaires culturelles.

Président : M. Louis Gros.

Vice-présidents : MM. Georges Lamousse, Vincent Delpuech, René Tinant.

Secrétaires : MM. Jean Fleury, Claudius Delorme, Mohamed Kamil.

MM. Ahmed Abdallah, Jean de Bagneux, Clément Balestra, Jacques Baumel, Roger Besson, Jacques Bordeneuve, Florian Bruyas, Maurice Charpentier, Adolphe Chauvin, Georges Cogniot, André Cornu, Mmes Suzanne Crémieux, Renée Dervaux, MM. Roger Duchet, Charles Durand, Hubert Durand, Jules Emaille, Yves Estève, Charles Fruh, François Giacobbi, Alfred Isautier, Louis Jung, Adrien Laplace, Claude Mont, Jean Noury, Paul Pauly, Henri Paumelle, Hector Peschaud, Gustave Philippon, André Picard, Georges Rougeron, Pierre Roy, Paul Symphor, Edgar Tailhades, Maurice Vérillon, Jean-Louis Vigier, N...

Commission des affaires économiques et du plan.

Président : M. Jean Bertaud.

Vice-présidents : MM. Paul Mistral, Etienne Restat, Joseph Yvon, Henri Cornat.

Secrétaires : MM. René Blondelle, Auguste Pinton, Joseph Beaujannot, Jean-Marie Bouloux.

MM. Louis André, Octave Bajeux, Auguste Billiemaz, Georges Bonnet, Albert Boucher, Amédée Bouquerel, Marcel Brégégère, Raymond Brun, Michel Champleboux, Henri Claireaux, Emile Claparède, Maurice Coutrot, Léon David, Jean Deguise, Alfred Dehé, Roger Delagnes, Henri Desseigne, Hector Dubois, Jacques Duclos, Emile Durieux, Jean Errecart, Jean Filippi, Jean de Geoffre, Victor Golvan, Léon-Jean Grégory, Roger du Halgouet, Yves Hamon, René Jager, Eugène Jamain, Michel Kauffmann, Henri Lafleur, Maurice Lalloy, Robert Laurens, Marcel Lebreton, Modeste Legouez, Marcel Legros, Henri Longchambon, François Monsarrat, Charles Naveau, Gaston Pams, Guy Pascaud, François Patenôtre, Pierre Patria, Marc Pauzet, Paul Pelleray, Lucien Perdereau, Jules Pinsard, Michel de Pontbriand, Henri Prêtre, Eugène Ritzenthaler, Abel Sempé, Charles Suran, Gabriel Tellier, René Toribio, Henri Tournan, Camille Vallin, Emile Vanrullen, Jacques Verneuil, Pierre de Villoutreys.

NOTA. — Démission de M. Etienne Dailly et nomination de M. François Monsarrat [25 juin 1964].

Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Président : M. Vincent Rotinat.

Vice-présidents : MM. Marius Moutet, Philippe d'Argenlieu, Paul Piales.

Secrétaires : MM. Jean Clerc, Georges Repiquet, Jacques Ménard.

MM. Edmond Barrachin, Maurice Bayrou, Jean Bène, Daniel Benoist, le général Antoine Béthouart, Raymond Boin, Marcel Boulangé, Julien Brunhes, Roger Carcassonne, Maurice Carrier, Pierre de Chevigny, Georges Dardel, Edgar Faure, le général Jean Ganeval, Georges Guille, Raymond Guyot, Jean Lacaze, Jean de Lachomette, Bernard Lafay, Charles Laurent-Thouverey, Guy de La Vasselais, Jean Lecanuet, Etienne Le Sassier-Boisauné, Louis Martin, André Monteil, Roger Morève, Léon Motais de Narbonne, Henri Parisot, Jean Péridier, le général Ernest Petit, Paul Ribeyre, François Schleiter, Edouard Soldani, Jacques Soufflet, Jean-Louis Tinaud, Jacques Vassor, Michel Yver.

Commission des affaires sociales.

Président : M. Roger Menu.

Vice-présidents : MM. André Plait, André Dulin, Jean-Louis Fournier.

Secrétaires : MM. Marcel Lambert, François Levacher, Louis Roy.

MM. Emile Aubert, Marcel Audy, Lucien Bernier, Raymond Bossus, Joseph Brayard, André Bruneau, Robert Burret, Omer Capelle, Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Marcel Darou, Francis Dassaud, Baptiste Dufeu, Adolphe Dutoit, Lucien Grand, Paul Guillaumot, Louis Guillou, Jacques Henriet, Roger Lagrange, Arthur Lavy, Francis Le Basser, Marcel Lemaire, Bernard Lemarié, Paul Lévêque, Robert Liot, Henry Loste, Georges Marie-Anne, André Méric, Léon Messaud, Eugène Motte, Alain Poher, Joseph de Pommery, Alfred Poroï, Eugène Romaine, Charles Sinsout, Robert Soudant, Mme Jeannette Thorez-Vermeersch, M. Raymond de Wazières.

Commission des Finances, du Contrôle budgétaire et des Comptes économiques de la Nation.

Président : M. Alex Roubert.
Vice-présidents : MM. Jacques Masteau, Gustave Alric, Yvon Coudé du Foresto.
Secrétaires : MM. Martial Brousse, Roger Lachèvre, Jacques Richard.
Rapporteur général : M. Marcel Pellenc.
MM. André Armengaud, Jean Bardol, Jean Berthoin, Edouard Bonnefous, Jean-Eric Bousch, Paul Chevallier, Bernard Chochoy, André Colin, Antoine Courrière, Marc Desaché, Jacques Descours Desacres, Paul Driant, René Dubois, Max Fléchet, Pierre Garet, Roger Houdet, Michel Kistler, Jean-Marie Louvel, André Maroselli, Georges Marrane, Pierre Métayer, Max Monichon, Geoffroy de Montalembert, Georges Portmann, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Joseph Raybaud, Ludovic Tron.

LISTE DES RAPPORTEURS SPECIAUX

SESSION 1964-1965

I. — Dépenses civiles

a) Budget général.

	MM.
Affaires culturelles	Raybaud.
Cinéma	Edouard Bonnefous
Affaires étrangères	Portmann.
Agriculture	Driant.
Habitat rural	de Montalembert.
Anciens combattants et victimes de guerre.	Brousse.
Construction	Bousch.
Coopération	Armengaud.
Départements d'outre-mer	Louvel.
Territoires d'outre-mer	
Education nationale	Métayer.
Jeunesse et sports	Richard.
Finances et affaires économiques :	
I. Charges communes	Tron.
II. Services financiers	
Affaires économiques	Desaché.
Industrie	Alric.
Intérieur	Masteau.
Rapatriés	Armengaud.
Justice	Garet.
Services du Premier ministre :	
Services généraux (I)	Houdet.
Direction des Journaux officiels (III)	
Conseil économique et social (VII)	
Information (II)	Edouard Bonnefous
Secrétariat général de la défense nationale (IV)	Richard.
Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (V)	
Groupement des contrôles radioélectriques (VI)	
Commissariat général du plan d'équipement et de productivité (VIII)	Fléchet.
Affaires algériennes (IX)	Portmann.
Commissariat au tourisme (X)	Mlle Rapuzzi.
Santé publique et population	René Dubois.
Travail	Kistler.
Travaux publics et transports :	
I. Travaux publics et transports	Mlle Rapuzzi.
Chemins de fer. — Régie autonome des transports parisiens	Courrière.
II. Aviation civile	Coudé du Foresto.
III. Marine marchande	Lachèvre.

b) Budgets annexes.

	MM.
Imprimerie nationale	Bardol.
Légion d'honneur	Paul Chevallier.
Ordre de la Libération	
Monnaies et médailles	
Postes et télécommunications	Chochoy.
Caisse nationale d'épargne	Marrane.
Prestations sociales agricoles	Monichon.

II. — Dépenses militaires

Armées.

a) Budget général.

Dépenses ordinaires et dépenses en capital des services militaires :

	MM.
Section commune	Berthoin.
Section Air	Coudé du Foresto.
Section Forces terrestres	Maroselli.
Section Marine	Courrière.

b) Budgets annexes.

	MM.
Service des essences	Alric.
Service des poudres	Colin.

***

Comptes spéciaux du Trésor	Descours Desacres.
Office de la Radiodiffusion-télévision française (application de l'article 9 de la loi n° 64-621 du 27 juin 1964)	Edouard Bonnefous

Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration générale.

Président : M. Raymond Bonnefous.

Vice-présidents : MM. Pierre de La Gontrie, Marcel Prélot, Marcel Champeix.

Secrétaires : MM. Gabriel Montpied, Etienne Rabouin, Georges Boulanger.

MM. Abel-Durand, Paul Baratgin, Robert Bouvard, Robert Bruyneel, Robert Chevalier, Louis Courroy, Etienne Dailly, Jacques Delalande, Emile Dubois, Pierre Fastinger, André Fosset, Jean Geoffroy, Gustave Héon, Emile Hugues, Léon Jozeau-Marigné, Edouard Le Bellegou, Pierre Marcilhacy, Pierre-René Mathey, Marcel Molle, Louis Namy, Jean Nayrou, Guy Petit, Louis Talamoni, Fernand Verdeille, Robert Vignon, Joseph Voyant, Paul Wach, Modeste Zussy.

Nota. — Démission de M. François Monsarrat et nomination de M. Etienne Dailly [25 juin 1964]. — Décès de M. Paul-Jacques Kalb [7 août 1964].

Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Président : M. Antoine Courrière.

Secrétaire rapporteur : M. Yves Estève.

MM. Georges Boulanger, Paul Chevallier, Louis Courroy, André Dulin, Roger Lachèvre, Georges Marrane, Jacques Ménard, Paul Pauly.

ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

REPRESENTATION DU SENAT

COMMISSION PLENIERE DE LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

(Décrets du 12 mars et du 12 septembre 1949.)

Sont nommés : MM. Octave Bajeux et Charles Naveau [19 mai 1964].

COMITE DIRECTEUR DE LA CAISSE D'EQUIPEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ALGERIE

(Décret du 17 juillet 1964.)

Est nommé : M. Georges Portmann [15 octobre 1964].

COMMISSION CENTRALE DE CLASSEMENT DES DEBITS DE TABAC

(Décret du 15 juin 1959.)

Est nommé : M. Bernard Chochoy [29 octobre 1964].

REPRESENTATION PARLEMENTAIRE AUPRES DU MINISTRE DE L'INFORMATION (OFFICE DE RADIODIFFUSION-TELEVISION FRANÇAISE)

(Art. 8 de la loi du 27 juin 1964.)

Sont nommés : MM. Edouard Bonnefous et Jean Fleury [16 novembre 1964].

CONSEIL SUPERIEUR DE L'AMENAGEMENT RURAL

(Décret du 3 août 1964.)

Sont nommés : M. Raymond Brun, membre titulaire ; M. Octave Bajeux, membre suppléant [14 novembre 1964].

CONSEIL SUPERIEUR DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES

(Décret du 3 août 1964.)

Sont nommés : MM. Robert Soudant et Max Monichon, membres titulaires ; Raymond de Wazières et Jacques Henriet, membres suppléants [9 décembre 1964].

MINISTÈRE EN FONCTION
au cours de l'année 1964.

2e Cabinet Georges POMPIDOU

(Nommé les 28 novembre, 6 décembre 1962 et 11 juin 1963.)

		MM.
1.	**Premier ministre**	Georges POMPIDOU.
	I. *Secrétaire d'Etat (affaires algériennes)*	Jean DE BROGLIE.
	II. *Secrétaire d'Etat (relations avec le Parlement)*	Pierre DUMAS.
2.	**Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles**	André MALRAUX.
3.	**Ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer**	Louis JACQUINOT.
4.	**Ministre d'Etat chargé de la réforme administrative**	Louis JOXE.
5.	**Ministre d'Etat chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales**	Gaston PALEWSKI.
6.	**Justice**	Jean FOYER.
7.	**Affaires étrangères**	Maurice COUVE DE MURVILLE.
	III. *Secrétaire d'Etat*	Michel HABIB-DELONCLE.
8.	**Intérieur**	Roger FREY.
9.	**Armées**	Pierre MESSMER.
10.	**Finances et affaires économiques**	Valéry GISCARD D'ESTAING.
	IV. *Secrétaire d'Etat (budget)*	Robert BOULIN.
11.	**Ministre délégué chargé de la coopération**	Raymond TRIBOULET.
12.	**Education nationale**	Christian FOUCHET.
	Secrétaire d'Etat (jeunesse et sports)	Maurice HERZOG.
13.	**Travaux publics et transports.**	Marc JACQUET.
14.	**Industrie**	Michel MAURICE-BOKANOWSKI.
15.	**Agriculture**	Edgard PISANI.
16.	**Travail**	Gilbert GRANDVAL.
17.	**Santé publique et population.**	Raymond MARCELLIN.
18.	**Construction**	Jacques MAZIOL.
19.	**Anciens combattants et victimes de guerre**	Jean SAINTENY.
20.	**Postes et télécommunications.**	Jacques MARETTE.
21.	**Information**	Alain PEYREFITTE.
22.	**Rapatriés**	François MISSOFFE (1).

(1) Jusqu'au 23 juillet 1964.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 26, rue Desaix.